LE MONDE JUIN 1978 diplomatique Algérie : 6,00 DA Marce : 6,00 dir. Canada : 1,50 \$c. Roy-Uni : 50 p. Espagne: 100 p. Suisse: 3 F.S. Italie : 900 lires Tunisie: 800 mil

Jouer avec le feu

Par CLAUDE JULIEN

Publication mensuals 5, rue des Italians, 75427 Paris Cedex 88

Y'ETAIT hier. Sur des kileroètres, entre l'agroport et le centre de Pékia, une foule immense ucclumait M. Phum Vaa Dong, premier ministre du Vietnam en guerre. Enfants et miliciens, ouvriers et troupes d'acteurs, graupes de femmes et soldats, rousiciens et danseurs, de chaque côté de la route, ea musses compactes, avec des boaquets, des rubans, des bauderoles. Sur des kilomètres. Hier : fin 1971.

Le lendemain, à l'issue du banquet, quatre mille officiels chinois lèvent leur verre lorsque M. Phom Van Dong porte uu toast à l'amitié soviéto-viet-namienne, ulors que depuis plus de dix uns le trochan hrôle antre Moscou et Pékin. Puis, avec la même sérénité, les mêmes officiels chinois lèvent leur verre lorsque leur hôte porte un toast à l'amitié sina-vietnamlenne.

C'était hier. Depuis, les armes se sont tues ou Vietnom, et le pays rénaifié se heurte à d'énormes difficultés économiques. Depuis, une chape de plomb et de song s'est abattue sur le Cambodge souteau par Pékiu. Depuis, la Chiac a cessé ses livroisons de riz au Vietnam, qui reçait une aide soviétique. Depuis
— c'était hier, mai 1978 — M. Zbigaiew Brzezinski, en visite efficielle à Pékia, informe ses interlocuteurs que les Etats-Unis maiotiendront an Asie ane forte présence reilituire pour contrebalancer la puissance saviétique et que le président Carter est « déterminé » à parveair à une « complète normalisation » des relations siao-américaises. La Pravda relève que les Chineis opplandis aux interventious occidentales au Zoïre, et les Cubains dénancent le « sale morioge entre Pékin et Washington ».

T ES accrochages qui se produisent en décembre dernier eatre forces cambodgieness et vietnamicaas soot vite snivis d'une tension à la frontière du Vietnom et de la Chine, puis d'incidents sur l'Oussoari, estre Chineis et Soviétiques. Mais, entre les Deux Graads da communisme comme entre tous les Grands, lo prudence est de règle : de part et d'outre, on s'efforce d'éviter les affroatements directs et le calma revient sur les rives incertaines de l'Oussouri. Quelle que soit l'idéologie invaquée, les Graods, s'îls doivent se urer, préférent agir par petits pays interposés.

Pékin soapçonue le Vistnam de vouloir, à l'instigation de Mascou, établir region. Loia de ramener le caime, le jeu triangulaire fait montor la fibre dous ues zone que, depuis des décennies, d'éparque aucua drame.

DOURQUOI les Vietnamicus aut-ils choisi, à ce stude, de frouchir aus nouvelle étape dans la « construction du socialisme »? Les reines de lu guerre sont encore là, ovec les pénuries alimentuires, les résistances à le socialisation du Sud (1), la fatigae d'ane population espirant à une vis « normale » qu'elle a'u jamais canaue. La fuite en avent sere-t-elle que solution? A Hanoï, les responsables les plus expérimentes et les plus ouverts n'avaient pos coché qu'il fradrait beaucoup de temps pour, progressivement, réunifier le pays et jastaurer la socialisme en Sad. Des esprits moins souples ont pourtaat tout foit pour presser le mouvement.

En mars, afia d' « éliminer les activités capitalistes », une apération est luncia coatre les cummerçants, à Cholon et oilleurs. Moscou voit dans cette initiative ana simple phase de la socialisation de l'économie. Il semble qu'elle ue se soit pos déroulée sans excès, vaire sons violences selon certains témoignuges difficiles à cantrôler. Mais ces cammerçaats sont Chinois : Pékin profeste contre lu « persécution » dont ils sont victimes,

De mêma que Moscoa avait retiré ses techniciens de Chiae, dix-buit aus plus tard Pókin roppelle ses propres techniciens du Vietnam, envoic des bateaux poar ropatrier les Chiaais — cammunistes au non — qui veulent fuir le Vietnam et diffuse les photos des Chinais qui, por milliers, franchisseat lu

La propogande joue en cette uffaire un rôle déterminuat dont an n'a pas fini de mesarer les effets dans toate l'Asie du Sud-Est. Quued, s'amplificat matuellement, les passions nationales et idéologiques etteignent aux telle vivacité, alles annancent des crises dont an soit bien qu'elles débouchent sor des affrontements sanglauts qui ne réglent jamais riea. Les Groats croient toujours rester maîtres du jeu dont les ravages ne les atteindralent pas. N'ant-ils pas déjù perdu le contrôle de lo situation?

(1) cf. le reportage de Nayan Chanda dans le Monde diplomațique d'avril 1978.

LE ZAÎRE, PARI PERDU?

De sursis en sursis, pendant combien de temps le régime du président Mobutu et l'unité nationale du Zaîre pourront-lis stre maintenus ? Bien qu'à l'époque elle ait été présentée comme un succès, l'intervention franco-marocaine de 1977 ne pouvait évidemment pas résoudre les problèmes de fond : corruption qui sape les bases de l'économis et du pouvoir politique (voir le Monde diplomatique de mai 1977), déliquescence d'une armée soumise au « pouvoir absolu d'un militaire d'occasion » (voit le Monde diplomatique de décembre 1975). Le mai l'est au contraire aggravé, renforçant, comme le montre l'article ci-dessous, la dépendance d'un pays dont on dit vouloir, par les armes, protéger la souveraineté. L'interpention belge et française de mai 1378 accorde aux nations intéressées un nouveau délai qui, cette fois-ci, semble devoir être plus habilement exploité que le précédent, et ceci dans trois domaines

Sur le plan militaire, le conseil de l'OTAN, réuni le 30 mai à Washington, s'est préoccupé de la « stabilité » et de la « sécurité s des Riais africains; tout développement en ce sens marquera la disparition progressio des fameuses « zones grises » laissées sans protection particulière entre les zones couvertes à l'Ouest par l'OTAN et à l'Est par le pacte de Varsovie. Sur le plan économique, les principaux pays créanciers du Zaire (France, Belgique, Etais-Unis, Allemagns de l'Ouest, Grande-Bretagne) se sont réunis à Paris le 5 fuin et se retrouveront à Bruxelles les 13 et 14 fuin pour envisager notamment des mesures de sauvetage dont l'article

ntes à la concertation militaire et économique. Car le Zaire, comme d'ailleurs l'ensemble de l'Afrique, est l'enjeu non seulement de la rivalité entre l'Est et l'Ouest, mais aussi de la compétition entre pays copitalistes. C'est un domaine dans lequel la France, face aux capacités d'investissement des Etais-Unis, ne fait pas le poids. Elle tente de compenser cette infériorité par l'apput militaire (interventions en Maurilanie, au Tchad. au Zaire) qu'elle offre aux régimes en place et dont elle espère en retour quelques avantages concrets.

Cependant, dans l'hypothèse où le président Mobutu serait obandonné par certains pays occidentaux, la confiance que les autres pays africains peuvent faire à la France pour assurer leur « stabilité » serait gravement atteinte. D'autre part, dans l'hypothèse où des expédients économiques inciteraient certains pays à miser sur les tendances sécessionnistes du Shaba, les promesses francaises de maintenir l' « intégrité territoriale » des pays africains servient à leur tour accueillies avec un

Il en serait ainsi non pas parce que la conception même de la politique française aurait reposé sur des bases théoriques fragiles, mais parce que son principal point d'application — le Zaire — aurait été mal choisi. Mais s'agissait-il d'un choix libre ? Les événements l'imposaient. Et l'échec retentiruit en d'autres pays ou prévalent pourtant des conditions plus favorables qu'à

La dépendance et la fragilité

D ANS les premières années qui eui-vent l'accession du Genge beige à l'indépendence, en juin 1980, l'éco-nomie de le jeune République reste surs l'entorise totale du capital beige. Co n'est qu'en 1965, à le suite des négociations avec la Beigique, que l'Etat congolale prendra effectivement possession d'una partie des participations auxquelles il avait droit Une sedo do nationalisations euront llau - le cas le plus célèbre est celul de l'Union minière, — et la loi Bakajika permettra à l'Etat congolale de recouvrer la piénitude de ees droits de propriété eur son demaine et sa souveraineté dans la concession des droits miniers, forestiars et fonciars.

Après de nouvelles péripéties que furant notamment le « zalidanisation » de l'éconemie, sa « radicalisation », pule la » rétrocession », l'emprise de l'Etat sur l'économle s'est renforcée, du maine formelle mant. Le capital beige perd sa position hégémonique eu profit des grandes puls-sances économiques : Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, République fédérale d'Allemagne, Japen... En mêma temps que le capital s'internationalise, les grandes entreprises renforcent également leur position par rapport aux petites et moyennes, davantage effectées par l'instabilité politique et sociale et qui avaient été les lères cibles de le zalifasiestion."

De 1960 à 1965, les investissements étrangars au Zaīre sont extrêmement réduits, allmentés essentialisment par l'autofinancement des entreprises visant tout au plus le maintien de l'outil, quand

Par DANTEL BONEHILL Maria .

elles ne déstrivectissent pas Galle delle dence s'explique curtout par l'instabilité politique et socialo qui caractérise les premières années de l'indépendance. La prise de pouvoir par le général Mobitu à la fin de l'année 1965 favorisera une relance économique par le rétablissement de l'ordre et de la sécurité dans

le majeure partie du territoire et par . 1967 (dévaluation ; et alignement de la monne e zahnise eur le dollar américain). Mais les investigiements, tani étrangers que nationaux, vont surtout prendre un essor considérable à partir de 1969, année de la promulgation du nouveau code des ments, extrêmement libéral, en particuller per les avantages financiers qu'il procure eux Investisseurs.

Le plus fort endettement par habitant

D ANS les investiseements agréés de 1959 à 1974 (1), le pert du Zaire, qui est en grande partie le fait de l'Etat, rete le moitié, eelon les estimations; elle est moindre, en réalité, parce que les données furent recuellles eur des listes publiées par le département de l'économie netionale en mars 1975 et qui ne reprennent pas certains investissements pourtant extrêmement Importants et où l'étranger intervient à concurrence da 80 %. Tel est notammant le cas de le SODOMIZA (Japon) et de le Société tionale). La plupart du temps, l'Elat zalrois s'associe à des intérêts étran-gers, selon la pratique des « joint ventures ». De cetta façon, Il s'assure le conçours des techniciens et gestionnaires étrangers.

La Belgiqua se trouve encore en tête, parmi les investisseurs étrangers, car elle continue à recourir davantage que les

(1) Pour les invertissements agrèés dans le cadre du code de 1969 à 1974, la part des diverses sources de financement est ainsi estimée : Zaire : 50 %; Belgique : 13 %; Grande-Bretagne : 10 %; Répablique fédérale d'Allemagne : 8 %; Etate-Unis : 7 %; France : 5 %; sutres : 8 % (d'sprés Lukusa Disbonda : Pisancement extérieur d'origine publique su Zaire : le rôle de Paide Més, thèse de doctorat en sciences économiques, UNAZA, Kinsbass, 1975, p. 200.

eutres pays à l'eutofinancement, male elle e pardu con hégémonie : les nationalisa-tione et les mesures de « zalrianisation »-« radicalisation » touchèrent principalement see intérêts. Après l'échec retentissant de ces mesures et la rétrocession qui s'ensuivit, le retour à une politique économique libérale est net et affirmé solennellement par le président-fondateur lors du dernier congrès du Mouvement populaire de le révolution (M.P.R.), le 25 novembre 1977.

(Lire la suite page 5.)

Lire pages 14 et 15 :

Une nouvelle d'Hélène Parmelin:

an transisto

Comment la résistance palestinienne a perdu du terrain

Que la résistance palestinienne ait perdu du terrain, nut n'en disconviendrait. Mais des divergences sur-gisssent nécessairement dans l'analyse des causes de ces reculs successifs. Tous deux membres de l'Union générale des écrivains et journalistes palestiniens,

dont le siège est à Beyrouth. Ghassan El Alu et Leila Harb présentent ici une analyse qui peut surprendre et paraître sévère mais qui ne man que pas de cohérence et rejoint au fond les discussions qui se poursuivent entre militants palestiniens.

Dix années se sont ecoulées depuis la bataille de Karamé (1) qui a véritablemont révélé la résistance palestinienne. Venant après la défaite de juin 1987, cette bataille offrait aux Palestiniens une nouvelle perspective pour libérer la Palestine, tandis qu'aux yeux de la population arabe elle devait combler le vide laissé par la débâcle des armées arabes. Sur le plan mondial, elle faisait apparultre qu'un nouvel élément entrait en jeu dans le « conflit israélo-arabe ».

Aujourd'hui, la direction de la résis-tance semble totalement mise à l'écart du réglement international de ce qu'on appelle maintenant le « problème du Proche-Orient », malgré toutes les concessions qu'elle a dû faire pour y être associée. La résistance pales-tinienne a sur, une série de défaites. Pourtant celles-ci ne furent pas le résultat d'une confrontation ouverte avec son adversaire direct, le sionisme. Alors, pourquoi tant de revers ?

On considère trop souvent que la

Par GHASSAN EL ALY et LEILA HARB

lutte armée palestinienne a prie nais-sance en 1965 avec la première action armée du Fath. En fait, dès 1935, un mouvement de guérilla (2) regroupant assentiellement des ouvriers et des paysans s'était développé, evec, pour objectif, la intre contre le colonialisme bitannique et les premières instellebritannique et les premières installa-tions de colons sionistes en Palestine. Ses premières structures remontaient à 1926, mais son défaut majeur était de se considérer comme une organi-sation purement militaire. Il manquait totalement d'éléments représentatifs de l'intelligentais révolutionnaire de l'intelligentala révolutionnaire (aujourd'hui, en revanche, la résis-tance palestinienne est encombrée de pseudo-intellectuels révolutionnaires). Dépouveu de stratégie politique, ce mouvement eut recours au leadership de dignitaires traditionnels, semi-féodaux, semi-bourgeois. Ceux-ci adoptèrent une ligne de capitulation, soutenant la nécessité de déposer les armes en attendant que la commis-sion d'enquête britannique (la com-mission Peel) ait publié ses conclu-sions en 1939. Ce fut la première fois qu'un compromis politique contrai-gnait le peuple palestinien à déposer les armes.

A la fin des années 40, alors que l'Etat d'Israél était sur le point de se constituer, la intte connut un nouvel essor. La mort d'Abdel-Kader Al-Hosseini, qui en avait pris la tête, provoqua la première vague de désilusion chez les Palestiniens. Parallèlement, l'inaction, pour ne pas dire la complicité, des regimes arabes face à la création d'Israél produisit une semblable désiliusion dans les masses arabes.

(Lire la suite page 16.)

(1) Le 21 mars 1968 ent Heu un affron-tement entre l'armée irradianne et la première formation militaire du Fath, basée en Jordanie. (2) Voir l'article d'Eric Rouleeu, le Monde déplomatique, janvier 1975.





LES CONTRADICTIONS DE LA

dénonçait te - Derg (ascista - eccusé

de vouloir fourvoyer le révolution dene

une impasse » petite-bourgeoise » sous

la forme d'une dictature militeire, et

exigeait le formetion immédiate d'un

» gouvernement des forces populaires » dans lequel il aurait nacessairement jouà

un rôle déterminant. Quittant te terrain

de le seule confrontation politique, le

P.R.P.E. declenchalt en septembre 1976

une guérilla urbaine, le » terreur blanche ».

La majorité da l'Intelligentsia éthioplenna passait alors dans le camp de le

contre-ravolution ». De plus, le P.R.P.E.

recrutait le groe da ses forces parmi

les lycéens et les étudients issus de la

petite bourgeolele. Celle-cl avait été pri-

vée d'une pert substentielle de ses revenue

par le nationelisation des logements

loués, décrétés en août 1975. Frustrée

ES frontières de l'Ethlople étant pra-tiquamant fermées eux journalistes étrangers, les rares informations qui parviennent da ce pays ne favorisent guére la compréhenaion des événaments qui bouleveraant la société éthiopienne depuis février 1974. A Addis-Abeba, toutes les forces politiques (officielles ou semi-clens) se réclament de l'idéologie socialite : leurs rivalités ont pourtant engendré une véritable guerre civile.

L'armée d'un régime qui s'affirme » révolutionnaire » e'effronte en Erythrée aux combattants d'un mouvement da libération qui pendant des années e été considéré régima impárial, at dene l'Ogaden aux troupes d'un Etal, le Somalia, qui était le seul, dens le come de l'Afrique, à es réclamer du marxisme-léninisme. Ces taits paraissent el daroutants et balgnent dens un tel climat de violence que, pour beaucoup d'observateurs, ils n'obâlrelent plue à la moindre logique politique et sa rédutralent é des rivalités de personne lités ou de clans dene le lutte pour le pouvoir. Pourtant un retour en arrière su les conditione dans lesquelles e commencé la révolution éthiopienne et un recensement des forces libérées par la chute du Négus permetient peut-être de mieux cerner l'évolution récente.

A propremant parier, le régime du Négus n'e pas até ebettu : une fronde etrictement corporatiste au saln da l'armée. une recrudescence de le révolte étudiente, endémiqua dapuia quinze ana, et la grogne des chauffeurs de taxi protestant contre un doublement du prix de l'essence ont euffi pour que le régime impărial s'effondre da lui-même, victime de son incurie et de sa corruption, révélée par l'effroyable famine des ennées 1973-1974. Il es décomposalt surtout en raison de son parasi-tisme : alors qu'il tirait l'essentiel de ses revenue de l'imposition des campagnes, sa disparition n'e en rien affectà la production agricole.

La révolution e hàrità d'un empire. A l'intérieur des frontières ectuelles coexistalent - de plus en plus difficilement un foyer netional, - ebyssin -, et des netions pariphétiques dont l'intégretion à l'Ethlopie àtsit d'eutant plue làche, ou même conflictuelle, qu'elles étalent gâographiquement éloignées et leur soumission historiquement récente. L'Ethiopie restait figée eous une double hiàrarchie : ecclaie et ethnique. Le groupe dominant était à le foie une caste - la noblesse emhere — et une netion — lee amhares — è lequelle il était possible de s'intégrer pour peu qu'on assimile le langue, la culture, le religion. Le régime féodal écrasait une paysannerie réduite à le acryltude, et le système impérial assurait se domination des netions conquises à travers des liens de vassalité imposés à le noblesse locale. Etre amhare donnait le droit, en échange de services rendus. de devenir colon sur les marches de l'empire et ouvrait plus largement les portes de l'edministration, très embryonnaire, ou de l'ermée, bras séculier de le

Parents, gratuitement,

nous vous conseillons

l'école idéale

noblesse (contre les jacquerles) et de l'empire (contre les mouvemente natio-nelistes). L'unité de l'Ethiopie était donc fondée eur una structure féodale et une pyramide de nationalités cimentée par l' = embaritude =. L'administration lo garantissalt moins que l'armée, qui en 1974 occupalt des zones entières comme l'Ogaden, et suriout moins que le pouvoir autocratique de l'empereur Hallà Selassié personnege outour duquel gravitaient toutes les institutions : empire, apparell d'Etat, armée, noblesse.

Les rivalités entre grandes puissances ont neturellement joué sur les oppositions nationales qui divisaient les trente millions de sulats du Négus vivant dans un peys surplombant le coma de l'Afrique et bordent le mer Rouge, zone de plus en plue convoitée. Décidés à faire de l'Ethiople leur bastion en Afrique, les Etats-Unis n'ont jamaie lésiné pour sou-tanir le régime impériei. L'Ethiopie recevalt ainsi près de la moltià de l'alde militaire et le cinquième de l'aide civile amaricaine à l'Afrique (pour le première, 221 milliono da dollars entre 1953 et 1975; pour le seconde, 309 millions de dolters entre 1951 et 1974). En 1952, Waehington prit le tête de la campagn

qui aboutit, contre l'avia des pays socialletes, é la décision des Nations unles de fédérer de feçon très souple l'Erythrée. encienne colonie Italienne, à l'Ethiopie Weshington s'emptoye, dix ans plus tard, en 1962, l'annexion pure et simple de l'Enthrée par l'Ethtopie an violation de cette résolution de l'ONU.

Par RENE LEFORT

A l'inverse, les nationalistes érythréens. notamment leur alle progressiste, trouvalent leur plus sûr soutian auprès des pays socialistes : pendant des années, Cube e armé et entraîné les combattants du F.L.E., puls du F.P.L.E. De même, l'U.R.S.S. et ses alliés ouropéens n'ont taire, à le Somafie après l'accession eu poivoir des officiers radicaux. Or cette armée devait nécessairement envisager la uête da l'Ogeden, dont la popuietion est incontestablement comalic cet objectif e toujours été considéré à

Organisations de masse et pouvoir central

A U cœur du problèma : l'articulation antre la formation, le rôle, tes pouvoirs des organisations de masse, considàrées comme les structures primordiales a la bese e, et la transformation, les fonctions et les pouvoirs des institutions centrales (armée, polica, justice, administration). Fût-ce de feçon délournée, le guérille du P.R.P.E. traduisalt le doute que les institutions centreles qui evalent perfeltement eervi le régime impérial pouréléments » réactionnaires » (ermée) ou soumises à l'autorité d'officiers « progressistes = (l'Etat), fournir le force incontestée qui conduirait le paye vere le societisme. En outre, l'intensification de la guerre en Erythrée et en Ogeden conduisait à se demander dans quelle mesure les communautés tocales pourrelent prendre en main leur propre destinée. pulsque la revendication principale de certaines d'entre elles - l'indépendance - étalt fermement combatiue par le pouvoir central.

Il était d'autant plus difficile de trouver une réponse adéquate é ces questione que les aspirations sociales et nationales e'exprimalent simultanément et que le pays atait totalement dépourvu de traditions démocratiques. Or l'enchaînement des interventions étrangères, de quelque bord qu'elles viennent, n'ont pu que rendre plus complexe encore le recherche d'une solution négociée en Erythrée et

dene l'Ogaden puisqu'alles ont abouti à donner à chaque camp les moyens d'es-pèrer atteindre son but en écrasant miliairement l'edversaire.

noblesse, effrayée par la violence de la

répression qui frappait ses enfants, le

patite bourgeolele basculait dans te camp

de l'opposition, amputant le futur front

d'un groupe social qui euralt pu jouer un

rôle déterminant dans sa formation, comme

la réticence de l'Intelligentale le privait

- d'autre part, les deux mouvements

netionalistes tes plus vigoureux rejetalent

l'eutonomie înterne qui leur était propo-sée : les Erythréens exigealent l'indépen-

dence totale, les habitants de l'Ogaden le

rettachement pur et elmple à le Somalle.

programme de la révolution nationale

démocretique n'apportail pes de réponse

ecceptable eu double défi que tancalent

le P.R.P.E. é Addis-Abeba et tes mou-

vements nationalistes eur les marches de

La preuva étalt alnai fournie que le

d'un corps dirigeant;

Les elliences se sont nouées de façon exactement symétrique par rapport é celles qui avaient été conclues evant 1974. Elles obéissent rigoureus le même problémetique : soutenir (pour l'Est) ou effaibilr (pour l'Ouest) le régime en place à Addis-Abebe en jouant de la question notionale. L'échec - prévisible - de la tentative de créer une lédération Ethiopie - Somelle - Erythrée obligea le bioc socialiste à choisi ; il abandonna ses aillés d'hier (Somelle et Erythrée) pour se ranger résolument derrière le Derg, auquel il journit non equiement des armes mele aussi des hommes pour réoccuper t'Ogaden et passer é l'offensive en Erythrée. A l'opposé, les pays occidentaux, directament ou par l'intermédieire de leure aillés locaux, ont essayé d'ebattre le régime d'Addis-Abeba en donnant à le Somaile le feu vert pour envoyer des troupes dens l'Ogaden et eux Erythréens les moyens de résister eux offensives de l'ermée centrele.

Dans ces conditions, les contradictions relevées plus haut n'ont pu que e'alguiser car chacun des deux termes qui les composent - inetitutions centrales et organisations de base - e été teniorcé au point d'étendre le chemp at l'intensité

Prudence à l'égard des milices

A position ectuelle d'Addis-Abeba est sans équivoque : l'Intégrité territoriale de l'Ethiopie n'est pas négocieble. Pulsque la révolution éthiopienne incarne les véritables espiratione - des « larges messes », puisque l'indépendance des nations périphériques les lerait tomber sous la coupe de régimes » réactionnaires «, cette Indapendance est Inacceptable. D'où le choix exclusif d'une riposte militaire qui, à l'évidance, ne suffit pes à apporter une réponse satisfalsante à

Dane le cas de l'Ogaden, ce choix ne e'est pas heurté à une opposition vigoureuse : le vieux réflexe antisomation de la majorità des Ethiopiens et le principa de l'Intangibilité des frontières ont escamotà le vrai problème. Le débat e seulement porté sur le type de réponse mititaire qu'il convenelt d'epporter : guerra conventionnaite ou guerre - révolutionnaire - ?

eurait survécu à le chute de Herrar. De plus, les choix de l'U.R.S.S., qui jouait sur le plan militaire un rôle déterminant. ont pesé.-Enfin, l'armée régulière s'opposa energiquement, comme le souhaitaient certains, à ce que les milices puissent devenir le noyau de la future - armée rouge . : elles sont moins bian équipées. moins bien entraînées, moine bien traitées - nourriture et salaire - que l'armée régulière, dont elles ont cependant copià l'orgenisation et dans laquelle leura mellsont confinées dans les tâches les plus subaltemes mais souvent les plus exposées. Etalt-il de toute laçon tolàrable. pour les institutions centrales, de donner eux organisatione de base - qui accueilleront les miliciens à leur retour - une pulesance militaire considérable ? Ce décalege entre ce que les milicians attendaient de teur mission et le situation réelle qui leur fut falte est à l'origine d'affron-

Un double défi

A chute puis la rapide élimination de la noblesse ambara ouvrait un vide vertigineux. Le régime déchu était tellement autocratique et rétrograde qu'fi interdisait à toute organisation politique même si elle avait l'Intention de le eoutenir - de se constituer officiellement. Les oppositions ciendestines restaient régioneles ou extérieures au pays (les mouvements d'étudiants à l'étranger). Aucune force politique, eucune institution ne pouvait légitimement revendiquer la pouvoir laissé vacant. La noblesse amhara etérilisait l'essential des richess qu'elle accaparait : comment tes nouveaux surplus seralent-lis prélevés et rélaiectés dans l'économie, dans quelle vois de

léveloppement s'engegereit l'Ethiopie ? L'élimination de la noblesse emhara, sur qui reposeit tant bien que mei l'unità de l'Ethiopie, libèreit de formidables forces centrifuges : la revolution ne pouvait âtre qu'antiféodele et enti-impariale. L'intégrité du pays pouvelt-elle ou devalt-elle être préservée et, si oui, eur quelles bases ? Cette chute, enfin, broulltalt complètement les cartes des grandes puissances dens le come de l'Afrique : les Etats-Unis perdalent un viell allià; l'Union soviétique soutenelt des forces défendant des objectifs contraires aux orincipes qu'elle sffirme défendre (intengibilità des combettant un régime aux côtés duquai elle ne pouvait que se ranger eu nom de « l'Internetionalisme prolétarien ». Quelles nouvelles positions edopteralent les grendes puissances, comment influeralentelles sur le cours de le révolution éthioplenne ?

Avec le recul du temps, il devient évideni que l'Ethlopie ne pouvait trouver un nouvel équilibre dans un cadre libéral duction et d'échanges appartenaient à l'ancienne noblesse ou à des sociétés et commercants étranders. Sur l'eutre bord. la faiblesse numérique de la classe Ouvrière - environ sobante mille travailleurs pour une populetion de trente millione d'habitants, — sa faiblesse poll-tique et organisationnelle (le syndicat unique avait été organisé avec l'aide américaine et campait sur des positions très

corporatistes), excluelent le passage immédlat é un socialisme « orthodoxe » augual eurait manqué, en plus, une plèce essentielle : le parti capable d'en revendique et d'en assumer la direction. Et comme toutes les forces politiques avalent retenu la leçon de leure àchecs antérieure (l'appui populaire est indispensable pour ebettre la noblesse), elles furent unanimes à choieir le « socialisme » pour objectif génàral de la révolution. Restalt l'essentiel : en défintr la nature et les voles qui permettraient de l'atteindre. Ainsi fut edopté le 20 avril 1976 le programme da le - révolution nationale dâmocratique -Son objet était de « créer les conditions

qui permettront d'assurer le transition de le sociatà athiopienne vers le socialisme ». La direction du paye devait passer du gouvernement militaire provisoire l'ermée n'evelt pu que rempilr en partie le vide ouvert par le chute do Nàgus féodales, anti-impérielistes et » anticaoitalisme-bureaucratique - qui recevralent immédiatement les moyens de se former. composantes de ce front, dont il devalt progressivement prendre la direction. était le parti prolétarien, à crées de toutes pièces. D'eutre part, les contradictions antre les différentes nationalités étalent reconnues mais minimisées : leur solution passeralt par le reconnaissance du droit à l'autodétermination, qui e'exercerait dens l'auto-administration sans qu'il anit besoin d'aller lusqu'à l'indépendence : le communauté d'intérêts des « larges messes athiopiennes - deveit l'emporter sur les divisions nationales.

Mais quelques mois après sa publica-tion deux faits rendalent ce programme

- d'une part, le Parti révolutionnaire du peuple éthiopien (P.R.P.E.), la plus puissante orgenisation se réclement du merxisme-léninisme, le mieux organisée, le seule è être largement implantée en milieu urbain où elle rassembiatt la très grande majorité des citadins politisés, refusalt que cette atape frontiste se déroule sous te contrôle official du gouvernement militaire provisotre. Le P.R.P.E.

SUR UN LIVRE D'ALBERT TÉVOÉDJRÉ

L'Afrique de l'espérance =

VOICI un livre de combat, puissant, para-doxal (1). L'entour vient de loin : Albert Tévoédiré, né dans le sud du Dahomey, enfant d'une famille modeste, était étudiant à Toulouse quanc apparurent les premières fissures dans l'édifies écolonial. Dirigeant de la P.E.A.N.F. (Fédération des étudints d'Afrique noire en France), il se tance dans le combat. D coonsit de constants ennuis avec la police. En 1357, il festit un livre : l'Afrique révoltée (Ed. Présence africaine), qui marquera une génération entière

Puis c'est l'indépendance, octroyée par de Gaulle. Dans l'Etat satellite du Dahomey, le colonisateur avait créé et savamment entretenu, an tours des décemnies, le tonflit entre les peoples du Nord et ceux do Snd. La France confle alors le pouveir à un ancien justituteur du Nord : Rubert Maga. Le Sud boede. Tévoédjre, dirigeant né à Porto-Novo (Sud), est pratiquement le seul qui, parmi les hommes de la côte, accepte le défi, dénonce co conflit artificiel et débilitant et accepte de collaborer evec Maga. D devient ministre de l'information, puis secrétaire général de l'Union africaine et malgache. Mais il ne eaccommode pas da la politique néo-coloniale que pratiquent bon nombre de chefs d'Etat africains. D' quitte ses fouctions et

C'est alors l'axil à Genève, un exil paovre et harssant. Avec sa fomme et ses trois fils, il passe quelques années difficiles, vivant dans des methles prêtés. A l'université de Fribours, il obtient un doctorat de sciences économiques. Ee 1969, il est nommé sous-directeur général de l'Organisation internationale du travail (O.L.T.). Il dirige aujourd'hui l'Institut international c'études sociales rattaché à cette organisation.

A Panyreté, richesse des peuples, part d'un constat simple et effrayant : douze mille personnes meurent de falm tone les jours dans le monde. Le chômage structurel, la sous-alimentation chronique, la maiadie, transforment en un calvaire sans fin l'existence de plus ée éeux milliands d'étres de la périphérie du monde capitaliste. Dans catte immense aire tricontinentale, véritable réserve humaine, minière et auricule, que les oficarchies imménsiques multi-A Panyreté, richesse des peuples, part d'un agricete, que les oligarchies impérialistes muitinationales du coutre exptotteut à votooté.

L'Afrique contemporaine vit une situation L'Arrique contemporaine vit une attustion contradictoire : cinquante-cinq Elats, possèdent des richesses minières et agricotes qui sout parmi les pina fabuleuses de le planète. Or, la pinpart de ces Etats sout d'une effrayante faiblesse. Dirigés par des bommes mis en place, dominés, manipulés par les sociétés multinationales, ils chéissent à une revisabilité qui leur est distés. obéissent à une rationalité qui leur est dietée par le capital financier étranger. Els sont toca-

Par JEAN ZIEGLER *

pables de résister à ce diktat et d'opposer à l'expleitation impérialiste una volonté c'Etat antonome, indépendants. Voici l'image qui ressort des statistiques publiées par Tévoédirè.

Les Africains ont le reveuu annuet par tête d'habitant le plus faible do moude : 363 dollars. Entre les différents pays du continent (et à l'insérieur de chaque pays) la distribution do revenu est très inégale : 43 des 147 millierds du produit national africain reviennecs aux pays producteurs de pétrole. Antre luégalité : l'Afrique du Sud réalise, à elle seule, un produit netional brut de 39 milliards de dollars. Treoto-neur paye d'Afrique, par cootre, ont un P.N.B. Inférieur à 3 milliards, vingt-sept pays un P.N.B. qui est de moins de 1 milliard de dellars.

In 1854, à Toulouse, Tévoédiré organise, avec L ses camarades de la F.E.A.N.F., les retentis-santes journées « anticolauialistes ». Le problème, alors, paraissait simple. Il fallait que la France se retire, que le régime colonial preune fin. Le preblème, eujonrd'hni, est infiniment plus complexe. L'aunemi est moltiforme, ses stratégies e'asserviséement plus intransparentes, ploe vio-lantes que jamais.

Député socialiste de Genève au Conseil natio-ual suisse, professeur de sociologie à l'université et à l'Institut d'études du développement de Genève.

Tévoédiré prépare patiemment la riposte, Elto tient an un programme de quatre points qui, dans le monde douillet des Nations unies où

dans le monde douillet des Nations quies où Tévoédiré se meut depuis dix ans, va lut ettirer des inimitiés implacables:

L II fant que cesse l'octrol, le transfert mimétique des technologies du ceutre à la périphèrie;
il fant que soienz respectés les modes de production non capitalistes. En bref : la transformation non capitaliste des sociétés africaines est une exigence de la raison;

2. Les sociétés africaines, qui, par blen des aspects de leurs structurés, ecut en fait des ecclétés socialistes précapitalistes (an seus où Véra Zastouliteb employait es terms), doivent liquider les bureaucraties imitatives, étouffantes et corrompnes que la cotonisateur e installées et corrompnes que le cotonisateur e installées et qui enriveut à l'indépendance (toute fictive). Des « républiques coopératives « autogestion-naires, égalitaires, libres, qui alliant la « disci-pline sociale » en « libre épanonissement de chacun », doiveut prendre leur place; 3, Utople? Non. Tévoédirà décâle, dans les

3. Utople 7 Non. Tévoédira décele, dans les systèmes symboliques des sociétés africaines, des significations, ées motivations collectives qui permettront eux hommes agressés par l'idéologie impérialiste, la rationalité marchands, de résister et également de recouquérir progressivement, par la théorie et la pretique, une eutre identité, estouoms;

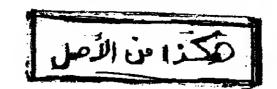
4. Mais l'impérialisme est un flèxo plenétaire. Tévoédiré met en question la possibilité d'une véritable libération nationale. Seul un front antirentante interesse netronale seul détruire l'actuel impérialiste etructuré poorts détruire l'actuel système meurtrier de la division internationale système meurtrier de la division internationale do trevail. Par une stratégie coordonnée des puys et des cootineuts asservis, il anne comme tâche première d'instaurer un gialogue e offensif navec les Étate en centre, afin d'obtenir la signature d'un e coutrat de solidarité e.

Le livre de Tévoédiré ouvre la vola à un débat passionnant : celui qui explore les possibilités d'une ilbération oégociée des pays écuninés et ée la transformation non capitaliste ées sociétés aotochtones africaines.

(1) A. Tévoédire, la Pranyrete, richesse des peuples, Ed. Economie et humanisme, Paria, 1975. 207 pages, 40 F. Préfaces da J. Tinbergen et Dom Beider Camara.



Commission paritaire des journaux et publications : nº 57438



. . . .

....

4 . **

20.00

<u>~</u>

5

.. :: -:::

 $\sigma(x) =$

4:1

1

pp 11 11

17.9 6 3

ON OUR OF

.;:

BIBLIO

TO A SERVICE

ter Amine ...

DIX ANS

APRÈS MAI

15003 PARIS TO 557-76-42

ABOVE THE TE

Communey: Sancare

Change: Sancare

Communey: Sancare

Communey: Sancare

Communey: Sancare

France: F

110

Ir.

a groupe on a

e de la companya de l

 $(11) = \frac{1.55}{107}$

ć5 -

1. 4. 4.

: - :::

1

* * * *

100 000

- '; ;

277.00

14.75

: : : : = 1

31.4-4

cose, em.

Am bourges avia

ת במים ביים ביים ה

stenamie (-tam)

i i isa Enginesia.

ton totale. The same

lathement purchase

A Break

rgramma et macretique -

reptable to the

PRPE

ns VCgndar -

ರಾಡ≘ಕ ೨ ರ=೬೮,ನ

187 alie 13 o . .

Les alleger

actement o. - :

Des 51 1.17

74. € 0.

mere see -

: 2:309 & 4:50 .

28 2 10 1

.es: == -=:::

57 \$20 A 114

3 37 er - -

F". 5....

wrate lj.:

98 gr. In.

Solderstung in

現実集 1世 また でし

anname a la Silvi

Data to

BB2ECS .

079357** -

M 2007 1

d des music

APLY TON

Me 28 1.11

IM 94

A44 3

MANUTE TO

Mary Section 1

101

34 888

**** N. 15.5

(## a 3.25 ft)

44.8 E48 :::

menta matero po-

et pouvoir i missi

RÉVOLUTION ÉTHIOPIENNE

tements sangiants avec des coldats de l'ermée régulière. La même problématique, aggravée par l'impitoyable enchaînement des faits, e précipité au cœur de l'empire un conflit qui n'embrasait que sa péti-phérie, anfonçant la capitale dans une guerre civile meurtrière.

A Addis-Abeba, le mécontentement populaire s'accentuait. Les produits ell-mentaires devenalent de plus en plus rares et chers — officiellement leur prix avait augmenté da 78 % entre la 1° vier 1974 et le 1° octobre 1977 - aiors que les salaires plaionnaient. Des centaines de milliers d'ouvriera agricoles refluaient vers les villes parce que l'appli-cation da la réforme agraire les privait de travail. Outra leure sppule traditionnels, les commandos du P.R.P.E. béné-ficialent donc du soutien ou de le neutrelité de la majorité de la population. L'impulssance des autorités à contrer le « terreur blanche » falsaft taire la minorité restante. De tells sorte que, même si les membres du Derg n'étalent pea encore directement attetnts, le vide qui se crésit eutour d'eux les condamnait é terme. C'est en désespoir de cause qu'lla acceptèrent finelement ce qu'ila avalent refusé jusque-là : armer les milices. Du coup, le contre-terreur échappait à leur contrôle : ces miliclens relevalent — théoriquement - de l'eutorité des associations de quartier dont les dirigeants n'accordelent au Derg qu'un soutien mesuré. De gré pu de force, les milices obtinrent une impunité totala pour passer à le contre-attaque svec d'autant plus da violance et de brutslité qu'elles avaient été recrutées sans grand discernement, qu'elles étalent peu ou mal encadrées et que leurs membres avaient vécu pendant des mois dans le hantise d'être essassinés. Pour tous ceux qui sa plialent à is loi du plus fort, l'ordre des trayeure e'inversa : les attentats du P.R.P.E. cessèrent dès le début de l'année 1978, mels ce succès sur les « contre-révolutionnelres » - là où la Derg evait échoué -- ne conféralt-il pas sux milices, de plus en plus autonomes, et, derrière elles, eux organisations de quartier, une puissanca et una légitimité qui leur parmettreient de se rapprochar du pouvoir à Addis-Abeba?

Le Derg avait senti le danger : contraint de lâcher les ermes, il tentait immédiatement de prendre le contrôle des organisations da base, insensiblement, la terreur rouge - glissait da son objet initiel (l'élimination du P.R.P.E.) vers un cenflit entre les organisations de quartier et les pouvoirs centraux, le premier enjeu étant l'autonomie organisée et armée de le population da la capitale ou sa eux sutorités gouvernemen-

A cela vint se superposer la voienté du Derg d'éliminer, ou au moins de neutraliser, les militants du deuxième grand mouvement politique es réclemant du mandame-léninisme : le MEISON (Mouvement socialiste panéthiopien). Ce parti avait accordé son » soutien critique » au Derg suprès duquel Il jouait un rôle politique tondamental. Il était à l'origine des grandes réformes promulguées par la révolution et avait animé la création des organiestions de masse, où il disposait de très fortes positions. Maia, dénoncant le risque imminent d'un - coup d'Etet de droite -, Il passait à le clandestinité eu mole d'août 1977. Ainsi les alliés d'hier contre le < terreur blanche - - organisations de quartier, Darg, MEISON - devenalent des edversaires qui ne s'effrontent pas encore officiellement male se livrent secréte ment une guerre achamée. Capendant les organisations de quartier sont si Iraglies, chaque groupa politique si souclaux da devenir te futur grand parti proiétarien, le discoure politique officiel si irréel que, des protegonistes s'efforcent besucoup

moins de mobiliser par la conviction que d'enrôler par la terreur.

La forma prise par la guerre en Ogaden et en Erythrée e'ajoute aux « terreurs » auccessives à Addis-Abeba pour clarifler e eltuation dans les institutions centrales. L'autorité du lieutenant-colonel Mengistu Hallé Mariam semble peu contestée au sein do Darg après les épurations auccessives qui l'ont amputé de près de la moité de ses membres. Il a affirmé son autorité sur une armée rentoroée, épurée, et sur l'administration. Le vide é la tête de l'Etat provoque par la chute da l'arisaprès les coups très durs qui ont trappé la MEISON et surtout la P.R.P.E., les mouvements politiques « civile » sont très affaiblis. En leur lieu et plece émerge avec de plus en plus de vigueur le Seddeth, un parti créé par le président du Derg, placé sous son autorité directe, et qui se livre à un recrutement accéléré rmi les officiers et les cadres de l'administration.

Mela les confilts que possit la naissance d'un pouvoir central unique, orietallisés à Addis-Abeba et sur les frontières da l'empire, laissaient entre les deux un espace libra dans lequel les campagnes ont érigé une autonomie orgenisée qu'elles considérent comme l'acquis politiqua essential da leur révolution.

Paysans et communautés locales

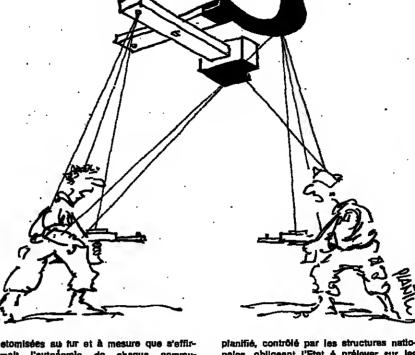
T ES paysans éthiopians - 90 % da la L population - torment en effet la seule classe sociale organisée - à la base -. solides : les associations d'entraide traditionnelles. Elle fut lancée per Addis-Ababe lorsque la Derg promulgue les et envoya les étudients « réveiller » les campagnes. Elle avait uo objectif bien précis et tangible : éliminer les grands propriétaires, abolir le servitude, en finir svec les relations séculaires d'expioitation et d'oppression qui prévalaient entre l'Etat amharique, fédérel, colonial, at la paysanneria. La motsur da la révolution rurale fut la combinaison de l'égalitarisme et de l'autonomie.

Sous la pression des paysans les plus pauvres, la redistribution égelitaire des droîts de culture sur des terres qui sont désormais propriété publiqua est en cours ou e'amorce. L'application de la réforme agraire, avancée dans le Sud, plus en retard dans le Nord, est loin d'être ter-

mines et continue de provoquer d'apres luttes dans le champ clus da chaque communauté rurale que l'élimination des landiords e rendue presque homogène. Cer l'association de paysans e toute auto-rité en matière foncière. De fait, sa compétence a'exerce pretiquement dans tous les domaines ; politique, écono-mique, administratif, judiciaire, de police. Elle encadre une communeuté qui se gou-verna alle-mêma et tend é se donner progressivement les movens de son propre développement économique et social. C'est ainsì que de nombrauses associations ont construit leur école, leur centre sanitaire, jeur moulin, leur magasin de atockage, et créé leur coopérative da services, la plus souvent avec une aida tout é fait minime de l'Etat.

En quatre ans de révolution, les campagnes se sont radicalement transformées. Le revenu de la paysannerle a augmenté, d'après des estimations sérieuses, de 40. % en moyenne : dans la plupart des cas, un paysan ne paye plus que de 15 à 20 F d'impôts par an. Il est passé du servage et du colonisiisme le plus rétro-grades à une maîtrise réelle de sa vis quotidienne. Les campagnes veulent accroître leurs revenus et renforcer leur statut actuel. Mais la puissance da l'égalitarisme aboutit à réduire les surfaces expinitées à des lots de petite dimension. Cette egriculture parcellisée, ce communalisma rural pourraient-lis évoluer vers modernes, qui supposent l'exploitation en

sol est al fort que chaque association de paysans s'est repliée sur elle-mêms pour s'organiser. Les campagnes se sont



mait l'autonomie de chaqua commu-nauté. Una autonomie si vigoureuse qu'il n'y a pas d'exemple qu'un conflit entre une association et l'administration locale ne se soit terminé eu détriment de cette dernière. Une autonomia qui s'affiche de plus en plus ouvertement comme la revanche des campagnes sur les villes, la volonté du moode paysan d'enlever eux citadine la direction effective da l'Ethiople : le centre de gravité du pouvoir doit se déplacer de la minorité vers la majorité. Mela cette eutonomie eccrue et cette atomisation engendrent gussi un sentimant corporatiste de plus en plus sensible. Et la décalaga s'aggrave antre, d'une part, la conception et l'organisation du pouvoir at du mode de développement que les campagnes veulent voir s'instaure et, d'autre part, les ambitions du pouvoir central qui s'affirme é Addis-Abeba. La révolution éthiopienna va ainsi se trouver au pled du mur que jui cachait la parenthèse ouverte par l' « Invasion soma-Леппа ».

Les autorités gouvernementaies répètent que la nelseance du grand parti révolu-tionnaire é qui reviendra la direction de la société éthiopienne est imminente : le Seddeth-va être officialisé. Mals II n'est qu'un eppendice des institutions centrales. Coelle place sere dévolue, dans ce futur centre de tous les pouvoirs, sur dirigeants des organisations « de base », dont l'autorité et la représentativité sont incontestables car elles émanent de la quasi-totalité de la population ? Comment concilier un développement centralisé et

nales, obligeant l'Etat é prélever sur les campagnes des surplus qu'il répartirait eous sa seule autorité, quand les associations da paysans vaulent au contraire loppement da la communauté qu'elles ancadrent? Un compromis peut-il e'établir entre un pouvoir central qui e'affirme au moins eussi jacobin que son prédécesseur at des forces centrifuges de mieux en mieux armées et organisées ? Les pays du bloc socialiste iront-lis jusqu'é tournir au Derg les moyens de régler la « ques-tion érythréenna » comme celui-ci semble l'entendre, c'est-à-dire en exterminent les militants des mouvements da libération, evec toutes les conséquences qu'Inévitablement subiralt toute le population? Et, dans ce cas, de quelle istitude disposerait encore le pouvoir central pour conduire comme il l'entend les affaires du pays?

Seule l'invention d'institutions tout à fait originales pourrait permettre de surmonter ces contradictions qui, en s'aggrevant, rendant da plus en plus périlleux l'avenir révolutionnaire da l'Ethiopie, Depuis le début de le « terreur rouge », tout débat idéologique est, en fait, interdit ou Impossible. Le discours politique officiel devient un non-sens parce qu'il se situe en dehore des problèmes que doit affronter la révolution éthiopienne. Dans ces, conditions, comment celle-ci pourrait-ella soulement entendre et laisser s'exprimer tous ceux au nom desqueis alla est censée se faire ?

RENE LEFORT.

BIBLIOGRAPHIE

- BLACK FIRE! par Michael Racturn evec une analyse d'Anthony Wilkinson; iz lutte armée que ménent en Bhodésie les diverses compountes du Front patriotique (ZANU et ZAPU) est pré-sentés lel sous une forme vivante et romancée par un journaliste rhodésien romancée par un journaliste rhodésien opposé su régime raciste. En cinq chistofres ». Il en rotrace l'évolution et les péripéties de ses débuts, en 1964, à nes jours. L'analyse historique et politique de M. Wilkinson complète heureusement ces récits et éclaire les rapports souvent complexes entre les différentes organisations de guérilla. (Julian Friedmann, Londres, 1978, 243 pages, 6,95 livres.)
- # LE PARI INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE LE PARI INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE, par Jean-Paul Gardinier: l'Afrique noire est blen partie, pour peu qu'elle s'inspire du modèle économique ouest-européen, de son libéralisme et de ses conseils... L'Europe, de son côté, doit prendre conscience des immenses possibilités de développement industriel que lui n'îrre l'Afrique. Telle est l'interprétation résolument optimiste que l'auteur présente des accords de Lomé associant les peys A.C.P. à coux de la C.E.E. (Ed. France-Empire, Paris, 1977, 343 pages, 33 F.)
- UN CULTE DE POSSESSION A MADA-GASCAR: LE TROMBA, par Jean-Marie Estrade: missionnaire sur la côte maigache, l'auteur y a beaucoup fréquenté les adeptes d'un cuite de possession ancien et toujours bien vivant: à l'exception d'une petite poignée de charlatans, les maîtres-possedés qu'il a rencontrés sont admirables d'humanisme et de sagesse. Des tableaux, un lexique et des photos complétent cette étude établie en sympathle avec ceux qui en sont l'abjet. (Ed. Anthropos, Paxis, 1977, 398 pages, 65 F.)

• MANDAT D'ARRET POUR CAUSE D'ELECTIONS, par Abel Evings: pour s'ètre présenté de Paris aux élections présidentielles de 1970, l'auteux, mill-tant d'opposition camercunais, s'est vu condamner à cinq ans de prison dans son pays et expulser de France. Dans ce dossier, il rappelle son histoire, présente le Programme et les Lettres aux Camercunais, véritable samisdat africain qui constitua l'essentiel de sa campagne, et dresse le hilan, en forme de réquisitoire, du régime du président Ahidjo. (Ed. L'Harmattan, Paris, 1978, 259 pages, 42 F.)

Pourquoi d'autres Kolwezi vont se produire en Afrique « francophone » Comment la « coopération » à la française fabrique des poudrières à travers l'Afrique

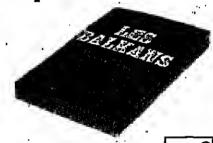
Lisez le numéro 2 (mars-ayril) de la revue

341, rue des Pyrénées, 75020 PARIS C.C.P. 21 691 92 Y PARIS

(Abonnement annuel six numéros : 120 F)

Comment trouver son identité quand on est un pays balkanique ?

Dimitri T. Analis. Les Balkans 1945-1960. La prise du pouvoir.



Les livres des Puf questionnent le monde. DUI

DU C.E.R.E.S.

DIX ANS

APRÈS MAI Douzième colloque du C.E.R.E.S. : exigence démocratique et rupture avec le capitalisme.

Prix du numéro : 20 F. En vente dans les blosques on su 13, bd Soint-Mortin, 75003 PARIS. Tél.: 887-76-42.

ABONNEMENTS: école française



FORMATION AUX CARRIÈRES

d'Hôtesses de l'air, d'Hôtesses de tourisme, de Secrétaires bi-trilingues

FORMATION PROFESSIONNELLE

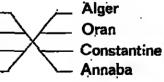
L'Ecole est, notamment, spécialisée dans la formation du personnel commercial des Compagnies Aériennes et des Agences de Voyages.

11 bis, rue de Milan (St-Lazare) 75009 PARIS - Tel. 526-79-88 - 878-02-15

Les Grandes Routes Aériennes **Europe – Algérie** 103 Vols Par Semaine



Londres Barcelone - Genève Bruxelles - Alicante - Toulouse Francfort_Rome_Palma_Nice Madrid. Paris-Lyon. Marseille





An sythme de vos affaires.



REAL PROPERTY. 9: 24 · 15 y ==== . em SPE 1 17

Intérêts financiers et lutte contre l'apartheid

LE POIDS DES INVESTISSEMENTS AMÉRICAINS EN AFRIQUE DU SUD

DOUR la première fois cette année, le « voyage d'information » qu'organise régulièrement depuis 1963 la société Time Inc. — editrice du magazine américain Time inclusit l'Afrique dans son programme. Une trentaine de hauts responsables appartenant aux plus grandes sociétés américaines précèdèrent ainsi, fin mars. M. James Carter sur le continent noir. Mais M. Carter était aussi le premier président des Étaits-Unis en exercice à se rendre au sud du Sahara. Cette double innovation illustre l'intérêt croissant qui se manifeste uutae-Atlantique pour les affaires africaines, en particulier celles des pays sous domination blanche ob, par comparaison avec ce qui se passe dans des pays comme le Zaire, la situation politique paraîtra tout de même moins critique à court terme pour les intérêts de l'Occident. Malgré l'apartheid en Afrique du Sud ; malgré la difficulté des négociations sur l'avenir de la Rhodésie et de la Namble.

Durant leur voyage d'étude, les hommes d'affaires envoyés par Time Inc. en Afrique australe étaient conviés à s'intéresser spécialement convies à sinteresser specialement aux « problèmes politiques et sociaux dominants et sujets à controverse». Bon nombre des sociétés qu'ils repré-sentalent ont, en effet, investi des capitaux en Afrique du Sud. capitaux en Afrique du Sud.

Les Américains dolvent-ils maintenant retirer leurs investissements de
ce pays ou bien, au contraire, se
servir de l'influence qu'ils en tirent
sur place pour favoriser un changement? Vollà près d'une décennie qu'on
débat de la question dans les milieux
hostiles à l'apartheid, et il semble qua

hostiles à l'apartheid, et il semble qua les partisans de la première solution gagnent du terrain. Ainsi, à la fin du mois de février, le conseil exécutif de la centrale syndicale A.F.L.-C.L.O. a invité les sociétés américaines à se dissocier immédiatement de leurs fillales sud-africaines et à rompre tout lien avec les firmes sud-africaines. Le même mois, l'Assemblée de l'Etat du Michigan avait voté sans opposition une résolution demandant au Congrès et au président d'imposer opposition une résolution demandant au Congrès et au président d'imposer des sanctions contre l'Afrique du Sud-Autre indice, l'Association nationale pour le progrès des gens de couleur (N.A.A.C.P.) s'est prononcée pour la première fois cette année en faveur d'un retrait total de tous les intérêts américains d'Afrique du Sud, et avec elle un certain nombre de leaders noirs qui ne s'étaient guère manifestés jusqu'ile! — tel l'historien John Hope jusqu'lc! — tel l'historien John Hope Pranklin, de l'université de Chicago. Partini, de l'inversité de Chiago. Pour sa part, le sénateur Dick Clark (démocrate, élu dans l'Iowa) qui, en tant que président de la sous-com-mission des affaires étrangères du Sénat, avait déjà demandé aux sociétés américaines d'abroger les pratiques de discrimination raciale dans le travail, a maintenant invité le président Carter à modifier la politique amé-ricaine de manière à «décourager activement les investissements étran-gers américains en Afrique du Sud». Dans les églises, les universités et les syndicats, un vaste mouvement de protestation a pris naissance et

porte déjà ses fruits. Outre les campagnes menées auprès Outre les campagnes menées auprès des actionnaires, le climat de troubles qui règne en Afrique du Sud contribue à peser sur les plans à long terme des sociétés américaines. Four l'investisseur américain, l'Afrique dn Sud n'est déjà plus «l'un de ces rares haures où les profits sont élevés et les problèmes peu importants a dont pariait Fortuns en 1972 et où, faut-il ajouter, les profits annuels atteignalent le taux de 22 % durant la précidents décennie soit plus du Sul de la contraction de contrac la précédente décennie, soit plus dn

double de la moyenne mondiale à lu même période. En 1975 et 1976, le taux des profits tirés des activités en Afrique du Sud est descendu à 10,5 %, tandis que la moyenne mondiale restait à peu près la même. Et plutôt que de réinvestir 60 % de leurs revenus sur place comme naguère, les sociétés américaines préfèrent maintenant en rapatrier 65 %. En 1976, les investissements américains en Afrique du Sud n'ont augmenté que de 5,5 %, alors qua les trois années précèdentes ils avalent crû en moyenne de 24 %. Le gouvernement sud-africain est évidemment très sensible aux initiatives américaines, même de portée réduite, car leurs répercussions dans le monde des affaires est à la mesure de la position dominante des Etats-Unis dans l'économie mondiale. Quand la société britannique de construction Neil Wates décida de ue plus investir en Afrique du Sud en 1970, cette décision de haute portée morale eut peu d'affets économiques en réalité, bien que lea Noirs sud-africains l'aiement. Mais quand la firme Polarold annonça, en novembra dernier, qu'elle ne fournirait plus son distributeur de Johannesburg en produits photographiques destinés à la vente, le Financial Mait déplora cette « décision dramatique» de la firme de Boston, jugée de « mauvais augure pour la conjunce placés outre-mer dans ce pays». Et cela en dépit du fait que Poiarold n'avait ni investissement direct ni personnel employé là-bas.

là-bas là-bas.

Les pressions publiques et le déclin du taux de profit affectent aussi les investissements des antres partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud : Grande-Bretagne, France, Canada, Allemagne de l'Ouest et Japon. Ces derniers mois, l'Allemagne de l'Ouest et le Canada ont limité les garantles accordées par le gouvernement aux crédits à l'exportation et, de son côté, la France a annulé ses contrats de vente d'armes. A l'intention des sociétés qui ont des activités en Afrique du Sud, la Communauté économique européenne a adopté un societes qui ont des activités en Afrique du Sud, la Communauté économique européenne a adopté un « code de conduite » sensiblement plus rigoureux qu'une mesure similaire prise six mois plus tôt en Amérique à l'initiative de M. Leon Sullivan, pasteur noir et membre du conseil d'administration de la société General Motors : le « manifeste Sullivan », auquel cinquante-quatre firmes ont souscrit jusqu'à présent, oblige les signataires à cesser toute pratique-discriminatoire mais il ne fait aucune mention des droits syndicaux. On dit parfois, et non sans raison, que ces mesures sont davantage destinées à produire des effets de propagande qu'elles n'ont de portée politique réelle : de fait, les signataires du « manifeste Sullivan » n'ont pas encore fait grand-chose pour bonorer leurs engagements tandis que les restrictions décrétées per les Canadiens, d'autre part, ont beaucoup moins d'ampleur que l'inquiétude a pénétré

LES RICHESSES MINERALES

beaucoup plus d'équipements que de main-d'œuvre humaine. Le pays a ainsi réalisé sa croissance économique ainsi réalisé sa croissance économique tout en maintenant une vaste réserve de main-d'œuvre africaine hors des circuits du travail et de la formation. On a calculé qu'entre 1970 at 1974, donc en période d'expansion économique rapide et d'affiux des capitaux étrangers, le nombre des chômeurs s'est élevé d'au moins 475 000 (4). La première enquête gouvernementale sur le chômage des Noirs a été publiée à la fin du mois de janvier : d'après elle, 12,4 % de la population noire active sont actuellement sans emploi. Mais des études menées dans les milieux universimenées dans les milleux universi-taires, comme celle qui vient d'être réalisée par l'université du Natal,

Une économie construite avec l'aide de l'étranger un important programme de coopé-

ration nucléaire.

CAR sans l'aide reçue de l'étranger au cours des trente dernières années, l'Afrique du Sud ne serait jamais devenue ce geant économique et militaire qu'elle représente aujour-d'hui à l'échelle du continent africain. fournissant à elle seule 30 % de la production industrielle de toute l'Afrique alors qu'elle ne comprend guère plus de 5 à 6 % de sa superficie et de sa population. Tandis que l'écono-mie croissait de 4,9 % l'an en termes réels (pourcentage corrigé pour tenir compte de l'inflation! — seul le Japon a connu un essor plus rapide depuis la guerre. — les investissements étran-gers, eux, progressaient de 10% l'an.

Durant cette période, le flux net de capitaux étrangers a été suffisant pour contrebalancer d'importants désequillbres commerciaux tout en permettant aux réserves de change d'augmenter de 370 millions de dollars. Si l'on préfère d'autres étéments de comparation ou dire que le flux pet si ion preiere dautres elements de comparaison, on dira que le flux net des capitaux a été suffisant, durant la décennie précédant l'année 1977, pour couvrir au moins 80 % des achats de pétrole et d'équipements militaires, pourtant en augmentation constante (3).

Les investissements directs des Etats-Unis es sont accrus encore plus rapidement, passant de 105 millions de dollars en 1947 à 1,7 milliard aujourd'hui. Plus de trois cents aujourd'hui. Plus de trois cents sociétés américaines, employant cent mille personnes, représentent 17 % du capital étranger et une proportion bien plus considerable encore de la technologie importée. Leurs activités sont fortement concentrées dans les secteurs stratégiques du pétrole, da l'automobile, des calculateurs, de l'électronique, du caoutchouc et des équipements lourds. En outre, les banques américaines ont octroyé equipements lourds. En outre, les banques américaines ont octroyé 1,2 milliards de dollars de prêts à l'Afrique du Sud; les Etats-Uuis sont maintenant son premier fournisseur et u existe entre les deux pays tonte une gamme de ilens officiels, tels que les 200 milliuns de dullars de garanties octroyées par l'Export-Import Bank, les 472 millions de dollars accordés par l'Amérique au Fonds monétaire à titre de soutien pour l'aide à l'Afrique du Sud nu encore

d'ampleur que prévu.

Il reste que l'inquiétude a pénétré les milieux d'affaires alors que l'Afrique du Sud est de plus en plus dépendante de l'étranger pour couvrir ses besoins en capitaux. Son endettement a triplé de 1974 à 1978 et, dans le même temps, la part de la dette extérieure est passée de 15 % à 32 % du total de l'investissement étranger (1). Un fait sans précédent s'est produit l'an dernier : l'économie a subi une perte nette de 1,2 milliard de dollars de capitaux étrangers (2). On imagine les conséquences désastreuses qui pourralent en résulter si cette tendance devait se prolonger.

ration nucléaire.

Tout ce flot d'argent et de connaissances a contribué à transformer
l'économie sud-africaine, autrefois
foudée sur l'exportation de ses produits miniers et agricoles, aujourd'hui
dotée d'une industrie diversifiée. Mais
blen qu'elle domine puissamment ses
vuisins africains, la nation sudafricaine continue à dépendre des
finances et de la technologie occideutales pour assurer la poursuite de
sa croissance économique.

LES PRINCIPALES SOCIETES AMERICAINES OPERANT EN AFRIQUE DU SUD - 1977

	AVOIRS	VENTES
Mubil	355	508
Ford	250	280
General Motors	220	250 /
Calter (Texaco et Standard Oli California)	200	309
Newmont Mining	190	88
International Harvester	100	35
LBM.	25	163
General Electric	60	79
Goodsear	58	1 44
Unipp Carbide	55 *	25
Firestone	36 *	24.6.
Deere	30	50
Chrysler	29	47
Phelps Dodge	25 -	
Gresser	25	35
Kimberly Clark	20	22
Colgate Palmolive	13	48
Johnson and Johnson	15-20	35
Respo	16	770
Caterpiliar	1.5	126
ingersoll Rand	15	30
International Telephone and Telegraph	18-20 *	n.d.
Kennecott	75 ***	
TOTAL	1 726	2 451

Le miniant des avoirs, soit 1725 millions de dollars, détenus par ces vingt-trois sociétés représente une estimation de 65 % du total des investissements directs des Etats-Unis en Afrique du Sud an prix du marché. La valeur complable des lovestissements directs américains en 1975 était de 1655 millions de dollars. Le total des ventes (2451 millions de dollars) représente probablement de 60 à 70 % de l'ensemble des ventes effectuées par des fillales américaines.

* Estimation. ** Projet en cours. u.d.: chilire pou disponible.

Source: La plupart des chiffres provisament de données fournies par les sociétés à l'Investor Responsibility Research Center de Washington D.C. Estimations et corrections faites par les soins des auteurs de cet article, sur la base de recherobes affectuées en Afrique du Sud et aux Etats-Onis.

Por TAMI HULTMAN et REED KRAMER *

La technologie offre peut-être la meilleure illustration de cette dépendance persistante à l'égard de l'étranger, malgré l'essor de l'économie. Précisément, d'ailleurs, parce que l'expansion fut en grande partie alimentée de l'étranger. Seiou une étude effectuée l'an dernier par l'université du Natal at portant sur 282 sociétés locales ou appartenant à des étrangers, la plupart de ces entreprises utilisent surtout des techniques de production importées. Une enquéte menée d'autre part par l'économiste britannique John Suckling sur la période de 1957 à 1972 montre que la technologie étrangère a contribué dans la proportion étonnante de 60 % à la croissance économique du pays. «Nous dépendons totalement des Eints-Unis, déclarait en 1871 M. C. Cotton, le directeur général de Burroughs pour l'Afrique du Sud; et si nous n'avions plus accès à la technologie occidentale des calculateurs, l'économie risquerait d'être paralysée. »

Cette association entre Pretoria et l'Occident industrialisé a pour effet d'abilger les gouvernements noirs des pays voisins à se tourner vers Pretoria pour trouver les capitaux et toria pour trouver les capitaux et les produits d'importation dont ils ont besoin. Entre l'Afrique du Sud et les autres pays africains, le commerce atteint quelque 500 millions de dollars. Un demi-million de citoyens du Botswana, du Lesotho, du Swaziland, du Malawi at du Mozambique — tous trop pauvres pour nourrir leurs populations — vont s'employer dans les mines sud-africaines où ils doivent subir la législation raciste. Tout ansai fables sur le plan militaire, les nations de l'Afrique australe asvent que les forces sud-africaines peuveut à tout moment envahir leurs territoires, comme cela s'est céja produit en Angola en 1975.

Les sociétés ayant des intérêts en

Les sociétés ayant des intérêts en Afrique du Sud laissent entendre que leur rôle est, en fin de compte, bénéfique: a Nous pensons que la meilleure façon de procéder et d'essayer d'uider les gens à trouver un emploi », dit M. William Morris, de Coutrol Data, reprenant à cette occasion un argument répandu dans les milieux d'affaires et selon lequel les investissements américains fournissent du d'affaires et selon lequel les inves-tissements américains fournissent du traveil — et par conséquent les moyens de progresser dans la vie— aux Noirs sud-africains qui, autre-ment, resteralent rivés dans leur pauvreté. Pourtant, l'histoire de l'après-guerre montre que la réalité n'est pas aussi simple.

Car en Afrique du Sud — comme en bien d'autres pays — les capitaux étrangers s'investissent pour la plupart dans des secteurs qui demandent

	% des réserves mond.	% des téserves du mondo non comm	
Manganèse	48	85	
Or	49	60	
Vanadium	64	95	
Chrome	83	85	
Platine	83	89	

a mur blanc »... Noire héritage nocio-économique nous tient à l'abri de ces réalités.»

conciuent à un pourcentage de chômeurs deux fois plus furt.

Dans ces conditions, le gouvernement peut mettre en œuvre ses plans visant à expédier les Africains « en surnombre » dans les bantoustans, cunformément au grand dessein de l'apartheid voulant que ces réserves rurales soient censées accéder un jour à l'indépendance. Les programmes de réinstallation se poursuivent sans répit depuis pius de dix ans, au point qu'aujourd'hui presque la moitie des Africains — qui représentent 70 % de la population totale — résident déjà dans les zones au bentoustans et qui ne représentent pas plus de 13 % de la superficie totale de l'Afrique du Sud. Déjà, la densité démographique est presque trois fois et demie plus forte dans ces régions déshéritées que dans les zones réservées aux Blancs. Le Financial Mail est ainsi conduit à s'inquieter : e Si l'on continue d'envoyer les gens suns emploi dans les bantoustans, ceux-ci risquent de se transformer rapidement en tuud'is ruroux ». D'autres diront que c'est déjà chose faite depuis longtemps. Car rien ne prouve, au contraire, que les investissements et la croissence ont tant soit peu freiné la détérioration coutitissements et la croissance ont tant soit peu freiné la détérioration couti-nuelle des conditions de vie des Noirs

Par exemple, les statistiques médicales disponibles révélent l'existence d'une véritable calamité sociale sur le plan de la santé. La tuberculose, dout la fréquence varie, on le sait, avec le niveau de vie, progresse par vagues d'épidémies depuis vingt ans. Chaque année, des dizaines de millers de nouveaux cas sont déclarés, et les médecins estiment qu'elle est de cinq à dix fois plus répandue que ne l'indiquent les chiffres officlels. Des maladies dues à la malnutrition, telle que la pellagre et le kwashiorbor, pratiquement inconnues autretor, praliquement inconnues autrefois, avant l'industrialisation rapide
du pays, sont elles aussi en augmeutation. «Pour nous, médecins des
régions urbaines blanches, c'est un
fait frappant et qui nous ouvre les
yeux, déclare un docteur au Star
de Johannesburg tout en demandant
qu'on pe cite pas son nom Pars les qu'on ne cite pas son nom. Dans les villes, nous n'apons vraiment aucune idée de ce qui se passe derrière le

Una enquête sur le niveau de vie des Africains, publiée par John Sackur dans le Times de Londres en Sackur dans le Times de Londres en 1971, moutrait que, par suite de l'accroissement de la pauvreté dans les campagnes, le revenu réel par tête des Noirs avait baissé de 1958 à 1970, et cela bien que la proportion des Africains employés dans l'industrie ait constamment augmenté. Durant les années d'expansion rapide, de 1966 à 1971 qui virant les investissements les années d'expansion rapide, de 1966 à 1971, qui virent les investissements étrangers croître annuellement de 12 %, l'écart entre les saleires des mineurs blancs et noirs s'est creusé, le rapport passant de 17,5 pour 1 à 20,3 pour 1. Dans l'industrie mamfacturière, le rapport a également augmenté, de 5,1 pour 1 à 5,7 pour 1. La signification qu'il convient d'attribuer à ces chiffres est matière à discussion car les spécialistes de d'attribuer à ces chiffres est matière à discussion, car les spécialistes de l'économie sud-africaine sont loin d'avoir tous la même opinion quant sux avantages de la croissance économique pour les Africains. Le professeur Merie Lipton, de l'université du Sussex, admet que l'écart entre les salaires des Blancs et ceux des Noirs s'est creusé jusqu'en 1970, mais il estime uéanmoins qua «les Noirs oni propité de la croissance, à la jois en termes absolus et, depuis 1970, même en termes relatifs » (5). De la même manière, M. Aubrey Dickman, économiste de l'Anglo-American Corporation, déclare que le rapport des salaires, compte tenu de l'inflation et des impôts, s'est réduit de 9 % de 1972 à 1976 (8).

En revanche, ceux qui ne partagent

En revanche, ceux qui ne partagent pas ce point de vue sur les effets positifs de la croissance pour les Noirs font valoir que ces gains apparents sont érodés de différentes manières. Par exemple, la coût de la vie pour les Africains vivant à Soweto s'est les Africains vivant à Soweto s'est élèvé plus rapidement en 1977 — de 16 %, selon une étude de la chambre de commerce de Johannesburg — que l'Indice officiel des prix à la consommation — qui a crû de 11 %. En outre, il est probable, selon eux, que les chiffres concernant le revenupar tête sont erronés du fait d'une sous-évalnation de l'augmentation de la population africaine.

A qui profite la croissance?

D UNE manière plus significative, ces D'UNE manière plus significative, ces critiques font remarquer que l'écart des salaires, après s'ètre creusé durant une longue période d'industrialisation rapide, ne commença à se combler qu'après que les travailleurs africains eurent entrepris une sèrie de greves en 1973; l'amélioration se serait ensuite poursuivie, même pendant les récentes années de récession qui virent les investissements étrangers se ralenles investissements étrangers se ralen-tir. Ce qui, selon eux, prouverait que la croissance économique n'a pas grand-chose à voir avec l'amélioration des conditions de vie des Noirs : la légère augmentation des salaires serait bien dayantage due aux revendications militantes des travailleurs et aux initiatives de ceux qui, à l'étranger, firent pression sur les investisseurs. Il n'est pas sur, d'autre part, que

les mesures à long terme que les sociétés américaines se proposent de prendre pour améliorer le statut de leurs travailleurs noirs, aient beau-coup d'effets pratiques. Les cinquantecoup d'effets pratiques. Les cinquante-quatre firmes qui ont souscrit au emanifeste Sullivan » n'emploient que trente mille Africains, ce qui est une proportion minime si l'on songe à l'immense pauvreté de la population africaine dans son ensemble. Plaidant en faveur de l'accroissement des inves-tissements étrangers, le Financial Musisignale que, même avec un taux de croissance de 4 % (le taux n'a été que de 1.6% l'an dernier en Afrique du Sud), il faudrait plus d'un siècle pour que le niveau de vie sud-africain rattrape celui de la Grande-Bretagne aujourd'hui Et sans doute les Africains se trouveraient-lis encore au-dessous de la moyenne globale.

En général, on prétend qu'un retrait des sociétés orcidentales établies en Afrique du Sud affecterait en priorité la population noire. Mais en réalité, il semble blen que ce seralent d'abord les Blancs qui subtraleut les conséquences d'une défection importante des capitaux étrangers. En effet, privé de ces capitaux et de la technologie. des capitaux étrangers. En effet, privé de ces capitaux et de la technologie cocidentale, le gouvernement serait ubligé d'encourager f'épargne domestique, au moyen de la fiscalité et d'une réduction des dépenses 'e consommation, pour être en mesure de l'inancer les besoins de la défense, les importations et les investissements. Il lui faudrait aussi rationaliser l'économie, ce qui pourrait l'obliger a former davantage de travailieurs noirs et à leur accorder dayantage d'emplois leur accorder dayantage d'emplois hautement qualifiés. Sans doute le chômage s'étendrait-il qualque peu parmi les Noirs, mais ce seraient les Blancs qui seraient affectés par la haisse proctaculaire du nivers de la laccorde de la contraction de l balsse spectaculaire du niveau de vie puisque eux seuls, parmi les différents groupes raciaux, sont assez riches pour être en mesure de réduire leur consommation.

consommation.

Leur intransigeance s'en trouveraitells renforcée, ou bien en viendralentis à admettre la nécessite de réformes en matière de politique raciale? Ceux qui rangent tous les Blancs d'Airique du Sud—et en particulier les Afrikaaners—dans un même bloc uni et fanatique, prêt à lutter jusqu'à ia mort pour défendre l'idée de la suprématie blanche, pensent naturellement que les pressions de l'extérieur ne pourrale u que renforcer leur détermination. D'autres estiment que cette intransigeance des Blancs u'a pas été provoquée par un excès de pressions mais, au contraire, par une insuffisante fermeté à leur égard.

Dans cette affaire, le gouvernement * Journalistes à Africa News Service.

sud-africain et les militants de l'oppo-sition noire sont au moins d'accord sur un point : le rôle que joue le capital étranger en faveur de la domination hlanche, A tort ou à raison, la pin-part des Noirs, après un siècle de pro-testations, sont convaincus que le changement ne pourra pas se faire sans violence, spécialement quand le gouvernement peut compter sur le souten de l'étranger pour résister aux pressions internes. La conviction la plus répandue, et dont les groupes de la Conscience noire (7) et les mouve-ments de libération interdits se font les interprètes, c'est que seule une les interprètes, c'est que seule une mise à l'écart économique, politique et culturelle pourrait ouvrir des perspec-tives de changement substantiel tout en permettant de faire l'économie d'une guerre iongue et sangiante : « Si cei.e méthode doit abréger le buin de sang, les sorissances qui en résulteront pour nous sont un rix que nous sommes prêts à payer », a dit Albert Luthuli, prix Nobel de la paix, en lançant son appel au boycottage de l'Afrique du Sud.

1777

1000

:......

3

P14 17

20 S. Dr. 19 July 19 5 : 4:

12

7

2.3

* 11: 11: 1 98 - 31.

40.4

....

\$7.5 mg

*100 C 12

35 g . . . ***** : * · ·

ie sala

<u>. بره</u>

2711....

**

4.0

Te + 1, 1,

200

F ...

3 + 5

_....

.

.. - -

2.5

147 NOTE:

7.12.2

1740 50 5

1000

793 27 7970 97

T- 12 11:

ia thathaun

11-1 /5 <u>11</u>

214 <u>2</u>

≣n tin

41

2007.00

En revanche, pour le gonvernement et tous ceux qui le soutiennent, le moindre signe indiquant que les socié-tés américaines continueront à tenir leur rôle dans l'économie est un encou-ragement moral décisif, une incitation ragement moral décisif, une incitation à poursuivre dans la même voie. « Nous devrions bien apprendre à traiter le brutt et la fureur des activistes avec le mépris qu'ils méritent, tout comme le firent les hommes d'affuires d'Amérique», déclarait un rommentateur de la Société sud-africaine de radiodiffusion au .oment où M. Henry Ford II, de passage en Afrique du Bud en janvier, annonçait que la société Ford resterait en Afrique du Sud. « Merci, M. Ford! », titra alors, sur toute la largeur de sa première page, le jaurnal progouvernemental, The Citizen...

(1) Une étude détaillée du e Crédit international et l'Afrique du Sud (International Credit ond Suuth Africa), préparée par William Raidford, analyste de la biblimhèque du Congrès, a été publiée en lanvier 1978 par la sous-commission des relations étrangères du Sénet dans un rapport intitulé U.S. Corporais interests in South Africa. On y ilt notamment que « la tendance d resourir aux liquidités semble témoigner du sentiment des investisseure qu'el long terme l'Afrique du Sud est devenue moins sure pour l'innessissement en 1976 qu'elle ne l'était en 1974 ; da Sud est devenue moins sine pour l'innestissement en 1976 qu'elle ne l'était en 1974 »

(21 L'ampieur de ce phénnméne écapil-que surtout par la sortis des fonds à court terme et par l'importance des palements au titre du service de la détechaque crédit en euromonnaie n's été enregistré en 1977, mais l'Afrique du Sud é'est atrangée pour emprunter l'argent dont elle avait besoin d'urgence en émettant des nollgatinns et en contractant des prêts dans le secteur privé—eurtout des prêts à court terme, qui représentent une formule plus coûteuse et nollgent l'emprunteur à soilleiter plus frêquemment le marché du crédit.

(3) L'Afrique du Sud dépense environ les deux tiers de son budget de défense nutre-mer. Sa factura pétrolère suuelle se moute sctuellement à 1 500 millions de dollars en 1975, 250 millions au début des années 60.

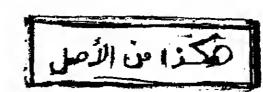
(4) Source : South Africa Labour Bulletta, octobre 1976, tablesn B, page 5.

(5) Marie Linton, « L'investissement ritannique en Afrique du Sud : un « engagement constructif » est-il possible? ». In South African Labour Bulletia, octobre 1976.

(6) Optima, janvist 1978.

(7) Bur la conscience noire, voir l'articis de René Lefort, dans le Monds diplomatique, novembre 1977.

Source : Département des mines du couvernement sud-africain, cité par Newsweek du 10 avril 1978.



PERTES

ودمعاتب

ergirence :

eampion. No.7

COTE: ---

Aflers Services

Contract Contract

SERVE ALCOHOLOGY

844 919

3.71 Left....

CV442 ** (27)

477

(* e4.)

3.

a remini

80000 167:

LE ZAÏRE, PARI PERDU?

and the second of the second o

La dépendance et la fragilité

(Suite de la première page)

Bien que la moltié des investisseuro colent étrangars, Il est tait largement appel à l'autofinancement et à des sources de finencement locales. Belon le Fonds monétaire international (F.M.I.), 82 % des Investissementa bénéficiant des disposi-tiona prévues au coda entre 1969 et 1972 étalent finencés par des eources locales. Une part importante de ce financement est assurée par l'Etat zafrola, mais celui-ci n's pu jouer ce rôle qu'en s'endettant considérablement à l'étranger, ce qui rentorca le dapendance du paye à l'égard des groupes finenciers étrangers privés qui interviennent en 1974 pour les trois quarts du montant da la dette, alors qu'ils ne représentalant même pas 10 % en

Cette dépendanca financière n'est pas équilibrée, fût-ce partiallement, par le miae en placa d'un eppareil de produc-tion plus autocentré: l'absence totale de plenification en ce sens et la corruption permettent, su contraire, sux partenaires étrangers de vendre ou d'installer n'importe quel équipament. Certains de ces blena accroissent le dépandance par les tournitures d'epproviaionnements et da pièces de rechange ou par l'envol de techniciens étrangers (Maluku Importe de la farraille, Sotexki Importe du textila synthédque da France.); d'autres sont dea àquipements de prestige sophistiquàs qui utilisant une technologie extrêmement complexe (cas de la station de radiotélévision la Voix du Zaîre, construite per la France, ou du World Trode Center) ; d'eutres encore ne peuvent rantabilises

luxe qui coni demandés par la classe dirigeante locale enrichia et les techniciens étrangers.

Les importations massives de ces des niàrea années ont accentué l'endettement de l'Etst en reison du développement de l'utilisation des crédits-fournisseurs que les firmes étrangères accordent afin d'écouler leurs produits. Ces crédits repré-sentent, en 1974, 18,6 % de l'endettement total qui s'àlève à la fin de 1978 à 2705 millions de zaîres, soit plus de 3 milliards de dollars (voir tablesu f). U est la plus élevé d'Afrique et même du monde al on le calcule par habitant. En 1975, c'est le quart des recettes d'exportation que la pays e dû consacrer eu

Cette énorme dette qui, pratiquement, ne peut être remboursable — elle corres-pond eu montant des recettes de quatre années d'exportation — jointe à le néces-sité d'importer dens le seul but de maintenir la production actuette, enchaîne la pays pour longtemps encors à son sectaux d'exportation. Ce qui sert à la fois les intérête des groupes financiere, qui e'assurent ainsi de jeur approvisionnement en matières premières et de le possibilità d'acouler une partie de leur production. at ceux de la classe dirigaante locale.

Cette bourgeolale - compradore - tire ses revenus de sa position dans l'appareil de l'Etat, de sa fonction d'intermédiairo au service de la bourgeoisie étrangèro et des possibilités de corruption que recelent les échanges extérieurs. Il y eut, certes, des tantatives de la part de catte classe dirigeentes de contrôler effectivement la production nationale, mala tout au

lisé qu'eu moyen d'une réduction drastiq. 1 des importations qui touche la plus fortement les biens d'équipement de talle corte que la nivesu de la production devait s'en ressentir. En mars 1977, la perte da crédibilité

teurs qui, lorsqu'ils se trouvent reunis,

provoqueni inévitablement feffondrement

de la production et de l'économis en géné-

ral. La rééquilibrage da la balance com-merciale qui eurylant en 1978 ne fut réa-

du régime aux yeux de l'opinion interna-tionale est totals (5). Il appenait que la crise économique n'est qu'un aspect de la crise zairolea: celle-cl est aussi polltigoe, eoclais et militaire. L'intervention franco-maroceine d'avril 1977 na sauve pas pour autant la régime zalrois, il doit, pour redresser sa altuation, faire de nouvaau et largement appel à l'aide étrangara, et lanca le « pian Mobutu » (initiala-

ment dénommé « plan Marshall »...).
Promier voiet de ce plan, le stabilisaniser les finances publiques, en particu-lier la gestion de le Banque du Zaire et le décertement des finances. L'échec des deux plans de etablification qui avalent été patronnée par le Fonda monétairo international en 1976 et en 1977 avait suscité du côté zalrole des réticences à l'égerd d'une nouvelle intervention du F.M.). La Balgique, invastie du rôle de coordinatrice de l'aide infamationale, exigeait la réforme protonde de l'appareil de l'Etat comme préalable à toute assistance. Cette opération, aux alluras d'une véritable recoloniestion, risqualt de rencontrer l'opposition de l'ociasse didosante zalreire, ausai le Belgique, pour éviter de porter à elle seple touts la responsabilité, tint-elle à y impliquer le F.M.I. La Zalle damandalt an sup emem trava elaibêmmi ebla anu solent lampiles les conditione présibles male il fut contraint d'accepter les conditions imposées. Outre les pressions beiges, le F.M.I. disposait lui aussi de puissants moveris de persuesion puisque son accord était nécessaire pour le tirage de tranches supplémentaires auxquelles le Zairs n'avail plus droit en raison de l'échec des précédenta efforts de stabilisation.

Second. volet. du plan, le redressament conomiqua suppose que l'on concentre les efforts sur quelques secteurs priori-taires sélectionnés : assainissement de la situation financière, réorgapisation des transports, developpement egricols, opti-mission de l'industrie minière, décentra-lisation économique régionale, gestion administrative et contrôle. Les projets d'invastissements aeront sélectionnés en fonction de ces objectifs. L'investissement devrait atteindre 25 % du PIB commercialisé en 1980 (au lieu_de 10 %) et le taux de crolegance annuel du PIB 3 1/2 Quelles sont les chances de démerrage de ce plan ?

Après la première guerre du Shabe, une serie de réformes politiques furent entreprises dont le plus speciaculaire sura sans doute été l'organisation, en octobre 1977, d'élections à lous les niveaux; il s'agissait alors de rétablir le crédibilité du régime face aux gouvernementa et ballieuro de fonda étrangera. L'image démocratique produite par ces réformes fut cependant battue en brèche au dâbut de 1978 jorsque lut révêlée, avec l'aide du Comité Zaire de Bruxelles, la sangiante répression qui avait fait des centaines de victimes parmi les paysans de la région d'idiofa (Bandundu). Peu après, deux Beiges se ceralent trouvés impliqués, donna lleu à de sévères condamnations (treize exécutions eurent lieu au lendemain du jugement, aurtout parmi les militaires mis en cause. Ces événements

annt autant d'indices des difficultés rencontrées par le régime pour sesurer se aurvie. Mais, pour les groupes financiers et les gouvernements qui s'intèressent eu Zeire, la question de fond est de exvoir quelles garanties de esine gestion écononique et finencière cel Etat peut bien taor offrir pour les convaincre qu'il y aure

véritablement ratance da le production

BENEFICES

En fait, toute perspective de remise en ordre économique se haurte eux réti-cences de la classe dirigeante zalroise. qui trouve dans le désorgenisation économique et financière des occasions d'enrichlesement rapide. La réussite du plan de relance n'impliquereit-elle pas, dès lors, un remplecement du régime actual ? A cet égard, il faut distinguer, de la part des milleux capitalistes étrangers, différentes attitudes correspondant à des intérête divergents.

Le maintian d'une politique économique et financière dominée par le corruption et le désorganisation qui an découle fait problème pour les intérêts industriels et miniera, dont l'eclivité économique est étroitement ilée aux eutres secteurs et qui ont des parspectives de profit à long terme. Par contre, une telle situation est mise é profit par les entreprenaurs étrangers ettirés par un bénéfice immédiet réalisé lors de la vente d'équipe-

ter une attitude plus réservée à l'égard du plan de relance et à soutenir de façon inconditionnelle le régime actual. ils sont des relations qu'ils entretiennent avec le Zalre, au personnel politique en place. Le plan de relance risquareit de toute façon de mettre fin à des échanges qui n'auraient plus de fustification dans le cadre d'une planification rigoureuse du déveloopement.

Les intérêts représentés par la gouvernement beige, correspondant deventage au pramier type décrit, expliquent à la fole le rôle important joué par la Belgique lore de le mise en place du plan de relance et sea réticences à passer d'une opération « humanitaire » à une intervention contre le F.L.N.C. A coup eur, les Intérêts belges bénéficiaraient d'una mellleura geetion économique et financière. mais le remplacement du régime n'ast-il pas un préalable à le mise en œuvre effective d'un véritable plan da relence?

Un tel bouleversement positique poserait capendant d'autres problèmes aux Intérêts capitalistes. Par exemple, le risqua de voir un nouveeu gouvernament adopter une ligne plus affirmée quent à l'indépendance économique, bien que l'empleur de le dépendance du pays à l'égard des pays capitalistes limite de toute façon

TABLEAU II. - COMPTES DE L'ETAT

(en millions de zaires)

Années	1973	1974	1975	1978	1977 (9 mois)	(12 meis prévis.)
Receites	382,5 . 445,3	534,5 739,7	404,8 596,2	458 762,2	521,8 706,8	
Déficit budgétaire Déficit total (+ opé- rations extra-budgé-	— 62,8	295,2	- 191,3	303,2	- 185,1	
taires)	- 76,5	208	- 165,8	- 349	- 154,4	- 249,0
Cours moyen du cui- vré (en france belges le kilogramme)	69	180	45	54		

ments parfols totalement inutiles, ou par des entrepreneurs qui investissent en s'associant au maximum à des capitaux locaux avec de toutes autres perspectives que de rentabiliser la production locale. Ainsi pourraient s'expliquer en partie les différences d'attitude qui se manifes

tèrent entre les gouvernements français et belge lors des nagociations relatives à le mise en œuvro du plan Mobutu et lors des récents évanaments du Shaba. Les milleux d'affaires français intéressés au Zaīre, e'apparentant davantage au second type d'intérêts décrit ci-dessus, suralent incité leur gouvernement à adop-

les possibilités d'ection de n'importe quel régime. Certains gouvernements ont-le saisi l'occasion des événements du Shaba pour tenter de modifier la régima ? Il feut alors poser le question de la nature er des potentielliés du F.L.N.C. Dans la mesure of les conditions actualles na sont pas Jugées favorables à un tel changement, le régime Mobutu bénéficlereit d'un nouveau sursis. La vàritabla rolence économique serait encoro ren-voyée à plus tard at l'aide extérieure pourrait se borner à ajourner la faillite totale de l'économie zaîroise.

DANIEL BONEHILL

TABLEAU I. - EVOLUTION DE L'ENDETTEMENT EXTERIEUR Encouro global des engagements (en millione de zaîres) ou 31 décembre, et au 30 juin pour les années 1969 à 1973

1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 -	1973	1976
101	128	769	158	228	242	291	485	938	1457	2 705

laur production alors que tout le profit est réalisà par la firma étrangère qui a fourni l'iquipement (2). Dens ces demiers cas, les investissements réalisés na permattant mame pee la rembourgement da

l'emprunt. Cana structura économique, qui se renforce eans casse, Implique una forte dépendance commerciale. Certaine secteurs, tele que l'extraction minière et la transformation de produits non agricoles, Importent les deux tiers de leurs approvionnementa (3). Le Zaire es procure eussi à l'étranger de façon massive des blens. de consommetion alimentairs (23 % des dépenses d'importation sont consacrées quence de la crise agricola que comisit la paya depula l'indépendence. En 1974, la balance commarciale des produits agricoles est déficitaire. Il faut y ajouter encors les blans de consommation de

plus révesit-elle à établir son influence sur les eacteurs falbles (comme le commerce) et à accroître les capacités de négociation de l'Etat face aux groupes financiers. Si le budget de l'Etat c'est renforcé depuis le venue au pouvoir du président Móbutu, grace à une fiscalité accrue et à une bonne tenue des cours cuivre, l'équilibre des finances publiques s'est cependant extremement détérioré ces demiéres années, Les mauvais cours du culvre dapuis 1975 n'en-cont pas l'unique explication ; le déficit adatait déjà, bien que moins important, eu moment où ces coure étaient très favorables (voir tablesu II). Car, en réalité, la mauvalse seulement d'ordre technique; elle est fondamentalement liée au régime actuel, dans lequel la classe dirigeante ne tire pas la principal de ses revenus de l'activité productive.

Le mythe du transfert de technologie

COMME pour bien des pays du tiers-monde, un aspoct déterminant de le dépandance du Zaire à l'égard de l'étranger tient au menque de maîtrise tech-nique et de capacité de gestion. Les demiers événements ont montré l'Importance des technicione beiges eu service de la Gécemines au Sheba, mais le rôle de la Sociata ganérale des minerels (filiale de la Société générale, qui contrôle sussi l'Union minière) est bien plus important : la S.G.M. commercialise le mineral extrait par la Gécamines, collebore à le gestion de l'antreprise et en assurs le financement. La maîtrise technologique est aujour t'hul (et tout particuliàrsment dans le cas du Zaīre) une source de profits élevés et garantis. On vend de is technologie sous toutes ses formes : équipements, usines « clef sur porte », approvisionnements, contrata de gestion, tech-nicien, services d'études, etc., mais en veillant à ne pas tranemettre les clefs d : eon élaboration (4). En ce sens, le transfert de technologie est un mythe.

Dans ces condidons da dépendance, on comprend mieux la nature et l'ampleur particulière da la cries qui secous la Zaīrs loreque survient le récession mon-diale. Baisse du PIB à partir de 1975 (— 6.8 %), en 1978 (— 4,7 %) et en 1977 (taux encore non précisé). Baisse importante da la production dans les ectivités d'extraction minière, l'industrie manufacturière, la construction et les transports, et stagnation pour la plupart des autres secteurs. Baissa des investissements. Déséquilibre de la baiance des biens et services (275 millions de zaires en 1976; 385 milliona de zaires en 1975 et 184 milliona da zaīres en 1974), qui ne sera

(2) Cette problématique est développée plus ionguament par le professeur B. Verhaegen, notamment dans s Zalre, les chainons de la dépendance s, la Resus nouvelle, Bruxelles, 1978, u° 2.

(3) République du Zalre, département les entreprises, 1971-1972.

(4) Les effectifs de la coopération technique bilatérale so 30 juin 1974 se répartiesaient ainsi entre les principaux pays d'origine : Belgique : 1513; France : 370; Chine : 150; Estas-Unis : 55; Italis : 51 : République lédérale d'Allemagna : 31 (source : Département de l'economie oationale, Confoncture économique, 1974, p. 313).

reconomie cationale. Conforcture aconomique, 1974. p. 313).
(5) UNTZa. Position concernant las
salairas. Kinshass. 1976.
(6) A propos des pramiers événements
du Shaba. cf. les articles parus dans le
numéro de mai 1977 du Monde diplomatique sous la titre : « la Fiction salcoles ».

comblé que par l'andettement extérieur. Déséquilibre des finences publiques. Enfin, baisse continuelle du pouvoir d'actiet de le population : l'indice du niveau de vie des travailleure passe de 100 en 1960 à 26 an 1978 (5) at 15 an 1977. .

Dépendance extêrieurs croissants de l'epparoli da production, investissements qui na répondant aouvent même pas 'eux exigences de la rantabilità capitalistis, crise des palemants extérieurs et des finances publiques, déplorable atal des voles de communication : autant de fac-

- Produire pour l'étranger -

Le cercle vicieux

E contrôle effectif de leur économie a échappé aux Zarois. Les orientations et les décisions sont prises en fonction d'intérêts étrangers : coux des groupes économiques et financiers des pays industrialisés avec lesquels la Zaire effectue l'ossentiel de ses échanges extérieurs (1). Telle est la thèse que, dans une étude parue l'an dernier, Daniel Van Der Steen s'attaché à démontrer (2). Il concint à la mainmise des intérêts étrangers sur tous les secteurs-clefs de l'économie, et singulièrement dans l'industrie minière, la classe dirigeante locale se satisfaisant d'un rôle de relais largement rémunière.

Dans ce pays qui a conno une croissance

classe dirigeante locale se satisfaisant d'un rôle de relais largement rémunéré.

Dans ce pays qui a conno une crolesance démographique importante (de quatorse à vingt-quatre millions d'habitants entre 1969 et 1978) une crise agricole grave et chronique a suivi l'indépendance. A l'époque voloniale, le travail forcé, les cultures obligatoires et l'impôt en argent maintenaient la production agricole à un certain niveau. La faiblesse des prix payés aux paysans et le désintérét de l'Etat pour le secteur agricole (malgré les slogans qui en font « la priorité des priorités ») l'ent mené à l'effondrement. L'obligation d'importer des produits alimentaires amorce un cercle vicieux car pour payer ces importantes de minerais : Belgique, France. Italie et Japon, dépourvois de cuivre, achètent le presque totalité de la production minière, le Zaire doit faire appel aux investisseurs étrangers vont déterminer les choix de l'économis zairoise. Négligeant l'agriculture et le secteur des hiens de consommation, ils privilegient le secteur minière, les projets s'y rattachant telle la ligne à haute tension Inga-Shaba (1890 kilomètres) d'un coût de 250 millions de dollars, ou des projets à fort contenu

technologique comme l'aciérte de Maluku (240 millions de dollars) pour laquelle il faut importer fer et charbon. Ces realisations entraînent de nouvelles importations de technologie, de biens d'équipement et même de semi-produits et biens d'approviatonnement nécessaires, dans des proportions a ouve ut élevées, à l'activité des entreprises (3).

La participation quasi-systématique de l'Etat salrois aux projets d'investissement o'infirme pas ce jugement : elle est finapoée en effet

Par CHRISTOPHE BATSCH

par l'endettement auprès d'organismes publics ou privés des pays industriels. Cette dette d'un montant de trois à quatre milliards de dellars et doot le remboursement absorbe le quart des ressources d'exportation, pèsse d'un tel poids que le gouvernement salvois a été contraint en 1976 d'ouvrir des négociations en vue d'obtenir un moratoire de ses créanciers.

vue d'obtenir un moratoire de ses créanciers.

Le dépendance de l'économie nairoise se manifeste essentiellement, selon D. Van Der Steen, dans trois domaines : échanges commerciaux, flux financiers et transferts de technologie. La structure des échanges donne la mesure de la dépendance à l'égard du marché mendial : 30 à 90 % des exportations zairoises concernent les produits miniers, principalement le cuivre, le cobait et les diamants industriels ; 5 à 20 % sont constitués de produits agricoles d'exportation, arachides, café on cacao. L'incidence des variations de cours de ces produits est donc considérable pour les ressources du pays. Les importations consisles ressources du pays. Les importations consis-tent pour 49 % en biens de consummation dont une moitié de produits alimentaires et

une large part de l'aotre moitié en produits de luxe destiné à la fraction dirigeante de la population et aux « coopérants » européens. Les biens d'équipement représentent un tiers environ des importations et l'approvisionnement des entreprises (matières premières et semi-produits) 15 à 20 %. La faiblease de l'agrieniture rairoise, le train de vie de ses dirigeants et le choix d'investissements sophistiqués pèsent ainsi d'un poids très lourd.

L'analyse des sources de l'endetiement mon-tre que les organismes privés fournissent une part croissante de l'erdre de 60 % : Il s'agit principalement de banques américaines, fran-çaises et britanniques. Les Etats-Unis prédo-minent aussi dans l'octroi des prêts publics bilatéraux. Quant à l'origine des investisse-ments étrangers, six pays fournissent 90 % des capitaux : la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Allemagne occidentale, les États-Unis, la France et le Japon qui intervient de façon croissante dans le secteur minier.

croissante dans le secteur minier.

La situation financière du Zaire est aussi caractérisée par un financement extérieur considérable et su endetiement extérieur. La dépendance technologique, enfin, est massive. Elle se traduit par le choix d'investissements pas toujours rentables pour le pays; par le recours à une main-d'œuvre étrangère abondante dans la mesure où la maîtrise technologique n'est pas assurée; par la contrainte de recourir pour de longues années à des approvisionnements étrangers; par l'imadaptation de réalisations peu créatices d'amplois dans un pays où la main-d'œuvre demeure disponible.

(1) L'ensemble C.R.E., Etats-Unis, Canada, Japon, fournit près de 90 % des importations salroises et reçoit 85 % des exportations.

(2) Daniel Van Der Steen : Rechanges économiques extérieurs du Zolre, dépendance et développement, les cahlers du CEDAF, n° 4-5, 1977, Strutelles.

(3) Pour 50 % l'approvisionnement ntilisé par l'industrie alimentaire est importé. La proportion s'âleve à 65 % dans l'industrie minière et les autres industries de transformation.

Dix ans après la déclaration d'Arusha

LE SOCIALISME TANZANIEN, DE LA CRITIQUE A L'ACTION

E cheminement de la Tanzanie de pui a l'indépendance est jalonné de textes publiés par son président. M. Julius K. Nyerere : exposés théoriques, interventions conjoncturelles, die cours récrits; comme une chaine de témolgrages favorisant la confrontation de l'idéologie, des projets et de la réalité économico-sociale dans sa transformation. D'antant plus que le président tanzanien cède rarement à l'autosatisfaction : il construit, énonce, exhorte, critique et parfois fustige; s'il laisse percer le contentement, c'est toujours pour affirmer qu'il reste encore beaucoup à faire. Attitude singuilère en Afrique, et peut-être pas là uniquement...

pas là uniquement...
De ces textes, un tout petit nombre seulement ont été publiés en franseulement ont été publiés en fran-cais (1); c'est pourquoi on ne saurait trop se féliciter de l'édition d'une brochure intitulée la Déclaration d'Arusha dix ans après (2), tout en regrettant que, comme à l'accoutu-mée, la traduction en ait été faite à partir de l'anglais et non de l'ori-ginal swahili (3). Arusha, 1967 : l'état major de la TANU (Tanganyika African National Union, parti unique en Tanzanie continentale) adopte une « Déclara-tion » qui pose les principes d'une politique socialiste de développement entonome, affirme l'idée que les Tanzaniens doivent d'abord compter sur eux-mêmes et énouce un code limitant les possibilités d'enrichissement individuel des dirigeants. Dix ans plus tard, M. Julius K. Nyerers fait le bilan. Mais 1977, en Tansanie, ce n'est pas simplement un anniversaire; c'est une année aussi cruciale que 1967, su moment d'un tournant qui pourrait être anssi décisif pour l'avenir du pays. Le brochure du président n'est donc pas uniquement une borne destinée à marquer la distance parcourue; elle est présentée, de manière tout à feit officielle, comme un guide de travail pour les années à venir.

En 1977, la Tanzanie s'est dotée d'un nouveau perti, le Chama cha mapinduzi (Parti de la révolution, véritablement unique, cette fois, puisqu'il s'étend aussi bien sur les îles que sur le continent), d'une nouvelle Constitution, et le troisième plan a enfin vu le jour (2). Le pays sort en outre d'une erise économique particulièrement grave, qui avait, certes, été décleuchée par la sécheresse et l'augmentation des prix du pétrole, mais qui a révilé des faiblesses structurelles préoccupantes. Dans ce contexte, deux thèmes dominent la brochure présidentielle : l'extension de la démocratie et la réorganisation de l'économie.

Les réalités économiques .

M. SI la Déclaration d'Arusha, n'avait pas été adoptée et mise en œuvre, la situation eût été pire : il recense d'abord les réalisations et les succès (notamment dans les domaines du renforcement de l'indépendance économique, de la santé, de l'éducation et de l'égalité des individus) avant de s'attarder sur les erreurs et les échecs (faible progression du revenu national, bureaucratie, erreurs et les échecs (faible progression du revenu national, bureaucratie, autoritarisme) pour conclure en affirmant que eles problèmes peuvent être résolus » par l'implication du peuple dans l'élaboration des lignes d'action, la réalisation d'une nouvelle stratègie industrielle, la réduction de la dépendance à l'égard de l'aids extérieure, et surtout par la discipline et la volonté d'efficacité de tous,

On retrouve dans ce texte des idées chères au president tansanien : le principe «compter sur ses propres forces», le souhait d'une définition consensuelle des politiques (il fant eparter jusqu'à ce qu'on se mette

d'accord »), mais aussi le sentiment que le développement, la modernisation, la diffusion des pratiques socialistes sont freinés par des elocages mentaux » et des eatitudes de l'esprit » (5). On constate toutelois une certaine évolution par rapport aux écrita doctrinaux des lendemains de l'indépendance; par enemple, le socialisme est vu aujour-d'hui pius sons l'angle de la production que sous celui de la distribution, ce qui n'est pas sans importance, compte tenu de la situation présente din pays (6).

Cette prise en considération du poids des réalités économiques a marqué les mesures adoptées depuis le début de l'année 1977. En fonction d'un rapport établi sous la direction de l'ancien ministre des finances, M. Amir Jamal, et remis an président en décembre 1976, le gouvernement entend poursuivre la réforme des entreprises nationales en vue de les rendre plus « performantes » :

les rendre plus « performantes » ; leur gestion devra être rationalisée et leurs opérations financières seront

Par DENIS MARTIN

plus étroitement contrôlées par le gouvernement, de telle sorte qu'il ne puisse plus leur être possible de fonctionner à perte comme cels a trop fréquemment été le cas par le passé. Première a victime » de cette nouvelle rigueur, la compagnie de transporte routiers (National Boad Hauling Corporation) a ainsi été dissoute en avril 1977 parce qu'ella n'avait pu rembourser ses dettes aux hanques et autres institutions nationales. Cette remise en ordre des sociétés nationales, qui vient à la suite de la réorganisation du système coopératif de commercialisation agricole décidée en mai 1976, se double d'un appel iancé par M. Julius K. Nyarere au renforcement des petites entreprises privées (7). De fait, certains commerces qui avaient été nationalisés lors de l'opération madulu (boutiques) sont rendus au secteur privé, en particulier plusieurs boucheries de Dar-es-Salsam, où l'un connaissati de graves pénuries de viande. Dans l'esprit des dirigeants tanganiens, il ne s'agit pas d'un retour au capitalisme, comme en l'a parfois écrit, mais d'une comme en l'a parfois écrit, mais d'une prit des dirigeants tanzaniens, il ne s'agit pas d'un retour au capitalisme, comme en l'a parfois écrit, mais d'une clarification du rôle du secteur privé tel qu'il est prévu par la Déclaration d'Arusha et les textes qui la complètent (8). Ces mesures visent à s dégraisser » des sociétés nationales e degraisser » des somètes nationales atteintes de gigantisme, artificiellement gonflèes à la suite de diverses « opérations » plus ou moins bien condonnées, et surtout fonctionnant d'autant plus mal qu'elles étalent devenues des nids de corruption. Progressivement rogné depuis sept ans, le secteur privé devrait ainsi retrouver

la place que lui assignaient les cadres définis en 1967 : mais le rôle moteur du secteur national ne s'en trouve pas définis en 1967; mais le rôle moteur du secteur national ne s'en trouve pas pour autant mis en cause.

Car c'est hien autour de ce demier que s'articule la nouvelle politique industrielle prévue par le troisième plan. Définissant l'industrie comme l'are de développement qui permettra à la Tanzanie de sortir du groupe des vingt-cinq pays les plus pauvres du monde, il tranche, de ce point de vie, sur la Déclaration d'Arusha, où l'on lisait : « Nous avons accordé trop d'importance aux industries ». L'agriculture ne sera pas délaissée, elle reste l'un des pillers de l'ujaman, mais elle ne sera plus la seule priorité de la politique économique. Le plan prévoit l'édification d'une industrie de base utilisant les ressources locales (charbon et fer de la région de Moeya, récemment mis en exploitation, ammonique, phosphates) et dont la production sera orientée vers les besoins du pays en hiens d'équipement (pour une large part, ceux de l'agriculture). A côté de ce secteur lourd, les industries légères destinées à la fourniture de produits de consommation courante devront se renfoncer, tandis que se poursuit le projet de multiplication des ateliers ruraux dans le cadre de la SIDO (Small Industries Development Organisation). Cette stratégie industrialisante comme le plus grand sonci de rigueur apporté à la planification semblent porter la marque d'un anciem universitaire tanzaniem passé depuis au département du développement et de la planification, M. Justinian Rweyemamu, dont la thèse traçait, dès 1973, les grandes lignes des projets lancés aujour-d'hui (9).

Classes et dépendance

LES propositions formulées par tègis socialiste d'industrialisation (10) » sous-tendent les conceptions du troi-sième plan, mais on peut se demander si les analyses sur lesquelles elles s'appuyatent ont été appréciées dans toutes leurs implications. L'économiste tanzanien posait en effet le problème de la formation des classes en Tan-zanie, liée à la dépendance structurelle de l'économie du pays construite penzanie, liée à la dépendance structurelle de l'économie du pays construite pendant la période coloniale et jamais vraiment démantelée; à l'autre pôle de son raisonnement, il montrait qu'un projet de développement socialiste ne peut être réalisé sans la construction d'une industrie nationale apre à répondre aux nécessités de la production agricole, mais que ce projet n'acquerrait une dimension authentiquement socialiste que pour autant que ment socialiste que pour autant que s'édificraient des relations de produc-tion socialistes adaptées à la phase de transition (11).

Dans la Déclaration d'Arusha dix ans après, M. Julius K. Nyerere touche bien à ces questions, mais de façon un peu détournée. Le président tanzanien ne parie pas de classes, encore moins de «bourgeoisie bureaucra-tique »; il attaque les pratiques auto-ritaires et bureaucratiques, et surtout il dénonce le risque de mise en coupe réglée de l'Etat par ses propres agents (12). Il stigmatise « l'arrogance, l'incompétence et la paresse chez les dirigeants (13) et montre que la démocratie est encore loin d'être réalidirigeants (13) a et montre que la démocratie est encore loin d'être réalisée en Tansanie : « La vèrité, c'est que, en dépit de noire politique officielle et en dépit de toutes nos institutions démocratiques, certains dirigeants n'ECOUTENT toujours pas les gens. Ils trouvent beaucoup plus facile de DIRE aux gens ce qu'il jaut faire. Trop souvent, les réunions sont des monologues, avec peu de temps, quand il y en a, consacré à la discussion ; et même alors, le discours est habituellement plutôt une exhoriation à travailler dur qu'une expication de la manière dont on pourrait améliorer les choses. (14) » Mais, comme pour faire contrepoids, il reprend les critiques (qu'èmettait également M. Justinian Rweyemannu) contre le manque de conscience professionnelle et de discipline chez les ouvriers.

De mème, M. Julius K. Nyerere évoque bien la dépendance, mais uniquement en termes de dépendance à l'égard de l'aide extérieure. Jugée beaucoup trop élevée. Cette approche partielle évite de lier dépendance et stratification sociale, comme le faisaient M. Justinian Rweyemann et, de façon plus radicale sinon toujours plus convaincante, un autre universitaire tanzanien, M. Issa Shivji (15).

Ce décalage entre les critiques réa-listes formulées par le président tan-zanien sur l'état de son pays et l'iso-lement où il les maintient, aussi bien par rapport les unes aux autres que par rapport à l'environnement inter-

(°) Charcheur an Centre d'études et de rechérches internationales. Fondation nationale des sciences politiques, Paris.

national, incite à s'interroger sur la portée réelle des mesures adoptées pour remêdler à la situation présente.

Mais, pour les apprécier vraiment, il faut d'abord tenir compte des particularités de la période que vit actuellement la Tanzanie. D'une part, comme tons les pays à l'écart du marché capitaliste mondial, la Tanzanie, quelle que soit la voinnté politique de ses dirigeants, dispose d'una marge de mancauvre très limitée; les thèses soutenant que la seule solution à la dépendance serait la rupture totale d'avec le marché international paraissent ici hien illusoires, d'autant plus sent ici bien illusoires, d'autant pins que les problèmes auxquels est confrontée la Tanzanie ne relèvent pas seulement de l'organisation

interne. Et, cette fols, il s'agit bien d'un choix délibéré: une grande partie de la politique tanzanlenne est aujour-d'hui subordonnée à l'impératif de libération de l'Afrique australe et à l'évolution des négociations en cours; les conséquences en sont évidentes en ce qui concerne et la mobilisation des ressources internes, et les contraintes de la diplomatie. A cela sont venus s'ajouter les problèmes découlant de l'effondrement de la Communauté est-africaine et le tissage de nouvelles alliances régionales (resserrement des liens avec le Mozambique) (16). La situation doit donc être saisia dans toute sa complexité.

D'autre part, la Déclaration d'Arusha dix ans après n'est pas un exposé théorique; c'est un guide pour l'action, remis en tant que tel aux membres du nouveau gouvernement. Il n'exchut pas que le débat sur l'état de la société tanzanienne et sur la nature (nature de classe tout spécialement) de la politique définie par le C.C.M. se poursuive ailleurs, à l'Université (avec des limites, an moins pour ce qui est des étudiants; on en a en plusieurs exemples tout récemment encore) ou au sein du parti. L'infinence des travaux de M. Justinian Rweyemamu, la discussion suscitée par les analyses de M. Issa Shivil, le va-et-vient permanent des hommes entre l'Université, le parti et l'appareil d'Etat en fournissent des indices.

Cela dit, le texte présidentiel condamne l'autoritarisme et la bureau-Cela dif. le texte presidentiel condamne l'autoritarisme et la bureaucratie, et insiste sur l'extension de la démocratie. Effectivement, des sanctions ont été prises dans des ces d'abus de pouvoir ou de corruption flagrants; des mesures ont été promulguées pour favoriser une plus grande participation des travailleurs sur les lienx da production (entreprises et villages); Zanzibar s'ouvre à la démocratie formelle: élections au sein du parti, et, pour la première fois depuis l'indépendance, élections parlementaires; implantation dans les lies du pouveau syndicat (elles n'en connaissaient auparavant ancun). Cela n'est pas rien. Mais l'appareil du partitend à se confondre avec l'administration, et le nouveau gouvernement (février 1977) dirigé par l'annien ministre de la défense, M. Edward Sokoine (associé de très près au président pour tout ce qui concerne l'Afrique australe), comme la direction du partit issue des élections internes du parti issue des élections internes qui se sont déroulées pendant le pre-mier semestre de 1977 ont été accueillis par tous les observateurs comme des équipes de technocrates.

Luttes d'influence ou division du travail?

DAUTRE part, M. Julius K. Neyrere affirme dans son texte que l'aide extérieure doit être conçue comme un paliatif temporaire auquel il a fallu faire abondamment appel dans la dernière période par suite d'une erternière periode par suite des la companiere periode par suite de la companiere periode par suite de la companiere periode par suite d'une erternière periode par suite d'une erternité d'une erternière periode par suite d'une erternière periode par suite d'une e nière période par suite d'une crise exceptionnelle. Toutefois, le plan pré-voit encore un important financement externe des investissements de déve-loppement (43,8 %), ce qui n'exclut pas que d'autres aides ou dons vien-nent s'y ajouter. Enfin, il ne semble pas que, dans l'immédiat, l'intervention en Tanzanie de sociétés étrangères (par leurs filiales, dans des sociétés mixtes ou sous forme de cabinets d'experts) soit mise en question, commo le demandaient MM. Justinian Rwe-

le démandaient MM. Justinian Rwe-yemanu et lesa Shivji.

A partir de ces constatations, deux interprétations des événements surve-nus en 1977 paraissent possibles : on aurait assisté à un renforcement du caractère bureaucratique et technocra-tique du système, à l'extension des pouvoirs de la « bourgeoisle bureau-matique » liée à l'impérialisme, de

(1) J.K. Nyerere, Indépendance et édu-cation, Clé, Yaoundé, 1972, 104 pages; Liberté et socialisme, Clé, Yaoundé, 1972, 151 pages; Socialisme, démocratic et unité africaine. Suivi de la Déclaration d'Arusha, Parèsence africaine, Paris, 1970, 112 pages. d'Arusha, Presence africaine, Paris, 1970, 112 pages.

(2) JE. Nyerere, la Déclaration d'Arusha dix ans après, bilan et perspectives. L'Harmattan, Paris, 1878, 59 pages, 19 F.

(3) Si le sems général n'en est probablement pas altèré, de légers glissements peuvent s'opèrer : ainsi l'un des conceptsciés de l'idéologie tansanienne, kujitz-pemes, littéralement : compter sur ses propres forces, s'appuyer sur sol-même, devient-u en anglais self-reliance et, dans la présente traduction, « auto-suffisance ». dans la présente traduction. « autosuffisance ».

(4) Voir le Monde diplomatique,
mal 1977.

(5) Dans un exposé théorique de 1962.
M. Nyerere écrivait : « Le socialisme
— comme la démocratis — est une affitude de l'esprit. » « Ujamas, the basis
of African socialism », Ujamas, Essays
on socialism », Ujamas, the basis
of accialism socialism », basis
on socialism oxided University Press.
Dar-es-Balasm, 1870, page 1.

(6) On lisasti, dans le même document: « Lu différence fondamentale entre
une société socialiste et une société espitalités na réside pas dans les méthodes
de production de la richesse, mais dans
la façon dont la richesse est distrimoins en moins camouflée par sa phraséologie socialisante; ou alors, vision moins manichéiste des choses, dans la lutte au sein des couches gouvernantes pour imposer une ligne authentiquement socialiste, M. Nyerere et ses proches gardersient la direction politique et entendraient par là s'attaquer aux problèmes sur le front politique (notamment à la feveur de la mise en place de l'appareil du nouveau parti, le C.C.M.) pendant qu'un gouvernement de techniciens « sûrs » expédierait les affaires courantes. M. Julius K. Nyerere consacrant au surplus une partie de son temps aux affaires d'Afrique australe.

ments politiques de 1977 en sont bien le reflet.

bués. (...) Le socialisme est essentiellement distributif. » Ibid. pages 2 et 4.
(7) Devant l'Institut de gestion financière (Institute of inance management) en octobre 1971.
(8) « Public ownership in Tanzania ». The Arusha Declaration and Tanu's policy on socialism and self-retiance, Tanu. Publicity Section. Dar-es-fisiam. 1967. pages 21-25.
(9) Justinian Rweyemamu. Underdevelopment end Industrialization in Tanzania, A Study of Perverse Capitalisi Industrial Development, Nairobi, Oxford University Press. 1973.
(10) Ibid., chapitre VI.
(11) Ibid., pages 192-198.
(12) La Déclaration d'Arusha dix ans après, op. ett., pages 28-29.
(13) Ibid., page 50.
(14) Ibid., page 49. Capitales dans l'otiginal.
(15) Voir la contribution de Issa.

l'otiginal.

(15) Voir la contribution de Issa Shivji et la discussion de ses thèses dans The silont class struggle, Tanzania Publishing House, Dar-es-Salaam, 1974, et Issa G Shivji. Class struggles in Tencania, Heinemann, Londres, 1976.

(15) Cf. voir l'article de Reginald Major : « L'affondrement de la Communauté de l'Atrique orientale », dans le Monde diplomatique du mois d'octobre 1977.

FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE

62, route de Chêne 1208 GENEVE (Suisse) Tel.: 022,36-71-30

LA CHATAIGNERAIE 1297 FOUNEX (Vaud) (Suisse)

Tél.: 022.76-17-76

BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale suisse - Baccalouréet français Internat et externat pour filles et garçons Sports d'été et d'hiver

Calendrier des fêtes nationales 15-30 JUIN 17 ISLANDE
21 LUXEMBOURG Fête nationale
26 REPUBLIQUE
MALGACHE
30 SAINT-SIEGE
Cauronnement ds
Paul VI 1er-15 JUILLET Fête pationale
Anniv. de la Cont.
Fête de l'Indépendance
Fête de l'Indépendance
Fête nationale
Fête nationale
Fête nationale
Fête nationale
Fête nationale
Fête nationale
Fête nationale 1 BURUNDI 1 CANADA 1 RWANDA 4 ETATS-UNIS D'AMERIQUE 5 ALGERIE 5 VENEZUELA 6 BIALAWI 11 MONGOLIE 14 FRANCE 14 IRAR

Concilier passion de l'authentique et confort du XX siècle. 32 rue Saint-Guillaume



A l'emplacement de l'ancien Hôtel de Beaumont.

Dans le noble Faubourg Saint-Germain, une adresse prestigieuse au 18° siècle qui vit s'y construire l'Hôtel de Beaumont. Une adresse prestigieuse au 20° siècle qui voit renaître ce bel hôtel particulier: la façade me est conservée et le offrent des surfaces d'une jardin redessiné à Pancienne.

32, rue Saint-Guillaume, un hôtel du 18° siècle retrouve sa raison d'être. grandeur, confort et raffinement : de très beaux studios et deux pièces et des duplex de trois à six pièces dont les plus grands rare majesté.

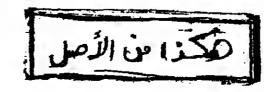
Dans ce cadre prestigieux, une exposition sur le thème

Les faïences patronymiques duXVIII^esiècle

est organisée du 25-Mai au 24 Juin. La beauté et la rareté de ces faïences reprennent ici leur viaie place.

Visite de l'exposition et des appartements du mardi au samedi de 13 h à 19 h 30, Tel. 544, 21.35.





....

7.

1.15

Après d'innoi meurires : sans puni

1.12 637

人名英格兰克斯 Action with the

7. ME

interager some

i i del marmoner e

July Teller 77.74 A

A STATE OF THE STA Jenusukan Nimerakan Kananan Mananan Ma RES THE REST OF TH Control of the contro

lire pages 8 à 10 AGES 8 et 9 Se John T. Alexa - Dec 2000 tores of the con-1 11 T = 22 = lants IR Genzalez Torres

The secure of the second Chanchol: R. Gonzalez Terres.

ACTION

e nouvelle

Applied the control of the control o

grant and a few # FT.21

MERCAL STATE 2.4

lendrier des ta en nationale PRACE TO SERVICE TO SE

BM 2 3 2 4 D. Fath E. \$1 41 P 13 PRAZIT -

Un édifice fissuré

La junte chilienne présente un impressionnant bilan de ses réalisations, dont rend bien compte le dernier numéro du bulletin publié par son ambassade à Paris. D'après ces documents, le taux d'inflation (3759 % en 1974) a été ramens à 63,5 % en 1977 et ne serait plus que de 30 % pour l'année en cours. Autres performances : le chômage aurait diminué de 12 %

à la fin de 1977, la balance des paiements a présenté l'an dernier un excédent de 18 millions de dollars, la production a augmenté de 9,2 % et les exportations de 5,2 %. Le bulletin insiste aussi sur la progression des investissements étrangers (la moyenne mensuelle est passée de 2 à 6,5 millions de dollars en 1977) et sur la mission, dirigée par le général Buchalet, que le C.N.P.F. a envoyée au Chili.

Les autorités chiliennes doivent pourtant affronter toute une série de difficultés qui n'ont été nullement atténuées par le succès remporté par le général Pinochet lors du référendum du 4 janvier dernier. La politique économique de la junte, en favorisant les

Par JOHN T. ALVES *

on avait accusé les deux hommes d'être des militaires, la junte demanda à tous les responsables des corps d'armée de nier la chose ; le lieutenant-colonel Eterio Paves dit

heutenant-colonel Eterio Pavez dit que Williams et Romeral « n'avaient jamais existé et n'existaient pas »; le capitaine de frégate. Roberto Garnham ajouta qu' « ils n'avaient jamais été sur la liste des officiers de la marine », et une dénégation tout aussi vigoureuse fut faite par le colonel: Alberto Echasu Collao, de l'armée de l'air. Le conseiller de l'ambassade du Chill à Washington, M. Tomas Amenabar, renchérit : « Dans nos dossiers, nous n'avons

M. Tomas Amenabar, renchérit :

« Dans nos dossers, nous n'avons oueune trace du passage de Williams et Romeral dans cette ville. »

M. Patricio Carjaval, ministre des affaires étrangères, fit ouvrir une enquête pour avoir qui avait délivré les passeports officiels aux deux hommes, mais il soparut clairement aux enquêteurs américains que ce serait désormais à eux de faire les démarches nécessaires pour que les recherches dépassent les limites étraites de la bureauratie chilienne.

secteurs liés au capital étranger, a en effet dressé contre la dictature une fraction de la bourgeoisie dont les intérêts sont fondés sur le marché intérieur. D'autre part, l'image défavorable du Chili sur la scène internationale n'a été modifiée ni par la levée de l'état de siège (9 mars 1978), ni par la prétendue amnistie du 5 avril, ni par le remaniement ministériel. Bien au contraire, l'enquête menée par la justice américaine sur l'assassinat d'Orlando Letelier à Washington en 1976 a mis les dirigeants chiliens — et le général Pinochet personnellement — en facheuse posture, les parades improvisées à Santiago n'ayant pas eu à cel égard l'effet que la junte en attendait.

Après d'innombrables meurtres restés sans punition

L'assassinat d'Orlando Letelier à Washington compromet Pinochet

E 31 septembre 1976, à Washington, Orlando Leteller était assassiné (1) en même temps qu'un citoyen américain, Ronni Karpen Mofflit. La DINA ignorait encore que ce double meur-tre allait, plus qu'aucun autre, la forcer à lever le vuile sur ses acti-

Pendant les dix-sept mois qui sui-virent, l'enquête (dont le coût dé-passa 4 millions de dollars) aboutit à la mise en prison pour outrage à magistrat d'un exilé cubain, et à la comparution d'une vingtaine d'au-tres-Cubains devant le « grand jury » de Washington, sans inculpa-tion et sans aucune allusion publique au rôle joué par la junte. publique au rôle joué par la junte.
Tout changes le 17 février 1978, quand l'enquête, que beaucoup croyaient enlisée, repartit. N'ayant pas réussi à obtenir des témolpanges sur le crime aux Etats-Unis mêmes, les enquêteurs eurent recours à une a demande d'assistance judiciaire internationale » (rarement utilisée), ou a commission rogatoire », afin de pouvoir, par l'internédiaire de la justice chillenne, interroger deux hommes dont on savalt seulement qu'ils appartenaient aux forces militaires de ce pays. Ce jour-là, M. Warren Christopher, l'adjoint du seorétaire d'Etat, remit à l'ambassadeur chillen à Washington, M. Jorge Cauas, un avant-projet de document qui stipulait que les Etats-Unis croyaient que les deux hommes — Juan Williams Rose et Alejandro Romeral Jara — « étaient au couvant du meurtre et possédient des informations à 20 n sujet »; ce document ajoutait qu'an moins l'un des deux avait « rencontré l'une des personnes tenues pour responsables du crime ».

Ces deux individus, soupçonnés

Ces deux individus, sonpçonnés d'être des agents de la DINA, avalent obtenu des visas pour les Etats-Unis an début de l'été 1976 à l'aide

(1) Voir dans is Monde diplomatique d'octobre 1976 le dernier article publié par Orlando Leteller avant son assas-sinat.

Lire pages 8 à 10

PAGES 8 et 9 : Suite de l'orticle de John T. Alves. - Des déchirures profondes au sein de lo junte (R. Gonzalez Torres). --Les Mopuches, la terre volée et la persécution (J. Chenchol).

PAGE 10 : Suite de l'article de R. Gonzalez Tarres.

de faux papiers; si est élément n'avait pas été découvert par la suite et les visas annulés le 9 août de la même année, l'enquête en serait peut-être restée an point mort. Mais, cette fois, la DINA commit des bavures; comme elle l'avait déjà fait lorsqu'il s'était agi d'implanter ses agents dans des ambassades à l'étranger, elle s'arrangera peur que le ministère des affaires étrangères remette aux deux hommes des passeports de service et une demande officielle de visa. Moyennant quoi on leur délivra, le 17 août, des visas américains valables six mois. Mais quand on découvrit que noms et photographies étaient faux, le du règime chillen commença à transparaître, ce qui suscita une certaine méliance à Washington et déclenchs la procédure de commission rogatoire.

nission rogatoire.

La diplomatie chilienne ayant été avertie de ce qui allait suivre, le juge William B. Bryant, président du tribunal de première instance du district de Columbis (Washington), eigna, le 21 février, la demande de commission rogatoire officiellement formulée par le procureur américain Earl J. Silbert, et pris les tribunaux chillens de conduire les interrogatoires « de jaçon cussi expéditive que possible ». La presse chilienne s'empara de l'affaire et, deux mois plus tard, El Mercurio, le plus grand quotidien du Chill, totalement devoué à la junte, révéla que les adresses données comme étant celles de Juan Williams Rose et Alejandro Romeral Jara étalent fausses. Comme

Le mensonge du dictateur

L'enquere rebondit aussitot et fut suivie d'une série de mancenvres politiques à Santiago. La presse,
muselée depuis plus de quatre ans,
créa, cependant les plus graves
ennuis à Pinochet. Elle avait, en
effet, parié que, étant donnée l'importance de l'enquête et vu l'apparente
détermination des Américains, Pinochet ne serait plus en mesure
d'étouffer les rechenches des journalistes. Après tout, la commission
rogatoire constituait la première procédure jamais entamée contre le rogatoire constituait la première procédure lamais entamée contre le
système légal chillen ainsi que la
première demande de poursuite criminelle formulée par une puissance
étrangère. De plus, les fitais-Unia exigèrent que les deux nommes solent
interrogès en présence du procureur
adjoint Eugene M. Propper; c'était
la première fois qu'un gouvernement
étranger cherchait à envoyer quelqu'un sur les lieux pour surveiller
la marche de la justice chilienne.
Fort de tout cela, El Mercurio
denanda, le 4 mars, au gouvernement de rendre publics les résultats
de l'enquête sur la provenance des
faux passeports officiels, arguant
du fait que le silence des autorités

recherches dépassent les limites étroites de la bureaurratie chilienne. Aussi, le 3 mars 1976, le Washington Star laissait filirer que, dans les hautes sphères gouvernementales, on était prêt à rappeler l'ambassadeur américain, ou même à suspendre les relations diplomatiques, si les autorités chiliennes continuaient à se montrer récalcitrantes. Une photo des deux « militaires » accompagnait l'article. sur ce point serait beaucoup plus grave que la reconnaissance d'une faute, aussi grossière fût-elle, commise par des « fonctionnaissa ayant abusé de la bonne foi d'un consul étranger ». Le même jour il reproduisait les photos de Williams et Romeral parues dans le Washington Star, et, le lendemain, El Mercurio, qui pendant longtemps avait soutenu que Leteller avait été victime de groupes d'extrême gauche voulant détruire la junte, jetait un pavé dans la mare, révélant que « Williams » n'était autre que Michael V. Townley, fiectronicien américain vivant au Chill depuis 1957.

On avait découvert l'identité de Townley en comparant la photo de « Williams » à une photo parue, le 9 juin 1973, dans une édition de Puro Chile, organe procommuniste. L'article qu'illustrait cette photo l'appeiait l' « homme de la C.I.A. », soulignait le rôle de Townley dans une opération de Patrie et Liberté qui avait coûté la vie à un veilleur

Institute for Folloy Studies, Washington D.C.

de nuit en mars 1873. On pouvait lire, dans El Mercurio du 5 mars 1978, une interview de Maria Ines 1978, une interview de Maria Ines Callejas (ex-membre de Patrie et Liberté et laurêate d'un prix littéraire récemment offert par le journal), qui disait avoir comm Townley avant qu'il ne fuie le Chili par un « passage des Andes » en 1973; elle donnait aussi des informations sur sa taille, la couleur de ses cheveux, etc., informations toutes fausses — chose surprenante pour une femme qui était son épouse depuis 1981. Le 9 mars, El Mercurio révélait que le capitaine d'infanterie Armando Romeral et Fernandez Larios n'étalent qu'un seul et même homme. Un qu'un seul et même homme. Un communique de l'armée confirmait cette information.

A partir de ce moment-là, tous les organes de presse chiliens s'empa-rent de « l'affaire Letelier ». Les domiciles de Townley et F. Larios sont assiégés jour et nuit par les journalistes; on reproduit toutes les dépêches des agences étrangères, y compris des communiqués émanant

du parti socialiste chilien en exil, et, chose plus importante peut-ëtre, on ose envisager une complicité pos-sible de Pinochet en personne.

Celui-ci, pendant ce temps-là, était tranquillement resté à l'arrièreétait tranquillement resté à l'arrière-plan, préparant sans aucun doute la contre-offensive qui permettrait de détourner l'attention de l'affaire. Jusqu'alors, les seules initiatives qu'il avait prises afin d'avoir l'air de coopérer avec la justice américaine furent les ordres don-nés au ministère des affaires étran-cères de trouver seux qui avaient nés au ministère des affaires étran-gères de trouver ceux qui avaient délivré les deux passeports officiels, ou encore de nommer un procureur spécial « ad hoc » qui superviserait cette enquête et interrogerait les deux hommes. La Cour suprême chi-lienne avait approuvé et validé la demande de commission rogatoire et donné instruction aux tribuneux re-minels de trouver et d'interroger les deux sujets « dans les plus brefs déluis ».

(Live la suite page 8.)



(Suite de la page 7.)

Avec tout cette appareillage légal, Pinochet fit, le 10 mars, sa première déclaration publique sur l'enquête. Insistant sur le fait qu'un maximum d'aide avait été fourni maximum d'aide avait été fourni aux Américains chargés de l'enquête, Pinochet ajouta que son gouverne-ment n'avait « rien à voir avec le crime...» et qu'il avait l'impression qu'il s'agissait d'une « campagne bien orchestrée par les communistes pour discréditer le gouvernement »; quand on lui demanda ce qu'il pen-sait de la comparaison entre la photo de F. Larios et celle de « Romeral », il affirma qu'il ne savait pas e'il s'agissait « de la même personne », mais que certains détails donnaient à penser que non. à penser que non.

à penser que non.

El Mercurio élucidait cependant la question : F. Larios était blen Romeral, diplômé en 1969 de l'Académie militaire, ayant participé à la prise de La Moneda lors du putsch de septembre 1973, et fils d'un général de l'armée de l'air à la refraite, autrefois en poste à Washington en tant qu'attaché militaire. Des détails furent également donnés sur le passè de Townley, arrivé au Chill à l'âge de quatorze ans alors que son père était directeur général de l'usine Ford-Chill II avait épousé Maria Callejas sept ans plus tard, travaillé à Santiago comme « spécialiste hautement qualifié en allumages électroniques » et avait aidé l'organisation Patrie et Liberté à mettre en place un émet-cela mais pour d'autres choses éga-lement ». Les compétences de Townley en électronique se révé-lèrent utiles quand il s'agit de poser le mécanisme d'hologerie comman-dant une charge de plastic de type C4 qui explosa sous la volture de Letelier et Moffitt... Pinochet n'avait plue qu'à espérer que Tewnley, une fois interrogé, serait incapable de dire quel rôle le prési-dent avait lui-même joue dans cette opération,

Les trois enquêtes parallèles — celle du tribunal criminel, celle du procureur spécial « ad hoc » et celle du ministère des affaires étrangères — suivirent fort tranquillement leur cours. Le problème principal pour le tribunal réaldait dans l'incapacité du système judiciaire à faire comparaître, pour les interroger, les deux hemmes recherchés. Le procureur « ad hoc » chargé d'enquêter sur l'émission des passeports officiels annonça le 12 mars que, comme le voulait la tradition, les fameux pas-

La chute du fidèle Contreras

TANDIS que l'étau se resserrait ainsi sur Towniey, Pinochet comprit que les recherches s'orien-taient progressivement vers lui. Cherchant à sauvegarder les appareuces, il se retourna contre l'homme directement responsable des activités de Townley à l'intérieur de la Ilina de Townley à l'interieur de la IIINA, son ex-directeur, le général Contreras Sepulveda. C'est ainsi que l'officier le plus fidèle au président
annonce, le 21 mars, à la stupéfaction de tous et sans explication
aucune, sa démission de l'armée.
Quatre mois auparavant, Pinochet Quatre mois auparavant, Pinochet avait pourtant forcé la main de la junte pour faire nommer Contreras général de brigade. Deux mois plus tard, le général était envoyé en Argentine comme émissaire personnel du président afin d'apaiser le général Videia, qui avait pratiquement mis l'Argentine sur pied de guerre à propos du différend avec le Chill concernant le détroit de Beagle.

seports avaient sana doute été brûlés; il fut seulement capable de confirmer que les deux hommes s'étaient rendus aux Étast-Unis le 22 août 1976 pour en revenir le 2 septembre.

s'étaient rendus aux Étast-Unis le 22 août 1976 pour en revenir le 22 août 1976 pour en revenir le 22 août 1976 pour en revenir le 22 septembre.

L'enquête révéla cependant que l'officier consulaire responsable de la délivrance des passeports, un certain Guillermo Osorio, était mort dans des circonstances mystérieuses le 22 octobre 1978 : il aurait succombé à une crise cardiaque; mais, un mois après, l'autopsie révélait une plaie béante au frunt; le juge Manuel Silva en concinait à « un cas évident de suicide pur balle ». En dépit des rumeurs concernant le rôte du gouvernement dans l'affaire Osorie et des allégations de sa veuve sur la présence du général Juan Manuel Contreras Sepulveda aux côtés de son mari le jour de sa mort, le procureur « ad hoc » refuss de pousser les recherches plus loin, arguant de fait que cela ne faisait pas partie de sa mission. Peu après, il abandonnait totalement l'affaire, prétextant qu'il sétait avancé dans des domaines relevant de la seule compétence de la justice militaire.

Les Américains chargés de l'enquête en conclurent que le Chili bloquait l'affaire et que, afin d'obtenir une plus grande coopération de Pinochet, il faudrait exercer des pressions beaucoup plus importants dans les coulisses. Les Etais-Unis rappelèrent donc à une délégation chillenne, conduite par le colonel Enrique Montero, sous-secrétaire à l'intérjeur, que les relations diplomatiques seraient suspendues st, par la mauvaise volonté du Chili, on n'arrivait pas à faire comparaître Townley et Fernandez Larios devant les tribunaux.

Le 18 mars, Propper, la procureur adjoint américain, arriva à Santiago

Townley et Fernandez Larios devant les tribunaux.

Le 19 mars, Propper, le procureur adjoint américain, arriva à Santiago pour discutèr de questions de procédure concernant la commission rogatoire, les Etats-Unis étant représentés au tribunal par un procureur chillen. Trois jours plus tard, la junte faisait comparaître deux officiens chillens — mais ce n'étalent pas Townley eu F. Larios. Par ce procédé incroyable, la junte visalt apparemment à prendre connaissance des questions qui seraient posées aux deux hommes; par la suite, le gouvernement évensa de ce qu'il appela une « méprise ». John Dinge, du Washington Post, raconte l'entrevue orageuse qui suivit l'incident. Le procureur Propper et l'ambassadeur américain George Landau, qui étaient présents à l'audience, furieux d'avoir été dupés, exigèrent de M. Carjaval, ministre des affaires étrangères, et du général Odianier Mena, chef du C.N.I. — Conseil national d'intelligence, successeur de la DINA — qu'ils fassent tout leur possible pour que l'on retrouve Townley. Fernandez, lui, était prêt à comparaire devant les tribunaux mais, à l'évidence, le témoiguage de Townley était celui qui comptait le plus, donc on ne souhaitait pas révêler prématurément les questions qui seralent posées.

La chute brutale de Contreras provoqua la confusion et même un certain malaise parmi les militaires. Juan de Onis, du New York Times, cite un général depuis peu à la Juan de Onis, du New York Times, cite un général depuis peu à la retraite qui se demande pourquoi « Contrerus, qui prenait quotidiennement son petit déjeuner avec le président Pinochet lursqu'il était à la tête de la DINA, est maintenant expulsé de l'armée pur son protecteur ». Les doutes émis par le général au sujet de cette version officielle furent grossis par des rumeurs qui se soldèrent par son assignation à domicile. L'armée, à son tour, se vit contrainte de démentir formellement tous les bruits qui circulaient à ce sujet, mais cela no suffit pas à apaiser la méfiance du public. L'hebdomadaire Que Pasa, après avoir scrupuleusement publié le communiqué de l'armée, ajouta que, « cependant, Contreras ne semblait pas se trouver à son domicile, ou disposé à accorder des interviens ». Juan de Onis ajoutait, dans le New York Times, que « beaucoup de Châleis, y compris parmi ceux qui avaient vigoureusement soutenu le régime militoire, pensaient qu'u y avait là quelque chose de pourri ». Cet état d'esprit se propagea à vue d'oell dans les rangs des forces armées et jusqu'aux proches de Pinochet. Ce fut le général de l'armée de l'air, Gustavo Leigh Guzman, qui, comme il l'avait fait plusieurs fols dans le passé, notamment au moment du référendum de janvier qu'il avait qualifié de « stupide », sembla le plus prendre ses distances à l'égard du chef de la junte. Pour la Journée de l'aviation militaire, cérémonie à laquelle Pinochet avait été invité, le général Leigh demanda que « solent restourées les institutions politiques fondées sur un ordre furidique non arbitraire afin que le peuple puisse participer aux prises de décisions déterminant l'avenir politique du pays ». Le lendemain, dans un discours au Rotary-Club, il ajoutait que les « militaires » ne resteralent pas « cu pouvoir indéfiniment ». Mais le New York Times rapporte ensuite que « Leigh, solidement appuyé par ses généraux de l'air, quait sévèrement critiqué la tendance qu'avait Pinochet à concentrer tous les pouvoirs

Feinte libéralisation

Feinte lib

A YANT déjà remplace l'état de
A elège (qui durait depuis quaire
ans) par un état d'urgence moins
sévère, Pinochet leva complètement
le couvre-feu pour les plétons et le
limita pour les véhicules. Il fit un
geste envers le parti démocratechrétien, qui avait heaucoup souffert
des attaques de la junte l'armée
précédente, en permettant à
M. Jaime Cagtillo Velasco, l'homme
en exil le plus en vue de la D.C., de
regagner le Chili, en même temps
qu'un avocat célèbre, M. Eugenio
Velasco. Cette démarche révélait
clairement le désir de Pinochet de
faire croire à une libéralisation du
régime, d'autant plus que les deux
exilés l'avaient particulièrement
géné en soumettant à une confèrence des ministres des affaires
étrangères de l'O.E.A. à Santiago
(juin 1976) un rapport détaillé sur
les violations des droits de l'homme
par la DINA. Le 3 avril, il annonçait
la libération de « quatre cents personnes condamnées par des tribunaux militaires », dont la peine se

dans ses mains » et, plus loin, que ale général Leigh avait, en privé, suggéré que les quatre membres de la funts démissionnent, remettent le pouvoir à quatre nouveaux chefs et désignent un choil comme président ajin de préparer les élections de 1980 ».

On a tout lieu de croire que le gouvernement amèricain, satisfait des estocades de Leigh, l'accueillit chaleureusement lors de sa visite secrète au Pentagone, le 31 mars 1978. Il est probable que les Etats-Unis exprimèrent un vif interêt quand il fit allusion à un retour au pouveir des démocrates-chrétiens, que les Etats-Unis avalent soutenus pendant vingt ans : hien que sa source soit peu sûre, cette information est étayée par des renseignements donnés par le leader de Patrie et Liberté, Peblo Rodriguez. Selon lui, des diplomates de l'ambassade américaine ne cessaient d'informer directement les démocrates-chrétiens de toutes les « solutions de rechange » qui apparaissaient au fur et à mesure que se déronlait l'enquête. Pinochet, sentant le vent tourner dangereusement, réagit sans plus tarder par une série de mesures visant à désamorcer l'affaire.

voyait commuée si elles choisissalent l'exil. Parmi elles, se trouvalent deux officiers de l'armée de l'air (condamnés à trente ans de prison pour avoir divulgué des « excrets » à Carlos Lazo, un membre éminent du parti socialiste encore en prison), qui choisirent rapidement de s'exiler à Paris.

parti socialiste encore en prisoni, qui choisirent rapidement de s'exiler à Paris.

Pinochet expliqua que ces libérations avalent été effectuées pour des raisons humanitaires, en « témoignage d'apaisement et non de fabliesse », ajoutant que, « désormais, personne ne pourrait dire qu'il eristait au Chili des prisonniers politiques ». Ensuite, il annonça la mise en place d'un prétendu « conseil du travail » qui aurait pour but de faciliter les négociations de conventions collectives, jusqu'alors proscrites. Le 5 avril, il utilisa le canal de la radio et de la télévision nationale pour faire part de son projet de réforme le plus important, qui fit l'effet d'une bombe : l'homme qui, après le référendum de janvier, avait annoncé qu'il n'y

anrait « pius d'élections pendant dir ans », renversa complètement la vapeur ; voulant monirer « les capa-cités d'adaptation du gouverne-ment », il annonça à la nation qu'une nouvelle Constitution, en cours d'élaboration, et qui sersit terminée pour le 31 décembre, serait soumise à un référendum en 1979. Cela marquerait le début d'une phase que les théoriciens de la junte appe-laient par euphémisme « phase de transition ». Un Parlement serait nommé par le gouvernement avant d'être, dans une étape ultérieure dite d'« trastitutionnalisation déjini-tive », choisi directement par le peu-ple. Cette avalanche de réformer, témeignant de l'habileté acquise par Pinochet, produisirent l'effet voulu ; les premières pages des journaux leur furent consacrées, l'affaire Le-teller oubliée, au moirs provisore-ment, et les militaires resserrèrent leurs rangs.

BERTOES CO.

(ontil

t ... It'

•

••

. .:-

....

mer dans les exemples y du la region.

#woodb qs wi.~... i qc c:w.mnuuze;

ils disposarione a . . mient mores

the lears process the complete

white d temp part it dame les

domains when Mais m

a haveil comprise the second to the com-

VERS le fin sui renect 60. le di reforme agric di la resvelle reforme partir premulguee sa remembra production premulguee sa

traperer les services qu'ils evalent

ments de la consection y de la sai furent utural de plut cord per

Mass. Certa lum and antimes as

percent des processes des processes des processes des processes de cartes de la processe de la procesa de la processe de la processe de la processe de la processe de la pr

Reductors des des met d'anners so

A cet eveil common sussi is m

had de la la transcrima agran moisces du tua trus la presiden sui que transcrima agran

Amisca du les cours la president des que la tracación politique. Cas e las la resion de la Saucho reva departe electronic de la saucho reva departe electronic partir de saucho la publique en 1970 per la presi

Quand Salvador Alliando devine a des l'Aramantra 1970, la clima des Parametra 1970, il cimili des Parametris contro fres tendu

Abas Par les Mapushes de terr aient été usu-recs devenaiens

ureforme agrane

d Unité populaire

Brens com has qu'il co Rise o Assur-ce iter pubsistante.

de l

ment, et les militaires resserrèrent leurs rangs.

Vers la fin de la première semaine d'avril, Pinochet tira sur les rênes : il exigea et obtint de tous les généraux une déclaration publique de soildarité avec sa conduite passée et à venir. Ensuite, il coupa adroitement l'herbe sous les pieds du général Leigh et de ses amis en proposant ses projete de réforme; cependant, Leigh, tout aussi habilement, déclara à la presse qu'il était a injûme d'accuser le gouvernement ou l'un des corps de l'armée d'avoir pris part à des crimes ». Pinochet renchérissait peu après en dénonçant la campagne « orchestrée de l'étranger avec l'aide de nos advernaires politiques dans le pags » eu vue de nuire à son gouvernement et de « créer un citmat d'instabilité artificiel et imagnaire ». Il ajouta, dans des termes presque identiques à ceux de Leigh, que ses adversaires avalent, « dans leur injúmie, essayé d'engager la responsabilité du gouvernement dans le condamnable assassinait d'Orlando Leteiter ». Après avoir insisté sur le fait que son gouvernement avait largement collaboré avec les autorités américaines chargées de l'enquête et qu'il continuerait de le faire jusqu'à ce que les assassins soient retrouvés; il conclut par ces mots émouvants; il conclut par ces mots émouvants de l'est atus qu'agit un dirigeant à il conclut par ces mots émouvants: « C'est ainsi qu'agit un dirigeant à la conscience pure. »

Pendant la première semaine d'avril, Pinochet avait également décidé du sort de M. Townley, devenu gênant pour lui. Alors que F. Larios s'était montré ecopératif,

— Un récit d'Ana Vasquez —

«Les Bisons, les Bonzes et le Dépotoir»

PRES le putsch de septembre 1973, quelquée dizanes, puis plus d'une centaine, de mem-bres de le geuche chilienne sont rèlugiès dans une petite ambassade de Santiego. Depuis les espoirs partegés sous la présidence d'Allende jusqu'é le helne meurtrière dont les poursulvent les nouveeux maîtres du pays, tout semble devoir lee unir. En lait, non pas tout mais presque tout les sépare.

D'une part, leurs choix politiques, mais cele est banal ; une tols traqués, le communiste, le socialiste, le chrétien de geuche, le « miriste » etc., ne font pas mailleur ménage qu'à l'époque de l'Unité populaire. Non moine marquées sont les diltérences sociales, les petites habitudes de le vie quotidienne qui prennent une énorme importance lorsque hemmes, lemmes et enfants sont parqués dans un espece restreint : la manière de manger eu d'utiliser une ealle de bains... Et puie, bien entendu, les différences culturelles : les idées qui c'expriment différemment, les mots den l'ouvrière ne comprend pas le sens.

Alors ces représentants d'un régime

abattu ee répartissent apontanément en trois groupes qui communiquent plus ou moins mal : lee militante de la base, les anciens responsables, et puls... le reste. Ce sont les Bisons, les Bonzes et le Dépotoir, attentive ment observés avec une lucidité pleire d'exigeente tendresse, par l'une de ces rélugiée, Ane Vesquez (1). Le Huls clos de Sartre était

Infernal par le petit nombre de protagonistes. Celui-ci devient diebolique par l'entessement des reclus, contre lesquels la police de le junte multiplie les provocations. Dans cel espace confiné eu le promisculté exacerbe les pulsions plus eu meins contrôlées dans le vie nermale, le geuche prend un autre visage, qui est sans doute eon vrai visage. Le récit d'Ana Vasquez devient ainsi un remerquable instrument de réflexion politique. Car, loin des abstractions où se cemplaisent les philosophes - anciens - ou nouveaux. - neus mes Ici, dans cette ambassade. en pleine pate humeine, alers que peu à peu tombent les masques du monde civilisé, dans le frémissement des idées incamées, dans le pas eux seules analyses rationnelles et aux choix idéologiques.

3.1%

* 3:

1.60

Tel: 11

.

5.4

3

.

7. . .

--. : :

 $A_{i}^{m} \oplus \mathbb{I}_{3}$

Trans.

£

₹ • ::... · · ·

30 5 7

3 . . .

Contrairement aux epparences, ce livre ne concerne pas vralment l'histoire d'après le putsch. Ce qu'il éclaire, c'est le Chill de l'Unité populeire, dépouillé des atours de la représentation. Le récit d'Ana Vesquez n'e pas encore trouvé le public qu'il mérite. Il faut le lire et le taire lire. Qui donc, en 1973, a eu le sottise de dire que le France n'est pas le Chili ? Enfermez dans une ambassade, à Paris, des gens (citez leurs formations de la gauche française, dans leur diversité non seulement politique male aussi culturelle et sociele : vous verrez comme les débats en cours prendront une dimension qui ne laisse piece é aucun romantisme...

(1) Ans Vasquez, les Bisons, les Bonzes et le Dépotoir, traduc-tion de Danièle Katser et Jean-Paul Cortada, Ed. Fédérop, Paris, 1977, 486 pages, 75 F.

Ouatre siècles de résistance

LES MAPUCHES, LA TERRE VOLÉE ET LA PERSÉCUTION

Par JACQUES CHONCHOL*

ANS une poroisse populaire de Londres, dans un local destiné à accueillir des Latino-Américaius, et des Anglais qui se solidorisent avec leurs luttes, s'est tenue, à la fia de janvier, la première couférence de Mapuelles exilés na Europe. Près d'une tranmapuenes exies na tarope. Pres d'une trân-toiue de dirigeants, représentant uau centaine de commanautés mapuches oujourd'hai dis-persées en Graade-Bretagne, en Frauce, en Belgique, en République fédérala d'Allemagne, on Seède, etc., se sont réunis pour analyser le an Socue, etc., se sont reasins pour analyser le prituation de leur peuple. La pluport d'entre aux, avant de portir pour l'exil, avaient passe plusieurs années dans les prisons que le dicta-ture de Piaochot a installées sur le territoire chilien. Quelques-::r> n'étaient sortis que depuis deux mais de la prison de Tempco, la

* Ancien ministre chilien.

villa la plus importante de l'aucienne Arau-

Pendaet una semaine, ils ont échongé leurs expériences réciproques et ennlysé la situation des communautés mapaches, dépossedées de leurs terres per les propriétaires bleucs veisins, privées de teus les avautages éducatifs qu'elles nyaicot obtenus sous les gouveremments précélents, particulièrement sous celui d'Allende ils ont eussi évoqué l'assassinat et la persecution d'au grand combre de leurs dirigeants et envisagé ce qu'ils pouvalent faire pour soulager la situation de misère et d'oppression dans laquelle la plaport des communetés indigunes mapuches se trouvent esjourd'hui.

Cette conférence est profoudément symbolique de la situation uctuelle des Aracous dans le Chili du Pinochet, car c'est la première fois en plus de quatre siècles de leur laugue histoire que des dirigeants de ce peuple sont contraints de se réunir hors de territoire chilien pour discuter de leurs problè s'est termiuée por une déclaration poblique et par la création d'un Comité de coordination par la création d'un Comité de coo des Mapuches exilés en Europe (7).

Pendaut plus de quetro siècles, la lutte des Mapuches pour leur terre, pour leur liberté et pour leur dignité a été l'aux des plus béroïques et peut-être aussi des plus méconnues de l'histoire universelle. Au moment de l'arrivée des conquerauts espugnols, an 1536, les Arancans au Mapoches (hommes du la terra) occupaiest le centre sud du territoire chilien, principale-meet les actuelles provinces du Bio-Bla, Arasca, Malleco et Cautia. Leur population était de l'ardre de trois cent cinquante mille etait de l'arcre de trois cent cinquante mille personnes et ils vivaient de l'agriculture, de l'élevage et de la chasse. Leur esprit guerrier était très développé et, pour la défense de leur territoire, ils avaient tenu eu échec l'extension de l'empire inca vers le sud. La guerre recommença avec les Espaguels qui voulaient coloniser leur territoire, et elle se proloagea, penda et trois siècles et demi, contre les conquérants hispaciques d'abord, dupuis in

milieu de soizieme siècle, puis coetre la république chilieune à la suite de l'indépen-dance de 1810, poer ne se terminar qu'à le fie du dix-neuvième siècle par ce que les historiens chiliens eppellent la « pacification de l'Araucaula ». De la période initiale de cette guerre et des exploits des Araucans pro-vient l'un des plus beaux poèmes épiques de la laugno espagnole : « La Areucane », de Alonso de Encilla, qui retrace les ectes de eterage et la stratègie militaire des grands chefs (toquis) de guerre mupoches ; Caupalican, Galvarino, Lautaro.

Le territoire des Mapaches, connu sous la um d'Aranconia, fut dunc une frontière militeire jamais conquise por les Espagnols entre le seixième et le dix-huitième siècle. On l'appelait « la Frontero », et, après l'indé-pendance de Chili, elle demeura une frontièro militaire, désormais entre les Chiliens d'ee côté et les Areucans de l'autre. Le fleuve Bio-8im et les Areneuns ou l'unite. Le rieure solo-symboliseit cette ligue du portage. Le colo-uisation de la région ne fut possible qu'à la fiu du dix-ueuvième siècle por des celons chiliens un curopéens récomment émigrès une fuis que les Mepuches furent militairement vaiueus et cantonnés dans dus « réductions ».

Cette colonisation, à laquelle porticipèrent, untre 1883 et 1895, quelque trante mille colons étraugers (espaguals, français, italiens, allemaeds, auglais, suisses), fut accompognée par la foudation de plusinars villes dans la par la toudation de plusimers vivas dans la région. Les meilleures terres des Indians furent prises por les colons chilleus au étran-gers tandis que les Mapuches se voyaient limités nux terres qu'on leur laissuit dans les réductions u. De plus de 10 millions d'hec-tures qu'ils posséduient, ils furent restroints à un pen plus du 500 000 hectores, ca qui, étent donnée la population araucann de l'époque, réduite à un peu plus de quatre-vingt mille personnes, deune and moyenne de l'errire de 6 hectures por Mapuche. A la mêma époque, l'Etat chilien distribusit aux uouveaux colons plus de 9 millions d'hectures, en lots de 500 hectures et plus.

Plusieurs lais définirent la situation juridique des Mapuches peudent lu fin du dix-vouvième et la première moitié de viegtième siècle. La pluport d'entre eux, obligés de vivre dans des réserves, furent transformés eu « comuneros » : membres d'une « cummanquié » argunisée autour d'ue domaine collectif reçu par la communauté en tant que telle. Mais uncues du ces lois ne put empêcher l'empiétement constaut des colons blaues vaisins sur les terres que la Répoblique leur avoit laissées. Ainsi plusieurs dizaines de milliers d'hectares leur furent encore pris au cours du vingtième siècle, por usurpation pure et simple au profit des classes rareles deminantes au niveau régio-

D'autre port, le nambre des indigènes aug-mentant, les autorités administratives respon-sables estimaient nu 1960 qu'en moyenne na peu plus de 2 hectares étaient disposibles por Mapuche. A la fin des ennées 60, la papulation mapuche du Chili était évaluée à quelque quatre cent mille personnes (nu peu plus de 4 % de la population totale du pays), ce chiffre euglebant la majorité indigens vivant du travail agricole dans les commu-pautés, ceux qui, faute de terre, avaient dû transformes en salariés agricoles porma et ceux qui, pour la même raison, avaient émigro vers les villes paer chercher du travail qu'ils ue trouvalent po» chez aux.

Mais ce dernier groupe representeit à point 10 % de la population mapushe, de telle sorte que l'immeuse majorité du celle-ci restuit attachée à la terre et au travail agricole, même si le pénurie du terres et de copitaux l'obligacit à se prolétariser au semi-proléta-

(1) Four le texte complet de la déclaration, voir le builletin. Diai, n° 422 du 9 février 1878 (Publications Diai, 170, boulevard de Montparnasse, 75014 Paris). La conférence et le Comité de coordination ont eu l'appui de nombreuses arganisations internationales parmi lesquelles le Comsel mondial des Egises (Genéve). Orbistian Aid (Angleterre), l'Association pour la défense des paugles menacés (République fédérale d'Allemagne), etc.

repondant aux cinquante-trois questions que la procédure des commissions rogatoires avait permis de lui poser. Townley était resté muet, sauf dans une lettre à El Mercurio où il nialt être « Juan Williams Ross », et avoir jamais possédé de passeport chilien. Puisqu'il avait refusé de répondre aux questions du tribunal criminel, on le força à comparaître, le 29 mars, devant la procureur militaire o ad hoc », remplaçant du procureur, dont l'identite avait d'abord été tenue secrète, était le générai cureur, dont l'identité avait d'abord été tenue secrète, était le général Hector Orozco ancien membre de la justice militaire. Orozco interrogea Towniey pendaut dix heures, paraît-il, et c'est vraisemblablement après qu'il eût fait part à Pinochet du résultat de l'interrogatoire que le sort de Towniey fut fixé. Le même jour, le procureur Propper était revenu au Chili pour participer en observateur à l'interrogatoire de Towniey et F. Larlos devant le tribunal criminel. Le 4 avril. le juge J. Gonzalez, qui supervisait la procédure de commission rogatoire, cédure de commission rogatoire, entendit les dépositions des deux hommes, mais à nouveau sans la présence de Propper. Selon le New York Times, ils avouerent appartenir à la DINA, être alles aux Etats-

TRADICTIONS

ies d'ad-ent aune nouv

AUS delicit Ca marant

ieni par

ans::: an

orene pu

Insit a pincia Is penner appear speur : section

Oreme Park Stre. dans the distance of the control o

re : enc.
e. Certe
mointain:
inochet pro:
s premiere
ver furen:
ther cubice
mois renre
vers renre

Vers 12 for 5 avril. Person experies 12 for 5 avril. Person experies 12 avril. Person experies 1

Venir, English tens (berne al Leich et an ant ser en energen)

ris part : : encherus s campage.

Witterles de-CECC LE

edial of a mark the second

Particular of the Control of the Con

त्र प्रदेश प्रदेश के जाता न

च प्राप्त - प्राप्त - प्राप्त = 1

P

Part Fil trout tractia to Esta

'épotoir :

400

- 17 B

Seite :

Market Contract

100 1 1 1

....

1573

. = . - .

** F. *

TA .

raya lasa zat e i e e e e tar e util

amabes personnel and swift

remittee military and and and

Western Tab

furest to an even and process

THE STATE OF THE S

₩-**X #**1 · *****

I det two to First lascert Arts

Important Auto-

SET STATE OF THE SET O

tre part of a second se

reserved and the second second

を終い開発されています。 100

Br QC _______

gastra de la companya de la companya

9898 4 # 4 W 1 4 1

BS Proved Color

to diem to .

Section 1

@2 F- 2 (2) 7 7 7

ga dig 1,770

東連 セ 4-

₩ ₩ 2000

erat a

· 企名 - 阿巴里亚--

speaks A

 $\frac{1}{2\pi} \sum_{i=1}^{n} \frac{2\pi^{i}}{2\pi^{i}} dt^{i}$

....

1912

 $= \frac{1}{1000} \frac{1}{100} \frac{1}{100} = 2 \frac{1}{100}$

74.4

2.0

7 Z.

Unis avant l'assassinat de Letelier, mais nièrent tout lien avec le crime. Cependant, Townley rafusa encore de répondre aux questions concer-nant ses éventuels contacts avec des anticastristes réfugiés aux États-

Unia Le 6 avril, Propper retourna à Washington, feignant d'être décu du peu de résultats do l'enquête, mais ayant, en réalité, obtenu de Pinochet le transfert de Townley aux Etats-

Le 7 avril, Townley, visiblement si elle avait vouhi utiliser la plas petite source de propagande allant dans le sens de sa « coopération avec la justice », la junte envoya le secrétaire général du gouvernement, le général R. Vidal, donner une conférence de presse annoncant l'expusion de l'Américain, ceci en violation directe de l'accord avec les autorités américaines qui avaient demandé que les démarches soient tenues secrètes jusqu'à l'arrivée de Townley aux Etais-Unis.

Le 9 avril, Townley fut prestement mis dans un avion régulier des

Le 8 avril, Townley fut prestement mis dans un avion régulier des lignes équatoriennes en direction des Etats-Unis; en fait, tout s'était passé si vite que Townley et les deux agents du F.B.I. qui l'accompagnaient (Carter Cornick et Robert Scherrer) n'eurent pas le temps d'emporter le moindre bagage. Le voi

Un prisonnier bien gardé

à destination de New-York fut dérouté à mi-chemin par les deux agents du F.B.L. et l'avian atterrit à l'aéroport international de Balti-more-Washington. Le 9 avril, Townley fut braduit en intries comme timels paradaci de Le 9 avril, Townley fut tradiit en justice comme témoin principal de l'assassinat de Letelier et de Moffitt, se vit refuser sa libération sons caution, et, pour des raisons de sécurité, envoyé au camp militaire de Fort Mead, dans le Maryland, mesure tout à fait inhabituelle.

Il est encore trop tôt pour prévoir ce que Townley, s'il le voulait.

Il est encore trop tôt pour pré-voir ce que Townley, s'il le voulait, pourrait révêler sur les prises de décision qui shoutirent au meurtre de Leteller et Motfitt. Il pareit toutefois évident qu'il peut identifier les vrais auteurs du crime, et au moins le cu les agents de la DINA auxqueis il rendait des comptes. Ses révélations pourraient très blen secouer le Chill au point où Pinochet, personnellement compromis, serait évincé, leissant ainsi la place à un groupe d'officiors opportunément « réformistes », voire à des civils. Le tout est, maintenant (comme ce fut le cas juste après l'assassinat) d'amasser suffisamment de preuves — étant donné qu'on ne détient pas encore les preuves « délisives » — pour mettre en mouvement les forces qui seraient capables de chasser Pinochet. Il faut reconnaitre qu'il y 2 peu de chances qu'une telle chose arrive, car on doit supposer que c'est la lettre du général Orozco à Pinochot concernant l'interrogatoire de Townley qui a finalement convaince le dictateur de terrogatoire de Towniey qui a ima-lement convaince le dictateur de livrer l'Américain. Cela voudrait dire ou blen que d'éventuelles révé-lations dévastatrices ne font pas peur à Pinochet ou bien qu'il pourrait faire valoir que la DINA est en effet impliquée dans l'affaire, mais que c'est le général Contre-ras, et lui seul, qui en avait pris l'initiative.

Un pas dans cette direction a déjà été franchi : le New York Times du ele tranchi : è veu tou tour times une el artin rapporte que a des responsables chiliens ont confié à des diplomates américatus que la témission de Contreras avait été obtenue afin de fournir la preuve de la bonne volonté chilienne dans cette aftaire ». Si cette tactique est pour-suivie, il est inconcevable, sant « disparition » de Contreras (des rumeurs ent déjà circulé à ce sujet...), que celui-ci, malgré toute sa loyauté, ne réagisse pas à ces secusations. Si telle était la carte que Pinochet a choisi de jouer, tout indiquerait qu'il s'agirait de la dernière, car la DINA, comme il l'a rappelé à un journaliste chillen en septembre 1977, ne pouvait jamais agir que sur ses ordres.

Le 14 avril, deux membres d'un groupe d'exilés cubains du New-Jensey, Guillermo Novo et Alvin Ross Diaz, soupeonnés d'avoir exécuté le meurtre, fusent arrêtés à Miami. Les pièces qu'ils peuvent peut-être, avec Townley, apporter eu puzzle du meurtre da Leteller metteut encore davantage Pinochet en bonne volonté chilienne dans cette

puzzle du meurtre da Letelier metteut encore davantage Pinochet en
mauvaise posture. L'assassinat du
général Carlos Prats en Argentine et
l'attentat contre M. Bernardo
Leighton en Italie avalent soulevé
l'indignation sans porter atteinte à
l'impunité de la DINA et de Pinochet. Il peut en aller tout autrement
pour le double meurtre commis le
21 septembre 1976 sur le territoire
des Etais-Unis.

JOHN T. ALYES.

Conflits d'intérêts entre bénéficiaires de la dictature

T E 30 mars 1978, le général Leigh déclerait qu'il eoumettrait - prochainement - à la junte dea propositions pour une rapide normalisation ins-Pinochet effirmelt : - Maintenant. Ils se sont mis é vouloir héter le processus que j'evais amoncé. Ce processue ve se poursuivre tel qu'il e été conçu, tel qu'il e été planifié... il y a des politiciene qui (...) veulent accélérer le processus parce qu'evec le temps lis risquent, paraît-il, d'étre dépassès ; mels !! faut icl en this eyec lee embitions, une tols trompent, ceux qui prétendent voir parmi les membres de la junte de gouvernement autre chose qua de l'unité et de le détermination pour persévèrer sur le voie que l'on e choisie.

Dens le journal le Tercere deté du 31 mars, qui publie ces déclaretions, le général Leigh admet pourtant qu'il e des « différences d'eppréciation » evec le général Pinochet : - Je sule plue pressé ; le veux que l'on commence plus tôt «; « moins de mots et davantege de laits », précise-t-il, à propos de le politique d'institutionnalisation de Pinochet, Il reprend einsi les critiques qu'il avait émises les 21 et 22 mars : . les gouvernemente forts dirigés par des leaders fout-pulssants (...) peuvent obtenir des auccès partiels dans des périodes critiques, mais jamais ascurer le stabi-Itté et le continuité indispensables as développement normal de le vie poliurgent de « nouvelles institutions », parmi lesquelles doivent figurer l' - indépen dance du pouvoir judiciaire, le droit des Chiliene à participer aux décisions concernant leur avenir politique, le séparation entre les pouvoirs traditionnels de l'Etat (...), le droit des Chifiens à informer et à être informés et le consécretion, dans l'ordre constitutionnel de bases solides de protection sociale (revus Hoy, nº 44) -. En outre, le général Leigh exigo le 30 mars « une plus large participation des civils eu gouvernement - et émet des réserves eur les - succès obtenus jusqu'é présent par le gouvernement : nous avons beeucoup de chômage, beeucoup de pauvreté, des salaires trèe bas », affirme-

En réponse, Phochet se fait eccorder - 6 l'unanimité - par le conseil des généraux de l'armée de terre - leur plua ample coutien oux décisions qu'il e prises et qu'il prendre dans l'exercice de se haute charge. Et en eccordant ce eoutien é leur commendant en Choi. (les généreux) ne permettront pas que l'on prétende soulever des problèmes ou des obstecles sur le voie qui e été tracés afin de parvenir é un nouvel ordre institutionnel dans notre patrie (El Mercurlo du 31 janvier) ».

Comme on le volt, les fortes contradictions qui ee faisalent jour en 1977 entre divers secteurs do la bourgeoisie epperalasent en 1978 au niveau des forces ermées. Elles découlent de quatre feits fondamentaux :

e) Le modèle économique sufvi par le régime n'a pas donné les fruits escomp-tès dans les délais souheités; maigré certains résultats (sur les plans de la politique de lutte contre l'infletion, de la balance des palements, du contrôle du déficit et des dépenses de l'Etst, etc.), les transformetions de la structure économique ont aggravé le crise du pays - avec un coût social extrêmement élevé — et ont produit on rétré-cissement et une délérioration croksante des bases sur lesquellea le régime e'appuyalt à sas débuts;

b) L' - ennemi - que l'on cherche à anéantir pendant les trois premières années de dictature dans une guerre totale e prouvé se capecité de résie tance et e regroupé et réorganisé ses croissante qui s'est manifestée en 1977 · lement infernational.

Par RODRIGO **GONZALEZ TORRES***

par des pétitions publiques et par des actions illégales telles que la grève, la propagande, des représalles contre des indicateurs, etc. En même temps, un noyeu lliégal de direction de la résistance est en train de prendre forme, composé de nombreux comités de base qui regroupent, sous des dénominations diverses, les secteurs les plus avancés et des militante de différents partis au eeln des - poblaciones - (bidorvilles), des usines, des écoles, des universités et des organisations de services ;

c) Les contrecoups de la politique économique et répressive sont très importants, aussi blen eu niveau intérieur que sur le plan international. Le régime est de plus en plus isolé, ce qui feit planer une menace - au point de vue de la dictature - sur les « fruits » récoltés au cours des premières années et sur le régime lui-même :

d) Le bloc dictatoriel se rend compte qu'il taut gegner du temps et créer des conditions adéquales pour eboutir à une restauration bourgeolse et au nouvaau système de domination qu'il evait cru pouvoir imposer à courte échéance, avec una précipitation et une brutalité excessives. Pour atteindre ce but, il feudrait consolider le terrain déjé gagné. L'afflux de capiteux étrangere permettrait de relacher les tensione poli-

La nouvelle opposition bourgeoise

DEPUIS le fin 1978 se dessine nattement une opposition bourgeoise qui prend conscience de ces falta avoc lucidité. Elle représente, à l'Intérieur du binc dictetorial, les intérêts de le couche sociale qui détient le monopole de le n pour le morché intérieur ; cee intérêts sont contradictoires evec ceux de la bourgeoisie financière-exportetrice, hégémonique au eein du gou-vernement et bénéficiaire, jusqu'à cotte date, des excédents accumulés sur la base de le surexpiolitation du pauple et des oecteurs - moyens ». Cette nouvelle opposition bourgeoise récleme une rapide Institutionnalisation du régime, une plus large - tégelisation - de lo répression, une politique économique plus pregmetique permetiant le partage des excédents entre les deux fractions de le bourgeoisie, une politique internationate plus souple et plus ouverte, le

Decteur en philosophis de l'université de Paris, ancien professeur de philosophie sux universités catholiques de Santiago et de Valparaiso, membre de la direction du MAPU, libéré de prison en septembre 1977, grâce à la

fin de l'euto-censure des médias, bret, une plus largo - libéralisation - dans les limites imposées par le maintien du régime militaire,

Des déchirures profondes au sein de la junte

El Mercurio est, depuie fin 1676 et surtout en 1977, à la tête de ceux qui demandent à Pinochet des ajustements et des changements. Qué Pass, porteparole des intellectuele de le grande bourgeoisle chillenne, prend le mame attitude. Demière eux se trouvent des secteurs des puissantes associations secteurs des puissantes associations de des officiers de heut rang, surfout dans la marine et l'aviation.

En ce qui concerne le répression, ce courant ne demande certes pas do la faire disparaître male de le - légaliser - ; il e'egit de le soumetire à l'empire d'un - état de droit qui s'impose de la même tecon eux gouvernants et aux gouvernés », en contrôlant ses excès, en supprimant le « ceuvégerlo » des premiéres années et en le rendant plus Intelligente et plus - politisée ». Cas propositions visent à mettre en œuvre une transition graduelle d'un régime de force à un régime d'hégémonie fondé aur le capacité de le grande bourgeoisie d'accumuler des excédents et de s'edjoindre, en les aatelliaant, les sectaurs = întermédialres - de le petite et moyenne bourgeoiale et une eristocretie ouvrière séparée du peuple, dans une structure productive moderne.

En 1877, qualques-uns seulement des changements exigés par la nouvelle opposition bourgeoise sont partiellement acceptés. D'emblée, Pinochet essale de maintenir l'équilibre et de se mettre eu-dessus des tractions : pule, obligé de se prononcer, il opte pour des changements opparents. Son progremme d'Institutionnelleation est vague et diletoirs : dans le domaine économique, les sjustements cont de moindre importance ; l'apparell répressif se renforce et développe de nouvelles techniques. majoré la réduction de ses affectifs.

Tout celo porta la tension à son comble vers le fin de l'année. La réprobation on I'ONU gene Pinochet tout mesurer ses forces : le référendum de janvier 1978 dolt lui permettre - soion ees calcula — de consolider son pou-voir et colui des secteurs financiorsexportateurs.

Pourtant, loin de résoudre les contredictions, le référendum ne felt que les eggraver, tout en ejoutant eu discrédit du règime aux yeux de l'étranger. C'est elors qu'une nouvelle phase de le crise commence, dane laquelle les forces armées elles-mêmes descendent dans l'arène politique, expriment les positions des différents secteurs.

La politique répressive, qui traduit d'une manière globale les orientations du régime, comporta trois étapes sives. Pendent la première, l'ection policiére est massive et indiscriminée ot le bilan en est très lourd (d'après les estimations, plus de trente mille morts et plus de cent mille clioyens détenua dans les prisons ou des camps de concentration); les agents de le répression aont les forces armées dans leur ensemble, sans distinction d'armes. Une fole le pays occupé et » pecifié », les services de renseignements des différentes forces (SIM, SIFA, SICAR, SINA) ot de le police civile (« investigaciones ») mettent eur pled un dispositit de coordination, afin de contraliser l'information et d'agir de concert et de manière plus sélective.

C'est elors que la deuxième phase commence : le répression vise les échelons supérieurs et moyens de la direction des organisations eoclales et des partis populaires. Progressivement, l'apparell de coordination des services de sécurité devient un organisme à part, dirigé par le junte militaire elledirigé par le junte militaire elle-même et plus particulièrement par Pinochet. C'est ainsi que naît la DINA. Le décret 521 qui marque ea - création > en juin 1974 ne feit que consacrer officiellement l'existence d'un appareil céjà en plein fonctionnement.

La DINA se volt attribuer un pouvoir hiérarchique sur les autres services. Son niveau de spécialisation et de technicité e élève grace à la collaboretion des services homologues brésiliens, argentins et uruguayens et à l'aseistance de lo C.I.A. D'onciens nazis collaborent à son organisation. La lutte antisubversive en Algérie, en Afrique du Sud et dans les pays letino-américa et asietiques, einsi que leure dispositifs et leurs méthodes, font l'objet d'études approfondias

(Lire la suite page 10.)

riser dons les domoines de la régiou. En effet, beaucoup do membres de communautés, n'arrivant pas à survivre sur los torres trop exigués dont ils disposaient, devaient, après avoir travaillé lours prepres terrain, s'employer comme saluriés à temps partiol dans les grauds et moyens domnines voisins. Mais, même avec ce travail complémentaire, le niveau global de lone revenn était si bas qu'ils nerivoient à

La réforme agraire

et l'Unité populaire

VERS la fin des années 60, le début de la réforme ugraire et la anuvelle loi sur le syndienlisme paysas, promulguée sous lo gou-vernoment démocrate-chrétien, contribuèrent à renforcer les vieilles aspirations des Mapuches à récupèrer les terres qu'ils evoient reçues no moment de la « pocification » de l'Aracconie et qui furent usurpées plus tord par les colons voisins. Cette lutte dejn ancienne avait conduit bennoup de communuités à entemer devont les tribannux spécialement créés pour les Indiens des procédures qui se prolongagient quolquefois des dizolaos d'anaées sons résultats positifs.

A cet éveil contribue nussi le non-application de la loi de réforme ogroire dans les previnces du sud, sous lo présidence do Frei, oinsi que le travoil politique des octivistes du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) dans la région à la fin des années 60 et la campagne électorale pour la présidence de la

République en 1970. Quand Salvador Allende deviat président du Chili en novembre 1970, le climat politique dans l'Arauconie était très tendu et les occupations par les Mopuehes de torres qui leur avaient été usurpées devenoient de plus en plus fréquentes.

Un bon nombre do « communeros » étaient organisés dons des associations de paysons indiens, counses sous le com d' «'Associa mepuches », qui leur servaient de lien de rencontre pour la discussion de leurs problèmes. Ces associations avaient déjà tens un premier cougrès en 1968 et en prépareient se deuxième devnit avoir lieu dans la ville de Temuco on décembre 1970. A ce congrès, ils inviterent la uouveau président, qui vint accompagné de ses ministres de l'agriculture, des terres et de la colonisation; ils présentèrent ulors ou gouvernement de l'Unité populaire l'ensemble de

lours revendications.

Le président Allende s'ongages devant les dirigeants mapuches, réunis à Tomaco, à déplacer pendant deux mois, à partir du début 1971, le ministère de l'agriculture de San-tiuga à Temuco pour étudier avec eux, sur place, leurs problèmes : n'assi s'amoren uno nguvella politique indigène.

Les aspects essentiels de cette politique furent, d'une pert, l'accélèration de l'applica-tion de la loi de réforme agraire dans les previnces du sod du Chili pour restituer aux Mapaches lo plus grand nombre possible de terres usurpées, tout en étendant leurs terres do culture por l'expropriatina des grands damaines. Dans la saule année 1971, quelque 70 000 hoctures de terres usurpées furent récupérees por les communautes mapuches on application de la loi de réforme agraire.

D'nutre part, la nouvelle politique impliquoit ensemble des institutions de l'Etat dans la région (mioistères de la santé, de l'éducation, etc.) à développer des actions spéciales pour améliorer les conditions sociales et culturelles des paysans mapuches.

Un traisième élément essentiel de cette politique fut le décision de gouvernement d'Unité populaire d'adopter le projet d'une nouvelle loi indigène, projet éloboré par les représentants des communautés, et de l'enchait, per l'organisation d'institutions appropriées, comme l'Institut de développement

indigene, à promonyoir do foçon permonente une politique générale d'amélioration des conditions de vio des Mapuches. Quoique vidéo de certaines de ses dispositions nu cours de le discussion parlementaire (l'opposition était majoritaire), la nouvelle loi fut finelement promulguée le 15 septembre 1972 : c'était la première fois qu'ane lai de ce genre voyait la jour, grêce à l'initiative et à la lutte des gragaisations do base.

Ainsi, sous le jouvernement d'Unité pape laire, les Mapaches virent s'oavrir devant eux an meilleur evenir tandis au'one plus grende considération était accordée à leurs dirigeants, même si bon numbre de laurs problèmes sociaux et économiques étalent encore lois d'être résolas. Mais la putsch militaire de reptembre 1973 interrompit la nouvego cours.

La brutalité de la contre-révolution

A contre-révolution de septembro 1973 frappa les populations mapuches plus fort encore que lo piopart des outres sectours des classes populoires chiliennes. La haine occumalée par l'aligarchie terrienne et la bourgorisia locale ou reison des atteintes qun l'Unité papalaire evait portés à leur peuvoir qu'elles avaient toujours ou pour les Indiens, se donna libre cours, avec l'oide des militaires et des corobiniers. A la récolos de Londres, les containes de témolgnages ont été apportés n ce sujet per les dirigeents mopaches. Vaici quelques exemples :

— De lo fin de septembre au début d'octobre 1973, des offectifs de la farce cérienne chilience s'installerent docs les communautés iodigènes près de Llaime. Ils terturèrent des commonautés antières sans que paissen s'échapper ni les femmes ni les enfaots. Quelques Mopoches furent occrochés à des hélicoptères en vol sous les yeux de leur fomille. La plus brutalement torturée fut le comminnauté allocdo.

- Le 25 septembre 1973, lo dirigeant mapucke Antonio Aninao est fuit prisonaier por les carabiniers. Il est sauvagement torturé, pais relâche. Le même soir, il est emmené de chez lul por les corebiaiers de Malipenta. Son endovre, avec coux d'autres dirigeonts, sera retrouve doux jours plus tord por les membres do so communosté.

- Dans les premiers mois qui suivirent le putsch, selou les dirigeants présents à la conférence de Londres (et qui avaient passé plusieure angées dans la prison de Tomoco), % de lours co-éditeurs étoient des 80 % de leurs codétenus étaient des Mapuches. 11 y avait des communautés dont tous les dirigeants étaient en prison, beaucoup d'entre eux constamment forturés et maltraités. Souvent arrivaient à la prison des civils du mouvement avec oux certains dirigeonts que l'an a'a jamais

Des centoines d'examples poorraient être cités pour montrer la crunuté du comportament des Blancs de la région, petits et grends, alasi que des forces militaires au service de Jeurs privilèges et de lour domination. Tout celo, bien extenda, un nom des plus houtes valeurs de la civilisation obretionne.

Sous le régime de Pinochet, des terres on vertu de la réforme ograire ont été récupérées par leurs auciens usurpateurs, les Mapuches étant coudomnés à retomber dans misère : tout reptre dans l'ardre de la dominatino et de l'exploitation.

Mals le peuple mapache, selon ses dirigeants, n'n pas pordu l'ospoir et garde intacte sa volonté de latte. Il o use expérience historiquo, vieille de quatre siècles, do lutte pour ses droits et pour ses terres. Et il se prépare, dans la misère et la souffrance d'aujourd'hui, à reprendre sa lutte, avec la conviction goo, tot ou tard, justice sero faite.

JACQUES CHONCHOL

(Sutte de la page 9)

Les effectifs de la DINA vont alors ter jusqu'à atteindre en 1975 -eelon les ranseignements publiés dens des revues gouverneme journalistes partisans de la junte (1) les chiffres suivants : deux milia milialres, deux milla civils et un réseau de plus de seize mille indicateurs. En 1976, la nombre da militaires avait triplé, et cetul des civils doublé ; le réseau d'indicateurs comprenait quarante milia personnes. Depuis, l'orgenisetion n'e cessé de croître. Son personnel est recrutà presque exclusinent dans l'ermée de terre ; les reres officiers recrutés ailleurs proviennent presqua tous du corps des carabiniers. e personnel civil a une origina double : lse groupes d'élite proviennent des tions Petria y Liberted et Fiducia et des Jeunesses du parti natio-nal; pour les échelons les plus bas, le recrutement se fait dans le milisu lumpen - ou parmi les sous-officiere et les soldats qui se sont distingués par eur cruzuté et leur dureté su coure de

la première phase de la répression.

Dana son effort pour s'assurer progressivement le monopole de la répression, la DINA se heurte aux eutres services, eussi blen à cause da le jalou sia qu'ila en ressentant sur le plar professionnel que par le contrôle qu'elle commence à exercer au sein des forces amées. Ces contradictions expliquent bien des insuffisances, le manque de coordination et les aberrations de l'appa-

Les transformations de l'appareil policier

'EVOLUTION et l'épuration da la DINA commencent avant qu'ella ne se traneforme en C.N.I; (Centre national d'information). Le départ de sept générsux — figurant parmi les demlere officiers de ca grade qui restalent de la première vague putschiste — et de solxante colonele — fait vraiment inso-lite — en novembre 1977, ainal que celui de trois amireux en septembre de la même ennée, sont an partie le résultat des affrontements au sujet des nouvelles orientations da la DINA-C.N.I. Les vaincus dans cette épreuve de force sont aussi bien les plus fascistes que les plus - légalistes. Sa plaçant audessua des una et des autres, at e'appuyant aur l'appareil répressif lui-même sur l'armée de terre et sur la bourtranche en seveur de la solution qui consiste à réduire le volume et le coût de la répression, à suivre una politique de dissimulation st é accélérer la transformation de la DINA en un disposidi politico-militaire, permanent, efficece, homogène et indépendant à l'égard des forces armées en tant que

La vicioire de Pinochet s'exprime dans les nouveaux statuts qui conférent à le C.N.I. les larges attributions qu'avait la DINA, toul en l'élevant à un niveau supérieur. En résumé, la décret-loi 1878 portant création de la C.N.I. ajouta da nouvelles caractéristiques à cette organisation repressive : 1) Il en fait une nele, égale aux autres composantes des forces armées, an la définissant comma un « organisma militaire spécialisé », Indépendant des autres corps et de la junte militaire, mais relevent du ministère de l'Intérieur at, par son truche ment, de Pinochet : 2) Il lui assigne un personnel propra - et lui accorde un budget propre, en contérant à son directeur la faculté de disposer da celul-ci conformément à una - réglementation secrète - établie par [ul-même; 3) !! dispense son directeur de l'obligation de comparaître devant les tribunaux l'autorisant à leur répondre par écrit : 4) il l'affecte au ministère de l'intérieur ; la llaison étroita entra ce ministère et la secrétarist général du gouvernement. d'où l'on dre les ficelles de la direction des eyndicats at des organisations de massa fanloches contrôlées per le diotature, einei que des mass-media, offre à la C.N.I. les mailleurs instrumants pour sa nouvelle politique (en fait, alla piece de nombreux fonctionnaires dans toute l'administration); 5) il lui accorde d'une menière explicite des pouvoirs — qu'auparavant elle n'exercait qua da fecto - pour placer sous eon autorità

reil répressif (2). Ses procédés finissent par être désavoués per les services de rensaignements des autres forces, plus strictement professionnels et da plus nsibles eux problèmes sou-

levés par l'étranger.

Pendant cette phase, la répression ne connaît pas de limites; son but est d'anéantir la gauche et d'éliminer toute opposition : il faut détruire l'ennemi, mais aussì ses cotiaborateure et même ses protecteurs; da là provi fréquentes actions contre l'Eglise.

En 1977, les pressions de l'Intérieur et de l'étranger imposent una rectification. Pinochet décide de céder du terrain, mais, jà où il ne veut rien céde enhal, il fera des concessione apparentes. C'est ainsi qu'il refuse alors da légaliser » la répression et de lever l'état de siège, tout en reconnaissant le besoin de donner à l'action policière un visaga moins hideux. Afin de controler et de décourager l'activité croissante des masses, Il faut perfectionner les méthodes da détection et d'investigation, recourir aux techniques modernes pour dissimular las aspects les plus sanglants de l'action répressive, et surtout transformer la DINA en ce qua Pinochet et Manuel Contreras — son bâtisseur et l'un des principeux consel·lers du général jusqu'au début da 1978 — avalent révé d'en laire ; un apparell politico-militaire de direction at de conduite, présent dene tous les domai d'ectivité da la vie du pays et assu-rant le perpétuation et la stabilité du

les autres services da renseignement Bret, is renforcement de la C.N.I. permet à Pinochet d'an faire l'appareil olitico-militaire dont il a besoin, é dafaut d'un parti de masses que l'Etat néo-fasciste de - sécurité nationale - na pourrait jamais créer. La présence de la C.N.I. dans tous les domaines de l'activité civila, son infiltration é toua les helona da l'apparell da l'Etat, es pénétration de plus en plus profonde dans les forces armées, sa qualité virtuella d'insditution de la défense nationale et ses liens étroits avec la droite organisée et armée essurent au dictateur un précieux Instrument de suprématie. Cela permet de comprendre le fait que Plnochet - maigré ses erreurs, malgré la détérioration de son image à l'intàrieur du pays et é l'étranger - ait réussi gardar intact son pouvoir eu sein de l'armée, de sorte qua ni ses puissanta contradicteure de l'Intérieur ni les Etats-

A travers cet apparell, Pinochet a formé une élite politico-militaire destinée à assurer les fonctions-clés de l'Etat. En même temps, cette élite le condi-donne d'une manière décisive. Ce sont l'appareil et les secteurs civils liés à celul-ci qui ont conçu le référendum de janvier et surveillé son déroulement. Son état-major politique se charge d'enseigner à ses cadres la doctrine de ses ennamis et d'infiltrer les structures où se forment les futurs chefs du réglms sécurité nationale, elc.j (3).

Unis n'ont pu lui opposer un rival de

Des remous provoqués par l'épuration de le DINA on a pu percevoir quel-ques échos sordides. L'élimination des secteurs les plus récalcitrants de Patria Liberted, hostilss sux nouvelles orientations, donna lieu à des actes de violence, tels qua l'enlèvement d'un important agent immobilier et promotaur en octobre 1977. Cette personne, qui travallisit à la DINA en contact avec Patria y Libertad, fut prise en otaga dans l'intention d'obliger le gouvernement é ajournar la restructuradon de l'appareil. Des affectifs da la C.N.I. contraignirent les euteurs du rept à rendre laur otaga : calui-cì tut retrouvé, bourré de drogues, à l'occasion d'un eccident de volture. D'autre part, un agent de la DINA fut assassiné après qu'il out manacé, au cas où il seralt licencié, da divulguer tout ce qu'il savait. Deux autres agents, habitués qu'ils étaient eu traditionnel - droit au butin - da la DINA - dont ils avalent été liconciés. - essavèrent de faire - chanter - deux commerçanta ; devant leur rafus. Ils les tuérant. La presse progouvernementale, qui a publié ces épisodes, les a classés comme « faits divers ., sans indiquer que les protaes étalent des agants ou ex-agents de la DINA (4). Mieux encore : dans le cas de l'agent immobiller, la famille attribua l'enlèvement au MIR. En mêma temps se muldplièrent à Santiago sidons Illégales, perpétrées par des individus qui, sans décliner leur identité, exhibaient des papiers de le

DINA, dans un but de rapine. En 1977, le répression agit à deux niveaux, nettement différenciés. D'una part, on constate l'existence d'une répression » visible », randue publique at reconnue comma étant conforme à la légailté - en viguaur. Ella s'exprima par des perquisitions dans les locaux syndicaux, par l'intimidation de l'opposition et la contrôle da ees activités, par des relégations et des expulsions quelques jours, dont on fait état en

Une solution de rechange à courte échéance?

CEPENDANT, da nouvelles techniques et méthodes sont miees en œuvre : a) des maurtres sont déguisés en affrontements a ou justifiés sous prétexte de = terrorisme = (5); b) d'au sont travestis en faits divers (6); c) des arrestatione sont suivies de disparition temporaire, non reconnuc officiallement, accompagnée da violen-ces destinées à Intimidar le victime, ou blan de - traitements - intensifs à base da méthodes psychologiques ou de droques, visant à provoquer des amnésies et la désintégration de la personnalité du sujet. Cette technique cophistiquée permet de faire l'économie des cadavres : ses victimes sont remises en liberté par la DINA-C.N.I. (7); d) Imputation da délla da droits commun é tous les détenus (8) ; e) irrégularités par repport à la « légalité » du régime, laquelle cependant ne respecte mêma pas les droits humains les plue élémentaires (9); f) ouverture ou réouverture da centres clandestins de réclusion et da tortura (10). Dans tous ces cas, la DINA-C.N.I. reste dans l'ombre ou à l'ebri da toute accusetion.

La nouvella opposition bourgeoise a'est renforcée, La convergence, dana l'opposition au référendum des courants les plus opposés - tele celui de Leigh et celui de Merino (11) e'est transformée peu à peu en action commune. Pourtant. Pinochet garde une considérable marge de manœuvre : Il compte sur le soutien inconditionnet des généraux de l'armée de terre, des carabiniere et de la bourgeoisie financière, ainsi que sur le concoure décisif de son epparell polidco-militaire renforce La principale faiblesse de Pinochet ne relève pas exclusivement des forces accrues da la nouvelle opposition bourgeoise, ni du renforcement de la résis tance populaire, mals des effets défavorables que de nouvelles données de la situation internationale exercent sur sa position, déjé dégradée é l'intérieur du pays. En effet, les conflits de frontières evec la Bolivle et l'Argentine - dont les conséquences s'imbriquent - exigent de Pinochet, au moins, 'unité de son propre bloc. Cela et mante la capacité da pression de la nouvella opposition bourgeoise, mais fixe en même temps ses limites : l'unité des forces armées, eous la menace ents avec des paya étrangers, est un impératil qui joue en faveur de Pinochat et du commandament hiérerchique. Ce n'est pas par hasard a'il a pu éliminer de la marine six contreamiraux qui n'avaiant pas sa confiance. Il n'y e d'ailleurs aucun doute que la risqua d'un confilt facilite l'unité nationala et offre des possibilités eccrues da contrôle de la population.

Dans tout cela, la gouvernement des Etata-Unia joua, plua qua jameis, un roia decisit. L'attituda de Washington dans l'affaire Leteller pourrait provoquer des changements significatife dans le rapport da forces entre les diverses tractions du bioc dictatorial, ainsi qu'antre ca dernier et l'opposidon bourgeolse de Frei et de la démocratie

Obligé de négociar dans ca contexte Pinochet suit la même logique qui a présidé au changement de cap de la politique répressive : des concessions sur les points secondaires, tout en

soutignant leur caractère » légel » et pendant l'esquelles on c'e pas recours à la torture. Elle vise é intimidar l'opposition. On chercha é la faire acceptar comme = tolerable = al à l'institutionnaliser, à l'Inster d'autres régimes auto-

Le deuxième niveau est celui de la répression « invisible » : feute da preuves suffisantes, on ne peut pas l'Imputer à l'apparell répressif — bien qua con origine ne fasse aucun doute. La volonté délibérée d'exhiber les aspects « acceptables - de la répression ainsi que l'emploi da techniques de plus en plus sophistiquées dans la but da maquiller ou da dissimuler aes côtés les plus sinis-tres et les plus sanglents ont pour consequence una importante réduction du voluma da cetta forma da répression. C'est pourquoi, pendant le deuxième semestre de 1977, on n'enregistre que alx cas de disparition.

conservant l'essential; primauté des transformations apparentes sur les chengements réels. C'est ainsi qu'il met fin l'état de elège, remplacé par un état d'urgence - presque équiva-lent (12); il libère des prisonniere - politiques -, mais seulement ceux qui ont été condamnés par des tribunaux militaires, exclusat la plupart des personnes arrêtées en 1977 at 1978 sous l'accusation de delles de droit commun (13); Il annonce son Intention de lever l'auto-censure Imposée médias, mala après avoir éliminà la presque totalité des moyens de communication de l'opposition, et tout en se réservant de faire eppel é d'autres ressources légales pour les baillonner; Il promet de faire plàbisciter en 1979 una nouveila Constitution, maia ce sera celle qui est en cours d'élaboration par la mission constitutionnelle qu'il a mise en place, et dont la contenu se trouve déjà, pour l'essential, dana les actes constitutionnels : Il précise la calen-

(1) Robert Moss, la Tribulación de Chile, dans la revue Portada, nº 43. (2) Les contradictions entre la DINA et le service de reuseignements de l'aviation arrivent à un tel point que le divergre de ces dergiers. Ceballos. le directeur de ces derniers, Ceballos, donne, en 1975, l'ordre de brûler entièrement les fichiers du SIFA plutôt que de les contier à la DINA. Depuis le millen de l'année 1978, on remarque des tensions semblables entre le service de renseignements de la marine (SIM) et la DINA.

drier fixé pour la normalisation institu-

de remseignements de la marine (SIM) et la DINA.

(3) Des généraux et des dirigeants civils comme Jaims Guzman participent à des séminaires et conférences de la DINA et se disputent des parcelles de porcoir à l'intérieur de cette comparation.

organisation.

(4) Voici les noms des personnes concernées: Victor Fuenzalida Dublé, anlevé le 28 octobre 1977; Juan René Munoz Alarron, assasiné le 25 octobre 1977; Manuel et Daniel Balimas Chavez, agents; Mario Salinas Mohor et Miguel Hernandez Romero, commerçants.

(5) Il S'agit de Angusto Carmone Accvedo, German Cortés, Rodriguez, Enrique Lopez Olmedo et Gabriel Riveros, tous militants ou dirigeants du MIR. Dans une intervention apprès de la Commission des fronts de l'homme à la Commission des droits de l'homme à l'ONU (Genève, 1978), nons avons presenté des rapports eur ces cas et sur d'autres (personnes décédées « à la suite d'autres (personnes décédées « à la suite d'autres (personnes décédées » à la suite d'autres (personnes decédées » à la suite d'autres (personnes decédées » à la suite d'autres productions des des la suite de la suite des la suite de la

d'une explosion que par la la la serie si[s'*).

(6) En septembre 1977, on signale, dans la «poblacion» Juan-Antonio-Rios, les cas de deux personnes poi-guardées, présentés comma le conséquence de leur participation à une

quence de leur participation a une rire dans la rue.

(7) Ces procédés ont été illustrés d'une manière dramétique par les cas de Guillermo Riveros et Pedro Millar, de Chillan, enlevés par la DINA au moment-même où ils venaient d'être events en libertés par le procursur militaire Mario Moreno, le 24 octobre 1977 à minuit. 1977 à minuit.
(5) « Il u'p o pas de prisonniers poli-tiques su Chili » déclare Pinochet vars la fin de l'année 1978; depuis cette dete, tous les détenus sont inculpés de délits de droit commun.

date, tous les détenus sont inculpés de délits de droit commun.

(e) Enlèvemente temporaires at interrogatoires dans des centres spéciaux de torture; epplication arbitraire du décret 504 concernant la relégation; infractions à la règlementation des prisons; non observance des notnes de la tonvention internationale de Genève à l'égard des prisonniers; perquisitions illégales au domicile des détenus; intimidation de leurs familles et même arrestation de membres de celles-el dans le but de les obliger à senster aux séances de torture; complicité des procureurs dans les cas d'arrestation par la DINA — d'une manière illégale et sans témoins — de prisonniers reconnus comme tels au moment de leur mise en « liberté" », ato.

tionnella, meis meinbent la déalgnation arbitreire des membres du nouveau pouvoir législatif.

FRI

Les ill

1211

. ..

7

Extens

1 1 100

-

....

7-1

129

--i

. . - . -

A3472.

f., ...

.--

At G

470 12000

The second

×3

En somma, Pinochet a décidà da - ne pas composer evec les impatients . et da continuer é s'avancer vers l'inetitu tionnalisation définitive « annoncée au milieu da l'année 1977 - (discoura prononcé le 5 avril 1978). A courta échéance, donc, on ne peut attendre des facteurs purement intérieure autre chose que le poureulte des négociations entamées à l'intérieur du bloc dictatorial qualques ajustements graduels... et beaucoup de maquillage. Le remaniem minietérial du 12 avril confirme ces tendances (14). Seule les Etats-Unis, s'ils décidalent

da jouer à fond les nombreuses cartes qu'ils ont dans leur jeu, pourraient provoquer un deplacement de certains secteure hésitants et une modification du repport de forces é l'intérieur de l'armés, ouvrant ainsi la voie à une relève.

SI l'Impérialisma n'e jamais été un agent de libération, il ne serait pas raisonnable d'attendre de lui à présent des changements radicaux, et moins encore dene un regime tel que le junte militaire chilienne. Le plus probable est que les Etats-Unie mettront é profit le conjoncture pour accélérer des changements d'image et pour améliorer leurs positions dans la région.

C'est pourquoi le mouvement populaire na peut pas compter sur des solutions dont il ne serelt pes le protagoniste; il ne peut espérer le salut que de luimêma, en consolidant sa propre vole. en tirant profit des turbulances pour réparer ees propres forces et se forces una capacité de lutte aupérieure. Pour le moment, ce mouvement n'e pas assez da poids pour modifier le cours des dynamiques en jeu, ni pour leur imprimar sa marqua; pour y réussir, il devra se crietalliser sous la forme d'una puissante altamative face au régime, en groupant autour da eon axa les secte les plus larges at les forces les plus

RODRIGO GONZALEZ TORRES.

(10) En janvier 1978 est rouvert la centre de Villa Grimaidi et l'on découvre un nouvean centre (appelé « le Centre » par les ageots) à Buin à 45 kilomètres de Santiago, dans le domaine San Alfonso, sur la route de Los Morros.

Los Morres.

(11) Tandis que Merino relève des positions e légulistes » et fortement proaméricaines de la marine (pénétrée assez profondément par le C.I.A. et infinencée par le Pentagone). Leigh représentait historiquement les tendances les plus classiques et corporatiates du fascisme, avant son récent ralliement à la plate-forme « démocratique » de la nouvelle opposition
bourreoise, visant à récupérer celle-et cralique » de la nouvelle opposition bourgeoise, visant » récupérer celle-di et à se mettre à le tête du processus de normalisation. C'est pourquo! Pino-chet accuse Leigh d'adopter des « post-tions démagogiques (...) tout en se prétendant le porte-drapeau de la démo-crate (discours do 5 avril 1978) ».

(12) Dans son numéro 2 195, le revue Ereilla (appartenant ao groupe Crusat-Larrain) public une sérieuse étude comparative des différences entre ces deux dispositions; il en résuite que le seul progrès de l' « état d'urgence » par rapport à l'état de siège est que, d'après la resulte le seul progrès de l' » etat d'urgence » par le premier, le gouvernement e ne peut retirer sa nationalité à aucun Chilien ». (13) Permi les prisonniers politiques on Chili cent aut out été a condennée (13) Parmi les prisonniers politiques en Chil, ceux qui ont âté e condamas par des tribunaux militaires » ne sont qu'une minorité. Les prisonniers eurmèmes out rédigé de nombreux messages dans lesquels lis déconcent la tromperie contenue dans ces affirmations sur la prétendue «inexistence de prisonniers politiques au Chili ».

(14) Les bommes-clés du nouveau cabinet — le civil Pernandez, exministre du travail, et le géoéral Benevides, ex-ministre de l'intérieur, qui passent respectivement à la tâte des ministres de l'intérieur et de la défense — jouissent de la confisace totale de Pinochet. Le fait que la nouveau titulaire du portéreille de l'intérieur soit un civil o'apporte aucune modification essentielle au caractère du cabinet; d'autant moins que, devant la menace d'un conflit extérieur, le rôle du ministre de la défense prend una importance déchaive, car la prole rôle du ministre de la défense prenduns importance décisive, car la pro-ciamation éventnelle de l'estat de guerre » lui confère la prééminence sur le ministre de l'intérieur. Avec cette manusure, Pinochet sacrifie à « l'image » de son régime, tout en gardant le contrôle et en se préparant à la guerre. Il faut voir là une réponse aux récentes déclarations de Banzer. Tel est également le sens de la « nautralisation » du général Brady: avec se nomination dans l'état-major présidentiel. Pinochet, tout en ini retirant le commandement affectif, s'assure de son concours expérimenté en cas de conflit at pour la conduite des affaires intérieures.

automobiles PEUGEOT Distributeur officiel pour la vente et des Organisations internationales · euv Chents se rondont an France Exclusivement immatriculations spéciales CB et TI 26. RUE CAMBACÉRES ● 75362 PARIS CEDEX 08 ● 🛣 742.77.39 ● Telex Peujoxa 280.426

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

Premier boar de surutin :

Nombre d'électeurs inscrits : 35 204 152;
Nombre de votants : 29 141 979, soit 52,8 %; nombre de votants : 29 141 979, soit 52,8 %; nombre de sutirages valablement txprimés : 28 560 243, soit 51,1 %; abetentions : 6 662 173 voix, soit 17,2 %.

Répartition des voix entre les différents partis : parti communiste (P.C.) : 5 870 462 voix, soit 20,8 %; parti socialiste (P.E.) : 6 451 151 voix, soit 22,6 %; Mouvement des radicatux de gauche (M.E.G.) : 603 932 voix, soit 21,5 %; Rassémblement pour la République (R.P.R.) : 5 482 463 voix, soit 22,6 %; candidats se réclamant du soutien à l'action du président de la République : 624 985 voix, soit 2,4 %; écologistes : 612 100 voix, soit 2,4 %; écologistes : 612 100 voix, soit 2,1 %; divers : 193 374 voix, soit 2,8 %.

Deuxlème tour de scrutin :

divers: 183 214 volx, soit 2,8 %.

Deuxième toux de scrutin :

Nombre d'électeurs inscrits dans les circonscriptions où il y avait ballottage :
30 935 073 volx : nombre de votants :
28 205 710, soit 94,6 % : suffrages valablement exprimés : 25 478 802, soit 82.2 %;
abstentions : 4749 368, soit 15.4 %.

Répartition des volx entre les dirrérents partis : P.C. : 4744 368 volx, soit 18.62 %; P.S. : 7 212 918 volx, soit 23.3 %; R.P.R. :
8 551 736 volx, soit 2,31 %; U.D.F. et apparentés : 5 907 603 volx, soit 23,18 %;
candidats se réclamant du soutism à l'action du président de la République :
305 763 volx, soit 1.20 %; divers : 57 418 volx, soit 0,22 %.

Edpartition des môges au Parlement :
P.C. : 58 mèges : P.S. : 103 migga; M.R.G. :
10 miggs; extrême ganche : I siège;
R.P.R. : 148 mègea; U.D.F. et apparentés :

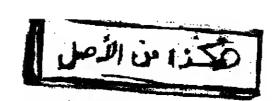
137 sièges; candidats se réclament du soutien à l'action du président de la Répoblique : 4 sièges; divers : 2 sièges. [La liste des membres du nouvean gonvernement constitué à l'issue de ces élections a été publiée dans le numéro de mai.]

SENEGAL
(Elections législatives do 26 février 1975)
Nombre d'électeurs inscrits: 1 586 250;
nombre de votants: 374 256; nombre de
suffrages valablement exprimés : 967 481.
Répartition des voix et des alèges antre
les différents partis: Liste nationale du
parti socialiste du Sénégal: 790 799 voix,
solt 51,74 %, 32 sièges: liste SOPI-AKP.D.S.: 172 948 voix, solt 17.88 %, 18 sièges: liste nationale du Front Boksareew:
3 734 voix, solt 0,38 %.
Nonvean gonvernemant SENEGAL

ges; llate nationale du Front Borsareew:
3734 volx soit 0,38 %.

Nonvean gonvernemant
(15 mars 1978)

Fremier ministre: M. Abdou Dioni.
Ministres d'Etat: MM. Assane Seck
(culture), Jean Collin (intérieur), Babacar Ba (affaires étrangéres), Allouns Badara Moenque (justice, garde des sceaux).
Ministre des formes armées: M. Amadou
Ciédor Sall; finances et affaires économiques: M. Ousmans Seck: équipement:
M. Adrien Senghor; anseignement supérieur: M. Ousmans Comara: urbanisme,
babitas at en vironnement: M. Moustaphs
Niasse: éducation nationals: M. Abdel
Kader Fall; ministre délégué auprès du
prémier ministre: M. Boboos; biagne;
plan et coopération: M. Louis Alexaddrems; développement industriel et
artisanst: M. Cheith Amidou Eane;
développement rural: M. Dibrit Same;
informations et tésecommunications,
obargé des relations avec les assemblées:
M. Bondes Sou; santé pnolique: M. Mamadou Diop: fonction publique, emploi
et travail: M. Alionne Diegne: action
socials: Mme Caroline Diop.



Scrutins en cascade dans plusieurs pays d'Amérique latine

LA FRÉQUENCE DES ÉLECTIONS N'ÉLARGIT PAS LE CHAMP DE LA DÉMOCRATIE

PARADOXALEMENT peut-être, bien que près de trois pays sur quatre se trouvent anjourd'hui sous a coupe des militaires, il y a longtemps qu'on u'avait pas autent voté en Amérique latine. En janvier, après le pseudo-référendum du général Pinochet au Chili, les Equatoriens adoptaient une nouvelle Constitution destinée à ouvrir la voie au retour des civils au pouvoir. Appelés à leur tour à se rendre aux urnes le premier dimanche de février, les Costariciens ont choisi l'alternance en donnant la préférence au candidat de l'opposition de droite, M. Bodrigo Carazo Odio. Le même jour, au Nicaragua voisin, le général Somoza s'obstinait à maintenir des élections municipales, d'allleurs boycottées par plus de 80 % des électeurs, dans un pays pratiquement paralysé par la grève nationale. En février également, suivant un scénario désormais classique, le général Stroessner, qui règne sur le Paraguay depuis vingt-quatre ans, s'est fait « rédire » pour la sixième fois conséentive, avec quelque 90 % des voix, à la présidence de la République. entive, avec quelque 90 % des voix, a la présidence de la République. Coup sur coup, quatre autres pays ont ensuite commu des élections : la Colombie (le 26 février), le Guatemala (le 5 mars), le Salvador (le 12 mars) et la République dominicaine (16 mai). Cette liste est loin d'être close. Des cerutine sont prévue en Boligie en scrutins sont prévus en Bolivie, au Pérou, en Equateur, en Colombie, à Panama, au Brésil et enfin en décembre au Venezuela. Au total, ce sont les citoyens de pas moins de quatorze pays latino-américains qui auront été consultés à des degrés

auront été consultés à des degrés divers en 1978.

Dans certains pays, comme en Colombie, an Costa-Rica, au Guatemala, en République dominicaine ou au Venezuela, ces scrutins sont conformes au calendrier électoral. Ailleurs, notamment en Bolivie, en Equateur, au Pérou et au Panama, ils se déroulent dans la perspective d'une rentrée des civils sur la scène politique. La liberté de choix des électeurs varie aussi sensiblement d'un teurs verie aussi sensiblement d'un pays à l'autre. De nombreuses entorses, quand ce n'est pas la fraude généra-lisée, viennent souvent entraver l'exercice de la démocratie, ce qui en

marque les limites.

Tant par la stabilité de ses institutions que par des structures sociales
relativement moins contrastées, le
Costa-Rica reste sans doute une excep-Costa-Rica reste sans doute the excep-tion en Amerique centrale, surtout par rapport à ses voisins. Depuis une tren-taine d'années, les règles du jeu élec-toral y sont respectées, la liberté d'expression n'y est pas un vain mot et les Costariciens font généralement

Mais la présence, au sein de la coali-tion qui le soutient, de groupes dis-parates, allant de l'extrême droite à la démocratie chrétienne, n'est guère faite pour faciliter la tâche de M. Carazo. M. Carazo. Les illusions perdues

E N Colombie, les élections législa-tives du 26 février intéressalent davantage les états-majors politiques que les citoyens eux-mêmes, confron-tés à des problèmes quotidiens de plus en plus inextricables. Alors que le pays vit toujours sous l'état de siège et connaît une vague d'insécu-rité et de délinquance sans précerité et de délinquance sans précédent (1), l'abstentionnisme a battu tous les records et à peine 21 % des Colombiens se sont rendus aux urnes. Pour le parti libéral, largement majoritaire dans le pays, ces élections ont servi de «primaires» pour désigner son candidat officiel à l'élection présidentielle du 4 juin.

sidentielle du 4 Juin.

Ses partisans l'ayant nettement emporté sur ceux de l'ex-président Lleras Restrepo, M. Julio Cesar Turbay Ayala a remporté du même coup l'investiture du parti et l'on s'attendatt qu'il prenne la succession du président Michelsen. Ancien ambassadeur à Washington, il avait aussi pu compter sur l'appui de l'administration sortante. Par rapport à son concurrent plus proche des secteurs économiques traditionnels du café et du textile, M. Turbay Ayala represente les intérèts de certains milieux bancaires et d'une bourgeoisle de formation récente. Ses adversaires le soup-connent toutefois d'avoir des attaches avec la maila colombienne, dont l'influence u'a cessé de croître avec l'essor des trafics de drogue et d'emeraudes.

Candidat du parti conservateur,

Candidat du parti conservateur, l'autre grande formation traditionnelle, M. Belisario Betancur a réussi à railler à sa cause les deux factions rivales de son parti. Espérant ainsi gagner des voix, il cherchait à sa placer au-dessus de la mêiée et pro-

quelques timides espoirs de changement. Mais, aujourd'hul, il faut se
rendre à l'èvidence : loin de s'amélioner, la situation économique et
sociale u'a cessé de se dégrader dangereusement. Malgré l'augmentation
des revenus du café, le maigre pouvoir d'achat des masses a encore été
rongé par l'inflation, et le chômage
prend des proportions toujours plus
graves. Avec la montée de la corruption et l'extension du trafic de
drogues, des scandales en tous genres
ont éclaboussé le regime jusqu'aux
plus hauts niveaux. Dans l'armée, on
perçoit des velléités d'intervention
directe dans la vie politique, mais les
militaires ne sont pas, eux non plus, à
l'abri de tout reproche. On comprendra donc la frustration d'un peuple
qui ne se fait plus d'illusions sur ses
propres dirigeants. Extension de la violence

A U Guatemala, près de 70 % des présidentielles du 5 mars, qui se seront limitées, une fois de plus, à des querelles de clans au sein des classes dirigeantes. L'indifférence était particulièrement sensible dans les régions indiennes, qui ue se sentent guère concernées par les petits jeux politiques que se livrent, les pessédants par militaires interposés. D'ailleurs, les trois prétendants à la succession du général Kjell Laugerud Garcia étaient tous des officiers supérieurs, et aucun des partis autorisée n'a songé à présenter un civil pour la magistrature suprême.

Comme à l'accoutumée, le dépouillement du serutin a été fertile en péripéties, et il aura fallu attendre une bonne semaine pour connaître les résultats définitifs. Comme d'habitude aussi, chacun des trois candidats.

Le général Romeo Lucas Garcia, pour la coalition gouvernementale; le colonel Enrique Peralta Azurdia, pour l'extrême droite, et le général Ricardo Peralta Mendez, pour la démocratie chrétienne — s'était empressé de proclamer sa victoire. Arrivé en deuxème position, le colonel Peralta Azurdia, qui a déjà été chef d'une junte militaire de 1963 à 1967, n'avait pas hésité à faire irruption,

à la tête d'une vingtaine de ses partisans armés de mitraillettes, au siège de la commésion électorale pour contester les résultats qui ini étaient défavorables. Mais un nouveau décompte des voix, ordonné par le président sortant, le général Laugerud, devait confirmer l'avance d'une courte tête du candidat gouvernemental, le général Lucas Garda. Aucun des candidats n'ayant obtanu la majorité absolue, le Congrès a ensuite ratifié l'élection du général Lucas comme uouveau président du Guatemala. Après cette parodie électorale, les vaincus ont finalement mis une sourdine à leurs protestations une sourdine à leurs protestations contre la fraude, et tout est rentré dans l'ordre particulier que comait le Guatemala depuis le renversement du gouvernement progressiste du colonel Arbenz, en 1954.

En preuant ses fonctions, le 1th juillet, le général Lucas héritera d'une situation toujours délicate. Les traces du tremblement de terre de 1976 n'ont pas été complètement effacées, même si, contrairement à ce and s'étale passé au Nivanorie section erraces, meme a, comtrairement a de qui s'était passé au Nicaragua voisin, l'aide internationale n'a pas été détournée au profit de quelques-uns. De plus, le pays soutire d'une violence endémique, qui a connu une nouvelle

Par JEAN-CLAUDE BUHRER

confiance à leur système. Mais au-delà d'apparences bonhommes, il faut éviter de se leurrer sur la démocratie costa-ricienne.

d'apparences bonhommes, il faut éviter de se leurrer sur la démocratie costaricienne.

Ainsi, les élections de février dernier tenaient autent de la fête populaire que de la politique. Dans une conteuse campagne de style américain, les luttes d'intérêts entre les deux principales formations se dissimmlaient sous des flots de gadgets, de calicots et de drapeaux aux couleurs des partis, le tout rythmé par des concerts d'avertisseurs. Dans cette ambiance de kermesse, il n'y avait guère de place pour les débats d'idées, les principaux candidats se contentant de débiter des slogans et pronesses à des auditoires déjà convaincus. Faute de ressources suffisantes, les autres formations pouvaient difficilement rivaliser avec la propagande du parti gouvernemental de Libération nationale et de la coalition de droite regroupée sous le nom d'a Unité à.

Les deux grands partis se sont mutuellement accusés d'avoir touché des fonds de l'étranger. Le parti de Libération nationale du président Oduber s'est vu reprocher à la fois son appartenance à l'Internationale socialiste et ses liens avec le financier américain Vesco, qui avait trouvé refuge au Costa-Riea. Pour sa part, le vainqueur du scrutin, M. Caraso, avait été souponné d'avoir regu un appui fimancier non seulement de l'Internationale démocrate-chrétienne, mais aussi des Etats-Unis et mêms du dictateur du Nicaragua voisin, le général Sonnoza.

Avec l'élection de M. Rodrigo Carazo

ral Somoza.

Avec l'élection de M. Rodrigo Carazo

Avec l'élection de M. Rodrigo Carazo Odio, qui a pris ses fonctions en mai, les classes possédantes et la droite se sont assure une revanche attendue depuis huit ans sur le parti réformiste de Libération nationale. Partisan déclaré de l'ordre et anticommuniste convaincu, ce grand propriétaire terrien, proche des milleux d'affaires, pourrait remettre en cause certaines réformes introduites par ses prédécesseurs. Alors que les banques ont été nationalisées, il a promis de remiorer le système financier privé. Le nouveau président s'est également montré disposé à accorder de plus grandes facifités eux investisseurs étrangers et entend supprimer l'impôt à l'exporta-

entend supprimer l'impôt à l'exporta-tion pour le sucre et les bananes. Sans vouloir rétablir directement l'ar-mée, il s'est montré favorable à une modernisation des forces de police.

mit de mettre un terme à la corrup-tion et à l'insécurité endémique dont pâtit actuellement la Colombie.

n'avait toutefois pas grand-chose à craindre d'une opposition encore profondément divisée. La gauche, qui se perd en d'interminables querelles

perd en d'interminables querelles intestines, ne proposait pas moins de trois candidats à la présidence. L'ANAPO, le parti populiste de l'exdictateur Rojas Pinilla, qui avait failli l'emporter en 1970, est en constant déclin depuis la mort de son fondateur. Un autre militaire, le général en retraite Alvaro Valencia Tovat, croyant son heure arrivée, a lancé un Mouvement de rénovation nationale, une sorte de réarmement moral politique. Instruits par l'expérience, les Colombiens se mélient cependant de plus en plus des politiciens professionnels. Il y a quatre ans, l'élection de M. Lopez Michelsen avait suscité quelques timides espoirs de changement Mais, aujourd'hui, il faut se rendre à l'évidence : loin de s'amé-

flambée pendant la campagne. Selon diverses sources qui se recoupent, les règlements de comptes politiques ont fait près de vingt mille victimes au cours des dix dernières années.

Au Salvador, l'atmosphère n'est guère meilleure. En mars dernier, seuls le parti gouvernemental, dit de conciliation nationale, et une petite formation de droite ont perticipé aux élections législatives. L'opposition traditionnelle, conduite par la démocratie chrétienne, avait préfére hoycotter un scrutin u'offrant pas à ses yeux de garanties suffisantes pour que la volonté populaire soit respectée. Une année suparavant déjà, l'élection du général Carlos Humberto Romero à la présidence de la République avait été vivement contestée par l'opposition. Pendant plusieurs jours, les partisans du candidat de la démocratie chrétienne, pourtant lui aussi un militaire, avaient manifesté dans les rues de San-Salvador

pour dénoncer les irrégularités du scrutin. L'armée ayant ouvert le fen sur la foule, les affrontements avec les forces de l'ordre s'étalent soldés par de nombreuses victimes.

Depuis lors, les incidents se sont multipliés et la tension u'a pas disparu. Il y a quelques semaines, à la veille de Pâques, une trentaine de paysans qui réclamaient de melleurs salaises ont trouvé la mort lors de heurts avec les milices privées des grands propriétaires fonciers, appuyées par les farces de l'ardre. Le gouvernement a ensuite lancé une vaste opération de nettoyage à la poursuite des paysans réfugiés dans les montagnes de la province de Cuscatian. En moins d'un mois, une cinquantaine de paysans ont été assassinés et plusieurs dizaines ont été arrêtés. C'est pour demander la libération de leurs camarades incarcérés et l'abolition des lois d'exception que des ouvriers agricoles ont pacifiquement occupé diverses ambassades ainst our la cathédrale de Sanpacifiquement occupé diverses ambas-sades ainsi que la cathédrale de San-Salvador.

Echec du « réélectionnisme » à Saint-Domingue

EN République dominicaine, les partisans du président Balaguer n'avaient pas lésiné sur les moyens pour assurer le maintien du statu quo. Arrivé au pouvoir en 1966 à la suite de l'intervention des « marines » américains, M. Joaquim Balaguer occupait la présidence de la République depuis déjà douze ans. Pour se représenter indéfiniment, il avait pris soin de modifier la Constitution et sa permanence à la tête de l'Etat avait engendré un nouveau mot ; « réélectionnisme ». Durant la dernière campagne, les Dominicains se avait engendre un nouveau mos
« réélectionnisme ». Durant la dernière campagne, les Dominicains se
divisalent grosso modo entre partisans et adversaires du « réélectionnisme ». Sulvant son habitude,
M. Baleguer avait laissé planer le
donte jusqu'à la fin de février avant
d'accepter officiellement le « sacrifice d'une réélection ». Mais depuis
de longs mois déjà, les murs de la
capitale et les abords des routes
étaient recouverts d'inscriptions vantant ses mérites tandis que ses
supporters menalent une bruyante
campagne en sa faveur. Ne tarissant
pas d'éloges sur les réalisations du
« plus grand Dominicain depuis
Duarte, le père de la patrie », ses
admirateurs le qualifiaient de « promodeur de la résolution sans sang »
et de grandes affiches proclamaient
que « Joaquim Balaquer est la paix ».

S'il est vial que le président Bala-S'il est vrai que le président Bala-guer a apporté une relative stabilité à la République dominicaine, ses adversaires n'out pas manqué d'argu-ments pour critiquer les carences de son régime. Le baisse des cours du sucre a entraîné un raientissement de l'activité économique et le chô-mage demeure endémique. L'opposi-tion a également revoché à l'ancien mage dement reproché à l'ancien président d'avoir favorisé l'enrichis-sement spectaculaire d'une minorité, d'avoir accordé des avantages déme-surés aux sociétés multinationales et de leisser fleurir la corruption dans son entourage. «A sa manière, nous expliquait l'ancien président Juan Bosch, « Balaquer a assuré la continuité de la dictature de Trujillo dont il a d'ailleurs été ministre.»

Les militaires et les urnes

L a campagne du président Carter A campagne du président Carter en faveur des droits de l'homme et les pressions de Washington ne sont sans doute pas étrangères aux initiatives prises par certains régimes militaires pour se présenter sous un jour plus favorable. Ainsi, en juillet, les électeurs seront convoqués aux urnes en Bolivie, au Pérou et en Equateur. Il y a probablement plus qu'une simple coîncidence dans le fait que les généraux qui détlement le pouvoir dans ces trois pays andins se solent sublitement résolus à passer la main. Mais les processus engagés se solent subltement résolus à passer la main. Mais les processus engagés ne sont pas entièrement comparables, et ces tentatives sont encore fragiles. En Bolivie, le général Banzer a vraisemblablement espéré préserver ses propres chances pour l'avenir en imposant la candidature officielle de son ex-ministre de l'intérieur, le général Juan Pereda Asbun, pour

rorte opposition. Sais se raire d'uni-sions sur ses proprès chances, l'ancien président Juan Bosch, qui a rompu avec le parti révolutionnaire pour former le Parti de libération domi-nicain, s'était lancé dans la bataille pour contribuer, nous a-t-il déclaré, « à donner une conscience politique qui paralle ce consience politique au peuple, ce qui est un travail de longue haleites ». Pour la première fois, le parti communiste, qui a été légalisé en octobre dernier, présentait son propre candidat. Mais d'emblée, le Parti révolutionnaire dominicain, membre de l'Internationale socialiste, s'était affirmé comme la senie force d'opposition capable de battre le président Balaguer et d'offrir une solution de rechange. solution de rechange.

Malgré les divisions de la gauche, la campagne avait déjà nettement mis en évidence l'existence d'une forte opposition. Sans se faire d'illu-

Déjà. l'ampleur des manifestations du Parti révolutionnaire avait témoigné de sa vitalité et de l'importance de son assise populaire. En plaçant immédiatement en tête son candidat, M. Antonio Guzman, le dépouillement du scrutin devait d'ailleurs confirmer la vigueur de l'opposition modérée. Mais les partisans du gouvernement et les militaires qui le soutiennent ont multiplié les pressions et les manipulations pour altèrer le verdict des urnes. A plusieurs reprises, le dépouillement a été suspendu et des membres des commissions électorales ont été arrêtés. Le secrétaire général du Parti révolutionnaire, M. Francisco Pena Gomez, était entré dans la clandestinité pour échapper aux recherches de la police. La victoire de M. Antonio Guzman. de tendance social-démocrate et riche propriétaire terrien de Santiago de Los Caballeros, a été officiellement confirmée le 26 mai. Mais, par leurs incessantes intrusions dans le processus électoral, les militaires dominicains ont montré leur réticuice a remettre le pouvoir à un rival du président Balaguer, même aussi modèré qu'Antonio Guzman et bénéficiant du préjugé favorable de Washington. tendance social-democrat

l'élection présidentielle du 9 juillet. Mais ce choix n'a pas vraiment fait l'unanimité des forces armées, ni de tous les secteurs civils ilés au régime. Deux autres anciens ministres du général Banzer ont également fait acte de candidature. Le général René Bernal, ex-ministre de la défense, a obtenu l'investiture de la défense, a obtenu l'investiture de la démocratie chrétieune, tandis que M. Mario Gutierrez, ancien ministre des affaires étrangères, représentera la Phalange socialiste, d'extrême droite.

Seule la gauche, qui cherche à se regrouper autour de l'ex-président Hiernan Siles Suazo, pourrait être en mesure de menacer sérieusement le candidat officiel. Mais elle u'est pas encore parvenue à surmonter toutes ses divisions et surtout, elle a certaines raisons de s'interroger sur la régularité du scrutin. En attendant, pour faire diversion, le général Banzer

s'efforce, une fois de plus, de tabler sur les sentiments nationalistes en relançant le problème de l'accès à la mer de la Bolivie, comme vient d'en témoigner la nouvelle rupture des relations avec le Chili.

Au Pérou, l'élection d'une Assemblée constituante, dont la date a déjà dû être reportée après les derniers troubles qui ont entrainé le rétablissement de l'état d'urgence, marquera la première étape de l'accomplissement de l'état d'urgence, marquera la première étape de l'accomplissement de la promesse du général Morales Bermudes de transmettre le pouvoir aux civils pour 1980. Les partis politiques demeurent cependant réservés dans l'appréciation d'un processus qu'une agitation sociale latente et de sérieuses difficultés économiques ne facilitent guère. Si l'APRA du leader populiste Raul Haya de la Torre, rivale traditionnelle des militaires, s'est d'emblée montrée favorable à cette évolution, son attitude contraste avec les rétimontrée favorable à cette évolution, son attitude contraste avec les réticences exprimées par l'Action populaire de l'ancien président Fernando Belaunde Terry, renversé en 1968 par les forces armées. Tout en dénoncant le « virage à drolte » des militaires, les partis de gauche ont accepté de participer à la consultation de juillet, mais réclament l'extension du droit de vote aux analphabètes (2).

En Equateur, les militaires ont en recours à diverses assuces juridiques pour écarter d'éventuels candidats ont 16 juillet, senis deux candidats ont jusqu'ici rempli les conditions requises, MM. Sixto Duran Ballen, présenté par une coalition de droite, et Francisco Huerta, du parti libéral. Pour couper court aux prétentions du le a de r populiste Asaad Bucaram, d'origine libanaise, qui avait de sérieuses chances de l'emporter; les militaires ont décrété une nouvelle loi stipulant que « le président de la Résemblace des fettes des la cette de la fett étre sétates à custa de la fette de la cette de la fette de la cette de la fette de la cette sérieuses chances de l'emporter, les militaires ont décrété une nouvelle loi stipulant que « le président de la République doit être ettopen équatorien de natesance, fils de mère et de père équatoriens ». Un autre article de loi interdit la candidature d'anciens présidents ou vice-présidents de la République. Ces nouvelles dispositions ont permis d'éliminer les anciens présidents Carlos Julio Arosemens et Jose Maria Velasco Ibarra. D'autres candidats pourront se présenter si les partis qui les soutiennent comptent au minimum vingt-quatre mille membres et sont légalisés par le Tribunal électoral suprême. Ces restrictions ont eu pour effet de limiter singulièrement les possibilités de la gauche, ce qui n'a pas manqué de provoquer de vives manifestations de protestation.

Avant de s'achever au Venesuela, cette année electorale sera encoremarquée par des scrutins à Panama et au Brésil. Après la ratification des nouveaux traités par le Sénat améticain, le général Torrijos a munédiatement levé les dernières restrictions qui pesaient sur les activités des partis politiques à Panama et e formis que les élections législatives

qui pesaient sur les activités des partis politiques à Panama et a promis que les élections législatives du mois d'août seraient « libres et démocratiques ». Au Brésil, il appartiendra à un collège électoral de confirmer, en octobre, le choix du général Joao Baptista Figuereido à la succession du général Geisel. Dans la mesure où le parti officiel ARENA est largement majoritaire dans ve collège, cette élection se résumera, une fois de plus, à une simple formalité. Au Venezuela, la succession du président Carlos Andrès Perez se jouera essentiellement entre MM Luis Piñerus Ordaz, du parti gouvernemental d'Action démocratique, et Luis Herrera Campins, du parti démocrate-chrétien COPET. Ne pouvant déjà pas rivaliser avec les énormes moyens financiers dont disposent les deux grands partis traditionnels, la gauche se perd en querelles intestines et n'avance pas moins de quatre candidats.

Certes, des différences subsistent d'un pays à l'autre, mais on ne saurait s'y tromper : majgré de timides vellétiés d'ouverture, la démocratie, en Amérique latine, reste étroitement surveillée, et derrière cette cascade de scrutins, les dés sout encore trop souvent pipés. de scrutins, les dés sont encore trop souvent pipés.

(1) Voir le reportage de Bernard Cassen dans le Monde diplomatique de novembre 1977.
(2) Voir l'article de Hugo Neira dans le Monde diplomatique de mai 1977.

Four une communanté mondiale sans frantières, basée sur la propriété commune et le contrôls démocratique, produisant pour la seule satisfaction des besoins humains et non pour le profit. SOCIALISME MONDIAL s'op-pose à touts les guerres, tous les radismes et tous les gouvernements. Pour un exemplaire gratuit, écrives (sans autre mention) à : B.P. 26, 6780 Arion, Belgique.

> COMMANDEZ ... DIRECTEMENT **TOUS VOS LIVRES FRANÇAIS**

LIBRAIRIE DELAMAIN 155, rue Saint-Honoré, 73001 PARIS.

Sur simple demande, envol gratuit de notre bulletin e les Livres du mois ».

COURS DEVIENNE Enseignement privé dans le calme et la verdure à "LA CHARMERAIE" à CIMIEZ (NICE)

Professeurs hautement qualifiés Internat - Externat - Demi-pension ANNÉE SCOLAIRE des clesses élémentaires aux terminales A. B. C, D

COURS DE VACANCES du 1^{er} au 30 Aout, de la 6^{eme} aux terminales préparation à la session de remplacement du baccalauréat 50 HEURES DE MATH du 1"eu 12 septembre, de la 4" à la 1" C et D

2. av. Villebois Mareuil - NICE - Tél. (93) 81.42.82

Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence

LA GAUCHE EN FRANCE

ET LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Par Rubens PINTO LYRA Professeur à l'université du Nord-Est (Brésil) Préface de François BORELLA Président de l'université de Nancy-II 1978. Un volume 15,5 × 22,5 cm, 372 pages. Prix de vente : 100 F. - Franco recommandé : 109 F.

A STATE OF THE STA

RADICTIONS

de la 5 instance, dont

de maque

dus les Erans
jouer à lans
is ont dans
aer un tat la lang
beurs hésiant
rapport de

Onnable dama the change of the

1000

 $\tau = \frac{(1) \cdot g_{1} \cdot g_{2}}{(21 \cdot g_{1})}$

1 2 12 75 No.

3.0

....

11.48.4

eura les grations

mt de longer

ionature course.

Pet? For an - ..

1 ii de satur :

Deut not week

92 88 pt. -

sa morque ...

RODRIGO GONDALES TORRE

57:513 101 55.

243 GTF

CO Art 14 TTE 11 UMSETT 1 -

1185.77

A Bry Chair

TARKS TO STATE OF STREET

41 * 1

March School Communication Com

4 - -

CONTRACTOR

LUTTES PAYSANNES EN ÉQUATEUR

Des réformes agraires pour «désamorcer la bombe»

E 15 janvier 1978, pour le première folo depuis huit ons, le peuple équa-torien e été appelé à choisir par raterendum entre daux projets de Consti done démocratiques ouvrant le chemin eu retour à un gouvern civii, seule solution viable pour la junte militaire au pouvoir depuis deux ane e qui o conduit le pays à une eltuation de crise économique et d'effervescance sociole : une balance commerciale dont le déficit e'aggrave chaque année, uno dette extérieure de plus de 500 millions de dollars, des saleires « gelés », une baisse du pouvoir d'echot do 61 % en dix ans (dont 50 % pour les deux dernières ennées); tout cela maigré l'augmeniation des revenus du pétrole. L'Equateur ost entré à l'OPEP en 1973. male le dictature ectuelle no se raille pas eux dispositions adoptées.

Devent le poussée des organisations populaires et des mouvements sociaux, triumviret militairs et les eecteurs économiquement dominents résolasent

- En 1976, dans la province de Chimborazo, des paysans trustrés per la réforme agrairs e'organisent et occu-pent 7000 hectares de terres vierges appartenant é quetorze granda propriétaires. Les milices privées interviennent, brûlent les malsons des occupants, saccagent les cultures et agressent les

- Dens l'haclende San-Rafael, é cheval sur les provinces du Guayes et de Chimborazo, cinq cents trevalileure poursulvent une longue grève. Là aussi, soudoyant d'eutres travailleure et des policiers locaux, le propriétairs arme sa propris milice : deux morts, plusieurs

- En octobre 1977, mille hult cents ouvriers et paysans employés du complexe eucrier Azira, près de Guayaguil, se mettent en grève; on parle de cent vingt morts à le sulte de l'Inter-

vention de le police. La même année, eprès une grève généralo et massiva des enseignents, le principal syndicat, l'Union netionale des gnants (UNE), est déclere Illégal.

Le dictature militaire ne visait certeinoment pas ce résultat lorsque, en 1972, après le prise du pouvoir de Rodriguez Lara, elle rédigeait con plan intitulé : Transformation et développement pour 1973-1977, par le gouvernament netiona révolutionnaire des torces amées. Le plan se fixait comme principal objectif is développement capitaliste de l'egriculture équetorienne : répartition plus équitable des tarres grace à une réforme egrairs; moderni-sation de l'egriculturs tondée sur l'utilisation de mechines agricoles et d'engrsis

marché industriei netional : diffusion du système coopéretif. Dans le période 1972grammes de développement o été assuré confointement par uno part (23 %) des revenuo pétrollers et par des omprunts souscrits euprès d'organiemes interna-

L'économie équatorienno repose toujours essentiellement sur son agriculture. qui emploie 46 % de le population ective. Malgré la récente exploitation intenelve des ressources pétrollàres. elle fournit encore 30 % des exportations du pays. Les principales ressources agricoles sont le banane, le caré et le cacao, dont les exportations ont augmenté en 1977. Contribuant pour 34 % au PiB entre 1960 et 1970, l'agriculture n'en représontait plus que 24 en 1973. Non seulement les rendements eont particulièrement faibles : 1700 kilos de riz et 700 kilos de meio à l'hoctare ent, 2500 à 3350 kilos contre, respectivement, 2 500 à 3 350 kilos aux Etats-Unis, mais ils n'ont cessé de dans les exploitationo intensives de le région andine (1). L'agriculture reste très peu mécanisée, et presque uniqueé elle seulo, le production bananière absorbe pluo de la moltié des engrals chimiques consommés dans lo pays. Enfin, les banques et l'Etat réservent les facilités de crédit eux grandes exploi-

La structurs foncière de l'Equeteur est en pleine évolution. Ses racines plon-gent dans l'histoire coloniale, lorsque les Espegnola commencérent à abendonner mines et fabriques pour c'emparer à la tole de le terre et de ses habitants. S'instaurs alors le système du huasipungo-latifundia, parcelle de aubsistance ot grande propriété, qui reste le structure dominante, particulièrement dans la zone andino : en échange d'un certain nombre de journées de travall sur la terre du grand propriétaire, le paysanserf recolt un lopin qu'il cultive avec sa familie pour assurer sa subsistance. En 1968 encore, malgré une pramière réforme egrairs, 75 % des exploitations possédalent moins de 5 hectares : celles sentaient que 1 % du total mais elles couvraient près de la moitié de le surface cultivable et assuraient à elles seules le quest-totalité de le production egricole. L'exemple de le province de Loje est particulièrement frappant : vingt-neut grande domaines couvrant 63 000 hectares sont eux mains de trois familles; dans cette région, où le minimum vital est estimé à 10 hectares, dix-hult milie familles se répartissent de 3 à 5 hectares chacune.

Coopératives et développement social

DE nouvelles formes de propriété foncière apparaissent ectuellement dans le zone côlière consacrée à le culture d'exportation. Bénéficiant, grâce à l'apport de capitalix étrangers, des facilités de crédit nécessaires à l'équipement technique, les nouveaux - agriculteurs issue de le bourgeoleie commerçante ou des professione libérales des villes, rechètent les terres à bes prix : ces grandes et moyennes propriétés délogent les petits exploitants qui n'ont pes les moyens d'eugmenter leur productivité pour effronter leur concurrence. Ils constituent ainsi un prolétariat rural fluctuant entre le chômage des villes et travall journaller sur les plantations. Les grande propriétaires, possèdent charges ou fonctions publiques dens les villes, chargent un « mejordome « de diriger l'exploitation et puisent leur meind'œuvre dans ce prolétarlet. La conséquence de ce echéma, dominant dans les provinces de Guaves et d'Esmeraldas. coopératives de paysans sane terre et sans eécurité d'emploi ; le chômage et la surexploitation des journeliers ont exacerbé les contlits occlaux dans ces régions. Face aux graves, occupations

dicatifs, le réflexe du gouvernement et de le bourgeolele est de recourir à une répression impitoyablo, comme en témoiqualt, volté quelques mols, le massacre dane les usines Aztra.

La formule coopérative constitue une solution à plus long terme. Bien qu'elle inquiête les latifundios, qui cralquent de ee voir dépossédés d'une partie de leure terres eu point d'organiser leurs propres milices, elle devrait permettre à le fols d'eugmenter la production et de réduire de ces coopératives egricoles est financé par des prêts souscrits euprès de l'A.I.D. Des orgeniemes tels que le Fédération netionale des coopératives rizicoles bassin du Guyas (FENACOOPAR) ou le Progremme de développement p ou r le sud de l'Equateur (PREDESUR) sont chargés de mener à bien cette - réforme egraire sans contlit .

L'organisme chargé d'eppliquer les lois de réforme agraire est l'institut équatorien de réforme egraire et de coloni-sation (I.E.R.A.C.). La première loi de réformo agrairs fut promulguée le 11 julliet 1964 par la junte militairs dirigée par Castro Jijon : elle visatt é une redistribution des terres et é leur mellioure utilisation. A l'issue da la réforme, l'insPar BLANCA ESCOBAR

titution léodale du huasipungo se trouvalt pretiquement liquidée; maie elle aussi entraîné une paupérisation des petits paysans. D'une part, les par celles distribuées étaient généraleme d'uno superficie inférieure é colles qu'ils cultivalent auparavant of ne pouvaient étaient parfols inférieures à 1 hectare). D'eutre part, l'I.E.R.A.C. obligeait les paysans à racheter les parcelles. Beaucoup d'entre eux durent alors abandonnes les campagnes of chercher du traval dens les villes. La structure latifundiete ne fut absolument pae effectée par cette réforme. La secondo loi de réforme agraire, promulguée en 1973 per le « goude Rodriguez Lara, stipule, dane son à 80 % cont sujettes à expropriation. Quolquo souvent Ignorà dans le pratique. l'erticle e donné oux paysane pauvres l'audace de a'organiaer pour occuper les terres. Mais, no mettent pes en cause la tallie des propriétés, ne fixant eucune bouleversait pes davantage la structure de base de le propriété.

POPULATION 6 730 000 habitants

Population urbaine 41 %

SUPERFICIE 281 341 km2

L'I.E.R.A.C. ne s'occupe que du remem-

brament des terres. Meis le développe-

 Région côtière
 25 % de la sup., 47,5 % de la pop.

 Région montagneuse andine
 26 % n n 58,5 % n n

 Région amazonienno
 49 % e n 2 % n n

Le gouvernement souhaitait donc, dans cette perspective, développor l'Intrsstructure et le tormeuon sociale. Le eud de l'Oro na connaît pes le production bananière omniprésente dans le reste de la province. Possédant les titres de proprièté sur des hectares de terres en triche, des « seigneurs féodeux « y loualent eux pauvres paysans de quoi aurvivre. Des embryons de coopératives e étaient établis à la suite des réformée mentales maie le paternalisme qui avait présidé é leur mise en piece les vouait à l'échec : les membres des

naliers au service d'un patron nomme - PREDESUR -_ Cheque promoteur social se vit assigner un village : après analyse du milieu et des structures en plece, il devait « mobiliser » le population par des assemblées et réunions, l' - organiser - en juntes, clubs, comités. syndicats ou coopératives, enfin la « former a pour assurer le maximum de chances à ces organisations et éviter les risques de récupération par les possádants. Ces directives laissalent à chacun une étoppante liberté d'ection

Au début, les « maîtres du village »

Expériences à Chacras

A trole kilomètres de le route paname-A nicaine, Chacras n'est, à première vuo, qu'une dizaine de maisons posées sur un petit coin de désert plat : un villoge de poupées eu Far-West. Au centre, le parc : petit square de ciment entouré d'un mur bleu clei evec quatre portes en ter. Le villege, tout outour, distribue de taçon anarchique. D'un côté, l'église, de l'autre l'école : il y e des années que l'escaller menant classes e'est effondre, mais les instituteurs refusent de le réparer dans l'espoir qu'enfin les autorités les prennent en 59 % DE RURAUX

offrirent un appul complet sux promoleurs sociaux. Depuis que des fonctionnaires de l'I.E.R.A.C. et d'autres organisations de développement circulatent dans la région, savaient tout le profit que l'on pou val: tirsr des initiatives gouvernementales. Une coopérative fantôme avait ainsi été tituée dane le seul but de e'approprier 1 800 hectares de terres bonifiées par le projet Puyango-Tumbez. Dirigée per ces mêmes maîtres, elle reproupai quelques vieux de leur famille qui e'endormalent eux sessions et ne risqualent pas da revendiquer le collectivisation du travail. Cing ens eores sa créetion, elle n'existait que sur le papier et les terres restalent en triche. Des dizaines do lournatiors e'évertualent en vain, pendant ce temos-là é dénicher un bout do terre pour nourrir leur famille ou construirs un logement dàcent. Les vil lageole ne falsaient donc plus guère confience aux fonctionnaires de l'Etat. Les possédants, de leur côté, trouvaient « Ingénieurs » redondants, un peu ridicules et, somme toute, faciles berner.

Le choc fut terrible le jour où lla e apercurent que leur bon peuple s'organisalt é leur insu et qu'un groupe de payeans estis terre - complotalent - en vue de récupérar, par des voles légeles, les 1800 hectares de le coopérative Immédiatement, les autorités du villege se retournérent contre les promoteurs sociairs. Le teniente politico émit un mandet d'arrêt. Le secrétairs de mairie partit voir le gouverneur de province, son parrain. Une délégation alla porter plainte euprès du ministre du travail. Les journeux locaux les eccusaient de eemer le discorde dans un endroit eupersvant si tranquille, Chacras, comme les autres villages de

la frontière, vit eujourd'hul un processus de changement protond. Une coopérative, légale, aoutanue par l'I.E.R.A.C., regroupe plus de solxante travailleurs du village et une trentaine des environs. Il eura suffi de donner un cadra légel à des mouvements spontanés. Encors peut-on légalité.

L'implantation géographique des projets de « mobilisation sociale « ne doit rien eu hasard. La direction e choisi d'abord les régions où les conflits sociaux sont les plus brôlants :

- Province de Chimborazo, dont la population, principalement Indienne, possède une longue tradition de luttes paysannes : le plus récente remonts à 1976 ; - Province du Guyas, où le transformedon des structures toncléres, le chômage et les migretions ont entraîné un durcissement des revendicatione et des luttes paysannes:

- Province de Loja, bastion de le téodalité :

- Sud de le province de l'Oro : une torte immigration et le développement de le production bananière y ont muldpilé les tensions et remie en cause le tranquillité des propriétaires traditionnels. Il suffirait d'une étincello, tant tient eu cœur des paysane qui en cont privés le petit morceau de terre où travailler. A Palmales, pour un barbelé qui empléta, on se bet à coup de mechette; à le Victorie, on retrouve à un carrefour le cadavre dépecé d'un mauvais voisin.

Octroyées par un Etat constitué et soutenu par l'oligarchie financière et foncière, les réformes vicent é désemorcer le bombe. L'objectit est clairement anoncé : « Réduirs les inégalités sociales qui mettent en danger le sécurité inté-rieure. » En permettent é la population paysanno, eux « marginaux », d'emàlicrer légèrement leur eftuation et d'intervenir dans les décicions d'importance locale, l'Etat no cherche qu'une omélioration de le production et un soulagement des tensions; il cherche é éviter tout chengement radical dans les atructuras de propriété.

(1) Ils ont diminué globalement de 5 % cotre 1962 et 1972. Pour la région andine, la baisse est 0c 40 % en 1974 et de 30 % en 1975. Cf. Problèmes d'Amérique latine, septembre 1978.

BIBLIOGRAPHIE

- Bulletin Ce liaison Ou CEDETIM.

 no 38, juin 1979.

 Marco general del programa anual
 para 1978-7977. Direccion usciocal
 de promociou y bienetar social.
 Quito.

 El papel de las cooperativas agricolas en la cuenca del Guayas
 Ecundor, Micheel Radclift, univeroltà do Loodres, 1978.

 Los campesinos de Loja y Zamore,
 Jaime Calarzas Zavala, Ed. Universitaria, Quito, 1973.

 El yago jeudal, Jaime Gelavza
 Zevala, Ed. Solitierra, Quito, 1975.
 Informatico, Frente patriotico por
 la naciocalisacion Cei petroleo,
 Quito, 1977.

ment rural prévu au pien quinquonnal 1973-1977 felt eppel à blen d'autres Institutions pour des programmes complé-mentaires : tormetion ot assistance technique aux agriculteurs dans le cadre du ministère de l'agriculture; installation de dispensaires dans le cadre du ministére de le santé; développement des écoles et de l'alphabébaation dans le cadre du ministère de l'éducation, etc. Prévoyant le coordination de ces ections, te plan insiste largement sur l' « inter-Placée soue le tutelle du ministère du bien-ëtre social, la direction nationale de promotion et de blen-être social était chergée d'un projet de « promotion intéorale de le famille » - c'est-à-dire du contrôle de le netalité, - financé per l'A.I.D. Puis, grâce eux ressources tirées du pétrole et dans le cadre du plan de

transformation at development 1973-1977 4, elle prit une nouvelle orientation et formule un projet dit de developpement communal et mobilisation sociale des régions ». Les principaux objectifs de ce progremme : le création et l'organisation d'une conscience critiquo parmi les populations - merginales » dans le but de rédulre les inégalités sociales qui « empêchent le développement de le netion, mettent en danger la sécurité intérieure et constituent le problème fondamental dans n'importe quel processue de transformation ». Dane cette perspective, il s'agissalt d'entreprendre des ections ponctue immédiates. Cinq types do projets àtalent retenus pour satisfaire les besoins de la population d'une région déterminée : orgenisation populaire, infrastructure communale, recherche, Information, éducation. En raison de l'insuffisance du budget de la direction, le financement de ces projets devait être recherché euprès d'organismes publics ou privés et dans les ressources propres du villege, essentiellement sa main-d'œuvre.

En 1976 le direction envole cina promoteurs sociaux dans le sud de le province de l'Oro, trontalière du Pérou. Cette région, particulièrement eride, doit être prochainement irriguée grâce à l'aménagement du Puyango et du Tumbez, réalisé en commun par l'Equateur et le Pérou. considération. Une maison de bambou à deux étages abrite le commissariet de frontière et le « teniente politico », sorte de maire du villege; dans une cabane. l'état civil. Les autres maisons sont dis séminées au hasard ; pas de rues ; près de l'école, une pompe à eau où s'abreuvent les mules et les chèvres. Les metérieux sont traditionnels dans le région : planches, bambou, briques et tulles

Une malson de clment à deux étages dresse son arrogance dans cette humi-lité : c'est celle d'un enfant de Chacras, evocat en ville. Il ne vient jamais et la malson reste vide; pourtant le problème du logement s'est posè de façon pressante aux nouveaux arrivante. Qual fonctionnaire ordinaire eurait accepté de dormir plusieurs moia dans l'unique pièce du commissariet, expulsé chaque matin jusqu'eu soir?

Au-delà de cette epparence bucolique, depuis des années, trois familles es partagant la totalité du pouvoir économique et politique, et maintiennent dans une surprenante inertie, une population de près de mille habitants dont ils empêchent l'émigration. Sur la loi de titres de propriété fictifa ou périmés, les agriculteurs conditiont à payer pour la location des terres qu'ils travaillent; beaucoup sont journaliers. Chacras e ou son heurs de gloire en 1941, pendent la guerre contra le Pérou ; mels, é présent, on en faisait l'exemple do ce qu'une guerre pouvait semer de terreur et de défaitisme dans l'esprit des citoyens. Au dire des enciene, les Chacrensee étalent dee läches : il suffisalt de voir l'état d'abandon d'un village jedie al florissant. Chacras fut eutrefola un véritable Eden : tout le long du canal international construit en 1936 s'étendaient les plentationa de benanlers, de tometes, de mais, papayes et mangues, cultures maraichères et ceceo. Un système de pompes assurait l'irrigation. Trop coûteux pour les plus peuvres, coux-ci devalent se contenter des cultures d'hiver quand la chaleur et les pluies transforment lo désert en terre fertile; le reste de l'ennée, lie s'employaient comme journaliers, coupaient du bolo, prépersient du charbon, élevalent quelques voleilles, chèvres ou porcs.

- Dix ans après mai 1968

«Les Années orphelines» de J.-C. Guillebaud

A rumeur nous était parvence, chaude et enfiévrée, dans nos universités, dans nos rusues, dans nos médinas, en ce mois 00 mai 65 : la France ébranlée l Longtemps, pour le tiers-mence, la France é été une terre O'asite et 00 pensée aucociense, le Ueu 00 quelques références, l'espace de quelques repères. Traversée par l'événement, oits était eo train 00 changer 0e peau, c'est-à-dire 0e tissu et 0e volle. La France des pétitions et des siegnas descendait souvent cans la rue. C'était ueumal. Ou savait qu'à Paris eu criait e Paix au Vietnam a, e Palestine vaincra a, e Soliogrité avec le Bangiadesh a, etc. La mystique tiers-mondiste régnait un peu partout. Il ueus parvenait aussi les échos 00 cette générosité. Oe cetts grande disponibilité prêts pour les causes lointaines, peur les révolutious qui se préparaisur. Ou était alors en droit 0'attendre beaucoup 0e mai 68. Jean-Claode Guillebaud (1), en homme concerné, lors en droit C'attendre beaucoup Ce mai 68. Jean-Claode Guillebaud (1), en homme concerné, a raison de lever le voile sur le deuit et de dire lo temps orpholin : les grandes causes ne remnent plus la jaunesse occidentale. Après 68, les chemins de la déstitusion se sont ouverts à ceups do paradores et d'incohérences idéologiques. Flus rien n'est simple, et l'impérialisms américain, co fameux « tigre de papier » (1), n'est plus isolé. Des idoles tombent. Elles perdent la tête dans le magma des contradictions os l'his-

toire. Commence alors le temps de t'amertume et des adleux : adleu Fi0el i adleo Mao! La révolution socialiste est reportée à une date ultérieure. Pour Guillebaud, s'est surtout le temps do la remise en question Oe soi, car l'histoire ricane et abandonne les peuples en futte à des victoires semées de massacres et de « camps de rééducation ».

Par TAHAR BEN JELLOUN

La déconverté par l'intelligentaia occuentaire Ou stalinisme et des Olspios u te a apporté sur lo marché un mot-gadget, devenu une valeur marchande très recherchée par les éditeurs ; « goulag ». Quoilo fortune levée à temps pour marer à l'ampreume et à la désespérance i Ou e goulag ». Quollo fortune levée à temps pour parer à l'ampriume et à la désesperance l'Ou va s'y attrier au point 03 s'avenger et do ne plus entendre les sris 0es blessures que l'aparthisio inflige aux bommes noirs 0u suo de l'Airique, ni O'allieuts l'appel des Palestiniens do Tell-Zaatar ou d'autres camps rasés. Guillebaod te constate : « Si le concept de révolution est mort entre 1968 et 1978, celui de solidarité aussi. »

Il constate aussi combien ou oublie qu'en

partie la prosperité des pays industriels et repus est bâtie sur Oes famines lointaines. C'est vrai aussi que to confort Oes intellectuels est assis sur une mauvaise conscience à portée de la main et qu'enveloppent des fantasmes plus on meins sonfus. Guilleband dit lo manqoe d'humimeins sonius. Gamenand die 10 mangoe d'Aumi-lité et do pudeur qui rejoint te vieil ethnocen-trisma Ce l'autre génération, car ou a tandance aussi à oublier que l'histoire du tiers-monce ue s'écrit pas qu'avec Ce l'encre. Manifestez dans les rues européennes : vous risquez de recavoir les éclats d'une bombe lacrymogène on quelques coops de matraque. Dans les pays où on ne mange pas à sa faim, l'armée tire sur les manifestanta. Tonto la Ollférenso est là, et s'est.
pent-être la qu'il faut chercher l'origine de la
désespéranse qui sonsiste à voir tant de « révolutions accoucher do massacres » et tant de « tibérations virer à l'esclavege :

MAIS ce u'est pas tout. Quand eu est resté
Mi trop longremps exclu de l'histoire, on n'y
revient pas avet les sabots des ancieus maîtres.
C'est peut-être vrai que l'espoir est mort en
Occident ot on comprend la réaction très saine
et qui vient à temps de Golliebaud. C'est peutêtre aussi un peuple qui est arrivé à son troisième âge, un peuple au bout de ses rêves. Mais
te temps ou soupçon est finil. La jennesse occidentale u'est plus e investie d'une vérité en bétou
armé », elle est invitée à découvrir la différence, à la respecter et, pourquel pas, à l'aimer. rence, à la respecter et, pourquoi pas, à l'aimer

(1) Les Années orpheitnes 1968-1978, par Jean-Claude Guillebaud, Edit, du Senil, coll. « Inter-vention », Paris, 1978, 119 pages, 25 P.

SON EXCE

les paysar

A Personal Control of the Control of sensation to be 10 THE in emant de: Signification Teder A Larry 2 22.0 es errastado d Энтара ше с

Courses v

TATE OF

THE PROPERTY OF

Contract que a =: =: The state of 3 H 2 P 4 2225. - . the members of the control of the co Page 1 te man ****** and the Landeng e problem. Dan-15. Congres z Prepie 🛶 .

= ----

07IP n:

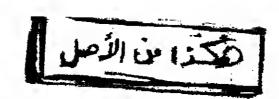
-T. h calle in . termine pre I faranta. ondations de and particular to the control of the er au presente de terre-mon

Special Library on deraincant of their den ret a lavaminge. Make on the out offer an for faming out place of racines a makete industry. Our faming professional state of the party of to pare determine ances reme tas liptor in lear version tas les territories de la supremit de la ville-in

apprenti de la cific-in appare-aris source en theorie arelopee i en d'enzon adeniale source e ivre i algorithme consignament many tention transferences between the control of t bat pro the birth conven

County In

head one the provide Canade amendance the provide de particular and an amendance de particular and an amendance de particular and an amendance de particular annotation de tippede Claude de la étalen: changères dan



$bomb_{e_s}$

11-1 - 12-1 11-1 - 12-1

112

2 4

74 7

11. 2

100 Carr

3.75

16.5

11.00

rs du samely EDESUR . d **50 .** t 25: ₇−0 Se du mie DAT DES Birg. organice. . . Cata cu aban res a ... rednes de nta. Ses angel une stanting

hacras

debut, es . .. ent un sap. Ide Cope s IERAD -: : leppement : tifer der coopé... . 1:168 pars ... 1800 791... ces -4-... -2023 - 20 - -13 ant | 2_1 ---48 (2.01) id Comp 15. 3.4 : - -

raders sold-23 70 37.78 S. . DOBS# far : ~_-à- -6-25 B***: : : 4 4 F# 15 54"

20 / 7 5 X · · を 変え MCTAST TO STATE 44 77 z #⁵/# : . ACCESSE: Mid . 161200 renal à A ... de . . .

学典:"这是"

. · · · · .

ASSESSMENT OF P*** . . . w 4" 1 " # LTW , 😩 . . . 75 77 9 e · · · 1.通貨車で トー・スト MI 7.5 3 - 1 of th TATE OF THE STATE 4 ...

रे काशहरू 前後:番子。 コニ・ Section 2.15 entre de tr 26.74 23.7 集 (#計 -上の下1 7 10.0 THE PARTY OF THE P 14341

が重し まっこて

7 A.S. 🕶 🚜 🗆 🗀

BIBLIOGRAPHS

an 40 27 m

18 15 19

ON Excellence Superflue = : le mot est de Benjamin Franklin : Il vise — déjé — la vice-présidence des Etate-Unis. En 1793, son premier titulaire, John Adama, confesse : Mon pays, dans sa sagesse, a conçu pour moi la fonction la plus insignifiante que l'esprit inventit de l'homme elt jamais réalisée. = En 1885, Woodrow Wilson écrit, dans son essai eur = le gouvernement congressionnel = : « Ce qui est le plus embarrassam, quand on veut discuter de la vice-présidence, est qu'après avoir dit qu'il n'v e pratiquement rien à dire on e ostensiblement dit tout ce qu'il n'y e pratiquement rien à dire on e ostensiblement dit tout ce qu'il y avait à dire. - Au tournant du slècle, Thomas Mershell se laments :

« Le vice-président est comme un homme dans un étal cataleptique, il ne peut parler, il ne peut bouger, il ne souffre pas et pourtant il est parfeitement conscient de tout ce qui se passe suleur de jui. « En 1932, Broadway e'en mêle : Alexandre Throttlebottem. qui accède à le vice-présidence dans la comédie musicale Of Thee! Sing. de George Kaufmen et Morris Ryskind, est obligé, pour entrer à la Maison Blanche, de se Joindre à un groupe de touristes. En 1968 encore, Edmund Muskie ironise, eprès son échac : « // n'y a qu'une seule chose moins importante qu'un candidat battu à le vice-présidence : un candidat élu. » ·

des Etats-Unia : l'opinion publique américaine, particulièrement conservatrice en la circonstance, garde le souvenir de le profonde

SELON Hemilton, inspirateur de l'institution, la vice-présidence, conçue pour assurer l'intérim éventuel de le présidence, n'apparaissait que comme une lonction eubeldiaire de celle de président du Sénat : celui-ci, élu par ses pairs, élait, en même temps, viceprésident des Etats-Unis. Mais le convention de Philadelphie, pressée d'en finir evec sa tâche constituante, confie, le 31 coût 1787, à une commission de liquidation, le « comité des Onza «, l'examen des questions encore en suspens. Les Onze renversent les bases du système ; le vice-président, élu par le même collège électoral

Recherches universitaires

«SON EXCELLENCE SUPERFLUE», LE VICE-PRÉSIDENT DES

heute. Bien plus, les constituents n'établissent qu'une seule élection à le présidence : le vice-président sere le candidat à la présidence

il a toujours samblé de bon ton de railler la vice-présidence

« disgrace » du vice-président tout au long du dix-neuvième elècle. La réalité d'aujourd'hul est évidemment plus complexe. La fenciion ne connaît-elle pas, surtout depuis le New Deal, un évident régain d'intérêt ? A l'inverse, certains auteors na sont-les pas trop pressés d'ériger le vice-président en véritable escond leader de l'Union ? Dans une thèse soutenue il y a déjà huit ane devant la feculté de droit de Lille, male qui vient d'être mise à jour et enfin publiée (1). M. Yves Demeer e réussi à conciller l'analyse d'une institution considérée comme un phénomène social, seien la tradition nordaméricaine, avec le voienté d'epprofondir une recherche théorique sur les insuffisances des textes régissant le fonction.

arrivé en esconde position : il apparaît comme la « second choix » de la nation. l'homme le plus capable, après le président, de diriger-La systèmo e'avèra inopérant : Il supposait l'absence de toute

fraction politique organisée; or, du vivant même de Washington. les premières formetions politiques apparaissent. En 1798, le candidat - fédéraliste - à la présidence, Adams, l'emporte, mais son vicepréaldent, Jefferson, est le leader des « républicains » : pendent quaire années, le chef de l'exécutif et son suppléant n'auront de

Par CHARLES ZORGBIBE

républicains à le présidence et à le vice-présidence obliennent le même nombre de suffrages : Il faudra trenie-six tours de scrutin à la Chambre des représentants pour les départager. L'inéluctable révision constitutionneils sera opérée par le douzième arrandement (25 septembre 1804) : désormels, les électeurs Indiqueront, sur des bulletine séparés, les président et vice-président de leur choix... Le eystème électoral est débiequé, mais le vica-présidence est déneturée. Véritable antichambre de la présidence, destinée à désigner, acton la première procédure, « l'homme la mellieur et le plus respectable sprès la président », elle devient une fonction subalterne, étroltement contrôlée per le président-chef de liste, un poste de fin de carrière pour hemme politique susceptible d'apporter les voix d'un certain nombre d'Etats, un utilme moyen de réconciller des fractions dissi-dentes afin de sauvegerder l'unité du parti à la velle de la grande

La première succession présidentialle en coure de mandat se produli en 1841 : le général Harrisson, épuisé par l'assaut des « solliciteurs « qui ont envahi Washington afin de sa faire payer teurs services électoraux, meurt un mels après l'inauguration de sa présidence. La vice-président, John Tyler, se comporte immédiatement en chef d'Etat, et non pas en « vice-président exerçant les tonctiona de président ». Il eauve einsi la vice-présidence du néant eù elle serzit tombée el le succession était devenue elmple intérim ; mais il suscite de vives polémiques evec les membres de son propre parti — et Yves Demeer montre, per une analyse approfe du contexte historique, le voienté manifeste des Pères Fondateure

de ne lemais faire du vice-président le titulaire formal de la présidence. En 1844, aucun parti ne voudre de Tyler comme candidat à la présidence et celui-ci se retirera en Virginie pour ne plus être élu, en 1861, qu'à le Chambre des représentants... de la Confédération

NOMBRE d'éléments de fait ont contribué au renouveau de la N vice-présidence au vingtième siècle : la valeur des hommes appelés à assumer la fonction, l'intérêt manifesté par les présidents successifs à son égard, les nouvelles dispositions qui l'affectent (talle la lettre destinée à régler l'épineuse question des incapacités présidentielles temporaires, que remet Elsenhower à Richard Nixon en 1958, et que consacre, en 1967, l'entrée en vigueur du vingt-cinquième amendement). Symbole du prestige reconquie per le second personnege de l'Union : la campagne présidentielle de 1968 volt e'affronter, pour la première fele depuis 1800, deux anciens viceprésidents. Mais aussi... répercusaion des séismes politiques qui ébraniant l'administration républicaine : en 1978 at 1974, le Congrès confirme la « nomination » des deux premiers vice-présidents non élus de l'histoire des Eixis-Unis.

Les raisons qui avalent enlevé sa crédibilité à le vice-présidence ont-elles pour eutant disparu? L'équivoque juridique persiste : le vice-président doit présider le Sénat et suppléer é toute vacence présidentielle ; appartient-il é la branche législative ou exécutive de l'Etat ? Doit-il se comporter en magistrat sénatoriel impartial, qui se limilerait à le mise en œuvre des règles de procédure, eu en messager présidentiel, en partisan veillent à maintenir les liens indispensables entre l'exécutif et le Congrès ? L'ambiguîté politique reste sous-jacente : le vice-président d'eujourd'hui, qui perticipe aux réunions du « cabinet » et joue le rôle d'un adjoint privilégié du président, est blen mieux préparé que ses lointains prédécesseura à une éventuelle euccession. Mais une collaboration intime evec le président suppose une certaine force d'ême de la part de ce demier — sa propre disparition étant, en l'occurrence, l'hypothèse de travail. Elle implique surtout l'identité de vues entre les deux hemmes, qui est difficile à réaliser, maigré le coutume laless désormals au candidat présidentiel le soin de cheleir collatier. Comment dépasser la contradiction qui consiste à faire du « président virtuel « un aubordonné docile, voire must?

(1) La Vice-Présidence des États-Unis d'Amérique, travaux et recherches de l'univergité de Lille-II, P.U.F., Paris, 1977, 158 pages plus annexes. Du même auteur, un autre essei d'histoire constitutionnelle : « L'impeachment dans les institutions anglaines et américaines », in Mélangez à la mémoire de Jacques Teneur (1977).

Un autre rapport inégal

Les paysans du tiers-monde victimes de la «préférence urbaine»

E tiers-monde a besoin d'un développe-ment agricole. Qui le nierait ? La mal-quiriffon y sévit et l'écrasante majorité de se population travaille la terre pour en tirer sa subsistance. Pourtant, constate le pro-fesseur augiais Michael Lipton (1), la priocité verbale souvent accordée à l'agriculture dans les plans de développement recouvre en fait un transfert massif et organisé des ressources des campagnes vers les villes.

Si frappante qu'elle soit, cette contradiction est pourtant banale. Chacun a pu constater, par exemple, evec quelle rapidité les pays de l'OPEP ent investi leur nouvelle fertune dans l'OPEP ent investi leur nouvelle fertune dans une industrialisation gadget qui a drainé cam-taux et pepulation active hars des campagnes et aggravé, dans bien des cas, l'équilibre agri-cole de ces pays. Mais pourquoi en est-il ainsi, ? Pourquoi l'histoire du développement montre-t-elle. à côté d'évolutions positives incontesta-bles, tant de gaspillages, de leuteurs injustifiées, bles, tant de gaspillages, de lenteurs injustifiées, de retours en arrière? Et finalement, pour reprendre le titre du livre de Michael Lipton, qu'est-ce qui fait que e les pauvres restent pauvres e? Le mérite de l'auteur est de poser le problème avec une ampleur de vues exceptionnelle, sans répugner à une formulation théorique : « Le principal conflit de classes aujourd'hui dans les pays pauvres u'est pas entre le travail et le capital, ni entre intérêts nationaux at étrangers : c'est le conflit qui entre le travail et le capital, ni entre intérêts nationaux et étrangere; c'est le conflit qui oppose classes urbaines et classes rurales. Et cette lutte se termine presque toujeurs à l'avantage des classes urbaines. Inégalité des revenus et des conditions de vie, inégalité dans l'affectation du capital (alers que l'agriculture traditionnelle est très productive, compte tenu des moyens qu'elle emploie), politiques fiscales et systèmes de prix défavorables an secteur rural. les preuves de la « préférence urbaine » (urbanbias) qui l'ait payer an paysan du tiers-moude la facture du développement sont impressionnantes. Et le professeur Lipton en tire un plaidoyer couvaincant en feveur d'un retournement de cette préférence, à l'avantage, blen sûr, des campagnes. campagnes.

campagnes.

Mais, en voulant aller an fond des choses. Fauteur s'est trouvé aux prises avec un problème qui plonge ses racines au occur de la société industrielle. Car la préférence urbaine manifestée par les pays pauvres s'est nourrie d' « importations idéologiques a en provenance des pays développés, aussi musibles, dit Michael Lipton, dans leur version marxiste que dans leur version libérale. Or cette idéologie de la suprématie de la ville-industrio sur la campagne-agriculture est elle-même singulièrement peu fondée en théorie dans les pays développés. Le tour d'horizon de la pensée occidentale auquel se livre l'auteur sur ce sujet s'intitule ironiquement : « Se ot aux urbain-secteur rural : la pauvreté de l'idéologie. » Et il fant blen convenir avec lui que le débat Preobrajenski-Boukharine est à peu près tout ce que l'histoire de la pensée économique peut offirir de récent dans ce domaine, avec les intuitions de Frantz Fanon, auquel Michael Lipton rend hommage. La réflexion du professeur Lipton sur le tiers-monde conduit donc à se poser la question snivante : si la société industrielle est incapable de réseudre techniquement, politiquement et idéologiquement les problèmes du tiers-monde, qui sont avant tout des problèmes agricules, n'est-ce pas aussi parce qu'elle n'a jamais rissin elle-même de manière satisfaisante, au moins au niveau conscient, le problème do sa propre agriculture ?

Comme le rappelle Claude Faure dans un essai sur les rapports de production en agriculture (2), l'idée 2 longtemps prévalu (notamment chez Lénine) « de la substitution (notamment chez Lénine) « de la substitution progressive mais nécessaire, pour l'ensemble des sphères de la production, des formes de production spécifiquement capitalistes à toutes celles qui, léguées par des modes de production antérieurs, étaient désignées comme archaiques 3. Or l'histoire mentre que, an entire le santial n'a cessé de s'approprier. contraire, le capital n'a cessé de s'approprier, de se soumettre, des formes de production qui lui étaient étrangères dans leur structure

(comme la production agricole) en les conservant dans leur apparence extérioure, mais en les transformant. Par rapport au capitalisme, mode dominant issu de la grande industrie, l'agriculture se trouve dans une situation telle que sa reproduction est désormais reproduction du capitalisme. Et la domination du capital sur le travail — c'est-à-dire la contrainte au surtavail et l'exploitation de la force de travail — « s'exerce aussi là où le capital n'est pas manifestement présent au niveau du procès de production immédiat s, comme c'est le cas en agriculture.

Si l'on adnet cette analyse, le paysan est donc, ini ansai, fondamentalement un prolétaire. Et le fait qu'il y att des paysans riches

taire. Et le fait qu'il y ait des paysans riches et des paysans pauvres n'y change rien. La domination, pourtant directe, du capitalisme dans findustrie s'accommode blen d'allours d'une forte différenciation des salaires (3) qui inspiralt à Lénine le terme d' « aristocratie

dirigeanis, la fascination exercée par le taylorisme ont transformé, aux youx des bolchevilla, le paysan russe en ennemi de la
révointion, c'obstacle réel à leur rêve d'industrialisation sur le modèle européen a.
L'alliance ouvriers-paysans n's été qu'un moyen
utilisé par les soviets pour obtenir l'aide des
campagnes, dans la lutte courte le tearisme.
Une fois celui-ci vaincu, l'alliance a fait place
à un système de coercition destiné à empêcher
que les paysans ne fassent la révolution à leur
manière (par exemple en a'appropriant sous
forme de petites propriétés individuelles des
morceaux des grands domaines) et à extraire
des campagnes l'approvisionnement des villes,
tàche prioritaire puisque seule la grande industache prieritaire puisque scule la grande industache printing pulsque seule la grande mous-trie devait être porteuse des futurs rapports de production socialistes. Le paysan devait donc à la fois augmenter à tout prix sa pro-duction, avec les moyens dent il disposait, c'est-à-dire sur une base individuelle, et sur-

Par FREDERIC LANGER

ouvrière a Ce que les autems cités ci-dessus cherchent à établir, c'est la primaté du rapport inégal ville-campagne sur les différenciations internes à chaque secteur. Ce point risque d'être l'abjet de vils débats. Conchant une étude de grande qualité sur « la technologie nouvelle et l'évolution agraire en Inde a (4), un expert de PONU reproche à la théorie de Lipton « d'ignorer la puissante classe des paysans riches et des petits propriétaires fonciers, qui ont amassé des fortunes immenses grâce à l'agriculture et à l'exploitation de la paysannerie pauvre et des travailleurs agricoles sans terre a. L'auteur admet néanmoins que c'est l'a élite industrielle a qui infinence le plus la politique almentaire du gouvernement indien; mais c'est ponrajourer aussitôt que l'échec répété des projets gouvernementaux en cette matière est une preuve concinante du poids de l'élite agricole, en particulier an niveau régional.

cette critique ne détruit pas la validité de la théorie en cause. L'existence d'un rapport de domination ville-campagne n'exciut pas l'existence de rapports de domination internes à chaque secteur, ni même la possibilité de périodes historiques assez longues au coura desquelles ce rapport est en vole détablissement. Le cas de l'Angleteure au dix-buitième siècle en est un exemple. Le fait de mettre en avant la différence paysans rinhes-paysans pauvres (fondant une politique de développement sur la nécessité de pressurer les riches agriculteurs indiems) apparaît par contre comme une résurgence de la thèse du « koulak ». Or une étude montre que la intre contre les « koulaks » menée par les bolchevits en U.R.S.S. n'a été qu'un paravent idéologique destiné à justifier politiquement une vae te entreprise de transfert forcé des ressources de l'agriculture vers une industrie conque sur le medèle capitaliste. Analysant la pensée et la politique de Lénine et des bolchevits sur la question paysanue pendant les premières années du régime des soviets, dans la perspective de la politique agraire teariste. Ch a ut a l de Crisenoy, collaboratrice (hors statut...) de l'Institut national de la recherche agronomique, n'hésite pas à affirmer que « la paysannerie russe, o'est-à-dire la grande majorité du peuple, a été la victime du bolchevisme » (5).

MENIANTE par principe, amence à faire des concessions par accessité, la politique des soviets s'engage très vite dans l'engrenage qui devait conduire à l'application par Staline de la « solution finale », soit l'extermination des « koulair »... et d'un nombre immense de paysans qui n'en étaient pas. C'est, on le sait, un des crimes les plus famens de Staline. Mais ce dernier, souligns Chantal de Crisenoy, n'a fait que continuer en la matière la politique de Lénine. L'absence de véritable réflexion sur la réalité paysanne, la tendance su jacobinisme due à l'isolement des

tont ne pas augmenter son propre blen-être (c'est-à-dire manger à sa faim) faute d'être immédiatement désigné comme « koulak ». On comprend que les révoltes paysannes alent été nombreuses. Cinquante ans plus tard, la solution miracle, appliquée au fer rouge (les grandes fermes d'Etat mécanisées), démontre chaque amiée son incapacité à fournir au pays le blé dont il a besoin.

D ANS les pages qu'il curivit sur la naissance du capitalisme dans les pays européens, Marx a donné blen des exemples de cette « accumulation primitive » sans ménagements. e accumulation primitive » sans ménagements.

La préférence ariaine qui freine le développement du tiers-monde est donc plus qu'une
simple « importation ldéologique » dont il
suffirait de quelques grains d'hellébore pour
se débarrasser. Elle exprime la propre préférence urbaine des pays actuellement développés,
préférence qui y est miss en œuvre en permanence, avec l'apput tacité des niouvements
politiques de gauche en général, et qui permet
d'entretenir. une fausse division paysansouvriers génératrics de nombreux profits, ne
acrait-ce que sur le pian électoral (le fameux balancier ville-province). En France, le passage de la domination indirecte à la domination directe du capital dans les campagnes a suscité récemment des luttes importantes autour des alus de certaines grandes firmes alimentaires, ou productrices d'engrais. Certains spécialistes des questions rurales tentent parallèlement de faire enfin la hunière sur la place réelle de l'agriculture dans l'économie et la société françaises (5). Au même moment, si l'un en croit le professeur Lipton, les difficultés de développement du tiers-monda paraissent dues aux efforts faits pour y metire en place un rapport inègal agriculture-industrie. La mise en place de ce rapport signifie le maintien dans la pauvreis de ceux qui sont déjà pauvres, voire, à en juger par l'expérience soviétique, l'élimination physique de paysans dont la volonté de survie génerait la diffusion de rapports sociaux foudés sur la grande industrie de type capitaliste. Nous en sommes loin? Pas forcément : les exploits peu giorieux des multinationales dans l'agrobusiness on le ranching en Iran on an Brésil, la politique de laissex-faire/laissex-mourin pratiquée par les differents pouvoirs à l'égard de la socheresse au Sahel sont à verser au dostier.

(1) Michael Lipton: Why poor People Stay Poor-a Study of Urben Blas in World Development, ed. Maurice Temple Bmith, Londres, 1977, 467 pages, 9.50 livres.

[2] Claude Faure: Agriculture et nepitalisme, ed. Anthropes, cell. « Matériaux d'économie politique de l'université Paris-VIII Vincennes », Paris, 1978, 236 pages.

[3] Les salaires des principaux dirigeants synditaux américains em 1977 publiés par Business Wesk (15 mai 1978) sont loin d'atteindre ceux des p.-D.G. les mieux payés, mais soutiennent quand même la comparaison aveo ceux de bon nombré d' « exécutives ». Le président et cinq responsables régionaux du célèbre syndicat des camionneums (scamsters) ont reçu chacum environ 150 000 deilars. l'année dernière, soit plus, par exemple, que le P.-D.G. de T.W.A., mais moins, bien sur, que la Henry Ford II. dont le salaire a frôis le million de doilars.

[40] Biplab Dasgupta: Agrarien Change en Roberth Institute for Social Development, Genève, 1971, 498 pages.

[51] Chantal de Crisenoy: Lênins face aux Institute for Social Development, Geneve, 1971, 405 pages.

(5) Chantal de Crisenoy: Lénine face cun moutike, éd du Scuil, coll. « L'Univers historique », Paris, 1978, 373 pages.

(6) Voir, dans le Monde diplomatique de jufflet 1977, la compte rendu de la publication du tome 4 de l'Ristoire de la France rurale.





LE COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU-SOLEIL A VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Vue sérienne du collège Beau-Saleil - Garçons et filles de 5 à 18 ans -Programme officiel des lycées français - Cycles primaire et secondaire complets - Préparation ou baccolauréat - Etudes dirigées - Classes à effectif éduit - Laboratoire de langues - Bulletins scoloires adressés aux parents à le fin de chaque période de trois semaines.

Tous les sports d'été et d'hiver, dans un parc de 15 000 mêtres carrés : natation, tennis, patinage, ski, football, etc. internat reservé aux jeunes filles à la Maison de la Horpe. Début de l'année scoloire 1978-1979 : lundi 18 septembre 1978.

Pour l'envoi d'une documentation, écrire à : COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU-SOLEIL 1884 VILLARS-SUR-OLLON (Seisse). - Tél.: 19.41.25.321.54/55.

Une nouvelle d'Hélène Parmelin

N homme qui envisage de mourir après un certain nombre d'hypothèses de vie qu'il a cessé de se formuler à lui-même vérifie à chaque pas que la présence en lui de la mort en route passe inaperçue. Rien ne transparaît qui vienne perturber les gens. Du reste, toute la ville en fait autant. Toutes les villes. Elles dissimulent. Il est debout à l'entrée du mêtro, au haut des marches, l'œil sur la rue. Et la ville est formidable. Il a beau faire dans cs printemps un temps de chien comme partout, l'accumulation des bourgeons minuscules tend sur le haut

le serait, après ces siècles de travail par interim? Ce travail qui, bizarrement, se termine toujours par la manutention. L'homme qui ne trouve pas de moyens de vie avec ce qu'il a appris se retrouve souvent dans la portement. C'est la dénominateur cheval.

Et peu importe. Ce qui tue, c'est le reste du temps. A partir du moment où ce qu'ou fait n'a d'autre intérêt que le maintien de la vie, fatigue et repos tuent à égalité. On se ratatine. Après s'être accroché. Et décroché. Et marre. On se

le mendian iamsistor

des arbres un air vert et léger. Au ras du sol, tout va son train. Il se demande machinalement ce qu'il faudrait pour que quelque chose de tout ce qui ne va pas se vole? La Commune? L'occupation? Mai 1968? La marée noire à la Concorde? Ou alors la mascarade murale des dernières élections et la métamorphose des rues de la ville en rangées de têtes de papier, toutes dents au veut? Ca ns marche plus, tout ça. Tout est périmé. Tout est périmé, sauf la ville. Il fait lentement du regard le tour de la place avant de descendre. Printemps gris, mais terrasses envahies, comme si de rien n'était. Tout le monde dit qu'il ne faut plus aller qu'il ne faut qu'il ne fau au restaurant parce que c'est trop cher, mais tous les restaurants sout bourrés, les grands, les petits, les gargotes, les moyens, les somptueux délicieux caviar, faisans, fruits de mer avec ou sans poliution, autant que les choux farcis à 7 F du bistrot du coin. Toutes les autos sont bien nourries, bien briquées, ça « embouteille » plus qu'hier et moins que demain. Les femmes balancent aux genoux des plissés bouclés, des conleurs inventées, elles marchent sur des talons fous. Toutes les « grandes surfaces » font des réclames avec des croix sur les prix des filets de diude ou des lessives. Il tombe des centimes. Les plates-bandes peignent des ronds de tulipes multicolores aux Tuileries, au Rond-Point, au Luxembourg. On va faire une grande expo de peinture dans le trou des Halles, on saute à la perche en battant des records sous la tour Eiffel. Les funambules de rues et de places prolifèrent, flûtes roumaines, ukelele, échasses, man-geurs de feu, fakirs, clowns, animaux savants... On ue voit rien, rien, rien que la ville sublime ou crasseuse, richesses et ses bas morceaux, exactement comme d'habi-tude. La Seine au milieu, les monuments ran tan plan ventre ouvert aux touristes, les tours qu'on n'aurait jamais dû construire, les trous qu'on n'aurait jamais dû creuser. les autos sur les berges qu'on n'aurait jamais dû autoriser à y rouler, les banlieues désarticulées, les périphériques au pas, les dits asociaux assis en rond autour de la fontaine du Dragon, place Saint-Michel. Et tout Paris, bon pied, bon ceil, la droite et la gauche par moitié ne coupent rieu eu deux, c'est bieu connn. Rien ne se voit. Il faut quelque agitation ponctuelle dans un quartier pour que la police se matérialise. Un enlèvement pour qu'elle fouille partout où l'enlevé n'est pas. Une manif sur un parcours donné avec une queue de casseurs. Blen localisée. Paris est admirablement égal à lui-même. Superbe.

L descend, le gouffre des marches du métro sous les pas. La ville disparait. Salut (Il ressemble à tous les «usagers» du métro. Sauf que sous sa mascarade d'usager, il porte la volonté suicidaire d'un homme qui en a marre. De tout Marre, c'est son expression. Il ne dit pas solitude. Il ne dit pas impossibilité de vie, il ne dit pas malheur. Il dit marre. Fatigué ? Non, pas même. Marre. Fatigué, bien sûr. Qui ne

laisse aller sur sa lancée. La lancée, c'est le commencement de la fin. Ou s'éloigne. D'abord des idées : trop ailleurs. Puis des gens. Qui ont leurs propres paquets à porter, manuten-tionnaires de leur temps. Le vide s'installe. Le monde amorce une lente évacuation. Même le regard devient glissant. La pensée dérape. N'accroche plus rien. N'est plus concernée par rien. Plus le monde autour multiplie ses spectacles, sa grouillance, ses batailles, plus la pensée sur son énorme lancée accaparante se trouve nue, démunie, chauve, incapable. On est entré dans le morne.

C'est ainsi qu'il descend les marches du métro sur sa lancée. Dans l'intention d'aller « tâter du suicide ». Drôle d'expression. Comme un homme qui touche la mer du bout du pied pour savoir à quel point elle est froide, avant d'entrer dedans...

OUT cela roule en lui sans formulation. Sur sa lancée, il franchit le portillon avec sa carte orange. Un être ailleurs. volonté dirigeante. Et qui banderille par-ci par-là des pensées projetées vers lui, de l'extérieur. Du reste, il est hors de doute qu'il ne symbolise rien, ce n'est pas un type courant d'époque, ni un cas à moutrer en symbole d'une société un peu cul de jatte de la tête depuis quelque temps. Chaque suicide a son heure spéciale, avant, vouée à la haine, à la vengeance, à la torture ou au désespoir, tout souffrance ou amortissement. Il a la grâce de cumuler les deux dernières catégories.

Les gens le croisent, le dépassent ou le suivent, le long d'un de ces couloirs interminables où le souterrain a vraiment l'air de ce qu'il est. Exclusivement lieu à franchir. Espace à jambes tricotant. Pied devant l'autre. Marche hative. Cavale. Trainage. Transition. Le temps mort, c'est bien le cas de le dire. Franchir. Avoir raison de la distance. Arriver au but. Souffler. Tout cela entre une Descente de croix qui invite au Louvre (ouvert jusqu'à 20 heures), Christ oblique, Vierge en souffrance apparaissant dispa-raissant entre les têtes qui montent et qui descendent suivant le tressautement de la marche des gens. Qui du Christ passent aux bébés moustrueux voues à l'extase de la petite machine a laver. Il avance. Le Christ glisse de sa croix dans les draperies. Les bébés fossettent. Une musique commence à sourdre du lointain du monde souter-rain. Sou rythme et ses ondes se fortifient à chaque pas.

Il y a en lui, dans cette grande lancée sans une ride, le poisson d'une pensée qui crève la surface de temps en temps. Par exemple la sensation de passer inaperçu malgré la capitale différence qui le sépare des gens à ses côtés. Une sorte de grincement intérieur à l'idée de se mettre tout d'un coup à crier : « Ecoutez ! Je vais me suicider ! »

Il le ferait, s'il cherchait à vivre. Il imagine avec une clarté photographique le tournement apeuré de la tête des gens. Leur fuite. Ou leur curiosité. Glacée. Hésitante. Un gens. Leur ruise. Ou seur curvoste. Cracte. Hestante. Un dingue?... Et si c'était vrai ?... La crainte du ridicule. D'une perte de temps. Ou alors le bon Samaritain, la bonne Samaritaine. Il dirait, ou elle, oui, qu'est-ce qu'ils diraient ? Ils diraient : « Vous êtes jeune. Vous avez toute la vie devant vous... > Voilà ce qu'ils diraient. Et il répondrait que c'est

justemeut ça le problème...

Il a un vague sourire à ce dialogue fantôme. Il s'arrête à un carrefour — il a vraimeut choisi une station à couloirs et itinéraires nombreux, un nœud — pour opter. Il est déjà entré si loin dans le monde de la séparation qu'il ne s'apercoit pas que son passé a disparu. Et que sa vie entière se résume en sa présence à ce carrefour souterrain. La vie est ce couloir. La paroi de sécurité s'est fermée. La marche à la mort ne requiert plus aucun effort. Il se meut à l'intérieur mort ne requiert plus aucun errort. Il se meut a l'interieur d'elle. Et regarde les gens autour en lucidité, avec une sorte de pitié pour leur ignorance de lui, qui porte cet immense événement, alors qu'ils croient voir un homme hésitant entre la porte d'Orléans et la porte de Clignancourt. Plus de pensées, de mots, de mémoire, de révolte, d'apitoiement sur soi-même ou de mépris. Une sorte d'extrême du malheur qui continue à sourdre et à créer son climat de souffrance indécise, un halo de souffrance tendu sur un univers intérieur plat.

L avance lentement dans le couloir à musique. Et s'approprie au passage les détails d'une vision soudain devenue le fruit d'un appareillage optique perfectionné, soutenu par la lumière de projecteurs d'une puissance extrême. Paradoxe de cette incrustation forcenée du moindre objet extérieur, pour un temps si court, dans l'âme d'un homme sans mémoire. Les affiches alternent en se répétant, griffonnées d'inscriptions manuscrites. Ce mois-là, c'est le mot punk qui pleut partout. Punk. Punk. Plus loin, « Hitler avait raison. » Quelqu'un a barré au crayon rouge. Punk. Et « Diesel for ever. »

A droite et à gauche en l'air — il a vu ça cent fois sans prêter attention — une frise court contre le plafond. Cette si belle écriture. Persane, ou bien dit-on parsi. Les gens se demandent pourquoi il y a des inscriptions arabes, disent-ils. Qui font broderie. Et comment ceux qui ont fait ça s'y sont pris ? La nuit ? Un gars à cheval sur les épaules d'un autre ? Et marchant ? Des centaures persans glissant le long des murs du métro ? Il y a des gens qui croient que ce sont des versets du Coran, comme dans les mosquées. Mais les autres savent que ca sont des cris coutre le shah au moment de sa visite à Paris. Certaines sout nées après les récentes émeutes en Iran. D'autres aussi pour le nouvel an iranien... Il marche la tête en l'air, vers une musique de plus en plus sonnante. Les souterrains serveut d'amplis.

Il volt enfin au carrefour des coulors l'orchestre fati-dique. Et comme tout devant lui devient une pièce à couvic-tion à la fois de la vie comme elle est et du fait qu'il u'a plus rien à voir avec elle, il regarde intensément, comme le voyageur à la vitre du train devant des champs oo des clochers dont il sait qu'ils n'existent que pour disparaître.

Trois gars jouent plein gaz plein rythme et blen. Tou-jours les mêmes sans l'être, coloriés, enlainés, encuirés, bottès, barbifiés, chapeautés, enluminés, embroussaillés du crâne, comme des bandes dessinées. Joyeux, L'un jous, chose rare, de la contrebasse. L'instrument déploie sa haute taille avec une incongruité qui provoque des temps d'arrêt dans la course des gens, pourtant excédés, blasés. Ils s'immobilisent un instant petrifiés, comme s'ils se trouvaient à l'angle du couloir en face d'une autruche, Et passent. Sauf

l'angle du couloir en face d'une autruche. Et passent. Sauf trois filles, qui claquent des doigts et rythment, murmurant à chaque clac: «C'est bien, ça spide»... On croit sentir, tant ça cogne, les ondes marteler le plafond.

Il est bousculé par un garçon qui fulmine en passant que merde, ras le bol, ils font la manche jusque dans les wagons maintenant, dès que je vois une guitare, je...

Il avance, les yeux enregistrent, glissent, ne retiennent pas. Des inscriptions bêtes, du genre, sous une cocotteminute record, «Va te faire cuire un œuf». N'importe que de suis bouffé par les mites». Une dizaine de fois : «Viva la muerte». Avec une dizaine de fois dessus en caractères gras: « Creve ».

Le souterrain ravale la musique au premier tournant. Il marche vers un petit affluent de couloir qui fait un coude à côté d'un sens interdit. Il commence à entendre quelques grondements. Silence. Puis, une note prolongée sinistre marque la fermeture prochaine des portes quelque part par là. Aussitôt, une foule l'enveloppe, le bouscule et disparait. Le couloir reste bizarrement vide. Il se troove seul avec un bonhomme appuye du dos au mur contre une

Hélène Parmelin le sait : la discours politique efficure la surface de cette société dent l'artiste, le romancier, le poète, l'électeur frustre, le passager du mêtro perçoivent les problèmes profonda, ignorés ou négligés par l'Etat, par la bureancratie, par les partis. S'il faut vous en convain la buteaucrette, par les partis. S'il faut vous en convaincre, relisez Léonard dans l'autre monds ou la Femme écariate, lisez surtout le Munde indige (Stock, 1978, deux tomes), un grand roman d'en vous saute au visage une société qu'on finit par ue par voir à ferce de se laisser immerger dans sa vitalité et dans ses faux-semblants. La romancière, lei, réussit ce que ne parriennent pas à faire le journaliste ou l'analyste, aveuglés par leurs statistiques comme par leurs

préjugés.

Et pourtant les statistiques cent là : en France, plus de huit mille suicides par an et, pour les jeunes de quinze à vingt-quatre ans, le suicide figure en seconde position, aussitôt après les accidents, parmi les causes de mortalité. Ce qui n'e strictement encun sens. A moins que, comme le fait Hélèna Parmelin dans la neuveile — llustrée par Figuon cu'elle e blen vanin series pour nous la reseat pe se vorte - qu'elle e blen veulu écrire pour nous, le regard ne se porte

Ly.

i jin.

1

Tropics.

23. . . .

5.5 No.

班 ————

272-

5 C. C. Train

XST. T.

od omnočia Pogada sod Si

Dia mena Dia mena Dia mena Dia mena Dia mena Dia menangan

Line G

ontant (1) es intant (1) es in nota de la india de contant de la contant

trial Science of the second se

and the Liens

ಎಸರು ಜ**ೆ(ಮ**್

original property

.

Fig. Character was a finished was a finished with a finished was a finished

V. 11. 20 Vennement

more a litter

サント (10 mm) (10 mm) サント (10 mm) (10 mm) サント (10 mm) (10 mm)

ುಗಾರಿದ್ದ ಮೇ

Dans les

revues...

S Un numéro de POUVOIRS sur le consensus. Plus tacite, plus passif que le consensus manifeste une réalité nouvelle, une prise de conscience, un était social et politique. Mais lesquelle, au juste ? Les diversité parfois contradictoire des analyses présentées et l'enquête à laquelle ont répondu J.-D. Bredin, J. Delors, P. Juquin, A. Sanguinstil, B. Stari, montrent combien la notion de compensus est riche... et « dissensuà ». Souvent cachés ou peu conscients : Olivier Duhamel les met en évidence. Est : (N° 5, quatre numéros pes an : 142 F. – 12, rue Jesn-de-Beauvais, (5°). ELES QUATER FLEUVES font confluer, dans ce cabiar, leur réfleuton sur l'attitude, la position, les convergences et divergences des « chrétiens devant Marx et les marxismes ». En outre, mais non en marga. l'hommage de la revue, sous la piume de Ch. Pietr. à « un chrétien et l'Entodre » : Hanri Marrou. (N° 8, 30 F. – Editions du Seuli, Paris.)

E Nouveau mensuel d'extrême gaucha, PARTI PRIS est né de l' « ametume » et des « ruptures » du lendemain des élections françaises de mars 1978. Deux thèmes principalux dans le prémier numéro : le P.C.F. et la crise en Italie (N° 1, juin, mensuel, 7 F. - 1, rua Eelier, 75011 Paris.)

El Une nouvelle revue. L'HISTOIRE, originale en ce qu'elle éntend proposer au public. non des anecdotes on des compilations, mais l'histoire des historiens. Une histoire qui peut être contemporaine comme leurs anteurs, ou andenns jusqu'à remonter au paléoithique. La revue est fort bien illustrée, (N° 1, mai, mensuel. 15 F. - 57, rue de Seine, Paris-é.)

El CONTROVERSIA, revue du Centre de racherche et d'éducation populaire en Colombie, présente dans un numéro spécial les « plates-formes économiques » des élections de cette année. C'est, plus largement, une étude diveraifiée sur les problèmes de développement : politique anti-inflationniste; commèrce extérieur; fiscalité : production ; emploi. (N° 61. CINEP, Bogsta. D.E.)

El CONNAISSANCE DE LA E.D.A. publie un numéro aré sur le littérature. le

CINER, Bogota D.E.)

B CONNAISSANCE DE LA R.D.A. publis un numéro axé sur la littérature, le thésites en particulier : celui d'aujourd'hui, où se retrouve « Brecht, vingt ans après ». Quelques textes plus spécifiquement politiques; natamment celui de Harmann Elennar, selon qui les paya socialistes out fortement contribué e la progression des droits de l'homme, cependant que, dans les pays capitalistes, les communistes « sont poursuivis » parce qu'ils intéent pour le maint le n des « droits bourgeois » menacés. (N° 5, mai, semestriel, abounement : 35 F. — 4. square Albis-Cachot, Paris (137.)

E Ce sont les pays un vois de diveg Ce sont les pays en vois de déve-oppement à système expitaliste, en particuliar ceux d'Amérique du Sud dont il e Perpériance, que P. de Charentsy considère, dans les STUDES, sous le rapport des droits de l'homme. Ces droits seraient-lis, de la part des Etats-Unis « le dérnier gadget pour dominer la sous-continent » ? P. de Charentsy insiste sur la responsabilité des démocraties dans la manière très particulière dout les droits de l'homme sont honorés par les régimes de ces pays où elles exportent la société de consommation. (Mai, mensuel, 13 F. – 15, rue Monsieur, Paris (?*.)

Paris (7".)

Si Le dernier cahier d'ESPOIR publie un inédit de caractère historique : c'est le texte d'une conférence prononcée en octobre 1938 par le lieutenant-colonel de Caulle sur l'organisation de la nation en temps de guerre. Il inspira — tardivament — la loi de 1938 sur estre organisation. Comment il a enecre nourri, vingt ana pina tard, les principes et les réslications de la ve République en la matière : c'est ce qu'expose le ganéral Jean Simon, qui vient seulement de quitter le secrétariat général de la défense nationale. (N° 22, trimestriet, ce n° : 14,50 F. — Revue de l'Institut Charles-de-Ganile. 5, rue de Solférino, Paris (6°).

Sous le titre : « La territorialité : E Sous le titre : « La tarritorialité : paramètre politique » la REVUE INTERNATIONALE OES SCIENCES SOCIALES public queiques études sur l'Etal l'Estitation, la territoire, le gestion du territoire, l'intégration régionale. Dans la même numéro, deux universitaires brésilesse e'interrogant sur la dualité de la société brésilianne, divisée entre un secteur moderne et prospère et une grande majorité « vivant dans des conditions d'extréms pauveté ». Délà publiée en français et en anglais, la revue annonce la parution, à partir de ce numéro. d'une édition complète en espagnol. (Vol. XXX, n° 1, 1978, trimestriel, 23 F. -UNESCO. 7, place Fontenoy. 75007 Paris.)

UNESCO, 7, place Fontenoy, 78507 Paria.)

El Un numéro spécial d'ACTES en eupplément an n° 17 ; « L'Europe de la répression, ou l'insécurité d'Etat », evez des articles sur l'Allemagne, l'Italie. l'Iriande et. sin anners, le texte de la convention européenne, sur le répression du terrorisme. (Supplément an n° 17, printemps 1978, 20 F. – Ed Solin, 1, rue des Fessés-Saint-Jacques, 73665 Paria.)

El Michael Pollak étudie, dans la revue portugales analiss Sociate, le rôle des sciences sociales dans la société suropéenne à l'ère de la technelogie. De son côté, Pires de Lima analyse l'évolution des thèmes revendicatifs evancés par les nuviers de la Lisnava entre mai 1974 et juillet 1977. (vol. XIII. n° 4, blvar 1977, trimastriel, 70 escados. Eue Miguel Lupl. 18 r/c, Lisbonne 2, Portugal.)

El Pendant près de vingt-cing aux

Lupi, 18 f/c, Lisbonne 2, Portugal.)

El Pendant près de vingt-cinq ans. INFORMATIONS & DOCUMENTS a tenu les Français au courant de l'évolution de la société sux Etata-Uniz. Fabilé par les Services américains d'information et de relations culturelles (USIS), le magazine annonce aujourd'hui sa disparition. sans douts à la suite de la réorganisation intervenue récemment dans ces services, mais aussi en raison de l'augmentation des coûts de fabrication, indique la revue. A signaler au sommaire du dernier numéro : des panoramas démographique et socio-économique des Etats-Unis (Marc Saporta) et lins description du système d'enseignement (Pierre Brodin). (N° 384, mai-juin, 1 P. - Integnational Communication Agency, ambassade des Etats-Unis, 2, rue Saint-Forentin, Paris-Ire.).

El Sommaire riche et varié, pour la dernière livraison de FORRIGN AFFAIRS :

outre les points de vue de Jacques Chirac sur la diplomatie française et d'Ugo La Maifa eur « communisme et démocratie en Italie «, on y trouvers des articles eur l'Afrique du Sud face eu monde (Donald Woods), les Etats-Unis face à Idi Amin (Richard Uliman), la technelogie dans le commerce des armes (Richard G. Ead), les changements climatiques provoqués, la morale et la politique du renseignement, etc. (Vul. 5. n° 3, avril, trimestriel, 3 dollars. – P.O. Box 1891, Baltimere, Maryland 21283.)

Box 1891, Baltimere, Maryland 21283.)

El Pas d'alliés, mais plutôt des circots dépendants : e'est ainsi que Eugène McCarchy voit, dans FOREIGN POLICY, les relations entre les Etats-Unis et les autres Etats, même parmi leurs plus proches alliés. C'est l'occasion, pour l'ancien candidat à la présidence, de livrer quelques propos critiques à l'ancontre de la politique étrangère américaine. Dans le même numéro : Bichard A. Faik parle du « plège du traté sur le caual de Panama » et plusieurs spécialistes analysent le problème de l'endettement du ters-monde. Alexandre Casella expose, qu's n't à lui, l'attitude des autorités vietnamiennes face aux e problèmes de la pétix » (N° 30, printemps 1978, trimestriel, 3 dollars. - P.O. Box 984, Farming-dale, N.Y. 11737.)

El La plus grande partie de MONDES EN DEVELOPPEMENT, publié sous la direction de François Perrouz, traite des transferts de technologie. Pierre F Gonod y tente une synthèse des recherches déjà effectuées qui aidera à apprehender ce phénomène — qui ne concerne pas esulement les relations Nord-Eud — dans toute sa complexité. (N° 26, 1971. trimestriel, 46 F.—Ed. Economica, 49, rate Héricart, 75015 Paris.)

affiche, qui lui couche un croissant géant sur l'épaule droite, photographié à mordre dedans. Plus d'invention. Plus rien. La casserole ou la cuisse telles qu'en elles-mêmes la photographie les gèle. Le type a posé son chapeau renversé par terre. Il tient dans le creux de son bras un transistor qui bonbonne un tube.

wre. II in.... Part Cartie ariasite. C. Li ora -

r datest-Voun com

ent. Et :

e dialog. ni engis. un

nœud $= p_0$ ie la sepi arrefour

18 3 8 / Tann

autour et.

rarampe o

Leans : *ಣ*೦ಚಿ, ≟ಿ ₽ Du de continue ... idecise. ...

33 is 334.

mentage in

icrusta____

ions mui partout P la'un a bar

Stille gran Garage Control To the second

841

The state of the s

An outsi ere i tin Tarin William

: 2

... P 10.21

37 4 1

i in and the 2334 A.

. .

:A.1

 $3 \rightarrow 3$.

78 . · · · ·

AA. C.

\$7.0.41

2. 根拠させます

Mile ... DO: 7 ... ¥. . A.F.

RATE.

mit.

#12: YA

. . . . M () 1.7

e 4 : _

Tigate 1

5.77.77 ... 2287 L

LADIA ...

18 84 77 3

MARKET ...

200 5 R. 37 . 1 .

Land of the second

4.

. . . 12

1 4 1

. .

19--

7-8

g distriction of the second of

 $\sup_{\mathbf{x}\in \mathbf{X}^{d}} X_{\mathbf{x}}(x,y)$

Address of the Control of 4 - 7.

104

All Street Control of the

TORUS L

.

L'homme sur sa lancée a un vague sourire. Il y a encore en lui des remarques, sans épaisseur. Qui défilent, comme la bande d'un téléscripteur général, anecdotes, guerres, tremblement de terre, festival sur le même ruban. Peut-on imaginer quelque chose de plus saugrenu, de plus indéfinissablement dérangé, de plus innocent que ce

montreur de transistor tenant sa petite machine qui marche toute seule, et attendant qu'on le rétribue pour ça?... Il met le pled sur le quai. Il a le feu rouge du tunnel, à l'autre bout, dans l'œil.

a l'autre bout, dans l'œil.

Il se dit qu'il va bien se pénétrer de tout. Il a son temps, rien ne le presse. Il doit agir en toute connaissance de cause. Il ressent une émotion plate à se voir arrivé. Cette grande trainance atteint son but : «Hier à 18 heures, à la station Strasbourg-Saint-Denis, un homme dont on ignore encore l'identité s'est jeté sous le métro. Le traile a été interrompu pendant deux heures. » Ces trois lignes l'ont plusieurs fois feit neusen l'identitée. plusieurs fois fait penser. Dirigé peut-être. Et puis le métro appartient à tout le monde. Sans pont à emjamber, Sans ordonnance médicale.

Aucun déchirement de solitude, ni commisération sur lui-même. Tout cela a hurle en lui jusqu'au paroxysme. Tout cela a disparu. Il a franchi la ligne, il est inatteignable. Aucune chaleur humaine, aucun raisonnement, aucun événement ne peut plus avoir prise sur lui. Comment imaginer qu'une parole, un geste, même souverains, puissent rejoindre ce qui est enfermé dans l'hibernation de l'attente?

A seule pensée qui traîne en lui concerne l'injustice spécifique qui condamne le suicidé à ne rien savoir du bien-fondé de son choix. Il se tue sans aucun pouvoir de goûter le soulagement qu'il se donne. Il ne se libère que par le néant. Il faudrait, se disait-il parfois durant les approches de sa décision, un ange gardien pour suicidés. Il leur tien-drait un petit moment la tête hors de la mort pour qu'ils sachent, en goûtant l'absence de souffrance, combien ils ont en raison.

Il y a un banquet de clochards sur le banc orange. Les gens s'asseyent à distance, ils ont peur d'attraper des poux ou des morpions. Un orteil rose sort de la chaussette hérissée d'un dormeur au crâne posé sur son litron. Les autres mangent du camembert. Ils ont le visage hilare et mité.

Le grondement fracasse. La rame arrive, Il se penche précipitamment. Il la voit presque de face se ruer avec une puissance, une détermination, une raideur, une vitesse, il recoit en pleine figure une soufflante gifle d'air, en pleine tête le tonnerre, en plein corps l'implacable de la ruée, en plein cœur le fer.

Il a tout de même eu le temps, avant que les wagons pleins de gens et de lumière ne se substituent à la foncée, de reconnaître à l'avant une sorte de pare-chocs de métal, une plaque comme un boutoir, un numéro en l'air: 424. Mais surtout, à droite et à gauche du mufle, deux lumières, deux petits yeux d'éléphant fonçant. C'est la première fois qu'il regarde le métro de face. Les petits yeux lui donnent un coup de couteau.

Les gens le cognent. Il recule. En descendant, ils ressuscitent. Dans les wagons, ils se statufient. Leur regard tue. D'ailleurs, jamais dans le métro on ne réussit à plonger son regard dans un regard. A peine touché de l'œil, hop! le regard glisse comme du mercure. Si on feint de fixer ses yeux ailleurs tout en surveillant le reflet dans la vitre, hop! le regard revient et vous jette ses tentacules, son laser vous découpe.

La rame émet lugubrement sa haute note tenue, les portes glissent, le feu au bout redevient vert, tout disparaît. Il continue son exploration, s'approche du bord. Les rails brillants ou sombres. Sol maculé. Le trou est immonde. Il examine cette trainée de bouteilles de matière plastique, de tickets, de papiers, on dirait ces forêts le long des routes, où l'on entre grisé d'arbres, pour ne trouver à s'asseoir que

N guettant l'orée du tunnel à sa gauche il entend parler les gens. Des mots de quai. « Sept cent cinquante frances et des centimes... Lâche pas ma main... De toute fauncs et des centimes... Lâche pas ma main... De toute faunc, la dernière fois, c'était... ; Des mots. Les clochards, eux, parlent profond dans leur langago fleuri et merdique, beuglard. Ils touchent leurs essentiels intraduisibles, l'homme, la vie, la société. Ils rient, hennissent. Les gens se détournent de leur plaisir et de leur harangue. Qui a un physique immonde. Et cut sent

Et qui sent.

Il regarde en lui les deux petits yeux lumineux, acquis majeur du premier contact. Il est là débout, dans l'univers serré où il se meut. Il sent le poids de son pouvoir sur ce quai, dont il accapare l'essentiel, au point qu'il ne serait pas étonné de voir tout s'arrêter autour de lui. Il accroche son ceil aux visages comme si, derrière son ciment, il faisait son ceil aux visages comme si, derrière son ciment, il faisatt des repérages d'images, de son. Comme s'il commençait à contrôler la scène. Tout est en place. Hors les petits yeux qui ne s'effaceront plus, il a gardé en lui une autre vision : l'homme-conducteur debout dans la tête de la machine. Et qui glisse vertical horizontalement, sans qu'à ce point du quai on reussisse à en accrocher les détails. Une ombre droite précipitée. Il aura affaire à cette ombre tout à l'heure. Il la fera bouger.

Il se dit qu'il lui faut se placer au milieu du quai. Un peu avant les premières classes et leur wagon jaune. Là où se dresse contre le mur la boîte haute qui porte un extinc-

se dresse contre le mur la boîte haute qui porte un extinc-teur rouge entre ses jambes de métal gris. L'inscription prescrit d'appuyer sur le bouton pour appeler le chef de sta-

tion. C'est là qu'ils conrront tout à l'heure en se bousculant. Ils s'agglutineront, ils bourdonneront sous l'affiche de l'énorme « four autonettoyant », à côté de celle du « pansement geant arrête-sang >. Punk. Punk. Un gros «Tchad! >

rouge. Plus loin : « Fernande, je t'attends. » Punk.
Dès qu'on entend le roulement, il se substitue à tout. Dès Dès qu'on entend le roulement, il se substitue à tout. Dès qu'on voit la face de fer et les yeux, ils sont déjà là. On a très peu de temps pour voir. Il faut une attention à se rompre. Une vision-bolide. Il se penche, tension en armes. Une grosse mère, une baguette de pain à la main, debout sur des jambons dressés sur des talons-allumettes, lui jette un regard inquiet au moment où il se courbe. Il a un geste de recul. Il a failil tomber...

Cette fols droit dans les yeux du dragon. En pleine figure de fer, le grondement, le butoir, un rond rouge-bleu

lui aussi faire la manche dans le wagon, si les gens vont comprendre, ou blen lui demander de fermer l'instrument, ou de baisser le son, en disant qu'il est sans gêne, comme

sur les plages. Il se dit que le mendiant an transistor, cet étrange funambule sans qualité, ce montreur sans domptage, qui machinalement sort de temps en temps la petite antenne de son trou, comme la corne d'une licorne, et la rentre, que ce personnage jouerait très bien le rôle de l'ange gardien, chargé de donner au suicidé le pouvoir de percevoir son soulagement après son geste.

Le mendiant au transistor roule une cigarette avec vélocité. La lèche. Se l'allume en crachouillant des brins. Les yeux droit devant lui, autour d'un nez de clown



RATP. au milieu. L'enfer du bruit, le trou, le tonnerre, le souffie, le mufie, la trombe, c'est fini. Une force fonçante, démente, aveugle. Et tout rentre dans l'ordre. Les wagons, la lumière, le chassé-croisé des gens. Cette fois, il a mieux vu. Mieux compris. Il recule pour

laisser passer. Un long pierrot à guitare avec des yeux brouillés descend

le premier, s'arrête, et déplie un bâton blane articulé qu'il projette en avant à droite et à gauche. Les gens s'écartent. Lui aussi, C'est la première fois qu'il voit un bâton d'aveugle

L'A. U cœur de la bulle de douleur sans lancinement, dont Il transporte la désespérance, il regarde le présent glisser devant lui, tout en obéissant à cette obstination qui méthodise son approche de la mort et lui fait apprendre les lieux, comme si sa vie en dépendait. Son âme est répandue sur le qual, parmi les voyageurs dont il se sent séparé par bien d'autre chose que la non-connaissance. Et qui lui plétinent le regard sans le ramener des lieux éteints où il erre, sans faire resurgir sa mémoire. Un éblouissant, sordide grouillement de jugement dernier, un défilé de mannequins humains toutes catégories. Il baigne dans une rancune imprécise de leur ignorance à son égard. Ils vont voir, tous ceux qui passent - ou ceux qui les remplaceront tous ceux qui passent — ou ceux qui les rempiaceront — comment un homme sans importance peut se matérialiser d'une façon géante. Il va leur prouver qu'il existe. Pourtant, sa souffrance molle ne se nourrit pas de ces personnages cohérents, bien finis, bien complets, bien incorporés à leur petit voyage et à leurs préoccupations. Ils sont le spectacle d'une vie qu'il a vécue, et qu'il reconnait sans y entrere le partie avecue et au le reconnait sans y entrere le partie avecue et au le reconnait sans y entrere le partie qu'en face.

Il ne prête aucune attention aux rames d'en face. C'est ce côté du quai qui le retient. Il s'imprègne des conditions de l'évenement qui se prépare, et sans chercher à comprendre l'importance en lui de cette connaissance préa-lable, il se conforme à ses lois. Comme si sa volonté de mort s'accommodait mai d'un geste spontané. Aucune idée de sang, de chair, de fer, d'écrasement, de broyage, de cri. Sa pensée se bloque devant le geste à faire. Et, arrivée au bord, se dérobe.

La houlée de foule autour de lui est soudain si violente qu'il rate l'arrivée du prochain convoi et reste là, frustré, devant la rame illuminée, portes ouvertes à l'engouffre-ment. L'heure avance, la foule grossit. Tant mieux.

Cette fois il preud pied solidement au bord afin de ne pas laisser gacher l'un de ses derniers rendez-vous avec la chose. Il aperçoit alors sur le banc derrière, juste à côté des clochards et d'un vomissement rougeatre ou surnagent quelques blancheurs de camembert, le mendiant au tran-sistor, son instrument muet sur les genoux. Sa pensée fuyante se demande si le mendiant va monter, s'il vent Attention! Son corps alerte ses muscles, ses nerfs, il ouvre les oreilles, les yeux, pas un pouce de son être qui ne se mette en position d'attention à son paroxysme. La foncée. Le boutoir. Le tonnerre. Le souffie. Il s'est tellement tendu pour voir et recevoir le choc de fer, les yeux dans les petits yeux de lumière; qu'il en a la respiration coupée.

En levant la tête, il voit sur le mur d'en face un nu géant en maillot de bain multicolore couché de tout son long contre le plafond dans le soleil. Et juste dans l'axe de la place qu'il s'est choisie, une affiche à paraplule avec un titre de film. Qui entre dans sa logique: Adieu, je reste. Ses yeux courent. Punk. Il s'arc-boute et regarde à ses pieds dans le trou une bouteille tordue se recroqueviller dans les détritus de papiers. On n'entend encore rien. Il tourne la tête. A-t-on jamais vu dans toute l'histoire de Paris une foule comme celle d'aujourd'hui dans le métro? Paris une foule comme celle d'aujourd'hui dans le métro? Tous ces costumes et ces jeans à bottes de cavaliers, ces pantalons turcs de femmes et des jupes plissées balayant le quai, ces dentelles et ces cuirs, ces fendus, ces crevés, ces nappes de cheveux jusqu'aux genoux, ou rasés comme des casques, ou serrés en nattes vipérines et collés sur le crane, ces perruques, ces chignons. Ces peaux blanches, noires, jaunes, bronze, grises, lisses, pures, peintes, plissées. Ces hideurs et ces grâces de tous âges, ces toiles, ces sacs, ces oripeaux, ces cravates, ces ponchos, ces salopettes, ces fatigues et usures, et ces galtés de spectacle, et tous les insolitismes du monde dans toutes les misères ou conforts de tous les travaux. Comme si le métro était devenu un port où chaque spécimen de toute la terre attendait l'embarquement.

La dernière qui apparaît a des fesses comme des positions

La dernière qui apparaît a des fesses comme des petites boules serrées dans un cuir blanc qui descend dans des bottes d'argent. Elle a un large chapeau noir dont les bords ondulent, et des lunettes jusqu'au bas des joues. Elle s'en va, chaloupant.

E quai e'est vidé, se repeuple. Le mendiant au transis-tor, l'ange gardien chargé de mission crache son mégot et s'approche du bord du quai. Tout est en place. Les gens ont la tête tournée impatiemment vers le tunnel de l'arrivée. C'est le moment.

Il voit la figure de la vie répaudue autour de lui comme une chose bien assimilée, bien sue. Quelque chose qui ressemble à la vie et qui fait remonter à la surface de son éloignement le déchirement de la perdre, une boule doulourense, l'apothéose de cette longue lente lancée. Où passent en étincelles des débris de pensées et d'images, comme ces petits lambeaux de matière qui envahissent la surface de la mer après le lancement des bateaux. Et le mêtro sort du tunnel.

1" mai 1978.

4

Control of the second s

El CERES, revus de la F.A.C., donne la parole au président d'une grosse société d'élevage de poulets : propos édifiants sur le problème alimentaire, la nécesatié de développer encore la recherche et de mettre en place une « planification globale de la production des aliments ». D'antres anteurs, en revanche, envisagent de manière critique l'utilisation de la science pour résoudre les problèmes agricoles du tiers-monde. (Vol. II, n° 2, mars-avril 1978, bimestriet, abonnement annuel : 8 dollars. – Via delle Terma di Cargealla, 60100 Rome.)

CATRORILA, 00100 ROME.)

El dossier du mois, dans CEOISSANCE DES JEUNES NATIONS : « Agrobusiness, le racket de la faim » est
réalisé par Pierre Castel à l'aide d'un
ouvrage récemment édité en français :
« Comment meurt l'autre moitié du
monde » de euranne George. An même
sommaire : le suite d'une enquête sur la
crise monétaire internationale et ses
conséquences pour le tiers-monde. (N° 195,
mai, mensuel, ? F. – 163, bd Malesherhet,
75849 Paris Cedex 17.)

El In dossier sur l'or dans L'ECONO-

Un dossier sur l'or dans L'ECONO-MISTE DU TIERS-MONDE: sur as pro-duction, sa place dans le système moné-taire international et les ventes du F.M.L., avec un article exposant les condi-tions de l'exploitation des gisements eud-africains. (N° 23, mars-avril, himes-triel, 5 F. - 3, rue d'Aboukir. 75002 Paris.)

Hiel, 5 F. - 3, rue d'Aboueur, 1992 Paris.)

El Une étude consacrée à l'économie du
Zimbabwe (Rhodésie) dans AFRICA
REFORT: après une brève description de
l'économie actuelle, l'anteur envisage
surtout les deux voies possibles pour
l'avenir : un fole accru accordé aux capitaux étrangers, ou la mise en place d'une
économie socialiste selon le mode de
règlement politique. L'auteur, Roger

Riddell, estime de toute façon peu pro-bable un retrait total des sociates multi-nationales. (Vol. 23, n° 3, mai-juin, bimestriel, 2,25 dollars. - Transaction Inc. Rutgus University, New-Brunswick, New-Jersey 98993.)

Jersay 83883.)

Jersay 83883.)

Janeian & African Development >, la deuxième depuis son rachat par le groupe International Communications : de « New African Development >, la revus devient désormais NEW AFRICAN. Volonté d'escamoter les problèmes du dévelopment ? l'éditorial annonce, en tout cas, un changement du contenu désormais orienté davantage vers les « généralités >, les problèmes sportais, culturels, etc. Par allieurs, le premier numéro d'un nouveau mensuel, AFRICAN BUSINESS, est annoncé pour septembre par la même maison d'édition (N° 123, mai, mensuel, 50 pence. - 63, Long Acre, Loudres WCZE SJH.)

El PRUPLES NOIRS, PEUPLES AFRI-CAINS: la nouvelle ravue de Mongo Beti semble vouloir tenir les promesses de son directeur et choiste pour thème principal de son numéro 2 celui des droits de l'homme en Afrique francophone : en Guinée, au Cameronn, en Centrafrique, au Burundi... Mongo Beti y entame aussi la publication de son roman instalé e la Ruine presque cocasse d'un polichi-nelle ». (Ne 2, mars-avril, bimestries, 25 F. - 241, rua des Pyrénées, 75220 Paris.)

E APRIQUE ET LANGAGE traite excep-tionnaliement d'un seul sujet dans son neuvième numéro : la tonologie et la grammaire du bambara (par Denia Craissels), article qui retiendra l'attention des spécialistes avant le colloque sur le mandingue prévu pour juillet. (N° 2,

1st gemestre, 25 F. - Ed. L'Harmattan, 18, rue des Quatre-Venta, 75808 Paria.)

18, rue des Quatre-Venta, 75005 Paria.)

E AUJO URD'HUI L'AFRIQUE, revue éditée par l'Association française de solidarité avec les peuples d'Afrique, e imaginé un projet de charte de coopération qui rompt avec les conceptions néo-coloniales dont la politique française setuelle reste empraînte. Une grande parite du numéro est sonsacré à en exposer les divers aspects politique, économique, militaire, technique, etc. (N° 18, trimestriel, 8 F. - 9, place Jean-Jaurès, 33190 Montreull.)

stimestre. 5 F. - 5, place Jean-Saires, 53100 Montrevil.)

EJ Un numéro spécial des CAMIERS D'ETUDES AFRICAINES, sur « l'Afrique des femmes à vue par des femmes exclusivement. Les « prises de vue » parcourent un large champ, tant par leur objet que par l'espace géographique : prolétariat urbain et rural féminin (Sénégal) : production et prositution (localisation indéterminée) : excision (pratiquée dans dix-hult pays énumérée). Fins imprévu : les « femmes libres » de Eigali (Swanda), prostituées, cartes, mais libres, en affet à l'égard des hommes. Un pas encore, et c'est la « guarre des sexes » à Abidjan. Des études (certaines en anglais) très vivantes, purgées du jargon sociologique. (Vol. XVII-1, paris.)

Paris.) Paris.)

MHAMSIN, qui se présente comme le « journal des socialistes révolution-naires du Proche-Crient », reprend sa parution. Mais à Londres, et en anglais. Le numéro 5 de la ravua, précédemmant éditée en France, traite plus particulièrement des juifs d'Orient en Israel. Mais d'autres, études a efforcent de carnet l'évolution politique actualle en Egypte ch en Israel, ou bien à l'intérieur de la

The second secon

resistance palestinienne. (Nº 5, juin, tri-mestrial, 2 livres sterling. - Ed. Pinto Press, Unit 16 Spencer Court, 7 Chalcot Road, Londres NWI SLH.)

CINÉMA .

El Nouvelle revue consacrée au droit, à l'éconômie et à la sociologie de l'andiovisuel, FILM-ECHANGE propose notamment dans son pramier numéro un texte de Michael H. Wilson sur la nouvelle loi des copyright aux Etata-Unia, une étuda de Claude Degand sur l'Europe du cinéma et un dessier rigoureux sur la situation éconômique du cinéma Italien. (N° 1, hiver 1977-1978, trimestrial, 49 F. - 78, Charp-Elysées, 75008 Paris.)

TS, Champs-Hyser, 1998 Faths)

El L'utilisation non conformate des médias en R.F.A. durant ces dix damières années fait l'objet d'un dossier dans CINEMA POLITIQUE qui insiste notamment sur l'axample du « medienladen » (magasin des médias) de Hambourg. Cette même ravus vient de publier un numéro nors série conssaré aux « rencontres du cinéma militant » qui s'étalent tenues à Paris en octobre demier. (N° 3-18, printamps 1978, trimestriel, 6,56 F (le n° hors gérie 10 F). - 11, rue Saulnier, 75005 Paris.

Série 10 F). - 11, rue saumier, 1988 ET ARTIS-TIQUE consacre un numéro épécial au thème : « Isruel/Palestine : que peut le cinéma 7 » où sont analysés, sonvent avec le concours des réalisateurs sur-mèmes, tous les films syant abordé ce sujet. En préambule, Maxime Rodinson commente en protondeur les données essentielles du conflit du Proche-Orient. (Nº 47, mai, mansuel, 25 f. - 32, rue de l'Echiquier, 75018 Paris.)

E ECRAN 78 publie un numéro spécial, « Cinémartion I », consacré aux divers sapects qu'a pris, depuis dix ans, le cinéma de contestation : films militants, films « différents », fictions politiques, ninéma féminin/féministe, etc. (N° hers série, mai, 12 F. – 68, av. Simon-Belivar, 75019 Paris.)

El Luigi Comencini explique, dans un long entretien que publie CINEMA 78, son itinéraire cinématographique. Dans le même numéro, un entrétien avec Vanessa Redgrave au sujet de son film « les Palestiniens », et une présentation du prochain festival de Carthage. (N° 232, mai, mensuel, 18 F. – 2, rue Ordeper, 75818 Paris.)

El NOUVEAU CINEMA CANADIEN public les fiches filmographiques de tous les courts métrages produits par la section française de l'Orfice canadien du cinéma en 1977-1978. (Vol. IX. nº 1, avril, trimestriel, 0,50 dellar canadien. - Cinémathèque québécsise, 1360 Mc Gill, Mentréal, Québec, Canada HZY 289.)

M Les structures narratives des séries h Les structures marratures has series américaines de télévision sont étudiées par Mouny Berrah dans la revue algérienne LES 2 ECRANS, qui propose, en outra, les réflexions de Taleb Abdelwahab sur « una sémiologie du cinéma ». (N° 2, avvil, mensuel, 5 dinars. - 7, bd Khemisti, Alger.)

IS LA MIRADA, couvelle revue qui vient combler en Espagne un vide théorique et critique, propose dans son premier numéro un dessier sur l'économie du cinéma espagnol et plusieurs réflexions sur la problème de la pornographie à l'écran. (N° 1, mai, manguel, 156 pesetas. – Industris 218 3° 2a - Barcelone.)

COMMENT LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE A PERDU DU TERRAIN

A ce moment, un afflux de Pales-tiniens était venu gonfier les rangs de la résistance. Aucune orga-nisation n'était capable de les enca-drer ni de contrôler cette croissance démesurée. Il n'y avait aucun critère de recrutement, aucune norme orga-

de recruiement, aucune norme orga-nisationnelle, ancun fonctionnement démocratique; malgré cela, ou plubbi à cause de cela, ils furent tous inté-grés. Etant donné le type de hiérar-chie mise en place, le centre-avait des moyens de contrôle limités, ce qui laissait une certaine liberté de manœuvre à ceux qui voulaient armer et organiser une partie des nouvelles

et organiser une partie des nouvelles recrues sur des bases politiques et idéologiques claires. Mais la majorité

decogques claires mas la insjorie se trouve simplement regroupée dans des bases militaires, sans qu'ancune formation politique ne lui fût donnée. Il y avait deux lignes en présence : l'une se proposant de former exclusivement un corps de combattants dont le seul but était de lutter

contre le sionisme, l'autre œuvrant

a constituer une organisation politi-

a constituer une organisation point-que homogène. Les contradictions se sont accen-tuées à propos de la position à adopter à l'égard du régime jordanien. La direction s'opposait au renversement

du régime pour concentrer ses forces contre Israël. À l'inverse, les membres et les cadres de la deuxième tendance

vollaient poursuivre l'organisation et l'armement des masses palestiniennes, et aussi jordaniennes, pour faire face à la confrontation que préparait le roi Hussein. Cette divergence appa-raissait clairement dans le choix des alliés : tendis que ca devrième con-

alliés : tandis que ce deuxième con-

les masses, en s'identifiant à leurs aspirations, la direction, elle, avait noné des relations avec les dirigeants

arabes. A la suite de la guerre de juin 1967,

A la suite de la guerre de juin 1987, ces derniers durent faire face à une situation intérieure difficile qui leur imposait de soutenir matériellement et moralement la résistance palestinienne, contre leur gré. Les masses arabes n'attendaient pas seulement de leurs gouvernements qu'ils poursuivent la lutte; elles avaient conseience de reuveir y participer.

conselence de pouvoir y participer elles-mêmes directement, en aidant la résistance palestinienne. Ces gou-vernements tentèrent donc de contro-

ler l'infinence croissante de la

ler l'inflinence crossante de la résistance et, du même coup, d'empêcher que le soutien qu'elle rencontrait dans la population ne vienne encore la renforcer. Cette politique était elle-même dictée par les intérêts des grandes puissances. Tous ces facteurs ont conduit finalement chaque résidue exché à crier se mouve over

régime arabe à créer sa propre orga-nisation de libération, comme moyen supplémentaire d'exercer son influence

supplémentaire d'exercer son influence au sein même de la résistance et de se déclarer partie prenante dans le question palestinienne. Par alleurs, les nomineuses organisations de combattants (5) qui ressentaient la nécessité de se regrouper avaient décidé de se servir de l'OLP, en en transidemant les structures. C'est ainsi que les dirigeants din Fath prirent la direction de l'OLP. Leur nouvelle position de dirigeants offi-

nouvelle position de dirigeants offi-ciels permit aux chefs d'Etat arabes

de les traiter sur un pied d'égalité, ce qui les amens graduellement à s'éloigner des masses et à se com-

(Suite de la première page.) Malgré cela, le début des années 50 est marqué par une large politi-sation des Palestiniens. Politisation qui va so heurter toutefois à un obstacle : la lotte avait connu trop de discontinuités, si bion que toutes les organisations manquaient d'expé-riences sur lescouelles s'annuver d'

de discontinuites, si bibli que toutes les organisations manquaient d'expériences sur lesquelles s'appuyer. Il leur fallait poser les bases idéologiques, définir les tâches politiques immédiates et créer les formes d'organisation appropriées. Mais la notion même de lutte de libération restait vague et tous les groupes en étalent encore à rechercher les formes d'action susceptibles do la concrétiser.

Les conceptions do nationalisme arabe étalent alors largement dominantes, bien que l'idéologie purement religieuse du mouvement panislamique rencontrât un certain écho. Quant au parti communiste, son influence restait très limitée du fait qu'il avait accepté le partage de la Palestine en 1947.

En 1956, après l'affaire de Suez, la nationalisme arabe va se polariser autour de la personne de Nasser. Mais l'enthousiasme qui souleva les masses ralestinennes se perdit dans un moul'enthousiasme qui souleva les masses palestiniennes se perdit dans un mouvement semi-anarchique et sentimen-tal qui entraîna l'ensemble des orgapalestiniens se tournèrent alors vers l'expérience algérienno qui leur offrait l'exemple d'une lotte armée autonome. Les militants participèrent à un débat commun à toutes les organisations. Ce débat était centré sur la ritique des erreurs commises et sur la nécessité d'sdopter une stratégie de lutte armée. Réalisant le danger à long terme que représentait un tel mouvement, les régimes arabes tenterent de le canaliser en créant une organisation officielle. Ainsi fut fondée, en 1964. l'Organisation de libération en 1964, l'Organisation de libération de la Palestine, avec à sa tête Ahmed Choukeiri. Les militants palestiniens saisirent la manosuvre : l'O.I.P. resta une structure vide. Tout en poursui-vant leurs activités clandestines, ils cherchèrent à mettre leurs efforts en

Divergences idéologiques

SOCIAUX.

bourgeoisie palestinienne s'est facile-ment intégrée à la société et a pris part à la conduite de l'Etat hachémite. Le même processus d'intégration e'est produit an Liban et, à un moindre produit an Lican et, a un moindre degré, dans les pays du Golfe. Un large secteur de la population pales-tinienne a constitué une petite bour-geoisie, formée essentiellement d'en-seignants et de cadres moyens, concentrée principalement en Jorda-nie et dans le Golfe. Une couche de nie et dans le Golfe. Une couche de semi-prolétaires venus des campagnes a trouvé à s'employer dans l'artisanat urbain. Le reste de la payeannerie est demeure dans les zones rurales est demeure dans les zones rurales, les activités industrielles reposant d'ailleurs pour l'essentiel sur la trans-formation des produits agricoles. Mais la majorité des Palestiniens étalent réduits à l'état de réfuglés dans les camps que désertaient peu à peu camps que désertaient peu à peu les hommes valides.

La dispersion géographique s'ajou-tant à la différenciation de classes side à comprendre la multiplicité des courants politiques et idéologiques qui se sont affrontés, eux-mêmes tradui-sant les contradictions des sociétés encore semi-féodales et semi-bour-geoises des nouveaux Etats arabes : traditionalismes religieux encore

LOCATION **DE VOITURES**

Publicità

EN FRANCE Lorsque vous ellez en France, la location d'une voiture est certainement le meilleur moyen pour résoudre le problè-

me de vos déplacements pen-dant votre séjaur. Elle vous permet de dieposer du modèle de votre choix jusqu'au moment de regrendre l'evior. Vous pouvez einsi consacrer la totalité de votre temps à vos affaires ou à vos loisirs.

Dans 50 villes de France MATTEI offre loujours une for-mule edaptée eux différents besoins et vous permet de disposer d'une voiture dans les meilleures conditions, é des prix traditionnellement très ré-

la journée + le km R5 TL F 55,27 0,45 SIMCA 1307 F 61,15 d,54 Prix T.T.C. en F français. Pour des locations de 4 mois consécutifs, le tarif LONGUE DUREÉ représente une dépense journalière de : F 55,46 pour une R5 TL F 63,90 pdur une SIMCA 1307

Ces prix T.T.C. en francs français comprennent 100 km par jour, l'entretien complet de le voiture et les assurances. Pour recevoir nos brochures, retournez ce coupon à :

MATTEI 121, Avenue du Prado 13266 Marseille Cédex 2 - France

Prénoms :

Le Monde

DE L'EDUCATION NUMÉRO DE JUIN

QUE FAIRE APRÈS LE BAC?

Les chances de réussite selon les études.

En vente partout : 6 F

nisations nationalistes arabes. De ce fait, la travail d'organisation fut délaissé au profit du culte de la per-sonnalité, dont un attendait toutes les réponses. Cette politique aboutit en 1958 à la réalisation de l'unité syro-égyptienne. Cette fois, la désil-lusion ne fut pas le résultat d'une évolution lente, mais d'un choc bru-tal, lors de la rupture entre les deux régimes en 1961. De nombreux groupes palestiniens se tournèrent alors vers l'expérience algérienne qui leur offrait

vivants, courants politiques reflétant les intérêts de classes opprimées (bien que le marxisme n'ait pu gagner en influence du fait de l'incapacité du P.C., tel qu'il existait alors, à l'appliquer aux conditions de la lutte palestiniennel. Aucun de ces courants palestiniennel. Aucun de ces courants ne représentait de façon spécifique les intérêts d'une classe ou d'une autre, mais leurs porte-parole appar-tenaient essentiellement à la petite hourgeoiste — spécialement à l'in-telligentsis — où convergeait l'ex-pression de tous les antagonismes sociany.

Le seul dénominateur commun à tous ces courants a été l'adoption du principe de la lutte armée. De toute façon, aucune organisation n'aurait pu, à elle seule, réaliser une unité cohérente; en effet, pour beaucoup le nationalisme était incompatible avec le panislamisme que représentaient, parmi ceux qui prirent les affaires en main, d'anciens membres des Frères Musulmana. La lutte armée était donc censée créer par Le seul dénominateur commun à hres des Frères Musulmana. Le lutte armée était donc censée créer par elle-même la cohesion et l'unité nécessaires, évitant par là d'aborder les divergences de fond. C'est sur de telles bases que s'est créé le Fath (3). D'autres mouvements, qui avaient refusé de participer à ce regroupement, restatent attachés aux conceptions de Nasser selon lesquelles les armées arabes devaient libérer la Palestine. Par la suite, ils se virent Palestine. Par la suite, ils se virent contraints d'entreprendre, enx aussi, la lutte armée et de créer une bran-che militaire (4) au sein de leur organisation.

La défaite de juin 1967, en montrant la vanité des espoirs mis dans les régimes arabes, est venue renforcer les positions du Fath. Pour prévenir des réactions hostiles, les gouvernements arabes se sont alors retranchés derrière le soutien à la résistance palestinienne. C'est précisément à ce moment-là que la direction de la résistance s'est engagée sur une mau-vaise pente, alors même que la cause palestinienne gagnait le soutien des masses palestiniennes et arabes ainsi que celui des forces démocratiques et progressistes dans le monde. C'est donc à cette étape, celle de la bataille de Karamé, que la cause palestinienne et la direction de la résistance ont commencé à prendre deux voles opposées.

De surenchères en compromis

M ATS II y avait dans la résistance d'autres problèmes que ceux posés par la direction. Certains groupes développaient un type d'actions gauchistes. Peu de temps evant Septembre Noir, leur rivalité avait même abouti à une surenchère de slogans. Inévitablement, cels les conduisit à travailler au grand jour et à exposer ainsi la population des camps de Jordanie. Elle devait par la suite le payer chêrement. payer chèrement.

Le mise sur pied d'une véritable organisation de résistance se heurtait donc à un double obstacle : une direction qui s'embourgeoisait de plus en plus et un courant cantonné dans la phraséologie gauchiste. D'ailleurs ce dernier devait plus tard railler la direction

Il est impossible d'évoquer les conditions dans leaquelles la résistance s'est développée sans s'arrêter au rôle joué par les spécialistes de la guerre contre-révolutionnaire. Des experts appartenant à des institutions sionistes et, surtout, à la Rand Corporation out soignemement étudé la réciappartenant à des institutions sionistes et, surtout, à la Rand Corporation ont soigneusement étudié la récistance palestinienne, sa composition et ses tendances, à travers ses écrits et sur le terrain. A cet égard, certains universitaires palestiniens leur out rendu de grands services (6). Les informations recuellies ont permis aux experts du Pentagone d'appliquer à la résistance palestinienne des méthodes mises au point en Malaisie, aux Philippines, à Chypre, en Algérie, etc. On peut rappeler les travaux de Sir Robert Thompson, conseiller de Nixon pendant la goerre du Vietnam, qui auraient « retourné » les théories de Mao et de Giap (7), et ceux du lieutenant-colonel McCuen (8), s'appuyant sur des expériences de contre-guérilla. Ils divisent la guerre de libération en quatre phases : préparation, subversion, guerre de guérilla et guerre populaire. Une fois déterminée la phase à laquelle en est arrivée la lutte, il a'agit de la faire reculer, étape par étape, jusqu'à son anéantissement.

A présent, le champ d'action de la méistance palestinienne s'est retraétie.

A présent, le champ d'action de la résistance palestinienne s'est retréci : après son retrait de Jordanle et de Syrie, eile est maintenant encerciée au Liban. Mais il serait illusoire de croire que ces replis successifs sont seulement imputables à l'application des « lois » de la contre-révolution. Si nous avons mentionné ces théories,

s'éloigner des masses et à se com-porter sux-mêmes en chefs d'Élat. Une des premières conséquences de ce rapprochement fut l'edoption, par la nouvelle direction de l'O.L.P., du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays arabes. L'adoption de ce principe est le point cruclai qui explique les défaites de la résistance palestinienne, et, en premier lieu, l'issue de l'affrontement avec l'armée jordanienne en septem-bre 1970. c'est uniquement pour souligner l'im-portance des forces que doit affronter portance des forces que doit affronter un mouvement révolutionnaire encore embryonnaire. Par afficurs, la pro-pagande qui a démesurement gonflé les capacités réclies de la résistance, aux yeux nêmes des Palestiniens, a aussi contribué à aggraver la désil-lusion lors de la défaite de Jordanie.

Il est généralement admis que c'est par des défaites militaires que la résistance paiestinienne a pu être affaiblie et son champ d'action resaffaible et son champ d'action restreint. En réalité, ses reculs ont surtout été le résultat d'une série de compromis consentis par la direction. Ces compromis étalent toujours justifiés par la nécessité de garder de bonnes relations avec les gouvernements arabes, afin de sauvegarder la résistance; en fait, ils permettaient à ces gouvernements de mieux controller la résistance en renforçant leur mainnise sur sa direction.

Les récimes arabes eux mêmes

Les régimes arabes eux-mêmes évolusient dans le climat de la « détente ». Conque jusque-là comme la définition des limites à ne pas dépasser dans le conflit Est-Ouest, cette « détente » commengait en fait à prendre un sens plus général : elle devenait un des préaisbles à la politique de nombreur peur de sere à prendre un sens plus général :
elle devenait un des préalables à la
politique de nombreux pays du fiersmonde, qui acceptaient ainsi une
remise en ordre internationale et
l'élimination des « points chauds »
dans le monde. C'est dans ce contexte
qu'il feut comprendre la véritable
signification d'un « règlement politique » au Proche-Orient et les
conditions dans lesquelles l'Organisation de libération de la Palestine a
été recomme au niveau international.
Pour cela, il fallait d'abord que sa
direction passât totalement sous la
coupe des gouvernements directement
impliqués dans ce règlement, ce que
la guerre d'octobre 1973 a permis
de memer à bien. Cette guerre, présentée comme une victoire des régimes
égyptien et syrien, devait leur permettre de négocier à partir d'une
position de force. Elle devait servir
également à réhabiliter la guerre
classique aux dépens de la guerre
populaire. La direction de l'OLLP, a
pu alors utiliser ces deux éléments
pour justifier, à l'intérieur de l'organisation, es participation à un tel
règlement politique.

Après la guerre d'octobre, la direction de l'OLLP, a trouvé apput tantêt

auprès du régime syrien, tantôt au-près du régime égyptien, qui chan-geait de rôle suivant les circonstances. La signature des accords du Sinal en eeptembre 1975 entre l'Egypte et Israël conduisit à un rapprochement entre le gouvernement de Damas et la direction de l'OLP, tesus à l'écart de ce rèplement nartiel. La Svrie la direction de l'O.L.P., teaus à l'écart de ce règlement partiel. La Syrie avança alors l'idée d'une union e'étendant à la Jordanie, et éventuellement au Liban Mais ce projet ne put aboutir, principalement parce que Damas exigeait que la représentation palestinienne à la conférence de Genève soit incluse dans la délégation jordanienne.

La guerre du Liban fut pour le régime égyptien l'occasion de se faire de nouveau (en paroles) le défenseur

de nouveau (en paroles) le défenseur de la cause palestinienne, alors que de la cause palestinienne, ators que l'armée syrienne intervenait contre les forces palestino-progressistes an moment même où celles-cl s'apprêtaient à porter un coup décisif à la droite libanaise. La résistance à la quello se heurta l'intervention syrienne, plus forte que prévu, pouvait, en se prolongeant, placer le régime du président Assad dans une situation critique. La direction de regime du president Assat dans ine situation critique. La direction de l'O.L.P. choisit alors de passer un compromis avec ce dernier, an nom de la solidarité arabe, lors des accords de Ryad et du Caire d'octobre 1976. Le voyage du président Sadate à

Une nouvelle orientation? A ce stade, la résistance se doit de répondre à toute une série de questions et au préalable, de faire le bilan de son expérience passée, tout en continuant à comhatire la politique de compromis et à développer la lotte en Palestine occupée. lopper la lotte en Palestine occupee.

La première chose est de cesser de considérer le problème palestinien comme l'affaire des seuls Palestiniens.

Il faut le resituer dans le contexte de la intie de peuple arabe. Cela s'est réalisé en partie avec l'unité des forces progressistes libanaises et palestiniennes (faut-li rampeler que pour forces progressistes libanaises et pales-tiniennes (faut-il rappeler que, pour sa part, la direction avait déclaré à maintes reprises qu'elle resterait neutre dans le « conflit entre Liba-nais » 1). Il s'agit aussi de rompre avec l'empirisme qui a conduit à tant de reculs, toujours justifiés par des « nécessités tactiques ». Enfin, si la formation d'un véritable front s'impose an niveau arabe, force est de consta-ter ou'an niveau proprement palesan niveau arabe, force est de consta-ter qu'an niveau proprement pales-tinien le Front du refus et l'OLP, ont l'un et l'autre échoné. Le premier n'a pu regrouper ses diverses com-posantes qu'autour d'un programme purement formel; quant à la direc-tion de l'OLP, elle a empêché cette organisation de fonctionner jusqu'à présent comme un véritable front, en la privant de toute démocratie interne (au 12° Conseil national, la presque totalité des deux cent quaire-vingt-douze délégués ont été choisis par la direction en place pour enté-riner des décisions prises à l'avance). Pour ce qui est de la dernière ten-tative de regroupement, entreprise à Tripoli en décembre 1977 s d us à Tripoli en décembre 1977 s du s l'égide de gouvernements arabes, avec la participation des dirigeants de l'OLP, et du Front du refus, elle n's pu aboutir qu'à une caricature de front, connu sous le nom de Front de la fermeté...

A première vue, la situation peut paraître combre : l'impérialisme amé-A premiere vue, la siniation pent paralire sombre: l'impérialisme américain étend son emprise sur le Proche-Orient en utilis ant l'Arabie Saoudite comme principal relais, à part Israël; les initiatives du président Sadate favorisent les visées israéliennes dans la région; sous la conduite d'unc direction qui veut la transformer en un organe diplomatique, la résistance palestinienne a perdu du terrain; les masses arabes sont soumises à une répression accrue et les forces révolutionnaires, faibles et désunles, sont en plein désarroi. Tous ces éléments marquent les progrès de l'impérialisme américain dans la mise en place des conditions d'un règlement dont l'Onion soviétique a toujours été partie prenante, en dépit des tentatives américaines pour l'écarter de la région.

Tontefois, cette approche ne donne

ter de la région.

Tontelois, cette approche ne donne qu'une vue unliatérale de la situation. Toutes les transformations politiques dictées aux régimes arabes par leurs liens avec l'impérialisme américain ne modifient pas les contradictions essentielles qui les opposent aux masses, quels que soient les efforts entrepris pour les masquer (il est, par exemple, hautement douteux que les thuriféraires de la Trilatérale qu'i prêchent un « capitalisme à visage

Jerusalem n'a fait que précipiter le retour des dirigeants de l'O.L.P. dans retour des dirigeants de l'O.L.P. dans le giron syrien.

La recherche d'un règlement dans la région a suivi la politique des « petits pas » de M. Kissinger. L'Egypte et la Syrie sont entrées dans la voie du compromis, en se partageant le travail, ce qui permettait à chacune, à tour de rôle, de déplacer sur l'autre le ressentiment des masses. Sans la caution de la direction de l'O.L.P. ee jen aurait été beaucoop plus difficile.

L'invasion du Liban a contribué AFG

L'invasion du Liban a contribué à clarifier les choses. Les gouverne-ments arabes ont assiste en speciaments arabes ont assisté en specta-teurs à l'agression israèllenne contre la résistance et la plupart ont approuvé l'intervention des forces de l'ONU. Il ne restait plus à la direction de l'O.L.P. qu'à s'engager eile-même, contre la volonté de la masse des combattants, à faire appliquer le man-dat confié aux Casques bleus. Cette internationalisation du conflit consti-tue une nouvelle étape dans la recher-che d'un règlement politique global che d'un règlement politique global dans la régime. Quant aux règimes arabes sur lesquels la direction de l'OLP, e'est constamment appuyée, ils sont prèts, si besoin est, à l'exclure d'un tel règlement. Elle court ainsi le risque de perdre ses alliés comme elle a déjà perdu le soutien populaire du fait de ses atermoiements.

humain » parviennent à convaincre le régime saoudien de se donner lui-même un visage plus progressiste.

Désormais, il y a peu de chances que la résistance palestinienne soit une nouvelle fois la victime de tous ceux qui n'ont fait que jouer avec la lutte armée. Ceux-ci risquent de se trou-ver peo à peu isolés; déjà la par-ticipation de la direction de l'OLP. à la mise en place des forces de l'ONU au Sud-Liban l'a conduite à l'ONU au Sud-Liban l'a conduite à une confrontation duverte avec les combattants (ce qui peut amener certains de ses éléments à e'en détachet). D'autre part, les émeutes en Egypte (janvier 1977) et en Tunisie (février 1978) montrent que les régimes arabes sont toujours meharégimes arabes sont toujours mena-cés. Par ailleurs, malgre un travail de propagande en profondeur pour lui faire admettre le fait accompli israélien, le peuple arabe dans son ensemble, contrairement aux goovernements, est loin de l'avoir accepté. Enfin l'impérialisme americain a de plus en plus de mal à se dissimuler, même sous un déguisement saoudien.

Les revolutions sont eduvent contraintes à des replis ; mais ceux-ci peuvent permettre une nouvelle offenpervent permettre une nouvelle orien-sive s'ils sont l'occasion d'un exameo critique de la situation. Dans le passé, de tels bilans se sont réduits à des exercices académiques. Dans la situa-tion eritique où elle se trouve, la résistance palestinienne saura-t-elle se donner une nouvelle orientation? C'est pour elle une question de vie ou de mort.

GHASSAN EL ALY et LEILA HARB.

(3) En fait, le création de Pain s'est échelonhée sur pluséeurs années à partir de milleu des années 50; en relient généralement comme date d'origine l'année 1955 qui est celle de la première actiou armée.

(4) Cello-ci pouvait aussi résulter és la fusion de Diusicurs groupes, comme ce fut la cas de l'organisation militaire c les Héros du retour s.

(5) Beaucoop d'organisations n'eurent qu'une existence éphémère. En 1970, en en compait plus de treute. Calles qui ont survéeu ou se sont crétes plus tard à la suite ée divère regroupements sont : le Path (de loin la plus importante, doct le principal dirigeant est M. Tasser Arsiat), le Prout populaire de libération de la Palestine (de M. Georges Habache), le Front démocratique (populaire) pour la libération de la Palestine (de M. Anned Jibrill), le Front de libération de la Palestine (de M. Nayel flawatmeh), le Front populaire de libération de la Palestine (de M. Anned Jibrill), le Front de libération de la Palestine (de M. Anned Jibrill), le Front de libération de la Palestine (de M. Aboul Abbas), le Front ée libération arabe la Saika (de M. Zoheir Mohsen), le Pront de lutte populaire palestinienne. Ces huit organisations constituent l'OL.P.

(6) Cf. Higham Sharabi, Palestine Cuerrillas, Their Crediboiry and Elicerticess, Georgetown University, 1970; cl. également The Politics of Palestinien Nationalism, par William B. Quandi, Puad Jabber, Ann Mosaley Lesch, University of California Press, Berkeley, 1973.

(7) Sir Robert Thompson : Defeating Communist Insurgeorg Experience from Malaya and Vietnam, Chattan and Windus, Londres, 1966.

Silence en Egypte?

L ES antolités égyptiennes, sans L recourir aux mesures estrêmes qui sont en vigueur cans d'autres pays, venient donc réduire an silence une soixantaine d'intellectuels et de jour-nalistes, parmi lesquels M. Rassanein Heykal, ancien confident co Nasser, Heykal, ancien confident co Nasser, qui dispose ce nombreux amis en Europe et aux Etats-Unis. Sont aussi visés MM. Mohamed Sic-Ahmed et Michiel Kamel qui ont tous deux collaboré au Monde diplomatique [1]. Quo leur reproche-t-ou? Notamment O'avoir publié des analyses critiques onts des journaux étrangers.

On concott que le gouvernement du Caire en ait conçu quelque agacement. Sa réaction est same conte été différente s'il a'était posé la question : combién ce pays non alignés leissent-la leurs intellectuels s'apprimer, sous la pressa étrapaire e ils leurs intellectuels s'exprimer, sons leur nom, cans la presso étrangère? Cette liberté — étsormais refusée mais cont ou espère qu'elle sera rétablle — contribuait à donner do la société égyptienne nus image quo bien d'autres ponvalent lui envier. Il y avait à cela étauires causes. Le voyage du président Sadate à Jérusalem lui avain dans le moude, un pressine que vain, dans le monde, un préstige que n'a pas diminué l'intransigence d'Israël. Le 21 mai, la population n appronvé des « principes démocra-tiques » dout on pouvait attendre

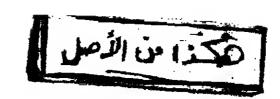
e'heureux développements. Seralent-lis déjà tenus en lisière? Chacune do ces initiatives avait certes ses limites, mais les signaler ne pouvait rien comporter d'offensant.

Alors pourquol, par des mesures-répressives, ternir la réputation d'un grano pays ? Cans doute parce que ce graves difficultés économiques—qui ont été analysées ici — inquiètent le gouvernement du Caire. Une nonvelle explosion sociale est en effet à redouter. Elle acrait en partio la conséquence d'une « ouverture économique » qui n'a pas conné les résultats escomptés. Les sanctions prises contre des intellectuels n'y changeralent rien. L' a infitah » no peut privilégier la liberté do mouvement des capitaux an Oétriment on ilbre échange des idées. Le Monde diplomatiques remercie ses collaborateurs égyptiens d'avoir participé à ce débat avec une tello persplicacité et gardo l'espoir que le dialogne sera renoné.

C. J.

(1) Voir los article de Mobamed Sid-Ahmed Cans nos numéros de mai 1978, ianvier 1978, mars 1977, octobra 1974 et mars 1972, ainsi que l'article de Michel Kamol en éécembre 1975,

1015 ALED EG ANS ET Alors ceci vous conc The special systems 4. PLACE DE the state of the second e ini e frant 184.EQULEVARD N 5 and a structure ments de 2 et 4 GRENELLE - CH in value exercise IMMEUSLE NEUF . LI Celle rakingsh parall Cars Le



CUT CEL Branch Trees region a 1 S ...

twen ation de seu aum : -Clarify (1) Prouve NU 1 De TOLP dan nonabes The Son transfer of t

ientation 🦠

res.m. 1 4 a ALC: COL RAIL Print Evint Ke P

OF ALLAN IN AL 1.00

1423

Les classes moyennes pourront-elles imposer des réformes ? E jeudi 27 ayril, les autorités afghanes annoncent la découniste ». Complot parmi tant d'autres depuis le 17 juillet 1973, date du « coup d'Etat » du prince Mohammad Daoud. Le lendemain, vendredi, jour de repos des Afghans, Radio-Kaboul annonce la mort de Daoud, le « démagogue et traitre à la nation » : ayant refusé de se rendre aux forces révolutionnaires, il a été tué, « Pour la première jois dans l'histoire de l'Aighanistan, les derniers vestiges de la dynastie Nader Khan, cruelle et oppressive, sont supprimés », déclare le général Abdul Queer, chef de conseil révolutionnaire des forces armées.

jusqu'aujourd'hul comme nécessaire à la survie politique et économique de l'Afghanistan, M. Taraki et ses amis de l'Argnanistan, M. Taraki et ses amis souhaitent la poursuivre. Ainsi, le coup d'Etat du 28 avril serait bim l'œuvre des seuls Afghans. Il s'agit de reprendre et de poursuivre l' « action révolutionnaire », commencée il y a cinq ans, avec l'instauration de la République qui, sous Daoud, ne fut jamais qu'une simple révolution de palais.

révolution de palais.

En 1973, le clan royal des Moussahiban, soucieux de conserver le pouvoir, transforme la monarchie délabrée de Zaher Shah en une République dont la direction est confiée à un membre de ce clan, Daoud. Ce personnage autoritaire, qui a déjà fait ses preuves entre 1953 et 1963 (abolition du port obligatoire du voile, modernisation de l'armée, accorda de coopération avec les grandes puissances, nationalisations et grandes familles de l'aristocratie qui cherchent à préserver leurs privilèges. En effet, depuis 1965, date des premières manifestations étudiantes, la royauté est menacée. Un courant démocratique « souterrain a prend naissance parmi les classes moyennes, dont les enfants ont séjourné à l'étranger. Ceux-ci se rassemblent autour d'intellectuels, de politicleus démocrates tel Nur Mohammad Taraki. Parmi cette classe de politiciens democrates tel Nur Moham-mad Taraki. Parmi cette classe de « frustrés » qui est sous-employée, sous-payée, on compte de nombreux officiers de l'armée et de la police, souvent frères ou cousins de jeunes ingénieurs ou médecins qui u'arri-veut pas à trouver d'emploi.

Les causes d'un échec

En 1973, uon seulement les bour-L'geois voulaient se débarrasser de l'aristocratie et de ses privilèges, mais l'aristocratie et de ses privilèges, mais les petits paysans, soutenus par les chefs religieux, insultatent publiquement le nom du roi, dont la « vie dissolue » et les « réformes » étaient contraires aux principes de la tradition islamique (1). Au mois de juillet de cette même année, le clan des Moussahiban laisse un complot de jeunes officiers s'organiser, puis le noyaute., Daoud n'a plus qu'à laisser partir son beau-frère, le roi Zaher, pour l'Italie. Le 17 de ce même raois, Daoud, porté par l'armée, décrète l'abolition de la monarchie et se fait acciamer comme sauveur de la nation. Un mois plus tard, Zaher, en exil à Rome, abdique et se déclare simple citoyen afghan, prêt à se mettre au service de som pays. Ce qui lui permet de recevoir une pension de plus de 30 000 francs par mois. Cela suffit déjà à discréditer le président. Le peuple voit en lui « le chacal qui a remplacé le loup ». Pendant ses cinq années de « règhe », Doond resters en contact permanent avec son cousin Zaher, grâce aux allées et venues de som frère Naim, sorte d'éminence grise de la diplomatie afghane.

En cinq ans de République, l'Afgha-nistan ne connaît pour ainsi dire aucun changement. En dépit de grandes promesses — réforme agraire, lutte contre la cotruption, dévelop-pement de l'éducation et de l'hygiène, rétablissement des libertés politiques

Par JEAN-CHARLES BLANC *

et démocratiques, — l'œuvre de Daoud se réduit à peu de chose. Un nouveau drapeau, une nouvelle monnaie, une plus grande censure, on culte de la personnalité (portraits peints sur les édifices publics et aux détours des routes nationales). Un nettoyage des rues de la capitale : colporteurs et marchands de quatre-naisons voient se réduire leur liberté de circuler ; les bourgeois doivent cimenter à leurs frais les trottoirs de leur quartier, ceci après avoir payé un impôt à cet effet ; la police « réglemente » la circulation et fait fermer les « discothèques ». Quant aux Afghans, ils n'ent plus le droit de recevoir chez eux des amis étrangers.

Dans les campagnes, le gouverne-ment fait installer de nouveaux dispensaires out, faute de personnel et dispensaires qui, faute de personnel et d'équipement, restent souvent fermés. Ici ou là, les enfants sont invités à venir g'asseoir sur le sol de terre battue de nouvelles écoles où il n'y a qu'un seul instituteur pour un enseignement qui va de la découverte de l'alphabet aux premiers rudiments d'anglais et de biologie. Quant à la réforme agraire, une circulaire ments d'anglais et de biologie. Quant à la réforme agraire, une circulaire a été publiée en 1976. Il est prévu de limiter la taille des grandes pro-priètés. Le président donne l'exemple en revendant une part de ses terres. Mais seuls les riches peuvent tache-ter la terre irriguée. La non-applica-tion de la réforme est inscrite au

* Auteur de l'Alghanistan et ses popu-lations, éditions Complexe, Brukelles, 1976 (distribué en Franco per les P.U.F., 41 F).

passif d'une administration incapable de mettre en place une politique de crédit. Les grands féodaux refu-sent, en fait, de céder la moindre par-celle de leurs privilèges : il leur est tellement facile de soudoyer tel ou tel fonctionnaire, dont le salaire est devenu insuffisant. L'inflation accèlère la corruption que Dacud avait promis d'éliminer.

Accédant au pouvoir avec l'aide des militaires

d'éliminer.

Les Jennes des villes, privés d'espérance d'avenir, s'expairient de plus en plus vens l'Iran, les pays du Golfe, l'Inde. En Afghanistan, rares cont ceux qui croient pouvoir trouver une situation intéressante. Ceux qui ont de la fortune se rafusent à investir dans le pays, par crainte des nationalisations. Les caisses des banques ne permettent guère à ceux qui ont un certain esprit d'entreprise de réaliser quoi que ce soit. Aussi l'industrie, embryounaire, ne connaît aucun développement. Quant aux grands projets envisagés depuis cinq ans (routes, chemin de fer, aménagement du Bas-Helmand), ils restent à l'état d'ébauches. Néanmoins, la télévision en couleur fait son apparition— à Kaboul seulement : deux ou trois heures de programmes quotidiens visibles par les plus fortunes. De plus, tout en profitant d'une coopération internationale tous aximuts, l'Afghanistan est victime des rivalités entre experts étrangers : les plus habiles savent corrompre les hauts fonctionnaires pour faire échouer tel ou tel projet concurrent. Et le pays ue bénéficie guère de la masse de devises mises à sa disposition.

En ce qui concerne la vie poli-tique, Daoud s'est contenté de réunir une assemblée de notables (loya jirgha) non élus, choisis par accla-mation lors de « réunions de vil-lages » ou « de quartiers ». Promises, les élections sont sans cesse ajournées. Aucun parti politique n'est autorisé. Aucun parti politique n'est autorise.

A mesure que les années passent, le pouvoir du président se fait plus proche de l'absolu. Le prince élimine, les uns après les autres, ceux qui l'avaient aidé à fonder le uouveau régime. Cioïtre dans son palais. Daoud semble de la company de l Cloitré dans son palais, Daoud semble de plus en plus se méller de son entourage. Depuis 1973, il a dû faire face à une bonne douzaine de complots, contre-coups d'Etat et émeutes sanglantes. Les forces conservatrices du Parti islamique (Ekhwani Muslemin, qui trouvent un soutien au Pakistan, veulent se débarrasser de ce président « trop moderniste » pour instaurer une sorte de régime à la libyenne. Elles ont des partisans dans l'état-major et les milieux d'affaires du bazar. La « gauche »,

CERJI

CABINET

Visite sur place au bureau de vente 44, rue Albert-Sarraut - Tél. 953.05.08

CORTAMBERT

pousse Daoud à réprimer les complo-teurs réactionnaires. Jusqu'au jour où cette même « gauche » est mise sur la touche. Daoud écarte ses ministres ou conseillers trop influents en leur offrant des postes à l'étranger. Il garde à ses côtés les figures les plus mé-diorres et va même jusqu'à réhabi-liter des personnalités de l'ancien, résime.

Les résistances au changement CEUX qui avaient fonde quelque espoir dans le coup d'Etat du 17 juillet 1973 se décident finalement à agir. de peur de se voir pris de vitesse par la réaction qui, par bien des côtés, peut bénéficier d'un plus grand soutien populaire. Le 28 avril dernier, ils sortent victorieux du nutsob

A première vue, le nouveau régime de Kaboui veut faire preuve de démo-cratie. Dans la formation de son gouvernement, M. Taraki a tenu compte de la grande diversité ethnique du pays. Au risque de mécontenter les tenents du nationalisme pachtoun et certains partisans d'un islam pur, il a choisi comme ministre des affaires sociales une femme non pachtonn. Quant aux militaires, ils sont très minoritaires eu sais du sont sont très minoritaires au sein du gou-vernement. M. Taraki est toutefois obligé de compter avec eux : depuis un siècle, l'armée joue on rôle pré-pondérant dans la vie de la nation.

pondérant dans la vie de la nation.

La révolution du 28 avril sauratelle réussir là où celle de 1973 a échoné? Les classes moyennes qui viennent de prendre le pouvoir sont certainement, plus soncieuses de réformes que les dirigeants précédents. Mais elles vont se heurter à la résistance des « féodalités » et à la faiblesse des ressources dout, dispose le pays. Pois-de-vin et prévarications ne peuvent disparaître du jour au lendemain. En outre, Pakistanais et Iraniens seraient tentés de s'immiscer dans les affaires du pays si le régime en venait à prendre une orientation par trop pro-soviétique. L'Afghanistan semble pourtant loin d'être mûr pour un régime « communiste ». L'esprit de l'islam fait lol. Le chah d'Iran devrait ne ren avoir à craindre. Il pourrait, par contre, refuser d'aider un régime nationaliste et démocratique dont l'action lui rappellerait celle du D' Mossadegh.

(1) CL « L'Afghanistan entre la tradi-tion et le modernisme », reportage de Jean-Charles Blanc, le Monde diploma-tique, asptembre 1973.

28, Rue des Bernardins, PARIS Vo

RENOVATION DE HAUTE OUALITE

Studios 2 p., 3 p. Un très beau duplex

191, Rue St-House, 260.30.15

ACHAT - VENTE

APPARTEMENTS - IMMEUBLES - TERRAINS

LEVALLOIS

500 m2 emv. - Blen tralté-comme hôtel particulier Marbre - Assesseur - 6 lignes téléphoniques Perts Intérnasseur Tél. jours govrables 15/16 hours : 588.88.00

A VERSAILLES

Dans très belle résidence Pierre de Taille

" LE TURENNE " Restent disponibles quelques beaux appartements

Tél. 950.35.72

SI VOUS DESIREZ ACQUERIR OU VENDRE:

BIEN PLACÉ MÉTRO LOUISE MICHEL ET PÉRIPHÉRIQUE BEAU PETIT IMMEUBLE COMMERCIAL ET BUREAUX - RÉCENT .

Agence 17 e 924-91-13 / 766-46-03

PARIS ILE-DE-FRANCE

PENSEZ A L'AVENIR

YOUS AVEZ 60 ANS ET PLUS Alors ceci vous concerne Yous pouvez solon votre age payer 30 à 55% de la valeor d'un apparle-mont neut, récent ou ancien à PARIS ou dans la proche Banileue. Vous pouvez alors jouir d'un droit d'usage et d'habitation, Vous pouvez y habiter votre vie durant.

4, PLACE DES VOSGES

PARIS

EXCEPTIONNEL APPARTEMENT DE HAUT STANDING 8 pièces - Dépendances - Garage - 280 m2 : 1,950,000 F

Exclusivité ETUDE DES VOSGES

5, rue du Pas-de-la-Mule, 75005 Paris - Tel. 278.09.40

164,BOULEVARD MONTPARNASSE

Un petit immeuble de prestige près des jardins de l'Observatoire

PROMEX : 65, rue Rennequin, Paris 17" - Tel. 755.82.10

GRENELLE - CHAMP-DE-MARS

106-108, boulevard de Grenelle. Paris XV IMMEUBLE NEUF - LIVRAISON IMMEDIATE

2 iuxpeux appertamente de 2 et 4/5 plèces ayec beloons loggies nt encore disponibles - Visites s/place 1., mer., v., s. eprès-midi cu sur R.V.

A l'étranger, les auteurs de ce nouveau putsch sont des inconnus. Sans attendre, la presque totalité de la presse occidentale fait chorus pour voir là l'œuvre de l'Union soviétique. Affirmation étayée par le fait que Moscou est — comme lors du coup d'Etat de juillet 1973 — la première capitale à reconnaître le nouveau gouvernement de Kaboul Ce gouvernement est placé sous la direction de Nur Mohammad Taraki, hâtivement considéré comme un aillié des Soviétiques puisqu'il aurait été le leader d'un parti « communiste » afghan pro-soviétique, le Khalq. De plus, il est entouré de jeunes officiers et de civils formés à Moscou. Cela signifietal pour autant que le « coup » a

t-il pour autant que le € coup s a été téléguide?

Les deux pays out une frontière commune de plus de 1200 kilomètres et, depuis près d'un quart de siècle, le Kremlin accorde à l'Afghanistan une aide économique et militaire importante. En échange de quoi ses coopérants contrôlent l'exploration des ressources du nays, pour a rempourage.

coopérants contrôlent l'exploration des ressources du pays, pour « rembourser la dette ». Les diplomates russes auraient-lis tant à gagner en faisant basculer dans leur sphère d'influence ce pays pauvre, dont l'importance stratégique d'hier peut paratire bien désuète à l'heure de l'électronique et de l'atome? Le Kremiin poursuit-li toujours le rêve de Pierre le Grand : avoir un accès direct vers les mers du Sud?

Quel intérêt les nouveaux dirigeants afghans auraient-lis à brader l'indé-pendance de leur pays? Depuis près de deux siècles, les chefs de cette nation ont tout fait pour éviter de tomber dans une sphère d'influence. Ils out su refuser de signer tout

pacte ou traité, notamment avec Washington ou Moscou. Leur poli-tique de non-alignement, considérée

INVESTISSEURS CECI VOUS CONCERNE Un placement de choix Savez-vous qu'il vous est possible d'acquêrir la nun-propriété d'un NAIM 8, rue La Boetie. PARIS 75008 appartement en payant seutement 45 à 70 % de 3a valeur. En effet, le montant de la pue-propriété dépend de l'âge du ou des béné-ficiaires du droit d'usage et d'usufroit

VIAGERS-F. CRUZ SA Tél. 266.19.00

29-31, RUE ALEXANDRE DUMAS - PARIS 11º

Résidence

UN PETIT IMMEUBLE DE 6 ETAGES AUX PRESTATIONS DE QUALITES **DU STUDIO AU 5 PIECES**

MANERA S.A. 96. AVENUE D'IENA - 75116 PARIS - TEL 723.72.27 _

S. and time The pli Staris IMMEUBLE ENTIEREMENT RESTAURE

25. av. du Mai Maunoury, face au Bois, 75016 PARIS En cours de réalisation : des appartements de très grand standing à prix F.&D.

AU CHESNAY-VERSAILLES

près Piece de la Loi A voudre trie bel appartament de 6 pièces au 3º étage Pour Rendez-vous: Agence PHILMO - 27, rue Carnol, 78000 VERSAILLES Tel. 950.55.72

> MAISONS - LAFFITTE Bei lanneshie en Pierre de Taille en cours de construction 51, rue des Loges du 2 au 4 pièces on: Société DERIM, 29, rue Tronchet, 75000 PARIS - Tél. 268.32.74

à 1/2 h de Deauville Louis XV d'époque, avec belles bois

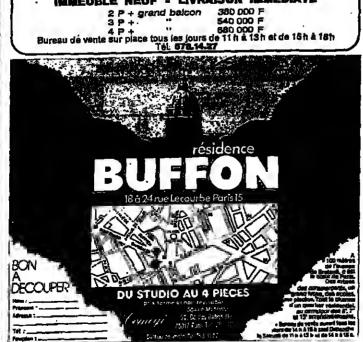
appartement, hôtel particulier ou immeuble à PARIS on douaine ou propriété jusqu'à 200 km de Paris olter NI¹¹ NIEYER SABATIÉ. Conseil et Mindanire immediater depuis 1020

Sur rendez-vous, Agence PHILMO

27, rue Carnot, 78000 VERSAHLLES

Construction 1971 - Très gd stand, ha amérnaghe-néjour 50 m² avec cheminée-5 chambres 2 bains-cuisiné entièrement équipée-sous-sol total sur 600 m² payangè; 1,200,000 F Sur place samedi après-midi et landi 25, av. de Oto-Geneviève, MORSANG-SUR-ORGE (21) Tel.: 015.75.57 (mar. an a. .) - 14 20.72 (dim. et lum)

Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire du Monde. Prochaine parution le 6 juillet 1978. Renseignements MULTIMEDIA, 271-32-55.



igypte ?

186 EFF=1 11 Mark Tra wagen at Airelle ... - ز فرو 1 2 4-2 encertain Ph. 7 ##E 21 3- 1 14 S 144

· gaganta $\text{Seg} : \mathcal{M} \times \mathbb{R} \setminus \mathcal{D}$ 1134



En dépit de sérieuses difficultés économiques

Une nouvelle chance pour le «réformisme démocratique»

Turquie, celle de graves difficultés économiques, de la violence, de l'instabilité politique et des élections. Ces dernières — législatives en juin, municipales et provinciales en décembre — ont confirmé une nouvelle poussée très nette de la gauche modérée représentée par le Parti républicain du peuple (P.R.P.) et un recul de la droite, même si celle-ci conserve la majorité absolue des suffrages.

des suffrages.

L'exode rural, le développement des mass media, la mobilité sociale, le libre exercice des droits syndicaux, une industrialisation rapide sont à la source d'une prise de conscience politique. L'incapacité du pouvoir à faire face à la violence, une hausse des prix qui lèse essentiellement les couches défavorisées de la population et l'extension du chômage ont fait virer à gauche une partie des électeurs. La démission en décembre de onze députés du Parti de la justice, aile forte du gouvernement précédent, a précipité l'effondrement du « front nationaliste » tiraillé par ses dissensions internes.

Composante majeure de la coalition gouvernementale actuelle (1), le Parti républicain du peuple, qui a l'âge de la République, était à sa naissance une formation populaire, sinon populiste, ayant l'ambition de mobiliser les masses. Après avoir cédé le pouvoir, en 1950, au parti démocrate d'Adnan Menderes, porte-parole politique de la bourgeoisle naissante, le P.R.P. fut le principal parti d'opposition pendant plus de vingt ans et a pris, vers la fin des années 60, sous l'impulsion de M. Billent Ecevit et de ses amis, un caractère social-

démocrate résolument axé sur le monde moderne et les réformes économiques et sociales.

Parti attrape-tout, le P.R.P. réunit autour de lui des couches sociales très divenses : petits paysans, paysans sans terre, intellectuels, fonctionnaires. Les voix de la classe ouvrière sont aussi attirées par le programme réformiste du P.R.P., comme en témoigne la très forte augmentation des suffrages qu'il a recueillis dans les quartiers populaires des grandes villes industrialisées. Les prises de position des syndicats progressistes et de la centrale syndicate DISE, à orientation socialiste, sont pour heaucoup dans ce mouvement de voix. Les milieux d'affaires, inquiets des projets d'industrialisation démesurés du professeur Erbakan dont les amis détenaient le ministères-clés de l'économie nationale, soutiennent également le P.R.P.

Plus proche des socialistes sud-

nale, soutlement également le P.R.P.

Plus proche des socialistes sudeuropéens, le P.R.P. préconise une troisième voie entre le capitalisme et le socialisme. En fait, ce qu'il veut développer, c'est une économie mixte dans laquelle le capitalisme bureaucratique gérerait les entreprises économiques d'Etat tandis que subsisterait un secteur privé, plus ou moins large, tantôt harcelé, tantôt encouragé, selon la conjoncture.

De l'autre côté, représentant les intérêts de la bourgeoisie industrielle et financière, le Parti de la justice (P.J.), vainqueur des élections législatives de 1965 et 1969, où il avait obtenu la majorité absolue des déges, maigré le système de représentation à la proportionnelle en vigueur, était sorti très diminné des élections de

1973. Indéniablement touché par la concurrence du parti démocratique (P.D.) et surtout dn Parti du saint national (P.S.N.), il a cédé, depuis cette date, la première place à son rival social-démocrate. En juin 1977, il a récupéré une grande partie des voix qu'il avait perdues lors de la consultation électorale précédente au bénéfice du parti démocratique. L'effacement de ce dernier, qui n'a pu faire élire son président, M. Ferruh Bozbeyil, traduit dans une certaine mesure le déclin de la bourgeoisie agraire dont il représentait les inté-

Par SEMIH VANER *

rèts, an profit de la bourgeoisie industrielle. industrielle.

Le Parti de la justice, que les derniers échecs électoraux et son alliance avec les deux partis d'extrême droite (le Parti du salut national et le Parti du mouvement nationaliste — P.M.N.) ont transformé encore davantage en parti conservateur, a préféré jouer la politique de l'autruche et a essayé de gagner du temps. Il se trouve maintenant placé au pled du mur. A moins d'une rénovation que réclame d'ailleurs son aile « gauche » (représentée par M. Kännan che » (représentée par M. Kämran Inan, ancien ministre), consciente de ce qu'elle serait la première à faire les frais d'un « glissement » plus à droite du parti, le P.J. risque de

Assistant à la faculté des sciences sociales et économiques de l'université de Bursa.

somement

ni secta-

nsme:

subir le sort qui fut celui du P.R.P. dans les années 60 et de continuer à s'affaiblir. Les régions dans lesquelles le parti de M. Demirel a conservé ses positions sont en général, à côté des provinces de l'Ouest, celles où l'urbanisation et l'industrialisation sont très lentes. Les dernières consultations électorales confirment, na r

à côté des provinces de l'Ouest, celles où l'urbanisation et l'industrialisation sont très lentes. Les dernières consultations électorales confirment, par ailleun, dans certaines régions, un effritement des voix du P.J. au profit surtout du P.M.N. De plus en plus nombreux sont ceux qui, dans le parti, dénoncent la « junte » rassemblée autour de M. Demirel qui a fait longtemps de l'anticommunisme son cheval de bataille préféré et a négligé d'accomplir les réformes en laveur des masses M. Demirel, qui n'est plus l'homme irremplaçable de Washington, s'est aliéné également le soutien des milieux économiques, ce qui fut une cause décisive de sa chute.

Largement responsable des incidents qui out ensangianté la Turquie durant ces demières années, le P.M.N., champion du nationalisme intégral, est en passe de ravir au P.S.N. la place de troisième grande formation politique du pays. Parti d'extrême droite dirigé par l'ancien colonel Türkes, le P.M.N., qui eraite l'unité avec les pays d'ethnie turque, a en effet presque triplé ses voix par rapport aux élections de 1973.

Quant au Parti du saiut national, qui est le successeur du Parti de l'ordre national interdit en 1971 par la Cour constitutionnelle en raison de ses activités autilisiques, il est en fait l'émanation réactionnaire des couches sociales menacées de disparition par une évolution capitaliste de plus en plus accélérée et politiquement représentée par le Parti de la justice. Ayant perdu la mottié de ses représentants aux dernières élections législatives, il pourrait éventuellement voter, avec le P.R.P., les lois en faveur d'une démocratie plus large, notamment la suppression des articles du code pénal qui apportant des restrictions à la liberté d'expression, non pas parce qu'il est partisan convaincu d'un pluralisme politique vérteble meia nour se mettre à l'ahri

sion, non pas parce qu'il est partisan convaincu d'un pluralisme politique

Violence, inflation et chômage

TUN des problèmes primordiaux du L pays est, à n'en pas douter, la violence politique qui a fait de la Turquie « l'Argentine de l'Europe ». Les règlements de comptes entre organisations d'entrême gauche et d'extrème droite ont fait près d'un millier de victimes depuis la constitution, il y a trois ans, dn premier gouvernement de coalition baptisé « front nationaliste » par ses auteurs. La droite fascisante regroupée dans les Foyers de l'idéal, association proche dn P.M.N., mise sur une « stratégie de la tension » en vue de faire basculer le pays vers l'extrème droite. Quant à la droite libérale, qui a, pour ainsi dire, monopolisé le poovoir depuis vingt-huit ans — si l'on excepte quelques gouvernements de contre durée autreuse. voir depuis vingt-huit ans — si l'on excepte quelques gouvernements de coalition de courte durée auxquels a participé le P.R.P., au début des années 60, et, plus récemment, en 1974, avec le P.S.N., — par le biais du parti de la justice ensuite, elle a favorisé un developpement industriel anarchique produisant parfois une croissance rapide, mais conduisant à la division de la société entre une minorité qui vit sa « société de consommation » et une large majorité prolétarisée.

prolétarisée. Le pays a connu une croissance régulière et élevée pendant plus de dix ans. Le taux de croissance indus-trielle qui, depuis plusieurs années, se situe aux alentours de 10 %, a été

(1) Les deux autres petits partis représentée dans le gouvernement, sirième à voir le jour depuis le retour à une vie démocratique normale (octobre 1973), et qui s obtenu l'inventiure du Parlement le 17 jenvier, sont le parti démocratique (un vice-premier ministre, un seul représentant à la Chambre), issu d'une scission du P.J. en 1970, et le parti républicain de la confisance, présidé par M. Turhan Feyziogiu (un vice-premier ministre et un ministre d'Etat pour ses deux élus à l'Assemblée) issu de deux scissions du P.B.P. en 1967 et 1972. Quant aux « indépendants », pour la plupart dissidents du P.J., dix d'entre eux détiennent des portefeuilles ministériels.

maintenu cependant au prix d'une inflation (l'une des plus élevées parmi les pays de l'O.C.D.E.) et d'un endettement à court terme qui débordent tout contrôle. L'expansion a entraîné, par ailleurs, un fort déficit : accroissement considérable des importations, haisse des exportations, stagnation des envois de fonds des travailleurs émigrés en Europe occidentale. C'est surtout le manque de réserve pour financer les importations qui préo cupe le gouvernement. La cris énergétique entrave considérablemen. le développement industriel du pays.

cupe le gouvernement. La criténergétique entrave considérablemen. le développement industriel du pays. L'avenir des sociaux-démocrates dépend également des solutions qu'ils sauront apporter au problème du chômage, qui atteint 15 % de la population active.

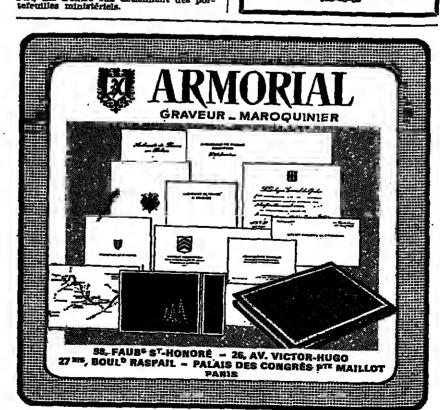
Quant aux questions extérieures, le nouveau gouvernement, beaucoup plus homogène que le précédent, devrait pouvoir définir une politique plus cohérente. Convaincu, en ce qui concerne la question chypriote, qui occupe toujours le devant de la scène, de la nécessité d'un « Etat fédéral, indépendant, non aligné, birégional et bicommunautaire » dans l'île, M. Ecevit a énumére les cinq principes sur lesquels devrait à son avis, s'appuyer l'accord définitif : assurer une paix durable, respecter les intérêts des deux communautés de l'île, être conforme aux intérêts de la Turquie et de la Grèce, comporter des garanties que les incidents passès ne se reproduiront plns et tenir compte de l'équilibre stratégique dans la Méditerranée orientale. Fldèle à sa politique tendant à renforcer l'« indépendance nationale » et décidé à faire sortir le pays de l'isolement diplomatique où il était longtemps enfermé, le premier ministre multiplie les contacts à l'extérieur. Ses visites récentes à Belgrade et à Sofia, la participation de la Turquie — pays les contacts à l'extèrieur. Ses visites récentes à Belgrade et à Sofia, la participation de la Turquie — pays laic — à la conférence des ministres des affaires étrangères des pays islamiques à Dakar, la décision d'Ankara d'établir des relations diplomatiques avec La Havane, où se tiendra, l'année prochaine, le « sommet » des pays non-alignés, le resserrement des relations économiques avec la Libye, sont les premiers signes de l' « aggiornamento » de la diplomatie turque. Quant aux relations turco-américaines, elles risquent de n'être plus comme auparavant, même si le Congrès votait finalement la levée de l'embargo qu'il maintient sur les armes destinées à la Turquie.

Après avoir traversé une grave crise, dont l'origine remonte, en fait, à l'intervention des militaires en mars l'intervention des militaires en mars 1971, et dont on pouvait craindre, à juste titre, qu'elle n'ouvre la voie à des aventures, la démocratie turque est entrée dans une nouvelle phase. Elle a encore bien des adversaires — jusque parmi les représentants des partis politiques. Si elle n'était pas accompagnée de réformes économiques et sociales, elle risquerait de n'être que le jeu dérisoire et éphémère d'une minorité, un mythe favorisant le maintien au pouvoir des castes dominantes, et de profiter ainsi à ses dominantes et de profiter ainsi à ses adversaires qui révent d'un régime

LES DROITS DE L'HOMME ET LA GUERRE CIVILE EN IRLANDE DU NORD. — Deux erreurs d'impression se sont glissées dans l'article de Dora C. Valsyer (« D'un ghetto à l'autre » para dans le numéro de mai. 1° Le parti irlandais républicain et socialiste (Irish Repoblican and socialist Party) a été créé en 1974, et non en 1947). 3° A la fin de l'avant-dernier paragraphe, il falialt lire : « Leur isolement contribute à brouiller une information déjà confuse, d'où le succès, l'an dernier, de la propagande menée par le mouvement » (et non le « gouvernement »).

CITE UNIVERSITAIRE

«PAVILLON DU LAC» Ouvert tous les jours rue Gazan (Paro Montsouris) 538–38–52



29 MAI 1978, LE MONDE ET TELERAMA CREENT UN NOUVEAU MONDE.



Aujourd'hui la musique est partout. Télévision, radio, cinéma, concerts, disques, festivals, cassettes, chez soi,

mier numéro du

"Monde de la

Musique".

Mensuel

dans la rue, dans l'auto : la mu- opéra, chanson, musique sique est présente à tout moment, sous une multitude de formes. En même temps qu'elle foisonnait,

la musique a changé. Aujourd'hui, ensemble, Le Monde et Télérama publient le pre-

de toutes les musiques, son ambition est d'être complet, sans cloi-



musique classique, iazz, rock. contemporaine, traditionnelle, savante, populaire.. Et d'être

utile, aux mélomanes comme aux amateurs: calendrier des concerts et des festivals, présentation des nouveaux disques, éducation musicale, instruments,

hi-fi... Le Monde de la Musique, un mensuel dinformation vivant, comme les musiques elles-mêmes. Chez votre marchand

de journaux, 7 F.

LE MONDE DE LA MUSIQUE



DES SERATÉGIES

Constitute Betrieben Harrier (IV) of the Author The Million of the Stantist

The first term of the first te

otern quelle sezza a cre

par la selection de par la selection de par la selection de production par la selection de periodica de meant de la companion parde de meant de la companion d

de loustage lui res

landa di arab

s one-que - « presisibles, an cours one comments of le lecteur » toma separance » la dissuation peut p

A DIALOGUES BUT LA DEFENSE

DEFENSE

CINEMA SERVICE PUBLIC -- 17, 47 Bar

STATE CARPAGES



.....

1.717

« DES STRATÉGIES NUCLÉAIRES », de Lucien Poirier

Par YVES FLORENNE

EUROPE

* Institut des relations internationales, Dijon. 1976, 171 et 289 pages, 30 F 1¢ volume.

Dijon. 1976. 171 et 283 pages. 30 f le volume.

Au début des samées 60, et sûn de ne pas laisser le champ libre sur Etats-Unis et à l'Union soviétique, cartains pays auropéens so lanchent dans des activités spatiales. Très vite, ils ressentirent la nécessité d'une union au niveau de l'Europe, en raisen de l'importance des moyens financiers et techniques à mettre en œuvre. Mais, comme le souligne l'auteur, ai « les pays européens étaient bien d'accord pour collaborer ensemble (...), ils ne l'étaient pas sur la finalité de l'Europe spatiale qu'ils devaient erter s. Pour in france, c'est e l'idés de l'independence européenne » qui prime : la Orande-Bretagne est « plus attanhés à l'idés de rentabilité économique qu'id celle de l'indépendance politique » ; les allemands, quant à sur, volent dans l'Europe spatiale « le moyen d'accèder à une technologie (...) que ni leurs alliés actuels, si les pays de l'Est ne les nutoriseront d'éveloppes seule ». In ou les crises successives de l'Europe spatiale, avec pour corollaire le éveloppement des programmes nationaux et le recoure à ln coopération bilatérale.

L'auteur étudis dans le tome I les actions nationales et les actions bilatérales des Etais européenne et leur participation à des activités multilatérales non spécifiquement européennes : le toms II est consant à la coopération européenne (institutions, activités in politiques dans le domaine spatial).

C. T.

ASIE

ANTHOLOGIE BE LA LITTERATURE VIETNA-

MINNE, teme IV: de 1845 à ses jeurs.

** Éditiens en langues étrangéres, Banot,
1977, 715 pages.

Présenté par Nguyen Khac Vien, sans
doute le plus célèure des intellectuels
vietnamiens actuels, il s'agit du dernier
tome de la plus fouiliée des anthologies
de la littérature du Vietnam. Ce tome
est le plus original, puisqu'il nous fait
connaître en français des écrivains vivants,
ou morts récemment, dont les ceuvres
sont intronvables en français des écrivains vivants
ou morts récemment, dont les ceuvres
sont intronvables en fraduction. Il s'agit
pour la plupart d'ouvrages « résolutionnaires » dans un paye tout entier tendu
vers la « Rédentions ». De ce fiertière
« patriotique » est bien entendu exclu,
et il faut — du moins en partie — le
regretter, toute la littérature publiée au
Sud pandant les régimes antécemmunistes
de 1854 à 1975, ainsi qu'une littérature
« coloniale » ou de Vietnamiens vivant
à l'étranger et écrivain par example en
français. Notous, parmi ces écrivains et
poètes, la personnalité de Chu Van, qui
a en se détacher du stéréctype pour
décrire la complexité d'une société en
mutarion et qui n'a pas craint da toucher
à un sujet brillant : la difficie insertion
des estholiques du Nord dans un régime
socialiste.

P. de B.

C. T.

1 Thomson

les vingt dernières années, ont témoigné, au-delà de leurs compaissances et d'une réflexion professionnelle approfondie, au-delà même d'une pensée militaire vigoureuse et neuve, d'une capacifé de pensée tout court on plutôt de hante et langue portée, qui n'était plus depuis longtemps le fort des chefs les plus étoilés (le lleutenant-colonel de Ganlle en sut d'ailleurs, permet à Lucien Poirier de dire, d'entrée de jeu, que la nouvelle « école stratégique française est la seule originale » dans le monde uneléaire actuel. Raison de plus pour être incomprise et dénigrée, non seulement au dehors, mais plus encore au dedans. Le fait nucléaire a bouleversé la stratégie — au sens total : militaire et politique — comme fi a bouleversé les consciences. Il en faudrait davantage, si l'on ose dire, pour changer les habitudes. Le fer à repasser thermouncléaire peut se révèler impuissant coutre les plis et faux plis de l'esprit. On en a de beaux exemples au cours de ces pages; mais comme incidenment : ce livre n'est en rien polémique; c'est un traité à la fois scientifique, technique et historique, mais sans cesse éclairé par une philosophie. Comment en serait-il antrement ? Ce qui était une éminente, et très lointaine, spécialité s'est métamorphosée en destin.

Aussi Lucieu Poirier reste-t-il modestement en decà de son propos quand il le définit comme un essai de « faire le point — provisoire — sur l'évolution des idées stratégies » qui laisse sa marge à l'erreur. mais permet peut-être aussi qu'elle ne soit pas trop leuralité de stratégies » qui laisse sa marge à l'erreur. mais permet peut-être aussi qu'elle ne soit pas trop leuralité de stratégies » qui laisse sa marge à l'erreur. mais permet peut-être aussi qu'elle ne soit pas trop leuralité de de démitive.

E N tout cas, voici l'histoire. Histoire parallèle d'une L'évolution fuigurante dans la réalisation technique et l'accumulation des moyens; finctuante, dans la pensée stratégique; heurensement uulle, dans une pratique qui s'est exercée une seule feis. Mais d'où tout le reste est sorti. La bombe d'Hiroshima a créé une situation sans précédent. Il s'en faut que l'analyse qui en est faite ici cût été immédiate, notamment ches les préticules.

une situation sans précédent. Il s'en faut que l'analyse qui en est faite ici eût, été immédiate, notamment chez les militaires.

Considérée d'abord comme une arme « inespérée », absolue, mais enfin une arme, la bombe devint autre chose et bien plus : un mythe. Celni de la mort totale, du suicide collectif, de l'Apocalypse. Mais quol ! Ce n'est que la fin du monde et des temps annoncée à l'homme. Dira-t-on qu'elle serait alors signe suprême de liberté : produite par la volonité de l'homme, non par celle de Dieu ? D'ancuns répondront que c'est ce que Dieu a vouln. Ainsi l'homme se sera jugé lui-même. A son poids de néant ? D'ailleurs, parier de a suicide » de l'humanité, c'est se payer de mots : comme il arrive pour de simples individus, l'humanité ne se suiciderait nullement, elle serait « suicidée ». Le mythe a fortement infiné sur la pensée atratégique, jusqu'à la retourner : d'une guerre véritablement éclair à la non-guerre. Il aliait de soi que la partie centrale de l'ouvrage fit consacrée à la dissuasion, examinée dans tous ses aspects, modalités et conséquences prévisibles, au cours de l'évolution même des doctrines : le lecteur y trouvera beaucoup à apprendre. Si la dissuasion peut paraître encore

DÉFENSE

DOUZE DIALOGUES SUR LA DEFENSE. -

CINÉMA

CINEMA, SERVICE PUBLIC. — Olivier Barrot,

Jean-Pierre Jeancolas et Gérard Lefèvre.

sa liquidation.

Xavier Sallantin.

tonte-puissante, l'auteur montre que la coercition, dans le contexte actuel, n'est pus, elle, crédible. Ce qui n'empêche pas toujours la menace. Elle a été employée explicitement deux fois, avec des chances contraires : lors de l'affaire de Suez; et pendant la crise de Cuba où la France s'était déclarée pour l'initiative américaine. L'ambassadeur de l'U.R.S.S. rappela au général de Gaulle que Paris était à portée des missiles soviétiques. « En bien, monsieur l'ambassadeur, nous mourrons ensemble. » Réponse célèbre, et hautement dissussive; non seulement pour l'ambassadeur hi-même; car ce « nous » ne concernait certes pas que su personne et celle de sou interlocuteur.

cartes pas que sa personne et celle de son interlocateur.

Ce qui introduit tout naturellement au chapitre
du « perturbateur français » qui vint scandaleusement
troubler le jeu des Grands, d'ailleurs fort décevant
et inquiétant : jusqu'à Cuba, justement, choc somme
toute salutaire. Avec de Gaulle, on aesiste à la « naissance d'une stratégie » que l'auteur évoque et commente
d'après les textes qui l'ont fermulée; puis îl rend
campte des travaux et des doctrines dus à cette
« école française » à laquelle îl rendait hommage.
Elle est représentée par trois hommes (l'auteur ne
pouvait évidemment pas se compter lui-même) : le
général Gallois, le général Beautre, et Raymend Aron.
Le premier et le dernier, initialement d'accord, ent
violemment divergé.
Raymend Aron a déjà dû se sentir réticent devant
la mise en évidence, par le général Gallois, du « pouvoir égalisateur de l'atome » : l'équilibre pour la
première fois rétabil entre lo fort et le faible, la
vieille loi du nombre et de la masse étant en quelque
sorte aunulée; ce qui donne au faible son automomie
de décision et d'action. Ce constat portait sa conséquence logique, mais inadmissible pour quiconque no
voyat de recours que dans l'alliance, et que le général
Gallois ne tardait pas à formuler : aucuna alliance
ne peut se fouder sur l'atome. Ce que l'adversaire
doctrinal traduit : l'atome condamne toute alliance.
Or, l'atome ne la condamne unilement : il se situe
simplement hors d'elle. Comme si les alliances
n'avaient pas tonjours été exclusives de quelque chose,
qui est l'égolume sacré, la nécessité vitale, href. l'instinct de conservation. Lequel, même à l'intérieur d'un
groupe étroitement associé, ne vaut que pour chaque
personne (horn dans l'amour; mais il ne s'agit ici que
de personnes-nations). de personnes-nations).

UNE autre évolution réside dans un retour de la non-guerre à la guerre : pour le plus grand soulagement de l'esprit militaire traditionnel. L'affinement de la « bombe » en armes précises, limitées et « propres », permet de la réintégrer dans les ochémas classiques. L'auteur, entre autres dangers, en avertient en le l'arres que l'espres une l'espres de l'arres que l'espres une l'espres que le le propriés que le la production de l'espres que l'espres que l'espres que le le production de la les parties que le le le production de la les presents que le la la les presents de la les presents de la la les presents de la la les presents de la les pre ochémas classiques. L'auteur, entre autres dangers, en souligne un : l' « apprivoisement » de l'arme nucleaire, détruisant le mythe protecteur, s'étendra à la hombe elle-même. Non seulement les militaires, mais aussi ceux des politiques qui voient là un compromis apaisant pour lours principes, pacifiates en atlantistes, aurent rendu à peu près fatal ce qu'en espérait éviter. Le livre se farme sur l'auxives de cette « dérive théorique » dans le haut commandement et au sommet de l'Etat, et par quoi en se « réfugle dans la déjà vu et bien comm : la guerre ». Or, si tu veux la paix, prépare la non-guerre.

" Hathette, coll. « Essais », Paris, 1978, 408 pages, 35 P.

PROSPECTIVE

« Les 10 000 prochaines années », d'Adrian Berry

ES dix mille ans à venir... Un philosophe publiait hier, sur ce thème, un pathot inspiré de a la nouvelle giose américaine » (1). Ce n'est pas le qualificatif qu'appelle le litre d'Adrian Berry (2). Il est certes quelque peu question de philosophie et même de métaphysique — bien imprudemment : les pages consacrées au « Dieu de Spinosa », et qui se veulent comme la conclusion de l'ouvrage, sont d'une grande jablesse. Mais, pour le reste, voici un essai alerte et souvent convaincant sur certaines perspectives à long terme offertes par le progrès scientifique et technique. Cor Adrian Berry est optimiste : résolument, obstinément. Il récuse d'entrés de feu les postulats inspirés des travaux du Club de Rome sur les lémites de la croissance, et pour une raison essentielle qui inspire toute son argumentation : nous n'avons pas qu'une terre. Nous sommes aux portes de l'espace interplanétaire et interstellaire, et s il est certain que la tendance à l'explori-

de l'espace interplanetaire et inter-stellaire, et a 1 est certain que la tendance à l'exploration et à l'exploi-tation de l'espace se développera de façon exponentielle au cours du millé-naire à venir». Un postulat chasse l'autre. Voyons les spéculations qu'il

raiste. Voyons les specialitions qu'uinspire.

La première concerne la possibilité
d'installer sur la lune de vastes colonies humaines, et de les y entretenir
indéfiniment en fabriquant sur place
l'air et l'eau nécessaires, de sorte que
les ressources minérales de notre
satellite naturel puissent être exploitées à grande échelle et son absence
d'atmosphère mise à profit pour réaliser certaines opérations industrielles
ainsi qu'une nouvelle génération d'observations astronomiques. Rien de bien
nouveau là-dedans, mais un exposé
clair de l'état des questions.

La seconde perspective esquissée est
plus étonnante. Elle concerne la colonisation de la planète Vénus, moyen-

pius etomiante. Lie concerne la coo-nisición de la planète Vénus, moyen-nant un chargement radical de son atmosphère par la synthèse provoquée de son composant principal, le gaz de son composant principal, le gaz-carbonique. Notre auteur trouve tel l'occasion de mettre à la portée du grand public certaines spéculations scientifiques considérées comme de qualité, et en particulier les truvaux de Carl Sagan.

La troisième pole ouverte est celle

de la construction, sur des orbites plus ou moins éloignées, de grandes stations artificielles susceptibles de constituer de péritables villes sutelli-tes : on retroupe ici des pues d'appair plus familières, mais dont les aspects

(1) R. Buyer, les Cent Procheins Sideles, Payard, Paris, 1977. (2) Laffont, coil. « Los Visages de l'avenir », Paris, 1978, 317 pages, 49 P.

techniques sont assortis d'intéressants commentaires d'ordre socio-politique. La quatrième et dernière réverie hyper-prométhéenne é vo qué e par Adriam Berry ne concerne rien moins que... le démantélement de la planète Jupiter. Reconnaissons avoir ici quelque peu bronché: mais l'argumentation est, comme toujours, astucieuse et clairement présentée. et clairement présentée.

O N a oublié de signaler, au passage, un alerte développement sur les perspectives et les limites de l'infor-matique et de la robotique. C'est en vain, en revanche, qu'on cherche tracs dans ce livre des promesses de l'océa-nographie terrestre et de l'exploitation à grande profondeur de la croûte de notre globe. A trop lever les yeux vers les étoiles, Adrian Berry perd un peu pied.

un peu pied. N'importe : sans avoir tout à fait la qualité d'écriture des maîtres de la vulgarisation scientifique prévision-nelle que sont Arthur C. Clarke et Isaac Asinov, le livre d'Adrian Berry se lit agréablement et stimule l'ima-gination : mission accomplie.

ÉCONOMIE

LA DIALECTIQUE DE LA BEPENBANCE. -

André Tiano.

André Tiano.

André Tiano.

APUF., Paris, 1977, 421 pages, 89 F.
Gunnar Myrdal invitalt naguère les économistes (dant « Against the Stréam »)

à déclarer explicitement leurs parti pris
lééologiques afin que leurs lecteurs ne
soient pas abusés par le caractère pariois
faussement scientifique de leurs énoncés.

André Thano, profasseur à l'université de
Montpellier, et déjà connu pour ses travaux sur le Maghreb et sa contribution
à l'économie du travail, a entendu cet
appel. Cet ouvrage est en effet un manuel
des relations économiques et financières
internationales (relations et politiques
commerciales, mouvements des facteurs
de production et politiques les concernant) ordonné autour d'une idée centrale,
ancrée dans des convictions socialistes
que l'auteur explicite et présente avec
conviction.

Entre les forts et les faibles, la dépen-

antere dans des convictions socialises que l'auteur explicite et présente avec conviction.

Entre les forts et les faibles, la dépendance est durable mais contient des contradictions : le fort à tonjours ses faiblesses. La dépendance ne peut deuc pas être abrogée par un acte ponetuei, mais elle peut être diminués progressivement par l'exploitation de ces contradictions, mus par une volonté révolutionnalie. Talle est la dialectique da la dépendance. Les vacillements de l'hégémonie américaine ces dernières années ue peuveut que denner raisou à l'auteur. Mais son propos vise davantage les relations extérieures, la composition du commerce, l'irrégularité de telle recette d'exportation, les abus de l'aide « liée » et blen d'autres mécanismes d'exploitation dent l'auteur mécanismes d'exploitation dent l'auteur mécanismes de dépendance que naver qu'ille se prefiret sur le tion, dont l'auteur donne des eremples judicieux, ne sont synonymes de dépendance que parce qu'ils so greffent sur le sous-dévaloppement. Et co sous-dévaloppement lui-môme u'est que la résultante globale de ses différentes alfanations. Dans ce cerels infernal vit une contradiction qui, loin d'enfermer les pays en voite de développement dans une situation désespérée (l'auteur sigmatise sur ce point le « sectorisms » et le « dogmatisme » de « bien des marzistes »), leur permettrait, e'ils en avaient la volonté, de conquêrir leur liberté. « Conforme à la démarche marziste et à l'espérance humaine », l'analyse d'à. Tiano devrait logiquement s'orienter vers l'étude des rapports de force politiques internee et externes qui cimentent et carde internal. Cette étape n'est maleuremement pas abordée dans le cadre de cet ouvrage. unicleur ne mont st

ECONOMIE INTERNATIONALE, tome 11 : internationalisation et intégration... en coopération. - Jean Weiller et Jean Coussy.

* Monton, Paris-La Haye, 1978, 396 pages, 53 F.

Flutt que la simple réédition, tant attendue, de son duvrage l'Economie internationale depuis 1950, le professeur Jean Weiller a choisi d'en publier à nouveau cartains extraits entrecoupés de contributions récentes d'auteurs qui ent, dans différents domaines, poussuivi dans les pistes de recherche qu'il avait luimème contribné à définir. Ceux qui connaissent le pansée originale du doyen Weiller ne serunt pas surpris de retrouver dans ce deuxièms tome, comme dans le pranier, des analyses aur des sujets aussi divere que la prospective de la apécialisation industriale internationale (B. Ducros), mythe et réalité de l'entreprise multinationale et concurrence (A. Banaymé), monnaie ct balance des paisments (A. Pargues), la logique de l'équilibre externe — qui u'est pas teujours logiqoe — (M. de Mourgues), l'Internationalisatieu des relations financières et de la production (M. Aglista) ou l'internationalisatieu de la production. de la connaissance économique (J. Coussy), Jean Weiller est probable-

POLITIQUE

LA POLITIQUE SPATIALE DE L'EDBOPE BLALDQUE A L'INTERRENR NO PARTI COMMU-NISTE FRANÇAIS. - Gérard Molina, Yves (tome I : les Actions nationales ; tome II : la Corpération européenne). — Georges

A Maspero, Paris, 1975, 153 pages, 38 F.
A qual point il est diricile de changer lorsqu'on est membre du parti communiste, à quelles limites se heure co parti lorsqu'il entreprend de se renouveler, oct ouvrage la moniré à l'évidance. Car, sur l'essentiel, il n'apprend rien qu'on ue sache depuis lengtemps : buresuratisme des permanents, persistance d'un stainisme « vivoce dans la pratique » (álection des divers délégués sur des liates toujours préparées par les instances supérisures), transfermation d'un meuvement, révelutionnaire il y s cinquante ans, en parti de gouvernement (qui as comporte comme un gouvernement (qui as comporte comme un gouvernement (qui as comporte comme un gouvernement envers ses militants) — ces caractéristiques ont été maintes fels soulignées. Et avec d'autent plus de vigueur et de lucidité que coux qui les dénonçaient les examinaient da l'entérieur. Més G. Molina et T. Varges les au alyaent de l'intérieur; si bien qu'à leur insu ils reproduisant co qu'ils critiquent et, d'analystes lucides, se transformant cu dévots : leur dogmatisme est aussi e vivacs » que la stalinisme qu'ils condamnent (« le parti communiste est in mélleure expression du courent révolutionnaire »), leur langus reste de bois. leur ton, insupportablement capiticatif » at pédant, les références aux e grands », obligées (« comme l'écrit le camerads G. Besse... »). Au total, un livre intéressant moins par son propos explicits (la dénondation de l'opportunisme de droite qui prédomine dans implicites; c'est une encellente illustration de la permanence du parti communiste — de ses atructures, de ses méthodes, de cette façon qu'il », comma fant d'autes, de changer en restant luimème. * Maspero, Paris, 1978, 153 pages, 36 F.

CompuChess" Cominda l'ordinateur d'échec plus perfectionné sur le marché Pour joueur d'échecs moyen ou confirmé, un pertenaire toujours à votre portée.

TRENTE ANS DE PARTI, un communiste s'interrege. — Jean Rony.

Sintentege. — Jezu Rony.

A Christian Bourgeis, Paris, 1878,
230 pages, 20 F.

In failin, n'en doutous pas, besucoup
de courage à Jean Rony pour écrire co
livre, mis seus presse avant les résultais
des élections (égislatives françaises de
mars dernier. Parce qu'il croît à l' « idéal
socialiste », Rony invite son parti à so
metitre en question, à critiquer son
attitude lors de la mise stainienne, de
l'in terve ution an Tchécoalovaquis
(condainnée « fraternellement »), de mai
1868 et celle d'aujourd'uni, que d'autres
ont appelée « la stratégie d'écheo du
P.C.F. ». Dans ce livre, qui est avant tout
un témoignage, l'auteur a évité le piège du
règlement de comptes grâce à une grande
générosité de reur doublée d'une profeode acuté d'analyse.
Peur Jean Rony, le P.C.F. est en retard
d'une génération. Il n'a pas su semblet-il, se transformer, ni opérer la révolution culturells qui a revivilé le parti
communiste italien. Bret. Rony lui
reprochs de ne plus être « à l'écours
des masses ». Englué dans les tâches
politiques à court terme, et assoupl par
le rourou estéchiste du « socialisme
scientifique », la P.C.F. a toujours
accorté peu de place à la théorie, ne
a'est toujeurs aligné sur l'aspérience
soviétique. Il a fait ainsi, saion Rony,
l'écenomie redoutable d'une analyse de
l'Etat et du pouvoir d'Ebat, des ulesses
sociales en France et des contradictions
d'une société développée qu' appre à
autre chose qu'à des mesures quantitaives. autre chose qu'à des mesures quantitatives.

Pourtant le XXII congrès, firant à
retardement les leçons de 1965 semblat
annoncer l' « aggiransmento » tant
attendu Rêve trahi. L'auteur souligne que
le P.C.P. est revenu l'année des élections.
à le doctrins tant prônée par Thores de
« la paupériestion absolue » et qu'il s'est.
par incepacité théorique, maintenu à
l'écart des luttes « qualitatives » de notre
temps. Par ailleurs, Rony met violemment
en cause, dans les deralers chapitres,
le fonctionnement du contralisme démouratique qu'il n'est, en fait, qu'une « ligne
juste » élaborée au sommet dans les chochotemeurs du bureau politique, véhiculée par les permanents (ces « fonctionnoires de l'Efoi-parti ») vers les militants
de base chargés de digérer sans poser
de problèmes dans le cloisonnement horicontal des cellules qui intendit la libre
chrulation ées idées.

Par co témodrage publié au nom de
la « clause de conscience », Rony rappelle
à tous les dogmatiques que la socialisme
est avant tout un humanisme.

N. de C.

au prix franco de 1500,00 F 27 N J (1978 EMENTS: Compar Charge Comba 603, pr. Dr. Frankry, 20004 NHAES CEDEX E.P. 20.35-76, (66) \$4.63.38-94.62.88 ★ Monton, Paris-La Haye, 1978, 396 pa-ges, 88 F.

on l'internationalisatieu de la productien... de la connaissanco économique
(J. Cousy). Jean Weiller est probablement le seul éconemiste français à
pouvoir faire cohabiter ainsi l'étude ses
fatts, des théories et des politiques, qui
ferment en affet un tout parfeis difficille à dissocier. Le cloisonnement des
disciplines et des epécialités, dont souffrent tant les économistes, se trouve
ainsi fort heureusement mis au défaut,
toot comme le cloisonnement des idéologies, puisque autours marristes et libéraux se trouvent associés à cette entreprise. Un travail collectif du plus haut
intérêt, à l'heure où, magré les a reprises s'
signalées lei et là, et les etassements politiques, la marche vers un nouveau
système concret de production et
d'échanges au niveau mondial se révèle
chaque jour plus difficils et plus néressaire.

A VENDRE PARIS (9°)

Près place Clichy sur SQUARE BERLIOZ

Beau 4-5 pièces (140 m²)

PLEIN SOLEIL - VERDURE

Tél. propriétaire, midi ou soir : 963-30-48

Xavier Saliantin.

** Foundation pour les étades de défense nationale, canier 3-12, 4 trimestre 1971-10 trimestre 1978, Paris, 60 F.

La Foundation peur les études de défense nationale a pour organe des « cahiers » au tière mystique ou mythologique : les Sept Epées. Dans ce cahier deuble, la Poudation a tenté de synthétiser la substence des débats tenus au cours des cinq dernières années à l'initiative et sous l'autorité du général Georges Buis. D'où une masse difficilement publishe, pour maintes raisons. Xavier Saliantin eu a donc extrait un miel, répandu et cioisonné dans le gâteau de cire de douss dialogies, ferme parfaitement sdaptée à catte muitiple confrontation. Et tout est dans le centenu.

Les erateurs sont des antités — le stracatte muitiple confrontation. Et tout est dans le centenu.

Les erateurs sont des entités — le stratège, le diplomate, l'économiste, le théofogien, etc. — à travers lesquelles on
pourra se plaire à reconnaître des viasses,
les clefs étant données par la liste des
membres et participants : ils ne sout pas
moins de cent quatre-vingts l'Parmi lesquels les généraux Buis et Gallet; Exymond Arou. G. Beuthoul, J. Delors,
M. Duverger, P. Emmanuel, R. Garaudy,
J. Guitton, Cl. Julien, L. Leprince-Ringuet,
M. Eccard, et nombre de militaires,
diplomates, universitaires, parlementaires,
journalistes, écrivains.

Ils prétent leur voix — et leurs idées —
sun douxe personnages, dont chacun à
son tour tient le premier rôle, selon son
emploi, dans chacun des douse dialogues
où les autres lui donnent la répique
onn acuvent sans vivacité). Vaste
échange ou affrontement de points de
vue, d'arguments et de philosophies où la
questiou de la défense révèla toute sa
complexite autent que sa nécessité. CITE UNIVERSITAL SPACELOS, DU LAC Out of the les less

Jean-Pierre Jeancolas et Gérard Lefèvre.

** Maspero, coil a Malgré Tout », Paris,
1977. 165 pages, 36 f.

Les maisons de la culture euscitèrent
naguère l'immense espoir de modifier les
rapports entre la culture et les masses;
pour des raisons financières et, aussi,
politiques, ces organismes (enbventionnés
nationalement et localement) sont cependant laissés aujourd'hui dans un certain
abandon. L'exemple de Crétail (Val-deMarne) est significatir : on inaugura au
début de 1975 un bâtiment prestigieur,
pour renvoyer (35 licencéments) au printemps 1976 l'équipe d'enimation qui avait
assuré, par son travail original, une
réputation internationals à sa maison de
la culture. réputation internationale la sur repérience la culture.
C'est en considérant ieur expérience spécifiques, et avec la volonté de la transmettre à tous ceux qui travaillent dans le même champ culturel, que trois des principeux animateurs de Créteil établissent, dans ce livre nu titre programmatique, un bilan de l'action accomplie de 1968 à 1976. Réflexion théorique et, à la foig, manuel pratique, cet ouvrage nous fait mesurer l'importance de ce e laboratoire à Rées », et l'absundité de sa liquidation.

Deschiersson

.. Erica ni .lla. Teng ...The .neir nit .titn .n

The state of the s

TO DE COMMO SONT MAN SON

PANORAMA IMMOBILIER PROVINCE-ETRANGER

L'IMMOBILIER MER-MONTAGNE ÉTÉ 78 68 pages - 850 constructions 15 reportages - 2 enquêtes: a montagne d'été et la construction secondaire de Marseille à Menton Envoi GRATUIT d'un spécimen sur simple demande à SOPEM - 13, rue des Minimes, 75003 Paris

> BELLE-ILE EN MER Bretagne Sud - Micro climet SITE EXCEPTIONNEL BORD DE MER

"Le Hameau de Port-Puce"

VENTE: sur place au hameau à SAUZON (56) SERVIMO - 21, rue des Martins - 45000 ORLEANS Tėl. (38) 62.05.68

Une terrasse sur bordeaux: Résidence Mozart



"le demier ne de la SBUC." du studio au 5 pièces Crédit P.I.C. 80% (ou 60 % pour investisseurs) LE MOZART accès Bd Godard (Le Grand Parc) Bordeaux Appartement témoin ouvert de 15 h à 19h du jeudi au lundi. Tâl 50.36.19

LA MAISON DU GSCIC Tél. (56) 44.24.24 L'immobilier concu comme un service !

3 Programmes habitables Eté 1978 - réalization société foncière et de constructem - reel-malmaison

CAP d'AGDE (34) - LES HELIADES sur le port à proximité des plages (studio à 3 pièces). Commercialisation ; Cabinet MORLOT. Quai d'Azur - 343000 CAP D'AGDE - Tél. (97) 94.75.50.

PERPIGNAN (66) - Résidence HELVETIA Plein centre - 10 km de la mer- (2 an 6 plèces). Commercialisation : INTER CATALAN.

. SERBETO-1, pince, Catalogue, 66000 PERPIGNAN - Tel. (68) 34.40.64 et 🛸 Roger de MEGLIO. lace de la Lore - 1, rue Saint-Jean, 66000 PERPIGNAN - Tel. (68) 34-49-77.

ESCALE IMMOBILIER. Galeric Marchande Auchan – 66000 PERPIGNAN – Tél. (68) 50.30.25. ARCACHON (33) - LES PECHERIES

Les pieds dans l'em (studio as 4 pièces). Commercialisation : AGENCE DE LA GARS. 57. honlevard Général-Leclere, 35120 ARCACHON - Tél. (26) 83,01,62



COLLIQURE Les Résidences du Port d'Avall

to 1. 2, 3 pièces, équipements lutueux, confort to Dans elle provinció la large pre-late trans-A 130 mètres de la plage, accès direct Prix formes et définités : 150,000 F à 350,000 F Quelques appartements immédiatement, les autre

LES RESIDENCES DU PORT D'AVALL B.P. 39 - 66190 Collioure - Tél. : (68) 38.26.66

En ROUSSILLON, à ST-CYPRIEN PLAGE, à 200 mètres de la plage et du port
LA RESIDENCE DU SOLEIL
Des appartements type 3 et 4. disposibles hunddistensent
conférement équipés et meublés, à partir de 122,000 F
Réalisation de la Société Centrale immobilière de la Calese des Dépôts
Apport minimum 20 % - Crédit immédiat de la Société
Renseignements: Barean de Vente, Résidence du Soleil, 66200 ST-CYPRIEN PLAGE
Tél. (16.68)36.44.16 et 36.47.51



CANNES - Vue mer exceptionnelle Dans pare exotique avec piscine.

APPARTEMENTS, du STUDIO au T3

Dans villa rénovée: Villa EDEN ROC

Rens., EDEN ROC, av. Edith-Joseph, 062:0 Vallauris. Tél. (93) 63,72.59.



La Cauquière à Cogolia Un village dans un village.

Veuille: m'adresser une documentation complèse sur la CAUQUIERE et ses appartements Nom LA CAUQUIERE - Rue Marceau - 83310 Cogolin

kerjouanno-le crouesty

BRETAGNE SUD ~ ARZON 56640



PORT LA LANDE Votre maison de vacances entre la plage et le port du CROUESTY 2 vallages intégrés au site, proches de la plaine de jeux. ... LES REMPARTS

Votre appartement de vasances enti-2 belles plages, bontiques sous areade Ambisuce et architecture exceptionneile les remparts de Kerjouanno

Benesa d'accesil sur piece au cour des REMPARTS - Tét. : (87) 26.22.82 Votes soutunites sur documentation, edrasses se ben avec estre carta de visits à : \$\$ SACOG \ 1, plane the Groper, 440000 HANTES, (440) 72, 193,80

LE CREME TERT En bordure de la Loire, à 50 mètres du pont Beaugency-Luiret sexuall sexual et appartements 2,3,4 pièces prix fermes et définitifs - Livraison automne 78 -Renseignements: Tél. (38) 53.17.91 (sauf lundi) sur place samedi et dimanche 14 h à 18 h Notaires Maîtres PUCELLE, LUBINEAU, BONTEMS - 45190 Beaugency

RIVE GAUCHE OU RIVE DROITE DE LA LOIRE... A TOURS

LES TERRASSES DE TRIANON

- Surpiombez la ville, la long des côteaux de Saint-Symphorier Retrouvez l'appertement tranquille et le calme de 8.000 m² de jardins.
- Derniers appartements : de 3.500 à 3.900 F le m².

LES JARDINS DU MANOIR

- Vivez en plein centre ville au milieu d'un parc de près de 5.000 m².
- Du studio au 5 pièces : de 4.500 à 5.000 F fe m². · Vous appréciarez la qualité et l'harmonia de la construction.

CABINET de.COURNON 21, rue Etienne-Pallu - TOURS - Tél. (47) 05.75.29



pour trouver votre place au soleil!

méditerranée immobilière 🚟

appartements - maisons - mas dans le midi de la France en vente chez votre morchand de journaux ou par correspondance contre 8 F en timbres en écrivant à : M.I. 8, rue de Richelleu 75001 PARIS

LE SABLE EST CHAUD

Sur la Côte à Mandelieu A la Sumerie, dans de petits immeubles. de beaux appartements yous attendent.

Il y a
des studios, Au pays des mémoras des 2 pièces
et des 3 pièces

à un prix très raisonnable Decouvrez-les chez SEGIMO. 5, av. des Chasseurs, 75017 Paris

Tel. 227.93.93

STE-MAXIME/MER SHIPS STATEDPEZ ST STRAPHABL IVER Le Domaine Assidentiel de le Nartelle Situation privilégiée - Plage de sable Terrains individuels 2000 à 4000 m. Vue sur mer REALISATION DE VOTRE VILLA SELON VOS GOUTS LAMOT - RN 98 - La Narielle - 83 Sts-Maxiste - T. (94) 96.06.86

Realisation

SEGIMO

En CORSE et montagne dans le cadre magnifique du GOLFE d'AJACCIO

acheiez volra résidence : — LES JARDINS DU SCUDO — LE MAJORQUE - Route des Sanguinaires — LES HAUTS DE PORTICCIO Tonte une gamme d'apportements et de maisons Excellente réalisation - Garantie bancaire de bonne fin PRIX FERRES ET DEPRITIES

AGENCE DU GOLFE

111, Cours Nepoléon - 20000 AJACCIO Tél. (18-85) 22.19.09

Votre villa à **JAVEA** à 100 km de Valence

ERIC de BELLAING S.A. 15, av. Pierre 1 de Serbie - 75116 PARES

MARINAS BAHIA DE ROSAS **AMPURIABRAVA**

- Studio avec garage 750,000, Ptas.
 Villas à partir de 985,000, Ptas.
- Terrains a partir de 450,000, -- Ptas. Villes avec amarre privée sur les canaux.F 3 - 2.900.000, -- Ptes Possibilité de crédit lusqu'a 80 %.



FUNDAMENTA, Place Sen Pedro 4, Rosas, Gerona, Espagne. Tél. ; (19) 34.72 / 25.68.54.



50, bd Victor-Hope, 38100 CHATELLERAULT Tel. (49) 21-85-36

444 5 KM the accessible par point privé 5,000 m2+maison POITIERS 2 pièces, garage, Prix 79,000 F avec 15,000 F. A saleir Cheurigny fermette habitable 2 pièces poutres apparent, chem. nustique, gran. améring, jardin autour. Px 48,000 F avec rien compt. Picheurs 3 vos guntes 2 50 m de la Creuse dans jolie bourgade maison 2 belles pous avec poutresjet chem., garage, terrain 600 m2, Px 39.000 F avec rien compt.

8./2.500 m2 1 log. 4 pcrs +1 log. 2 pcrs grange attan, E., EJ, Pz 72.000 svec 7.500 F. Bricolaura à vos traciles. Fermette de caractère, style mas provençal, clos de murs en plemes app. 1.100 m2 terr. Px 50.000 avec 5.000 F.

EN PERIGORD



e Réf. 1296 - Région Brantôme ancien COUVENT à aménager Dépendances - Terrain, 10 ha

ancien PRESBYTERE 18: Siècle

Pris: 300,000 F Prbs: 130,000 F

PERIGORD WEEK END, 14, ros J.-Jenrès, 24800 THIVIERS Téléphone : (53) 55.06.32

Devenez propriétaire à Superdévoluy

la grande station d'hiver et d'été des Alpes du Sud

(1500 à 2500 m)

Un cadre magnifique pour vos vacances en France! Un investissement qui rapporte quand vous êtes reparti!

- le m² le moins cher de la plupart des grandes stations nouvelles.
- la possibilité de louer ferme en hiver
- comme en été.
- une plus-value qui s'accroît rapidement.

Résidence des Issarts

Appartements 2 pieces 39 m2 pour 4 et 5 personnes double orientation et terrasse

de 168 000 F à 176 000 F

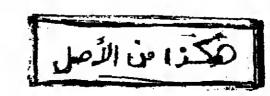
Bon pour une documentation gratuite

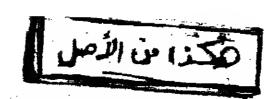
A retourner à SUPERDEVOLUY SARL Parc de stationnement du Rond-Point des Champs-Elysées B.P. 31108 – 75365 Paris Cedex 08 – Tél. 359.64.12.

Je suis intéressé par Superdévoluy et je désire recevoir, une aquimentation complète sur la Résidence des Issarts.

Code postal 1 1 1 Ville.

Cette rubrique paraît dans Le Monde. Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire du Monde. Prochaine parution le 7 juillet 1978. Renseignements MULTIMEDIA, 271-32-55.





RANGER

tre villa à JAVEA om de Valenga I mer sans is a serve

For SUISSE control Sim diaposition to # de Serbia - 75 · · · j.-

ROSAS

F3-2900.000

M CHAYTELESAL. 105 SCR:



Pris 320 270 4

ares 2:4500 Tel. 11 XI

lez dire d es du Sud

nitiate en Fra"

dui fact. stepa"

s Issur:

dation gratuile

dy trouver un quelconque llen avec son adhésion au parti communiste (3). Serge Koster, au scepticisme à double tranchant, démythille le rôle du « scribe » en s'exclamant; « La preuse est faite depuis longtemps que son statut le désigne aux coups qu'il dénonce... Qu'on ne vienne plus me parler de son engagement et de la hantise de révolution qu'il transporte avec lui ! »

Il faut malgre tout parier d'un certain engagement car, de l'apparente impuissance ou indifférence de l'écriture surgit un fantastique courant de remise en question de la réalité, plus important peut-être que celui qui émane d'ouvrages didactiques en explicitement rollitures.

ques ou explicitement politiques.
Attention rependant : quelle réalité s'agit-il de remettre en question,
et comment ? Le concept de rupture qui réunit ces livres ne doit
pas cacher les attitudes fortement
divergentes des auteurs en matière
divergentes des auteurs en matière

d'insubordination. Certes, ces romans

échappées cultivent l'illusion grace à leurs maîtres illusionnistes; mais

derrière, par définition, il n'y a pas de hasard. Ainsi, la très attachante quête du royaume de Patagonie dans le Jeu du roi ne peut faire oublier que Jean Raspail ailments toujous

que Jean Raspail alimente toujours la pensée de la droite. En revanche, Clande Delarue et l'exubérance de son Opéra de brousse laissent espèrer une imagination enfin au pouvoir ; c'est une imagination tout autre que déploie à grands frais Michel Henry dans l'Amour les yeux fermés, imagination normative (cela existe...) qui n'oserait ouvrir les yeux sur un amour décrit par Michel Sager : l'ordre hiblique et le couple conçus par le premier ue toléreraient pas la déconcertante beauté des moments de passion vécus en tre Béraphine la « feile » et un... cheval.

Continuer à renvoyer les ilvres dos à dos, opposer leurs euteurs sur de multiples points, schématiser —

« feile » et un... cheval.

et ci-après initié, cublis un moment

(1) Serge Koster, le Rêve du scribe,
Denoël, Paris, 1876. Claude Delarue,
Popéra de brousse. Denoël, 1976. Michel
Henry, P'Amour les yeux fermés, Gallimard, Paris, 1978. Robert Merie, Madrapour, le Seufl, Paris, 1978. Michel Sager,
le Semains de Séraphins, Lattont, 1978.
Le croman s de Jean Bespall, le Jeu du
roi, Laffont, 1978.
(2) André Breton.
(3) Il le considère cependant comme le
produit de toute une vie dont cette
schésion constitue l'un des tenants.
(4) Mansoa possède un « opère » qui
ressemble fort à celui da M.
(5) Comparer avec les Hommes protégés (Gallimard, 1974) et un Animai doué
de raisou (Gallimard, 1977).
(6) Entreilen avec l'enteur.
(7) André Dhotel, le Pass où Fon
n'arrive jamais, Pierre Horay, 1955.
(8) Robert Merle précise cependant que
e le question qu'il pose sur la vie »,
il ne le pose e pas du tout dans les termes
où l'ausait posés un homme de droite ».
(9) Ct. Tony Cartano, « Aux etopistes
les mains pleines », les Nouveiles ittidraires, 4-11 govembre 1976.
(10) Ernst Bloch.

N'ARRIVE JAMAIS... Par MARIE-FRANÇOISE ALLAIN A littérature d'aujourd'hui possède ses embarquements pour cythère, chatoyants et étranges romans difficiles à classer. On les appelle « histoires », « livres-métaphores », « fictions politiques », fables ou « utopies en chambre » (pour distinguer ces dernières des classiques utopies construites, « socialisantes ») (1). Il faudrait, les termes étant trop nombreux pour un même concept, leur donner un tem. En effet, ces ouvrages, malgré la diversité de leurs orientations politiques, représentent tous un acte d'insubordination, de rupture par rapport à noire univers carcéral paradoxalement engorgé. Fausses utopies, car ils ne hâtissent pas de véritables projets de société, — faux délires, car ils ue sont que des prétextes pour se cabrer contre l'erdre existant, ils feraient plutôt penser à des échappées, de celles qui résultent d'un exil volontaire. Ex-lies, romans-fles, en dehors, mais projections du dedans, envers de l'endroit, désirs, orientés vers le rêve qui, à son tour, jette ses isthmes vers le rivage, aussi vrai que « l'imaginaire est ce qui tend à devenir réel » (2).

On est de prime abord tenté de sous-estimer leur portée politique : leur propos, confirmé par le contenu et la ferme, semble précisément demeurer en marge d'objectifs définis et immédiats dans ce domaine. Par exemple, Robert Merle, interrogé sur Madrapour, refuse à juste titre d'y trouver un quelconque lien avec son adhésion au parti communiste (3). Serge Koster, au scepticisme à don-

« droite-gauche » — et même ensuite affiner, serait chose aisée mais inepte. Encore une fois, ce n'est pas un hasard si, selon le Figaro, Michel Henry a en « le courage absolument inoni de nous faire comprendre qu'un imbécile est un imbécile, même si c'est un jeune révolutionnaire ». Ce n'est pas un hasard si le Rêve du scribe se termine par un hommage à le culture chilienne assassinée ou si, dans Madrupour, un agent de la C.I.A. incarne la domination du monde. Toutes ces œuvres possèdent une remarquable cohèrence interne renforcée par des connexions étroites avec l'extérieur. De fait, une loi surprensnite semble établir que plus les romans nous entraînent vers des pays, des villes, des projets incertains, plus cette dérive paraît contrôlée.

CES PAYS OÙ L'ON

tains, plus cette dérive paraît contrôlée.

Rien d'aussi délirant en apparence que l' « histoire » de Serge Koster, celle de la réalisation d'un désir : écrire tous les livres en un seul ; un rève, accoucher du Livre, en plutôt se muer en homme-livre jusqu'à la confusion de l'esprit et des sens (« son corps me brûle jusqu'à la confusion de l'esprit et des sens (« son corps me brûle jusqu'à la moelle du livre...»]. Rien d'aussi logique pourtant, quand en comprend ce qui sous-tend ce désir : faire éclater les structures d'une société pourrie. Comment ? Avec l'aide du ver. car, « dès l'étymologie, le ver est dans le l'ure ». Ce ver (le « scribe »), nourri du « violent savoir de l'écriture », rongera tout sur son passage, à condition qu'il se révelte contre son propre rôle de codificateur d'une « oppression perpétuée ». Derrière la folle des mois qui plasgocytent le lecteur, « mois-cuisses », « mois-fesses », « mois-têtes » prenant désormais « l'univers comme bibliothèque », parviennent des messages clairs : horreur de l'ordre, de l'action pour l'action, du travail fabriqué par des « spécialistes de la motivation »; velonté d'échapper à l'idéologie car elle agresse l' « ouis », l' « odorat », les « dispositions mentales » et « nerveuses »; ne pas tomber dans le piège de la consomnation, bien sur, et surtout dans celui de la phume alimentaire, des pamphlets de commande pour campagnes électorales à l'américaine. Ici, l'ironie, la rage, la lucidité d'un pamphiets de commande pour cam-pagnes électorales à l'américaine. Ici, l'ironie, la rage, la lucidité d'un écrivain (qui sait que « tout ce que le texte peut inventer de violence n'atteindra jamais à l'horreur de l'histoire ») servent d'abord sa forne a ecrite l'âme », ensuite sa volonté d'affirmer qu'il ne sera jamais « l'assesseur de la mort aux ordres des bureaucrutes ». Aussi le Livre natura-t-il dans un cri doublement symbolique : « Anda », le « va » du Créateur, mais également celui qui exprime le mienz, de par sa signification et ca forme, le e préoccupations de l'apatride accoucheur « tranquillement fu-rieux » : « Anda » — les Andes En même temps que l'auteur rappelle qu'au Chili on a brillé les livres, il revendique le privilège d'exterritoria-lité. « Cest là, à des milliers de kilomètres » que le Livre va surgir, « mince, allongé, effilé, — andin, pacites ». Aussi le Livre naîtra-t-il dans kilomètres » que le livre va surgi; « mince, allongé, effilé, ... andin, pacijique et délipr.' ! ». « Le vent qui
descend des Andes neigeuses et arides
précède la culture que les bourreurs
réfjorcent de détraire. » Le rêve
se libère donc d'un cauchemar redevenu espoir, humble mais indispensable tribut du scribe à la cause des
forces démogratiques epiliennes.

Désobéissance et vraie vie

de mettre sea chaussurea. Il attend de pied ferme les réactions horrifiées de la galerie... Un beau jour, en effet, ce Lazare, ingénieur au C.N.R.S. (Centre national de recherches sonores), a compris que « la vraie vie » était « dans la désobétsance ». Lui qui, pendant des années, a vait scruté, canalisé, dompté scientifiquement les bruits, se retrouve submergé par eux. Il les entend pariout. Ils deviennent musique. Lazare perçoit jusqu'an chuchotement des astres. Il se met donc en tête d'enregistrer la totalité des sons pour composer la symphonie du monde — projet aussi insensé que celul du ecribe, puisqu'il faudra tenter de concilier l'ordre avec le désordre, « l'anarchique elan vital ause l'indispensable organisation humaine ». A partir de cet instant, les forces de la loi, personnifiées par son patron Olavsen, après evoir tenté de le récupèrer, se liguent contre lui pour le mettre à l'asile. Une seule solution, l'évasion — pas u'importe laquelle — vers la ville de M. (4), où subsiste, encerclé par la forêt vierge, envahi per les singes, un fabuleux opéra, modèle d'équilibre entre l'harmonie humaine et le dynamisme incontrôlable de la nature.

L'embarquement à bord du rafiot Ring Zébut II marque le début de la longue quête de Lazare, sa descente aux enfers au fond de minnème, sa renaissance finale. Il u'atteindra ismais M., mais il prendra conscience de sa propre existence — l'essentiel : il se voit dans une L'EFFERVESCENCE qui au i me reuse et folle que l'échappée précédente. Ce roman-métaphore offre une énorme revanche à tous les malheureux auxquels on u'arrête pas de dire pollment qu'ils sont « à côté de leurs sabets ». Claude Deiarue prouve qu'il faut, d'abord et toujours, rester à côté. Pour lui, « tout homme un tant soit peu vivant et mobile rester à côté. Pour hil, « tout homme un tant soit peu vivant et mobile ns peut jamais être entièrement dans la loi ». Comme il est doux, alors, de découvrir que ce sont les hien-chaussés qui se trompent l Quelle jubilistion quand on mesure l'imbécillité de la godesse, l'absurdité des carcans qu'on s'impose blen sou-vent à sol-même l D'ailleurs, Lezare, le héros ci-devant puceau dans l'âme et ci-après initié, oublie un moment

conscience de sa propre existence — l'essentiel : il se voit dans une falaise-miroir proche de la côte, « qui ne restêts que ceur qui existent orniment, ceur chez qui la vie intériura

possède une irradiation suffisante pour se réfléchts elle-même ». Le reste a été éliminé. Surmontée, la

tentation de nier « la douleur si

Politique et littérature

tentation de nier « la douleur si nécessaire qu'on ne peut l'apaiser sans dévenir un chien », sans oublier « sa constante musicale, l'amour »; calmée, la peur de passer pour fou aux yeux des autres, au risque de se perdre; renié, l'asservissement de l'individu à la société.

Un malaise persiste cependant, provoqué par une notion qui dérange; la folie est ludité (ou vice-versa?). Impossible désormais d'échapper au vertige de l'homme euquel « le vécu apparaît dans touts sa nature contradicteire » et qui reste « transi devant l'erreur absolue qu'est son existence, même s'il a toujours pensé que celle-ci répondait à sa volonté et à ses désirs ». Une semblable volonté d'atteindre

Une semblable voionté d'atteindre le « fond du, pre blème » apparaît dans Madrapour. Robert Merie y parvient lui aussi par le truchement de la parabole, dépourvue tontefois du côté fantasque du récit précédent. La dramatisation de l'angoisse (dont il fait une « métaphysique-fiction » pour « moderniser les mythes sur la mort ») nécessite un certain déponillement — d'où eett discrétion nouvelle de la satire sociale, cette critique atténuée des appétits américains (5); d'où cette absence d'utopie joyeuse si prenante dans Malevil. Madrapour nous confronte à nos illusions afin de rappeler qu'elles ne se nt que les avatars d'une illusion encore plus grave, la vie. Comme l'explique l'auteur (6), « chacun a son Madrapour », ce pays en l'on n'arrive jamais (7), où « ni homme ni fenne ne sont protégés » puisqu'ile mourront leur heure venue. Voilà pourquoi l'embarquement à Roissy d'une poignée de « passagers » à bord d'un vaisseau fantôme (radiognidé du sol) dans lequel ils se déchireront ou s'aime-Une semblable vojonté d'atteindre



T ES vitupérations et les stucs de la Michel Henry, les nostalgies parfois harènences de Jean Raspali paraissent blen démobilisateurs en comparaison; mais ne soyons pas injustes : chaque lecteur voyant midi à sa porte, l'Amour les yeux jernés réveillers quand même les eppétits de ceux qui « bouffaient du gauchiste », et le Jeu du 101 renforcera les honnêtes privilégiés dans leurs convictions qu'il u'y a plus « d'bon pain, plus d'bon vin », etc. l
Dans ces deux romans, la contestation de l'ordre établi — considéré cette fois comme un désordre — devient rétrograde, même al la fandevient rétrograde, même ai la fan-taisle, le rêve, l'imagination lui ser-vent de support (9). Paradoxalement, ces deux visions (reconquête d'un roysume oublié, conception d'une cité idéale...), les plus proches en eppa-rence des utoples traditionnelles, détournent l'utople de ce qui peut en faire « la catégorie répolutionnaire

Michel Henry décrit une architec-ture merveilleuse, des êtres beaux, nobles, intelligents, pour mieux avi-ver la peur d'une résurgence de

l'anarchie, de l'agitation sociale (sur-tout universitaire), de l'abandon des valeurs. La fin apocalyptique d'Alia-hova préligure de façon caricaturale cette décadence de l'Occident tant rebattue et tous ces maux dont on voudrait nous accabler pour que uos consciences culpabilisées se complai-sent dans leur silence.

L'individu n'a plus qu'à se réfugier dans un genre d'antisme peu propice aux luttes. D'allieurs, le rol Antoine et son unique sujet, Jean-Marie Ghislain Pénet, méprisent... royalement les « miliers de miliers » incapables, d'après eux, de se hiseer au hiveau de l'épopée. Une complainte, au fiveau de l'épopéa. Une complainte, triste comme toutes les complaintes, parcourt le livre, accablée par l'égalité forcée et la vulgarité. Pour l'auteur, les adultes ue s'intéressent plus à leurs racines, à l'histoire, à l'absolu : « seuls les enfants sont rois », car, « passé treize ans, il n'axista plus d'homme digne de ce nom ».

Elle est belle pourtant, cette chan-son de geste qui se désire très fort « à contre-courant, à contretemps, à contresens », tournée vers une Pata-



ECHAPPEES... VAUX DELIRES... FAUSSES UTOPIES...

mais un fantastique courant de remise en question de la réalité. ront tels des éphémères nous renvois le divertissement pascalien en pleine le divertissement pascalien en pleine face.

Bien ioin de ressembler à une dérobade, Madrupour offre également une possibilité d'échappee authentique. Il correspond à « un moment où on se reprend, où on ne ruisonne ni en créateur ni en militant ». Une retraite saintaire s'opère ainsi par rapport à la politique et au monde ambiant perçu comme « une broussaille géante qui nous entoure et nous assaille de tous côtés, de sorte que nous ne sentons pas ce qu'est la vie » (8). Au terme de l'arrachement courageux que constius le roman, son lecteur doit, par catharsis interposée, se rendre compte avec le héros du livre qu'il a « encore en réserve d'immenses possibilités », car il a su passer, ne serait-ce qu'un instant, « de l'autre côté de la peur ». N'est-ce pas là une arme indispensable pour afronter le réel ?

gonie si anachroniquement éloignée du Chili i Elle est belle... à condition de vouloir enbiler qu'une réalité détestée l'inspire, celle des « forêts de poings levés », à condition de pouvoir pardonner à Jean Raspeil es répulsion pour le « peuple » qui « veille » à ce que « la médiocrité ne souffre pas d'exception »...

Il s'avère maintenant plus nettement que ces romans-fles fournissent à leur façon nuancée ou sournoise d'excellents repaires pour l'animai socio-politique. Car si la réalité plégée a provoqué l'échappée nécessaire, le rève possède quelquefois ses traquenards, ceux de la mise en condition par la séduction — je me is innocente par nature. La dérive semble bien contrôlée. Il fallait savoir par qui. Les rèves ici sont rarement des chiens fons qui tournent en rond en se mordant la queue. C'est à la fois dommage et rassurant. Dommage parce que l'imagination révèle ses trucages; rassurant car elle explose malgré tout avec force, communiquant son élan, son ardeur.

Le meilleur exemple, sans aucun deute, en est l'extraordinaire Semains

muniquant son élan, son ardeur.

Le meilleur exemple, sans aucun deute, en est l'extraordinaire semonne de Séraphine, à la fois réflexion sur l'utopie (a les utopistes posent des questions dangereuses pour la conservation de l'ordre existant ») et appei à l'utopie « en chambre », à l'exploration de uos désirs les plus profondément enfonis Georges Belmont, en postface a vou a : « L'affreux de ce livre est que fut envie de le citer tout entier, » Comment décrire, en effet, en d'eutres termes que ceux de Michel Sager, la commotion provoquée par l'exploration de la felle naissante de Séraphine de la felle naissante de Séraphine devant la vie, ce a désastre mou » ?
Comment expliquer en deux tignes
que sa folie ne devient telle que par
la faute de la société incapable
d'offrir à l'individu une reponse autre que l'exclusion et la solitude ? Comment faire comprendre l'union des contraires, de l'homme et de la femme en un seul, sans démontrer « qu'une solution délirante peut être juste », puisque « une harmonie est la résolution d'une différence... » ? Mais une échappée doit laisser l'in-dividu sur sa faim — pour qu'il l'assouvisse : premier pas vers la satisfaction des désirs.

QUAND ON N'A PAS L'HABITUDE DE ROULER **EN FRANCE** IL VAUT MIEUX ROULER

EN VOLVO
DEMANDE DE DOCUMENTATION SUR LES MODÈLES VOIVO.
VillePays Date de l'arrivée en France
ECOUPER ET RETOURNER CE BON A VOLVO FRANCE SERVICE T.D.S. 16 rue d'Orléans, 92200 NEUILLY. Telex 610.994 ou téléphone : 747.50.05

VOLVO . VENTES DIRECTES EXPORTATION

LEÇONS DE LA LUTTE CONTRE L'AÉROPORT DE NARITA

Les Japonais entre la violence et l'écrasement des espérances

Par PHILIPPE PONS

N détruisant, le dimanche 28 mars, les installations de la tour de contrôle du nouvel aéroport de Tokyo, à Narita, dont l'ouverture devait avoir lieu quelouse incomparaire. tour de contrôle du nouvel aeroport de Tokyo, à Narita, dont l'ouverture devait avoir lieu quelques jours
pins tard, la Ligue d'opposition à
l'aéroport (Hantial domei), soutenue
par des étudiants radicaux, a démonire une fois de plus as détermination.
Acte apparemment « gratuit » car,
si la motivation profonde des paysans
est blan un refus des expropriations,
leur révolte violente ne pouvait en
rien contribuer à leur resituer des
terres aujourd'hui recouvertes d'une
chappe de béton.
L'aéroport a pu être enfin inauguré
le 20 mai, dans le tumulte de nouvelles
manifestations d'hostilité. En fait,
celles-ci n'avaient pratiquement pas
cessé : la bataille de Narita aura duré
douze ans. Et elle a largement dépassé
le eadre strict d'une opposition de
paysans accrochés à leurs terres et
refusant le « progrès ». Elle fait ressortir les caractéristiques proposa au
développement japonais au cours de
ces vingt dernières années et les mutations sociales profondes auxquelles il a

tione sociales profondes auxquelles il a

donné lleu. Le Japon s'est industrialisé avec une rapidité étonnante sans pour autant devenir une société moderne au sens occidental du terme. Son développeoccidental du terme. Son développe-ment économique et technologique s'est fait sans qu'au niveau idéolo-gique s'opère une évolution analogue. Les rapports de production nouveaux qui s'instaurent au Japon au cours de l'ère Meijl se lovent en fait dans le moule des anciennes structures de type féodal. Les marxistes japonais l'ont bien senti qui, vers les années 20, entament une controverse, jamais étainte, sur la guestion de savoir si enament une controverse, jamais éteinte, sur la question de savoir si Meili était ou non une révolution bourgeoise (controverse entre les Rono-ha et les Koza-ha). Important la technologie occidentale, le Japon se dote en même temps de l'appareil étatique et juridique qui l'accompatina Mei il nett que qui l'accompanya Mei il nett que qui l'accompanya Mei il nett que qui l'accompanya Mei il nett que proprietallement. gne. Mais il n'est que superficiellement un Etat moderne. En profondeur, continue à fonctionner le système

ancien (relations verticales, attache-

ment au groupe, etc.).

La superficialité de la modernisation idéologique du Japon apparaît
à deux niveaux dans l'affaire de
Narita : à une conception pour le
moins estompée de la notion d'« intérêts public » et de respect des servitudes qui en découlent, répond une
conception non moins amoindrie des
droits de l'individu face à l'Etat. Pour
faire avancer ses projets, l'Etat
explique, palabre et tâche de convaincre les citoyens de la nécessité de
faire des concessions, la dépendance
aveugle des populations à l'égard de
l'administration — héritée du temps
des Tokugawa — assurant en fait
l'assentiment final.

Dans le Japon traditionnel, le

l'assentiment final.

Dans le Japon traditionnel, le souverain est celui qui reçoit la sonmission. Le pouvoir aujourd'hui — qu'il soit politique on économique — tire sa légitimité non pas du fait qu'il est ceusé être l'emanation de la volonté populaire mais de son existence même en tant que pouvoir. De même qu'il se définit dans et par son groupe, le Japonais se reconnaît dans cet Etat, nouvelle configuration du pouvoir ancestral, et en accepte a priori la primauté.

Ce système fonctionne parfaite-

accepte a priori la primanté.

Ce système fonctionne parfaitement. Le capitalisme japonais étant né dans le creuset de la féodalité, il a été d'entrée de jeu tempéré par des valeurs de reciprocité héritées du passé qui minimisent l'asservissement et donnent par certains côtés à la société japonaise des allures de social-démocratie». Le système n'en engendre pas moins des abus : le pouvoir, apparemment non directif, obtient néanmoins ce qu'il veut. Qu'il soit diffus, dilué dans la palabre qui semble mettre tout le monde an même niveau, le rapport de forces n'en existe pas moins entre les puissants et ceux qui ne le sont pas. En cas de divergence, c'est sur le terrain de la morale, et non du droit, que se placent les plaignants qui ne font en cela que consacrer un rapport inégalitaire.

Une équivoque diffuse

OR, fondamentalement, le système est faussé: si la base du rapport entre pouvoir et citoyens s'identifie à l'acte originel de confiance de l'époque féodale, le système actuel, dans la ligne des obligations réciproques entre le seigneur et son vassal, a pour moteur une froide volonté de rentabilité, un matérialisme propice à tous les passe-droit; dans l'affaire de Minamata, le tissu complexe de complicités entre l'usine polluante, les experts, les médecins et l'administra-tion est très clair à cet égard.

tion est très clair à cet égard.

En général, cette équivoque demeure diffuse. Ainsi les pécheurs des lles de la mer de Shiranui parient sans haine aiors même qu'ils sont nouvellement atteints par la maladie de Minamata: c'est encore avec des réactions prémodernes, de vassalité, qu'ils demandent aide sans condamner pour autant l'usine Chisso. C'est parce que celle-ci, pendant des années, refusa d'aider les malades et de cesser de poliuer la mer que les victimes ont eu recours aux tribunaux mais après combien de mer que les victimes ont eu recours aux tribunaux, mais après combien de trèbuchements et d'atermolements.

A Narita, le télescopage entre les modes de pensée d'une communauté paysanne et la finalité de l'action de l'Etat apparaissent clairement. En fait, le processus va achopper en raison des maladresses des autorités. L'Etat décide de construire le nouvei aéroport de Tokyo à Narita et avertit les paysans, alors que le projet atteint les paysans, alors que le projet atteint dèjà son stade final. La première réaction des paysans est négative : ils font valoir qu'ils n'ont pas èté consultés. L'Etat décide de passer outre aux récriminations et de lancer le projet. Sans doute pensait-on alors dans les sphères dirigeantes que, s'agissant de paysans fidèles au parti libéral-démocrate (PLD.), ils finiralent pas céder. En « perdant » quelques mois à discuter, c'est-à-dire en suivant la voie traditionnelle au Japon, l'Etat aurai; certainement obtenu ce qu'il voulait. En agissant par la force, il a braqué les paysans qui, d'abord déroutés, prendront peu à peu conscience que la confiance est brisée : le pouvoir s'est, de leur point de vue, placé « hots-la-loi ». Après une période de résistance pacifique (1965-1967), îls se révoltent. Comme nous le dit M. Tomura, chef de la Hantai domei, « l'attitude du gouvernement a eu pour résultat de transjormer en révolutionnaires les conscruateurs que nous étions. Au début, il n'y avait certes qu'un atta-chement viscéral d'ut terre. Mais, au jil de la lutte, est née une véritable conscience d'appartentr à une classe sociale différente de celle dont le pouvoir défendait les intérêts. Déclenchée, la bataille de Narita va avoir trois caractéristiques qui en font un phénomène sociologique exemplaire. D'une part, après une phase où les partis socialiste, et communiste vont essayer de l'encadrer, la bataille va rapidement se situer en marge de la lutte partisane. Des Japonais qui votent conservateur se mobilisent pourtant dans des luttes pour défendre leurs droits essentiels (contre la pollution), mais s'ils s'opposent au pouvoir que représente le parti libéral-démocrate, ils ne basculent pas pour autant à gauche, comme s'ils avaient obscurément conscience que les partis d'opposition ne peuvent défendre leurs d'opposition ne le leurs d'opposition ne leure d'opposition ne leure d'opposition de leure d'opposition ne leure d'opposition de leure d'opposition de leure d'opposition de leure d'oppositio ralent pas céder. En « perdant » quel-

rement conscience que les partis d'opposition ne peuvent défendre leurs intérêts. Les Jumin undo (mourements de cirgens) sont la première expression organisée de mouvements destinés à pallier les carences des partis politiques cantonnés dans un discours abstrait. De tels mouvements sont encore embryonnaires en Europe. Pourtant, la situation est semblahle: les catégories de la population qui auraient objectivement intérêt à sontenir la gauche ne vont pas jusque là, car les slogans et mots d'ordre de celie-ci, trop dognatiques, ne répondent pas à leurs demandes. Ils voient donc pour ceux qui, à leurs yeux, ont le bénéfice du réalisme, sinon l'attrait de la justice sociale. La seconde caractéristique de la bataille de Narita est qu'elle a donne lieu à une alliance « contre nature » entre des paysans, petits propriétaires gagnant relativement bien leur vie pour la plupart, fidèles électeurs du parti libéral-démocrate de surcroît, avec les mouvements étudiants les plus radicaux. Car les paysans de Narita se sont vite aperçus que, sans un « fer de lance », leur combat était voué à l'échec. Ils ont donc accepté l'alliance avec les étudiants. Pour ces derniers, la Intie de Narita set de la partit de la content de la discours abstrait. De tels mouvements accepté l'alliance avec les étudiants. Pour ces derniers, la Intte de Narita fut, d'une part, un ferment d'unité entre des groupes engagés tradition-nellement dans des luttes intersectes (uchioega) et, d'autre part, l'occasion de repenser leur conception de l'activisme. L'idéalisme pacifiste des années 60 s'est muc en une hostilité dirigée directement contre les autorités en tant que telles et non pas

Nouvelle conscience dans la communauté traditionnelle

POUR beaucoup d'observateurs, les paysans de Narita sont devenus les jouets des gauchistes. Vision un peu hâtive, car, si les actes de violence sont en général le fait des étudiants, la Hantai domei n'est en rien tombée sous leur contrôle. C'est là la troisième caractéristique de la lutte de Narita. Lors des grandes batailles de 1971, seuls les paysans avaient pu inventer un mode de lutte aussi symbolique de leur situation : chassés de leur terre, ils se sont enterres; pour faire face aux buildozers, ils se sont enchaînés aux arbres; face à cette poignée d'hommes et de femmes qui voulaient se sondre dans cette terre d'où en les excluait, il y avait l'Etat et sa répression.

et sa répression.

Plus profondément, pour s'organiser dans la Intte, la communauté paysanne a du modifier par elle-même sa structure, en particulier en bri-



simplement parce qu'elles étaient le « jouet » de l'impérialisme américain. Narita fut, de ce point de vue l'occasion pour les gauchistes japonais, longtemps sans relation avec la classe ouvrière dont ils se réclamaient, de sortir de leur idéalisme, précisément à un moment où le mouvement étudiant japonais, comme en Europe après 1968, commençait à s'enliser.

sations en Europe pourraient réfléchir.
La violence à laquelle ont recours les adversaires de l'aéroport est condamnable, et pourtant, aussi bieu dans l'affaire de Narita qu'en octobre dernier, lors du détournement sur Dacca d'un avion de la JAL par l'Armée rouge, les Japonais ont donné au monde une leçon de sens démocratique. Dans l'ensemble, ils condamnent vigoureusement les actions terrocratique. Dans l'ensemble, ils condamnent vigoureusement les actions terroristes. Cependant ne règne pas an
Japon un climat de «chasse aux
sorcières» et l'appel à la délatim
ou aux exécutions sommaires. Tout
en condamnant le «uandalisme» du
26 mars, le grand quotidien Asahi
écrit dans un éditorial qu'il y a aussi
« des aspects raisonnables et justijiés» dans la lutte contre l'aéroport.
En autorisant la police à employer
ses armes contre les manifestants,
le gouvernement de M. Fukuda s'est
départi d'une position de calme et
de réserve qui était à son honneur,
notamment dans l'affaire de Dacca
Une démocratie doit réprimer les
abus, elle ne doit pas pour autant
renoncer à ses idéaux : le véritable
danger qui menace la démocratie au sant les distinctions traditionnelles entre les vieux et les jeunea, les femmes et les hommes, les réseaux d'obligations tissés par l'échange des dons (giri), la hiérarchie entre le propriétaire et le producteur, etc. En quelques années, les habitants de Sanrizuda (le village directement to u c hé par l'aéroport) ont pris conscience que la société les vouait tous an même sort : disparaître en tant que petits propriétaires et aller grossir les rangs dn prolétariat des villes. Cette évolution est propre à Narita, alors qu'à Minamata la maladie et villes. Cette évolution est propre à Na-rita, alors qu'à Minamata la maladie et la lutte ont fait éclater les structures traditionnelles de la communauté, fondées sur l'emtraide, sans donner naissance à d'autres réseaux de rela-tions. La bataille de Narita a ainsi pris le caractère d'un mouvement de renoncer à ses Méaux ; le véritable danger qui menace la démocratie au Japon est sans donte moins la violence, dont il convient tout autant de supprimer les canses que de la combattre, qu'un autoritarisme qui écrase l'homme dans ses espérances, comme les bulldozers ont balayé la vie des paysans de Narita.

du MONTCEL

établissement privé fondé en 1923

resistance authentique et autogestion-naire, sur lequel beaucoup d'organi-

jouy-en-josas (yvelines)

internat: jeunes gens WEEK-END ASSURÉ demi-pension: mixte parc de 20 hectares à 15 km de Paris

enseignement: de la 6° aux classes terminales (A.B.C.D.)

études dirigées, contrôle continu, préparation au baccalauréat

éducation sportive : vie de plein air, sports d'équipe, athlétisme, tennis, piscine cours de vacances d'été: révisions intensives et sports

Tous renseignements et documentation écrire à :

ÉCOLE DU MONTCEL, 78350 Jouy-en-josas, Tél.: 956-40-30 +

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY Directeur de le publication : Jecques FAUVET Rédacteur en chef : Claude JULIEN Rédactrice en chef adjointe : Micheline PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en francs) VOIE NORMALE DOM, TGM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, uritanie, République maigache, Mail. Niger, Sénégal, Tchad, Haute-ta, Cameroun, Togo, Guinée, Tuniste, Poste militaire, Poste navale, iorre, Monaco

PAR AVION (abonnement et taxes) :

Libye, Egypte, Arabie Saoudite,

Adr. télégraphique : Jourmonds Paris

(Chèone postal : Paris nº 4207-22) ction et administration, 5, rue des Italiens, 7547 PARIS (JEDEN 69 Abonnements : 829-63-63 Tél. Bédaction : 245-72-23 raphique : Jourmonds Paris Télex : Le Monde 656-572 Paris

Recevez un CADEAU

LE MONDE diplomatique

BULLETIN D'ABONNEMENT

Pour ceux d'entre vous qui souhaitent recevoir régulièrement le Monde diplomatique, il suffit de nous renvoyer le bulletin ci-dessous. Vous ne paierez que 65 F pour douze numéros, ou lieu de 72 F pour l'étranger, voir ci-contre) et vous recevrez, es CADEAU, l'un de nos récents numéros.

> RECEVEZ EN CADEAU l'un des numéros auivants :

l'un des numéros auivants :

| 290 Une droite triomphante aux Etate-Unia, mai 1978. |
| 288 L'Italie de la violence, avril 1978. |
| 288 Le droit à l'information à l'épreuve des progrès scientifiques, mars 1978 |
| 287 La démoncratie trainie per les manipulations électorales, février 1978. |
| 286 Le justice en question, janvier 1978. |
| 285 Le fauchs française et les contestataires soviétiques, décembre 1977. |
| 284 La Grèce entre le scephicisme et l'inquiètude, novembre 1977. |
| 283 Roumanie : un « socialisme » autoritaire, octobre 1977. |
| 284 Le condition des travailleurs immigrés, esptembre 1977. |

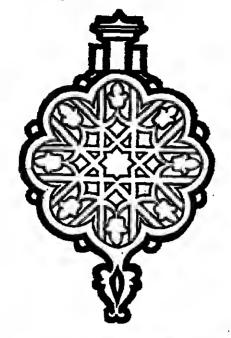
Je vous règle to somme de 65 F pour mon abannement de un on (douze numéros) au Manda diplomatique, et je reçois en cadeau l'un des numéros cochés ci-contre.

OPTION: Je désire, en outre, recevoir les outres numéros que j'oi cochés; je vous les règle sur lo base de 6 F l'exemplaire.

Envoyez votre bulletin et votre règlement (chèque bancoire ou postal à l'ordre du Monde), ou Monde diplomatique, sobonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09 - (Tél.: 246-72-23) - MD 678.

oteui

.-...



LAGERIE face à son développement

Seize ans apres son accession à l'indépendance, l'Algérie aborde une étape crueiale pour son avenir. Elle dresse un bilan de ses réalisations et dessine les perspectives de la prochaine décennie.

« Année des congrès » (ouvriers, paysans, anciens moudjahidine, jeunes, femmes) qui sera conuronnée par le deuxième congrès du F.L.N., 1978 est aussi une année charnière : le denzième plan quadriennal s'est théoriquement achevé à la fin de 1977, mais le troisième ne commencera qu'en 1979. Un deuble débat Idéologique et économique est en cours ; il porte sur la réorganisation du parti et sur le « modèle de développement » algérien. Les deux thèmes sont intimement liés, puisque c'est le FLN, qui décidera les grandes erientations du plan et contrôlera leur application. De la base an semmet, les critiques vont bon train. On ne peut les apprécier qu'en fonction de la situation héritée de la colonisation et des conditions dans lesquelles le jeune Eint s'est construit depuis

1962 : bouleversée par huit ans de guerre, déchirée entre une élite de formation française et une masse de culture arabo-islamique. dramatiquement privée de cadres par le départ massif des Européens, héritière d'une économie largement extravertie par cent trente ans de colenisation, l'Algérie connaît une situation anarchique. Elle semble mal partie.

19 juin 1965 : en accédant an pouvoir, le président Boumediène et son équipe se fixent trois buts principaux : construire l'Eist, parfaire l'indépendance politique par la récupération des richesses nationales, poser les bases du « décollage » économique. Ces trois

ebjectifs ont, dans l'ensemble, été atteints. La construction de l'Etat s'est faite par l'organisation d'une administration généralement compétente, encore que lourde, tatillonne et senvent bureaucratique; la mise en place d'une série d'institutions politiques destinées à remplacer celles de la période antérieure (Assemblée nationale, Constitution de 1968) qui avaient mediocrement fonctionné; la création d'une cinquantaine de

sociétés nationales, comme la Sonatrach (hydrocarbures), colonne vertebrale éconemique du pays et du pouvoir. Le F.L.N. lui ayant délégué ses responsabilités, le Conseil de la révolution devient, en 1965, l'instance suprême ; il devait

disparaître an profit du burean politique qui sera élu par le congrès du parti. En 1967, ce Conseil instaure les assemblées populaires (départements), partant du principe qu'elles seront des « écoles de démocratie » et qu'il faut construire la pyramide institutionnelle en partant de la base. Dans le même temps, est lancée la triple révolution industrielle, agraire et culturelle. Il fendra attendre 1976 pour que l'édifice soit complété. Approvée par référendum le 27 juin, après un intense débat, la charte nationale qui fixe les grandes options idéologiques, politiques, économiques et culturelles de la nation devient le texte fendamental de référence. Viennent ensuite, l'adeption de la Constitution (19 novembre); l'élection du président de la République (14 décembre) et celle de l'Assemblée populaire nationale (25 février 1977) suivie, en avril, d'un important remaniement ministériel.

Les différentes mesures de nationalisation — celle des hydrocarbures en 1971 ayant été la plus déterminante — donnent à l'Etat les moyens de se deter de l'infrastructure indispensable à l'essor du pays tout en fournissant une assise solide à sa politique etrangère. Extrapelant son expérience, la diplomatic algérienne primera l'instanration d'un nouvel ordre économique international raque Alger assurera la présidence des non-alignés de 1973 à 1976, Le « décollage » est assuré à l'intérieur par une série de plans. Le pré plan triennal 1967-1969 est celui de l' « inventaire » des es et des moyens; le premier plan quadriennal (1970-1973). celui des « impulsions »; le deuxième (1974-1977), celui de celul des « impulsions »; le deuxième (1974-1977), celui de l' « effort quantitatif ». Malgré des retards et des « surcoits », les réalisations ne sont pas négligeables comme en témolgne le tanz de croissance de la production intérieure hrute (P.I.B.) qui a été, en moyenne, de 8.5 % entre 1970 et 1977, coutre 3.5 % an Marce entre 1960 et 1972 et 3.2 % en Tunisie dans la même période. Ce résultat est cependant obtenu au prix d'une grande anstérité due au taux des investissements — un des plus forts du mondo — qui a oscillé entre 40 et 50 % de la P.I.B. qui a atteint 80 milliards de dinars (1 DA = 1,20 FF) en 1977. « Année blanche », 1978 deit permettre d'achever le deuxième

devrait être celui de la « qualité » et de réfléchir aux problèn de société. En effet, les réalisations, si spectaculaires soient-elles, ne penvent masquer ni les lacunes, ni les erreurs — parfois de « mieux vivre » des Algériens.

Sur le plan économique et social, le désir de brûler les étapes a fait mettre l'accent sur les « industries industrialisantes » et négliger plusieurs secteurs (habitat, aménagement du territoire et, par certains côtés, l'agriculture) ; la planification mai maitrisée et les insuffisances de la coordination à différents niveaux ont condult parfels à des situations aberrantes; des domaines privi-légiés, comme celui de l'éducation, ont certes donné des résultats, mais la qualité de l'enseignement ne correspond pas aux exigences d'un société en pleine mutation; la faiblesse de la productivité, dont les causes sont multiples, et un fort accroissement démographique accentnant l'ampleur du déficit alimentaire et repré-

sentant une contrainte supplémentaire pour le jeune Etat. Sur le plan idéologique et politique, le parti n'ayant pas jouê le rôle d'animation et de contrôle qui aurait dû être le sien, certains maux comme le gaspillage, le laisser-aller, l'absentéisme, le para-sitisme, la corruption, maintes fois dénoncés par le chef de l'Etat, sont apparus ou se sont aggravés. Ils font partie d'un phénomène plus général considéré comme un des principaux ennemis du socia-lisme : la bureaucratie. La réorganisation du parti et la façon dont elle sera menée à blen paraissent dès lors déterminantes pour l'instauration d'une société socialiste vivante et démocratique, et pour la consolidation du projet de développement économique et social.

Le présent supplément s'est efforcé de traiter les thèmes majeurs qui sont au centre des préoccupations de l'Algérie. Les différents articles dressent un bilan tout en reflétant l'important travail de réflexion en cours. Les réponses qui seront apportées aux questions posées par l'élaboration du trolaième plan et les décisions qui seront prises par le denxième congrès du F.L.N. pour surmenter certaines contradictions dessineront le visage de l'Algérie peur l' « herizon 1985 ».

. PAUL BALTA

L'industrialisation TCEL moteur de l'économie

- Par PATRICE ROBINEAU *---

E second plan quadriennal s'est achevé en 1977. Il faudra attendre 1979 pour que s'ouvre le suivant : 1978 apparaît donc eom me une année blanche » en matière d'investissements. Cette pause deit permettre de rattraper les retards de réalisation enregistrés dans différents secteurs d'activité. Elle permet également de préparer les nouvelles erientations économiques qui seront vraisemblablement formulées lors du prochain congrès mulées lors du prochain congrès du FLN.

ines)

name (4)。 口 (1)

Andreas - Same

crite a

-josas. 😳

D'ABONNEMENT

IECEVEZ EN TADEAU

du F.L.N.

Le débat principal concerne les choix industriels. Si le principe même d'une industrialisation dynamique na saurait être remis en cause, il convient par contre de s'interroger sur sa forme actuelle, ainsi que sur .es effets, internes et externes. La situation de l'agriculture et le rapport villes - campagnes, le niveau de la productivité et de l'emploi, la formation et la répartition des revenus, le poids du secteur privé, l'endettement extérieur et les eptions exportatrices rieur et les eptions exportatrices sont antant de problèmes dont l'analyse renvole à la stratégie globale de développement et à son application.

son application.

Les textes efficiels mettent en avant deux ebjectifs fondamentaux: l'élévation du nivean de vie des masses et l'indépendance économique. Ceux-ci ne peuvent être atteints que par une succession d'étapes dont la franchissement apparaît à la fois comme le fruit d'une option politique de base (socialisation des grands moyens de production et d'échanges) et d'une utilisation appropriée des circonstances (évolution des rapports de forces internes et internationaux).

Le modèle de développement

Le modèle de développement Le modèle de développement élaboré il y a une dizalne d'an-nées est fondé sur l'installation d'un appareil productif à forts capacité d'intégration entre des secteurs économiques progressivement diversifiés. Le pré-plan triennal (1967-1969) puis, surtont, les deux plans quadriennaux (1970-1973 et 1974-1977) ont traduit jusqu'alors les choix globaux et leur évolution, que l'on peut suivre à travers l'allocation intersectorielle des invescation intersectorielle des inves-tissements. Ces derniers sont réalisés au niveau technique et matériel par des sociétés natio-nales, chacune ayant la charge

place d'industries specifiques. La nécessité d'élever en priorité le pouvoir d'achat des masses rurales et de réduire la dépendance alimentaire à l'égard de l'extérieur en détermine n'n e première série : industries mècanique, chimique, de matériaux de construction, qui vont fournir à l'agriculture les biens dont elle a besoin pour accroître son niveau de productivité (engrais, pesticides, machines agricoles, équipement d'intigation, etc.). A cette articulation fondamentale entre l'agriculture et l'industrie doit s'ajouter une procédure d'intégration an sein du secteur industriel lui-même : la valorisation des produits miniers et leur transformation appellent la mise en place d'une industrie sidérurgique et métallurgique, puis la diversification des branches mécaniques, afin de donner assisé à un tissu industriel national débouchant sur la production de biens de consommation.

Cet ensemble d'unités de pro-duction nécessite des investisse-ments de départ très coûteux : ments de départ très coûteux :
cela est une caractéristique
commune aux industries de base
et se trouve renforcé par un
choix systématique en faveur
des grandes échelles et des
technologies de pointe. Dans une
économie de faible productivité,
le surplus issu de l'agriculture
— lousqu'il existe — et la mobilisation de l'épargne interne ne

Chargé de recherche à l'Insti-tut International d'études sociales, Genève.

peuvent suffire, à moins d'une preselon intolérable sur la consommation. L'Algérie à levé en partie cet ebstacle en déreloppant le secteur des hydrocarbures qui lui permet d'obtenir un surplus d'origine externe. Le processus d'industrialisation, conduit selon les priorités que nous venuns d'évoquer, a déjà donné naissance à une première génération de produits : grands intermédiaires de la chimie, plastiques, acier, ciment, produits énergétiques. Le nombre d'usines construites durant ces dix dernières années est impressionnant, tandis que l'emploi dans l'industrie, le bâtiment et les travaux publice s'est notablement acuru. En termes financiers, les investissements industriels ont, pour chacun des trois plans, dépassé 50 % du montant total des investissements réalissa. La valeur a joutée de l'industrie et de la construction atteint à présent 60 % environ du produit intérieur brut.

L'industrialisation commât un dynamisme indéniable au regard

L'industrialisation connaît un dynamisme indéniable au regard de ces résultats quantitatifs. On ne saurait touterels l'apprécier sans analyser ses exigences, son efficacité réelle et ses effets. 24 à 27 - Economie.

Lire pages 23 à 38_

O R ce legs va subir le double choc de la libération et des options socio-économiques de l'Algérie. Avec l'indépendance, tout d'abord, l'administration se vide de sa substance humaine et l'exode massif des cadres et agents deit toujours être présent à l'espuit lorsque l'on veut apprécier l'évolution ultérienre et la situatien présente : en 1962-1963, ponr tout observateur, l'Algérie présente l'image d'un corps anémié, saigné à blanc par les pertes de globules rouges qui constituent, d'une part, la disparition de nombreux cadres du fait de la guerre; d'autre part, la désertion de leur poste de cadres et techniciens européens.

30-31 — Aménagement du territoire.
33-34 — Démographie.

-- Politique étrangère.

- Administration,

- Education.

- Urbanisms et construction.

(Live la suite page 24.) Au même moment, alors

. Un double choc que l'administration peut diffi-cilement accomplir ses tâches classiques, elle est sollicitée pour affronter une action économique urgente : en effet, la piupart des entreprises, des activités et des blens devenus vacants attendent instamment que l'Etat et les col-lectivités locales les prennent en charge ou, à tout le moins, en facilitent le fonctionnement et la gestion,

> Donc — et cela est important à neter — ce n'est pas l'administration qui se lance dans le développement, e'est la nécessité économique et sociale qui vient a'imposer à l'administration. Il est à peine besoin de souligner l'extraordinaire reconversion que celle-ci doit réaliser pour relever un tel défi avec toutes ses implications pour l'avenir. Car, pardelà ce défi de l'heure, c'est, en vérité, toute la conception du rôle et de la place de l'Etat dans le pays qui est en jeu, comple le pays qui est en jeu, compte tenn des options socialistes, du choix du parti unique, ainsi que

* Professeur agrégé à la faculté de droit d'Alger.

-Par AHMED MAHIOU +-

d'une ou plusieurs branches de l'industrie, et détenant pour les activités de base le monopue semble de l'économie; en engagent par ailleurs une transfer mation des rapports sociaux— révolution d'est ainsi que les deux révolution agricules comme a l'Est, an Nord écouler que de sur se son la Sonafrach (hydrocarbures et ses dérivés) et la SNS. (produits sidérurgiques).

Dans un premier temps, la productivis des deux rieix va alors pouvoir se dére principau que nous versons et ses derivés) et la SNS. (produits sidérurgiques).

Dans un premier temps, la productivis des deux consentration des biens de consounait la priorité est done accordée aux rieix va alors pouvoir se dére productivité des autres pouvoir d'achat.

Des investissements très coûteux

L'Algérie a'échappe pas à cette internet et production des priorité et done accordes aux rieix va alors pouvoir se développéement ét consentre un marche internet en expansion, grâce à internet et est coil.

L'Algérie a'échappe pas à cette internet à la guerre d'algérie ; celle-ci sont suits expectation de souvers des values pouvoir d'achat.

L'Algérie a'échappe pas à cette situation des values pouvoir d'achat des masses rune base indépendance acipe donc la mise en partie est estable en développement des consonnes et social.

L'Algérie a'échappe pas à cette internet et prunique et à la guerre d'algérie ; celle-ci sont suits caractrissiques : c'était in consonnation. L'Algérie a'échappe pas à cette situation des values pouvoir d'achat des masses rune base indépendance actige donc la mise en partie est estable en développement des consonnes au Sud, ehacun s'intérnet comme au Sud, ehacun s'intérnet comme en des librais en socialiste, développée en avers comme à l'intérnet en carge des des recomments et efficacement ét diffeacement ét est social.

L'Algérie a'échappe pas à cette internet et prunique et social l'acque et social l'Algérie a'échappe pas à cette situation des souvers des social des productives des consonnes et social l'acque et social l'Algérie a'échappe pas à c

Le risque bureaucratique

des difficultés que traverse la société algérienne. Tout en reconnaissant l'impor-

tance, voire le rôle décisif de l'action administrative, beauceup redoutent un développement excessif des appareils de l'Etat. une réflexion critique, amorcee dans le programme de Tripoli des 1962, s'aiguise et se précise dans la charte d'Alger (1964) qui pose les jalons d'una approche giobale relativa à la place et à la fonction de l'administration; celle-ci est entourée de méfiance et même de suspicion dans la refuge des intérêts menacés par le socialisme et tout changement da nature révolutionnaire. Sans manifester pareille suspicion, la charte nationale adoptée en 1976 souligne les risques susceptibles de naître sous la forme d'une bureaucratie ainsi définie : « La bureaucratie représente une dé-générescence de la fonction administrative et du système de gestion. De ee fait. elle dénature l'organisation qu'elle dévie ainsi de sa raison d'être. Elle provoque la selérose ou la paralysie et peut conduire aux déviations qui éloignent des objectifs de la Révolution et altèrent le sens et l'esprit du socialisme. » Le Consti-tution de 1976 y fait aussi référence expressement puisqu'elle assigne comme objectifs, respectivement, à la révolution cultu-relle le soin a de combattre les fléaux sociaux et de lutter contre la bureaucratie » (art. 19) et s n x institutions de contrôle (assemblées populaires) la mission « de prévenir les insuffisances, les carences et les déviations » des organea administratifs

Le mal bureaucratique existe donc et il n'a pas toujours été conjuré. Le problème est de savoir quelles sont les raisons qui ont poussé objectivement à la naissance en à la renaissance du phénomène. Il est possible d'identifier certains éléments au niveau des méthodes, des structures et des hommes.

(Live la suite page 36.)

ÉCONOMIE

L'industrialisation moteur de l'économie

(Suite de la page 23.)

La forte croissance du volume des investissements en tre les des investissements eutre les deux plans quadriennaux (25 milliards de dinars pour le premier. 110 milliards pour le second) est essentiellement due à la revalorisation du prix du pétrole. Mais l'on sait que les réserves seront pratiquement épuisées au bout de vingt ans à raison d'une production de 55 millions de tonnes par an. Compte tenu de ce temps limité d'exploitation et de l'inflation sur les blens d'équipement, produits intermédiaires et services techniques importés, le ment, produits intermédiaires et services techniques importés, le pouvoir d'achat à l'égard de l'extérieur ne peut être maintenu, voire accru, que par l'exploitation d'une autre ressource à forts valorisation sur le marché international. C'est pourquoi un vaste programme d'exploitation de gas naturel a été mis au point. Les estimations les plus favorables prévoient pour 1985 un volume d'exportation de gaz naturel liquésié (G.N.L.) s'élevant à 70 milliards de mètres cubes, dont 35 milliards à destination des Etats-Unis Sur la base des des Etats-Unis. Sur la base des prix de 1976. l'ensemble des recettes en devises provenant des ventes d'hydrocarbures pourdes ventes d'hydrocarbures pour-raient alors se chiffrer à près de 12 milliards de dollars, solt plus du double des recettes actuelles.

Mais la valorisation du gaz exige d'importants investisse-ments à tous les stades : extrac-tion à pressier treitment.

ments à tous les stades : extraction et premier traitement,
acheminement par gazoduc, ilquéfaction sur l'aire terminale
puis transport par méthaniers.
L'Algérie va connaître un
accroissement sensible de son
endettement extérieur pendant
les prochaines années, et le
service de la dette doit passer,
entre 1976 et 1985, de 18 % à
25 % du montant annuel des
exportations. Selon les instituexportations. Selon les institu-tions financières internationales.

la situation n'est pas alarmante, le produit des ventes de gaz naturel liquérié devenant subatantiel dès 1981. L'ensemble de ces calculs est toutefois soumis à plusieurs incertitudes. D'ahord, les exportations de gaz vers les Etats-Unis vont dépendre de la politique énergétique de ce pays, qui n'est pas encore définitivement fixée tant sur le plan des prix que sur celui des quotas d'importation. D'une façon plus générale, le programme peut être remis en cause par les aléas de la conjoncture internationale ou par un changement d'attitude par un changement d'attitude des partenaires commerciaux. Enfin, tout allongement du dé-lai de réalisation des investis-sements peut entraîner un retard de production — et donc de

ventes - accentuant la pression sur la capacité de rembourse-

sur la capacité de remboursement.

Vu le coût élevé des produits
de substitution, on peut prévoir
que le gaz va connaître une
demande soutenue, accompagnée
d'une hausse de prix progressive. D'autire part, la nécessité
pour l'Aigérie de gagner ce
nouveau pari constitue un stimulant pour mobiliser, au niveau interne, tous les moyens
qu'exige l'accomplissement du
programme. Le risque principal
devient alors de renforcer les
tendances exportatrices de l'économie, et de leur donner un
caractère structurel, au détriment des autres secteurs d'activités tournés directement vers
les besoins nationaux.

Le déséquilibre intersectoriel

O N admet théoriquement que le secteur des hydrocarbures a pour fonction de procurer un surplus destiné, pour se plus grande part, su financement des investissements à utilité interne. Il doit donc être subordonné à la logique globale de développement dont l'objectif est d'accroître le niveau de vie des masses. En fait, si ce secteur u'est pas maîtrisé, il tend à obéir à une logique propre et à déjouer la planification initiale par deux mécanismes au moins. En premier lieu, on constate que, pour chaque plan, le montant des investissements effectivement réalisés dans le secteur des hydrocarbures est supérieur aux prévisions, à la fois en valeurabsolue et en part relative. Ce dynamisme contraste avec la difficulté que rencontrent d'antres secteurs — agriculture et infrastructure surtout — pour consommer les ressources mises

à leur disposition. En second lien, certaines activités, originellement tournées vers les besoins internes, prennent également une orientation exportatrice en liant leur expansion à celle du secteur exportateur dominant. On assiste donc à une polarisation industrielle où la logique des branches à rentabilité financière externe l'emporte sur la logique d'ensemble, ordonnée à la rentabilité sociale. Ces branches a dynamiques a exercent leur capacité d'attraction sur les fonds d'investissement et sur la main-d'envre qualifiée, au risque d'engendrer des retards et des difficultés dans les autres sphères d'activités.

On s'aperçoit à présent que le processus d'industrialisation s'est réalisé sans que soit développée en conséquence l'infrastructure économique; cela provoque des goulets d'étranglement, en matière d'approvision-

ATT COMPLEXE

Un secteur de pointe : depuis l'indépendance en 1962, la production d'acier brut est passée de 5 500 tonnes par an à près de 400 000 tonnes



nement et de transports par exemple, comme l'illustre l'encombrement du port d'Alger. De même, sauf dans le domaine sociaire, les équipements sociaux n'ont guère été étendus. En raison de l'accroissement démographique et de la concentration des populations, les services urbains ont commu une sensible dégradation, particulièrement en ce qui concerne le logement et la distribution d'eau à usage

domestique. Le déséquilibre in-tersectoriel peut également se mesurer à la stination de l'agri-culture. L'accroissement progres-sif des produits industriels qui lui sont fournis ne parvient pas, pour le moment, à empêcher la stagnation de la production de certaines cultures. L'hétérogé-néité des structures sociales dans ce secteur rend difficile l'applice secteur rend difficile l'appli-cation d'une politique d'intensi-fication. Mais il faut également

considérer la nature mêma de la politique industrielle à l'égard de l'agriculture. Cette politique de l'agriculture. Cette politique se caractérise par une production centralisée d'une gamme restreinte de biens et elle peut difficilement s'adapter aux nécessités d'un outillage différenté seion les types de culture, les procédés existants, la situation locale de l'emploi, etc.

Au sein même du secteur industriel, l'articulation entre les

(PUBLICITÉ)

Pour vous servir en Algérie il vous faut une banque bien implantée sur tout le territoire

Pays en plein développement, l'Algèrie est un vaste chantier aù s'élèvent tous les jours les constructions et les usines. C'est donc un marché aux énormes possibilités auvert sur le monde. Banque de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture, la Banque Nationale d'Algèrie, par son réseau très étoffé à travers le territoire, est prête à vous y introduire.

Ses spécialistes vous infarmeront sur les différents marchès, les procèdures, les règlements. Ils vous assisteront dans l'éloboration de vos cantrats et la rédaction de leurs clauses financières. Consultez-les, ils vous aideront dans vos démarches et contribueront à vos succès.



Société nationale au capital de 400 000 000 de dinars Siège social: 8, bd Ernesto-(Che)-Guevara, ALGER Tél.: 62-05-44, 62-76-48, 62-74-26. - Télex: WATANI ALGER 52-788.

9 succursales et plus de 160 agences en Algérie.

Participations à l'étranger dans plusieurs banques internationales, dont l'Unian Méditerranéenne de Sanques à Paris, 50, rue de Lisbonne, 75008 PARIS. - Tél.: 766-52-84. - Télex: 660-213.

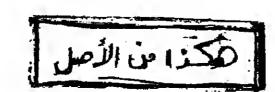
جي آانجال پرنک عالک نبال Banque Nationale d'Algérie

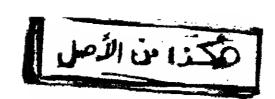
OFFICE NATION B.P. 656 - ALGER - GAF Telex 52828 onafex Alg

du 20 Ser

Foire G

d'écl









ECONOMIE

industries de biens de production et celles de biens de consommation semble faire défaut dans la mesure où ces dernières sont importées selon des contrats « clés en main ». L'intégration industrielle à ce nivean exige la mise en place d'une industrie et la multiplication des petites unités de construction mécanique assurant les fonctions auxiliaires des procédés de fabrication.

L'appel à la «bataille de la L'appel à la «bataille de la production» revient fréquemment dans la période actuelle, et il s'explique par la prise de conscience du fathie niveau de productivité dans de nombreuses branches. Seules l'énergie, la chimie et l'industrie alimentaire semblemt avoir enregistré des rendements croissants. La stagnation et parfois même la baisse de productivité ont diverses causes.

Tout d'abord, il existe globa-lement un écart entre les tech-nologies adoptées et la structure de qualification. Le choix systé-matique en faveur de technolo-gies de pointe allonge le délai

d'apprentissage et renforce en conséquence le recours à l'assistance technique. L'installation d'usines « clés en main » impose un « paquet technologique » difficilement maîtrisable, e a na compter parfois des sophistications coîtenses et peu utiles. De plus, on voit souvent s'instaurer une division du travail entre cadres algàrians et étrangers, les premiers s'occupant des tâches de gestion et les seconds des tâches techniques. On risque alors de réduire, d'une part, le choix technologique à la fixation d'une enveloppe financière et, d'autre part, la maîtrise de cette technologie à un simple contrôle de la réalisation de l'investissement et de son afficacité productive. L'appareil de formation d'ingénieurs et de techniclens peut, en partie, lever cette contrainte. Mais, en raison même de son expansion, il affronte de grandes difficultés et donne un niveau de connaissances couvent déficient par rapport aux engences des technologies adoptées. La maîtrise de ces dernières s'en tronve encore retardée.

Distorsions dans l'emploi, la productivité et les salaires

A capacité de production installée n'étant pas ntilisée à plein, le coût unitaire des produits s'accroît et empêche de réaliser les économies d'échelles escomptées. Ce coût élevé peut-entraîner à son tour, en l'absence subventions, une diminution se ventes, renforcant encore le fonctionnement en sous-capa-cité de production. On peut donc difficilement attribuer la faiblesse de la productivité à me défaillance de l'effort productif des travailleurs. Le rythme de travail est d'abord déterminà par la structura technique du processus de production et par le bon fonctionnement de celuile bon fonctionnement de celuici. Il suffit qu'un maillon de la
chaîne soit déficient — défaut
d'approvisionnement, panne et
attente de réparations — pour
la bloquer dans son ensemble,
avec une perte à la mesure du
degré de centralisation de la
production. Il faut enfin souligrant toutours sur un plan répégner, toujours sur un plan géné-ral, l'inadéquation entre les choix technologiques et les impé-ratifs d'une politique d'élargiesement de l'emploi. Si le sous-emploi dans l'agri-

culture reste très élevé, le nom-hre de travailleurs salariés dans l'industrie et l'administration a plus que doublé lors de ces dix dernières années. Soulignons qu'un tilers d'entre eux en moyenne sont occupés dans le bâtiment et les travaux publics où l'emploi dépend fortement de la vitalité des investissements dans les autres secteurs. La situation devrait de toute façon encore s'améliorer puisque s'inencore s'améliorer puisque s'in-tensifie à présent l'installation des industries da biens de consommation, théoriquement plus intensives en main-d'œuvre. plus intensives en main-d'œuvre.
Mais la pratique montre que
le choix technologique est trop
peu souvent adapté à cette
exigence de l'emploi (eas des
industries textiles et alimentaires). En outre, le résean
d'industries de sous-traitance,
très créateur d'emplois, est
inexistant, les sociétés nationales
intégrant en leur sein toutes
les fonctions auxillaires de la
production. Compte temu de
l'exode rural et de la croissance
de la population active, le
rythme de création d'emplois
productifs reste donc insuffi-

sant. D'où la multiplication des postes improducifis dans l'administration, et même dans les unités industrielles ou agricoles publiques ; d'où, également, le gonflement des emplois privés de type spéculatif.

La répartition des revenus pose plusieurs mestions dont

de type spéculatif.

La répartition des revenus pose plusieurs questions, dont l'une a fait l'objet de récentes décisions et se trouve encore débattue : la politique salariale. L'échelle dans la fonction publique est asses resserrée avec un écart de 1 à 5 entre les niveaux extrêmes de salaires. L'éventail s'élargit dans le secteur public productif, surtout par l'octrol de primes et d'avantages matériels pour les cadres (logement et voiture de fonction, par exemple). En fait, une double disparité doit être réduite, à nivean de qualification et d'effort productif égal, dans le secteur public : entre l'administration et les sociétés nationales d'une part, et entre ces dernières elles-mêmes d'autre part. La politique salariale doit devenir fonction de la productivité sociale et non s'appuyer sur la rentabilité financière ou le prestige de certaines entreprises. Mais c'est le secteur privé qui, par une formation anarchique des revenus non salariaux, provoque les plus graves distorsions. Surtout présent dans le secteur de la construction, certaines industries de transformation et de biens de consommation et de biens de consommation et de biens de consommation et de principales des entreprises.

industries de transformation et de biens de consommation, il s'approvisionne à des prix administrés auprès des entreprises publiques et valorise rapidement son capital, bénéficiant d'un marché favorable et d'une grande liberté dans la fixation de ses propres prix. On constate en outre que les taux des salaires dans ce secteur sont inférieurs en moyenne à ceux du secteur que le salaire minimum industriel garanti est actuellement en cours de revalorisation; il atteindra 800 dinars à la fin de cette année. Ce montant reste insuffisant, si on le rapporte au budget de consommation d'une famille moyenne en milieu urbain; mais il risque par contre d'accélérer l'exode vers les villes si des mesures de fixation des populations rurales ne sont pas prises.

Il existe en Algèrie une certaine prise de conscence des difficultés que nous venons d'àvoquer; des infléchissements de la politique économique et sociale out déjà eu lieu, tels que l'aménagement de la grille salariale et l'accrois-

sement des ressources budgé-taires destinées à l'habitat et à la formation professionnelle. A côté d'un acquis substantiel qu'il fant à présent consolider, cer-taines tendances lourdes sont spoarues, qui peuvent bloquer l'application d'arbitrages nou-

l'application d'arbitrages nouveaux.

La maîtrise du secteur exportateur est sans doute le problème
essentiel. Les ventes d'hydrocarbures permettent à la fois de
financer les investissements,
d'importer les produits alimentaires et autres biens de consommetton, de subventionner les
entreprises déficitaires. Le surplus d'origine externe offre
ainsi des facilités, entretenant
la croissance et garantissant la
stabilité sociale: à ce titre, il
accapare une grande partie des
ressources humaines et financières pour sa propre extension. accapare une grande partie des ressources humaines et financières pour sa propre extension. Cette polarisation n'est pas neutre à l'égard des principales o ption s de développement : choix technologique, modèle de consommation, formes d'industrialisation, rapports ville-campagne. Elle risque, en outre, de masquer l'urgence des sointions à apporter à des problèmes aigus : en premier lieu, la faiblesse générale du niveau de productivité et l'ampleur du déficit alimentaire. Et toute dégradation de ce côté renforce en retour l'impératif d'exportation. Si l'indépendance économique peut être accélérée par une certaine forme d'ouverture sur l'extérieur, elle exige simultanément une subordination du secteur exportateur aux fins du développement interne. Ce la exige des arbitrages rigoureux au niveau central concernant l'allocation des investissements, la sélection des techniques importées et le contrôle du secteur privé. Ces arbitrages effectués, une politique, du décentralisation peut être mise en place, permettant une melleure saisie des problèmes, une maîtrise de l'intégration des différents secteurs d'activités et un approfondissement de la démocratie.

un approfondissement de la démocratie.

Comment promouvoir n'n e industrialisation servant effectivement en priorité la paysannerie et ne rejetant pas les équipements et services sociaux dans une étape ultérieure, tonjours longue à venir ? L'industria de base a une finalité qui doit présider à son orientation : répondre avec un détour de propondre, avec un détour de pro-duction plus ou moins long, à une fonction de consommation accessible aux couches majoritaires de la population. Dans la charte nationale, il est dit : «Le socialisme a pour objectif essentiel d'assurer, au minimum,

essentiel d'assurer, au minimum, à chaque citoyen, un modèle de consommation correspondant aux normes d'une vie décente : logement, nourriture, vêtements, sauté, scolarisation des enjants, culture et loisirs. Les besoins jondamentaux des masses satisjaits, la croissance économique permettra à chaque Algérien d'accéder progressivement à une qualité de vie supérieure. >

Il semble que, en fait, la stratégie de développement ait, dans son application, quielque pen oublié cette finalité et se soit attachée surtout à mettre en place un appareil productif très lourd dont la forme centralisée multiplie les difficultés de gestion, de maîtrise technologique et d'intégration intersectorielle. Si certains produits, par leur of dintegration intersectionelle. Si certains produits, par leur nature et l'ampleur de leur marché, exigent une production de grande échelle, il existe toute une gamme d'activités — y compris dans le secteur des biens de production et produits intersection et al.

compris dans le secteur des biens de production et produits intermédiaires — qui penvent être réalisées dans des unités petites ou moyennes, avec des technologies moins complexes.

Chacun des deux plans quadriennaux comportait un programme d'industrie locale. Les projets ainsi planifiés commissent pour la pinpart un retard important dû à la faiblesse des moyens de réalisation des collectivités locales. Ils ne peuvent, en outre, pénétrer certaines tivités locales. Ils ne peuvent, en outre, pénétrer certaines branches dont les sociétés nationales ont le monopole. L'ourtant, l'industrialisation publique de forme décentralisée mérite attention. Elle induit un accroissement progressif et généralisé du n l ve a u d'emploi et de qualification; les gains de productivité sont alors meux répartis sur l'ensemble de la population active, prévenant repartis sur l'ensemble de la population active, prévenant par là même certains effeta de concentration des revenus. L'entreprise publique locale peut, par ailleurs, se substituer au secteur privé pour des activités de production et de services —

et travaux publics, transports et commerce, — réduisant les effets pervers en matière de formation des prix. Elle est formation des prix. Elle est aussi un moyen de promotion du milieu rural; freinant l'exode par la création d'emplois sur place et développant des liens avec les unités de production agricole en amont ou en aval. Plus généralement, cette décen-tralisation industrielle constitue une composante essentielle d'une politique intégrée de développe-ment local en vue d'une répar-tition spatiale harmonieuse des hommes et des activités.

hommes et des activités.

Le processus se trouve actuellement freiné par la forme dominante d'industrialisation. Celle-ci ne diffuse pas les effets escomptés en matière d'innovation technologique, d'emploi et de productivité, tandis qu'elle accepare une grande partie des ressources en hommes et en capital. La polarisation concerne non seulement la réalisation des investissements et les opérations de production, mais aussi l'organisation des services sociaux : médecine, habitat, sports, loistrs. Cela conduit à un « corporatisme d'entreprise » dans le secteur de la grande production, an détriment des populations situées en dehors de cette sphère. sphère.

La définition des termes d'une La définition des termes d'une coopération fructueuse entre industries locales et centrales a pour préalable le rééquilibrage du processus d'industrialisation dans son ensemble : orientation vers les activités d'utilité interne et aménagement des structures de planification pour assurer le respect des choix effectués. En de planification pour assurer le respect des choix effectués. En continuant de différer la satisfaction des besoins de la population et la capacité de reproduire sur une base indépendante les technologies adoptées, l'Algérie risque de remettre en cause les abjectifs mêmes de sa stratégie de développement, pourtant réafirmés tout au long de cette dernière décennie. dernière décennie.

PATRICE ROBINEAU.

Le développement en chiffres

E budget de l'Algéria s'élève en 1978 à 32 465 milliens de dinars pour les dépenses et à 32 565 millions pour Jes recettes (6 600 millions Il y a dix ans) dane lesquals la fiscalité pétrollère représente 18 200 millions da dinars. On peut apprécier l'importance da ces chiffres en les comparant aux sommes consacrées aux différents plans da développement : 12 milliards pour le préplan de 1967-1969, 35 peur le premier plan quadriennel (1970-1973) et 110 pour le deuxième (1974-1977). On estima que les crédits qui seroni alloués au troisièma plan - s'il est égelement quadriennal - se eltueraient dans une fourchatte allans da 160 à 250 millards.

• LES HYDROCARBURES

ment financés par le pétrole; un rôla important, assurera des rentrées massives blen au-delà pétrollère est passée, entre 1962 et 1977, da 20 à 53 millens da tonnes (57 prévues an 1978), dont 50 ent été exportées principalement eux Etats-Unie et en Répu-bilque tédérale d'Allemegne. La France, qui achetait presque la totalité da la production dans les années qui ont eutri l'Indétiens, qui se eltuent autour de 5 milliens de tonnes.

Possédant 3 500 milliards de mètree cubes de réserve de gaz. exportateur de gaz netural liquéfià (G.N.L.), qui exige une technologia de pointe. Ella livre ectuellement 7 millierds de G.N.L. A partir de 1985, elle en exportere 70 milliards de màtres cubes, dent le meitlà en Europe. eu plue - si les Etats-Unis ne prennent pas Intégralement l'eutre moltié. Selon M. Sid Ahmed Ghozali, ministre de l'énergie et des industries pétrochimiques, 1 e e expertations d'hydrocarbures rapporteront en 1981 — sur la base du prix actuel — 12 milliards de dollars.

PROJETS ET INVESTISSEMENTS

idée de l'effort d'industrielisatien. Ainal. 420 projets (270 usines et 150 projets d'infrastructure tele que lignes électriques, canalisations, etc.) ont été mis en production entre 1971 et 1977. La période 1973-1977 e vu mettre en chantler 500 projets, dont 320 usines : quelques unités sont déjà en production. Ce rate (sous-préfecture) sur 160, et

Au cours du premier

taillà la part du llon dans les Investissements avec 45 % pour les hydrocarbures, 15 % pour la eldérurgie, 9,7 % pour l'industrie mécanique et électrique, 15 % seulement alient à l'agriculture, et 4 % à l'hydraulique. La part de cette demière a été de 10,9 % au coure du deuxième plan, les autres secteurs recevant respectivement 37,9 %, 12,4 % et 10,3 %. La valeur plantée industrialle est passée de 3372 millions da dinars (dont 2073 pour l'énargle) en 1963 à 28 061 (20 498 pour l'énargie) en 1976. La valeur aleutée agricole, qui e stagné jusqu'an 1970, e alers atteint 2 800 millions et est passéa à 4600 milllens en 1976. En 1977, les Importations ont atteint 29 milliards, dent 60 % en biens d'équipe-

ment et produits semi-finis. • LA PRODUCTION

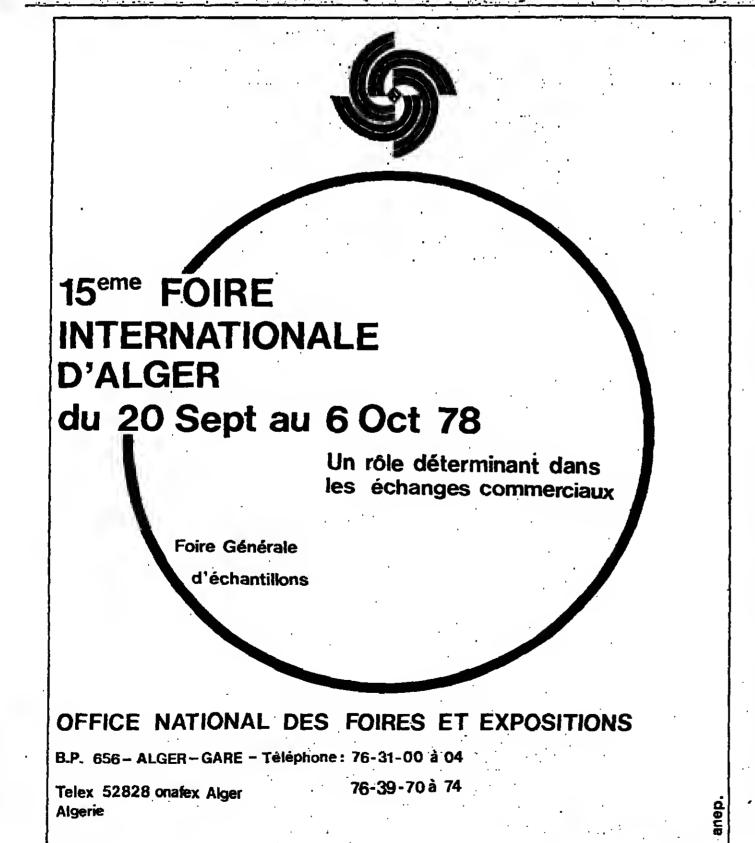
production et l'évolution de la consommation, Ainsi la production d'électricité est passée de 1 000 GWh en 1962 à plus da 4 000 an 1977; celle des farines at semoules, da 524 000 tonnes à 1 490 000 ; celle de l'eclar brut, de 5500 tornes à près de 400 000 ; celle d'as angreis composés, de 48 300 tonnes à près de 600 000; celle du ciment, de 963 000 à 2 millions atteindre dans ce secteur 3 milllons de tonnes an 1978, auxde tonnes d'importation ; les basoins, qui seront de 8 millions de tonnes, devant être couverts en 1980. Concrètement, cela signifie que la production en kilos par habitant est passée pour les engrais de 6,1 en 1966 consommation grimpalt de 9,3 à 57,6; pour la ciment, les chiffres progressent respectivement de 54,3 à 106 et de 46,3 à 255,5, tandis que, pour l'acter, lie seutent de 3,2 à 24,3 et de 25 à 52,6.

• EMPLOIS ET BESOINS La création d'emplois directs dane le eecteur industriel socialiste est passée da 43 301 en 1967 à 255 000 en 1976. On entraîne la création de deux autres dans le reste de l'écono-Au total, quelque 600 000 emplois non agricoles ont été eréés au

Le produit intérieur brut e été de 80 milliards de dinars en 1977 et le montant des investi Les planificateure estimant qu'il faudralt réduire quelque peu ce taux, qui impose une grande austérité, pour satisfaire des

e dinars LGER I ALGER 32 124 tenations -1





الشركة الوطنية للآلات الميكانيكية الوطنية للآلات الميكانيكية المسركة الوطنية للآلات الميكانيكية

EST DEVENUE UNE RÉALITÉ

A création de la Société nationale de constructions mécaniques (Sonacome) o onnoncé la noissance de l'industrie méconique olgérienne.

Industrie d'intégration, ce secteur de pointe est venu se substituer avec puissance oux seuls ateliers ortisonoux qui existalent avant l'indépendance.

L'industrie mécanique se voyait ainsi attribuer un rôle moteur et oligit ovoir un effet direct sur d'outres secteurs : ogriculture, transport, bâtiment, travaux publics, etc.

EXPERIENCE montrero que ces objec-tifs initialement ambitieux allaient vite être dépassés por la craissance des besoins en produits mécaniques. La tronsformation radicale de l'économie algérienne ayant déclenchée un véritable

La Société nationale de constructions mécaniques fut créée le 9 ooût 1967 et reçut pour mission spécifique la promotion et le développement du secteur des indus-tries mécaniques.

La société se vit ottribuer en 1969 le monopole d'importation de produits méca-

Cette mesure devoit lui permettre de contrôler et moduler les entrées des produits mals aussi de réaliser une symblose entre les octivités industrielles et commerciales, en apportant à la société des ressources financières, une documentation et des rélations Internationales indispensables à la réussite de l'entreprise industrielle.

INSI, dans le cadre des missions qui lui ont été attribuées, lo Sanacome s'est attachée, oprès une phase d'étude, à proposer des priorités de produits à fabriquer, ainsi qu'une méthodo-logie d'implantation et de mise en octivité d'un appareil de production adapté et conforme à la politique du pays.

Toutes ces considérations devolent donner les fondements de la politique de lo société et lancer les activités à partir des critères suivants :

- Obtenir un toux d'intégration maximum du produit fabriqué.
- Eviter la mise en place de simples unités d'assemblage.
- Acquérir le plus grand éventail possible de technologies.
- Créer des bases industrielles génératrices d'emploi et lutter oussi contre les disporités régionales.
- Utiliser des techniques performantes.
- Mettre en place une politique commer-
- Formation intensive des hommes dans toutes les spécialités.

التركة الوطنية لاقرلات الميكا نبكبه SONacome RN Nº 1 - BIRKADEM

Tél.: 81.76.03-08 66.93.92-96

Télex 52.367

1. Véhicules particuliers:

Carrosserie industrielle

Corrosserie industrielle

Pelles, grues :....

Campresseurs, compacteurs

120 000 véhicules par an Oran 2. Camions, moteurs, 3 usines:

a) Camions gamme basse (tonnage inférieur à 7 tonnes de P.T.C.): 20 000 camions par an b) Camions gamme haute (ton-

nage supérieur à 7 tonnes de P.T.C.) : 14 000 comians par an

c) Mateurs Diesel: 100 000 mateurs par an

Ain-Oussera

Sétif

Tiaret -

Ain-Smara

Ain-Smara

Rouiba

Ain-Oussera Transpalettes PROJETS EN COURS DE NÉGOCIATION

Bordj-Ménael

Berrouaghio

Rouiba

Barika

10 000 véhicules par an 4, Outils coupants et outillage de presse et de forge :

3. Véhicules légers tous terrains:

Fonderie GS

Pompes

1 600 000 unités par an Oued-Zenati

5, Ressorts:

16 000 tonnes par an El-Eulma

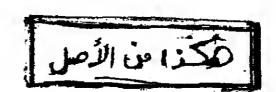
6. Roues:

1 300 000 unités par an Oued-Rhiau

COMPLEXES EN PRODUCTION

COMPLEXES EN CONSTRUCTION

DENOMINATION	PRODUCTION	GAMME
Mateurs, tracteurs (Constantine).	4 000 tracteurs à roues par an. 1 000 tracteurs à chenilles par an. 9 500 mateurs par an.	Tracteurs à raues : Tracteurs CIRTA-4006 de 40 CV ; Tracteurs CIRTA-6006 de 60 CV. Tracteurs à chenilles : CIRTA-900 de 95 CV. Mateurs de 2 à 6 cylindres en ligne et de 6 et 8 cylindres en V.
Cycles, matocycles (Gueima).	30 000 matocycles par an. 15 000 cycles par an. 5 000 mateurs stationnaires. (15 % de la production sont destinés à la pièce de rechange.)	Mateurs de 47 cm³ et de 2,4 CV - 5 000 t/mn. Mateurs stationnaires de 47 cm³ et de 1,8 CV à 2,5 CV - 4 500 t/mn.
Véhicules industriels (Rouibo).	6000 camions por an. 500 autocars - autobus.	Cinq modèles de comions, autocars, autobus.
Vannes, fonderie (Berrauaghia).	4 000 tannes de vannes. 9 500 tannes de fante.	Robinets, vannes. Rabinets à soupapes. Ventauses automatiques. Bauches d'incendie. Pièces brutes en fante.
Machinisme agricale (Bel-Abbės).	20 500 machines par an.	Matériel de travail du sal. Matériel de récolte (dant maisson- neuses-batteuses L). Matériel de protection des cultures.
Machines-outils (Constantine).	1 200 machines par an.	Perceuses. Fraiseuses. Etaux limeurs. Affûteuses. Taurs.
Unités boulannerie - visserie.	4 500 tannes de boulannerie.	Rabinetterie sonitaire.
Rabinetterie (Oued-Rhiou).	1 200 tonnes de rabinetterie.	Bâtiment, chauffage et goz.
Ain-Kériba).	4 100 tonnes de boulannerie. 1 200 tonnes de rabinetterie.	Vis, écraus, rondelles (différents types).
(Chérago).	2 000 tannes de boulannerie.	



Révolution en trois phases

les C.A.P.C.S. ont fait apparatire le besoin de créer, pour les fruits et légumes, des coopératives au niveau de la wilaya, en vue d'assurer le relais avec l'OFI.A: ces COFEL (5) ont, selon les cas, plus ou moins bien fonc-tionné, en raison de l'inerpé-rience d'une certaine burean-

L d'e la commercialisation, dont celle des fruits et légumes est la plus sensible, n'est pas isolée : elle fait partie d'une série de combats livrés sur de nombreux terrains, et de façon plus nette depuis l'application de la révolution agraire, entre les forces politiques qui veulent jeter les fondements d'une société socialiste et certains intérêts particuliers du secteur traditionnel et surtout d'une nouvelle elasse possédante qui s'est constituée dans la confusion qui a caractérisé les premières années de l'indépendance et qui s'est consolidée depuis.

Face à ces oppositions, les différentes phases de la révolution agraire ont été définies et menées à bien avec subtilité, sans provoquer des boulevarsements politiques ou une « déstabilisation » du pouvoir, comme cela se produit souvent dans les pays en voie de développement qui entreprement une réforme agraire. Ne bénéficiant d'ausune expérience, ni de structures de soutien, la première phase s'est limitée à la récupération des terres publiques. Elle a cependant créé une dynamique qui a facilité la deuxième phase : nationalisation des terres des propriétaires qui ne les exploitaient pas directement, et limitation des grandes propriétés tout en donnant la priorité de l'attribution aux travailleurs locaux et aux paysans sans terre de la commune. Même et quelques propriétaires intéchappé, jusqu'ici, à la nationalisation, la révolution agraire, appliquée à travers les assem-

blées populaires, n'en a pas moins été effectuée de façan cohérente sur la base d'un recensement rigoureux des terres et des attri-butaires et selon des critères

A INSL, l'agriculture, dans l'Algérie indépendante, a connu deux grandes périodes. La première, qui va jusqu'en 1870, est caractérisée par la timidité des actions de développement, les tâtonnements, une forte centralisation et, hormis quelques principes généraux sans cesse répétés, l'absence d'une politique agrieole clairement définie. Celle-ci s'exprime pour la première fois sous forme d'orientations et de programmes concrets, dans le premier plan quadrismal 1970-1973 qui marque le début de la deuxième période. Elle est caractérisée par l'effort d'investissement, d'organisation et de formation et, surtout, par la révolution agraire qui amorce d'importantes transformations socio-économiques et politiques dont on trouve l'expression dans la charte de la révolution agraire (1971) et dans la charte nationale (1976).

A la veille du troisième plan des dévelopment peut-m dire

la enarte nationale (1976).

A la veille du troisième plan de développement, peut-on dire que les problèmes de l'agriculture sont réglés et que toutes les conditions de promotion rurale sont réunies? Certes non, car l'aspect positif du bilan ne peut estomper les contraintes fondamentales qui restent à lever et les déséquilières à redresser. Il ne suffit pas de poursuivre et d'am-

lisés : O.A.I.O. (céréales et légames sees). ONALAIT (latt). ONAB (aliments du bétail et curiouture). OFILA (Office des fruits et les efforts accomplis, il faut égatiques), ONAPO (produits cléicoles), O.N.C.V. (vin). ONAMA (matériel agricole). Coopérative de fruits et traitée comme un secteur vital de l'économie nationale suive.

ÉCONOMIE

cratie, due souvent au manque de formation des responsables, et de l'opposition très rude à laquelle elles se sont heurtées de la part des iutermédiaires qui avaient de tout tamps imposé leur loi sur le marché et qui voyaient d'importants intérêts leur échapper.

techniques et socio-économiques bien étudiés, ce qui a permis de concilier l'adhésion populaire et une certaine rationalité. La troisième phase — la p.us complexe — concerne la steppe et n'en est qu'à ses débuts. Sa complexité tient à plusiems fac-teurs : les problèmes humains (le passage de la vie nomade à la sédentarisation est délicat), les conditions naturelles très

à la sédentarisation est délicat), les conditions naturelles très rudes et le sous-équipement qui est plus prononcé qu'ailleurs. En outre, elle affecte des intérêts qui se situent hors de la steppe, notamment ceux qui sont liés su marché de la viande. C'est la raison pour laquelle trois wilayaze — M'Sila, Saida et Tebessa — ont été choisles comme zonestests pour permettre de mieux définir les solutions et la manière de les appliquer. Les quantième et cinquième phases concerneront l'exploitation forestière et l'eau; elles sont en cours de préparation.

A ces réformes de structures

de préparation.

A ces réformes de structures s'ajoutent d'autres mestres : construction de mille villages socialistes, extension des avantages socialistes, extension de l'impôt, relèvement du SMAG (salaire minimum agricole garanti) de plus de 130 % en quatre ans, extension de la scolarisation, médecine gratuite, etc. Ce tableau serait incomplet si l'on ignorait une des réalisations des plus notables : la formation des cadres, très vite conçue comme une condition indispensable de la modernisation. Le nombre des

modernisation. Le nombre des ingénieurs formés chaque année pour la seule agriculture est passe de quelques dizaines, dans les années 60, à près de sept cents

(Photo min. de l'inform. et de la oulture.)

Les conditions du futur développement

au cours de l'actuelle décennie; celui des techniciens, de plusieurs-dizaines à plus de mille, et celui des currieus qualifiés de sept-cents à six mille.

dans un monde où la demande de produits alimentaires croft plus vite que la production agricole. Il est, dès lors, indispensable qu'un équifibre soit rétabil en faveur de l'agriculture à travers des rapports de prix et de reve-nus, agricoles et non agricoles, plus équitables. Il s'agit de revaloriser le travail agricole et de freiner la désertion des cam-pagnes par les travailleurs les plus jeunes et les plus qualifiés.

plus jeunes et les plus qualifiés.

Il faut également trouver le système qui permette au travailleur agricole de bénéficier réellement des mêmes avantages et droits que le travailleur non agricole, malgré les particularités et le caractère saisonnier des activités de ce secteur. Enfin, il serait grand temps de mettre sur pied un plan de préservation des ressources agricoles dans le cadre d'un plan d'aménagement du territoire conçu selon le même principe. Abordés dans la charte nationale, ces problèmes sont

principe. Abordés dans la charte nationale, ces problèmes sont discutés au sein de différentes instances comme le deuxième congrès de l'Union nationale des paysans algériens (U.N.P.A.) qui s'est réuni en avril. Leur solution est une condition fondamentale de la réussite des actions de développement qui seront entreprises dans le monde rural au ecurs des prochains plans. Il reviendra, au congrès du P.L.N. qui se tiendra à la fin de l'année ou au début de 1979 de fixer les

ou au début de 1979 de fixer les grandes orientations pour que

le redressement amorcé se pour-

pour le secteur socialiste. Restructuré et modernisé, celui-ci est devenu encore plus apte à recevoir et à valoriser les crédits d'équipement et à élargir ses propres capacités d'investissement. Dès lors, il convient de prendre en considération, non pas ce qui a été réalisé mais le sous-équipement relatif dans lequel se trouve encore l'ensemble du secteur agricole et les objectifs visés en un temps relativement court : cultiver plus de 1 million d'heutares supplémentaires traditionnellement laissés en jachère : mettre en irrigation plusieurs dizaines de millers d'hectares : planter et entretenir annuellement environ 50 000 hectares de neuveaux vergers, intensifier l'élevage. Autant de réalisations indispensables si l'Algérie veut tenir le pari de couvrir au maximum ses besoins alimentaires à l'aide de sa production nationale, réduire la vulnérabilité de son économie et préserver son indépendance. Bien que l'effort consenti en faverr de l'agriculture soit sans précéent, il convient de l'accroitre dans des proportions encore plus fortes et de l'étendre à l'ensemble du secteur.

dans des proportions encore plus fortes et de l'étendre à l'ensemble du secteur.

Les offices (4) ont également bénéficité d'une grande attention, soit pour amélioner les conditions de commercialisation (stockage, conditionnement, transport, etc.), soit pour contribuer directement à la production, comme l'ONAB, avec ses centres industriels d'élevage avicole. Ainsi les offices oni-ils recu 5 milliards de crédits pendant le deuxième plan; alors que, jusqu'en 1970, pratiquement rien n'avait été prévu pour ces activités para-agricoles qui influent pourtant directement sur la production. En cinq ans, la création des offices a permis le comrôle par les organismes publics des marchés des produits agricoles, à l'exception de celui des fruits et légumes, matricés irès partiellement, et de celui de la viande, encore inorganisé dans l'attente de l'application de la troisième phase de la révolution agraire qui concerns l'élevage dans la steppe.

La création, en moins de

cinq ans, de six cents coopératives agricoles polyvalentes communales de services (CAP.C.B.), est une des réalisations les plus importantes de la révolution agraire : c'est un maillon stratégique à partir duquel l'orientation et l'encadrement de la production et de la commercialisation sont devenus possibles. Sans elles, la création, l'équipement et la mise en production de sept mille CAPRA et d'une militude de G.M.V. n'auralent pas donné les résultats positifs enregistrés. En outre, elles ont, en liaison avec les offices, contribué à assurer la commercialisation des produits agricoles du secteur socialiste et des exploitations privées qui y adhèrent. Si elles ont monité des faiblesses, en particulier à leurs débuts, leur efficacité est allée en progressant avec l'expérience, l'amélioration de l'encadrement et l'extension des équipements.

Scules et vraies garanties de succès l'adhésion volontaire et la participation croissante des pay-sans aux affaires de la CAP.C.S. témoignant de l'intérêt que cette institution présente à leurs yeux. An fil de l'expérience,

(1) 1 dinar = 1,20 frame.

(3) Surtout des CAPRA.

(2) Domaines autogérés et CAPAM (Coopératives agricoles d'anciens moudjahidips.

(3) Surtout des CAPRA.

(4) Organismes publies créés, pour la plupart en 1969-1970, en vus de faciliter l'approvisionnement des exploitations en biens de production et de commercialiser les produits agricoles. Ils sont spécis-lisés: O.A.C. (céréales et légames sees), O.NALAIT (lait), O.NAB (aliments du bétail at curiculture), OFLA (Office des fruits et légumes), O.NAPO (produits oléficoles), O.N.C.V. (vin), O.NAMA (matériel agricole).

cinq ans, de six cents coopérati-

Supplément Algérie

L'agriculture devrait poursuivre

le redressement amorcé

O N ne peut ignorer, han plus, les contraintes d'ordre struc-turel et humain. En effet, si l'agriculture comprend un sec-

ragriculture comprend un set-teur socialiste (domaines auto-gérés et coopératives de la révo-lution agraire ou CAPRA) qui présente des conditions favors-

Secteur autogéré (2)

Total secteur socialiste

Secteur privé

TOTAL GENERAL ...

Fermes de grandes dimensions, situées sur les terres les plus riches, relativement bien équipées, bénéficiant de erédit e importants et de cadres de plus en plus nombrenz, les domaines autogérés ont une autonomie qui va en rélargissant grâce au comité de gestion constitué des représentants élus des travali-leurs qui disposent-du pouvoir de décision. Le secteur de la révolution agraire, né de l'application de celle-ci, lancée en 1971, est constitué de fermes coopératives de dimensions plus faibles mais cependant suffisamment vastes pour permettre l'utilisation d'un équipement et de techniques modernes. Ce secteur comprend également les groupements de mise en valeur (G.M.V.), unités qui ne sont pas entrées en production mais qui sont appelées à devenir des CAFRA.

Le secteur privé est constitué, quant à lui, de petites fermes souvent dispersées et sous-équi-pées qui utilisent la main-d'œuvre familiale et produsent en partie

familiale et produisent en partie pour l'autoconsommation, en partie pour le marché. Il exige un sérieux effort de modernisation et la constitution de coopératives familiales qui pourrout s'insérer dans les circuits créés par la révolution agraire en amont et en aval des exploitations. Ce secteur comprend aussi les éleveurs de la steppe, nomades vivant essentiellement

L millions d'ames an sein diquel la population purement
agricole s'élève à huit millions
d'habitants, soit respectivement
55 et 45 % de la population
totale. Quelque cinq cent
soixante-dix mille personnes, se
répartissant par moltié entre le
secteur socialiste et le éceteur
privé, ont des emplois permanents et un million d'antres des
emplois à temps partiel, es qui
donne une idée de la participation de l'agriculture à l'emploi
national et des revenus qu'elle
procure à l'ensemble de la population algérienne encore à dominante rurale.
L'analyse des efforts déployés
en faveur du développement de
l'agriculture conduit à une double
constatation : ils sont arrivés
tard — an début des années 70
et ont très peu porté sur le
secteur privé, pourtant fort important. En effet, pour permettre
an secteur socialiste d'absorber
les mesures prises en sa faveur,

TABLEAU II — LA PROGRES

(nvestissements en mil-liards de dinars ...

ment par rap-

Fermes de grandes dimensions.

1971 et 1977 tout en mettant en valeur des terres en pentes exposées à l'érosion et impropres à d'autres cultures.

Maigré ces efforts, l'inadéquation demeure entre la production et les besoins ; elle est, pour une grande part, la cause des volumineuses importations de produits alimentaires — notamment de céréales, de lait, d'huiles végétales, de sucre, etc. — qui ont atteint, en 1976, près de 1 million tes population des contraintes naturelles.

Persistance des petites exploitations

TABLEAU (- SECTEUR PUBLIC ET PRIVE

3 500 009

3 500 000

7 800 000

Assainir, réorganiser, investir

TABLEAU II - LA PROGRESSION DES INVESTISSEMENTS

C'est cette progression qui sat à l'origine du relèvement du nivean de la production. En outre, l'impact des investissements s'est élargi puisque, en plus du secteur autogéré et des CAPAM, il a intéressé sept mille exploitations créées, pour la piupari, après 1973, dans le cadre de la révolution agraire, sur 1000000.

bles à la modernisation, elle comporte un secteur privé important, formé de petites exploita-

tions, dont les resources sont

maigres et le niveau technique

Surface toyenna par exploitation (en ha)

1 200 140

. 390

très bas, comme le montre le tableau suivant :

de l'élevage ovin transhumant et de céréaliculture pauvre.

et de les valoriser ensuite, il fallait commencer par l'assainir, puis permettre aux exploitations autogérées d'échapper à une trop forte centralisation et leur accorder une certaine autonomie de gestion indispensable à leur bonne marche. Cette tâche a été réalisée au cours du premier plan quadriennai: Quant au secteur privé, il lui a fallu attendre que la révolution agraire crée, au cours du deuxième plan, des conditions favorables pour faciliter son organisation, con encadrement et sa modernisation.

L'effort d'investissement en

L'effort d'investissement en

L'effort d'investissement en agriculture n'a récliement débuté qu'en 1970. Sans aller jusqu'à soutenir que les crédits d'équipement ont été suffisants pour donner à ce secteur un très fort rythme de progression correspondant à l'évolution de la demande, on peut dire néanmoins que la croissance du volume des investissements a été très importante (voir tableau ci-dessous).

tante (voir tableau ci-dessous).

Premier plan Deurième plan quadriennal (1970-1973) Quadriennal (1974-1977)

41

Par MOHAMED TAYEB NADIR # -

'AGRICULTURE algérienne a amorcé, du point de vue de la production, une progression qui n'a été sensible qu'à partir de 1974 mais qui, aux aléas climatiques près, devrait se maintenir de façon irréversible. Survenu après une longue-période de stagnation, ce changement est le résultat de l'effort d'assainissement de la gestion entrepris dans le secteur socialiste à la fin des années 60 et des importantes actions d'équipement, d'organisation et de formation effectuées durant les premier et deuxième plans quadriennaux (1970-1973 et 1974-1977). Le secteur privé ayant peu bénéficié jusqu'ici des mesures destinces à améliorer les rendements, la production s'est accrue faiblement pour les céréales, le progrès a, en revanche, été très net pour certains produits de première importance.

première importance.

La production maraichère est passée de 700 000 tonnes en 1969-1970 à 1 200 000 tonnes en 1976-1977 (+ 10 % en moyenne par an) ; la production laitière s'est élèvée à 800 millions de tonnes en 1970 (+ 43 % par an, tandis que la production de viande a augmenté de 30 000 tonnes entre 1974 et 1976, dépassant ainsi les objectifs du deuxième plan, qui avait prévu un accroissement de 33 000 tonnes pour la fin de 1971. L'évolution de la valeur ajoutée confirme cette tendance générale puisque, après avoir

ajoutée confirme cette tendance générale puisque, après avoir baissé jusqu'en 1970, elle s'est stabilisée entre 1970 et 1973 à 2,8 milliards de dinars (1) pour atteindre 4,8 milliards à prix courants en 1976, soit un accroissement de 61 %. Même à prix constants 1974, la valeur ajontée agricole a augmenté de 25 % entre 1974 et 1978.

Désultet des efforts déployés

Résultat des efforts déployés

Résultat des efforts déployés depuis le premier plan quadriennal en faveur de l'agriculture dans les domaines de l'équipement, des transformations de structures, de l'organisation et de la formation, la tendance constatée ne peut que se confirmer dans la mesure où un projet de développement agricole exige, en général, une dizaine d'années pour porter pleinement ses fruits. Mais ces efforts ont été entrepris dans un contexte doint il convient de rappeler les grandes lignes.

rappeler les grandes lignes.

L'agriculture algérienne est

L'agriculture algérienne est caractérisée par la rareté de ses ressources naturelles qui, de plus, sont difficiles à exploiter : sur une superficie totale de 237 000 000 d'hectares, le désert se taille la part du llon avec 30 %; les moutagnes et les steppes arides se partagent presque tout le reste, l'agriculture ne dispose que de 7 millions d'hectares, soit 3 % environ, à l'exclusion des parcours steppiques, et ce sans grandes possibilités d'extension. La surface agricole disponible par habitant en 1978 se limité à moins de 0.4 hectare, dont près du tiers est occupé par la jachère et alors que les conditions climatiques ue permettent pas de rendements élevés et reguliers. A ces faibles disponibilités, il faut ajouter 0,65 mouton par habitant, la steppe supportant environ douze milions d'ovins. Ces données soulignent le s contraintes naturelles qui ne sont malheureusement pas attéunées par l'irrigation : couvrant 250 000 hectares dans des conditions souvent peu favorables, elle ne concerne que 3,6 % des terres agricoles.

agricoles.

Peu dotée naturellement, l'agriculture doit, en même temps, faire face à une demande en produits alimentaires qui augmente très vite en raison de la très forte croissance démographique (3.2 % par an), de l'élévation rapide du niveau de vie et de l'augmentation accélérée du nombre de personnes qui passent de l'économie de marché. Or la production agricole, fortement marquée par la colonisation, n'était pas orientée vers la satisfaction, en priorité, des besoins alimentaires de la population.

Il fallait donc la reconvertir

alimentaires de la population.

Il fallait donc la reconvertir
dans ce sens, ce qui a été fait
émergiquement, surtout depuis le
lancement du premier plan.
Cette tâche de longue haleine
a commencé par la reconversion
d'une partie du vignoble à vin.
dont 155 000 hectares sur 355 000

at title avrachés et consecrés alla

dont 155 000 hectares sur 355 000 ont été arrachés et consacrés aux fourrages, aux légumes et aux céréales. Elle se poursuit actuellement avec la réduction de la jachère en faveur des cultures fourragères, dont les superficies sont passées de 100 000 hectares en 1970, et l'introduction de s cultures industrielles dont certaines étalent inconnues en Algèrie. Il convient d'ajouter

taines étalent inconnues en Algèrie. Il convient d'ajouter l'extension rapide de l'arbori-culture fruitlère qui e'est enri-chie de 180 000 hectares entre

Directeur général du Bursau national d'études pour le dévelop-pement rural.

'AGRICULTURE algérienne

ON

GAMMI

F7771.

27







Electricité et Gaz en Algérie : au service du

P ANS le cadre de la stratégie globale de développement élaborée et mise en œuvre par l'Algérie durant cette demiére décennie, l'up des objectifs fondamentaux, l'industrialisation, joue un rôle preponderant.

Cette industrialisation est conçue comme une véritable révolution industrielle, de par ess effets eur les etructures économiques at sociales

du pays.

Dans les falts, on peut dire que l'Industriellsation est caractérisée: Par la création et le développement des industries de base essaires et indispensables à une économie nationale indépendante ;

nécessaires et indépensables à une économe nationale indépendante.

— Par la mise en valeur des ressources naturelles;

— Par le richerche d'un haut degré d'intégration;

— Par la «densfilication» du tissu industriel eyant pour objectif
un remodelage de l'aménagement du territoire;

— Et également par l'élaboredon d'un programme couvrant le
plupart des branches de l'industrie légère de transformation et de
tabrication de produite de grande consommation.

Principes directeurs de la politique de l'énergie Le lencement et le réalisadon d'un programme de raffinage du pétrole brut permettant d'augmenter les capecités de raffinage, d'élargir la gamma des produits, d'exporter des produits élaborés; La réalisation d'un réseau de transport permettant une diffusion très large du gaz naturel eur le marché intérieur et l'alimentation des unités de liquétaction du gaz naturel pour l'exportation; La mise en place d'un vante réseau de distribution de G.P.L.

Elen que disposant de ressources primaires énergétiques importantes, notamment en gaz, sa souveraineté recouvrée en 1962, l'Aigérie hérita d'una économie que les experts classent dans le catégorie des pays é économie traditionnelle » et « en voie de développement ».

Dans les faits, cette économia était besée sur les activités agricoles (en grande partie destinée à l'exportation : vignoble), le secteur tertiaire, un embryon de petites industries é l'équipement obsolescent et sur l'exploitation de matières, notamment les hydrocarbures, qui àtalent

Le régime juridique de l'exploitation des hydrocarbures confinalt l'Algérie au rôle de « gendame » administratif et da « percepteur d'impôts «. Cette allénation eux monopoles étrangers constitueit donc une perpétuation de domination économique incompatible evec l'exercice effectif de la souversineté nationale, particuliérement dans l'exercice d'une politique économique authentiquement nationale.

Aussi, on peut dire que, dans un secteur aussi stratégique qua l'énergie, una lutte permanente a dû être poursuivis par l'Algéris pour l'intégration et le développement de ses ressources énergétiques dans son économie, nationale.

Les principes directeurs qui sous-tendent l'ection entreprise par l'Algérie reposent notamment eur :

La récupération des richesses naturelles:

Il n'entre pas dans notre propos d'exposer dans le détail les raisons il n'entre pas cans notre propos d'exposer dans le detail les raisons économiques, financières et politiques qui ant motivé les décisions prises par l'Algérie dans le domaine des hydrocarbures, maie seulement d'évoquer les principales étapes, en eoulignant toutefois qu'elles font partie Inté-grante de sa politique de développement.

Le monopola de le distribution des produits pétrollers et autres dérivés des hydrocarbures liquides ou gazeux est conflé à une société d'Etat : le Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (par abréviation : SONATRACH).

24 février 1971

Décret nº 71-11, relatif à la prise de contrôle majoritaire (51 %) dans toutes les sociétés de production, à la nationalisation de toutes les réserves de gaz naturel et du transport des hydrocarbures par canalisation.

12 avril 1971

Ordonnance nº 71-22, définissam le cadre dans lequel s'exerce l'ectivité des sociétés étrangères, dans le domaine de la recherche et de l'exploitadon des hydrocarbures liquides.

Gette loi abolit le régime de la concession et rend obligatoire la régime d'associadon contrôlés à 51 % par le SONATRACH pour toute entreprise désirant œuvrer dans la domaine da l'exploredon et de le production d'hydrocarbures en Algària.

production d'invirocarbures en Algària.

Par cette loi fondamentale, l'Algéria mettalt en place « une formule d'exploitation originale » qui, tout en eauvegardant les intérèts et droits du pays propriétaire des gisements, laisse la porte ouverte à le coopération fructueuse avec les entreprises étrangères.

Il faut souligner que, pour l'Algéria, ces nationalisations na constituent pas une fin en sol, mais qu'elles cont l'aboutissement de se volonté politique d'émanolpation économique et constituent, par le prise en maine des taviere de commande d'un secteur stratégique, une des conditions fondamentales permettant d'assurer la développement économique et social da la nation.

La valorisation maximole des ressources du sous-sol:

Paralièlement à la récupération des ressources naturelles de son sous-sol, dene son modèle de développement, l'Algéria e engagà un programme de valorisadon maximala de ses hydrocarbures. Il est à préciser que, par valorisation, nous n'entendone pas seulement l'étargissement des capacités d'accumulation financière propre eu escrut rétroller, maie également l'ensemble des estes d'investissements qui ont permie la création et le développement d'une industrie pétrolière nationale

la création et le développement d'une industrie permière nationére de plus en plus intégrée.

Cette politique de mise en valeur de ses ressources en hydrocerbures s'est traduite dans les faits notamment par :

— Une intensification des programmes d'exploration qui ont conduit à la découverte de vinst nouveaux champs de pétrole et de gaz;

— De développement de la production de pétrole brut et plus particulièrement du gaz naturel avec le mise en exploitation, en 1975, des

Ainsi, dans le premier plan quadriennai 1970-1973 (1) et dans le deuxième plan 1974-1977, les investissements affectés é l'industrie et à l'énergie, ai dont les opérateurs sont dans leur totalité des organismes d'État, représentant respectivement 53,5 % et 43,5 % de l'ensemble des

Dans les plans de développement, le secteur de l'énergie a joué et jouera un rôle déterminant, à la fois comme facteur d'eccumulation, comme infrastructure nécessaire aux objectifs économiques et sociaux retenus et comme élément essentiel dans l'amélioration des conditions de vie st d'épanouissement du citoyen.

La présente communication a pour objet d'exposer successivement :

et de produits pétrollers couvrant tout le territoire national;

— Le création d'une industrie pétrochimique vers le satisfaction des besoins de l'agriculture (engrals azotés et engrals phospitalés), le construction d'une industrie de transformation des plastiques, le lencement d'un complexe plastique polymérique.

L'énergie, élément moteur du développement économique

Les différentes formés d'énergie, le gaz maturel, les G.P.L. et l'électricité, notamment dans le modèle de développement algérien, ont connu à partir de 1967 une évolution rapide à des taux élevés et soutenus. Cette expansion à pour origine la volonté politique de metire à la disposition de l'économie en général et à le portée de tous les citoyens l'énergie à des prix bas, da manière à favoriser le développement et moderniser les conditions de vie, notamment, dans les campagnes et en

et de la promotion sociale :

Les principes directeurs de le politique nationale de l'énergie: — Les programmes et actions réalisés pendant la périoda 1987-1977; — Les perspectives à l'horizon 1985, dans le domaine du gaz et de l'électricité, pour la satisfection de le demande intérieure (2).

Formation et technologie:

Le succès des objectifs de développement rapide de l'économie, comme de la politique d'indépendance nationale, dépendant en grande partie de la disponibilité en hommes formés capables de prendre en cherge toutes les ectivités de l'économie netionale. L'ampleur des besoins en cadres et ouvriers qualifiés est considérable, é la fois, en raison des déficits hérités à l'indépendance partiellement couverts par la coopération technique, et les exigences nouvelles dues à l'action de dévelopmement.

priorité dans les zones les plus déshéritées. Nous développerons, plus loin, les programmes et actions angagés pour atteindre ces objectifs.

développement.

De la longueur des processus et compte tenu de la longueur des processus de formation des hommes, l'appareil d'éducation hérité est incapable de satisfaire quanditativement nos besoins ectuels et prévisibles « [3].

Aussi, le politique du plan vise-t-elle à eccélérer au maximum la formation des hommes et à adepter cette formation aux caractéristiques Dane le domaine de l'énergie caractérisée par un haut degré de

Dene le domaine de l'energie caracterisee par un naut degré de technologie, cas besoins pressants en nombre et en qualité, à tous les niveaux, ont conduit à l'adoption d'une politique intensive at continue de formation. Ainsi, en dehors des formations essurées par les universités, l'institut polytechnique (ingénieure), sous l'égide du ministère de l'industrie et de l'énergie, différents moyens da formation ont été mis en pigne : - Création en 1964 de l'institut national des hydrocarbures et de

le chimie;

— Création en 1955 de l'institut des pétroles, qui assure la formation d'Ingénieurs de haut niveau et da techniciens d'exploitation;

— Créadon et développement d'écoles de techniciens au sein des

entreprises nationales;
— Misa en œuvre da programmes da formation à l'étranger. Ainsi, l'Algérie a du assurer un investissement humain très important et continue aon action; car le déficit est encore contraignant pour un développement harmonieux.

Il taxt égalament souligner que, par sa politiqua d'algérisation, il taxt égalament souligner que, par sa politiqua d'algérisation, l'expérience acquise par les jeunes cadres constitue un acquis positit. A l'haure actuelle, outre les contraintes de formation, l'Algérie aborde una phase importanta, é savoir le création da structures d'accueil et des conditions qui lui permettront de diminuer se dépendence technologique.

ogique. Sur la bese da cas principes directaurs, noue noue proposons de orésenter les programmes réalisés durant le période 1967-1976 et les perspectives 1985 pour deux produits énergétiques (voir nois n° 2) ; le gaz et l'électricité, pour la satisfaction des besoins du marché intérieur.

Programmes et actions réalisées de 1967 à 1977

Dons le secteur du gaz:

Les réserves de l'Aigérie en gaz naturel sont parmi les plus importantes du monda et la altuent eu quatrième rang après l'Union soviétique, les Etats-Unie et l'Iran.

Les réserves connues sont éstimées é 2800 milliards de mètres cubes, dont 2000 milliards dans le seul gleement de Hassi R'mel. Les réserves semi-éprouvées, probables et possibles s'élèveralent à 4300 millierde de mètres cubes (4).

Jusqu'an 1966, l'infrastructure transport était limitée et cette forme d'énergie réellement sous-exploitée. Le prise en main par l'Aigérie du secteur, à la suite des nationaliestions, a pennis l'élaboradon d'un programme de mise en valeur d'une ampieur considérable.

Les objectife essentiels de ce programme portent notamment sur :

— L'engagement de travaux d'infrastructure permettant une véritable : irrigation » de tous les centres urbains et semi-orbains, de manière é mattre à la disposition de tous les secteurs économiques et de tous les citoyens une énergie abondante, propre, à haut pouvoir calorifique et

- Valoriser le gaz naturel en l'utilisant comme matière première en procédant à l'extraction des G.P.L. qui étalent jusqu'alors importés; -- Procéder aux investissements nécessaires au transport et à la

fiquéraction du gaz naturel pour l'exportation.

Sur le plen institutionnel, pour l'exportation de le politique gouvernamentale dans le domaine de l'énergie, deux antraprises d'Etat ont été créées. Il s'agit de :

transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH) qui, dans le domaine du gaz, assure le production, le transport par canalisations principales destinées é l'exportation, la transformation et le commercialisation;

La Sociétà nationale de l'électricité at du gaz, qui a pour mission la construction at le gestion des canalisations de transport desdnées à l'alimentation du marché intérieur, la mise en place et le gestion de la distribution du gaz naturel et ea commercialisation auprès des clients industriele et domestiques.

Pour les G.P.L., la SONATHACH assure la production, la condi-mement et la distribution. Pour le distribution, la SONELGAZ Intervient en appoint.

Développement de l'infrastructure gaz :

Les principaux investissements réalisés ou en cours de réalisation ont porté sur :

— La construction de gezoduce appelés « canalisations principales ».

Il s'aoit : Il s'agit :

— du second gazoduc Hassi-R'mei - Arzew, d'una longueur de

SUT km, d'un d'amètre de 40° et dont le capacité initiale est de

7 milliards de mètres cubes/an et pouvant être portée à 13,5 milliards
de mètres cubes/an;

— du gazoduo Hassi-R'mei - Skikda, d'une longueur de 575 km,
en 40°, et d'une capacité en première phase de 6,5 milliarde de
mètres cubes/an et de 13,5 milliarde de mètres cubes/an en phase

- la canalisation G.P.L. condensats entre Hassi-Massacud et Hassi-

R'mel (300 km) et Hassi-R'mel-Arzew (507 km), les capacités cont

R'me! (300 km) et Hassi-R'me! -Arzew (507 km), les capacites eint respectivement da 1 et 4,2 millions de tonnes.

Il faut égelement eignalar que, par l'intermédielre de la Compagnia nationale aigérienne de navigation (C.N.A.M.), l'Algérie participe de façon importante au transport maridme per méthaniar.

Pour la desserte du marché intérieur, la SONELGAZ a âté chargée de réaliser un vasta programme da réalisation d'un réseau de transport a haute pression » appelé « canalisations secondaires ». Entre 1669 et 1765.

mia en servica. En outre, le réseau moyenna pression est passé de 575 kilomètres en 1967 à 1 705 kilomètres en 1975, Parallélement, par les travaux de distribution publique, quarante villes ou centres semi-urbains om pu être alimentés en gaz naturel, ce oul e eu pour effet da doubler la

Le développement des usages du goz naturel:

L'importance des investissements consacrés eu développement de l'infrastructure sont en adéquation avec les objectifs retenus, comme prioritaires, sur le plan économique et social.

Ainai, dans le préambule du Plan quadriennai 1970-1973, il est

" Elle [le Révolution algérienne] doit mettre à le disposition de toutes les villes et de tous les villages les équipements nécessaires à le vie quotidienne des familles dans le monde moderne : l'esu,

du gaz naturel. Il e'agit europit da le belsse des tarifs décidée par le gouvernement en 1968, et qui s'est traduite par une diminution moyenne da 50 % du prix de le thermie pour les usages domestiques.
Parallétement, le SONELGAZ e été chargés da mettre en œuvre une politique commerciale axée sur l'utilisation maximale du gaz neturel.

Dons le domoine des usages domestiques :

Les facilités financières accordées notamment par la mise en vigueur d'un système de palement échelonné à moyan terme sans intérêt pour les trais de reccordement, qui sont intégrés dans les fectures de consommation, ainsi que la belsse du prix de la thermie, ont essuré un accroissement censible des ventes en profonder.

D'eutre part, la vente d'epparelle utilisant cette lorme d'énergie à des prix très bas, pariols intérieurs é osux pretiqués par les pays produisant ces produits manufacturés, ont permis de développer des internes tals mis : la culsine l'eau chaude et la chauffect.

conditant ces produts manufactures, out permis de développer des usages tels qua : la cuisine, l'ozu chauda et la chauffege.

Ces actiona se sont treduites par des effets importants dans les conditions de via de la population de par l'eccès fecila à un combustible puissant et propre. Ainsi, la généralisation de l'eau chaude a contribué à una amélioration importante des conditions d'hygiène. Le développement du chauffage eu gaz a permie de lutter efficacement contre le phénomène de déforestation, qui était hautement préjudiciable.

Pour les usages artisanaux:

Des expériences pilotes de conversion eu gaz neturel ont été réalisées avec succès, notamment dans les domaines de la boulangarie et de pelites briqueteries qui utilisaient le charbon ou le fuel comme

Pour les usages industriels :

Toutes les nouvelles unités industrielles et centrales thermiques mises en service sont conçues pour utiliser le gaz naturel comme combustible de base. Par ailleurs, des efforts importants ont été entrepris, afin de convertir rement les unités industrielles existentes utilisant un autre

combustible.

Enfin, conformément é la politique de valorisation, la gaz natural est utilisé comme matière première et a permit la création des industries

rvantes :

Complexe d'engreis azotés et phosphatés, implantés respectivement

é Arzew et Annaba, pour la sallefacdon des besoins de l'agriculture;

Industris de transformation des plastiques produisant des tubes en

P.V.C., des sacs et teuilles de plastique, des bouteilles at autres

produits extradés;

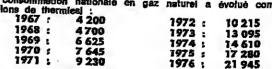
industrie pétrochimiqua : en construction, la complexe de plastique polymérique de Skikda qui alimentere les industries de transformation netionale et produira una large gamme de produits (éthylène, polythylène, chlora, carbonate de soude, V.C.M., P.V.C.). Le complexe de méthanol et da résine syntrétique d'Arzew mie en service en 1975 pour le méthanol.

La conjugaison de l'ensembla des actions engagées, tant sur le plen infrastructure que valorisation et commercialisation, ont permis un développement relativement important des consommations nationales et un accroissament du nombre d'abonnée. industria pétrochimiqua : en construction, la complexe de plastique

développement relativement important des consommations nationales et un eccroissement du nombre d'abonnée.

Le consommetion nationale en gaz naturel a évolué comme estit (en millions de thermies):

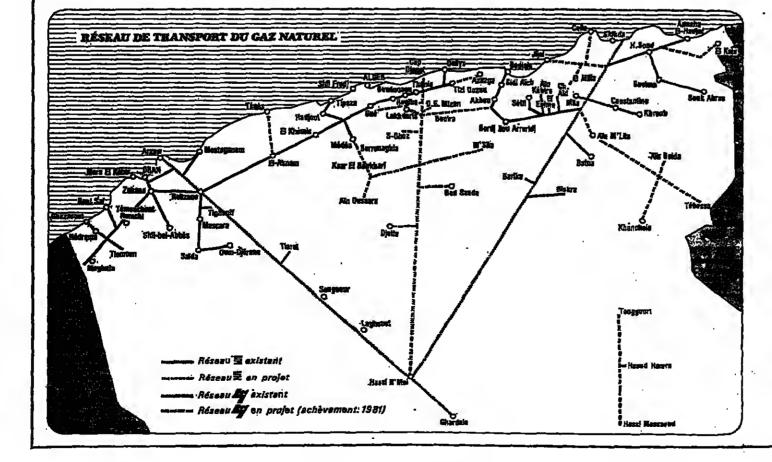
1967 : 4 200 1972 : 10 215

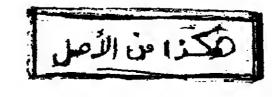


Ainsi, le taux ennuel moyen de croissance est de : 19,5 % (compte non tenu de l'auto-consommation des unités de liquétaction). (1) «Le Plan constitue la loi fondamentale qui régit la totalité és l'activité économique et sociale du pays». Article 2 de l'ordonnance (2) Les programmes et investissements affectés au développement et à la valorisation des hydrocarbures liquides et gazeux développement l'exportation ne strout pas àvoqués ici.

(3) Semétarist d'Etat eu Plan : rapport général eu Plan 1970-1973 (quatrième partie).

(4) Source : SONATRACE (Etude de Golyer et Mac Naughton, désembre 1974).





bile secteur de l'energ EU 1. 11. Emon der Laurpements 196 - ---100 to 0 to 100 miles acrens de production : E 11 1 amindes thermiques vapour

. -.

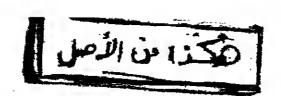
. .

in the second of the second abibines a g≥± . 2. ·

1122 2017 113 5717 76 127 77 17 kissou de transport haute repartition .

Service and Tollians 7. in the second

none de la companya d



ervice d

destretives angeges on the second sec

mple tend te sares de la sares

M 1.01'e.

SET THE

8 S1859 11

DE-1-1.882

18+ ×1 4

a developpe- :-

stitut mattern open entretten tut des petro co t d'ésses

1.7.

4 - 4 - 1 + 5+1+

1 1 1 1 1

3 37739

111 120

31. Ph. 3

.

1.121

1,-, 2

. . .

-:

 $m^{1/2}$

. - 2

100 at 12. ##31 an | 222 | 2 m | 1

-A:284 5** 1079 CO 15con 25 kg Bantime out A ALCO TO STATE

報告を表している。 記載・選集・は、元 「選集・選挙」とは、元 teges du goo noturalis 777174

pes domestiquis

prece to a 増化を対す オー・ Aug Charles . W# 12

6 12 4"

50 6.046 AND THE SECOND S

addr add . ≪= 3 25 -

100 Table 1

is caracterised to a second se

経門 (表記の書きまたの) エイ 38 2 er --mes cadres -:-/a crezium :-ni de dim -

arriar sur

1818 Rate morments

34 garage and a second Nu 23 i

Part :

25744 14 ME 3878

1 1/2×10 11 PLANTA 1 F / desta 17 7 He A 1

S = 251

Les réseaux moyenne tension (30 et 10 KV) sont passés de 10749 kilo-

desserte, le SONELGAZ intervient en appoint dans certaines zones pour le stockage et la distribution.

En 1968, le gouvemement a décidé une balase de 50 % uniforme eur tout le territoire pour le butane. Le prix de la thermia gaz naturei restant à un niveau inférieur à celle du butane.

Les concommatione ont augmenté d'une manière extrêmement rapide. Ainal, en tonnage, la consommation est passée de 60 000 tonnes en 1965 à 345 000 tonnes en 1975, soit un taux moyen annuel de croissance de 20 %. Cette demanda en rapide expansion, outre l'augmentation de la production, a nécessité l'élaborotion d'un plan de restructuradon compléte du réseau de distribution.

du réseau de distribution.

Ce plan Intitulé « Installation de grands centres intégrés » permettra le etockage et le commercialisation de différents produits, tels que carburant, G.P.L., engrais, plastiques, etc.

Une première trancha de douze centres est en couro de réalisation. Ainsi, l'ensemble des opérations réalisées su couro de la décennie 1967-1977, ont permie d'atteindre les objectife retenus pour le secteur gaz, tant su plan écenomique que social. Toutefois, ce secteur conneîtra un développement encora plus important comme source d'énargle ou comma matière première dans les industries de transformation é l'horizon 1985.

Le nombre d'abonnés est passé da 147 476 en 1967 é 303 000 en 1976, soit un taux moyen annuel d'accroissement de 7 $^9/a$.

Dane le secteur des G.P.L., nous traiterons uniquement du Outane pour le satisfaction des besoins nationaux, des objectifs identiques ont été ratenus, à savoir :

— Développement de le production et des unités de traitement, complémentarité avec le gez neturel, evec priorité au gez naturol pariout où les réseaux existent;

— Accroissement des structures de stockage at de commercialisation :

— Adonting d'une tariffication en basea pour antiefaire les baseires societs.

— Accroissement des structures de stockage at da commercialisation ;
— Adoption d'une tarificadon en baisse pour satisfaire les besoins sociaux particulièrement dans les campagnes.
Actuellement, la production de butane est assurée par les raffinerles d'Alger, d'Arzew et Hassi-Messaoud, les unités da liquéfection de gaz neturel d'Arzew et Skikta; des gisements d'Hassi-Messaoud et Hassi-R'Mel et le réseau de distribution a été nationalisé en 1968.
Dens ce domaine, la SONATRACH assure la production, le conditionnement, le stockage et le distribution des G.P.L. En raison de l'étendue du tarritoira et pour assurar plus rapidement une mellieure desserte, le SONELGAZ intervient en appoint dans certaines zones pour le stockage et la distribution.

Dans le secteur des G.P.L.:

Dans le secteur de l'énergie électrique

Comme instrument de réalisation de ses objectifs, l'Etat a créé la Société nationale de l'électricité et du gaz, dont les attributions portent notamment sur le monopole de la production, du transport et de la distribution de l'énergie électrique. Cependant des dérogations eu mono-

distribution de l'enargie électrique. Cependant des dérogations eu monepole de la production sont prévues.

Dans ce secteur, après une période de récession, pule de stagnstion
des consommations d'électricité, effet direct de le conjonctura économique générale, de le période 1962-1968, avec le démarrage du premier
plant triennal 1967/1969 et plus particuliàrement des premier et deutaime
plane quadriennaux (1970/1973 et 1973/1977), le secteur connaît une
croissance rapide et soutenue.

La modèle national de développement basé, notamment, sur une

Industrialisation eccéléréa nécessitait la mise en place d'une infrastructura électrique suffisamment puissante, moderne et fiable, assurant dans des conditions de sécurité l'alimentation des différents pôles de développement à l'Est, é l'Ouest et dans la Sud.

Les objectifs économico-sociaux, visant à long terme à un réaménagement du territoire et à l'amélioration des conditions de via dans les zones rurales et en priorité dans les zones déshéritées de l'Intérieur

les zones trates et en priorité dans les zones desnertées de l'intérieure et du sud du pays, ée sont traduits par un programme d'électrification très important, malgré les contraintes géographiques.

Noue vous proposons da présenter les carectéristiques essentielles des programmes d'équipements réalisés de 1967 é 1978 et l'évolution des consommations pour la mêma période.

Réclisation des équipements 1967/1976: Les investissements réalisés ont porté sur :

- Le développement des moyens de production;
- Le rantarcement et la modemisation du réseau de transport

* haute tension = interconnecté du Nord;
- L'implantation de réseau de distribution dans les zones non

Les moyens de production: Jusqu'en 1966, la production dans le Nord a été assurée essen-tiellement par des centrales thermiques vapeur classiques ou par les centrales hydrauliques.

centrales hydrauliques.

Le développement du réseeu de transport de gaz netural a profondément modifié les données des études de développement.

En effet, la disponiolité d'un combustible ebondant, à un niveau
de prix très levorable, de l'inexistence de sites permettant le production
d'énergle àlectrique hydraulique dens des conditions technico-économiques estisfaisantes ont favorisé l'option technologique portant sur
l'installation de centrales thermiques vapeur et de turbines à gaz.
En perticulier, les turbines é gaz jouent un rôle de plus en plus
important dans la perc de production, é la fois comme moyen da
production de base et pour le production de pointe.

Les principaux moyens de production mia en service sont :
(cf. annexe 2).

En centrales thermiques vapeur: A l'est, l'extension de la centrale d'Annabe (130 MW), le centrale de Skikda (270 MW).

A l'ouest, l'extension de la centrale d'Oran avec un groupe de 75 MW.

En turbines è gaz: Dans le Nord, à Alger et Arzew, et notamment dans le Sud (Hassi-Messaoud, Hassi-R'Mel, Ghardaia, Touggourt), les turbines é gaz mises en service portent sur une puissance installée de 140 MW.

Il est à eignaler, toutefois, qu'au coura du deuxième Plan quadriannal, comme moyens de base, le SONELGAZ a engegé l'implantation de près de 500 MW en turbines é gaz.

Enfin, dans le Grand Sud, un programme spéciel a été réalisé pour le renouvellament et le ranforcement des centreles Diesel assurant de taçon permanente l'elimentation de tous les centres importants (cf. Annexe 3).

(cr. Annexe 3).

Ainsi, de 1967 à 1976, le réalisation du programme en moyens da production a parmia un doublement de le puissance installée, qui est passée da 626 MW à 1 276 MW (80 % da ce parc de production fonctionne au paz natural).

Le réseau de transport haute tension et réseau de répartition :

répartition:

Le résesu haute tansion, en 1966, se caractérisait per une seule ligne Est-Quest le long de le côta et des alimentations en bout d'antennes, d'où le caractère filiforme et tragile sur la clan de la écurité d'alimentation.

La création d'unités industrielles importantes, de zones industrielles à unités multiples, de station de pompage de torte puissance pour l'irrigation, ont nécessité le renforcement des lignes de transport et des postes de transformedon.

Les investissements réalisée ont donc porté eur:

— La construction d'environ 1 000 kilomètres de lignes 220 kV, soit un doublement du réseau Nord interconnecté;

— Le passage du réseau Nord interconnecté; cu le gumenters très sensiblement sa capacité de transit;

— Modemisation de le gestion du réseau interconnecté par l'installation d'un ensemble de télé-informations et de télé-contrôle, avec un dispatching nationel à Algar et deux dispetchinge régioneux, l'un à Oran et l'autre é Annabe.

Oran et l'autre é Annabe.

La mise an service aure lieu en 1978.

— La construction d'environ 700 kilomètres de lignes 60 KV e permie le raccordement de nouvelles zonès au réseau heuta tension, ou le ranforcement par boucisga de le sécurité d'alimentation d'autres zones.

La rédisation de ce programme e'est traduite par un maillège plus serré du réseau interconnecté, notamment par la construction de lignes et de postes à l'intérieur du pays ; ainsi la sécurité d'elimentation des villes et unités industrielles à été nettement améliorée.

Les réseaux de distribution :

Les reseaux moyenne tension (30 et 10 KV) sont passes de 10749 kilométres en 1967 à 18 530 kilomètres en 1976.

Pour la même période, les réseaux basse tension passent de 7 400 kilomètres à 10 885 kilomètres. Toutefols, dane ce domaine, il faut surtout signaler l'élaboration et l'exécution d'un programme d'électrification tendent, dans une première phase, é alimenter les zones rurales, en prionté celles les plus déshéritées qui, dans le cadre de programmes

spéciaux décidés par la gouvernement, ont bénéficié de plans de développement importante pour le création d'unitée industrielles et le développement des infrastructures.

développement économique et de la promotion sociale

(PUBLICITE) -

Le bilen des réalisations porte sur l'alimentation de huit cents contres (5) et près de cent cinquante mille recoordements, ainsi plus da un million cent mille citoyens ont pu enfin bénéticler d'un produit Sur le pian financier, entre 1966 et 1978, la montant des investis-esments affectés à l'électrification a été multiplié par dix. Ca qui met en évidence l'intensification et la priorité accordée à l'électrification, condition indispensable à toute modernisation du mode de vie. Cette action connaîtra une emoleur encore plus grande su cours da te prochaîne décennie, ce qui nous sera explicité dans les perspectives 1966.

Evalution de la production et des consommations: Le production nationale d'énergie électrique comprend :

— Le production SONELGAZ et des schafe de faible importance effectués par SONELGAZ à des tiers producteurs.

— Le production de quelques unités industrielles qui est antièrement consommés par ces unités. Pour (en millio

le période	1967-1978, la	production a	évolué comme
1967 :	1 458	1972 :	2 3 3 0
1968 :	1 640	1973 :	2 686
1969 :	1 783	1974 :	2 9 1 8
1970 :	1 985	1975 :	3 453 -
1071 .	2 110	1976 -	4022

per en. La puissance maximale appeide sur le réseau interconnecté est passés de 218.5 MW en 1966 à 885 MW en 1978. Au plan des consommations, la reprise de la croissance s'est faite à des taux de clus en

s soutenus. Les caractéristiques essentialles peuvent se résumer comme suit : — Les consommations basse tension ont augmenté de 11 % en yenne par an, en raison de l'accrolessement du nombre d'abonnés et des consommations moyannes par abonné;
— Les consommations haute tension (clients industriels), qui étalem
à un niveau très bas, ont connu un très fort taux de croissance, surtout

a partir de 1970.

Cette croissance proviant de le mise en service d'importantes unités industrielles, notamment la sidérurgie, les matériaux da construction, les mouetres mécaniques, les unités de transformation des hydrocarburas. des hydrocarburas.

Ainsi, pour la périoda 1967-1975, le nombra de consommateura est passé de 654 200 é 1155 000, soit près du doublement.

Ainsi, dans le secteur de l'énergie électrique, les investissements réalisés, notamment dens je domaine de le production, la reniordement, la modernisation du réseau de transport et l'intensification de l'électrification des foyere, ont permis d'assurer l'alimentation des différents secteurs de l'économia, dans cetts phase importante de décoitage.

Les tandances enregistrées su cours de le demière décennie connaîtront

une augmentation très sensible. Les perspectives 1985

Les programmes d'investissements pour les secteurs, objet de la présente communication, étant en cours d'axamen, nous nous proposons de vous présenter les caractéristiques essentielles de l'évolution des secteurs du gez natural (pour les besoins intérieurs) et de t'électricité.

Bilon énergétique national prévisionnel (6):

La demunde de goz naturel : L'évolution des consommations pour la moyenne et haute pression a été établie d'una manière analytique par socieur. Les consommations basse pression ont été détaminées par extrapolation statistique. Sur le plan national, l'évolution des consommations (compte non tenu

					on) serait	
ne de			1162 00	Indoorect	Dill Belait	a
1977		27 400		1982	83 300	
1978	:	34 400		1983	102 800	
1979	7	43 200		1984	: 127 100	
1000	_	F-9 -0-8-8		TART	***	

1981 : 67 200 Le taux annuel moyen de crolasence s'éléverait donc à 24 %.
Dans ces prévisions, les consommations haute et moyenne pression sont liées à l'allmentation d'industries nouvelles et à l'extension du

La consommation des centrales électriques représente environ 30 % de la demande totale.

La demande d'électricité: sectorialle.

-				
		retenues ont ét hypothèses blen		l'analyse se
	1977	: 3 500	1982 :	6 9 50
	1978	: 3 970	1983 :	8 350
	1979	: 4 500	1984 :	10 000
	1980	: 5 100	1985 :	12 00P

1981 : 5 800 à partir de 1981-1962. Les consommation 10,3 % par an.

301	matic	ons , domestiqu	es crollraion	#U	taux	moyen	de
II.		imale appelée	ette la cássair	loter	onner!	à évolue	are It
(en	MW)	intere apparea	edi 18 i depet	111107	WIIII III C	e evolue	3) (C.) [
77	:	813	1982	:	1 630		
78		912	1983		1 89		
779		1 025	1984	:	2 124	3	

1979 : 1 135 1981 : - 1280 Principaux équipements à réaliser dans le domaine du

gaz neturel : L'importance de la croissance des consommetions de gez natural necessite is continuation at l'accentration des travaux d'infrastructure. Les principeux travaux d'infrastructure porterent sur :

Le développement du réseeu de transport heute pression :

— En ce potamment é l'	qui concerne exportation, les	ies cansil	sations princi anta sont ou :	pales desline seront engage
Origina	Destination	Longueur	Diamèire	Capacité annuelle
Hassi R'Mel	Arzew	507 km	40 7	13 milliards
Hossi R'Mel	Skikda	575 km	42 "	de m3

Les Isters 453 km - En ce qui conceme les caralisations secondaires destinées à l'alimentation du marché intérieur, les travaux porterent sur la pose de 1750 kllomètres de gazoduce hauts pression, d'un diamètre vertant

de 1750 kilomètres de gazoques hauts pri de 10 à 30 pouces Ainsi, par région, le programme est : — Dane l'Est : 519 kilomètres. — Dans l'Ouest : 388 kilomètres. — Dans le Centre et le Sud : 740 kilométres. La réalisation de ces travaux permettre la lieison entre les gazoducs Est, Ouest et Centre, ce qui, avec l'installation d'un dispatching, améliorera la sécurité d'alimentation. L'effort engegé pour l'alimentation des centres se poursuivra par le misé en gez de trente-deux locelités, dant :

- Pour is région Est : 0;

— Pour la région Est : 6 ;

— Pour la région Quest : 6 ;

— Pour les régions Centre et Sud : 20.

Ains, le nombre de localitée s'illmentées en gaz, qui était de douze en 1966, sitelindra quatre-vingt-quatre en 1965, soit le quasi-totalité des villes et centres urbains ou semi-urbains de l'Algérie.

Le nemore de consommateurs, qui était de 303 000 en 1978, a'élèvera à 800 000 en 1985 soit donc près d'un triplement.

La réglisation de cet important programme permettra donc la constitution d'une infrastructure solide, irriguant le majeure partie du territoire netional dans des conditione olus saines, pomple tenu de l'interconnaxion du réaseu

Dans le domeine de l'équipement électrique: L'extension el le renforcement de la production et de la distribution de l'énergie électrique se traduiront par :

La construction de nouvelles centrales électriques, dont certaines seront implantées à l'intérieur et dans le sud du territoire ; - La mise en place de nouvelles lignes de transport haute tension qui permettront d'assurer l'ailmentation des nouveaux pôles industriels créés é l'intérieur du pays;

- La généralisation de l'électrification du pays, afin d'introduira l'électricité dans tous les foyers.

Evelutien du porc de production :

Sur le plan technologique, étant données la condition énergétique du peys et les caractéristiques ectuelles et préviables de le demande d'électricité, il ne sere assentiellement telt eppel, d'ici à 1985, qu'aux techniques vapeur at turbines à gaz.

Pour les moyens de production du type thermique vapeur, pour des raisons techniques, les tailles unitaires prévues seront de 150 à 200 MW. Pour les turbines à gaz, il sera fait eppel eux tailles techniques et en exploitation. nniquement éprouvées en exploitation. L'énergie électrique d'origine hydraulique ne fere pas l'objet d'aménagements importants, compta tenu des besoins en eau du pays pour des usages pnoritaires (irrigation, consommation en eau potable et industrialle). Cependant, il est possible d'intégrer una production électrique dene le cadre d'équipements hydrauliques destinés à satisfaira

ces besoins primordiaux

Les principeux moyens de production en cours de réalisation ou programmés pour le période 1977-1965 se décomposent ainsi :

Centrales thermiques vapeur:

- Marsat El-Hadjadj ; 450 MW; - Jijel : 800 MW.

Turbines a gaz:

— Boufarik : 100 MW;

— Bab-Ezzouar : 100 MW;

— Hassi-Rimei 80 MW;

— Hassi-Rimei 80 MW;

— Misile : 400 MW.

La puissance installée durant cette période aera donc de 2112 MW, dont 50 % en thermique vapeur et 50 % en turbines à gaz. Ainsi, la puissance totale insiellée, qui était de 1276 MW en 1976, passers à 388 MW an 1865, soit presque un triplement du parc de production. Il est 6 souligner que l'ensemble des moyens de production tharmique utilisent comme combustible le gaz natural et que près de 40 % du parc de production est constitué par des turbines é gaz. La puissance maximale apoelée sur le réseau interconnecté évoluera

	mes	dmale apoe				
1977	:	813	1982	:	1 630	1
1978	:	912	1983	•	1 895	
1979		1.025	1984	:	2 120	
1980	:	1 135	1985	:	2410	
1981	2	1 280		-		

Le réseau de transport haute tension: Outre le passage du réseau à le tension 220 KV et la mise en sarvice du système de téléinformations et de télécontrôle, que nous avone délé algnalés, la programme portere essentiellement eur la construction d'une nouvelle ligne transversale Ouest-Est, pour assurer l'ailmentation des nouvelles industries qui seront implantées sur la nouvelle centure industrielle sur les olaines des Hauts Pleteaux et sur les contins de l'Atlas taillen.

Un important programme de construction de postes de transformation e déje été engegé : sinst, d'ici à 1980, quatre postes haute tension seront mis en service. Le réseau haute tension interconnecté passera de 4150 kilométres en 1975 à 8 050 kilomètres en 1980.

L'électrification totale du pays en 1987: Cet objectit est considéré comme ortoritaire. En effet, le Charte Cet objectit est considéré comme ortoritaire. En effet, la Charte netionale dispose :

«La généralisation de l'électrification domestique é travers tout le territoire, avec, comme objectif, d'introduire l'électricité dans la totalité des toyers algèriens avant la fin de la orocheine déconnia (7) ».

Un plen globel portant sur la programmation. les moyens et metériels, a élé éleboné et retenu. Les caractéristiques essentielles de ce programme, d'une ampleur exceptionnelle, par ropport é la décennie passée, sont les eulvantes :

- Electrification de, 12 100 centres :
- Recordement de 1 200 000 foyers, raprésentant environ 9 000 000 d'habitants ;

	00 postes de trar		a moleune et	DROGO
	nombra de foyers		en rapide expa	nsion :
1977 :	1 255 000	1983 :	2 280 000	
1978 :	7 <i>37</i> 0 000	7 984 :	2 5 7 0 0 0 0	,
1979 :	1 500 000	1985 :	2710 000	
1980 :	1 660 000	1986 :	2 910 000	
1091 .	1 0ED 000	1007 -	2 110 000	-

Technologie: Dens le cadre de la politique de promotion technologique, qui fait pertie intégrante du modèle de développement de l'Algérie dans le domaine de l'énergie électrique, deux formes d'énargia nouvelles pour le pays seront retenues. Il s'agit de :

L'écergie nucléoire :

2 060 000

La maîtrise de cette technique étant extrêmemant longue, il e été décidé d'engegar des études pour le réalisation de centrales nucléaires, pour la production d'énerge électrique, Perallèlement, la mise en valeur des gisements d'uranium du oays eare mise en œuvre.

Une atiention particulière est accordée eu développement de l'énergie solaira. Ainsi, il est prévu des études sur la connaissance du « gleement » soleire et des données météorologiques atstistiques.

Sur le plen des utilisations, on orévoit une des acolicadone les clus simples, la chaufisge de l'esu

A litre expérimental, la construction de centrales de petite puissance et à technologie simpla sere engagée.

Cette ection a pour objectif, à terme, l'alimentation des petits centres isolés du Sud.

(5) Par centre, ou entend un ensemble d'habitations groupées pouvant aller du plus petit village à un sous-ensemble urbanisé.

(8) Le bilan est présenté hors hydrocarbures liquides.

(7) Le Charte nationale (tifer VII - III, point nº 7), approuvée par référendum le 27 piul 1978, constitue « la source suprême de la politique de la nation et des lois de l'Etat». Ordonnance u° 76-37 du 5 juillet 1978, Journal officiel de la République algérienne démocratique et complete.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

2, boulevard Salah Bouakouir, ALGER - ALGERIE TELEX: SONEG DG 52 898

TEL: 64 82 60

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Un impératif absolu

Par MARTINE ROSSARD -

CONSTITUEE à 80 % par le Sahara, l'Algérie voit ses riches plaines côtière a investies par les villes et l'industrie. Parallèlement, 96 % de sa population vit sur 12 % do territoire. Ce phénomène n'illustre pas seulement les déséquilibres économiques et sociaux entre Nord et Sud, mais pose aussi le problème de la sauvegarde d'un patrimoine agricole limité à 3 % de la superficie totale. L'importation croissante de produits de la superficie totale. L'impor-tation croissante de produits alimentaires — plos de 5 mil-liards de dinars en 1977 — risque de compromettre l'indépendance è c o n o mi qu e que l'Algérie s'efforce de conquérir. Le refus des investissements étrangers, la récupération des richesses nationales et la plani-fication économique témoignent d'une volonté, de la part des

fication économique témoignent d'une volonté, de la part des autorités, de promouvoir un développement autocentré mais encore faut-il assurer la maf-trise d'un tel développement dans l'espace et dans le temps. Or, en l'absence de planification spatiale, chaque responsable rai-sonne et agit — pour le choix des sites d'implantation — en fonction de ses critères propres des sites d'implantation — en fonction de ses critères propres de rentabilité ou d'efficacité. Par ailleurs, les temps de matu-ration ou les retards de certains projets engendrent eux-mêmes de nouvelles contraintes pour les secteurs utilisateurs. Ainsi, le logement est-il devenu un bien « stratégique » qui conditionne l'efficacité de certaines actions feccioniques. économiques. Dans ce contexte, chaque centre de décision sou-haite affecter des fonds à la réahaite affecter des fonds à la réalisation de son propre programme,
Faute d'un « planning » rigonreux, les équilibres emplois-logements se réalisant avec du
retard ou sans coordination, à un
coût plus élevé et sans assurer
le brassage social souhaitable.
L'inégalité des revenus et des
conditions de vie entre les villes
et les campagnes entraîne la
perpétuation d'un exode rurai

non maîtrisé. Celui-ci, joint à non maîtrisé. Celui-ci, joint à la forte poussée démographique, provoque une croissance urbaine démesurée. Alger, par exemple, conçue pour sept cent mille habitants, en accueille aujourd'hui près de deux millions sans pouvoir répondre aux besoins exprimés. Coupuree d'eau, embouteillages, saturation des équipements et des transports publics perturbent l'activité de la capitale dont ils traduisent l'encombrement.

combrement.

Ce tableau révèle l'absence d'un aménagement rationnel du territoire qui s'explique par les conditions objectives du lancement de l'économie algérienne. Il u'est que le « revers de la

médafile » d'une industrialisation médalle » d'une industrialisation menée avec détermination.

« Nous n'avions que des problèmes de sous-développement, nous abordons maintenant ceux du développement, avec deux ans d'avance sur nos prévisions », indique M. Fadhel, président de la commission « intra-ctructure et arrangement de sident de la commission « infra-structures et aménagement du territoire » de l'Assemblée popu-laire nationale. Donner du tra-vail, asseoir les bases du décol-lage économique constitualent hier des priorités absolues. Aujourd'hut, la multiplication des projets et l'émergence des déséguillières nécessitent une vision synthètique et cohérente du développement.

Lutter contre les disparités régionales

A MENAGER l'Algèrie signifie d'abord occuper et équiper un territoire près de cinq fois grand comme la France, peuplé de 17,5 millions d'habitants, essentiellement constitué de terres arides, soumis à une pluviomètrie capricieuse et à une érosion dévastatrice. La structuration d'un tel territoire exige des efforte d'une ampleur turation d'un tel territoire exige des efforte d'une ampleur exceptionnelle, comme en témoi-guent la réalisation d'un bar-rage vert de 3 millions d'hec-tares pour stopper l'avance du désert ou la construction de routes à travers un Sahara hos-tile pour rompre l'isolement du Grand Sud.

Une, répartition harmonieuse de la population et des activités

Une, répartition harmonieuse de la population et des activités se heurte incontestablement à une série d'obstacles naturels, eux-mêmes générateurs — au même titre que la croissance démographique élevée — de fiux migratoires désordonnés vers les régions les plus prospères. La colonisation, en dépossédant les fellahs et en désorganisant l'agri-

culture traditionnelle, a, pour sa part, déclenché un mouvement d'exode rural qu's ampaffé la politique de regroupement menée par l'armée française. En 1962, trois millions de déracinés, sans travail, e'entassaient à la périphérie des villes. Depuis, la création d'emplois, essentiellement à Alger, Oran et Annaba, a accentue la polatisation.

A l'indépendance, l'Algérie a hérité d'une économie extravertie et d'une infrastructure inapte à la promotion de l'ensemble du pays. Seule la bande cottère, fertile, bénéficiait d'une industrialisation embryonnaire et d'un environnement favorable au développement. Faute d'alternative, les premiers projets de l'industrie ont été localisés dans le Nord, accroissant ainai les déséquillors spatiaux.

L'exportation des hydrocarbures, seul moyen de financer le développement, bénéficiait d'une priorité absolue : les différentes unités ont donc été concentrées sur le littural à Skikda et Arsev.

sur le littoral à Skikda et Arnew.

Les projets suivants devalent à leur tour prendre en compte les « cours partis » : siderurgie à El Hadjar, usine de mécanique près d'âlger. Le manque de disponibilités en eau, énergie, moyens de transport, personnel qualifié, etc. à l'intérieur du pays contrecarrait toute velléité de décentralisation : les villes du Nord ont drainé l'essentiel des investissements, des activités de services et des nouvelles populations. Cependant, dès 1958, la volonté politique de lutter-contre les disparités régionales s'est précisée. À travers les « programmes spéciaux », les wilayate les plus déshéritées ont bénéficié d'équipements socio-culturels et d'investissements productifs destinés à lancer l'économie régionale. Ces programmes ont révêlé tinés à lancer l'économie régionaie. Ces programmes ont révélé
l'aptitude des wilayate à planifier leur développement et ont
encouragé l'administration à
leur confier, depuis, la gestion
des crédits qui leur sont affectés.
De plus, un nouveau découpage
administratif, en 1974, a permis
une meilleure répartition des
cadres et amorcé le mocessus de
décentralisation. Le lancement
d'un programme de cinq cents
petities et moyennes entreprises
dont les effets devraient se faire
sentir dès l'an prochain matérialise pour sa part la volonté de
diffuser les moyens du développement.

Des localisations voluntaristes, notamment pour les industries de transformation comme à Sétif, transformation comme à Sétif, Ghardala, Tiaret, Salda, Reggane... ont été effectuées à l'extérieur des pôles d'attraction afin d'Imposer l'extension des infrastructures, à peine développées depuis l'indépendance. Pour l'instant, telle usine assoiffe et pollue le ville voisine, telle autre éprouve des difficultés d'approvisionnement. La nécessité d'investit; rapidement des devises sujettes à l'inflation, la priocité donnée à l'industrie, le rythme accéléré des réalisations livrées e clés en main p s'accommodent mal des années nécessaires à l'étude et à la réalisation d'une voie ferrée. Pour ces investissements extrêmement leurds et non d'une contraire des recessaires en main s'accommodent d'une voie ferrée. Pour ces investissements extrêmement leurds et non d'une contraire des leurs des leurs des leurs des leurs des la réalisation d'une voie ferrée. Pour ces investissements extrêmement leurs et non d'une leurs des leurs de leurs des leurs des

voie ferrée. Pour ces investisse-ments extrémement lourds et non directement productifs, l'Algérie ne trouve d'ailleurs pas toujours des partenaires. L'absence d'un aménage-ment concerté a surtout donné libre cours au « laisser-faire spatial ». L'agriculture, sans doute en raison de son dyna-misme moins grand (elle n'a pas toujours utilisé les crédits qui lui

étaient alloués et n'a pas su souvent s'opposer à certains projets), constitue sa première victime avec des transferts fonciers au bénéfice des secteurs non
agricoles estimés à 250 000 hectares, dont près de 10 000 irrigués (1).
La mise en valeur de nouvelles
superficies, dans le Sud ou allleurs, coûteuse et aléatoire, ne
saurait justifier la stérilisation
de terres marafchères. Telle est
pourtant, dans certains cas, la
conséquence de l'urbanisation,
des constructions « sauvages » et
des localisations malencontreuses
d'usines, de locaux universitaires, d'usines, de locaux universitaires, de complexes touristiques comme celui des Andalouses près d'Oran, ou même d'installations para-agricoles (poulaillers, coopera-

agricoles (polilainers, exoperatives).

Dans une étude concernant les rapports entre industrie et agriculture dans la Mitidia orientale, le « verger algérois », des chercheurs du Centre national d'études et de recherches en aménagement du territoire ont dénoncé le processus de « rurbanisation » subl par l'espace rural, « grignoté, morcelé, parfois phapocuté par des pénérations industrielles et urbaines anarchiques ». La légis-lation foncière interdit pourtant toute construction sur les terres agricoles. Plusieurs projeta justifient des dérogations. Pour les antres, les agents des services publics choisissent, comme de nombreux particuliers, la politique du fait accompil. Au der-

nier congrès de l'Union des pay-sans algériens, le président Bou-mediène a sonné l'alarme : « Les terres irrigables, les bonves terres doivent être préservées même s'u jaut dépenser énormément, car elles doivent produire pendant des siècles ».

Parallèlement, les efforts consentis pour l'intensification des cultures se trouvent annihilés au fur et à mesure de l'accaparement des faibles disponibilités en eau par les villes et les industries. Célles-cil pompent dans les nappes, au détriment de l'irrigation, ce qui entraîne le baisse des rendements et des revenus agricoles. Les chercheurs in Bureau national d'études et de développement rural recommandent d'inclure désormais dans le coût des futurs investissements localisés sur des terres cultivées la valeur des ressources détouruées et des équipements détruits tels que plantations, réseaux d'irrigation ou de drainage, bâtiment d'exploitation, etc.

ment d'exploitation, etc.

Enfin, l'agriculture subit une troisième concurrence au niveau des hommes: Attirés par les revenus supérieurs et réguliers et les avantages sociaux plus substantiels offerts par les secteurs industriel et tertiaire, les travailleurs jeunes et qualifiés abendonnent la terre. Les transfuges gardent leur logement, aggravant ainsi les difficultés pour tout nouveau recrutement oo tentative de remembrement.

Rendre les campagnes attractives

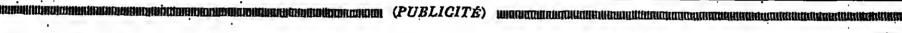
Les décrets de 1963 sur l'autogestion, et la révolution agraire, lancée en 1971, ont amorcé une plus équitable répartition des terres et la transformation des rapports de production ; le secteur socialiste comprend trois cent mille travailleurs exploitant 3 300 000 hectares; le secteur traditionnel un million de petits payeans et 4 700 000 hectares. Mais ils n'ont permis d'assurer des revenus suf-4700 000 hectares. Mais ils n'ont permis d'assurer des revenus suffisants ni aux coopérateurs ni aux agriculteurs privés, en raison notamment du comportement bureaucratique et parasifaire des structures de commercialisation et de l'insuffisance des prix à la production.

La grande majorité des tiouars disposent maintenant de l'élec-

disposent maintenant de l'élec-tricité, d'une école et d'un sentre médical algériens, mais des iné-

galités profondes subsistent dans les conditions de vie en ville et à la campagne. Elles tendent à s'effacer avec la réalisation des villages socialistes, prévus au nombre de mille, à travers l'en-semble du territoire. Le site d'im-riantation des Chamme village. plantation de chaque village, pôle structurant du monde rural, doit être choisi judicieusement, de même que les moyens de

(1) Ces chiffres, fournis par les services dépendant du ministère de l'arriculture sont jugés excessifs par les autres ministères qui évaluent à 10 000 hectares maximum les bomnes terres occupées par des projets industriels. Ils notent en revanche, que depuis l'indépendance, plus de 40 000 hectares ont été perdus sons l'effet de l'árosion, les services compétents n'ayant pris longtoupe que, des mesures dédicaires pour lutter contre ce phénomène.







BANQUE EXTÉRIEURE D'ALGÉRIE

Capital: 360 millions de dinars

Siège social: 11, boulevard Colonel-Amirouche - ALGER

Telex: BEFOREX nº 52736

Téléphane: 61-12-52

Filiales : BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE (B.I.A.)

67, Avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PARIS

. Télex: 640340

ARAB BANK FOR INVESTMENT AND FOREIGN TRADE

ABU-DHABI (Emirats Arabe Unis)

Télex: ABBIFT 2455

La Banque extérieure d'Algérie, banque d'Etat, est chargée, entre autres, de:

- financer les secteurs de base de l'économie algérienne;
- promauvair les relations économiques et financières avec les autres pays.

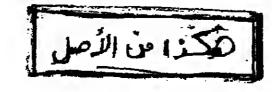
De ce fait, elle traite la majeure partie des opérations commerciales et financières avec l'étranger.

Sa position privilégiée lui a permis de tisser de solides liens d'affaires et d'amitié avec les plus grandes banques dans le monde.

Ses filiales, la Banque Intercontinentale Arabe à Paris et l'Arab Bank for Investment and Foreign Trade à Abu-Dhabi, ont été créées pour favariser le développement harmonieux des relations entre le monde arabe et l'Afrique, d'une part, et les pays développés, d'autre part.

Ses services sont apprécies par une clientèle de chaix, tant nationale

EVOLUTION (en mílions de dinars)			
Bilon	Capital	Benéfices	
1967/68 1 514,4	20	22,6	
1969 1861,4	. 20	24	
1970 2557,1	20	26,5	
1971 2353,8	20	35	
1972 3 818,5	36 °	62,3	
1973 6019,4	60	115,6	
1974 7 982,6	110	139,9	
1975 12 112,4	150	210	
1976 17 063,9	240	303,5	
1977 . 20 658,1	360	367,9	



FRAICHES, I les eaux i **Vous procu**

Torrelation or an interior for an

GREET WELL

All alle the

16.5

E----

TUS SULL AVAILAGE



renforcer sa viabilité. La créa-tion d'unités agro-industrielles ou artisanales est notamment envisagée dans le cadre d'un aménagement intégré et dyna-mique pour « optimiser » l'utili-sation de l'espace rural et élimisation de l'espace rural et élimi-ner le sous-emploi existant ou prévisible dans certaines zones. Actuellement, trois cents « plans communaux » permettent d'al-louer aux centres ruraux les plus défavorisés les moyens financiers nécessaires pour assurer l'alimen-tation en eau potable, l'aména-gement de pistes, de marchès et la création de nouvelles acti-vités. économiques pourvoyenses vités économiques pourvoyeuses d'emplois : « L'aménagement du territoire, c'est une politique de revenus » déclare un responsable du secrétariat d'Etat au plan. De son côté, la commission « infrastructure et aménagement du translation de la commission de du territoire » de l'Assemblée estime qu'il faut orienter le maximum d'investissements vers les campagnes pour les rendre attractives et éviter d'avoir à recourir à des mesures autori-taires de fixation des populations.

Le refus de voir les zones rurales se vider, notamment les montagnes, coïncide avec la

l'habitat planifie dès maintenant ses moyens pour assurer la livraison de cent mille logements par an d'ici quelques années. Les c plans de modernisation urbaine » de quarante villes permettent, quant à eux, de réduire le retard en équipements collectifs primaires. Ces « P.M.U. » constituent par ailleurs une esquisse d'aménagement spatial : coordination des actions au niveau local, liem entre la planification économique nationale et la planification urbaine.

Une ceinture industrielle sur les Hauts-Plateaux

JUGEE inadaptée et figée, la législation française sur l'urbanisme a été abrogée en 1976. Depuis, les assemblées populaires communales jouissent du monopole sur les transactions foncières, ce qui leur offre un instrument par a constitue de le posservent par la constitue de la posservent de la p cares, ce qui seur chire un ins-trument remarquable pour mairriser leur développement. Tout en limitant la propriété de la terre aux besoins familiaux, la constitution de réserves fon-cières doit faciliter l'inscription au sel des investissements et au sol des investissements et favoriser la promotion de coopé-ratives immobilières.

ratives immobilières.
En dépit des diverses mesures de redressement, les tensions et les incohérences s'aggravent au point d'affecter le développement ini-même. Ni les résjustements conjonctureis ni une thérapeutique d'ensemble ne sauraient éclipser l'intérêt d'une politique s préventive » par la localisation rationnelle des investissements en fonction de leurs retambées écofonction de leurs retombées économiques et sociales. Attrès e une

tiques d'une économie de mar-ché », les responsables prennent conscience de la nécessité de maitriser la croissance de façon plus rigoureuse. La création du Comité interministérie d'eména-cement du terministérie (CIMAT) gement du territoire (CIMAT), en 1976, reflète hien cette volonté, mais ne semble pas fournir une mais no semble pas fournir une solution adéquate ; les accrétaires généraux des ministères et concertent et prennent des décisions au cas par cas, sans études préalables approfondies et impartiales. Aussi le CTMAT suscitetil bien des critiques, dont celle d'être le lieu privilégié d'expression des rapports de force,

La notion de coordination et la recherche d'un développement harmonieux font cependant leur chemin, comme le montre la prise en compte des études d'aménagement régional de l'Oranie. D'après les responsables, l'implantation dans la région des multiples projets qui y sont prévus (soixante mille emplois industriels, cent vingt

mille emplois induits) entrainerait inexorablement une aspravation de l'exode rural, un phénomène de comurbation (2) sur des terres agricoles et une concentration inquiétante d'industries pollusaites. En fait, pour les deux plus importants projets, sidérurgie de l'Ouest à Le Macta— site réputé pour sa fauna et sa fore exceptionnelles— et usine d'automobiles d'Oran, les sociétés nationales concernées étudient maintenant les possibilités de fractionner et de « délocaliser » leurs installations.

Ces « délocalisations », recommandées depuis deux ans par les séminaires nationaux sur l'aménagement, s'inscrivent dans le cadre de la création d'une nouvelle ceinsure industrielle sur les Hants-Plateaux qui doit, indique la charte nationale, « étendrs les limites de l'algérie utile st moderne au-delà des Atlas tellien et saharien ». Cetta option, volontariste et irrémissible, augure favorablement d'un rééquilibrage entre le Nord et le Sud et du plein emploi dans des zones traditionnellement réservées à l'élevaga. Elle demande cependant à être affinée afin de ne pas entraver les efforts de restructuration du monde pastoral lancés dans le cadre de la troisième phase de la révolution agraire. mille emplois induits) entrai-netait inexorablement une

Le manque d'infrastructures ne devra pas handicaper l'indus-trialisation des Hauts-Plateaux. trialisation des Hauts-Plateaux.
Une nouvelle rocade routière et
une ligna ferroviaire y cont projetées. La mobilisation des ressources hydrauliques a commencé.
Enfin, la décision est prise de
réaliser simultanément les usines
et les logements. Il reste à trancher sur l'opportunité des « cités
ouvrières » et des villes nouvelles.
La volonté s'affirme de promouvoir des villes moyennes. La volonte s'attirme de pronon-voir des villes moyennes à taille humaine. Dans ce cadre, la concentration à l'est d'Alger de l'ensemble des activités tar-tiaires apparaît remise en cause au bénéfice d'une décentralisa-tion impérative des différentes directions des sociétés nationales siègeant dans la capitale.

d'intention ne suffisent plus, esti-ment plusieurs responsables. La nécessité se fait sentir d'une loicadre sur l'aménagement du

(2) Phénomène de deux villes qui ac rejoignent.

territoire, d'un schéma national et d'un exécutif. Des études socioéconomiques et physiques sont nécessaires, pour connaître les potenisalités avant d'en définir l'utilisation des sois. Le secrétariat d'Etat au plan, qui dispose d'études régionales, prévolt d'élahurer des schémas d'aménagement national et régional à partir de ses « perspectives économiques 1880 » et après discussions avec les échelons décentralisés. Il se charge de définir les grands équilibres en emplois et
équipements et de localiser les
projets d'intérêt national, mais
souhaite confler des responsabilités aux wilayate dans l'attrihution des terrains. Dans cette
optique, les planificateurs s'attachent à promouvoir une finste
répartition des cadres dans les
régions afin de permettre à
celles-ci de prendre des décisions
et de consommer tous leurs crédits.

Un responsable du ministère de l'habitat estime, quant à iul, qu'il faut créer un centre de production d'études pour capitaliser les données afin que les décisions soient prises en connaissance de cause. « Les atermolements content cher; les décisions ne doivent plus être discutées, la planification spatiale doit être impératine, observe-t-il. C'est un impératif absolu. » Pour es part, la commission « infrastructures a mené une réflexion globale sur l'aménagement spatial susceptible de se concrétiser par l'adoption d'une législation adaptée aux réalités et aux perspectives du développement algérien. Elle a choisi une série de paramètres souples, mais permahents, à prendre en compte pour l'élaboprendre en compte pour l'élabo ration d'une politique de plani-fication spatiale : géographie, option socialiste, eau, terres, ressources naturelles, population et environnement. Pour la commission, le développement a pris un tel essor qu'il requiert désormais une coordination beaucoup plus poussée au niveau du secrétariat d'Etat au plan mais sans excès de rigidité. « La planification économique doit être démocratique dans son élaboration et impérative dans son application > indique la charte nationale. L'aménagement du territoire appartient à cette planification.

MARTINE ROSSARD;

L'eau, produit stratégique

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DEPUIS des siècles, tas Saharians déploient leur génia pour recueillir l'eau nécessaire à la survie. Vers Adrar, des kilomètres de fogarea (galeries souterraines) transportent l'eau de la nappe vers les paimerales. Dans le M'Zab, quelque trois mille puits, ection-née par des ênes, fertilisent une nières années, les motopompes ont fait laur epparition ; des les entiques systèmes.

Le ministère de l'hydraotique compte effectuer un effort par-"culler dana les zones sahariennes, notamment dans la de l'Oued-R'Hir qui recèlent d'importantes ressources en eau. Dans la nord de l'Algérie, des inetaliatione existent sur des périmètres aménagés de longua date, male une reprise en main des réseaux d'irrigation est nécessaire. Dans ce cadre, les La Mina vont être prochaine-ment rénovées. La charte natio-... ale anvisage la mise en valeur de 800 000 hectares. C'est une ceuvre da longue haleine. Les grandes réalisations, comma celle de le plaine d'Adadie en plein désert, ne répondant pas toulours aux espoirs ptecés en allea. Tout en lançant de nouvesus granda barrages, le ministère va développar la petile hydraulique ; barrages collineires, forages, prélèvements à partir

la ecule prérogative de l'hydrau-lique. L'alimentation des populations en eau potable doit jouir désormaie da la priorité. Das traveux d'adduction ont commancé pour réduire le déficit coupures d'eau dens les centres urbains. Il faut également répondre aux besoins des unités industrielles axistantes et projetées. Mais l'eau, considérée comme produit etratégique, va constituer un outil arbitral dans l'aménage-

L'industria pourratt être appelée à reconsidérer sea implantations ou ses choix technologiques et à s'équiper dans ta perspective d'un recyctage

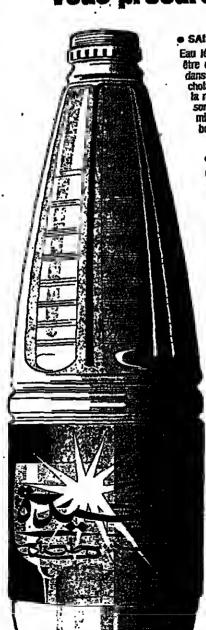
Depuis l'élergissement de ses fonctione, le ministère de l'hydraulique, de la mise en valeur des terres et de l'enviapprofondia de connaissance des acie et des ressources an eau. Il prévoit la mise au point de textes fondamentaux relatifs à l'eau et à l'environnement

Pour mener à bien sa tâche, le ministère joue à fond la directions de wilayate, création d'entreprises de réalisation et de autonomes. Une entreprise eous sa tutalle doit par allieurs com-mencer la production da matériefs hydrauliques, notamment des écliennes. Quant à l'Investissement. Il devrait progresser rapidement pour rattraper les retards considérables accumu-tés par l'ancien secrétariet d'Etat à l'hydraulique, qui avait crédits alloués (10 milliards da dinars) par la second plan quadriennal et avait fait preuve d'une surprenente Impéritie

Depuis l'Indépendance, quatre barrages importants ont vu la 1,5 millard de mètres cubes d'aau. La réalisation d'une quarantaine de nouveaux prande barrages est prévue pour assurer la retenua des aaux néces-saires d'ici à l'an 2000 eux vities et à l'industrie (2 milliards da mètres cubes) et au développede màtres cubes).



Les eaux minérales algériennes vous procurent bien-être et santé



• SAIDA : eau minérale naturelle Eau légère, agréable à boire, appréciée pour ses qualités digestives, elle peut être employée avec succès dans les cas de lithiase rénale fonctionnelle et dans certaines affections hépatiques, grâce surtout à sa discrète action cholalogue. Sa parfaite qualité bactériologique et sa composition équilibrée la recommandent par allieurs pour l'alimentation de cas êtres délicats que sont les jeunes enfants et pour le coupage des biberons (instructions du ministère de la Santé publique en date du 18 mars 1967). Présentée et bouteille plastique de 150 cl et en bouteilles verre mi-blanc de 90 et 25 cl.

• MOUZAIA : eau minérale gazeuse naturelle

Complète l'action des sucs digestifs et active les sécrétions biliaires; est recommandée dans les cas de contractions détaillantes de l'estomac, de manx digestifs de la femme enceinte, de vemissements et états nauséeux des débuts de grossesse, Additionnée à l'eau de la Source de Sains, elle répond aux besoins minéraux des diabétiques et des pré-diabétiques, Accroît non seulement l'utilisation métabolique des sucres, mais aussi la réserve alcaline du sang en cas de diabéte.

Ses vertus curatives tiennent principalement à son action cholago-que et laxative. L'eau de Menzale agit sur la sécrétion gastrique (acidité gastrique), sur l'excrétion billaire et la sécrétion duodéno-pancréatique. De plus, son apport sodique modéré ne peut être que favorable en cas d'hypertension ou de rétention aqueuse. Présentée en bouteilles verre vert de 90 et 25 cl.

• BEN HAROUN : eau minérale gazeuse naturelle

Outre les perspectives d'une thérapeutique balnéaire pour le traitement des affections cardio-vasculaires et rhumatismales (les bains carbo-gazeux attirent le sang à la périphérie du corps), l'eau de Ben Harem a une action salutaire sur les voies digestives l'éau de para navant a înte activit souvent sur les voirs digeauves (dyspepsies, accélération du transit intestinal); elle peut être aussi recommandée pour certaines affections des voies utinaires et la présence de l'ion fer lui confère des propriétés pour com-batire l'anémie. Présentée en bouteilles verre vert de 90 et 25 cl.

 De part leurs hautes valeurs thérapeutiques, indéniables eur le plan médical.

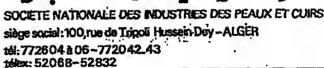
Etant rigoureusement astreintes à des contrôles pé-riodiques leur garantissant une pureté et une potabilité

 Faisant l'objet d'analyses chimiques et bactériologiques dans d'éminents laboratoires spécialisés (Paris - Londres - Liège - Berne - Institut Pasteur d'Alger - Laboratoire Central SN-EMA) leur contérent des qualités remarqua-bles et tort appréciées au-delà de nos frontières. Par leur composition chimique EQUILIBRÉE.

Les Eaux Minérales Algériennes embouteillées selon les toutes dernières techniques ultra-modernes, se présentent comme boissons d'heureuse longévité.

SOCIÉTE NATIONALE DES EAUX MINÉRALES ALGÉRIENNES Direction commerciale Export 21, rue Belloucher Mouland - HUSSEIN-DEY/ALGER Tel.: 77.17.91 - 77.18.35 et 77.10.22

التنزلة الومنية لمناعة الجلود





VOTRE CONFORT EXIGE DU CUIR

cuirs et peaux

ovins; -nappa aniline, semi-aniline, nappa ganterie, chaussures et ameublement, four rures (double face, decoration, sièges vehi cules), velours vêtements et maroquinerie vernis chaussures.

caprins; -chevreau aniline

- chèvre glacée, crispée, vernie
- -chèvre velours

bovins; - a dessus : box calf, vachette pleine fleur, vachette aniline, double ton, façon box, croutes velours

-a dessous : croupon, collet, flanc vegétal dosset souple, cuirs industriels.

articles manufacturés: chaussures et vêtements (hommes, femmes, enfants) - vêtements professionnels - maroquinerie, sellerie, bourellerie.

NOUVELLE PRODUCTION 1978

-Synderme ·

_Synthétique sur tissus enduits (toutes utilisations)

La société Nationale de transports et de travail aériens Air Algérie.

Les grandes routes aériennes de l'Algérie vers l'Afrique, le Moyen Orient et l'Europe.

Cheminer côte à côte avec la vie d'AIR ALGERIE représente une expérience particulièrement riche et un exemple à références pour celui qui s'intéresse à la grande aventure de l'aviation civile internationale et aux horizons illimités que le transport oérien ne cesse de percer depuis la fin de la seconde guerre mondiole.

Du moteur o hélices au turbofrein, en l'espace de trais courtes décennies à peine, c'est toute la structure des rapports humoins qui a chongé par l'effet maîtrisé de la vitesse qui a effacé d'un seul trait les murs des frontières et loissé ploce à la recontre possible des regords.

Celui de l'Algérie, ce généreux pays qui se sent si légitimement africain, maghrébin et arobe porce que situé au carrefour des civilisations et qui projette sa langue silhauette sur 1 300 kilomètres adossée à la Méditerranée qu'il veut lac de paix parce que la reconquête de son indépendance s'est payée au tarif élevé des meurtrissures et des offenses, ce regard danc a aujaurd'hui son messager: lo société nationale de tronsports et de travail aériens AIR ALGERIE.

Autrefois, petite compagnie au réseau orienté vers la France et possédant de ce foit une activité régianale et complémentoire, AIR ALGERIE dans une première phase devenait, le 18 février 1963, compagnie nationale, l'Etat algérien ayant acquis 51 % du capitol sociol, pour se transformer le 12 décembre 1972 en une entreprise totalement notionale à l'issue du rachat des dernières parts détenues par les arganismes étrangers.

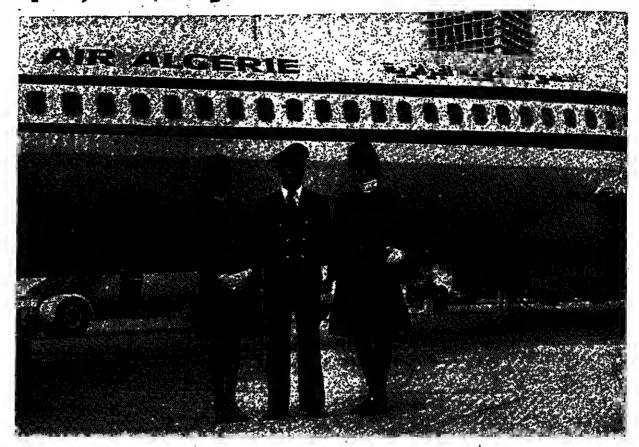
Seize ons à peine après la reconquête de l'indépendance nationale, AIR ALGERIE est aujourd'hui un important transporteur aérien inscrivant son action dans le processus accéléré du développement global de lo nation, performant et compétitif au plan international, présent dans vingt-cinq pays d'Europe, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique.

A nos lecteurs nous ouvrons les pages d'histaire d'AIR ALGERIE.

EVOLUTION DU TRAFIC

Pour mieux apprécier le taux d'efficacité d'AIR ALGERIE, il est taut indiqué de citer les résultats du trafic possagers de 1974 à 1977, époque correspondante au deuxième plan quadriennol national, en les comparant ò ceux enregistrés durant le premier plan 1970/1973.

Ainsi donc le nombre tatai des passagers transportés entre 1974 et 1977 s'élevont oux alentours de 7 millions: 1 200 000 en 1974, 1 690 000 en 1975, 1819 000 en 1976 et plus de 2 millions en 1977 (chiffre



prévu) et celui réalisé entre 1970-1973 étant de 3 070 704, le premier résultat représente un pourcentage d'augmentation remarquable de 128 %.

Dans le domaine du fret, dont l'activité laisse entrevoir de grandes possibilités avec les moyens carrespondonts, le tannage acheminé a atteint 55894 tannes en 1974 10.934 tannes en 1975, 21 500 tonnes en 1976 et 27 600 tonnes en 1977.

Les recettes réalisées ont parallèlement la même courbe ascendonte, s'élevont en 1974 à 414025660 DA, en 1975 à 584 006 253 DA, en 1976 à 703 466 0B0 DA, alars que les estimations paur 1977 sont tout oussi encourageantes selon les premiers relevés.

Pour apprécier toute lo valeur de ces résultats, il suffit de souligner qu'AIR ALGERIE a enregistré neuf exercices bénéficioires successifs depuis 1968, ce qui est réellement remarquoble larsque l'on sait la situation porticulièrement difficile de lo plupart des transparteurs oériens à travers le monde, et mêmes parmi les plus grands.

AIR ALGERIE AU SUD DU SAHARA

La pénétration d'AIR ALGERIE en Afrique, au sud du Sahara, répond à des préoccupations fondamentales.

Il s'agissait en premier lieu de moduler son activité en fonction de la stratégie et des arientations nationales, l'Algérie ayant toujours préconisé la plus étroite collaboration entre les différents Etats membres de l'O.U.A. pour assurer le développement des peuples africains qui y aspirent si ardemment.

Du fait des caractéristiques géographiques et économiques du continent, l'avian constitue le mode de tronsport privilégié et un facteur de progrès irremplaçable au vu de l'état de l'infrastructure des transports por vaie de surface.

AIR ALGERIE devenait ainsi un outil efficace de promotion des échonges intra-africains.

Soucieuse por ailleurs de diversifier et de réorienter son propre réseau trop dépendant de certains morchés, lo Société nationole se devait, paur assurer un. occraissement hormonieux de

ses capacités, d'explaiter de nouveaux courants de trafic.

& ALGERIE

Σ,

7 ::::

114 - --

....

128

T -- --

72 25

€ --₄₅ · · ·

M ALGERIE

MOYENS

EXPLOITATION

Composiée :

Facility Comment ALGERIE

🦥 de .e....

fin que des a .

. Ы _{тэээ}-

, Rafigus diemoore

or of the

are to be the second of the

Not bud bound

. 27:15 05503

: ""2";"2"

. I direave.

TO 65 OF G TO

un dasan mann

- - se 1952 de

i is réception

-11- E 727.

TAIR ALGERIE & STOT OF

ĝare Coro. . I E C 10 de d. v

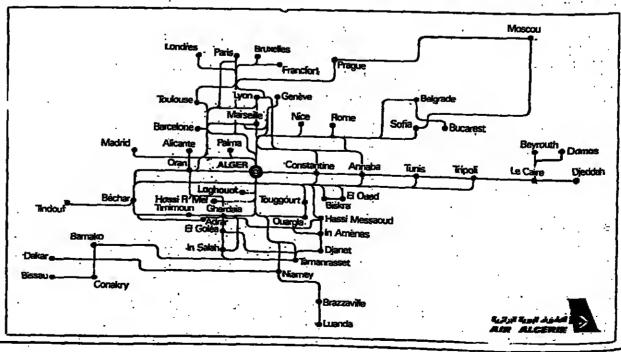
AIR ALGERIE,

La structure des routes aériennes africaines fut donc modelée dès 1972 par l'auverture, de services réguliers vers NOUAKCHOTT, NIAMEY, BA-MAKO et CONAKRY.

L'extension alla désormais très vite : en 1973 LAGOS et BRAZZAVILLE furent adjaintes au programme, puis DAKAR via NOUADHIBOU en 1974, BIS-SAU-DOUALA et KINSHASA en 1975 et LUANDA, enfin, en 1976.

Remodelé suivant les nécessités et contraintes d'explaitation, le réseau africain d'AIR ALGERIE se présente aujourd'hui sous forme de trais grandes rautes aériennes, reliant plusieurs capitales entre elles en une seule journée. A partir d'ALGER, vous pouvez aujaurd'hui vous rendre o NIAMEY - MAMAKO -CONAKRY - BISSAU choque lundi ; à NIAMEY et DAKAR le samedi, et o NIAMEY, BRAZ-ZAVILLE et LUANDA le jeudi.

Il est bien évident que le transport oérien en Afrique n'étant pas encore accessible à toutes les cotégories socioles



sports érie.



-72

0.5

ALGERIE

paur des raisons historiques objectives et le tissu industriel

du continent n'atteignont pas la surface désirée, les capacités offertes ne peuvent être rentabilisées que dons des délois raisonnobles : néonmoins, les résultats enregistrés par AIR ALGE-RIE ne sont pas à nègliger en tenont campte égolement de la « jeunesse » du réseau et des habitudes de la clientèle qui, par manque de lioisons inter-africaines et étant dannée la nécessité de déplacements rapides, continue à transiter por des escales hars d'Afrique.

Le nombre de passagers réguliers tronspartés paur l'ensemble : du rèseau, enregistré au niveau de la représentation générale AIR ALGERIE & DAKAR, otteint danc les chiffres 13 022 en 1975, 9 970 en 1976 et 10 916 en 1977.

L'activité fret, liée ou degré de développement de l'Afrique, o connu tout noturellement des débuts timides, mais des possibilités réelles existent pour ocheminer des valumes importants dans le sens Afrique-Europe et retaur: c'est ainsi qu'en 1977 349 000 kilogrammes ont été livrès en Boeing 737 tout corga AIR ALGERIE.

En canclusian, l'Afrique a un besoin vital de moyens de transparts : lorsque les moyens matériels et humains, tels que ceux mobilisés par AIR ALGERIE, auront été mis en place ; lorsque le désir de callaboration entre les Etats africains se transformera en réalité grôce au développement cantinu, à lo persévérance des responsables et à la soif de pramotion des peuples, l'industrie du tronsport aérien en Afrique cannaîtra un essar dont les limites sont encore insoupconnées.

AIR ALGERIE : DES MOYENS D'EXPLOITATION

Composée à lo fin de 1962 de quotre Coravelle SE-210, de dix DC-4 et trais DC-3, lo flotte de lo noissonte société notionale AIR ALGERIE avait otteint un étot de vétusté entraînant de gros frais d'entretien et se trouvoit inadaptée à lo nouvelle mission que devoit assumer l'entre-

La modernisation du parc avions devenoit vite une nécessité: l'apération débuto le 26 mars 1971 par lo réception de deux superjets Look B. 727-200 commandès en 1970.

Le 7 jonvier 1972, arrive à Alger deux autres appareils B. 737-200 < Advanced > faisont d'AIR ALGERIE le premier transporteur ou monde à utiliser

ce type d'aeronef. L'opération d'envergure de modernisation de la flotte entrait ainsi rapidement dans les faits et devait se poursuivre o un rythme de commandes élevé jus-



qu'en 1977, pour atteindre dixneuf oppareils jets: six Boeing 727-200 et treize Boeing 737-200 programmés sur l'ensemble des vols internationaux et sur certaines lignes domestiques.

Pour son réseou africain, AIR ALGERIE utilise le dernier-né, Boeing 737-200, équipé du système Gravel-Kit et antidérapoge, opporeil totalement adapté à l'infrastructure oéroportuoire du

En plus des dix-neuf Boeina précités, le porc avions est équipé de deux Convair-640 et de cinq Nord 262 à turbaprapulseurs pour certoines escales particulières du réseau intérieur.

Parallèlement à l'activité possogers et fret, AIR ALGERIE est investie d'une mission complémentaire portant sur le travailaérien et agricale, cette tâche étant particullèrement Importonte pour ossurer le support adéquat dans le cadre de lo stratégie de développement industriel et agricale qui restent les abjectifs mojeurs de la palitique algérienne.

Quatorze Grumman AG CAT-600, un Piper PaWnee et un Piper Cherakee GB pour l'aviatian agricale, huit Beechcraft-70 et sept Beechcroft-80 pour le taxi aérien, constituent la flatte dégagée pour cette activité spécifique d'AIR ALGERIE.

AIR ALGERIE - L'AVENIR

L'onnée 1979 verra la mise en application du ill' plan quodriennal, qui dégagera, ò son terme, les moyens suffisants ou véritable décolloge économique de l'Algèrie : secteur-clef de cette volonté, les moyens de transports bénéficieront de nouveaux moyens et d'investissements proportionnels à la nouvelle dimension de la mission qui leur sera confiée.

Outil majeur de ce développement, AIR ALGERIE se trouve d'ares et déjà en face de nouveaux besoins en infrastructures, en flatte, en moyens humoins toujaurs oussi qualifiès.

L'enrichissement de la flatte prévisible permettra oinsi d'élorgir et d'étoffer le réseau d'explaitation, notamment en Afrique où les patentialités de trafic existent: l'établissement de nouveaux ropports dons les échonges économiques entre le Nard et le Sud, lo collaboration nécessaire entre les pays du tiers-monde et à l'intérieur du continent ofricoin, la prise en considération des intérêts des Etats africains au sein de l'IATA et des organismes régionoux, lo soif de connoissances et de rencontres des peuples africains entre eux sant autant de raisons qui militent en faveur de cette nouvelle dimension que prendra l'avian, AIR ALGERIE, par l'exemple qu'elle danne, en ayant peut-être déjò appréhendé toute la valeur et l'importance.



Supplément Algérie

DÉMOGRAPHIE

Dix millions en 1962... ...trente cinq millions en l'an 2000

Par CLAUDINE RULLEAU -

Nous serons trente-cinq millions en l'en 2000; il faut donc accroître la production pour nourrir toutes les nouvelles bouches qui nous arrivent chaque année, a dit, en substance, le président Boumediène au millier de délégués réunties en arril dernier nour le nis en avril dernier pour le deuxième congrès de l'Union nationale des paysans.

Le dépouillement du second recensement effectué depuis l'in-dépendance (1), entre le 12 et le 27 février 1977, a en effet confirmé la force de l'expansion démographique que les planifica-teurs connaissaient déjà. Sur la teurs connaissaient déjà. Sur la base des premiers résultats, les services du secrétariat d'Etat an pian estiment la population résidant en Algérie (2) au 1st janvier 1978 à dix-sept millions quatre cent vingt-deux mille personnes (dix-huit millions deux cent cinquante mille si l'on y ajoute les émigrés). A l'indépendanca, on comptait environ dix millions d'Algériens : l'accroissement en quinze ans est donc considérable, et le hond des naissances, apregistré après la naissances, enregistre après la guerre da libération et commun à nombre de pays sortant d'hos-

Tamanrasset (0.08) contre, respectivement, 0.25, 0.24 et 0.05 en 1966. En supposant même que

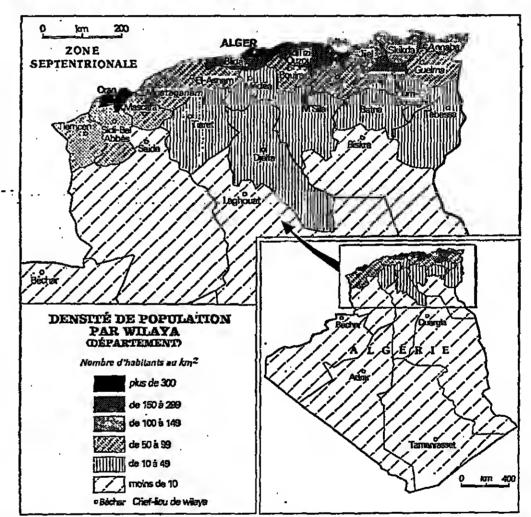
échappé au recensement, la den-sité n'en angmente pas pour autant de façon décisive.

La pression des jeunes

CES deux caractéristiques pèsent à leur tour sur le développement. L'extrême leuresse de la population a exigé et exige encore des investissements massifs. Santé et soins ont fait l'objet d'un grand effort, à travers les centres de protection maternelle et infantile qui ont contribué, par des campagnes de vaccination systématiques, à réduire considérablement la mortalité infantile et à endila mortalité infantila et à endiguer les risques de grandes épi-démies ; la scolarisation a béné-ficié des mêmes attentions ; quatre mille classes primaires nouvelles et une centaine de lycées et collèges sont livrés en moyenne chaque année. L'Etat consacre à peu près constamment

n'est pas seule responsable de cette carence (voir page 35 l'article sur l'habitat et l'urba-nisme). Dans le prochain plan en cours d'élabor tère de l'habitat, construire cent cinquante mille logements par

an pour en revenir simplement à la situation de 1966. La répartition déséquilibrée de la population pose d'autres pro-blèmes au gouvernement : si l'exode rural se fait davantage dans le sens campagnes-villes que Sud-Nord l'immensité du terriboire exige des efforts finan-ciers colossaux pour la construc-tion des infrastructures (routes, aéroports, barrages, etc.) et la mise en valeur industrielle et



n'a pas notablement fiéchi Le taux de natalité reste, en effet, de 4,6 % en moyenne (4,8 % seion une enquête de 1970, qui relevait un taux de 4,3 % pour Alger mais de 5,54 % en zones rurales éparaes regroupant, il est vrai, peu d'habitants); celui de mortalité étant de 1,4 %, le taux de croissance démographique s'étabit à 3,2 %. L'Aigerie, qui enresistre chaque annés rie, qui enregistre chaque année rie, qui enregistre chaque annes deux cent quarrante mille décès pour sept cent quatre-vingt neuf mille naissances, doit donc nour-rir, éduquer, habiller, soigner puis envoyer à l'école plus de cinq cent cinquante mille nou-veaux venus.

Ces chiffres expliquent déjà en eux-mêmes la charge qui pèse sur le développement algérien. Un examen un peu plus poussé révèle deux caractéristiques également contraignantes. La pyramide des âges a une base très large: 54.2 % de la population a moins de dix-huit ans (voir tableau). Dour une population tableau), pour une population active de 23 % (3); en outre, la répartition géographique de la population est très déséquilibrée: 95 % des habitants vivent au nord du pays sur un strième de territoire entirent au nord du pays sur un strième de territoire entirent autrement. du territoire environ; autrement dit le Centre et le Sud soit les cinq-sixièmes du pays, n'abritent que 4 « d'Algérieus. Le terme de « désert » n'est pas un vain mot l La densité movenne de 7,31 habitants an kilomètre carré ne représente pas grand-chose; si Alger a aujourd'hui une densité de deux mille cinq cent trente ersonnes au kilomètre carré Icontre mille quatre cent quatrevingt trois en 1966), les trois grandes wilayate (préfectures) do Sud ont chacune moins d'un habitant au Momètre carré (4) :

à la formation. Mais les admi-nistrations s'essoufient à suivre nistrations s'essoullent à suivre le rythme, car il ne s'agit pas seulement d'un problème tech-nique. On construit plus vite une école ou un dispensaire qu'on ne forme le maître ou le médecin qui en aura la charge; d'où des dispensaires de campagne qui ne fonctionnent pas on qui ne fonc-tionnent qu'à temps partiel faute de praticiens, de sages-femmes de praticiens, de sages-femmes, d'infirmiers ; d'où des effectifs pléthoriques dans de nombreuses classes voir page 37, l'article sur la formation et l'éducation).

En revanche, le déficit en loge-ments se fait de plus en plus cruellement sentir. L'accroissement rapide de la population

tion des hydrocarbures, recher-che minière dans le Hoggar). Malgré le recours au volontariat des étudiants et aux jeunes du service national pour l'accomplissement de certaines tâches (transsaharienne et barrage vert), des difficultés supplémentiers contractarent et affortreit, des difficults suprementaires contrecarrent cet. effort : manque de main-d'œuvre quali-liée, notamment dans l'agriculture et les travaux publics, aur-coûts pour l'Etat, qui doit encourofts pour l'Etat, qui doit encou-rager cadres, techniciens, etc., à descendre travailler dans le Sud par des primes, des exonérations fiscales ou des avantages divers ou les contraindre par le biais de mesures administratives (instan-ration du service civil de cinq ans pour plusieurs professions).

Comment planifier les naissances?

D ANS ce tableau, a priori sombre, apparaissent cepen-dant quelques touches plus claires. Les retombées du déve-loppement industriel et du loppement industriel et du redécoupage administratif commencent seulement à se faire sentir. Le nombre des wilayate. porté de quinze à trente et une en 1974, et la création de nouvelles daīrate (sous - préfectures) (5) à la fois rapprochent administration et administrés et favorisent nouveaux emplois et nouveaux services ; qui dit daira dit, évidemment, siège de la daira mais aussi école ou collège, agence bancaire, postale, etc., tous établissements susceptibles de fixer les habitants. La revalorisation de l'agriculture, le lan-

agricoles œuvrent dans le même

(2) Non compris les étrangers. (2) Non compris les étrangers.

(3) Le pourcantage des femmes aserquat une activité rémunérée, expression qui nous paraît préférable à celle d'« active » ou de « non-active », reste faible. Les trois wilayate où il est le plus élevé sont Oran (10 %). Alger (8,6 %) et Annaba (7 %).

(4) Ouargia : cent quatre-vingt dix-neuf mille six cent quatre-vingt-onse habitants : Adrar : cent quarrante deux mille quarante-six et Tamanrasset : quarante cinq mille six cent yingt-deux. Les six et Tamanrasset : quarante cinq mille six cent vingt-deux. Les autres wilayate du Sud ou du Cantre (Béchar, Saida, Laghonat et Biakra) ont chacune moins de dix habitants par kilomètre carré. (5) Il y a cent soixante dalrate.

DÉMOGRAPHIE

Trente cinq millions en l'an 2000

(Suite de la page 33.)

Cependant, deux series de mesures, qui ont fait l'objet de débats au sein des cercles dirigeant depuis quelques années, reviennent sur le tapis : d'une part, limiter autoritairement l'affux des populations vers les grands centres par l'instauration d'une sorte de c permis de résidence »; d'antre part, en venir à une politique concertée de contrôle des naissances. Lorsqu'en 1966, le docteur Ahmed Taleb Ihrahimi, alors ministre de l'éducation (6), avait prôné une telle politique, il n'avait guère été entendu par les milieux gouvernementaux. Depuis, l'idée a fait son chemin. On peut résumer schématiquement l'esprit ambiant de ces dix dernières années par la formule : « la meilleure par la formule : « la meilleure pulule, c'est le développement ». Celui-ci n'ayant fait baisser le taux des naissances que très fai-blement, on se demande aujour-d'hui, semble-t-il, si l'explosion démographique u'est pas la «meileure piule» pour freiner les bénéfices du développement. Quelles que soient les projections démographiques, « hautes » ou « basses », auxquelles aboutira le secrétariat d'Etat au plan, les problèmes demeureront considé-rables au cours des deux pro-chaînes décennies.

Il est toutefois vraisemblable, en raison des pesanteurs sociolo-

(6) Actuellement ministre-onseiller auprès de la présidence.

giques qu'on ne peut uágliger, que solent adoptées des mesures draconiennes, qui ont souvent fait, ailleurs, la preuve de leur inefficacité. Mais différentes mesures d'incitation sont à l'étude pour favoriser une prise de conscience des couples; les centres existants, dits d' « espacement des naissances pour une meilleure santé morale et physique de la mère et de l'enfant » menteure sante monte at la pre-sique de la mère et de l'enfant > pourraient être multipliés; le quotient familial entrant en compte pour le calcul de l'impôt sur le revenu étant déjà placonné sur le revenu étant déjà plafonné à quatre enfants, on peut intervenir au niveau des allocations familiales; celles-ci continueralent à être versées pour le premier et le second enfant, mais le troisième ferait diminuer ou disparaître la part attribuée au deuxième et le quatrième celle attribuée au premier. Enfin, le recensement ayant relevé que 50 % des habitants sont encore analphabètes (contre 80 % en 1966), une meilleure information au niveau des mass media. au niveau des mass media — surtout de la radio et de la télé-vision qui couvre maintenant pratiquement tout le territoire pratiquement tout le territoire —
peut être entreprise. Pour être
efficace, elle devrait, disent les
planificateurs, ne pas heurter
les consciences et n'être pas trop
hermétique: élle devrait aussi
s'a c c o m p a gner, parallèlement,
d'un effort soutenu pour résorber
l'habitat insalubre et assurer à
chaque famille un minimum
d'hygiène et de confort.

CLAUDINE RULLEAU.

PLUS DE LA MOITIE DES ALGERIENS ONT MOINS DE DIX-HUIT ANS

Tranches d'âge	Masculia,		re Féminin		Total	
5 ans et moins 6 — 14 ans 15 — 17 ans	11,3 13 3,4	%	10,7 12,5 3,3	% % %	22 25,5 6,7	%
Total moins de 18 ans	27,7	%	26,5	%	54,2	Z
18 — 59 ans 60 ans et plus	19,3 2,7		20,8	%	40, 1 5,7	
Ensemble	49,7	%	50,3	%	100	%

Exode rural et remodelage de l'espace

Par MICHEL NANCY *

ANS un pays en voie de développement com me l'Algérie, la situation générale du monde rural est l'un des indicateurs les plus sûrs de la nature des carences à moyen et à long terme, des chances et des possibilités d'un effort économique et social concernant la société dans son ensemble.

« Si la ville, avec ses techniques, ses institutions, ses hommes, ses apports indispensables, ne va pas vers les masses rurales, c'est la misère paysanne. l'exode paysan, qui viendraieni à elle, pour l'assièger de leurs

débris anachroniques et de leurs valeurs déracinées » (1). C'est en se foudant sur cette idée essentielle et sur la nécessité de mieux valoriser l'espace rural que la révolution agraire a été lancée en 1971 en se fixant comme objectif à long terme une profonde modification de la relation ville-campagne. La décennie qui s'achèvera en 1980 en sera la première étape ; à l'«horizon 2000», la population algérienne devrait vivre pour 50 % dans des centres urbains. Quels sont les éléments essentiels de cette mutation sociale?

Le phénomène urbain

D'UNE manière générale, on assiste aujourd'hui à l'accé-lération du rythme d'urbanisation lération du rythme d'urbanisation dans le monde et particulièrement dans les pays sous-développés. Ce phénomène ne s'accompagne pas toujours d'une croissance économique correspondante, comme tel avait été le cas lors de la première urbanisation des pays capitalistes à l'époque de leur industrialisation.

La population rurale en Algérie est évaluée à 55 % et celle des centres urbains à 45 %. C'est donc le passage cà la ville à de 15 % de la population rurale, d'Ici à l'an 2000, qu'il faut planifier. Deux problèmes et protes par la company de se posent alors ; si l'urbanisa-tion quantitative est effective, est-elle pour autant accompagnée d'une urbanisation socio-cuiturelle? Dolt-on parier d'urbani-sation et de développement ou bien d'urbanisation au service

La spécificité du monde urbain algérien contemporain résulte de la période coloniale. C'est un phénomène de bordure (littoral). phénomène de porture transce. Entre 1954 et 1966, la croissance

urbaine - dėjā importante depuis une quarantaine d'années — s'est effectuée d'une façon bru-tale. M. Marc Cote a mis en évidence l'accelération de ce phénomène en comparant la phénomène en comparant la population communale des prin-cipales villes algériennes de 1954 à celle de 1968 (2). Les cent dix-sept localités (Alger comprise) qui, en 1954, avaient 2 194 600 habitants en comptaient 3 903 200 en 1966, soit un taux de crois-sance de 78 %.

Les seules informations sur les phénomènes migratoires en Algérie provenant des résultats des différents recensements, il est difficile, pour le moment, de chiffrer le monvement des populations de 1966 à 1977, les chiffres officiels du dernier recensement n'étant pas tous encore parus. Les premières estimations semblent montrer une certaine constante du phénomène migratoire vers les centres urbains, El Mondjahid du 6 mars 1978 indiquait que, sur les 10 376 000 habitants des zones

* Assistant à l'université d'Essen.

rurales, 154 000 iront tous les ans vivre en ville à partir de 1980, coutre 130 000 actuellement. Pourtant, il faut nuancer ces chiffres car ce n'est plus vers les mêmes centres urbains que le déplacement a'effectue.

Depuis 1970, la croissance urbaine en Algèrie est différente de l'ancienne : les objectifs d'industrialisation des pôles secondaires (villes de moyenne importance) et de décentralisation administrative et des services commencent à produire leurs effets. L'implantation de nouveaux centres urbains à l'innouveaux centres urbains à l'in-térieur du pays transforme pro-fondément les relations entre le rural et l'urbain. L'accrolssement rural et l'infain. L'accroissement des services rendus par les villes moyennes à la campagne est en mesure de changer structurellement les migrations internes. Les mouvements de population se feront plus certainement à l'intérieur de chacune des wilayate (départements) que du sud au uord, comme c'était le cas jusqu'à présent.

La transformation des condi-tions sociales du monde rural impliquait nécessairement une politique de l'habitat. L'habitat rural devenait donc l'un des moyens essentiels de la réalisa-tion des objectifs économiques, sociaux, culturels et politiques de la révolution agraire. C'est dans se cafre que l'opération dans ce cadre que l'opération Mille villages socialistes a été lancée. Ce projet vise à favo-riser un nouveau type de rap-ports sociaux. En effet, il ne s'agit pas tant d'implanter des

(1) « De la révolution agraire à la révolution sociale ». Mostefa Lacheraf, in El Djetch, août 1972.

(2) Fiches documentaires, Annales de géographie, juillet-déeamhre 1967.

(3) Étude socio-économique sur les attributaires de la prémière phase de la résolution agraire, Cap VIII, Conditions souhaitées de logement, AARDES, juin 1975.

hatiments dans l'espace rural que de constituer de nouveaux ensembles sociaux intéressant Le deuxième plan quadriennal fixati comme objectif la réalisation de trois cents villages. Au 31 mars 1977, la situation était la suivante:

la suivante:

Villages inscrits: 271.

Villages achevés: 51.

Villages habités: 52.

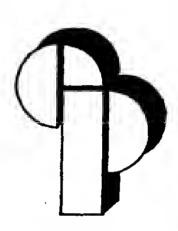
Sur le plan technique, les villages offrent un habitat de bonne qualité de type rural et moderne. Chaque logement doir comporter un revêtement de héton au sol, des sanitaires avec eau courante, une cheminée béton au sol, des sanitaires avec eau courante, une cheminée, l'électricité et le gaz quand cela est possible. Si l'on considère, selon une étude faite par l'AARDES (3), que la moitié de la population rurale est mai outrès mai logée et qu'elle est potentiellement demandeur de logement, on imagine l'impact positif de l'opération « villages socialistes » sur les masses rurales. L'impact quantitatif est encore faible : la population bénéficiant d'ores et déjà et directement de l'opération se chiffre à 78 000 personnes seulement. Pour ant, en 1981, elle sera de l'ordre de 1500 000 personnes, soit près de 15 % de la totalité de la population rurale—qui atteindra alors 10 400 000 habitants.

Si l'on ajoute encore les pro-grammes d'autoconstruction et de résorption de l'habitat pré-caire, c'est à une transformation radicale du marche de l'habitat pré-

habitants.

de résorption de l'habitat précaire, c'est à une transformation radicale du visage rural de l'Algérie que l'on devrait aboutir. Si les trois demandes fondamentales des ruraux sont satisfaites — résidence, services et emploi — les « pôles ruraux » que se proposent d'être les villages socialistes représenteront pour les masses rurales démunies un lieu où l'on se fixera plutôt que de migrer vers les villes.

On peut se demander, toutefois, si ces nouveaux villages joueront le rôle prévu de frein à l'exode rural si l'on u'y crès pas des activités complémentaires échappant aux alèss climatiques pour a su urer aux paysans la stabilité, la sécurité et la continuité dans le travail. Il faut, pour terminer, souligner l'importance de cette profonde mutation sociale. Les responsables algériens ont conscience de l'enjeu et essalent, en dépit de flottements, de maîtriser les conséquences sociales du développement agricole et industriel.



concemés.

الإسراء فيذالا سرايال crédit populaire d'algérie

ETABLISSEMENT NATIONAL DE BANQUE

AU CAPITAL DE 85 MILLIONS DE DINARS Créé par ordonnance n° 66 366 du 29 décembre 1966

Le CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE assure le financement des entreprises publiques et privées des secteurs industriel, commer-

extérieur. L'intervention du CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE porte pour environ 90 % sur le secteur national, élément moteur de l'essor

cial et de services, et exécute toutes les opérations de commerce

Globalement, por branches d'activité, les travaux publics, l'habitat et la construction, l'hydraulique et assimilés occupent une place privilégiée dans la distribution du crédit par le CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE. Cette situation tient à la damiciliation à nos caisses de l'ensemble des sociétés nationales des secteurs

Le CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE favorise par ses interventians la promotion et le développement de l'artisanat. Il apporte parallèlement son concours financier aux «transports routiers» qui connaissent une croissance exceptiannelle, à l'industrie pharmaceutique en pleine expansion, au tourisme pour lequel l'Algérie dispose d'atouts considérables, à la pêche et ses activités annexes et à un nombre important d'entreprises privées.

Le CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE s'est efforcé de préserver ses relations locales ainsi que la petite et moyenne entreprise en apportant son cancaurs à celles-ci. Il a renfarcé son attachement local en accueillant les entreprises économiques de Wilayate et de Cammunes et en arganisant leur financement.

En autre, le CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE traite un valume d'affaires en développement canstant avec de nombreux carrespondants dans le mande entier.

Le remarquable devéloppement du CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE résulte de l'élargissement de son réseau, de l'utilisation de techniques sans cesse améliarées et de la disponibilité d'un potentiel humain actif et qualitativement en améliaration sensible.

Ces éléments auxquels s'ajaute une liquidité qui reste satisfaisante fant que le CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE est en mesure d'accueillir et de bien servir à tout mament de nouvelles entreprises.

Le CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE a étendu ainsi progressivement son champ d'action jusqu'à devenir aujourd'hui l'un des instruments fondamentoux de la grande œuvre de construction nationale.

DIRECTION GÉNÉRALE : 2. Boulevard Colonel AMIROUCHE - ALGER

Tél.: 63-28-55 à 58 - 63-84-10 à 12 et 61-13-34

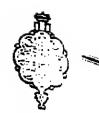
Télex : CREPOPAL 25-512

Direction Relations Extérieures : CREPOREX <A> 52-283 *CREPOREX 52-284

.

Thabitat d

17.000 Travadleurs



AARD

-1.03

ರಕ್ ನಿಚ್ಚಾಗ--

Carrier C

W - 11.15

FRUIT COLOR

Y POPULATE



URBANISME ET CONSTRUCTION

L'habitat devient une priorité

Par ABDULLAH BENMATTI et MOHAMED CHERROUX *-

A situation de l'habitat en Algérie se caractérise par la vétusté, la précarité et le surpeuplement quasi général du parc de logements, par la faiblesse des équipements socioéconomiques et par la saturation des divers réseaux (d'assainissement, d'alimentation en eau et en énergie, de communication, etc.). La distorsion entre les besoins et leur satisfaction est aujourd'hui considérable.

Cette situation s'explique par des raisons historiques et de sous-développement économique. En effet, à l'indépendance. l'Algérie a hérité d'une situation économique et sociale des plus difficiles. Pour y faire face, elle a engagé un processus de développement par étapes : elle a commencé par récupérer ses richesses nationales et mis en place ume industrie de base en vue d'assurer son indépendance économique et de créer des emplois. Elle a écalement mis

vue d'assurer son indépendance économique et de créer des emplois. Elle a également mis l'accent sur l'éducation et la formation. Ces choix ont certes permis d'engager un processus irréversible de croissance économique, mais ils ont accentué les problèmes llés au cadre de vie des Algèriens, tout en faisant passer à l'arrière-plan le e besoins en matière d'habitat, En 1963, le parc de logements en dur était estimé à 1950 000 (1160 000 remplissant les conditions d'habitabilité) et le taux d'occupation moyen par logement

tions d'habitabilité) et le taux d'occupation moyen par logement était de 5.3 (taux supérieur à celui de 1954). Ce taux masquait cependant de grandes disparités : compte tenu de l'existence d'une population privilégiée en matière d'habitat, le surpeuplement réel des logements habités par la majorité des Algériens était, en fait, énorme. La guerre d'indépendance avait entraîné la destruction de milliers d'habitations essentiellement rurales et tions essentiellement rurales et le plan de Constantine n'avait pas permis de construire plus de

5 logements par 1 000 habitants et par an pendant sa périods d'application la plus intense.

Depuis, la situation ne s'est pas améliorée : la demande s'est fortement accrue — la population a augmenté de plus de 7 000 000 de personnes — et s'est fondamentalement transformée alors que le nombre les s'est l'Ondamentalement trans-formée alors que le nombre les constructions nonvelles était à peine supérieur aux besoins liés au renouvellement du parc exis-tant. Entre 1982 et 1977, on a recensé 200 000 nouveaux loge-ments. En fait, des milliers d'au-tres ont été réalisés : principale-

ment des bidonvilles an sein des agglomérations, et des « gourbis » en milleu rural. Pour
maintenir la situation qui prévalait en 1982, il aurait fallu
construire plus d'un million de
logements. Or, è la demande directament liée à l'accroissement
démographique, il faut ajouter
celle qui découle de la transformation des structures sociales :
distribution de nouveaux revenus
grâce à l'effort d'investissement
et éclatement de la famille traditionnelle qui fait que chaque
couple est désormais un demandeur de logement.

Pour un plan d'action d'envergure

La faiblesse des investissements sociaux — pris en compte sans constituer pour autant une priorité dans la stratégie du développement — risque de freiner l'essor économique. Ainsi, les planificateurs ont-ils constaté que la crise du logement a eu des effets négatifs sur la réalisation de certains objectifs planifiés. C'est pour quoi le deuxième plan de 1874-1977 a prévu la livraison de 90 000 logements urbains et autant de ruraux, le lancement de 800 villages agricoles, la réalisation da 20 000 logements ruraux par l'extension de villages existants, l'aide à l'auto-construction de 40 000 logements et, surtout, la mise en place de structures de production devant permettre de livrer 100 000 logements par an dès 1980. Ces objectifs n'ont pas tous été atteints, en raison de multiples contraintes, notamment la faiblesse quantitative et qualitative des moyens d'études et de réalisation dont la plus grande partie a en outre, été affectée aux bâtiments industriels, administratifs, éducatifs,

triels, administratifs, educatifs,

etc. Ces contraintes ont fait boule de neige : en retardant la réalisation des programmes d'habitat, elles ont acuru le cout de production qui, à son tour, a limité l'impact de l'enfort de financement.

financement.

Malgré la complexité de la situation dans ce secteur, les pouvoirs publies sont décidés, pour la prochaine décenuie, à mobiliser tous les efforts afin de litre en moderne de la litre en lit mobiliser tous les efforts afin de livrer, en moyenne et par an, 100 600 logements, sachant qu'une livraison minimum de 70 000 permetirsit tout au plus de ne pas aggraver la crise actuelle. Il incumbe donc au ministère de l'habitat et de la construction, créé lors du remaniement gouvernemental d'avril 1877, de préparer un plan d'action d'envergure pour réaliser des programmes intégrés. Cela suppose : une politique cohérente de l'habitat; la coordination entre la planification des objectifs et celle des moyens nécessaires pour les atteindre, contrairement à ce qui a été fait jusqu'ici; l'adéquation entre la planification économique et la

planification spetiale. Pour y parvenir, il faut reduire les contradictions de tous ordres. contradictions de tous ordres, c'est-à-dire:

— Définir clairement les différents statuts de logement et le rôle des organismes promoteurs et gestionnaires, et préciser la nature et l'importance de l'initiative privée en matière de promotion, de production et de consommation;

— Etablir des prévisions de financement public réalistes et réduire les coûts de réalisation et de financement public réalistion et de frais financiers par des subventions et par l'incitation à l'épargue pour résoudre la distonsion entre le prix du logement et les revenus;

— Mener à hien une standardisation des logements et des équipements d'accompagnement adaptée au contexte algérien et normaliser les procédés et les matériaux de construction.

Il est également nécessaire d'accèlerer le rythme de production en consacrant à la construction une part de plus en plus importante du revenu national

Il est également nécessaire d'accèlèrer le rythme de production en consecrant à la construction une part de plus en plus importante du revenu national tout en déterminant, de façon précise et quantifiée, au niveau de la planification nationale tous les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs inscrits. Il faut, en outre, concevoir et appliquer un « plan construction » afin de mieux ntiliser et de développer tous les moyens existants. Il faut, enfin, au niveau de l'intervention étrangère, instaurer une coopération globale et à long terme qui, tout en respectant les intérière réciproques, dépasse les simples relations commerciales. Une telle politique suppose que l'on définisse les conditions d'une occupation rationnelle de l'espace afin d'éviter que les problèmes d'urbanisme ne s'accentuent. Ceux-et sont conditionnés par trois facteurs principaux. Le premier concerne la situation qui prévalait à l'indépendance. En effet, la politique de ségrégation pratiquée par la colonisation entre poquiation européenne et population algérienne a préfiguré l'urbanisme flagrant entre « les quartiers pauvres ». De plus, la destruction de nombreux villages et l'institution de sones interdites pendant la guerre de libération se sont traduites par d'importants déplacements de populations et cont entraîné une urbanisation entre poque entraîné une urbanisation de 1962. Le retour des réfugiés et la désagrégation des entres de la descarégation des sentres ruraux de regroupement ont provoqué un important afflux vets les villes, principalement celles du nord du paye, qui exerçaient une attraction d'autant plus grande que la colonisation y avait concentré les activités économiques et les principalement les urborité accondée dans un pre-

cipaux equipements sociaux. Le deuxième facteur concerne la priorité accordée, dans un premier temps, aux investissements directement productifs. Il en est résulté une dégradation du cadre de vie dans les grands centres urbains, les crédits ayant été principalement consacrés à réduire les déséquilibres, d'une part entre la ville et la campagne, d'autre part entre les

La conjugaison de ces facteurs s'est répercutée sur le plan de l'urbanisme. L'inadéquation entre les différentes fonctions socioéconomiques s'est traduite par une absence d'harmonie et de rationalité dans l'utilisation de l'espace urbain dont la trop forte densité a désorganisé les relations sociales et suscité des différentés, pratiques de gestion pour les pouvoirs publics. De plus, la réalisation de constructions en dehors des règles les plus élémentaires en matière d'aspect architectural et d'harmonie globale des différents quartiars a engendré des situations souvent inréversibles dans la perspective d'un développement rationnel des villes. Ces dernières ont vu se développer des bidonvilles, car elles ne disposalent pas du minimum de structures d'accuell appropriées pour les populations venues des sones rurales insuffisamment développées. Enfin, l'extension des principales aggiomérations du nord se fait souvent aux dépens

de l'agriculture, la capitale constituant, à cet égard, on cas exemplaire.

Deux déclarations du président Boumediène, du 4 septembre 1965 et du 30 avril 1969, illustrent ces phénomènes : « Il existe malheureusement deux Algéris aux conditions économiques jort inégales : celle des villes et des régions riches, d'une part, et, d'autre part, celle des campagnes et des régions pauvres en général. Les conditions d'existence de nos masses urbaines sont certes difficles mais elles le sont davantage pour nos masses sont certes difficiles mais elles le sont davantage pour nos masses paysannes déshéritées qui forment la majorité du peuple. C'est là une situation qui ne saurait se perpétuer. C'est là une injustice flagrante qui va à l'encontre de la simple solidarité nationale. se Une politique qui ne tiendrait pas compte de toutes les parties du territoire national, des villes comme des villages, du nord comme du sud, ne saurait avoir pour ambition de promouvoir le pays dans son intégralité. s

Les solutions pour faire face à la crise

Differentites mesures out danc été prises pour lutter contre ces disparités et éliminer les causes profondes du phénomène migratoire vers les zones urbaines, ce phénomène étant considéré comme transitoire et inévitable tant que l'économie nationale n'est pas en mesure de répondre aux besoins essentiels des populations is où elles se trouvent. Ainsi, entre 1956 et 1973, des programmes spéciaux de développement au profit des régions les plas défavorisées le sont ajoutés aux plans d'investissements nationaux. Puis, des plans communaux de développement ont été insérés dans le deuxième plan quadriennal pour les 704 communes du pays avec un effort particulier en faveur des 300 plus pauvres. Des plans de modernisation urbaine ent été ilabonés prévoyant d'importants crédits pour les équipements collectifa. Enfin, un important programme d'habitat rural intégré a été lancé dans le cadre de la révolution agraire, dont le projet de 1000 villages socialistes constitute le fieuron; le ur construction, totalement prise en charge par l'Etat, doit permettre le passage, en milien rural, d'un babitat dispersé à un habitat groupé (lire page 34 l'article de Michel Nancy).

Parallèlement à ces efforts d'investissements, des mesures

Parallèlement à ces efforts d'investissements, des mesures réglementaires ont été prises depuis 1970 : plans d'urbanisme directeur des agglomérations, création et amérugement de sones nouvelles d'habitat urbain, affectation, par les autorités locales, de terrains aux différents programmes de construction à programmes de construction à même temps, des organes d'étude et de contrôle ont été créés ou réactivés : relance de la Calisse territoire, création d'un Comité

pement, d'organisation et d'aménagement de l'agglomération d'Alger (COMEDOR), et d'un Comité interministériel d'aménagement du territoire, mise en place d'une Direction de la planification et de l'urbanisme et d'une Direction de l'infrastructure et de l'aménagement du territoire an sein des ministères de l'habitat et de la construction et du plan. Toutefois, malgré ces procédures et ces optils, le développement des aggiomérations, l'implantation des villages socialistes et des zones industrielles n'ont pas toujours obéi, pour ce qui est de leur localisation, aux principes et règles établis, en raison de la faiblesse des moyens humains de l'administration et du manque de concertation entre les organismes concernés.

La situation qui prévant, l'im-portance des différents pro-grammes de construction en cours, l'ampleur des programmes d'habitat nécessaires à court terme pour faire face à la crise terme pour faire face à la crise imposent la recherche d'une coordination afin de permetire l'application de la politique arrêtée en matière d'urbanisation de protection de l'économie agricole et de l'environnement et; en règle générale, de l'équilibre ville-campagne. Il importe donc d'intégrer l'ensemble des actions de développement local dans-les plans d'aménagement communaux et d'instrire ces derniers naux et d'inscrire ces derniers dans un schéma d'aménagement du terrifoire ayant une double dimension nationale et régio-nale. « Le moment est venu de mettre davantage l'accent sur les équipements sociaux et, nota ment, sur l'habitat », a déclar le président Boumediène dan des moyens de prod domaine bâti perm création de nombreux



SOCIÉTÉ NATIONALE DE SEMOULERIE - MEUNERIE FABRIQUE DE PATES ALIMENTAIRES ET COUSCOUS

SIEGE SOCIAL: 6, bd Zirout-Youcef,

POTENTIEL DE PRODUCTION

- 62, Minoteries semouleries.
- 01. Unité d'orge.
- 14. Fobriques de pâtes olimentoires.
- 03. Couscousseries industrielles.
- 08. Installations de couscous roulé moin. 01. Fobrique d'oliments de sevrage « Supéramine ».
- 02. Usines de cuboge de son « Pellets ».
- 07. Installations de cubage de son intégrés aux moulins.
- 09. Biscuiteries. 01. Fabrique de levure.
- 01. Confiserie.
- 01. Chocoloterie.

UNE ORGANISATION COMMERCIALE DÉCENTRALISÉE

31. Directions régionales (U.P.E.W.) gèrent un réseau de distribution de 450 dépôts de vente.

17.000 Travailleurs

C. A. : 2.500.000.000 • UN PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CONSÉQUENT (HORIZON 1980)

- 06. Minoteries de 2 000 quintaux/jour.
- 12. Minoteries semouleries de 2×1 000 quint./jour. 05. Minoteries semouleries de 2×2000 quint./jour.
- 05. Fobriques de pôtes olimentoires de 630 quint./j.
- 03. Fobriques de Supéramine de 96 quintaux/jour.
- 11. Couscousseries industrielles de 130 quintaux/jour.
- 03. Boulongeries industrielles de 300 quintoux/jour. 01. Biscuiterie de 330 quintaux/jour.

INFRASTRUCTURE SOCIO-CULTURELLE

- 37. Coopératives de consommation.
- 20. Ecoles de sports.
- 20. Centres médico-socioux.

FORMATION PROFESSIONNELLE

01. Ecole algérienne de meunerie (E.A.M.).





اتحاد حهو المته سيط للمصارف

S. A. eu capital de 80 millions de F.F.

La Banque Nationale d'Algérie Le Crédit Populaire d'Algérie La Banque Nationale de Paris

Le Crédit Lyonnais

· La Société Générale La Banque de Paris et des Pays-Bas

Le Crédit Commercial de France Le Crédit Industriel et Commercial

Banque Commerciale à vocation internationale

50, rue de Lisbonne - 75908 PARIS Têl. : 766 52 84 - Télex : 660.213 B. P. nº 181-08 - 75363 PARIS CEDEX 08

ADMINISTRATION

Le risque bureaucratique

(Suite de la page 23.)

S'agissant des méthodes d'in-tervention administrative, les différents organismes qui doivent assumer des tâches nonvelles (d'ordre économique) et urgentes (priorités socio-politiques) se sont efforcés d'adapter leurs instruments ou d'en proposer d'autres, mais ils n'ont pas tou-jours réussi à ls faire; an lieu d'aller au-devant de l'évêne-ment, ils ont continné à le subir et, faute de recui suffisant on ment, ils ont continué à le subir et, faute de recul suffisant on de vision prospective, en l'absence d'une planification véritable des fins et moyens, ils sont condamnés soit à piaquer maladroitement des méthodes traditionnelles sur des situations nouvelles, soit à improviser et à risquer certaines erreurs. Cela a pour effet de multiplier les démarches et les papiers, d'allonger et d'alour-dir les constitutions de dossiers, suscitant ainsi la contestation de l'administration non seulement par les citoyens mais encore et de l'administration non seulement par les citoyens mais encore et surtout par les entreprises publiques qui erigent des décisions rapides et efficaces pour mener à bien les investissements et les actions de développement. C'est à ce moment précis que le grief bureaucratique prend forme et relief pour devenir, d'abord, le centre d'une controverse entre le secteur « administratif » et le secteur « économique », puis le lien et l'enjeu d'un débat plus vaste sur les rapports entre l'Etat et ses entreprises.

Les entreprises publiques, dont le nombre et l'importance ne cessent de croître, reprochent à l'Etat d'avoir, à leur égard, une attitude contradictoire : d'un côté, il les considère comme les véritables responsables du pro-gramme industriel et commer-cial : de l'autre, il les tieut en suspicion et les soumet à des

interventions incessantes, selon des procédures longues et complexes qui confondent la gestion administrative classique avec l'action économique à vocation socialiste: l'administration privilégie l'aspect furidique et formel sur l'opportunité socioéconomique, stérilise l'initiative et le dynamisme des unités et des entreprises. De son côté, l'administration réplique en accusant les entreprises de spéculer sur leur nature publique et la priorité accordée au développement pour esquiver tout contrôle et en disqualifier toute manifestation sous prétexte qu'il s'agit de procédures bureaucratiques. Ce procès mutuel, non exempt de simplification et de polémique, est révélateur d'un décalage sérieux et de contradictions eutre les nécessités d'une action économique cohérente, afficace et les voles et moyens d'une non moins nécessaire intervention administrative. La controverse demeure au stade de déclarations générales et de vœux quant à l'urgence de réformes, alors qu'il c on v l e n t surtout d'identifier concrétement des procédures et les méthodes de telle ou telle structure administrative qui méritent une révision, un rempla-

cement ou une suppression.

En ce qui concerne les structures, un effort constant à été accompil pour rechercher une organisation administrative et territoriale adaptée aux besoins du développement économique et social, rapprochée du citoyen et de ses besoins; les différents codes (communal, de wilaya, des marchés publica.) en témoignent dans la mesure où ils tentent, selon le cas, de décentraliser ou de déconcentrer la décision ou la gestion. Toutefois, ces réformes ont parfois débouché, quelles qu'aient étà les intentions on les virtualités contenues dans les textes, non pas sur un redéploisment des structures et unités productives, mais sur un renforcement des structures administratives classiques, une multiplication et un resserrement des procédures et contrôles. Autrement dit, lorsque l'administration centrale semble renoncer à une prérogative, c'est pour crèer, à un autre niveau ou à un autre endroit, une structure qui prend le relais : structure qui prend le relais : ainsi la décentralisation on la déconcentration, faute de certaines précautions, peuvent aboutir parfols à un transfert ou à un enchevetrement administratif.

Le problème des hommes

L'a sicuation peut devenir fâcheuse si elle entraîne,
par mimétisme, les entreprises
publiques elles-mêmes à s'organiser et à se développer par référence à un modèle bureaucratique. En effet, la tentation est
grande pour elles, face à un
projet prioritaire, de se soucier
d'abord de sa gestion administra-

tive, c'est-à-dire de créer un état-major essentiellement ad-ministratif, de lui trouver des locaux confortables dans la capitale et de lui fournir du matériel de bureau, au lieu de se soncier surtout des techniciens, des exigences du chantier et des équi-pements productifs. L'influence du modèle bureaucratique transpa-

S. N. M. C.

I. - OBJECTIFS.

Créée le 20 décembre 1967, la Société Nationale des Matériaux de Canstruction (S.N.M.C.), sous tutelle du ministère des industries légères, a paur mission de :

- promauvoir le dévelappement des industries des matériaux de construction en Algérie;
- explaiter tautes les unités réalisées ou acquises par elle, au confiées à sa gestion par l'Etat;
- gérer le manapole d'importation des matériaux de
- construction; développer le réseau de distribution des matériaux
- de construction.

II. — GAMME DE PRODUITS.

Matérioux de base: ciment, plâtre, chaux, agrégats. Mur, toiture, couverture: briques, tuiles, Siporex, agglomérés, plaques en amiante, plaques en plâtre, faux plafond

Revêtement sols et murs: dalles P.V.C. carreaux Granito, carreaux ciment, carreaux faïence.

Canalisations: tubes et raccards en P.V.C., tuyaux béton, tuyaux agglomérés, tuyaux et raccards en amianteciment.

Articles sanitaires: céramique sanitaires.

Divers: moulages en amiante-ciment, produits manufactu-

rés en ciment.

III. - EVOLUTION DES CAPACITES DE PRODUCTIONS.

Produits	Unité	Capacité installée 1978	Capacité installée
Ciment	10° T.	4 000	. 7500
Piâtre	103 T.	250	480
Chaux	103 T.	15	300
Produits rouges	103 T.	1 480	1.980
Carreaux faience	103 m²	3 000	5 000
Carreaux sanitaires.	10 ³ p.	1 700	1 700
Amiante-ciment	10° T.	200	200
Agglomérès	103 T.	280	730
Tuyaux béton	10° m.l.	75	300
Granitos	10º T.	1 800	7 800
Siparex	10 ³ m ²	162	324
P.V.C. dalles	10 ³ m ²	1 600	1 600
P.V.C. tubes	103 T.	3,3	5

raft dès lors que l'apparell administratif, simple support des opérations de développement, tend à devenir un but en soi, et l'indice manifeste s'observe lorsque le recrutement de l'ouvrier spécialisé on l'acquisition d'un outillage cède le pas devant le recrutement de l'appariteur ou l'acquisition d'un amemblement de bureau.

En évoquant l'appariteur, devenu figure symbolique de l'administration, on soulève le problème des hommes. Le, encore, il ne faut pas oublier le point de départ, quand le pays a dû affronter les tâches aussi considérables qu'urgentes de l'indépendance et combler le vide incroyable créé par l'exode du personnel administratif : il est a peine besoin de souligner la somme d'éperte et de dérmaà peine besoin de souligner la somme d'énergie et de dévoue-ment qui a permis à de simples

citoyens, sans formation parti-culière et sans initiation aux rites et pratiques étatiques, de s'emparer des leviers administra-tifs et de trouver les voles et moyens d'une remise en marche économique dans un climat d'in-certitude et d'insécurité. Toute-fois, on peut se demander si cette expérience si riche et si passion-nante n'a pas eu son revers, peut-être parce m'elle n'a permis que nante n'a pas eu son revers, peut-étre parce qu'elle n'a permis que le déploiement d'une forme d'ac-tion au détriment d'autres. En effet, l'expérience des premières années a rapidement privilèglé l'organisation administrative et la restructuration des appareils pour répondre à certaines néces-sités, engendrant un primat de l'activité bureancratique s n r l'activité directement productive, faisant naître et encourageant un falsant naître et encourageant un réflexe tourné vers les bureaux qui s'amplifie sans cesse.

Un attrait excessif

'OBSERVATION révèle pré-L'OBSERVATION réveie pre-sentement, d'abord, un attrait excessif vers les functions admi-nistratives non seulement au sein des appareils étatiques mais encore — ce qui est plus préoc-cupant — au sein des unités de production; ensuite, une concentration des hommes au

nivean de la capitale soft dans les administrations centrales, solt auprès des sièges des entreprises. Ce phénomène, dont l'ampleur s'accuse au fur et à mesure que les universités et les matituts de technologie fournissent d'importants contingents de diplômés, peut déboucher sur le

paradoxe suivant : le projet éco-nomique dont l'objectif est de muitiplier les emplois industriels engendre une prolifération de postes administratifs et l'excrois-sance d'une superstructure qui retentissent sur l'action de déve-loppement. C'est donc à juste titre que la charte nationale insiste et met en garde contre les ten-dances qui se manifestent dans les divers appareils de l'Etat, des collectivités locales et des entre-prises : elle en appelle au contrôle et à la participation des travailleurs qui constituent e l'an-tidote le plus actif pour prévenir travalleurs qui constituent e l'an-tidote le plus actif pour prévenir et enrayer les risques provenant de la bureaucratie ». Il est évi-dent que, si les remèdes à ces risques relèvent en partie d'une thérapeutique interne aux struc-tures administratives, la solution réalle dépasses l'administratives. tures administratives, la solution réelle dépasse l'administration; elle est d'ordre politique et concerne la place et le rôle des différentes institutions nationales, notamment le parti, le syndicat, les organisations de masse l'Etat, les collectivités locales et les entreprises. Seule une articulation précise et concrète jointe à une vision globale et cohérente de leurs rapports respectifs et de leurs rapports avec les forces populaires, permetira l'affermissement d'une véritable administration é co no mi que, c'est-à-dire à la fois peu conteuse et orientée effectivement teuse et orientée effectivement



القركة الوطنية للبحاث والمنغالات المنجية

Societé Nationale de Recherches et d'Exploitations Minieres

La SONAREM

met à votre disposition

toute une gamme de produits miniers :

- 35 unités de production ;
- 21 produits miniers commercialisés.

MINERAI DE FER :

Ouenza, Baukhadra, Khanguet, Béni-Saf.

CONCENTRE DE ZINC, CONCENTRE DE PLOMB, CONCENTRE DE CUIVRE :

El-Abed, Ain-Barbar, Ouarsenis.

PHOSPHATE CALCINE, PHOSPHATE DEPOUSSIERE: Djebel-Onk, Kouif.

MERCURE :

Azzaba.

SEL DE TABLE, SEL INDUSTRIEL :

Guernei, Sidi-Bouziane, Bethioua, El-Outaya.

BARYTE :

Aīn-Mimoun, Ouarsenis, Sidi-Kamber, Mekla.

KAOLIN:

Tamazert, Djebel-Debbagh.

BENTONITE, TERRE DECOLORANTE, KIESELGUHR:

Maghnia, Mostaganem, Sig.

CELESTINE :

Béni-Mansour.

FELDSPATH:

Ain-Barbar.

MARBRES ET ONYX :

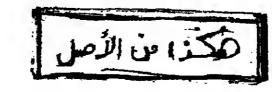
Skikda, Oran, Sig, Miliana.

SABLE, GRAVIER, PARPAINGS :

Djebel-Gustar, Oued-Fodda, Arzew, Skikda, Béjaïa, Zaccar, Kenadza, Kedddara, Timezrit.

DIRECTION GENERALE 127, Bd Salah Bouakouir - Alger Tel: 63.15.55 à 62 TELEX - MINEBAR 52910

DIVISION COMMERCIALISATION 8, Av Franklin Roosevelt - Alger Tel : 64.47.52/53 et 64.41.85/86 TELEX - S.D.O. 52.834



a Med

un serv `⊜bdomc à destin de plusi pays afric

O ALGER-KANO MANO-ALGER O ALGER-NIAME

MAMEY-ALGE O ALGER-GAO

©40-ALGER.



poster and relenting oppement que la ch met ch dances : les divers collections. udole 🤞 : et erre.

de la bi-dent que risques ro-therapeur d:ff:ren:«. es en:---Culation po contrent periods and the formation in th adm.r. c'errana :



4 - MES MARIN

it d'Explanations Moss

iniers :

mercialises.

DE PLOMB.

DEPOUSSIERE :

Mexica



Supplément Algérie

ÉDUCATION

Vers une refonte totale du système de formation

Par ABDERRAHMANE REMILI * ----

A l'image de nombreuses ins-titutions économiques et sociales algériennes, le

sociales algériennes, le système d'éducation et de formation est en continuelle transformation depuis 1862. Le départ massif de la majorité des personnes qui avaient bénéficié de l'appareil d'éducation colonial, les options socialistes du pays et la philosophie arabo-islamique ont, en effet, suscité un prodigieux foisonnement d'initiatives tendant à aménager le schéma légué.

De la guerre de libération à nos jours, les doctrines politiques en matière d'éducation ont présenté à la fois une remarquable coutinuité (1) et une certaine ambiguité qui a permis diverses interprétations idéologiques et pédagogiques de chacune des orientations souhaitées du système éducatif. A partir de 1966, les fonctions de ce système ont pu être progressivement précisées des la code de la trible des des cares de ce de carrier de la code de la trible des des cares de ce les fonctions de ce système ont pu être progressivement précisées dans le cadre de la triple révolution agraire, industrielle et culturelle, dont les interdépendances ont été constamment sonlignées (2). Il a cependant fallu attendre le 1st plan quadriennai (1970-1973) pour que se précise une vision commune des réformes nécessaires à entreprendre. Néanmoins, elles n'ont pu toujours être appliquées d'une manière cohérente en l'absence d'une doctrina globale de développement politique et social; celle-ci sera définie par la charte nationale en 1976.

Des progrès très rapides ont

Des progrès très rapides ont pourtant été accomplis en seize ans : les effectifs des élèves et des étudiants ont globalement quadruplé, un processus de démocratisation a fortement réduit les inégalités et les disparités socio-territoriales héritées de la coloterritoriales héritées de la colo-nisation, une « algérianisation » substantielle des programmes et des cadres a été réalisée et l'en-seignement a été partiellement arabisé. L'effort d'investissement a été en outre considérable : les crédits de fonctionnement attribués à l'éducation et à la formation représentent plus de 30 % du budget national depuis huit ans : le pourcentage du PNB. consacré à ce secteur en dépenses de fonctionnement et d'équipement a constitué un record mondial avec 11 % contre 7 à 8 % aux Etats-Unis et en U.R.S.S.

L'éducation définie comme de-vant être « nationale, révolution-naire et scientifique », une tran-sition a été aménagée dans le cadre scolaire existant, en atten-dant une rejonte totale du sys-tème Pour métre en pless un sysdant une refonte totale du sys-tème. Pour mettre en place un sys-tème é du catif proprement national mais ouvert aux influences nécessaires du monde moderne, deux objectifs ont été poursuivis: l'arabisation et l'algérisation du personnel, des institutions et du contenu de l'emeagnement, afin de permettre « le recouvrement de l'authenti-cité nationale. L'éconouissement cité nationale, l'épanouissement des valeurs culturelles et spiri-tuelles des générations futures par la récupération de notre patrimoine de civilisation araboislamique o (3).

Actuellement, dans le primaire, l'enseignement est dispensé exchasivement en arabe les deux premières années; au-delà, il devient hillingue. Dans le secondaire, la langue nationale est étudiée dans toutes les classes selon un horaire variable et certaines matières sont également enseignées en arabe. Un tiers des classes des lycées a été progressivement arabisé à partir de 1971 tandis que, parallèlement, des collèges et des lycées étaient institués pour les élèves dont la scolarité s'était faite uniquement en langue arabe. Dans le supérieur, une licence de letires arabes a été créée en 1963. Adopté pour une licence en droit, l'arabe faisait également son entrée à faisait également son entrée à

· Boonomiste algérien.

partir de 1971 en mathématiques, en physique et en chimie.

Au niveau du personnel, des efforts considérables ont été déployés pour confier les responsabilités du système éducatif à des cadres algériens. Pour ce qui est des enseignants, la relève de la coopération dans le primaire — objectif du 1° plan — a été pratiquement schevée en 1974. En revanche, aucune échéance n'a encore été fixée pour l' « algérianisation » du second cycle du second degré et du supérieur, en raison de l'accroissement spectaculaire des effectifs et de la pénurie d'enseignants.

En ca qui concerne les pro-grammes, certains enseignements — histoire, géographie, littéra-ture, philosophie — ont été adaptés en fonction des impéra-tifs de la décolonisation culturelle pour permet tre une meilleure connaissance de l'en-vironnement national, de la civilisation arabo-ialamique et du monde arabe. De même, un bac-calauréat algérien et des diplômes d'applicament en explanation et été. d'enseignement en arabe ont été

instaurés.
Se voulant révolutionnaire, l'enseignement l'a été par certaines de ses méthodes et par son rythme d'expansion depuis l'indépendance. C'est ainsi que des aménagements ont été introduits, notamment dans le secondaire, pour privilégier la culture technique et technologique, rompant de la sorte avec les préjugés des élèves, des

pius, dans un souci de justice et de promotion, les plans de scolarisation totale out accordé la priorité aux tones rurales les plus déshéritées dans le cadre de « rattrapage » économique et social de ces régions. Cet effort a été asiorti d'un développement considérable des cauvres sociales (bourses, cantines socialires, etc.). Enfin, un système extra-sociaire, à commencer par l'alphabétisation et la formation générale, a été mis en place en faveur des personnes qui n'ont pu être acolarisées ou suivre un cursus scolaire normal. Enfin, l'esseignement entend dire scientifique en accordant une place importante aux sciences dans le primaire et le secondaire de sorte que l'audience de ces disciplines augmente cans cesse dans le supérieur. En plus du renforcement des horaires consacrés à ces matières, différentes mesures ont été prises pour accentuer l'orientation scientifique et technique de l'enseignement. La multiplicaté des centres de décision et l'intensité de la demande de main-d'œuvre qualifiée ont suscité d'autres initiatives; elles ont, par la mise en place d'institutions qui n'existaient pas à l'indépendance, complété le système éduratif hérité, afin de réduire au maximum le recours à la formation à l'étranger. Dépendant des différents ministères, ces institutions assurent, selon les besoins, une formation polyvalente ou spécialisée : Ecole polytechnique d'El Harrach, Ecole d'ingénieurs des travaux publics, Ecole nationale d'administration, C en t reafricain des hydrocarbures et des tertilles, etc. Des centres assurant, enfin, des formations de une developper des enseignements professionnels pour les ouvriers, les agents de maînrise et des cadres moyens. plus, dans un souci de justice et de promotion, les plans de scolarisation totale ont accordé

De profonds bouleversements

ALGÉRIE

amanrasseto

MEY

REVELATEUR le plus mar-quant de l'inadaptation du système hérité, le premier plan quadriennal va y apporter de profonde bouleversements, grâce au renforcement des structures socialistes et au désir du pouvoir de porter la révolution dans

l'agriculture et l'industrie (4). En attendant une réforme glo-bale, le plan de 1970-1973 pro-cède à deux innovations importantes et complémentaires en prévoyant une formation spécia-lisée dans les instituts de technologie et en créant une structure

O Hassi-Messoood

Inguezzom

OKYNO.

NIGERIA

d'éducation permanente avec le CNEG (Centre national d'enseignement généralisé).

Les instituts de technologie (5) marquent la première rupture décisive avec le achéma de type académique et universitaire inspiré des pays développés libéraux. Ils visent à former, au niveau de la fin des premier et second cycles du accond degré, des techniciens et des cadres spécialisés en fonction des exigences quantitatives et qualitatives formulées par les utilisateurs. Les employeurs n'étant pas en mesure d'assurer valablement l'adaptation professionnelle aux postes de travail, il importe que nesure d'assurer valablement l'adaptation professionnelle aux postes de travail, il importe que les stagiaires des instituts — qui touchent tous un pré-salaire — soient opérationnels dès la fin de leurs études.

Principal chainon d'une structure d'éducation permanente en cours de gestation, le CNEG a pour principales fonctions de fournir un enseignement de base à ceux dont la scolarité a été interrompue et d'assurer la formation ou la pré-formation dans des exigences du développement. Il renforce aussi, par des moyens divers, les actions entreprises par les collectivités publiques.

La nouvelle université algérienne a également été définie au cours du premier plan. La réforme de 1971 en fait une université intégrée formant des cadres opérationnels. L'enseigne-

ment est fondé sur le système des modules, l'élaboration des programmes et le déroulement du cursus étant coordonnés à l'échelon de chaque institution universitaire, non au niveau des instituts (unités de base) comme dans, le système classique. Ce nouveau mode de formation organisé autour de filières et de « profils de formation » incite les universités à se spécialiser, comme l'université des sciences et des techniques de Bab Exsouar, près d'Alger.

L'adoption du II.º plan (1974–1977) à donné lleu à une réforme appelée à se généraliser à « l'horizon 1985 » : « l'enseignement fondamental » de neul ans. Cet enseignement général commun qui suppose la reconversion du cycle moyen et sa combinaison avec le cycle démentaire qui le précède, doit être progressivement « polytechnisé » en commençant par la dernière année. Il vise « à faire disparaître à terme la sélection opérée à l'entrée du cycle moyen et diparaître à terme la sélection opérée à l'entrée du cycle moyen et diparaître à terme la sélection opérée à l'entrée du cycle moyen et diparaître à terme la sélection opérée à l'entrée du cycle moyen et diparaître à terme la sélection opérée à l'entrée du cycle moyen et diparaître à terme la sélection opérée à l'entrée du cycle moyen et diparaître à terme la sélection opérée à l'entrée du cycle moyen et diparaître à terme la sélection opérée à l'entrée du cycle moyen et diparaître à terme la sélection opérée à l'entrée du cycle moyen et diparaître à terme la sélection opérée à l'entrée du cycle moyen et diparaître à terme la sélection opérée à l'entrée du cycle moyen et diparaître à terme la sélection opérée à l'entrée du cycle moyen et diparaître à terme la sélection opérée à l'entrée du cycle moyen et de l'entrée du cycle moyen et de diparaître à terme la sélection opérée à l'entrée du cycle moyen et de l'ent

Un double défi

T. E système d'éducation et de formation connaît des pro-blèmes découlant du double défi blèmes décollant du double den qu'il doit relever puisqu'il lui faut à la fois faire face à l'explosion démographique et répondre aux ambitions économiques et socio-culturelles du pays. Ces problèmes, auxquels le pouvoir accorde une grande attention, sont de trois ordres : amélioration de la qualité de l'éducation ; développement de l'enseignement développement de l'enseignement scientifique et technique; exten-sion de la formation générale et professionnelle des adultes.

tures existantes (alphabetisation tures existantes (alphabétisation et enseignement généralisé) ayant souffert tant de l'insuffisance des moyens que de la faible motivation des responsables et des bénéficiaires euxmêmes. Elles sont appelées à se développer considérablement car elles répondent au grand dessein des réformateurs du système éducatif algérien qui voulaient le situer dans une perspective le situer dans une perspective d'éducation permanente seule solution au dilemme « quantité qualité » et au dépassement de la dichotomie « enseignement

EVOLUTION DES EFFECTIFS EN SEIZE ANS

	1962-1963 : 227 000 éléves.
ENSEIGNEMENT RIEMENTAIRE	1977-1978 : 2 900 000 6lèves.
	1962-1963 : 14 900 élèves.
ENSEIGNEMENT MOXEN	1977-1978 : 590 000 élèves.
	1962-1963 : 20 000 élèves.
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	1577-1378 : 140 000 élèves.
	1962-1963 : 3 718 étudiants ins-
enseignement superieur	erits.
	1977-1975 : 70 000 étudiants ins- crits.
	1962-1963 : 5 666 postes de for-
FORMATION PROFESSIONNELLE	Instion,
CFPA.	1977-1978 : 17 800 postes de for- mation.
	1962-1963 : néant.
INSTITUTS TECHNOLOGIQUES	1977-1978: 25 000 élèves (cadres topyens et cadres supériours).

L'amélioration qualitative passe l'amélioration qualitative passe par le développement intensif de la recherche pédagogique et de la formation des enseignants. Elle suppose aussi une programmation plus fine des efforts et une préparation plus minutieuse des moyens destinés à concrétiser les options fondamentales, notamment celle de l'arabisation. notamment celle de l'arabisation.

A cet égard, il est impératif d'élever et d'homogénéiser la qualification des enseignants des cycles primairé et secondaire. qualification des enseignants des cycles primairé et secondaire.

Les problèmes concernant le développement de l'enseignement technique et scientifique son tégalement analysés. En effet, la suppression, en 1971, du premier cycle de l'enseignement technique, en l'absence de structures de remplacement appropriées du fait des difficultés enregistrées dans la mise en place des techniquemes desinés à former des ouvriers professionnels (?), a incité les utilisateurs à développer leurs propres structures de formation sans réussir pour autant à couvrir les bésoins. En outre, même si l'Algérie, qui ne disposait à l'indépendance que de mille médecins (elle en forme actuellement mille par an) et de quelques centaines d'ingénieurs, a réussi à quintipler ou à décupler ess chiffres, il importe de revoir la politique d'orientation à la fin du cycle du second degré pour que la priorité donnée à l'enseignement scientifique devienne davantage une réalité.

La formation des adultes mohilise aussi l'attention, les struc-La formation des adultes mobi-lise aussi l'attention, les struc-

(1) À la veille de l'indépendance, le programme de Tripoli se pro-nonçait déjà sur le contant, les structures et les méthodes d'ensei-snement impliquant un système éducatif complètement repensé, en fonction d'une culture « nationale, résolutionsaire et actentifique ». Cette formulation sera repuise par la charte d'Alger (1964) et, depuis, dans les disours des dirigeants politiques. dans les discours des dirigeants politiques.

(2) Cf. Ahmed Taleb Invahimi.

De la décolonisation à la révolution culturalle, ENED, Alger, 1973.

(3) Note d'orientation du ministère des enseignaments primaire et secondaire, mars 1974.

(4) Le 5 décembre 1888 était installée la commission nationale de réforme qui devait concevoir un projet global de réforme du système éducatif. Un mois plus tard, le premier plan quadriannal optait pour des réformes d'attente importantes néanmoins par leur portée.

(5) Il en existe plus de adirante sous la tutelle d'une doutains de technique / enseignement géné-

La charte nationale de 1976 déclare sans ambages : « Si les autres catégories de la culture, en Algérie, on t bésoin d'être améliorées ou transformées dans leurs structures et leur contenu idéologique ou intellectuel, l'éducation, elle, exige plus que cela : une refonte totale, une pédagogie de pointe, une unité de riqueur une refonte totale, une pédagogie de pointe, une unité de riqueur excluant l'existence de deux sec-teurs juxtaposés, des hommes, des choix, des principes et une substance scolaire absolument

Une première application de la charte, en 1977, a vu la suppression des structures de l'enseignement originel (8) et de l'enseignement privé (9). C'est un premièr pas vers l'unité d'orientation idéologique du système d'éducation. En 1978, un Conseil national consultatif de la formation professionnelle a été constitué pour harmoniser les moyens tendant à valoriser les ressources humaines. En fait, l'idéal socialiste d'une éducation généralisée et de qualité ne deviendra une réalité dans les prochaines décennies, que si l'application de la charte permet de metire en place un système repensé totalement, au-delà de l'ensemble des institutions plus ou moins adaptées qui existent l'ensemble des institutions plus ou moins adaptées qui existent actuellement, tant au niveau des structures que des moyens, pour tenir compte des exigences de la nouvelle étape qui a commence en 1976.

ministères. Les deux tiers dépendent du ministère de l'éducation, les sutres relèvent de l'équication, les sutres relèvent de l'agriculture (LT.A. de Mostaganem et LT. dans une quinzaine de vilayate), de l'industris (entretien électro-ménager), des travaux publics, du plan, des P. et T. etc. (6) Expport général du deuxième plan quadriennal, page 240. (7) Les difficultés ont été dues à l'insuffissance de la définition de ces établissements et de l'étude du contenu des programmes. L'autre facteur de l'échec a été le manque critique d'enseignants du technique en raison des fablies effectifs formés à l'École normals supérieure d'enseignament technique. enseignement technique (9) Etablissements d'enseignement technique.

(9) Etablissements iniumiques d'enseignement religieux créés eu landemain de l'indépendence aux niveaux primaire et secondaire.

(9) Il comprenait, aux niveaux primaire et secondaire, des écoles religieuses et des écoles à but lucratif, principalement dans la secteux comprenais.

Le plus court chemin de la Mediterranee à l'Afrique centrale et occidentale



Un service hebdomadaire à destination de plusieurs pays africains:

- **ALGER-KANO** (Nigeria) ou **KANO-ALGER** 3600 km en 9 jours
- ALGER-NIAMEY (Niger) ou
- ALGER-GAO (Mail) ou GAO-ALGER, 2700 km en 6 jours
- L'AFRIQUE a des pays sans littoral, tels le Niger, le Mall, le Tchad, la Haute-Volta aul sont limitrophes ou proches de l'Algérie.

GABČ

MALI

DOAGADOUGDIIG

NIAMEY-ALGER, 3150 km en 8 jours • L'AFRIQUE compte également des pays, comme le Nigeria, où le trafic maritime ne suffit plus à assurer la totalité des échanges avec les pays extérieurs.

IMPORTATEURS, EXPORTATEURS

Si vous désirez que vos produits parviennent à destination dans les meilleures conditions de délais et de sécurité, faites appel à la

SOCIÉTÉ NATIONALE DES TRANSPORTS ROUTIERS 27, rue des Trois-Frères-Bouadou - BIRMANDREIS-ALGER

Une diplomatie au service du développement

Par NICOLE GRIMAUD * -

Avant d'être reconnue en tant qu'Etat. l'Algèrie s'est manifestée par sa diplomatie. Se propulsant sur la soène mondiale, les envoyés du F.L.N., puis les jennes gens du G.P.R.A., ont appris le métier sur le tas et, par leur talent, ent assuré à la lutte armée une audience internationale indispensable à son aboutissement. Draper sa faiblesse dans une intransigeance absolue à propos de l'héritage salarien et arracher à de Gaulle, en même temps que l'intégrité territoriale de la nation, le gage de sa prospérité future, n'était-ce pas déjà, pour la diplomatie, rendre un immense service?

Lui déniant toute vocation autonome, les responsables algèriens insistent sur la prééminence de la politique intérieure, fasteur déterminant de leurs options internationales. Reflet et auxilliaire de leur volonté de développement, la politique extérieure l'est le plus souvent, ce qui n'exclut pas l'établissement de relations dialectiques assex subtiles entre les deux champs d'action.

s'adapter à la struction nouvelle, les accords d'Evian ne pouvaient manquer de susciter l'appréhension des Algériens, au sortir d'un dur combat. Il était facile d'imaginer que la communauté « pied-noir », fût-elle substantiellement réduite, aurait tendance à tenir un rôle plus que tendance à tenir un rôle plus que proportionnel à son poids démographique. De plus, la sujétion créée par le respect des intérêts français était particulièrement contraignante. Nulle part ailleurs, les attaches résultant lci de cent trente-deux ans de présence n'avaient atteint une telle intimité, concrétisée par des liens commerciaux et financiers preseure exclusifs. Le pairmoine que exclusifs. Le patrimoine français de consistance très variée — terres, immeubles, entreprises commerciales et industrielles — était si considérable qu'il représentait l'essen-tiel des richesses.

L'Algérie nouvelle est trop démunie pour faire fi de l'assis-tance de l'ex-métropole mais, ue se sentant pas concernée par les règles d'indemnisation issues du

se refuse à racheter son propre pays, morceau par morceau. Le voudrait-elle qu'elle ne le pour-rait matériellement (1).

Cependant, elle prétend non seulement éviter une rupture avec la France mais, encore, agir en amitié avec elle. Dens ceagir en amitié avec elle. Dans ceréseau de contradictions, sa marge de manœuvre est étroite. Heureusement, elle défient un atout qui accroît sa liberté d'action : le dessein gaulliste veut faire de la bonne entente de l'ex-métropole avec sa dernière terre libérée le prototype de la reconversion de la présence française dans le tiers-monde et de la coopération, une entreprise susceptible d'effacer dans l'opinion française les séquelles de la perte de l'Algèrie.

Dans ce cadre général, la diplomatie procédera par tou-ches, durant dix années, à la clarification des rapports. Tâche délicate où la sensibilité ambigué des relations psychologiques interférers sans cesse dans le débat sur les enjeux concreta. Les mesures unilitérales prises en 1963 (2) font perdre à l'Elysée ses dernières illusions.

Une lutte apre et inégale

A PARTIR de là, les inves-tiesements français vunt être progressivement repris et affectés comme dotation être progressivement repris et affectés comme dotation des sociétés nationales, instrument de la politique d'industrialisation qui se dessine: Cela n'exclut d'ailleurs pas leur utilisation comme moyen de pression, l'arme de la nationalisation constituant un élément d'appoint dans la lutte inégale et apre devant conduire à se dégager de l'em-prise française (3).

Pressés de sortir de l'épure d'Evian, qui symbolise leur han-dican d'ex-colonisés, les Algériens vont obtenir de la France, non vont obtenir de la France, non la révision globale qu'ils souhai-tent, mais la modification de certains chapitres. Contestation, négociation, accord, tel est le cycle qui se répète jusqu'en juin 1968, la défense des intérêts de chacun donnant lieu à des affrontements prolongés, mais la solution trouvée étant célébrée comme un triomphe de l'esprit

de coopération.

Priorité est donnée des janvier 1964 au statut des hydrocarbures. Déplorant d'être réduite
à la portion congrue des bénéfices et exclue de l'activité pétrolière, la Sonatrach obtiendra
par l'accord du 29 juillet 1965 le
relévement substantiel de 6es
revenus, la possibilité de faire
son apprentissage sur le terrain,
ja disposition commerciale de son apprentissage sur le terrain, la disposition commerciale de son gaz et des crédits pour l'industrialisation. Cette entrée dans la voie pétrolière est acquise grâce à une appréciation réaliste et courageuse des possibilités du moment qui a obligé les experts algériens à surmonter leur infériorité technique pour imaginer riorité technique pour imaginer avec leurs partenaires une fran-saction novatrice.

Fruit de discussions ardues (4), Fruit de discussions ardues (4), mais également irès satisfaisant, est le quitus donné au Trésor algérien pour la plupart des dettes mises à sa charge par les accords d'Evian mais qu'il considère comme des *e fuctures colomiales* a. Par l'accord de décembre 1966, les comptes avec l'Etat français sont apurès (5). Enfin, en juillet 1967, un accord de partage du pavillon ouvre à la marine marchande naissante le droit de transporter la moitié du fret entre les deux pays. fret entre les deux pays.

A l'inverse, il est des domaines où la France souhaite pour des raisons intérieures revenir sur des dispositions souscrites en 1963, alors que leur maintien serait favorable à l'Algérie. Par accord, en avril 1964, est sévè-rement limitée l'entrée des trarement limitée l'entrée des tra-vailleurs en France et des arran-gements moins restrictifs en 1968 et 1971 ue seront obtenus qu'avec réticence. De 'même, a yau t accepté en 1964 de consollder pour quatre ans le débouché traditionnel du vin algérien sur son marché, la France l'imporson marché, la France l'impor-tera avec retard et évitera ensaite tout engagement ferme. Malgré son origine purement coloniale, ce fardeau réstera à la charge de l'économie algérienne : il en résultera en 1968 des représalles commerciales et, en mai, la nationalisation d'une cinquan-taine d'entreprises industrielles françaises importantes. Mais la hataille la plus rude sera celle du pétrole.

La solution adoptée en 1965 ayant un caractère transitoire, l'étape suivante a été préparée avant même que les désillusions ne conduisent à sa remise en cause. Après l'échec de sept mois

réclame-t-elle pas une révision de la charte? Le grand débat de politique extérieure à l'Assemblée nationale constituante, le 24 novembre 1962, contient déjà les thèmes principaux de la problématique du tiers-monde : aggravation des inégalités entre pays industrialisés et sous-développes ; distorsion entre les prix des matières premières et ceux des biens d'équipement ; nécessité de distorsion enire les prix des matières premières et ceux des biens d'équipement; nécessité de dépasser le cadre afro-asiatique pour intègrer l'Amérique latine dans un combat dont seule l'unité de rangs assurera le succès. L'Algéris a joué un rôle actif à la première réunion de la CNUCED (Genève, 23 mai-16 juin 1964) et a été présentée comme un des leaders de la conférence des non-alignés réunie au Caire du 5 au 10 octobre 1964 et qui, pour la première fois, prâna « la révision radicale de l'ordre éco-nomique ». L'intention annoncée du président Boumediène était bien de canaliser dans des objectifs économiques les discordances prévisibles de la conférence afro-salatique de 1965, finalement annulée (7). Ces épisodes un pen oubliés montrent la permanence des orientations de la politique économique extérieure d'un pays qui fut prompt à établir la correspondance entre ses terribles difficultés du début et leur aggravation imputable au système international. tême international

La perception de l'intérêt col-lectif du tiers-monde ne demande à l'Algèrie aucun effort d'imagia l'Algerie aucun errort d'imagi-nation puisqu'elle en trouve la preuve quotidienne dans les péripéties de son industrialisa-tion. La dégradation du pouvoir d'achat de son pétrole et les réticences de la Banque mondiale à son égard ne limitent-elles pas rencences de la Banque mondue à son égard ne limitent-elles pas encore ses moyens financiers? Elle veut édifier une sidérurgle et voilà qu'elle se heurte au refus des firmes occidentales de divulguer leurs brevets. A la différence d'Etats moins bien dotes par la nature, l'Algèrie acquiert une expérience intemplaçable de l'infériorité multiforme et « institutionnelle » du pays en voie de développement (P. V. D.) confronté aux pratiques du monde développé. Son sens de l'égalité, la force de conviction de ses diplomates et les atouts conférés par sa situation privilégiée d'Etat-chamière (appartenant à la fois aux mondes arabe, atricain, méditerranéen, islamique, non-aligné et pétrolier) vont la conduire à prendre en charge la cause des déshérités, seul moyen d'assurer efficacement la moyen d'assurer efficacement la défense de ses propres intérêts.

Une politique de présence systématique

IN idées elle prétende avoir tout réinventé. La présence de Raul Prebisch à la tête de la CNUCED dès 1964 lui permet de bénéficier de l'apport théorique des chercheurs de l'Amérique latine, grands précuiseurs dans la réflexion sur les causes du sous-développement et dans l'action. Mais, pour ne preudre sous-developpement et dans l'ac-tion. Mais, pour ne preudre qu'un exemple, son désir d'ac-quérir les techniques d'avant-garde l'autorise à enrichir la discussion sur les pièges du pré-tendu transfert de technologie, moyen de domination des écono-mies avancées. Les inconvénients mies avancées. Les inconvénients du contrat « clés en main » lui font inventer la formule « produits en main » dans l'espoir d'une meilleure initiation aux techniques qui tarira à terme cette nouvelle dépendance (8). Le second mérite de l'Algérie est Le second mérite de l'Algérie est une politique de présence systè-matique dans toutes les enceintes internationales (F.A.O., F.M.I., CNUCED, ONUDI, O.I.T., confé-rences sur le droit de la mer ou la population, etc.), où elle arrive avec des documents préparatoires solides exprimant ses propres vues qui fréquemment s'imposent comme base de discussion : la délégation algérienne est souvent l'artisan de la mise au point de

de pourpariers limités à la révision de la fiscalité, l'équipe d'Alger décide, durant rété 1970, de contrôler sa principale richesse. Décision irrévocable, dont seules les modalités peuvent prêter à discussion. Or, illustrant la puissance des technocrates dans les rouges des Etats modernes et leur suprématie sur les politiques, les pétrollers français vont tenter de s'y opposer. Malgré les diverses formules intermédiaires avancées par le partenaire, l'Algérie acquiert par nationalisation, le 24 février 1971, les 51 % des paris, dominant ainsi des 2 % de l'indépendance 2 les sociétés françaises ramenées à 49 %. « Notre pays était comme un suc de semoule répondu sur le sol. Cette semoule, nous l'avons

un sac de semoule répandu sur le sol. Cette semoule, nous l'anons ramassée, pincée par pincée. Il s'agit maintenant de faire du bon pain avec cette semoules, aurait dit, de façon imagée, une vieille nomade après la nationalisation du pétrole (6). Coûteux sur le moment, le dernier épisode de la décolonisation multiplie les disponibilités à consacrer an développement et accroît l'audience d'un pays qui a su joindre l'exemple à la parole.

Il u'y a pas rupture mais bien complémentarité entre la volonté de récupérer ses richesses

volonte de récupérer ses richesses naturelles et la conscience que l'Algérie s très tôt exprimée de l'injustice des relations internationales. C'est la même quête d'un statut d'égalité qui guide sa démarche. Lors de son intronisation à l'ONU, l'Algérie ne

NON pas que sur le plan des compromis acceptables. Enfin, il de rationaliser des revendications de rationaiser des revenincations éparses afin de sécréter une doc-trine cohérente et giobale, de plus en plus précise, qui sert de pôle de rassemblement aux pays en voie de développement et d'outil de négociations avec les pars rantis

Cette cristallisation s'est opérée avec le temps. La charte d'Alger, élaborée lors de la conférence préparatoire de la deuxième préparatoire de la deuxième CNUCEO, fut un jalon important en 1967 car elle fournit une plate-forme qui consolidait le groupe des 77 » comme acteur collectif de la politique internationale. Cependant, un tournant encure plus significatif, selon nous, intervient en 1969 quand la Yougoslavie prend des contacts en vue d'un troisième « sommet » des non-alignés. L'Algérie, qui tente alors de rallier gérie, qui tente alors de rallier Tito à sa propre vision d'un mouvement radical ouvert à un mouvement radical ouvert a un nombre restreint de pays réelle-ment anti-impérialistes et pro-gressistes, doit convenir que son attitude est minoritaire (9). Elle va alors faire sienne la seconde option possible : la reconversion du non-alignement à l'indépen-dance secongrique (10).

La division du monde entre riches et pauvres

FACE à la coexistence paci-fique, les clivages idéologi-ques perdent de leur acuité et la division du monde entre pauvres ques perdent de leur acuité et la division du monde entre pauvres et riches s'impose comme le problème majeur. N'ayant pu s'opposer à la libération politique des peuples colonisés, les puissances industrielles ey sont adaptées pour perpétuer leur mainmise sur-les resources du tiers-monde. Les attaquer sur ce plan, c'est poursulvre le même combat. Parée du prestige de la récupération diplomatiquement et matériellement réusie de son pétrole, l'Algérie organise alors avec brio des Etais généreux du tiers-monde à Alger en septembre 1973. Elle peut y lancer sans complexe le mot d'ordre : « compter d'abord sur sof » et y exposer sa conviction profonde : l'aide internationale est un di pour les Etais les plus pauvres, mais la justice impose d'abord de payer les matières premières à leur vai prix et d'indexer leurs cours sur les équipements, les services et les den-rées a gritoles achetés en échange. Aussitôt après ce suc-

Attachée de recharche à la Fondation nationale des sciences politiques (CERI).

cès, le président Boumediène voit dans la crise de l'énergie, qui sévit depuis 1971 et pour laquelle la guerre israélo-arabe constitue un accéiérateur, l'occasion de passer du plan économique au plan politique; de sortir de la rhétorique pour entrer dans l'action. Il juge le moment venu d'utiliser le levier de l'énergie que l'OPEP a bien en main pour poser conjointement la question des matières premières et du développement, où le tiers-monde est demandeur. En qualité de président des nou-alignés en exercice jusqu'en 1976, il suscite deux sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations unies (svril-mai 1974, septembre 1975) pour éviter un affrontement en amenant les pays riches à reconnaître l'interdépendance de la communauté internationale. Puis débute à Paris un débat dont les pays en voie de développement escomptent des résultais concrets et qui, si son objet est glubal, est conduit par un petit nombre de pays des deux camps (11). Dans cette première phase du dialogue Nord-Sud, l'Algérie, qui n'a pu obtenir la création à Alger d'un secrétariat permaneut des non-alignés, va jouer un rôle de premier plan. permaneut des non-alignés, va jouer un rôle de premier plan.

cès, le président Boumediène voit

Son représentant, M. Alt Chaa-ial, ambassadeur auprès de la C.E.E., ex-secrétaire général du « sommet » d'Alger, va, comme coprésident de la commission conrésident de la commission pour le développement, être le porte-parole des pays en voie de développement (12). Cette commission, justement celle où les acquis sont les plus décisifs, voit aboutir certaines suggestions aigériennes : l'augmentation de l'elfort de solidarité des pays industrialisés, porté à 0,7 % de leur P.N.B., distribué de façon plus libérale; le financement

effectif du programme spécial d'action d'un milliard de dollars en faveur des plus Jéfavorises, dont le président Boumediène avait lancé l'Idée en avril 1974 Des revendications intéressant marticulièrement les dévalements particulièrement le développe-ment algérien sont entérinées : tel l'engagement de mettre en cenvre les résolutions de la quatrième CNUCED sur les transferts de technologie et la décision d'une « Décennie africaine des transports et communications

Un renouveau de la guerre froide

S'I l'absence d'accord en matière d'énergie u'a pas mis en valeur les concessions déjà arrachées (13), il serait naif de s'étonner que dix mois u'alent pes suifi à venir à bout des oppositions des puissances industrielles assaillées par le long catalogue des desiderata de leurs partenaires, d'ailleurs parfois contradictoires et présentés sans ordre de priorité. Si, comme il est prévisible, l'asymétrie des relations internationales n'est corrigée que de façon échelonnée, le danger pressenti par Alger depuis longtemps est l'affaibilissement de la coalition du tiers-monde. En mars 1975, le « sommet » de l'OPEP a été voulu par le président Boumediène afin de tempérer par une solidarité financière les effeis négatifs des prix du pétrole sur les économies les plus obérées. Le même souci a inspiré le « sommet » arabo-africain du Caire en mars 1977 (14). Mais l'hétérogénéité des intérêts économiques des pays en voie de développement u'en demeure pas moins vraie.

Le second risque est que les conflits locaux en Afrique et ailleurs, coincidant avec un renouveau de la guerre froide, ne viennent ébranler une unanine viennent éhranler une mani-mité fragile. Le ligne de partage entire modérés et radicaux, que la « détente » avait relativisée, reprendrait alors de la vigneur, Jusqu'à quel point le dénomina-teur commun économique y résistera-t-il?

L'OPEP elle-même, jusqu'ici chance du tiers-monde, n'échappe chance du tiers-monde, n'échappe pas à cette évolution. Souve-raine en matière de priz depuis-le 16 octobre 1973 et n'ayant recueilli du dialogue Nord-Sud ni promesse d'indexation ni garan-tie monétaire, elle pourrait tirer les conséquences de l'affaiblisse-ment du dollar et de l'inflation. C'est le vœu de l'Algérie, moyen producteur, très attentive au maintien de son pouvoir d'achat — que M. Ghozaii dit érodé de — que M. Ghozali dit érodé de plus de la moitié depuis 1974. Le haut niveau de ses importaplus de la moite deguis 1974.

Le haut niveau de ses importations d'équipement lui faisant subir de plein fouet les effets de l'inflation, elle est par nécessité plus encline à la hausse qu'à la stabilisation (15). Devant le c sommet » de l'OPEP, l'Algérie, avait préconisé une ligne raisonnable faisant la part de l'érosion monétaire et des difficultés des pays industrialisés : elle s'est prononcée pour un « gel » des prix durant 1975 et à Balt, en 1976, a sacrifié ses revenus immédiats à la cohésion de l'organisation (16). Mais la domination de l'Arabie Saoudite — principal producteur, dont les llens avec les Etats-Unis, principal consommateur, sont faits d'intérêts politiques réciproques et d'imbrications économiques — ne permet à l'OPEP de continuer à jouer son rôle que de plus en plus difficile—

(1) Ces vues ont été développées a posteriori par M. Bedjaoui (Mohammed) : deuxième rapport sur la succession d'État dans les matières auties que les tratés. Les droits acquis économiques et financiers et la succession d'État, Commission du droit international, vingt et unième session, 16 juin 1869, 86 pages, multigr. (Nations unies, Assemblée générale). La molté de ce rapport est consacrée à l'étude du cas particulier de la décolonisation. à l'étude du cas particulier de la décolonisation.

(2) Décrets de mars sur l'autogestion; nationalisation des terres le 1° octobre.

(3) On verra alterner négocistions et nationalisations, celles-cintervenant toujours en des circumstances judicleusement choises pour appuyer celles-là, bi en qu'offiniellament Algar alt toujours nis que la simuisanété des décisions puisse, en fait, recouvrir une relation de cause à effet.

(4) La suspension de ces négociations, le 30 avril, est auivie, la mais métalliques avec promesse d'indemnisation et de la transformation des bleus vacants en « biens d'Etat », mesure qui n'ouvre droit à sucun dédommagement.

(5) Il rests à la charge de l'Alea. ment.
(5) Il reste à la charge de l'Algé-tie un soide de 400 millions de F.P. ramboursable en trente-trois an-

remboursable en trente-trois annuités.

(8) Cités par El Moudiahid,
15 mai 1971.

(7) Of. le discours du président
Boumediène à l'inauguration de la
foire d'Alger, 4 septembre 1965.

(8) Cl. Abdellah-Khodja (K.),
e Nouvelle vision du transfert des
techniques », le Monde diplomatique, mars 1975, et Benschemon
(A.), e les firmes étrangères et le
transfert des techniques vars l'économic elgérienne », Cahters du
CREA, n° 2, octobre décembre 1977.

(9) Mortimer (Robert A.), e Algeria and the politics of infarmational economic reform », Orbis 21
fail 1977 : 571-700.

(10) Après le «sommet » de Lusz-(10) Après le « sommet » de Luga-ka (septembre 1970), la conférence de Georgetown, quatrième confé-rance des ministres des affaires étrengères non alignés (3-13 soût 1972), adopte un programme d'ac-tion économique.

ment. Déjà, au cours du premier semestre 1977, le front a été rompu (17) et la poussite du « gel » des prix à l'issue de la réunion de Caracas, à la fin de 1977, provient d'une absence d'entente et non d'une décision A l'argument des revenus, s'en ajoute un autre : M. Aft Lahous-sine, vice-président de la Sonasine, vice-président de la Sona-trach, avertit inlassablement qu'une crise des approvisionne-ments pétroliers est prévisible vers le milleu des années 80 et que la recherche de sources de substitution doit être stimulée par une augmentation des prix de 50 % durant la prochaine décennie, solt une bausse annuelle réelle de 5 % majorée de l'inflation d'environ 10 % (18). Si le cheikh Yamani semble partager cette analyse sur le long partager cette analyse sur le long terme, il est partisen de menager l'économie occidentale au moins encore toute l'année 1978 (19). L'Algérie se trouve donc impuis-sante, prisonnière au sein de l'OPEP de la règle d'or du tiers-monde : « Hors de l'union, point de salut. »

En un mot, grâce à son équipe de diplomates, l'Algérie a conduit avec maestria sa décolonisation économique, ménageant avec pragmatisme une étape intermé-diaire pour la reprise de ses intérêts pétroliers qui, ne serait-ce l'obstination de certains, avest du interparir pare drame ce l'obstination de certains, aurait dû intervenir sans drame en 1971. Par sa politique dilatoire, elle est parvenue à ne verser en 1974 qu'une compensation symbolique pour les entreprises industrielles nationalisées. Enfin, elle a réussi à garder le bénéfice de la coopération française qui, bientôt concentrée dans le domaine culturel, a permis aux le domaine culturel, a permis aux cadres algériens de se diriger massivement vers le secteur éco-

Sur le plan multilatéral, sa persévérance a facilité la matu-ration des thèses du tiers-monde et leur a assuré une audience. L'objectif n'est cependant pas complètement atteint et ses Le maintien de sou andience auprès du tiers-monde dépend pour une part de son aptitude à maîtriser sa croissance écono-mique et à préserver la paix dans la région, mais la diplomatie algèrienne a des qualités offen-sives qui la prédisposent mieux aux grandes batailles qu'à la rouaux grames natallies qu'à la roz-tine. Cependant, avec la présence de M. Lamine Khène à la direc-tion exécutive de l'ONUDI jus-qu'à la fin de 1978 au moins, et de M. Idriss Djezairy à la pré-sidence du comité plénier, nouvel instrument du dialogue Nord-Sud dans le cadre de l'ONU, l'Algérie occupe deux postes strategiques qui la mettent en mesure de par-ticiper efficacement aux prolon-gements d'un combat dont elle a, dans une large mesure, été l'ini-tiatrice.

(11) La Conférence sur la coopération économique internationale (C.C.B.I.), dont l'initiative resent à la France, e'est déroulée à Paris. (C.C.B.I.), dont l'initiative revient à la France, e'est déroulée à Paris. Après deux réunious préparatoires (7-16 avril 1975 et 13-16 octobre 1975), eile e siégé du 16 décembre 1975, eile e siégé du 16 décembre 1975 au 17 juillet 1976, puis de septembre à décembre 1976 puis de septembre à décembre 1976 et se place finale s'est déroulée en avrilmai 1977. Eile a rassemblé dirueut pays en voie de développement, riandatés par le c groupe des 77 » sur la bass du Programme de Mandile, et huit pays industrialisés, dont la C.E.R.

(12) L'Algérie a également été membre de la commission énergis-Rappelous aussi que M. Boute-fliks, ministre des affaires étrangères, est élu président de l'Assemblée générale des Nations unies-list, ministre des affaires étrangères, est élu président de l'Assemblée générale des Nations unies-list, monte l'après des l'Assemblée générale des Nations unies-lors des la lors de 1976. L'OPEP a créé le Fonds d'aide au tiersmonde, doté de 800 millions de dollars au capitai de la Banque arabe pour 20 millions. L'Algérie a également apporté 20 millions de dollars au capitai de la Banque arabe pour de l'Afrique (BADEA) et la même somme au Fonde arabe epécial pour l'Afrique (BADEA) et la même somme au Fonde arabe epécial pour l'Afrique (BADEA) et la même somme au Fonde arabe epécial pour l'Afrique (PASA).

(15) L'Algérie est la seul membre de l'OPEP dout le commerce extérieur att été déficitaire en 1976 et encore plus en 1677.

(16) A la réunion de Ball, ot. de l'OPEP dout le commerce exterieur at été déficitaire en 1976 et encore plus en 1677.

(16) À la réunion de Bail, où. contrairement à ses partenaires, l'Arable Saondite était favorable à une prolongation du c gal : des prix l'usqu'à la fin de l'année. l'Algérie é est ralliée à la position saoudienne car l'Arable aurait menacé de se retirer de l'OPEP si elle était isclée.

(17) À la réunion de hoha, en décembre 1978, l'Arable et les Émirats, ont décrété une hausse de 5 % tandis que les autres, membres appliquaient une augmentation de 10 % des tarifa.

(18) Cf notamment as conférence du 11 mars 1978 devant l'Oxford Energy Policy Club in Pétrols et gaz arabes, n° 219, 1° mai 1978.

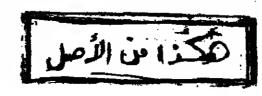
(19) Cf. les déclarations du cheikh Yamani, le Monde du 21 décembre 1977.

COTE D'AZUR ACHETEZ **VOTRE APPARTEMENT,** VOTRE VILLA, VOTRE TERRAIN:

POUR UN N°1 DE LA COTE D'AZUR

Le Monde réalise chaque semaine UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE Réservée, oix fecteurs résident à l'étranger

Numéro spécimen sur demande 5, rus des Italieus, 75427 PARIS cedex es



TO THE RESERVE OF THE STATE OF Garriero

ric sau

7 Feb Nam .

· Service speci

lee, ville de congrès Vous attend. en dan en levelege the Court was discussed

* *5. *

*

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

. .

1.52

...et condamnation de l'invasion de

l'Angola par la République sud-

Réuni d'urgence le 5 mai à la suite d'une plainte angolaise faisant état de parachutages de soldais sud-africains en Angola et de bombardements sur Kassinga, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité une résolution condamnant vigoureusement la dernière invasion armée de l'Afrique du Sud en Angola et exigeant le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces sud-africaines, tout en réitérant son soutien au peuple namibien luttant pour l'indépendance. En même temps, le Conseil a condamné l'utilisation par l'Afrique du Sud du territoire namibien contre l'Angola et demandé à Pretoria de cesser immédiatement sou occupation illégale de la Namibie.

Le 5 mai, le Consell des Nations unles pour la Namible s'était réuni d'urgence et avait adopté, lui aussi, une déclaration condamnant l'agression sud-africaine contre l'Angola et le peuple namiblen. Semblable condamnation a été

prononcée le 9 mai par le comité spécial contre l'apartheid.

A l'issue de sa huitième session extraordinaire, qui a'est tenue à New-York les 20 et 21 avril, l'Assemblée générale de l'ONU a approuvé par 99 voix coutre 14 (Albanie, R.D.A., Biélorussie, Bulgarie, Cuba, Hongrie, Laos, Mongolle, Pologne, Syrie, Tchécoslovaquie, Ukraine, U.R.S.S. et Vietnam) et sans abstention un crédit de 54 millions de dollars pour le financement de la FINUL du 19 mars an 18 septembre 1978. La répartition de ce montant entre les Etats membres est précisée par l'Assemblée selon un arrangement spécial. En outre, elle autorise le secrétaire général à engager 6 millions de dollars par mois, du 19 septembre su 31 octobre, au cas où le mandat de la force serait prolongé au-delà de six mois par le Conseil de sécurité.

... neuvième session extraordinaire

Du 24 avril au 3 mai, l'Assemblée générale s'est de nouveau réunie à New-York pour les travaux de sa neuvième session extraordinaire, consacrée à la question de Namible, conformément à une décision prise lors de sa trente-deuxième session ordinaire. Le ministre canadien des affaires étrangères a d'abord présenté à l'Assemblée la proposition des ciuq pays occidentaux membres du Conseil de sécurité en vue d'arriver à un règlement, et a annoncé l'acceptation de ce plan par Pretoria.

Le 3 mai, une déclaration et un programme

d'action pour l'autodétermination et l'indépen-dance de la Namibie ont été adoptés dans une résolution votée par 119 voir, avec 21 abstentions (dont celles de la France, de la Grande-Bretagne, des États-Unis, du Canada et de la R.F.A. suteurs de la proposition occidentale de réglement). La résolution votée par l'Assemblée ue fait d'ailleurs aucune mention de ce « plan de pair ».

de pair ».

Dans sa déclaration, l'Assemblée exprime notamment son appui sans réserve à la lutte armée de libération du peuple namibien sous la direction de son seul et authentique représentant, la SWAPO. Elle réaffirme que la Namibie relève directement de la responsabilité de l'ONU jusqu'à l'indépendance nationale dans le cadre d'une Namibie unie. Quant au programme d'action, il engage notamment les Etats membres à rejeter sans équivoque toute manceuvre conçue pour priver le peuple namibien de son droit légitime à l'indépendance. L'Assemblée y prie tous les Etats de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour obliger l'Afrique du Sud à renoncer à ses revendications illégitimes sur Walwis-Bay, à respecter l'intégrité du territoire namibien et à s'en retirer immédiatement.

... ouverture de la session spéciale

La session spéciale de l'Assemblée générale sur le désarmement s'est ouverte le 23 mai à New-York et doit durer jusqu'au 28 juin. Un document en quatre parties lui s été soumis par le comité préparatoire : il consiste en un préambule, uns déclaration sur le désarmement, un programme d'action et une partie concernant les mécanismes de négociation. Après M. Kurt

Nice, ville de congrès

vous attend.

Nice a mis au point une

congrès ne sont pas incompa-tibles : un aéroport de classe internationale met Nice à

1 h 15 de Paris... Une capacité hôtelière encore accrue... 90

salles de conférences... Un

Palais des Exposition de

structure d'accueil pour vous

sur le désarmement

cement de la FINUL...

sur la Namibie...

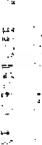
A l'Assemblée générale : huitième

session extraordinaire sur le finan-

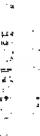
africaine

tion illégale de la Namible.

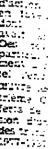










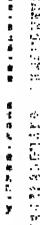


le la guerre froide

2622677 u se . denien.

vers $C^{(n)} = 0$ Acces 11.

2.5



2... ---

421

Le Palais des Expositions Nice-Congrès: Palais des Expositions, 06300 Nice. Tel. (93) 55.02.02 et 55.18.55. Telex :

ONU Au Conseil de sécurité : augmentation des effectifs de la PINUL... A CQUIESCANT à une demande de M. Kurt Maldheim, secrétaire général des Nations unies, le Conseil de sécurité 2 accepté le 3 mai de porter de quatre mille hommes à six mille environ l'effectif de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL). Le décision a été prise par douze voix et avec deux abstentions (UR.S.S. et Tchécoslovaquie), la Chine ne participant pas su scrutin.

Walcheim, les délégués, chefs de gouvernement ou chefs d'Etat participant à la session au nom des cent quarante-nenf Etats membres ont commencé à présenter leurs suggestions.

PROBLEME DE CHYPRE. — Le représentant permanent de la Turquis e transmis le 13 auril au sensitairs général des Nations unies les propositions de la communauté chyprics turque au mue de résoudre la problème de Chypre. Le 2 mai, un porte-parole des Nations unies a fet savoir que le président Exprianou estimait que cas propositions na sauraient servir de base à la relance des pourpailers intercommunications.

relance des pourpaiers intercommunicatieres.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL.— La nonseil économique et social de l'ONV (ECOSOC) e terminé les trusque de sa écsion la 8 mai, oprès avoir edopté une série de résolutions et de décisions et procédé aux élections habituelles pour renouveler les principaux organes qui dépendent de lui. Durant cette session, l'ECOSOC s'est occupé plus particulièrement de l'organisation de la compérence mondiale de lutte contre la racisme, qui doit avoir lieu à Conève du 16 eurs contre les sociesme. Les droits de l'homma, la promotion de la jemme, le luite contre les recisme. Les droits de l'homma, la promotion de la jemme, le luite contre les stupéliants et l'aide aux régions de l'Ethéopte victimes de la séakersses sont les principaux thêmes agent jait l'objet de décisions. Signalons suesi qu'un groupe de travail nomposé de quisze Etnis membras e dél créé pour assister la Conseil économique et social à analyser les repports des Etats parties ou Pacte international relatif eux droits économiques, sociaux et outhuréle.

COMMIE PLENIER EUR LES QUESTIONS ECO-

COMITE PLENIER SUR LES QUESTIONS ECO-NOMIQUES. — Crés par l'Assemblés générale pour surveiller l'application des accords rénuitant des négociations relatives à l'instauration d'un nouvel ordre économique international, le comité plénier sur les quantions économiques a stégé le mois dernier.

CONFERENCE SUR LE DROTT À LA MER. —
Réunia depuis le 22 mars à Gentre pour se
septième sezzion, la troisième conférence dez
Nations unies sur le droit à la mer à suspendu
sez trapaux le 13 mei en décident de se rusembler
à nouveau à New-York du 21 août au 15 septembre
prochain.

PROGRAMME POUR L'ENVIRONNEMENT. — Le conseil d'administration du programme des Nations unies pour l'environnement a tenu se sistème session à Natrobi du 9 au 25 mei. Il s'est préoccupé notamment des questions existentes ; déscriffication, établissements humains, partage des ressources naturalles et fonds de l'embrimmement, ainsi que les activités générales du programme. ainsi que las aptivités générales du programme.

ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE. — Le souscomité juridique du comité des utilisations pacijiques de l'expace extra-utmosphérique a conclusa dix-septième session le 7 avril en adoptimit un
rapport juisant état de progrès limités en ce qui
concerne trois potats prioritaires insortes à sonordre du jour : principes régissant les émissions
de télévision directes par sutallites, conséquences
juridiques de la télé-observation de la Terre par
sutellite et projet de traité relatif à la Lune.

e COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE. —
Dans l'affaire su plateau continental de la mar
Egés, engagés le 10 août 1975 par la Grèce contre
le Turquis devant la Cour internationale de
fustice (G.J.J.), la Grèce avait déposé les pièces
de la procédure écrite portent sur la question
de la compétence de la Cour dans le délai prêvu.
En revanche, le gouvernement ture n'apput pas
dénosé de comprementate de la dist importi dépod de contre-mémoire dans la dilat imparti (fixé au 24 evril 1978). Le prefiter de le Cour a reçu à cette date une lettre l'informant que la gouvernement turc, estimant la Cour incompé-tente, n'avoit pas l'intention de nommer un agent si de présenter un contre-mémoire.

e ENFANCE. — Le bureau pour l'Europe du Fonds des Nations unies pour l'enjace a annoué le 21 coril l'envoi au Mozambique et en Zambie de matériel médicul et de converture pour venir en cide aux victimes de l'inondation provoquée par le Zambèze, l'une des plus catestrophiques du siècle.

• REFUGIES. — En evril dernier, le haut commissariat des Nations unies pour les réjugids a lancé des appels pour obtenir des fonds qui lui permettront d'aider les réjugiés dans le corne de l'Airique et en Asia du Sud-Est. Dens l'un et l'autre cus, les programmes sont évalués respectivement à 12 millions de doilars et à 12 260 000 doilars.

Commission économique

pour l'Europe Bilan de la trente-troisième session

Bilan de la trente-troisième session qui s'est tenue à Genève du 11 au 21 avril, la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (C.R.E.-ONU) a décidé qu'uns réanion de haut niveau sur la protection se tiendra (sans préciser de date) sous son égide pour traiter de deux grands thèmes : la pollution atmosphérique transfrontières à grande distance et la réntilisation et le recyclage des déchets et la réntilisation et le recyclage des déchets. La Commission prendra connaissance des travaux préparatoires à cette conférence lors de sa prochaine session en 1979.

Outre son débat sur les activités de la Commission, la session en 1979.

Outre son débat sur les activités de la Commission, la session a discuté de la conférence d'Heisinki et du développement du commerce à la lumière de l'Acte final de la conférence et de la coopération industrielle. Un important débat a en lieu à propos de la situation économique en Europe. Des résolutions ent aussi été adoptées en ce qui concerne le rôle de la C.R.E.-ONU comme instrument de coopération : les problèmes de l'énergie ; le travail migrant ; la femme ; la science et la technique ; la gazétification et la liquéfaction du charbon ; l'eau ; les industries mécaniques et électriques ; l'antomatisation ; la normalisation ; Trailisation des sols et leur planification, etc. L'Albanie a précisé qu'elle n'était liée par aucun document, décision ni résolution adoptés à propos de la C.S.C.E., lors de cette session.

UNESCO

La liberté de l'information La liberté de l'information

DEVANT le conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UMESCO), réuni à Paris depuis le 24 avril pour les travaux de sa cent quatrième session, M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'Organisation, a évoqué le rôle de l'Organisation en matière d'information. Il soumettait au conseil exécutif son rapport sur les principales activités de l'UNESCO depuis la précédente session du conseil en octobre dernier, parmi lesquelles la politique en matière d'information tient en effet une grande place. M. M'Bow rest vivement éleve contre « des allégations erronées

el tendancieuses diffusées à ce propos par certaines agences et certains or ganes de presse » et seion lesqueis l'emprise des grandes agences serait visé par cette politique. M. M'Bow a précisé que l'Organisation « est pour la liberté totale de l'information, qui suppose aussi blen la liberté totale que la protection des informatiers, ces derniers étant, bien entendu, responsables de la diffusion de nouvelles objectives ».

Le directeur général de l'UNESCO s'est également élevé contre la thèse suivant laquelle les agences des pays en voie de développement ne pourralent être en mesure de diffuser des informations exactes, estimant « inaoceptable » cette discrimination entre pays développés et pays en voie de développement. Il a exprimé le souhait que la commission d'étude des problèmes de communication que patronne l'UNESCO contribue à dissiper les malentendus en ce domaine (on trouvera un bref résumé des travaux du conseil exécutif dans le prochain numéro du Monde diplomatique).

La commission d'étude des problèmes de communication, que préside M. Sean Mac Bride, a précisément organisé à Stockholm, du 24 au 27 avril dernier, un séminaire sur les conditions de la circulation de l'information dans le monde. Les représentants des grandes agences de presse, des principaux journaux et des organes de radiodiffusion et de télévision ont pris part à ses travaux. A la suite de cette réunion, la commission a tenu une session de deux jours et a commencé à élaborer un rapport à l'intention de la prochaîne conférence générale qui doit sièger à l'autonne prochain. La commission se réunira à nouveau à Paris du 10 au 14 juillet.

NOUVEL ORDRE ROONOMIQUE ET CULTUREL DITERNATIONAL — La division de la philosophie de l'UNESCO a organisé à Paris, en suril dernier, une réunion d'experts charpés de l'interroper sur les drotte et descirs qui découlent, pour les Étate et les groupes, de l'établissement d'un nouvel ordre économique et cultural international.

Agence atomique

La protection des matières nuclé-

aires L RE représentants de quarante-trois gou-vernements se sont réunis du 10 au 20 avril à Vienne sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.), internationale de l'énergie atomique (ALE.A.), pour poursuivre la mise au point d'une convention sur la protection physique des matières muléaires. Le projet prévoit que les Etats devisient coopérer entre eux pour protéger ex matières muléaires et retrouver celles qui auraient été pendues ou volées (en général uranium ou plutonium). Par ailleurs, certains actes séraient considérés comme constituant un délit sur le plan international, et les Etats s'engageraient soit à exercer des poursuites contre leurs auteuns présumés soit à les extrader. Les négociations reprendrent en septembre prochain, puis en février 1979.

prochein, puis en février 1979. POURNITURE DE COMBUSTIBLE NUCLEAIRE AU PEROU. — Le 8 mai, deux accorde ont été signés, autorisant l'Argentine, avec l'assistènce de l'ALEA. et la perficipation des Elats-Unis, à transfèrer au Pérou du combustible mudéaire destiné à l'exploitation dans ce puss d'un réacteur de recherche de puissence nulle : un projet d'eccord entre le Pérou et l'ALEA et un scorré de journiture (auquel l'Argentine, le Péron, les Eints-Unis et l'ALEA sont parties). Pour le présidre jois, une side est journie par un pare en vois de dévelopment à un eutre pour encourager les applications pacifiques de l'énergie nucléaire. Ces accords avaient été approuvés par le conseil des gouverneurs de l'ALEA en février dernier.

NOMINATIONS. — Au début du mois de mai.

gouverneurs de l'AJEA. en février dernier.

NOMINATIONS. — Au début du mois de mai, le directeur pénéral de l'AJEA. a annoncé la nomination de cinq nouveaux directeurs : MM. Vital Froico (Union soviétique), directeur de la division de les laboratoires; Hans-Justyan Loue (République l'édérale d'Allemagne), directeur de la division de l'énergie d'origine nucléaire et des réacteurs ; Georgus B. Le Guelte (Prance), secrétaire des organes directeurs : Barold E. Proj. secrétaire des organes directeurs : Barold E. Proj. (Etats-Unis), directeur de la division de la documentation solatifique et technique, et Erishas Sundarem (l'ade), directeur de la division des sciences biologiques.

F.A.O. Au comité sur la socurité alimentaire : pénuries dans vingt-six

Pays

EUNI à Rome le mois demier pour sa R troisème session, le comité de la sécurité alimentaire du conseil de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FA.O.) à ezaminé les activités menées jusqu'à présent par le programme FA.O. d'assistance pour la sécurité alimentaire.

M Edouard Sacouna, directeur général de la FA.O., a'est inquiété des points faibles qui se cachent sous l'impression de sécurité apparente qu'inspirent les hauts niveaux actuels des réserves mondiales de céréales : perspectives de disettes an Sahel et en Asie du Sud-Est, conséquences de nouvelles réductions des emblavures aux Étate-Unis, suggérées par certains et lenteur des négociations portant sur l'étaburation d'un nouvel accord infernational sur les céréales qui deit remplacer l'accord infernational sur les blé de 1971.

de 1971.

De son côté, Mine A.K. Binder, qui dirige le système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture de la F.A.O., a indiqué que vingt-six pays souffrent actuellement de pénuries alimentaires « anormales » provoquées pour la plupart par une insuffisance de la production alimentaire l'an dernier. La plupart des Etats qui figurent sur cette liste, a-t-elle précisé, « font partie du groupe des pays les plus durement touchés. Ils représentent une population totale de deux cent trente millions d'habitants ». La situation serait critique dans de nombreuses parties de l'Afrique et de l'Asie du Sud-Est. En Afrique, outre les pays du Sahei, le Ghans, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Togo, le Burundi, l'Ethiopie, le Mosambique et le Zaire, notaument, souffrent de pénuries alimentaires.

CREATION D'UN RESEAU SCIENTIFIQUE EUR LA PRODUCTION FOURBAGERE. — Au cours d'uns consultation organisée sous les auspices du bureau régional de la F.A.O pour l'Europa, qui r'est ianue du 26 au 25 auvil à Florenae, les délépués de pingt-pept institutions soientifiques de quatorée pays ont décidé de rechercher en

commun les moyens d'améliarer la production fourregère. Le centre de coordination de ce nouvezu réseau sera l'Institut d'apronomie et de cultures herbenées de l'unitersité de l'insence. LUTTE ANTI-ACHIDIENNE. — Des insenticides et du matériel, pour une valeur approximation de 80000 dollers, ont été expédiés d'urpense au début du mois de mai par le programme de coopération technique de la F.A.D. à cartains pays d'Afrique et du Prodhe-Orient pour les side-à combattre les criqueis palerins avant que se fiées ne gagne d'importantes régions des deux continents.

continents.

PROBL — Les experts de plusieurs pays se sont réunis le 28 avril au stèga de la F.A.O., à Roma, pour técher d'accélérer la progrès des activités de pêche au Sahel. Ils ont approucé des programmes à cet effet. Les participants, qui comprennent à le fois des mambres du ciub des Amis de Sahel (qui réunit les principaux pays donsteurs) et ceux du comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (qui groupe les hait pays de la sone, ont donné leur accord pour la mise en place à Mopti (Mait) d'un centre régional de formation des cadres de la pêche et de recherche hydrobiologique pour les péches continentalex de la zone.

SUCRE. — Un relentissement de l'expansion de la demande, des importations en baisse dans les pays dévelopée et une concurrence accrue représentée per un nouveau produit adouctisant à base de mais : ces facteurs pourraient provoquer un fléchtesement de le production et le commerce du sucre d'ici à 1925, estime la F.A.O. dans des e projectiones concernant le production la consommation et le commerce du sucre qui ont été publiées en mei et qui inaugurent une série de publications concernant les produits.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — Le Programme alimentaire mondial (PAM) a décidé de loursir une aide alimentaire au Mozambique pour Faider à installer dans le pays 42 000 rélugiés en propenance du Zimbabus.

en proponance du Zimbatius.

NOMINATION. — Le streeteur général de la P.A.O. a nommé M. Almany Sylla (Mail) secrétaire pénéral de la conférence et du conseil de la P.A.O. à compter du 1ºº juin. M. Sylla remplace également M. Harold W. Mandejteld (France) comme sous-directeur général chargé du département des affaires générales et de l'information.

e DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — Les contri-butions volondaires versées par les gouvernements au Fonds de développement industriel, créé pour dotes l'Organisation des Nations unies pour la développement industriel (ONUDI) de ressources secrues, stiegnaient, à la fin du mois d'avril, 9,5 mulions de dollars. La création du fonds, qui remonte à la fin de 1976, est une conséquence directe de la deuxième conférence générale de l'ONUDI à Lima (Pérou), en 1975.

Lima (Pérou), en 1975.

Lima (Pérou), en 1975.

La mise en place d'un système mondial de consultations pour accélérer le développement industriel. Perdeution de programmes d'assistance en javeur de cent vinyt-huit pays en vote de développement et les plans d'aide à la Nanthle et au peuple palastinien étaient au centre de débats qui, ouverts le 2 mai à Vienne, devaient êure un nois dans le cadre de l'ONUDI: réunion du comité permanent du 2 au 12 mai (qui a recommandé notamment une coopération avec l'Organisation de libération de la Palestine), douzième session du conseil ou développement industriel, du 16 au 26 mai (le conseil, composé des représentants de quarantecinq pays et qui est charge, sur le base des rapports du comité permanent, de définir les options fondamentales de l'ONUDI, examinera des programmes allont jusqu'à 1983).

NAVIGATION MARITURE. — Le comité de

ellant futgre 1963).

• MANDATION MARITME. — Le comité de sécurité: maritime de l'Organisation consultative interpouvernamentale de la navigation maritime (O.M.C.I.) s'est réuni à Londres le 17 cevil. Avant l'Organisation estite réunion, le secrétaire général de l'Organisation avait reçu une note, datée du 5 cevil, du secrétaire général de la marine marchande française, e ministre eux mesures à prendre pour éviter la ranouvallement de catastrophes telles que calle de l'Amoco-Cadis a.

 ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE BORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE
INTERNATIONALE. — Selon un rapport du bouseil
de l'Organisation de l'aviation civils internationale
(O.A.C.I.) publié su mots d'avril, la niveau de
la sécurité afrianne l'est améliord sur les vols
régulers en 1977 et a approché le miveau record
da 1975. Vingt-ainq availents d'avions mortels se
sont produits en 1977 tur les services réguliers,
provoquant le mort de 630 personnes; en 1978,
les chilfres correspondants étaisni de vingt-cinq
accidents et de 1 157 décès. Per rapport au volume
du truite, le nombre de passagers tués par
100 millions de passagers/kilomètres est passé de
0.16 en 1976 à 0.08 en 1977. Pur contre, la nombre
de passagers tués sur les vols non réguliers e
sensiblement augmenté en 1977. Par contre, la nombre
de passagers tués sur les vols non réguliers e
sensiblement augmenté en 1977. Par contre, la nombre
se sont produits en 1977 (contre 29 accidente
mortels et 300 passagers tués en 1976). Cet accorissement du nombre de passagers tués est de
surtout à l'aviation de 17 mars 1977 è
l'adroport de l'ensiéent survenu le 27 mars 1977 è
l'adroport de l'ensiéent euvenu le 27 mars 1977 è
l'adroport de l'ensiéent euvenu le 27 mars 1977 è
l'adroport de l'ensiéent et le plus grave
de touts l'histotre de l'aviation civile.

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES Allie au prestige de ses monements anciens l'énergie souriente d'une joune cité qui, dans un éles sons relêche, construit sou ovenir.



- IPh ATZINGER LE PALAIS DES PAPES; LE FONT SAINT-
- LE PALAIN DES PAPES; LE PONT GAINT-BENEZET, popularisé à travers le monde par la Mégade at la chanson, ses nombreux éditres civité et religieux.
 LES TRESORS DE SES MUSEES;
 LE MAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVEES LA PRIVENCE;
 SON FOLELDRE idanses et visiles traditional.
- iona) N PENTIVAL DRAMATIQUE (15 juliet -5 sont) Théatra chrorégraphique, cinéma,
- UN PERTIVAL DRAMATIQUE (15 Juliet 15 août) Thátra abrorágraphique. claéma.
 musiqua;
 DES SALLES DE REUNIUN;
 DES SERVICES REGULIERS DE TRAINS
 a autos-courbettes : alier et retous eu départ
 de PARIS. ETAPLES (Le l'ouquet). BOULOGNE, LIRGE BRINSELLES AMSTERDAM.
 DUSSELDORF BAMBOURG KARLSRUHE;
 SUN IMPORTANT MARCHE QU'OTIDIEN DE
 FRUITS ET PRIMELRS.
 DES SATISFACTIONS GASTRUNUMIQUES et
 des vins de grande erus (Châteauneur-duPape, Côtes-du-Rhone, Gigodga, Tavel, etc.);
 LE PALAIS DES EXPOSITIONS eve; son
 foulpament pour toutes les menliestations el
 congrès, ses grandes et luxuouses salles de
 parking

parking

• Visiter AVIGNON • La Souncuse de loie !... e



COUTE JOST - JOUTES

Benseignements Matson du Tourisme,

— Una réunion « O.A.C.I., Exploitation tous temps » à l'échelon division, a rassemblé, du 4 on 21 april à Montréal, les représentants de soixante-treixe Etais contractants et de quatre organisations internationales. Bils a recommandé au conseil de l'organisation l'adoption du système américano-australism TRSB / INTERSCAN comme nouveau système normalisé de guidags non visuel de précision pour l'approche et l'atterrissage. Ce système devrait done remplacer la système d'atterrissage aux instruments, choist par l'O.A.C.I. en 1949 et actuellement utilisé dans le monde entier. eras et actueuement utuise cans le monde entier.

• CRGANIBATION METEOEOLOCHQUE MONDIAIR. — M. Devies, secrétaire général de l'Organisation météorologique mondials (O.M.M.), a annoncé
la 1º: met que la République populaire de Chine
evait décidé de participer à l'Expérience météorologique mondiale (PEMG) qui doit commencer en
décembre 1978.

décembre 1978.

• SANTÉ. — La trente et unième session de l'assemblée mondiale de la santé, qui s'est tenue à Genève du 8 au 24 mat, a nommé le Dr R. Mahler pour un nouveau mandat de chiq ens en qualité de directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.). On trouvera dans le prochain numéro un bref résuné des travaux de cette tession qui a ressemblé plus de huit cents participants représentant le plupair des cent cinquante et un Etate membres de l'Organisation.

A TRAVAIT. Dissieurs textes et engaget pré-

outs memores de l'Organisation.

O TRAVAIL. — Plusieurs textes et rapports préparés à l'intention de la soizante-quatrième session de la conférence internationale du trapad (qui se tient d Genèse du 7 au 28 fuin) ont été publiés au mois d'avril et de mai, notamment un rapport sur La durée du travail et les périodes de repodans les transports routiers, des projets de normes destinées à favoriser la mise en œuvre des poli-

tiques nationales du travail (grâce d'uns définition des sonctions et des etructures des administrations netionales du travail), un rapport sur les progrès accomplis par les Elais membres depuis l'adoption en 1955 de la recommandation de l'O.I.T. sur l'emploi des femmes ayant des responsabilités s'amiliales, et un projet de révision de la convention de 1932 sur la protection des dockers contre les accidents.

— Quatre-vingta cas de progrès ont été observés dans la législation et dans la pratique de quarantesept pays, è la suite des commentaires formulés par la commission de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) chargés du contrôle de l'application des normes internationales du travail. Cest ce qui ressort du rapport annuel publié le 18 mai par une commission composés de dis-sept experts indé-pendants, après examen de 1500 rapports présentés par les gouvernements des états membres de PO.I.T.

e UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMU-NICATIONS. — Le conseil d'administration de l'ULT. fest réuni à Genève le 15 mai, pour sa trente-troisième session qui derait durer jusqu'au 2 juin. La Journés internationale des télécom-munications a en lieu le 17 mai.

e UNION POSTALE UNIVERSELLE. — Le conseil enécutif de l'Union postale universelle (UPU) a tenu en session annuelle à Berne du 5 au 11 mai. A l'ordre du jour de cette session (précédés pur les réunions des déte commissions du conseil): l'assistance technique eut page en tote de développement, les relations avec l'Organisation des Nations unies et les autres organisations internationales, la tarification des différentes catégories d'empois poetaux et les taux des palements internadiennistrations.

la construction d'une usine textile intégrée trailant la coton à Wad-Medani, deuxième ville du Soudan. La SFL accorde un prêt de 55 millions de dollars, prend une participation de 15 million de dollars et souserit un engagement conditionnel de 375 000 dollars :

— Premier investissement de la SFL au Mali (15 mai), sous farme d'un prêt de 600 000 dollars pour le innancement de Peztension de la société Mamadou Sada Dialio et Frères, une des principales entreprises industrielles du pags.

entreprises industrielles du pags.

CONFERENCE DES DONATEURS SUR LE GROUPE DES CARAIRES. — Une conférence de pags donateurs et d'institutions de développement sur le groupe des Caraîbes s'est tenne d'Faris les 16 et 17 mai afin de dieuter l'ampleur et la nature des besoins pour la région des Caraîbes pendant la période 1978-1980. Selon des documents préparés par la Banque mondiale, on estime que les besoins de la région en aide publique extérieure ont doublé depuis la période 1974-1976; E semble que les programmes de prêts corresponden: aux besoins du groupe. D'autre part, il a été convenu que la première réunion du groupe des Caraîbes pour la coopération en matière de développement économique se tiendrait d'Washington du 19 au 23 juin prochain.

GROUPE D'AIDE AU NEPAL — Les gouverne-ments et organismes s'intéressant d'l'aide au déve-loppement accordés au Népal se zont réunis à Paris la 3 mai. Les participants sont convenus de continuer lour assistance d ce pays, en augmentant leur aide en capitaux et en assistance technique.

leur side en capitaux et en assistance technique.

GROUPE D'AIDE AU BRI-LANKA — Le groupe d'aide au Sri-Lanka, réunt à Paris le 5 mai sous la présidence de le Banque mondiale, a pu menurer les problèmes de ce pays à la lecture de deux documents exposent les difficultés économiques hériées du précédent gouvernement.

Le délégation du Sri-Lanka à souligné la priorité accordée au programme de développement de Mahaveil Gauga, oyant à développer les ressources du prius grand fleuve de ce pays ; ce projet devrait être assorti d'une sugmentation substantielle des investissements. Les déclarations des pays membres du proupe permettent d'espèrer des contributions en ressources extérioures pour une miss en place accélérée de ce programme.

Banque arabe pour le développement économique en Afrique

Réunion du conseil des gouverneurs

A quatrième assemblée annuelle ordinaire du conseil des gouverneurs de la Banqoe arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) s'est tenue à Ryad les 19 et 20 avril sous la présidence du cheikh Aba El Khell, ministre des finances et de l'économie nationale de l'Arabie Saoudite.

nationale de l'Arable Saoudite.

Au nombre des décisions importantes adoptées, figurent l'approbation du rapport annuel sur les activités de la Banque et la fixation des modalités de libération, par chaque pays membre, du montant de la souscription à l'augmentation du capital de la BADEA. Le conseil a également chargé la Banque d'entreprendre une étude portant sur les besoins urgents des pays africains touchés par la sécheresse et il a approuvé le principe d'un programme d'aide administré par la Banque à des conditions préférentielles qui restent encore à définir.

Par afficurs, ont été élus pour quatre ans. à

Par alleurs, ont été élus pour quatre ans, à compter du 11 janvier 1879, en qualité de membres du conseil d'administration de la Banque, les représeutants de la Syrie, de l'Egypte, du Maroc et de la Palestine.

La cinquième session annuelle du conseil aura lieu en 247il 1979.

DEUX NOUVRAUX PRETS. — Deux prêts out été accordés aux pays suivants ; Zambis (8 avril), ; 10 millions de dollars pour le financement d'un tronçon routier de la route Ndoia-Ettme ; Madagascar (30 avril) ; 10 millions de dollars, pour le construction de la sentrale hydraulique de l'Andekaleda.

Bappelons que les prêts de la BADEA sont consentis pour vingt aux, eprès une franchise de rémboursement de sinq aux et au teux de 4 %.

Banque asiatique de développement

Publication du rapport annuel SELON le rapport annuel de la Banque asiatique de développement rendu public le
12 avril dernier, cet organisme s'est particulièrement attaché à aider au développement des
pays membres les pius défavorisés. Au cours de
l'exercice écoulé, le montant total des prêts
accordés a augmenté de 14,3 %, passant de
716 millions de dollars en 1978 à 537 millions
de dollars en 1977. Le secteur le plus favorisé
aura été celui de l'agriculture, qui a bénéficié
de 29 % des prêts consentis (énergie : 25 %;
transports et communications : 16 %; industrie : 16 %; réseaux d'adduction d'eau et assainissement des zones urbaines : 12 %; éducation : 3 %). tion : 3 %).

Deux autres faits doivent être aussi men-tionnés : l'augmentation du capital, fixé à 3711 millions de dollars, et la diminution du taux d'intérêt : 8,70 % en janvier 1977, 8,30 % au 1° juillet et 7,65 % an 1° janvier 1978.

Banque centraméricaine d'intégration économique

Prêts au Costa-Rica, au Nicaragua et au Honduras

L'économique (BC.LE.) annonce l'octroi de trois prêts en faveur des pays suivants :

— Costa-Rica : 4950 000 dollars consentis à l'Instituto Costarricense de Electricidad pour financer la construction d'une ligne de haute tension et les travaux d'agrandissement des installations des sous-centrales de Canas et de Barranca :

installations des sous-centrales de Canas et de Barranca;
— Micaragua : 1 300 600 dollars pour le financement de cinq projets de construction de réseaux routiers;
— Honduras : 600 000 dollars accordés à l'Empresa Nacional de Energia Electrica pour la mise an point définitive du projet hydro-électrique « El Nispero » dans le département de Santa-Barbara. Ce projet permettra de satisfaire les besoins en énergie prévus pour la période triennale 1981-1983.

ACCORD DE FRET AVEC LA BANQUE INTER-AMERICAINE DE DEVILOPPEMENT. — Dans la cadre de leurs relations financières et techniques inaugurées en 1961, la B.C.I.S. a signé le 3 moi, avec la Banque interaméricaine de développement (BID), d Poccarion de la dix-neuvième réunion de l'assemblée des gouverneurs de cette institution, un accord de prêt de 18 000 000 de dollars, en vue de promouvoir le développement industriel de la région.

Banque de développement des Caraibes

Réunion du conseil des gouverneurs

R EUNI pour sa quarante-sixième session le 24 avril à Georgetown (Guyana), le conseil les gouverneurs de la Banque de développement des Caralbes a approuvé plusieurs prêts :

— 924 000 dollars à la Barbade pour le déve-loppement de l'agriculture et de la pêche; un second prêt de 3 440 000 dollars a aussi été consenti pour le financement d'un important complexe industriel;

complexe moustriei;
— 995 000 dollars à la Corporation pour le développement de l'industrie et de l'agriculture de Grenade pour l'amélioration de la production de crenade pour l'antentation de la production agricole ; ce pays a également reçu un prêt d'un montant de 127 037 dollars pour financer des études sur le commerce, l'industrie, le tourisme, l'agriculture, la recherche scientifique, l'éducation et la santé; — 225 000 dollars aux îles Turks et Calcos pour la réalisation d'un programme de déve-loppement du tourisme.

Banque européenne d'investissement

Prêts à l'Italie et à l'Ecosse L A Banque européenne d'investissement (BEI) à annoncé l'octroi d'une série de

routières, d'assainissement des eaux usées dans l'aire industrielle d'Augusta-Priolo-Syracuse en Sicile; un prêt de 4 milliards de dollars consenti à l'Ente Nazionale Idrocarburi (pour douze ans. à 7.80 %) destiné à l'exploitation d'un gisement

à 7,90 %) destiné à l'exploitation d'un gisement de gaz en mer Ionienne.

D'autre part, le 13 mai, un prêt d'une contrevaleur de 15 milliards de lires (14 millions d'u.c.) a été accordé pour le financement d'une partie de l'aciérie de Dalmine (Italie); ce prêt d'une durée de huit ans porte inférêt à 7,2 %;

— Des prêts (le 37 avril) à l'Ecosse, d'une contre-valeur de 13,5 millions de livres (19,9 millions d'u.c.) pour le financement de projets rontiers et de projets d'amélioration des réseaux d'alimentation en eau et de collecte des eaux usées; un prêt de 5 millions de livres (pour quinze ans, à 9,4 %) consenti au Grampian Regional Council; un prêt de 8,5 millions de livres (pour quatorze ans et demi, à 9,4 %) accordé au Lothian Regional Council.

Opération dons le cadre de la convention de Lomé

Dans le cadre de la couvention de Lomé, la B.E.I. a accordé une aide de 6,5 millions d'u.c. pour le financement d'une usine textile au Soudan. Ce prêt, le premier consenti par la Banque à ce pays, a pris la forme d'un prêt conditionnel au taux de 5,5 % (prêt dont le remboursement u'intervient qu'après la réalisation de certaines conditions, indiquant que l'investissement a surmonté les risques inhérents à la période de démarrage, ou a atteint une certaine rentabilité).

Banque interaméricaine de développement

Prêts ou Costa-Rica, à la Guyana et au Mexique

L A Banque interaméricaine de développement a annoncé en mai l'octroi de trois prêts aux pays suivants :

— Costa-Rica (5 mai) : 30 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente-cinq ans à 2 % l'an) affectés au financement d'un programme de développement de l'ensetgnement :

- Guyana (11 mai): 8.8 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) pour améliorer les regrinse de capité de la lance de la les services de santé dans les zones rurales les

— Mexique (11 mai) : 30 millions de dollars (à l'aide des ressources interrégionales de la Banque, pour vingt ans à 7,5 % l'an) pour financer un programme de développement de l'industrie hôtellère à Mexico.

EMISSION D'OBLIGATIONS. — La Banque interamericaine a unioncé, le 4 mai, la vente sur le marché américain d'une émission privée d'odligations d'un montant de 4,4 millions de dollars prise ferme par Merrill Lynch. Pierce, Fenner and Smith Incorporated et revendue à différentes sociétés. Cette vente entre dens le cadre d'un accord d'emprunt de 50 millions de dallars conchu par la Banque. Des obligations complémentaires seront vendues de temps d'autres en divers versements, pendant un on. à partir du 4 avril prochain. Le taux d'intérêt de ces obligations d trente ans benant d échéance le 1er avril 2003 sera fizé avant chaque vente; le taux de la prochaine émission sera de 6 3/4 %.

Corporation andine de développement

Trois prêts à la Bolivie I rots prets à la Boltule

I A Corporation andine de développement
L (CAF) a approuvé le 21 avril trois prêts en
faveur de la Bolivie:

— 38 600 dollars destinés à une étude sur la
construction d'un système d'irrigation dans la
commune agricole de Villamontes;

— 144 000 dollars pour financer une étude sur
la construction d'un hôtel de tourisme à Sucre;

— 36 000 dollars pour la réalisation d'un
projet de fabrication de pièces pour l'industrie
automobile.

Fonds européen de développement

Nouvelles décisions de finance-

A LA suite de l'avis favorable emis par le Comité du Fonds européen de développement, la Commission des Communautés européennes a pris les 23 février et 2 mars des décisions de financement sur les ressources du quatrième FED. Il s'agit des interventions suivantes: — Barbade : aide non remboursable de 100 000 u.c.e. en matière de commercialisation.

Fonds monétaire international de développement

Dixième réunian du camité intéri-

Maire

I A dixième session du comité intérimaire du Fonds monétaire internstional (composé de vingt ministres qui représentent, soit individuellement, soit par groupe, les cent trente-trois pays membres du Fonds) s'est tenue les 29 et 30 avril à Mexico sous la présidence de M. Denis Healey, chancelier de l'Echiquier do Royaume-Uni. Un point essentiel de cette session aura été l'accord sur les « grandes lignes » d'une « stratégie coordonnée » visant à stimuler la croissance de l'économie mondiale sans raviver l'inflation en tenant compte des « différences profondes » existant entre les pays. Le comité a arrêté cette stratégie au cours de séances de travail consacrées essentiellement à l'examen d'une note présente par M. Johannes Witteveen, directeur général par M. Johannes Witteveen, directeur général du F.M.I., dans laquelle ce dernier expossit ses vues sur « les perspectives de l'économie mondiale et le fonctionnement du processus d'ajustement ».

D'autres questions furent également abordées, D'autres questions furent également abordées, notamment sur les points auivants : amélioration des caractéristiques du D.T.B. et élargissement de ses utilisations, création d'un compte de substitution facilitant une allocation de D.T.S.; examen du rapport sur la septième révision générale des quotes-parts. Les discussions n'ayant pu aboutir, le comité intérimaire a invité les administrateurs à ini présenter physicuis rapports, lors de sa prochaine réunion qui aura lieu le 24 septembre prochain à Washington, à l'occasion de l'assemblée annuelle du F.M.I. Il les a chargés notamment de préparer un rapport sur les autres utilide préparer un rapport sur les autres utili-sations éventuelles du D.T.S. ainsi que de mettre au point des propositions et un projet de recommandation sur une nouvelle allocation de D.T.S. Il leur a, en outre, demandé un rapport sur la proposition du directeur général, selon laquelle l'allocation de D.T.S. pourrait être liée à une réduction des mon-tants existants de monnales de réserve par la voie d'un compte de subvention qui serait géré par le Fonds.

Les membres du comité ont d'autre part confirmé la nomination de M. Jacques de La Rosière (France) an poste de directeur général du Fonds. Il prendra ses fonctions en août prochain après le départ de M. Johan-nes Witteveen.

Rappelons que cette session avait été pro-cédée le 28 avril par une réunion du comité du développement (sous la présidence de Sir Richard King) et par une réunion du groupe intergouvernemental des Vingt-Quatre pour les questions monétaires internationales, réuni au niveau des suppléants le 27 avril et au niveau ministèriel le 28.

VENTE MENBUEILE D'OB. — De 3 mat, le F.M.1. a procédé, pour la compte du fonds fiduciaire, à sa vente mensuelle d'or par adjudication. 524 500 onces d'or fin. soit la quantité totale mise en adjudication, à l'exception d'une fraction de barre standard, ont été mises en vente au prix moyen de 170,40 dollars l'once (entre 170,11 et 171,50 dollars). CREDITS « STAND-BY » ET ACHATS DANS LE CADRE DU FINANCEMENT COMPENSATOIRE.

Le 24 avril, la Fands monétaire a accordé en crédit « stand-by » à la Turquie l'autorisent à effectuer, au caurs des deux prochaines années, des tirages réquivalent à 300 millions de tirages spéchaux. Le même four, un achat par ce paps d'un montant équivalent à 745 millions de DTS. a été autorisé dens la cadre du financement compensatoire du Fonds.

D'autre part, le 25 avril, le Fonds a donné son accord à l'octroi d'un crédit « stand-by » à la Zamble lui permétiant de réaliser des tirages au cours des doux prochaines années fusqu'à concurrence de 250 millions de D.T.S. L'achat d'un montant équipulent à 43,75 millions de D.T.S. dans le cadre du financement compensatoire a été approuvé le même jour par le F.M.!.

NOUVEAU MEMBRE. — Le Surinam est devenu, CREDITS « STAND-BY » ET ACHATS DANS LE

NOUVEAU MEMBRE. — Le Surinam est devenu, la 27 avril dernier, le cent trente-quatrième membre du Fonds. Sa quote-part s'élève à 25 millions de D.T.S.

Groupe de la Banque mondiale

Prêts de la Banque

L'a Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a annoncé l'octroi d'une série de prêts en faveur des peys suivants :

— Mexique (1 mal) : trois prêts d'un montant total de 119 500 000 dollara 56 millions de dollars pour le financement d'un projet d'accroissement de la production agricole dans les basses terres tropicales de ce pays ;
47 millione de dollars pour la réalisation d'un projet visant au développement de petites et 47 millions de dollars pour la réalisation d'un projet visant au développement de petites et moyennes entreprises industrielles; 16 500 000 dollars pour le financement des dépenses de construction de logements à bon marché et la création de services urbains dans la région de Lazaro-Cardenas;

— Brésil (1° mai) : 114 millions de dollars pour la remise en état de 1500 kilomètres de routes environ et le lancement d'un programme d'entretien du réseau routier dans l'Etat de Parana;

— Colombie (1° mai) : 24 800 000 dollars

contribueront à amáliorer le niveau de vie des habitants de vingt-trois villes;
— Philippines (1° mai) : 15 millions de dollars consentis à l'Organisation philippine des réseaux d'investissements pour ini permettre de financer des opérations de prêts à moyen et à long terme en faveur des entreprises industrielles;
— Portugal (1° mai) : 21 millions de dollars pour la réalisation d'un projet d'enseignement;

lars pour la réalisation d'un projet d'ensengement;

— Thailande (1° mai) : 8 600 000 dollars pour un programme de construction de logements et de création de services publics;

— Mérique (4 mai) : 100 millions de dollars destinés au financement des opérations de prêts à long et à moyen terme en faveur d'entreprises industrielles;

— Yougoslavie (4 mai) : 73 millions de dollars pour développer l'énergie hydraulique en Bosnie-Herzégovine;

— Argentine (11 mai) : 60 millions de dol-

en Bosnie-Herrigovine;

— Argentine (11 mai); 60 millions de dollars pour un projet de crèdit agricole visant à relever la productivité dans les régions de pampas situées entre deux fleuves;

— Brésil (11 mai); 88 millions de dollars pour améliorer les services de transports urbains dans cinq villes et 85 millions de dollars pour la construction d'une usine de traitement des matières premières et de service qui constituera le noyau du troisième complexe pétrochimique du pays;

— Indonésie (11 mai) ; 10 millions de dollars pour la matière de l

du pays;

— Indonésie (11 mai) : 10 millions de dollars pour le financement du coût d'une étude technique qui déterminera la possibilité et la justification économique de l'utilisation du charbon de Sumatra à la place du pétrole comme combustible d'une future centrale thermique construite à Java;

— Panama (15 mai) : 12 millions de dollars pour un moiet d'entretien des mutes à grande.

pour un projet d'entretien des routes à grande - Philippines (15 mai) : 150 millions de

dollars pour la réalisation d'un programme a buts multiples pour la fourniture de services d'irrigation et de l'énergie électrique; Brésil (18 mai) : 100 millions de dollars pour le financement des services de vulga-risation agricole dont bénéficieront 1,3 million

d'agriculteurs;

— Mexique (18 mai) : 200 millions de dol-lars pour un projet de crédit agricole; — El Salvador (22 mai) ; 23 millions de dollars pour un programme de développement des télécommunications et 9 millions de dol-lars pour le financement d'un programme de formation industrielle et agricole;

— Philippines (22 mai) : 80 millions de dollars pour le financement des crédits d'investissement de la Banque de développement des Philippines qui prêtera ces fonds à des entreprises industrielles petites et moyennes; — Libéria (22 mai) : 13,8 millions de dollars pour aider ce pays à développer son réseau de routes de liaison.

de routes de lisison.

CREDITS DE L'ABSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — L'Association internationale de développement (1DA), füiale de la Banque mondiale, a approuvé uns série de crédits:

— 6 millions de dollars au Lesotho (11" mai), pour financer un programms de services agricoles de base ain d'augmenter la production des cinq principales deurées alimentaires d'origine egricole;

— 11 500 000 dollars à la République arabé du Yêmen (11" mai), pour un projet routier;

— 9 millions de dollars au Zuire (4 mai), pour la développement de la production d'huile de palme;

— 23 millions de dellars au Eenya (11 mai), pour la financement d'un programme de formation agricole, icchnique et administrative;

— 14,5 millions de dollars au Niger (15 mai), destinés à un projet de lélecommunications;

— 12,5 millions de dollars à la Zambie (15 mai), pour l'amélioration de foriertien des routes à grande circulation;

— 4,5 millions de dollars au Niger (18 mai), pour un projet de plantations d'arbres, les ressources jorestières étant actuellement en diminution;

— 53,5 millions de dollars à la Tanquis (16 mai), pour financer trois projets de développement agricole dont bénéficieront les petits exploitente : un projet de développement de noix de agion (27,5 millions de dollars); un projet de developpement rural (12 millions de dollars); un projet de manutention du tabac (12 millions de dollars);

— 15 millions de dollars à Restit (22 mai), pour la reconstruction et l'amélioration des tronçons routers et des installations de sabolage à Fortau-Prince et dans deux autres ports :

— 14 millions de dollars à Restit (22 mai), pour la réalisation d'un projet de mécanisation des pronmes et des nois dans l'Etat de Jammu et Rauhmi;

— 16 millions de dollars au Soudan (22 mai), pour la réalisation d'un projet de mécanisation de la production et de la commercialisation des ponmes et des nois dans l'Etat de Jammu et Rauhmi;

— 16 millions de dollars au Soudan (22 mai), pour la réalisation d'un projet de mécanisation agricole ;

— 10

developpement agricole.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — La Société fitamocière internationale (S.F.I.) a, de son côté, amoncé les opérations sutomies: — Prêt de 1 150 000 dollars (le 24 april) à la société Canning et compagnis de Trinité et Tobaqu. filiale à 100 % de la société Neal and Massy Ealdings et un des principaux producieurs et distributeure de deurées alimentaires du pays. Le prêt de la S.F.I. permettra de moderniser les opérations de traitement des volailles de cette société: — Inventissement à ans l'industrie vougolans suurs hermétiques. Les dépenses du projet seroni couveries par une participation au cepital du promoteur. Métaisocrising Industry Boho, d'un monitant de 16 300 000 dollars, un prêt de 5 millions de dollars accordé par diverses institutions bancaires et des crédits journisseurs d'un monitant de tollars, un prêt de 5 millions de dollars accordé par diverses institutions bancaires et des crédits journisseurs d'un monitant lotal de 12 200 000 dollars accordés par l'Export-Import Bank des Blats-Unis et par des banques: — Appus à l'industris soudanaise (1° mci), pour — Appus à l'industris soudanaise (1° mci), pour

GROUPEMENT ET CON

rena data e are-

Action to the second

The second secon

A the le presse de

The state of the s

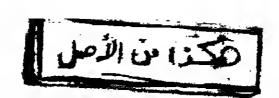
APPROXIMATION OF THE PROXIMATION OF THE PROXIMATION

o Grayon endid ye

Total de la serie de la serie

mation europeenne #a-echange 11 1. 1. 1.

The second of th Ape Grain



000 de ara ... Take of nt du tourin. que européenne

vestissement

Prets à l'Itale . . à l'Econe Banque cursos valeur brita in nilliona d'arraiomo et la ma-aques i deux ure inaliari ont ele te ::. d'assemblate et à Torme, un prode 1321 sde 1 50 nero de Tilo

000 ಬಿಂ. ತಿ.ಕ

ement d-

ide prus Plant ntan: de les aut le con agriculture on et a fine

net de 44 peur e radustre

men dede prod Zezierne desi 1 45 Terror et a. Responsación A 2011 AL CT INCT Curt

mittunications -

ona farirula to the COMMITTEE AJTA1 der.

bus :

nque interamericaine : developpement Product Water A 7 ... 🕳 i Asia Perdiri C DN

Catalon 1

- 31 - 3 · ¥. ...

fi A William !

8297. CA wilder to

4.0

pulse in a

Fonds europeen de développement

10.00

44.77

-- Grenade: aide uon remboursable de 1440 000 u.c.e. pour la réfection de la route cottère est;
-- Gambie: aide uon remboursable de 1531 000 u.c.e. pour la construction et l'équipement du Briskama Collège;
-- Tchad: aide uon remboursable de 257 000 u.c.e. pour la réalisation de la première tranche de la zone industrielle de N'Djamena;
-- Samoa occidentale: aide nou remboursable de 110 000 u.c.e. pour le financement d'un programme pluriannuel de formation;
-- Tonga: aide non remboursable de 20 000 u.c.e. pour le financement d'un programme de formation pluriannuel dans les domaines de l'agriculture et de la fonction publique;
-- Fidji: aide non remboursable de 100 000 u.c.e. pour couvrir les frais d'un programme de formation pluriannuel;
-- Togo: aide non remboursable de 4270 000 u.c.e. pour financer un programme d'alimentation en eau des zones rurales:
-- Jamaïque: aide non remboursable de 930 000 u.c.e. destinée à la formation préscolaire pour les enfants de quatre à six ans. 7.3

de recherche et d'assistance technique; ce pays a reçu également une seconde aide non remboursable d'un montant de 100 000 u.c.e. pour la réalisation d'un projet touristique;

— Mali : aide non remboursable de 8 640 000 u.c.e. pour la deuxème phase d'un projet de développement de la risiculture dans la région de Ségou;

— Zaire : aide uon remboursable de 3 030 000 u.c.e. pour l'achèvement du projet théloole de Butuhé;

Buluhe;

— Malawi: aide non remboursable de 2 200 000 u.c.e. pour la réalisation d'un projet pilote de tabac;

— Grenade: aide uon remboursable de 1 440 000 u.c.e. pour la réfection de la route

D'autre part, à la suite d'avis favorables émis par le comité du FED lors de sa cent vingtcinquième réunion, le 7 mars 1978, la Commission des Communautés européennes a pris
le 13 et 20 mars neuf décisions de financement
sur les crédits du quatrième FED et une décision
sur les ressources du deuxième FED et une décision
sur les ressources du deuxième FED et une décision
sur les ressources du deuxième FED et une décision
sur les ressources du deuxième FED et une décision
sur les ressources du deuxième FED et une décision
sur les ressources du deuxième FED et une décision
sur les ressources du deuxième FED et une décision
sur le montant de 785 000 u.c.e. et prêt apécial de
promotion des petites et moyennes entreprises;
— Bénin et Niger : aide non remboursable du
montant de 2577 000 u.c.e. pour financer les
aménagements et équipements complémentaires
au port d'Owendo;
— Grenade : aide non remboursable de
80 000 u.c.e. pour le financement d'un programme pluriannuel de formation :

— Niger : aide non remboursable de 2 100 000
u.c.e. pour la construction de points d'ean dans
le Damergou;
— Madagascar : aide non remboursable sur

u.c.e. pour la construction de points d'ean dans le Damergou;

— Madagascar : aide non remboursable sur le deuxième FED d'un montant de 1250 000 u.c.e. et aide non remboursable sur le quatrième FED d'un montant de 883 000 u.c.e. pour l'aménagement de la troisième tranche d'aménagement hydro-agricole du périmètre du Bas-Mangoky;

— Hes Bahamas : aide non remboursable de 43 000 u.c.e. pour le financement d'un programme de formation pluriannual;

— Lesotho : aide non remboursable de 2 000 000 d'u.c.e. pour le développement de la zone de Mphaki;

— Soudan : aide non remboursable de 2 100 000 u.c.e. pour des études de développement dans la région du canal Jongiei.

des Caralbes a siégé à La Barbade les 17 et 18 eura pour Préparer la conférence annuelle des ministres de la sauté qui eura Keu à Saints-Lucie les 26 et 27 juillet prochain. ce la sente qui enta neu a sante-lucie im 20 et 27 juillet prochain.

a COMPERENCE DES NATIONS UNUES EUR LE COMMERCIE ET LE DEVELOPPEMENT. Un comité intérimente, composé de représentants de douze pays, l'est réuni à Cenève du 1º en 5 mai sous les aupices de la Conférence des Nations unies sur le commence et le développement (CNUCED) pour élaborer un projet d'arrangement international estiné à remplace l'accord international sur le blé (1871). Le comité a été créé par la conférence des Nations unies qui s'est ajourdé le 23 mars après six senaines qui s'est ajourdé le 23 mars après six senaines qui s'est ajourdé le 23 mars après six senaines qui s'est ajourdé le 23 mars après six senaines qui s'est ajourdé le 23 mars après six senaines qui s'est instance (voir le Mande diplomatique du mote d'avril 1778). Une deuisime réunion du comité iniférimaire stell prévue du 22 au 29 mai à Londrez, coant la réunion de le conférence plésière en appendre.

— Un groupe de travail composé des représentants de quarante-cinq pays s'est réuni d deux reprises — du 11 su 21 serie puis du 22 au 26 mai — à Genève, pour étages de parsenir à une accord sur le mandez, la structure saméntairesties et les besoins financiers d'un organique interpouvernemental permanent du custre. Il doit statutement présenter un repport à le quatrième réunion préparatiere sur le mêtre qui sure leu du 19 au 23 fuin.

— Les possibilités de parsenir d'un consenus sur

— Les possibilités de parsenir d'un consensus sur le pirpart des éléments d'un arrangement inter-national relatif à la fibre de jute se sont amiliorées après les progrès réalisés par le groupe de trapail interprenemental sur le jute, réunt pour sa deuxième session à Genève du 10 au 14 avril.

— Le secrétariat de la CNUCED e publié le 17 avril le «Manuel de statistiques du commerce international et du développement : supplément 1977 », qui ressemble des données analytiques détaillées sur les pays en vois de développement dans le cadre de l'économie mondiale.

sur les pays en vois de diveloppement dans le cadre de l'économie mondials.

a CONSEIL CLEICOLE INTERNATIONAL.— La irente-huitième session du Conseil alétole international (COLI) pest dévaulée du 8 au 12 mais hadrid, ence une participation plus large que pour les sessions précédentes (depuis le 1ºº famier dentier, les Étais membres de la Communauté économique européenne et la Commission européenne et tant que telles sont membres de COLI). A l'ordre du jour de cette session : le situation des participations de l'accord international sur l'huile d'alive; les recommandations en vue de la signature et de l'entrée en vigueur du protocole adopté le 7 avril dans le cedre de la Conjérence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), pour le reconduction de l'accord pour un en juntemps 1978 ainsi que les questions économiques relatives su marché mondial de l'huile d'alive, le couseil a notamment adopté une répolition préconisant des mesurés pour relancer la consommation d'un doine, d'précercer la bonne réputation du produit et à harmonites les efforts pour une meilleure régulation du marché international.

a CORGANISATION DE COOPERATION ET DE

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES. — SALPA

THE WORLD TO SUPPLEMENT OF THE PARTY OF THE

PO.C.D.E., le hausse des prix à la consommation dans les pays membres a été, un mars, de 0,5 %, continuant sinst le réaccéleration constatés en début d'année. L'augmentation sur douse mois est demeurée inférieurs à 8 % et, pour les six mois se lerrainant en mars, les laux annuels d'augmentation, corrigés et non corrigés des variations saisonnières, ont été légérement supérieurs à 7 %. Comms en février, le résoccélération des prix a été surtout ressentie en Amérique du Nord et reflète, pour une grande part, l'influence nettement défavorable des prix alimentaires de détail.

— Parmi les récentes publications de l'O.O.D.E.:

des prix elimentaires de détail.

— Parmi les résentes publications de l'O.C.D.E.:
L'Australie et Le Danemark dans la série e Etudes
économiques s: un rapport intitulé Meaures du
lotair, de l'égatié et du blan-être, publié dans le
cadre du programme de l'O.C.D.E. sur les indicaleurs sociaux (69 apres, 1978); un rapport sur les
indicateurs d'amvironnement urbain, qui contient
une série d'études de cas jondées sur l'utilisation
de ces indicateurs (au nombre de vingt-deux et qui
mesurent les conditions de logement, l'accessibilité
et la qualité des services et de l'emploi, le milieu
ambiant et les nuisances) pour une meilleure
gestion des villes (307 pages, 1978).

• ORIANNESATION DES PAVE EXPORTATEURS

gestion des villes (302 pages, 1973).

DE PETBOLE. — La révusion ministèrielle de l'Organisation des page exporiateurs de pétrole (OPEP), initialement privue pour le J avril, s'est tenue les 6 et 7 mai à Talj (Arabie Saoudite). Une commission composée de réprésentants des cinq page Jondateurs de l'OPEP (Arabie Saoudite, l'ak, Iran. Eovett et Venezuela) a été créée pour déjinir une stratégie à long terme. Selon le secrétaire général de l'organisation. M. Ali Jaidah, cette commission pour les 10 et mans de présenter des propositions pour les prochaîne réunion ordinaire des ministres du pétrole, prévue pour les 17 et 18 juin à Genève.

prévue pour les 17 et 18 juin à Genève.

— Pour leur troisième session ordinaire, les ministres des finances de l'OPEP n'ont siégé que quelques heures à Vienne, le 23 mai, Selon le communiqué afficiel, cette brèse rencontre surait été consecrés d'un e échange de sues » relatif aux perspectives et au fonctionnement de plusieurs institutions financières internationales comme le FIDA (Fonds international de développement agricole, auquel l'OPEP participe), le PM. (Fonds monésire international, qui viens de retenir deux monnaies de pays de l'OPEP pour la définition des droits de l'inge spéciaux) et le Ponds de stabilisation prévu par la CNUCED.

. SYSTEME ECONOMIQUE LATINO-AMERICAIN. SYSTEME ECONOMIQUE LATINO-AMPRICAIN.

A l'intitative du Système économique latinoaméricain (SELA), les représentants des pays d'Amérique latine auprès des Nations untes se sont
concertés le mois dernier agin d'arrêter une position
commune en rue de la conférence des Nations
unies sur la coopération technique entre pays en
cole de développement qui est prévue pour le début
de septembre d'aumos-Aires.
Dix princépes ont été arrêtés quant au plan
d'action de le réunion. Ils jont ressortir, en particulier, le rôle de la coopération technique comme
élément essentiel d'un effort global de coopération
mutuelle pour résoudre les problèmes spécifiques
au dévaloppement et contribuer à l'établissement
d'un nouvel ordre économique international.

EL LUMBERTAIN

Association européenne de libre-échange

Nouveau prêt au Portugal

L'ECONOMIE portugaise a recu 941 millions de développement industriel créé à son profit par l'Association européenne de libre-échange. Dans son rapport faisant le bilan de la première année de fonctionnement terminée le 31 janvier, le Fonds précise que ces prêts sont destinés à la modernisation ou à la création de petites et moyennes entreprises au Portugal. Ils devraient assurer la création de mille emplois lorsque les nouvelles usines et leurs équipements seront installés. D'autres prêts sont destinés à des investissements en biens d'équipements nouveaux qui augmenteront la productivité assurant ainsi, souligne le rapport, une meilleure sécurité de l'emploi.

Les prêts concernent treize des dix-huit districts du Portugal. En tout le Funds a approuvé quarante-sept projets d'un coût global dépassant 1 800 000 000 d'escudos, dont 887 millions destinés à l'acquisition de machines et autres équirements.

lions destines à l'acquisition de machines et autres équipements.

Le Fonds de l'AELE pour le Portugal, crée pour une période de vingt-cinq ans, est doté d'un montant équivalant à 100 millions de dollars mis à sa disposition en cinq versements par les sept membres de l'Association (Autriche, Finlande, Islande, Suède, Norvège, Portugal et Suisse)

LA SIXIEME SERIE DE NEGOCIATIONS AVEC L'ESPAGNE s'est terminée le 19 mat à Genève, sans qu'un accord commercial soit conclu entre les deux parties. Les discussions doivent reprendre dans le courant du mois de juin. L'objectif de ces négo-ciations, commencées en juin 1977, est d'instaurer entre l'Espaone et l'A.E.L.E. le même système de libéralisation des échanges que celui existent déjd entre Madrid et le C.E.E.

catre Madrid et le C.E.L.

LES ECHANGES DE L'ARLE. EN 1977. — Selon le Bulletin de l'ARLE. du mois de mai, le siéchissement observé deux le commerce mondiel en 1977 (un taux de croissance de é f. en volume comparé à 11 % en 1977) grei restêté dans les échanges de l'Association européenne de libretahange (AELE.). Tous les pays de l'ARLE ont enregistré une augmentation de leurs importations et de leurs exporiations et, bien que cette augmentation restèles plus la hausse des prix qu'une augmentation en volume des échanges, leurs exporiations ont progressé de 12,2 % en valeur (contre 10.3 % d'augmentation en 1976). D'autre part, les pays de l'ARLE, ont contacté une nette agyravation de leur déseit commercial en 1977.

Groupe andin

La commission adopte le protocole d'Arequipa

A SA vingt-quatrième session, tenue à Lima, puis à Arequipa, du 17 au 24 avril dernier, la commission de l'accord de Cartagena a approuvé le protocole de Lima l'accord de Cartagena et le protocole de Lima (qui avait été adopté le 30 octobre 1976). Les changements ainsi apportés prévolent essentiellement l'allongement des délais prévus pour la mise en œuvre de certaines mesures d'intégration; ils concernent plus particulièrement les articles 47, 52, 53, 62, 100 et 104 de l'accord de Cartagena et les articles 1, 3, 4, 9 et 10 du protocole de Lima. Le protocole d'Arequipa prendra effet dès qu'il aura été ratifié par les imagen et les autres questions traitées par la commission; le rapport de la troisième session in conseil de la politique fiscale (Lima, 1-10 mars) sur l'accord portant suppression de a double imposition (décision u° 49); la protosition du comité relative à la création d'un conseil pour la communication sociale; la position commune des cinq pays dans les uégotations commerciales multilatérales du GATT; e rapport du groupe d'experts sur les négocialons avec l'Argentine, le Brésil et le Mexique; min, le plan d'action du Groupe andin pour la période 1978-1980.

a periode 1978-1980.

Les échanges commerciaux en

A l'occasion du neuvième anniversaire de la ignature de l'accord de Cartagena portant réstion du Groupe andin. les représentants du omité réunis le 26 mai à Lima, ont examiné résultats des échanges commerciaux en 1977.

Par rapport à l'année précédente, le commerce lobal de la sous-région s'est accru en valeur e 15,3 %, passant de 26 milliards de dollars presque 30 milliards (1). Cette augmentation été due en partie au raffermissement des ous du pétrole, du café et du cacao, ainsi qu'à 1 hausse des prix unitaires des importations.

Les exportations des cinq pays (FOB) se cont levées à 15 769 millions de dollars, alors que ous achats n'ont atteint que 13 969 millions de ollars. La balance commerciale de la sous-1977

(I) Le Chili c'est retiré du Groupe andin le) octobre 1976.

région a donc enregistré un solds excédentaire de 1800 millions de dollars. Les échanges intérieurs se sont, quant à eux, accrus de 22 %, à un rythme supérieur à celui du commerce global. Cependant, avec un montant de 775 millions de dollars, il ne représente encore guère plus que 4 % du commerce global (en 1968, année de la conclusion de l'Accord de Cartagena, leur niveau dépassait à peine 112 millions de dollars). Le Venezuela, dont les échanges globaux représentent 66 % du commerce sous-régional, se place en tête des cinq pays, suivi par la Colombie (28 %), le Pérou (23,6 %), l'Equateur (14 %) et la Bollvie (1 %). Ces pourcentages cachent cependant de grandes différences dans la position relative de chaque pays selon que l'on considère séparément ses exportations et ses importations. A côté du fort excédent de la balance commerciale du Venezuela et de l'Equateur, suivis de loin par la Colombie, le Pérou enregistre un déficit commercial considérable représentant plus de trois fois la montant de ses exportations vers les marchés de ses partenaires. Le Venezuela, premier exportateur des cinq pays, n'occupe que la troisième place en tant qu'importateur, loin derrière le Pérou et, dans une mondre mesure, la Colombie, seul pays dont l'achat et les ventes atteignent un niveau proche de l'équilibre. niveau proché de l'équilibre.

VERS L'INSTALLATION D'UN RESEAU D'INFOR-MATION COMMERCIALE. — Les directeurs des offices nationsux d'information commercials des cinq pags ont tenu lour dourième réunion de Land du 3 au 5 mai. Après avoir entenda un exposé du représentant du comité sur le système anûin d'infor-mation des marchés agricoles et de l'élevage, ils ont examiné les moyens d'améliorer le fonctionne-ment des systèmes d'information commerciale des pags membres en une de l'établissement d'un réseau audin d'information commerciale autuellement d'un réseau pays membres en une de l'établissement d'un résent audin d'information commerciale actuellement d l'étude.

STATISTIQUES. — Le groupe de travail des sta-tistiques de l'agriculture et de l'élévage a tous se deuzième session à Linux du II eu 19 coril. Les représentants des cinq pags out étudit à cette occasion un certain nombre de questions se reppor-tant à la structure des coûts dans le secteur agricole et le jornation des prix du merché. Ils ont aussi discuté du groblème de l'information statistique dans le cadre du système sous-régional d'informa-tions statistiques.

Marché commun centraméricain

Vingt-neuvième session des secrétaires d'Etat à l'économie

Les secrétaires d'Etat à l'économie des pays membres du Marché commun centrainéricain (M.C.C.A.) ont tenu leur vingt-neuvième session à Guatemala du 20 au 22 avril dernier. Ils se sont livrés à une première approche des questions inscrites à l'ordre du jour de la réunion spéciale qu'ils consacreront ce mois-ci à la politique commune en matière de commerce extérieur.

Outre d'antres questions spécifiques les sants.

control d'autres questions spécifiques, les secrétaires d'Etat ont sussi examiné le sort de deux importantes décisions prises par eux en février dernier et dont on attend l'entrée en vigueur : la résolution u° 1-78 prévoyant la prolongation des avantages fiscaux consents aux entreprises pour favoriser la relance des investissements industriels et la résolution 2-78 qui doit faciliter la circulation, sur le réseau routier centraméricain, des véhicules utilitaires affectés au transport régional de marchandises.

e ASSOCIATION LATINO - AMERICAINE DE LIBRE-COMMERCE. — Les directeurs des services fiseaux des pays membrés de l'Association letino-américaine de libre-commerce (ALALO) ont tenu leur septième session d Monteoideo, du 21 avril eu 2 mai. Ils ont repris, à setts occasion, l'étude de questions relatives au régime d'importion des marchandies et des services, à la fiscalité des entreprises industrielles et commerciales et aux problèmes de la double importion, qui faissient dédé l'objet de leurs travaux depuis plusieurs années. problèmes de la actobe respectation, qui fatterent des l'entrème réunion annuelle du groupe d'experts des problèmes de le veleur en donane, qui s'est tenue dans le capitale urupungenne da 3 cu 8 mai, a été l'occasion, pour toutes les délégations des pays membres, de jaire le point des progrès réalisés dans le réplication de la définition de le valeur de Bruxelles et l'adoption de droits ad valorem. Il en ressort que la définition de le valeur de Bruxelles et l'adoption de droits ad valorem. Il en ressort que la définition de le valeur de Bruxelles et fadoption de droits ad valorem. Il en ressort que la définition de le valeur de Bruxelles et incorporés dans les législations nationales de tous les pays membres à l'exception du Brésil et du Mexique. Quant aux droits ad valorem, ils rigurent dans les terfs nationaux de neuf pays membres et leur champ d'application, en course de l'ennés écoulée, s'est, pour certains d'entre eux, relativement étende. Seuls la Bolivie et le Péren ne les ont pes encors adoptés. Malgré est résultat, le groupe d'experts a constaté que l'application de le valeur et l'adoption des droits ad valorem le renient de se heurter à diverses difficultés.

— De son sôté, le groupe d'experts des techniques

continuent de se neurser a diverse difficultés.

— De son côté, le groupe d'experts des techniques douanières a tenu sa treixième session à Montspideo du 8 su 13 mai. Les trevaux ont porté notamment sur l'élaboration d'un modèle uniforms de déclaration de transit en douane et sur l'examen de plusieurs apant-projets d'accords multilatéraux de coopération administrative entre les directions des douanes nationales.

COMMUNAUTE DES CARAIBES. — La comité seisnitifique et technique de la conférence des ministres de la santé des pays de la Communauté ministres de la santé des pays de la Communauté.

Marché commun

Accord sur les prix agricoles, le problème du vin et l'aide aux .. régions méditerranéennes

T. ES. ministres de l'agriculture des Neuf qui n'avaient pas réussi à s'entendre après quatre jours de négociations à la fin du mois d'avril se sont mis d'accord le 12 mai à Bruselles sur une hausse moyenne de 2,25 % des prix agricoles européens et sur une série de mesures connexes, au terme d'un des plus longs et difficiles « marathons » de l'histoire de l'Europe verte.

de l'Europe verte.

En effet, à côté du niveau général de hausse des prix, attendu avec impatience par les neuf millions d'agriculteurs européens, les Neuf ont dû résoudre le difficile problème du vin et de l'aide aux régions méditerranéennes (midi de la France et sud de l'Italie) exigée par Paris et Rome dans la perspective de l'élargissement de la C.E.E. à la Grèce, au Portugal et à l'Espagnes. et à l'Espagne.

et à l'Espagne.

Le problème des montants compensatoires monétaires, qui entraînent des distorsions de concurrence dans les échanges de produits agricoles entre pays de la C.E.E., a été réglé dans le secteur du pour d'une manière très satisfaisante pour la France. En revanche, le niveau général des prix n'a pas posé de grands problèmes. Les pays à monnaie faible (France, Italie, Grande-Bretagne et Irlande) ont obtenn des « rallonges » sous forme de dévaluation de leurs « mounaies vertes », ce qui se traduit par une augmentation correspondante du revenu de leurs agriculteurs exprimé en monnaies nationales. Les agriculteurs français toucheront 5,85 % d'augmentation en moyenne. les Italiens 7,25 %, les Britanniques 9,75 % et les Italiens 8,25 %.

L'Allemagne de l'Ouest, pays à monnaie forte, n'obtient qu'un peu moins de 2 % en moyenne (1,95 %) pour ses agriculteurs, tandis que le Danemark et les pays du Benelux bénétigient de majorations de 2,25 % en Quant au dossier méditerranéen il compre-nait deux volets :

nait deux volets:

1) L'aide communantaire aux structures (irrigation, restructuration, aide technique) qui intéresse au premier chef l'Italie mais concerne aussi le sud de la France (Languedoc-Roussillou). Finalement, les Neuf unt accepté de payer 800 millions d'u.c. (1 u.c. = 1,25 doillar), soit 4,8 milliards de france pour ces régions. L'Italie, qui a demandé 200 millions d'u.c. supplémentaires pour le reboisement, u'a pas obtenu catisfaction, ce qui explique sa réserve générale sur l'accord.

2) Le problème du vin, qui a guessé pui-

générale sur l'accord.

2) Le problème du vin, qui a opposé uniquement la France et l'Italie. Les Français exigealent, pour protéger leurs viticulteurs contre l'aiffux de vin bon marché en provenance d'Italie, la mise en place d'un prix-plancher intracommunautaire pour les vins courants. L'Italie de son côté, au nom de la « liberté des échanges », a rafusé ce système. Finalement un compromis a été trouvé. La France a obtenu un engagement contraignant du conseil des ministres d'adopter une série de mesures en cas de crise, comprenant notamment le prix-plancher.

Par ailleurs, les Neuf ont accepté de réduire de moitié, ou plus exactement de 14.7 à 6.5 %, la montant compensatoire sur le porc qui agit comme une prime à l'importation pour les producteurs néeriandais, danois et allemands. Les agriculteurs beiges ont obtenu une petite satisfaction sons forme d'une réduction de 1,5 à 0,5 % de la fameuse taxe de coresponsabilité sur le fait instituée à l'automne 1976 pour pénaliser, les agriculteurs produisant des excédents de produits laithers.

De son côté, la Grande-Bretagne a obtenu le maintien de son office de commercialisation

du lait (Milk marketing board).

Enfin, la Commission européenne a tenu deux de ses paris : obtenir des Neuf une hausse très modeste des prix moyens européens pour ne pas encourager la production de nouveaux excédents et poursuivre le démantélement des

montants compensatoires qui agissent comme des facteurs de distorsion de concurrence dans les échanges agricoles de la C.E.E. Depuis le 22 mai, les montants compensa-toires ne sont plus que de 10 % en France, un peu moins de 5 % en Irlande, 10,5 %





Les "Mobiles" sont des véhicules étudiés pour assurer des interventions médicales et sanitaires hors des installations hospitalières traditionnelles.

Modèles de petite série ou équipés sur demande, ils donnent la possibilité de fournir à des populations isolées des soins ou une surveillance de haute qualité.

Ils permettent aux équipes médicales de bénéficier des techniques modernes là où

il était impossible de les utiliser auparavant. De conception fort différente suivant le milieu d'intervention, les "Mobiles" peuvent être aménagés pour des usages multiples; dispensaire, centre de prélèvement, de petite chirurgie, cabinet dentaire, d'obstétrique, laboratoire

d'analyse, de radiologie etc...
Les spécialistes des différentes disciplines concernées ont été réunis par lIFFA-CREDO, filiale spécialisée de l'Institut Mérieux pour répondre à toutes les exigences des instances nationales et Internationales.

lls sont à votre disposition pour étudier avec vous tous les problèmes particuliers.

Une documentation Mobiles est a votre	disposition.
Nom	
Etablissement ou organisme	
Adresse	

Désire recevoir une documentation "Mobile" Désire rencontrer un technicien "Mobile"



BP 109, 69210 St-Germain-sur-l'Arbresle, France tél. (74) 01.13.99, télex 330424 F

en Italie et 0 % au Danemark. Seule la Grande-Bretagne conserve des montants com-pensatoires élevés de l'ordre de 32 %, ce qui permet à Londres de bénéficier d'une sub-vention considérable pour tous ses achats de produits agricoles dans la C.E.E.

> L'aide aux secteurs en difficulté et l'élargissement

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont eu le 2 mai à Bruxelles des échanges de vues politiques sur deux sujets essentiels pour l'avenir de la C.E.E. : l'aide communau-taire aux secteurs industriels en difficulté et l'élargissement du Marché commun à trois nouveaux pays du Bassin méditerranéen (Grèce, Portugal et Espagne).

(Grèce, Portugal et Espagne).

Le ministre ouest-allemand de l'économie, M. Otto Lambsdorff, e'est fait le défenseur du libéralisme. Il a demandé aux partenaires européens de freiner les interventions communautaires dans les secteurs industriels en difficulté (acier, textiles, chanesures et chantiers navals) afin de ne pas gêner la liberté des entreprises, seules aptes, selon lui, à rèatiser les adaptations structurelles nécessaires. Cet acte de fol a été accueilli avec beaucoup de réserves par la majorité des ministres présents, notamment les Français, les Britanniques et les Belges. Ces derniers estiment qu'il faut lier le problème de la liberté des échanges au problème du maintien de l'emploi et aux problèmes monétaires.

au probleme du mainten de l'emplot et aux problemes monétaires.

D'autre part, les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. ont fait un premier tour de table sur la « fresque méditérranéenne présentée par la Commission européenne à propos des candidatures de la Grèce, du Fortugal et de l'Espagne. Ce premier débat n'a guère apporté d'éléments nouveaux.

guère apporté d'éléments nouveaux.

IMPASSE SUR LA PECHE DANS LES BAUX COMMUNAUTAIRES. — Les ministres de la pêche des neu/ pays du Marché commun, réunis la 24 avril d'entre de l'aprèche des neu/ pays du Marché commun, réunis la 24 avril d'entre la Commission européenne, les lies Féroé, le Norvège et la Suède.

En outre, ils ne se sont fixés auoun nouveau rendez-vous pour définir enfin un régime interne da péche dans les eaux communautaires de 200 milles. La Commission européenne avait proposé au conseil des ministres de ratifier, pour toute l'onnée 1978, les accords qu'elle venait de négocier avec ces trois pays. Mais les ministres ont considéré qu'en l'absence d'une politique commune de pêche dans les eaux de la C.S.E. ils ne pouvaient apposer leurs signetures au bas d'un tel accord.

Par affleurs, le ministre britonnique de la pêche et de l'apriculture, M. John Sükin, a démenti certaines rumeurs selon lesquelles un accord sur la dossier pêche était lié à l'éventualité d'une échéancs électorale dans son pays.

Enfin, les ministres ont demandé d M. Finn Olav Gundelach, commissaire européen chargé du dossier pêche, de poursuivre ses contacts bilaiéraux entre les diférents pays du Marché commun. M. Gundelach evait entrepris une tournés des capitales européennes des la 3 janvier dernier, date de l'échec retentissant des négociations dans la mise en place d'une politique commune de pèche.

L'EMPLOI DANS LE SECTEUR TERTAIRE. —

la mise en place d'une politique commune de péche.

L'EMPLOI DANS LE SECTEUR TERTIAIRE. —
Les ministres du travail de la C.E.E., la Confédération des syndicets (C.E.S.) et l'Union patronals européenne (UNICE), regroupés dans la «comité permanent de l'emploi», se sont réunis le 12 mai pour examiner la rôle du secteur tertiaire « dans la réalisation de la croissance, de la stabilité et du pain emploi». Cependant, les trois délégations ont reconnu le difficulté de cerner avec précision la secteur tertiaire. Les syndicats ont fait rémarquer l'obsence de données statistiques en la matière et la dispurité des professions qu'il englobe. L'UNICE a néanmoins mis l'accent sur la difficulté de créer de nouveaux emplois dont à feudreit auparavant trouver le mode de financement dans es secteur. De plus, elle reproche à la Commission européenne et aux tent dens le secteur public que privé.

Reprenent d'son compte de récentes déclarations du ministre outeil-aliemend de l'économie au conseil des affaires étrangères de la C.E.E., l'UNICE a demandé que le rôle de l'Etat se borne e créer les conditions et la cadre de l'économie au lieu d'intervenir directement dans certaines branches. Cette interveniton, a-t-elle ajouté, risqué de fausser la compétitoité.

Plusieure ministres, dont la beige et la britannique, ont demandé à la Commission européenne

nique, ont demandé à la Commission européenne de terminer ses travaux sur la définition du secteur tertiaire avant la réunion de novembre prochain de le conférence tripartite regroupont les parte-naires sociaux et les ministres du travail.

L'AIDE AUX PAYS ASSOCIES. — Les ministres da la Communauté européenne, réunis en consed la 25 april d'Luxembourg, ont approuvé le programme d'aide du Marché commun euz peus en voie de développement non associés d'la C.E.E. gramme a cute du marche commun eur peys en voie de développement non associés à la C.E.E.

En 1978, la C.E.E. distribuera 150 000 tonnes de poudre de luit et 45 000 tonnes d'huile de beurre (butter oill) d'ecs pays. A ce titre, elle participera d'un propremme pluriannuel d'aide alimentaire et de développement rural en faveur de l'Inde. En association avec le Banque mondiale, ce programme d'une durée de sept ans (1978-1985) et d'un coût annuel pour la C.E.E. de 33 millions d'unités de compte (1 u.c. = 1,25 dollar), devrait permettre d'l'Inde de s'eutosuffire en produit laitter dès 1935.

En outre, le conseil a approuvé la répertition géographique de l'aide aux pays en voie de développement non associés d'la C.E.E. dont le Parlement européen a fixé la somme glabale d'70 millions d'unités de compte pour 1978 contre 45 millions d'unités de compte pour 1978 contre 45 millions d'unités de compte pour 1978 contre 45 millions d'unités de compte pour partie de cette cide,

d'u.e. l'année dernière.

L'Asie recevra le majeure partie de cette side, 47.5 millions d'u.e., l'Amérique latine 13.5 millions, l'Afrique — et ecci pour la première fois à le suite d'une demande française, — 3 millions d'une. Il est prému une réserve de 5 millions d'uniés de compts pour le financement d'interventian d'urgence et un million d'u.c. pour le couverlure de travaux d'études.

Le conseil e également firé une série de priorités paur l'utilisation et la distributian de cette aide. Elle devra servir en premier lieu aux pays les plus déjavorisés et pour des programmes de développement rural et régionel. Le calinancement de certains projets par la C.E.E. et par divers orgenismes internationaux sera discuté eas par cas.

L'ADHESION DE L'ESPAGNE. — A l'issue d'une

L'ADEISION DE L'ESPAGNE. — A l'issue d'une visite officielle de deux jours à Madrid, M. Roy Jenkins, président de la Commission des Communautés européennes, s'est refusé, le 28 avril, à fixer un calendrier pour l'adhésion de l'Espagne à la C.E.E.

Ls 25 auril dernier. M. Leopoldo Calva Sotelo, ministre espagnol chargé 'des reletions avec la C.E.E.. avait estimé que les poys membres de la Communauté européenne ratifieraient l'adhésion de l'Espagne à la fin de 1983 ou au dévut de 1983. S'adressant aux journalistes, M. Roy Jenkins n'a pas exclu une adhésion simultanée à la C.E.E. des trois pays candidats, l'Espagne, la Grèce et le Fortugal. Il a espendant précisé que l'avancement des négociations avec la Grèce laissait prépoir une adhésion plus rapide de es pays. Quant au dossier portugais, a relevé le président de la Commission de la C.E.E., son étude à lé relardée par les difficultés de la négociation entre Lisbanns et le Fonds monéteire international.

ACCORD AVEC L'ASSOCIATION INTERNATIO-

ACCORD AVEC L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — La Communanté économique auropéenne et l'Association inlernationale de développement, fullale de la Banque mondiale, ont sigué le 3 mai d Bruzeles l'acord relatif à la mise en œuvre et à la gestion de la contribution communautaire à l'action spéciale

ÉDITIONS A. PEDONE

Société fronçoise pour le Droit internotional LA CIRCULATION DES INFORMATIONS ET LE DROIT INTERNATIONAL (Colloque de Strasbourg)

décidée dens le cadre de la conférence Nord-Sud-Sur l'initative de la C.E.E., les pays industrialisés étaient en effet convenus d'un programme d'action spéciale d'un militard de dollars dans le but d'aider différents pays d'aibles revenus — qui sont confontés à des problèmes de transfert de ressources entravant leur développement, — à satisfaire leurs besoins immédiats.

La Communauté aveit décidé d'y contributer avec un montant de 185 millions de dollars se réparitisant de la manière suivante : Belgique, 15,90 millions de dollars; Danemark, 11,23 millions de dollars; République fédérale d'Allemagne, 119,68 millions de dollars; Prance, 56,68 millions de dollars; Prance, 56,68 millions de dollars; Irlande, 1,04 million de dollars; Italie, 34,92 millions de dollars; Luxembourg, 0,5 million de dollars; Pays-Bas, 30,80 millions de dollars, et Royeume-Uni, 115 millions de dollars.

L'accord confle d'Association internationale de développement la gestion de exte contribution de la C.E.E. dans le cadre d'un compte spécial séparé et de critéres objectifs fournis par la Communauté. La contribution de la C.E.E. sera utilisée sous forme de orédits additionnels au programme normel de l'A.I.D. et aux conditions usuelles de celle-ci, d savoir : prête sans intérêts, remboursables en cinquante ans, avec période différée de remboursement de dix ans.

CECA

M. Davignon menace les sidérurgistes d'un renforcement de la réglementation

Le plan anti-crise de la Commission euro-péenne connaît des hauts et des bas. Après un démarrage marqué par un double succès — le relèvement des prix intérieurs, grâce à la fixation des tarifs minimaux et des prix d'orien-tation acceptés par les professionnels; puis la signature d'accords sur les quantités livrées et les prix pratiqués avec de rountreux pars tiers. les prix pratiqués avec de nombreux pays tiers; pays de l'ARLE, Japon, Afrique du Sud, Tchécoslovaquie, Hongrie, Espagne, etc., bientôt sans doute Brésil, Bulgarie et Corée du Sud, — voici que le système se fissure de l'intérieur.

Que le système se fissure de l'interieur.

Nous avions indiqué précédemment que plusieurs aidérurgistes européens, à l'instar de ceux de Brescia (Italie), refusaient plus ou moins nettement d'appliquer les prix-planchers ou les tarifs conseillés fixés par la Commission de Bruxeiles. Mais les experts communautaires espéraient vaincre ces réticences et convaincre les récalcitrants de rentrer dans le rang, au nom de l'intérêt commun. Une ultime responter avait de l'intérêt commun. Une ultime responter avait. les récalcitrants de rentrer dans le rang, au nom de l'intérêt commun. Une ultime rencontre avait eu lieu avec les « Bresciani » à cet effet, dont Bruxelles espérait tirer profit en direction des producteurs allemands et belges indisciplinés.

Au début de mai, M. Davignon, commissaire européen chargé du dossier, avait fait part de ses espoirs — et de ses craintes — à ce propos, aux neuf ministres des affaires étrangères. Il avait souligné que des amendes allaient être rendues publiques, pour sanctionner les violations de

publiques, pour sanctionner les violations de tarifs minimaux (sur les ronds à héton, les laminés marchands et les ralls) et le non-respect systématique des prix d'orientation (sur les poutrelles et les fils machine, notamment). M. Davignon avait en outre demandé l'aide des Etats pour contrôler le dispositif communautaire, demandant que les «certificats de conformité» que doivent transmettre les négociants lui solent fournis plus rapidement

«C'est la dernière tentative pour assurer dans un esprit de solidarité le fonctionnement du plan anti-crise, ajontait-il, Si elle échoue, il faudra faire appel à d'autres formules», faisant ainsi allusion à un èventuel recours

faisant ainsi allusion à un éventuel recours à l' « état de crise manifeste », qui donne des pouvoirs d'intervention plus considérables à la Commission sur le plan actuellement appliqué, mais qui a l'inconvénient d'être d'un maniement très pesant.

Moins d'une semaine après cette déclaration, on apprenait que les « Bresciani » refusaient de créer l'organisme central d'achat que leur proposaient de constituer leurs collègues français, allemands et belgo-luxembourgeois, désireux de s'assurer que les petits producteurs lialiens respecteraient effectivement les règles européennes. Et qu'en particulier ils pratiqueraient bien les prix minimum de Bruxelles queraient bien les prix minimum de Bruxelles queraient bien les prix minimum de Bruxelles sur les livraisons préalablement convenues : 21 000 tonnes de laminès par mois vers la France, 24 000 tonnes vers la République fédérale, 6 000 tonnes vers la Grande-Bretagne, et 2 000 tonnes vers le Benelux.

Ce refus italien d'accepter la vérification du proportione des conferences des la vérification de la conference des la conference de la conference de

Ce refus italien d'accepter la vérification du respect des engagements pris va constituer, évidemment, un puissant encouragement à d'autres sidérurgistes de la CECA pour ne pas respecter les règles de Bruxelles. M. Davignon interprétera-t-il l'affaire comme l'échec de sa « dernière tentative » ? Ou sera-t-il enclin à fermer les yeux, attendant d'autres infractions plus graves ? L'affaire n'est pas que technique et juridique. Elle est d'abord politique. Car si la Commission peut, en vertu du traité de Paris, décréter l' « état de crise manifeste » qui lui permet de réglementer strictement les prix et les échanges, ll va de soi à Bruxelles que l'on ne s'orientera dans ce sens qu'avec l'accord des Etats, du moins des principaux de ceux qui sont concernés, des principaux de ceux qui sont concernés, les antorités communantaires ne voulant pas s'engager dans la voie d'une réglementation paperassière sans être assurées de pouvoir la

> Entrée de l'Etat dans la sidérurgie helge?

Le conflit du Zaîre — qui a surchargé l'emploi du temps du gouvernement belge — aussi bien que le raidissement syndicat durant la seconde quinzaine de mai ont empêché qu'aboutisse aussi vite que prévu la mise au point du plan gouvernemental à la sidérurgie

Ce plan prévoit tont à la fois une restructuration de cette industrie autour de trois pôles : Liège, Cockerill, le centre (Boel, Clabecq, Fabrique de fer), ainsi que de l'axe belgo-luxembourgeois, constitué par l'ARBED et le groupe Frère de Charlerol; une participation de la puissance publique an capital des aciéries, par transformation en actions de 10 militards de francs belges de prêts publics (l'Etat devenant ainsi majoritaire chez Cockerill) et ayant, dit-on, 35 % dans Hainaut-Sambre, 27 % dans Thy-Marcinelle-Monceau, 25 % dans Clabecq, 37 % dans Alz, à Genk, et 33 % dans Sidmar; une augmentation et une prolongation de prêts bancaires à la sidérurgie; la diminution du nombre des emplois dans ce secteur et une diminution du temps de travail, points sur lesqueis les syndicats estiment n'avoir pu encore obtenir les garanties suffisantes (le rapport McKinsey, rédigé à la demande du gouvernement, proposait la suppression de sept mille à huit mille emplois en trois ans). Ce plan prévoit tont à la fois une restruc-

13, rue Soufflet, 75005 PARIS Téléphone : 033-05-97

Le dossier va être rouvert en juin, avec comme objectif officiel une conclusion rapide des pourpariers entrepris avec les partenaires

Aide communautaire aux charbonnages

bonnages

En dépit d'une légère reprise de la production industrielle en Europe, la situation charbonnière ne s'améliore pas. Bien que la production de houille des Neuf ait tendance à fléchir (— 1,4 % en moyenne au premier trimestre, par rapport à 1978, et même — 5,6 % en France et — 3,9 % en Belgique), les stocks à la même période continuent à gonfler : 34,3 millions de tonnes (équivalent de sept semaines de production) au dernier pointage, contre 30,3 un an plus tôt; soit + 13,2 % en un an (27,4 % en Allemagne et 20,2 % en France). Il était donc probable que le conseil des ministres de la Communauté consacré aux problèmes de l'énergie se montrerait favorable au plan d'aides communautaires en faveur des échanges de charbon destiné aux centrales électriques proposé par la Commission. La échanges de charbon destiné aux centrales électriques proposé par la Commission. La grande majorité des délégations acceptent le principe d'un tel soutien qui vise à améliorer la compétitivité du charbon vapeur communautaire par rapport au charbon d'importation en provenance des pays tiers; l'Italie était le seul pays à maintenir encore une réserve générale sur ce point. La France estime que cette aide devrait être versée tant aux consommateurs qu'aux producteurs (la Commission et

les huit autres delégations étant en faveur d'un paiement aux seuls producteurs). L'Alle-magne a exprimé le souhait que le conseil marque son accord de principe pour poursuivre et améliorer le régime d'aides actuel en faveur des charbons à coke dont la révision a été convenue par les Neuf dès mars 1977.

LA SOLLAC e obtenu de Bruxelles un prêt de 130 millions de francs pour contribuer an finan-cement de deux lignes de coulée d l'usine de Sérémange, en Lorraine; cette somme complètera un prêt antérieur de 350 millions ayant le même objet.

L'ACIERIE DE DALMINE (province de Bergame), du groupe FINSIDER, vient d'obtenir un prêt de 15 milliards de lires (14 millions d'unités de counte européennes) pour la construction d'une nouvelle installation de fabrication de tubes saus soudure qui remplacera des unités de production rétustes. Le projet, dont la coût est estimé à environ 159 milliards de lires, a déjà bénéficié d'un prêt de 13 milliards de lires de la Banque européenne d'investissements en 1976. Ce projei revêt une importance capitale pour le région, puisque l'usine occupe environ si mille cinq centi personnes et que trois mille emplois en dépendent étroitement.

. :: ..

7:

44.44

A STATE OF THE STA

M PC

 $\mathsf{L}_{\Phi, \sigma_{H/(q+1)}}$

that we have

TOTAL CONTROL OF THE CONTROL OF THE

មា មានជាធានីក្រុម មានបានស្ថិតិ

PARTITION OF THE PARTIT

. Principalita de AN VOIL DE DEVI

ter - Nigeria de Dette at

The state of the section

LE NATIONAL COAL BOARD a oblenu un prêt de 65 millions de livres steriing qui sere affecté à la mine de Selby (Yorkshire) qui sera, après le percement de nouveaux puits, l'une des plus grandes et des plus productives de la Communauté. UN FRET A ETE ACCORDE AUX P.M.E. DE SARRE pour permettre le réemplot de mineure et de sidérurgistes sarrois ; il s'élève à dix millions de deutschemarks.

Agence spatiale européenne

Mise sur orbite du satellite de télécommunications O.T.S.-2

Communications O.T.S.-2

E premier satellite de télécommunications L. O.T.S.-2 de l'Agence spatiale européenne (ASE), lancé à partir de Cap-Canaveral (Floride) dans la nuit du 11 au 12 mai per une fusée américaine Delta-3914, a été placé en orbite géosynchrone après la mise à feu de son moteur d'apogée. Cette opération a été effectuée le 13 mai par télécommande à partir du Centre européen d'opérations spatiales de l'Agence (ESOC), à Darmstadt (République fédérale d'Allemagne). Satellite expérimental, O.T.S.-2 exècutera un programme défini par l'ASE en llaison avec les administrations des télécommunications des pays membres de la Conférence européenne des postes et télécommunications (CEPT), de l'Union européenne de radiodiffusion (U.E.R.), ainsi que des universités et des centres de recherche européenne. Ce programme prévoit principalement des essais d'acheminement du trafic de téléphonie et de télévision qui seront effectués à l'aide de nuiseurs grandes étations terriennes dont et de télévision qui seront effectués à l'aide de plusieurs grandes stations terriennes dont la création est envisagée par les administra-tions nationales des P.T.T. d'Italie, de France, d'Allemagne occidentale, de Grande-Bictagne et d'Espagne. Conçu pour une durée de vie minimale de trois ans. O.T.S.-2 a été construit par les firmes industrielles de dix pays euro-péens groupées au sein d'un consortium indus-triel. Il a remplace le satellite O.T.S.-1 détruit par l'explosion de son lanceur Deita-3914 immé-diatement après le décollage en septembre 1977.

FINANCEMENT DES FUSÉES ARIANE. — Le conseil de l'A.S.E. e voié, le 26 avrû, le financement de cinq exemplaires du lancour Arianc (ce vote confirmant celui d'una réuniou précédente, ou début du mois, qui ne prévoyait qu'un financement intérimaire).

TROIS SCIENTIFIQUES POUR LA MISSION SPACKLAB. — L'A.S.E. a désigné, le 18 mai, un groupe de trois spécialistes qui joueront la rôla de « spécialistes charge utile» en soutien de la première mission Spacelab, prévue pour la fin de 1980. Sur ces trois personnes choisies parmit plus de 2000 cendidats ressortissants des Etals membres, un seul volera effectivement dens l'espace, avec un « spécialiste charge utile » de la NASA.

INAUGURATION DE LA STATION SOL D'ESPA-GNE. — La station sol de l'ASE, située d Villa-franca del Castillo (Espagne), a été inaugurée le 12 mai. Cette slation, dont l'édification avait été décidée en août 1974 per le gouvernement espagnol et l'ASE, a été conçue pour assurer la surveillance et le contrôle du satellite scientifique LUE. (lancé en janvier dernier), du satellita géostationnaire de télécommunications O.T.S.-2 et du satellite de télé-communications maritimes Marois (qui doit effec-tuer sa mission è partir de 1981).

Conseil de l'Europe

A l'Assemblée parlementaire : la liberté de la presse

L'été l'un des sujets de préoccupation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, réunle pour sa session de printemps à Strasbourg du 24 au 23 avril. Sur un rapport présenté par M. Arne Christiansen (libéral, Danemark), l'Assemblée a proposé la mise à l'étude d'une série de mesures destinées à protéger la liberté de la presse. Elle e est protéger la liberté de la presse. Elle e est lations nationales restrictipes sur les monopoles et concentrations de presse » en soulignant que a la liberté de la presse » en soulignant que a la liberté de la presse » en soulignant que s'al liberté de la presse na peut être garantie seulement par les règles de la libre entraprise ». Elle met en cause le pouvoir de la publicité sur le contenu rédactionnel.

Pour l'audio-visuel, l'Assemblée souhaite la Pour l'audio-visuel, l'Assemblée souhaite la multiplication des canaux de diffusion indépendants afin de «caser les monpoles». Elle demande aussi la mise en place de «statuts du personnel de rédaction, des moyens de communication de masse» qui contribueraient à garantir la liberté d'expression et de commentaires des journalistes devant les tentatives des propriétaires ou des syndicats visant à les limiter. Parmi les autres sujets à l'ordre du jour de la session : les résultats de la conférence de Belgrade sur la sécurité et la coopération en Europe, la intie contre la frande et l'évasion fiscales, les négociations commerciales dans le cadre du GATT et le nouvel ordre économique international.

A l'ouverture de la session, M. de Koster

A l'ouverture de la session, M. de Koster (libéral, Pays-Bas) a été élu, par 86 voix contre 56, président de l'Assemblée, en rem-placement de M. Karl Czernetz (socialiste, Autriche).

AU COMITE DES MINISTRES. — Les droits de l'homme en Europe et dans le monde ont été le thème principal de la soimnte-deuxième session du comité des ministres du Consell de l'Europe, réunie à Strasbourg le 27 avril. C'est sous cet angle que les ministres des affaires étrengères des vings pags membres ont examiné les développements des travaux des Nations unies et les suites données à la conjèrence sur la sécurité et la coopération en Europe, après la réunion de Belgrade. Les ministres ont approuvé le texte d'uns déclaration sur les

droits de l'homme, pour marquer le vingt-cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention européenne des droits de l'homme (qui est aussi le trentième anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme proclamée par l'Assemblée générale des Nations unies).

penerae des Nations unies).

DROITS DE L'HOMME. — Par un arrêl prononcé d Strusbaurg le 25 avril dans l'affaire Tyrer, qui concerne le Royeume-Uni, la Cour européenne des droits de l'homme a constaté que le châtiment judiciaire corporel infligé à M. A.M. Tyrer, en application de la législation en vigueur dans l'ûs de Man, a enfreint l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme. Le Cour constate notamment que si la peine infligée à M. Tyrer ne constilue ni une « torture » ni une « peine « inhumaine », elle constitue cependant une « peine dégradante ».

— Des audiences ont eu lieu devant la Cour les 24 et 25 avril à Strasbourg dans l'affaire Bundsy Times contre la Royaume-Uni qui concerne la déci-sion d'un tribunal interdisant la publication dens la Sunday Times d'un article sur les enfants victimes de la thalidomide.

victimes de la thalidomide.

— Au cours de sa cont trente-troisième session à Strabourg, du 1ºº au 12 mal, la Commission européenne des droits de l'homme a statué sur la recevabilité de queique quatre-vingis requêtes. Elle a repris l'examen de plusieurs requêtes déjà déclarées recevables et de diverses autres qui ont été portées à le connuissance des gouvernements mis en cauxe. La Commission a tenu des audiences au cours desquelles elle e entendu les exposés des parties dans les sifaires suivantes : Pat Arrowsmith contre le Royaume-Uni (condamnation eux termes de la loi réprimant l'incitation d la désobissance militaire) ; X... contre Royaume-Uni (condamnation eux termes de la loi sur les infractions en matière sexuelle) ; Y... contre Beigique et A... contre République fédérale d'Allemagne (requêtes concernent le statut juridique des personnes qui ont changé de seze).

Organisation des Etats américains

A la CECON : les exportations de sucre vers les Etats-Unis

de sucre vers les Etats-Unis

L A huitième session annuelle de la commission spéciale de consultation et de négociation (CECON) — qui sert de cadre aux discussions des problèmes du commerce entre les pays de l'Amérique latine et des Carabes d'une part, et des Etats-Unis d'antre part — a eu lieu à Saint-Domingue du 25 au 29 avril. La CECON a fait siennes les préoccupations exprimées récemment par le consell permanent de l'Organisation des États américains (OEA) au sujet des tendances protectionnistes de la politique commerciale américaine. Elle a examiné l'incidence des mesures restrictives prises par les États-Unis au titre de la loi sur le commerce international (et qui sont entrées en vigueur au début de l'année) et qui affectent les exportations de eucre en provenance de l'Amérique latine et des Carabes.

Autre motif de préoccupation : le glissement

Autre motif de préoccupation : le glissement Autre motif de préoccupation : le glissement des cours constaté actuellement par rapport au niveau du prix-plancher fixé en janvier. En effet, la livre de sucre brut n'était plus cotée qu'à 7,5 cents à la fin du mois d'avril contre 9 cents en janvier. Outre les problèmes de commercialisation, la CECON a mis à profit les difficultés du marché pour faire un examen critique de la politique sucrière des pays producteurs de l'Amérique latine et des Caraibes; elle a formulé des recommandations destinées à corriger son orientation.

CONTROLE DES ELECTIONS. — Le gouvernement panaméen a communiqué à PO.E.A., le 18 mai, une note témoignant de son désir d'accuellir des personnalités internationales qui, en qualité d'observateurs suivraient, le 6 août prochein, la déroulement des élections législetives dans la pays. Le gouvernement dominicain avait consenti a nue semblable procédure de contrôle, en vue des élections du mois dernier.

du mois dernier.

AVANT LA SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE. — Lors de sa sécnes ordineire du 3 mai, le
conseil permanent de PO.E.A. a décidé par acelamation de proposer à l'Assemblée générale, dont la
hullième session s'ouvrira d Washington le 21 juin,
d'octroyer au Saint-Siège, à titre exceptionnel, la
qualité d'observateur permenent auprès de l'organisation. Au cours des interventions, plusteurs
délégations ont mis en rellej l'action du Vatican
en faceur du rapprochement entre les Etats-Unis
et l'Amériqua latine.

Pays non alignés

Première réunion des ministres du travail

L'emploi et la mise en valeur des ressources humaines furent an centre des travaux de la première conférence des ministres du travail des pays non alignés (auxquels s'étatent joints des représentants d'antres pays en voie de développement), qui s'est tenue à Tunis du 24 au 36 avril. Il s'agissalt notamment, pour les soixante-dix pays participants, de définir un programme de coopération horizontale dans le domaine de l'emploi.

La conférence a adopté deux rapports formulant une série de recommandations, qui seront présentées en septembre à Buenos-Aires. seront présentées en septembre à Buenos-Aires. à la conférence des Nations unles sur la coopération technique entre pays en voie de

• ...

La conférence a insisté sur la nécessité d'un accroissement de l'aide bilatérale et multimationale, des échanges d'informations, d'expériences, de recherches et d'études et surtout de la coopération technique, e élément du
nouvel ordre économique international ». Elle
a souligné l'intérêt que représente l'organisation
de la amobilité » de la main-d'œuvre entre
les pays en voie de développement, ce qui
pourrait être favorisé par la création de
banques régionales et interrégionales chargées
de recueillir, de tralter et de diffuser les
informations relatives aux besoins et, aux
excédents de main-d'œuvre de chaque pays.
D'autre part, une concertation a été recommandée en vue d'arrêter une politique
d'ensemble d'émigration de la main-d'œuvre
vers les pays développés en vue « du respect
des droits et des intérêts économiques, sociaux,
culturels et moraux et de la dignité des
travailleurs migrants ».

SESSION DU BUREAU DE COORDINATION. — Le bureau de coordination des pays non alignés a tenu sa sixième session à La Havane du 15 au

19 mai. Una déclaration publiée à l'issue de ses traveux indique que les pays non diqués vont mettre à l'étude un projet de création d'une autorité internationale du désamment qui fonctionnerait en tant qu'institution permanente dans le cadre des Nations unies. Le burseu a invité l'Assemblée générale des Nations unies à prandre e des masures précises pour mêttre fin à le course sux armements et plus particulièrement sux armements nucléaires ».

COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — Un séminaire sur le choléra et certaines entres malaties épidémiques, organisé conjointement par le Fonds de coopération technique du Commonwealth, l'Organisation mondiale de la senté (O.M.S.) et la Commission du Pacifique sud (C.P.S.) était ten d Nouméa (Nouvelle-Calédonie), du 26 au 25 april.

a Nouméa (Nouvelle-Calédonia), du 26 su 28 avril.

• CONFERENCE ISLAMIQUE. — La neumens session des ministres des affaires dirangères de la conférence islamique, qui russemble quarante-trois pays dont la population est en totalité ou en majorité musulmane, s'est ienue du 34 eu 28 avril à Dakar [Sénégal]. Les travaus ont été, pour l'essentiel consaurés à des proclèmes d'organisation et à des questions à des proclèmes d'organisation et à des questions de coopération économique, sociale et culturelle. Des résolutions ont été adoptées pour renjorcer la coopération entre les pays mambres et apporter leur soutien au s'ait palestiniens. L'uns d'elles condanus l'eide militairs et financhées accordés par les Estats-Unis à l'avail; elle demandé également au gouvernement américain de réconnaire l'Organisation de la léchation de la Palestina (O.L.P.), d'ailleurs représentée à la conférence La conférence a aussi lancé «un vibrant appel au peuple tchadien» pour un estrict respect du casselle-feu » et « parmettre une poursuite normale du processus de réconciliation nationale ».

en quelques joure. Des contributions en espèces (plus de 1 millions de france suisses) ont été annoncées par une quinsaine de gouvernements et de sociétés nationales de la Groiz-Bouge. Au 20 avril, de sociétés nationales de la Croix-Rouge. Au 20 avril, les dons en nature totalisaient 160 tonnes de secours (soit empiren 200 000 france suisses). Avec les fonds reçue, le C.I.C.R. a procédé à d'importents achais de secours destinés à soutenir l'action d'assistance en faveur des personnes déplacées du Sud-liben, d'origine l'honnais et palestinique.

— Les autorités irmiennes — Les autorités iraniennes ayant autorité le C.J.G.R. à ouvrir un bureau à Téhéran pour une période d'essai d'un an, un élégué s'est installé au début de mai dans la capitale transenne.

— A la suite du popuge d'un représentant du GJC.R. en Rhodeiu (Zimbahue) du 16 au 22 cord. La président de l'United African National Council a annoncé que son mouvement eveit décidé de respecter les règles humanitaires et les principes contenus dans les conventions de Genéra et dans le premier protocols additionnels.

e OBGANISATION DU TRAFIE DE L'ATLAN-TIQUE MORD. — Les ministres de la défense des page membres de l'Organisation du traité de l'Atlan-tique nord (OTAN) se sont réunis à Bruxelles du 17 au 19 mai. On troupers un brej résumé de leurs trapaux dans notre prochain numéro.

• ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE, —
La commission du travail de l'Organisation de l'unité africaine (O.N.A.) s'eur réunie à Tunis dens le couvant du mois d'avril pour harmoniser et coordonner les positions des pays africains dans les instances internationales et plus particulièrement au sein de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.). Les délégués ont affirmé ellimpérieuse nécessité de démocratiser devantage l'O.I.T. en vue de la mettre en conformité avec les nouvelles réalités politiques internationales et les profondes aspirations des peuples du tiers-monde à l'instauration à un nouvel ordre international».

e PACTE DE VARSOVIE. — Le conseil militaire du pacte de Varsovie s'est réuni du 16 au 19 mai à Budapest, sous la présidence du maréchai Victor

Roulikov, commundant en chej des jorces armées du pacts.

e UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE. — La commission des affaires générales de l'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.S.O.), réunie à Paris le 16 mai, a adopté (par 14 voix contre 3) un projet de recommandation présenté par son rapporteur, M. Frederie Bennet (conservateur britannique), sur les relations entre l'Europe et la Chine. Le projet, qui sera soumis le 15 juin à Chine. Le projet, qui sera soumis le 15 juin à l'assemblée, recommande à l'ILS.O. d'expaminer avec attention le rôle que peut jouer la Chine à l'égard de la sécurité de l'Europe, d'e étudier avec soin » ses vues sur les emenaces pesant sur la paix », d'encourager le commence anen le Orine et de considèrer e avec faveur » ses demandes en matière de technologie industrielle.

mattere de technologie industricité.

• UNION INTERPABLEMENTAIRE. — L'Onion interparlementaire a tenu du 3 au 9 mai, à Vienne, sa troisième conférence sur la coopération et la sécurité curopéenuez. Cent quarente-trois parlementaires, cenus de trente pays qui endent participé à la conférence sur la coopération et la sécurité et coopération en Europe (C.S.C.E.), ont exeminé la miss en œuvre de l'acte final de la conférence d'Helsinki et ont adopté plusieurs résolutions parconnensus. En particulier, à propue de la sécurité en Europe, la conférence a inputé les Etats de la C.S.C.E. à propresser dans l'application des dir principes énoncés deus l'acte final d'Helsinki et invité instamment les Purlements et gouvernements des Etats participants à l'employer à mettre en œuvre et à étendre davantage les mesures en vue de renjorcer la confince. Elle a gusti recommandé que les efforts tendent à une réduction substantielle des jorces en Europe centrale soient intensités et demandé our Perfements et gouvernements de prendre toutes mesures tendent à assurer le respect des droits de l'homme et des libertés jondamentales par tous les Etats.

D'autres tentes adoptés concernent la coopération dans les domaines du l'écouvrile, de la science, de la technique et de l'environnement, la sécurité et la coopération en Méditerranée et la coopération dens les domaines humanitaires et autres.

POLITIQUES CIALES

entres delegation

tent and and

er lu regie

The Transition of the Control of the

TOTAL

429

er re v = frotune

*

ALC: NOTE:

Marie Marie Marie Marie

sation

1.36

* 24.5 L

....

Walley Commence CALL OF THE 1000

600-

permitting

+---

~.*****~

1.6

41.15

8.0

2.0 * 150 C FN .

la Clerca SWEET .

ats americains

(A)

L'ENDETTEMENT DU TIERS-MONDE

L faudra attendre au moins mai 1979, date de la prochaine session de la Conférence des Nations untes sur le commerce et le développement (CNUCED), pour être en mesure de dresser un véritable bilan des négociations qui demute la Conférence de tions qui, depuis la Conférence de Paris sur la coopération économique internationale (1975-1977), ont été consacrées au problème de l'endette-ment du tiers-monde.

Grâce aux efforts du secrétariat de la CNUCED, les positions respectives des Etats industrialisés et des pays en voie de développement sont aujour-d'hui moins figées qu'elles ne l'étalent d'ul moins figes qu'elles ne l'étaient au départ; le tiers-monde a aban-donné quelques-unes de ses revendica-tions initiales, notamment celle d'un moratoire généralisé pour tous les pays en voie de développement; des Etats industrialisés n'excluent plus la possi-bilité, dans des cas particuliers, d'une remise ou d'une conversion en dons de dettes publiques de pays panvres. Mais il est peu probable qu'au-delà de ce « double déblocage » les positions évo-luent encore sensiblement dans un ave-

Le tiers-monde souhalterait que l'ensemble des mesures envisages pour allèger ou réaménager la dette des pays en voie de développement constitue, selon les termes de M. Kawata Bwalum, ministre zaīrois du commerce, e un des éléments clés du nouvel ordre économique mondial ». Pour le « groupe des 77 », les solutions à l'étude devraient notamment traduire une volonté politique de réduire l'écart entre les performances actuelles du entre les performances actuelles du tiers-monde et les objectifs de la stratégie globale de développement fixés en 1970; car la dette croissante des pays en vole de développement — qui représentait, à la fin de 1977, 250 milliards de dollars — et le fardeau de plus en plus contraignant du service de cette dette auront contribué à acceutuer ce décalage.

accentuer ce décalage.

Face à l'aggravation du déficit de leurs balances des palements, due à une détérioration accrue des termes de l'échange, elle-même accentuée par l'inflation et la récession économique, les pays en voie de développement ont en effet été conduits à contracter de nouveaux emprunts, en particulier sur le marché des capitaux. Considérés comme insuffisamment solvables pour y avoir accès, les plus démunis d'entre eux se sont trouvés dans l'obligation y avoir acces, les puis demunis d'entre eux se sont trouvés dans l'obligation de réduire le rythme de leurs importa-tions, compromettant ainsi leurs plans de développement.

de développement.

Entre 1970 et 1978, le taux annuel moyen de croissance des Etats du tiersmonde non producteurs de pétrole n'a été que de 5,1 %, soit environ 1 % de moins que l'objectif de la stratégie globale de développement. Pour les seuls Etats les moins avancés (1) et les plus gravement touchés par la crise économique (2), le chiffre correspondant pour la même période n'était que de 3,4 % environ.

Ponctuelles, limitées, les solutions envisagées par les pays industrialisés pour ailéger ou réaménager la dette du tiers-monde sont sans commune mesure avec les objectifs que voudrait lui assigner le « groupe des 77 ».

Quelques Etats (Allemagne de l'Ouest, Grande-Bretagne et Danemark) ont annoncé qu'ils pourraient, dans certains ces, annuler ou convertir en dons des prêts contractés auprès d'eux par des pays en voie de développement. Pour saisir la portée réelle de ces initiatives, il convient de rappeler que, dans un appel en faveur de peler que, dans un appel en faveur de l'annulation de la dette publique de quarante à cinquante pays du tiers-

De modestes progrès au terme de trois ans de négociations

Par MARIE-CLAUDE CELESTE

de rajustement de la dette de certains

monde en décembre dernier, la Suède indiquait qu'une telle mesure représenterait une vingtaine de milliards de dollars. La Suède estimait que ce e modeste geste de solidarité » ne nécessiterait pas d'« efforts insurmontables » de la part des Etats industrialisés; car, remarquait-elle, c en 1975, le service de la dette au titre de crédits affectés à l'aide publique au développement en javeur des pays du tiersmonde les plus pauvres s'élevait à 550 millions de dollars environ, soit 4 % de l'aide publique nette au développement pour la même année ». Une annulation par l'Allemagne de l'Ouest de la dette publique de vingt-huit des vingt-neuf pays les plus pauvres (3), portant sur les intérêts et le capital, ne lui coûterait que 50 à 30 millions de maries par an Seion le secrétariat de la CNUCED, par contre, la conversion en dons de la dette publique des vingt-neuf pays les monde en décembre dernier, la Suède dette publique des vingt-neul pays les plus pauvres et un assouplissement des modalités de remboursement des prêts de seize autres Etats parmi les plus gravement touchés représenteraient, pour ces pays, une économie annuelle de 600 millions de dollars. Malgré tout, l'exemple de la Suisse, des Deve des de la de la des Pays-Bas, du Canada et de la Suède n'a pas trouvé l'écho escompté chez les autres pays créditeurs. Le gouvernement américain a récemment indiqué que la loi Humphrey — pré-voyant des mesures d'allègement et

de rajustement de la dette de certains pays pauvres — ne serait pas automatiquement appliquée, même en cas d'approbation par le Congrès.

Pour expliquer leurs rétiences face aux revendications du tiers-monde, les Etats industrialisés invoquent des arguments multiples.

stats monstraines invoquent des arguments multiples.

Selon le représentant de la France à la CNUCED, M. Stéphane Hessel, également président du « groupe B », (pays industrialisés), « pour les pays engagés dans une politique à long terme d'aide au développement, la question de la dette et la façon de traiter les échéuness de la dette ne peuvent qu'être incluses dans une politiques de développement, et un pur geste de remise de dettes n'aurait tout simplement, tant au plan économique que financier, pas de sens ».

On insiste surtout sur le risque que l'éventuel bénéficiaire d'une remise de dette ne perde sa crédibilité internationale, Mais les Etats dont la dette a déjà été annulée n'ont pas en à en pâtir. En outre, le problème de la crédibilité ne pourrait se poser que dans le cas d'emprunts sur le marchés dans le cas d'emprunts sur le marchés internationaux des capitaux auxquels les éventuels bénéficiaires d'une annu-lation de la dette publique n'out prati-quement pas accès.

Un examen cas par cas?

Un examen

L aussi qu'un monatoire ou un rajustement de la dette du tiers-monde constituerait une prime à la mauvaise gestion. Les cas économiquement discutables d'allocations de ressources extérieures — absorbées par la consommation de luxe, les dépenses de prestige ou le budget d'armées piéthoriques — sont trop notoires pour qu'on pulsse sérieusement les nier. Mais on ne sanrait attribuer à la seule mauvaise gestion les problèmes du tiers-monde en matière d'endettement en faisant table rase de facteurs externes déterminants tels que l'inflation, la récession et la baisse des prix des matières premières. Les pays industrialisés entendent surtout procéder à un examen « cas par cas » des problèmes du tiers-monde. Seule cette approche permetrait, selon eux, de prendre en compte la diversité des situations.

En effet, certains pays en voie de développement particulièrement démunis n'ont pas, de toute façon, la possibilité d'assurer un service de la dette trop contraignant. Pour d'autres fitats du tiers-monde, les difficultés sont d'ordre conjoncturel.

Lors de la session ministérielle du conseil de la CNUCED, en mars dernier, le « groupe des 77 » avait d'alleurs formulé plusieurs séries de revendications. Confrairement à une opinion répandue, la demande de moratoire généralisé et immédiat ne concernait que la dette publique des pays les moins avancés, enclavés et insulaires. Pour les pays les plus affectés par la crise économique, le « groupe des 77 » préconisait des conditions d'octroi de prêts aussi favorables que les crédits

Total

Part en pourcan-tage du la dette auprès du secteur privé

28,1 29,3 30,1 30,4 32,4 35,4 38,3 41,1

L'ACCROISSEMENT DE LA DETTE DE QUATRE-VINGT-QUATRE PAYS

EN VOIE DE DEVELOPPEMENT (estimation en millions de dollars)

107 311 124 500

Source: Banque mondiale, World Debt Tebles, vol. L'asptembre 1977.

a) Les chiffres comprensent la dette publique et la dette garantie par l'Eist qui correspondent à des prèts d'institutions financières privées, à des crédits-fournisseurs et à d'autres créances du secteur privé.

b) Les chiffres comprensent la dette publique et la dette garantie par l'Eist, qui correspondent à des prêts publics bilatéraux et multilatéraux.

Dette auprès du Dette auprès du secteur privé (2) secteur public (b)

de l'Association internationale de déve-loppement (A.I.D.), filiale de la Banque mondiale. Quant à la dette commer-ciale, elle faisait l'objet d'une demande spécifique de consolidation et de réé-chelonnement des paiements sur une période d'une vingtaine d'années.

période d'une vingtaine d'années.

En fait, l'analyse a cas par cas servir de moyen de préserver l'influence des pays industrialisés dans le tiers-monde. L'élaboration, sur proposition du «groupe des 77», de normes internationales destinées à guider les opérations futures d'allégement ou de réaménagement de la dette devrait contribuer à dissiper les craintes des pays en voie de développement à cet égard.

Comme le remarque le secrétaire général de la CNUCED, M. Gamani Corea, en l'absence de tels concepts de base, il est difficile de donner une définition claire du problème de la dette. Cette dernière constitue-t-elle un problème quand un pays a atteint la limite de sa capacité de palement on dès lors que le poids du service de la dette sur sa balance des palements l'oblige à renoncer à des importations nécessaires à son développement? Le tiers-monde est partisan de estre deuxième définition; mais, pour les pays industrialisés, les mesures de réaménagement ne devraient intervenir que dans les cas où les débiteurs se trouveraient a dans l'impossibilité immédiate ou imminente d'assurer le service de la dette ».

Les revendications du tiers-monde

Les revendications du tiers-monde en matière commerciale ont pour l'instant reçu une attention moindre. Nou que cet aspect du problème solt mineur, En 1976, la dette privée des pays en voie de développement — y compris les prêts garantis par l'Etat — représentait plus de 40 % du montant global de la dette. L'accroissement de ce pourcentage a même constitué une donnée essentielle de l'évolution de la dette du tiers-monde an cours des dernières din tiers-monde an cours des dernières années (voir tableau). En effet, face aux limites de l'action de la Banque mondiale et du FMI — maigré les nouvelles facilités élargies — et aux conditions de leurs interventions, les pays en voie de développement ont été incités à multiplier leurs emprunts auprès des organismes privès (4). Cette tendance pourrait s'accentuer dans l'avenir du fait de la réorientation de l'aide publique des Etats industrialisés désormais dirigée en priorité vers les pays les plus pauvres, dans le cadre de la « stratégie des besoins essentiels ». La volonté de certains Etats riches de subordonner l'octroi de l'aide au respect des droits de l'homme dans riches de subordonner l'ocirol de l'aide an respect des droits de l'homme dans les pays récipiendaires pourrait avoir un effet similaire (en 1977, les Etats-Unis ont bloqué dix-huit prêts d'un montant de 500 millions de dollars à ueuf pays accusés de violation des droits de l'homme.

Soulignant la difficulté de conci-lier les conditions des prêts commer-ciaux avec les impératifs du dévelop-pement, le « groupe des 77 » préco-nise, outre la consolidation de la dette

privée et un rééchelonnement des palements, la mise en place d'un méca-nisme de refinancement des emprunts à court terme déjà contractés.

à court terme déjà contractés.

Ces revendications se heurtent à une double réticence. Des pays à revenn moyen ou supérieur — en particulier latino-américains — dont la dette commerciale représente, dans certains cas, jusqu'à 70 % du montant global de la dette mais qui n'éprouvent pas de difficuliés à en assurer le service, craignent que la renégociation proposée par le « groupe des 77 » ne porte atteinte à leur crédibilité auprès des créanciers. A leur demande, le « groupe des 77 » précise que ses revendications ne concernent que les pays « intéressés ». Quant aux Etats industrialisés, il n'est évidemment pas question pour eux d'intervenir dans les opérations d'organismes privés.

d'organismes privés. L'examen de ce problème a donc été remis à une date ultérieure. Il ne revêt d'ailleurs pas le même caractère d'urgence que celui de la dette publique qui concerne, lui, les pays les plus pauvres.

En tont état de cause, le règlement du problème de la dette ne saurait constituer, à lui seul, une solution aux difficultés économiques du tiers-monde, L'aide, dans le cas des pays les plus pauvres, et le commerce, pour les États plus avancés, en seront des éléments plus déterminants; si toute-fois les tendances actuelles en la matière étaient inversées dans l'ave-nir...

(1) Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Burundi, Empire centrafricain. Ethiopie, Gambie, Guinée, Halti, Haute-Volta, Lsos, Lesotho, Mali, Népal, Nîger, Ouganda, Rwanda, Samoa cecidental, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tenad, Yémen (République arabe), Yémen (République arabe), Yémen (République démocratique populaire).

(2) Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Birmanie, Eurundi, Camcorum, Ies du Cap-Vert, Empire centrafricain, Côte-d'Ivoire, Egypia, El Salvador, Ethiopia, Gambie, Ghana, Guatemaia, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Halti, Haute-Volta, Honduras, Inde, Kampuchte zémocratique, Benya, Laos, Lesotho, Madagaga, Mali, Mauritania, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, Pakistu, Ewenda, Samoa occidental, Bénégal, Sierra Leone, Somalia, Soudan, Sri-Lauka, Tanzania, Tchad, Yémen (R.A.), Yémen (R.D.P.).

(3) Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Burundi, Empire cantrafricain, Ethiopie, Gambie, Guinée, Balti, Haute-Volta, Laos, Lesotho, Malawi, Iles Maldives, Mali, Népal, Niger, Ouganda, Ewanda, Samoa occidental, Shirin, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Yémen (R.A.), Yémen (R.D.P.).

(4) Cf. Farticle de Georges Corm: c l'Endettement vertigineux én tieremonde s, dans le Monde diplomatique de juin 1971.

Le carnet des ambassades

A l'occasion de la visite en France de la délégation du groupe parlemen-taire d'e mitié Mongolle-France, M. Bat-Otchirya Gotov, ambassadeur de la République populaire de Mon-golle, a offert une réception le 8 mai. golie, a offert une réception le 8 mai.

M. Dimiri Papaicamon, ambassadeur de Grèce, a donné une réception le 22 mai en l'honneur de M. Evanghelos Averoff, ministre de la défense nationale de Grèce, à l'occasion de la publication en France de son livre « Veloce, pigeon-fièche ».

SON INVE « VEIGCE, PIGEON-FIECHE ».

A l'occasion de la nomination de Mile Jacquellas Gonzalez Cuintanilla, ministre conseiller à l'ambassade, au poste de consul général du Mexique à Milan, l'ambassadeur du Mexique et Mine Flores de la Pana ont offert une réception le 23 mai.

une réception le 23 mai.

M. Maurice Schumann, président de l'Association des amis de la République française, a donné une réception le 23 mai en l'honneur des cheix de mission diplomatique en France.

A l'occasion du vingt-neuvlème anniversaire de la proclamation de la loi fondamentale, M. Axel Harbst, ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne a offert une réception le 23 mai.

M. Constantin Athanassov, ambassadeur de la République populaire de Bulgarie, a donné une réception le 24 mai à l'occasion de la fête de la culture bulgare.

Trois dames de compagnie.



Objectif prioritaire pour Citroën: satisfaire vos exigences en vous proposant une gamme complète allant de la LN 3 CV aux plus luxueuses CX, sans oublier la grande variété de GS...

Des voitures racées qui savent se tenir dans le monde. Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars est à votre disposition pour vous fournit tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenir.

CITROEN CHAMP OF MARS

FILIALE DE S.A. CTTROËN 6-10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris. Telex TT Citro 204.833 F. Tel. 567:55.62

CITROENA---TUTAL

CITROËN[®]

Modèles 78: garantie un an.

Is non alignes

in part. - AND

LE MONDE DIPLOMATIQUE

INTERROGATIONS

EUT-ETRE découvrirons-nous un jour, avec terreur et soulogement, que nous ne sommes qu'apparence, que quelqu'un d'autre est en train de nous rèver. > Cette phrase un peu métaphysique de Jorge Luis Borges peut aisément être transposée dans le registre de la science politique.

Du savoir social le plus ancien et le plus incommunicable (par exemple celui Du savoir social le plus ancien et le plus incommunicable (par exemple celui des adeptes de la sorcellerle) au savoir instituté le plus académique, le plus spècialisé, la société tente de se comprendre, de s'analyser, de découvrir un sens à son histoire. Or un obstacle insurmontable impose sa désespérante présence au bout des chemins les plus divers du savoir. Cet obstacle, c'est le problème posé par la forme que prennent les forces sociales quand elles s'institutionmalisent. L'institution, comme Castoriadis n'a cessé de le montrer depuis plus de dix ans, est la « borne historique » de la pensée qui prétend objectiver la société, d'Aristote à Marx et à leurs modernes disciples. Et si l'on considère non seulement les formes sociales en général (la famille, l'école, l'entreprise industrielle, la police, l'armée, le parti politique) mais la force — ellemême institutionnalisée — qui leur confère en dernière instance la légitimité, on est blen obligé de nommer l'Etat.

Monstre brumeux aux formes aussi incer-

Monstre brumeux aux formes aussi incertaines que celles d'une charogne entière-ment recouverte de fourmis, l'Etat dirige les moindres de nos représentations, l'Etat nous pense, l'Etat nous analyse, l'Etat nous rêve.

E e quelqu'un d'autre » dont parle Borges a été divinisé par diverses cultures, dont la culture occidentale depuis environ trois siècles. La planète entière a èté convertie. Mais si l'Etat succède aux religions (parfois en s'appuyant sur elles), il fonde sa propre l'égitimité-légitimante sur quelques formes qui peuvent être soit de la force nue (l'institution militaire), soit des succursales de la l'égitimation ; par exemple la forme « partipolitique ».

Le dépérissement de la forme « parti »

politique ».

Le dépérissement de la forme « parti » est déjà bien avancé. La concurrence des associations contestateires (comités de citoyens, de locataires, d'usagers, comités d'action, comités de défense) manifeste la puissance du nouvel avant-gardisme élargi à la lutte quotidienne, anti-institutionnelle. Mais, en même temps, ces associations servent de courrole de transmission entre les idées nouvelles et les vieilles structures des partis et des syndicats. Pas une seule innovation ne pousse sur ces tombeaux du mouvement social. En revanche, rares sont les innovations irrécurevanche, rares sont les innovations irrécu-pérables par les syndicats et les partis comme par l'appareil d'Etat.

A CEUN qui persistent à proclamer que les partis sont des instruments indispensables an pluralisme démocratique et que, pour être efficaces, ils doivent « emprunter les ormes de l'adversaire » — c'est-à-dire de la machine à tout sentre l'acceptant l'Elect qu'est l'est l centraliser qu'est l'Etat — il suffit de rap-peler quelques rudiments sur la genèse des peler quelques rudiments sur la genèse des partis de type moderne. Loin d'être la forme que prennent les mouvements sociaix qui luttent contre l'ordre établi on lui résistent, les partis de gauche, his-toriquement, se fondent sur le rakentisse-ment ou l'êchec de ces mouvements. Héritiers des anciennes révoltes, usufrui-tiens des grandes idées mythifiées, spécia-listes de la résignation et du compromis, gestionnaires de l'absence : absence des gestionnaires de l'absence : absence des luttes passes comme des luttes présentes, absence des militants de base et des élècteurs « représentés » par les dirigeants. Oul, vraiment, il y aurait urgence à s'attaquer a une analyse institutionnelle des

Souvent, la droite n'institutionnalise pas Souvent, la droite n'institutionnalise pas ses forces dans des formes aussi struc-turées et aussi dynamiques que la gauche : anjourd'hui, en France, quelle organisation de droite peut être comparée à la forme du parti communiste ou dn parti socialiste ? Ou bien il s'agit de rassemblements antour d'un personnage charismatique ou de ses héritlers (gaullisme) ; ou bien on a affaire à un appareil reposant sur un réseau de notables (radicaux de droite, lecanuettistes, parti républicain; ou encore, comme c'est le cas avec l'UDF, on constate la formation laborieuse et souvent éphémère d'une coalition purement électurale. Le gaullisme lui-même, avec ses modifications de sigle à l'occasion des consultations nationales (du R.P.F. à l'UNR. et de l'UDR. an R.P.R.), manifeste sa nature d'affiche électorale plutôt que d'organisation fortement implantée dans la vie quotidienne des entreprises, des services, des syndicats. D'autre part, lorsqu'il arrive que la droite se constitue en parti bien structure et bien implanté dans la population, avec une « ligne », des congrès réguliers, des mots d'ordre pour les divers secteurs de la vie sociale, bref à la manière des partis de gauche, la faiblesse, pour ne pas dire l'inexistence, d'une idéologie, programmatique ou non, devient rédhibitoire.

qui avait connu son triomphe, sa « réalisation », en 1968, se dissout. Un document ronéotypé, signé Guy Debord (cofondateur et leader du groupe français), nous dit « L'I.S. ne s'est pas appliquée jusqu'à appliquer sa propre théorie dans l'activité même de la formulation de cette théorie. Il fallait appliquer à l'I.S. la critique qu'elle a applique, souvent si bien, à la société dominante moderne. »

En 1976, la section d'Aix-en-Provence du M.L.A.C. (Monvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception) prononce l'autodissolution du monvement tout entier : « Le M.L.A.C., ce moutement qui a regroupé des milliers de femmes et d'hommes dans une lutte pour la liberté de l'avortement et de la contraception, n'existe plus. La structure nationale et légale du M.L.A.C., mise en place à ce moment-là pour des raisons d'unité

Plus créatif que de réussir...

Par RENÉ LOURAU *

Comme on le voit, par exemple, avec la démocratie chrétienne italienne, le courant de droite organisé selon la forme parti » est condamné à recevoir soit les mêmes critiques qui s'adressent aux formations de gauche, soit des critiques plus générales, touchant à l'hégémonie visqueuse dont es type de droite imprègne l'ensemble de la population. An-delà de ce seuil d'imprégnation totale, c'est la domination totalitaire des part ls de type fasciste, lesquels dépassent le consensus mon dont se contente la droite traditionnelle en s'imposant non seulement par la force armée mais par une idéologia dogmatique.

L'est une situation, néanmoins, où la critique de droite peut précéder l'autoche; c'est lorsque l'objet de la critique est le parti unique, totalitaire, du type communiste » stalinien. Naturellement, la sévérité ou l'ironie qui s'adressent alors aux bureaucrates rouges oublient de frapper aussi les bureaucrates noirs des partis de type fasciste. Il n'en reste pas moins qu'avant-guerre certaines critiques du stalinisme, en France, étalent prises en charge par des éditeurs « de droite »— ce qui les disqualifiait un peu trop facilement aux yeux des membres du P.C.F. Un des meilleurs exemples est celui de Ciliga et de la première partie de son rapport sur le « pays du mensonge déconcertant », tellement plus crédible que la plupart des dénonciations des actuels « nouveaux philosophes ».

Quant aux groupes d'avant-garde qui pratiquent la critique dite « radicale » de pratiquent la critique dite a radicale » de l'intitutionnalisation des partis, ils sont aussi blen artistiques, culturels ou artistico-politiques que politiques. Et, surtout depuis 1968 en France, en Europe, au Canada et aux Etats-Unis, il fant leur ajouter les nouvelles avant-gordes, issues de la crise de l'avant-gardisme classique, de son éclatement, de son autodissolution (1).

Toutes ont produit ou sont en train de routes ont produit ou sont en train de produire un antodépassement capital sur les plans théorique et politique. Ce qui commence à se faire jour, c'est la nécessité d'appliquer à son propre fonctionnement la critique qui, pendant longtemps, ne s'adressait qu'aux autres — aux grandes organisations sclérosées et aussi aux autres groupes avant-gardistes rivaux.

En 1971, l'Internationale situationniste, et d'efficacité, est devenue une coquille vide; elle n'est plus l'émanation des cen-taines de groupes de base qui constituaient réellement le mouvement et lui ont donné sa force et sa créativité. » (Libération,

ovembre 1976.) En 1973, les maoistes de la Gauche prolé-En 1973, les maoistes de la Gauche prolé-tarienne annoncent qu'ils ont pris la décl-sion de se dissondre dès 1970. Il éagit « de disloquer l'instrument organisation-nel. (...) Cela signifie (...) que toute orga-nisation doit apprendre constamment à mourir, à refuser de persévèrer dans son être, quand elle est désaccordée par rap-port aux exigences du mouvement de masse. » (Cahiers prolétariens, janvier 1974.)

les masses, le retour aux sources e masses, le retour aux sources e masternelles » trahles par l'institutionnalisation, — les maoistes et d'autres l'expriment de façon lancimante.

Dans le même texte de la Gauche prolétarienne, on souligne la nécessité d'éclater e partout dans les masses afin d'élargir la résistance. (—) Une organisation doit être subordonnée au mouvement des masses ». Et, hien entendu, cela ne signifie plus, comme à la belle époque de la Troisième Internationale, s'affiller à un contraire.

contraire.

En 1972, l'avis de décès de la librairie militante « la Vleille Taupe » se fondait sur les constatations suivantes : « Il ne peut exister de théorie révolutionnaire peut exister de théorie révolutionnaire séparée de l'établissement de liens pratiques pour agir. (...) Aujourd'hui, le mouvement communiste se manifeste 'pariout. Les signes abondent qui permetient de penser que mai 68 opparaitra un jour comme une timide ébauche de ce qui se prépare. » (Tract-affiche « Bail à céder ») Même les chrétiens contestataires sont pris dans le processus d'autodissolution commandé par la volonté de se fondre dans le mouvement. En 1975, l'association Echanges et dialogues, foudée au lendemain de 1968, se dissout en invitant ses membres à entrer dans un mouvement plus large : « Le Mouvement du 3 novemplus iarge : « Le Mouvement du 3 novem-bre, Echanges et dialogues, reconnaissant que son projet est repris et amplifié par le « Mouvement chrétiens critiques » (...) prononce so propre dissolution. »

• Sociologue, université ce Paris VIII.

E comité de rédaction de la revue Actuel, annonçant en 1975 son sabordage, ne parle pas autrement : « En devenant massives, détournées aux jins d'un système, les idées d'une minorité a En devenant massives, debintrees du projent pour jins d'un système, les idées d'une minorité perdent bizarrement leur force. » Les surréalistes, les situationnistes, optent pour l'autodissolution parce qu'ils voient la réalisation-récupération de leurs ldées, et non parce qu'ils auraient « échoué ». Brigitte Bardot, procédant à la dissolution de la Fondation pour les animaux créée à peine trois mois plus tôt, déclare incidement : « L'abondance du courrier reçu, l'ampleur des problèmes posés, nécessitent une véritable gestion et une structure administrative qui ne peuvent être assurées que par des bénévoles, et je ne veux pas que l'orgent reçu serve à payer des bureaucrates. » Admirable formule que les dirigeants des grandes formations politiques, trop conditionnés par leur fôle institutionnel, ne pourraient pas imaginer.

Institutionnel, he pourraier pas inagner.

La contradiction entre la « prophétie» initiale du mouvement et l'institution récupératrice du mouvement c'est ce que je nomme l'effet Mülimann, du nom de l'ethnologue allemand qui a dégagé ce phénomène à partir de plusieurs études sur le devenir des mouvements de libération dans le tiers-monde (2). Contradiction véritablement « insoluble »... sauf par et dans la pratique de l'antodissolution.

La « muhlmannisation », l'institutionna-lisation, la courbure que les procédures de la politique instituée impriment à toutes nos représentations, comment en trouves une explication non réductrice, non tauto-logique, sinon en invoquant l'idée d'un inconscient étatique (3)?

A l'époque de la mondialisation de la forme étatique — phénomène blen souligné par les recherches d'Henri Lefebvre (4), — l'uniformisation, l'unification de tout désir comme de toute stratégie s'opèrent sous le signe de cette super-institution, foyer de toute légitimation (y compris la légitimation du système économique de moins en moins crédible) : l'Etat.

ES partis politiques, de gauche comme de droite, n'echappent pas à cette surdétermination universelle. Le moinde droite, n'échappent pas à cette surdétermination universelle. Le moindre groupuscule ou particule se constituant, par exemple, en vue d'une très légitime lutte de libération nationale est déjà, dès sa naissance, traversé par son destin futur de forme équivalente aux anires formes institutionnalisées par la puissance étatique. La lutte consistera aussi ou essentiellement à tont faire pour se faire « reconnaître » par d'autres organisations du même type, sur le territoire national et à l'étranger; puis par les institutions de l'appareil d'Etat, par d'autres Etats et, finalement, par l'ONU. Quant aux partis déjà installés, depuis longtemps « muhimannisés », intégrés plus au moins profondément dans la cuiture nationale et dans la combinatoire institutionnelle, en tant qu'éléments indispensables au fonctionnement de la représentation, de la délégation de ponvoir, c'est l'Etat qui les légitime, et c'est l'Etat qu'ils rêvent de conquèrir partiellement on totalement. Cercle éminemment victeux, courbure des projets qui, à la fin, se fait boucle, cercle parfait, anneau de Mocebus : là où, auparavant, on observait deux faces, deux projets — celui de l'Etat et ceini du parti d'opposition, — on n'observe plus qu'une seule surface, un seul projet, l'Etat, nrod'opposition, — on n'observe plus qu'une seule surface, un seui projet. L'Etat, producteur inépuisable et unique du principe d'équivalence de toutes les formes centralisées, créées ou reconnues par lui, a, une fois de plus apparé La surface unique sons services de principe d'est de plus apparés la surface unique sons la surface unique sons la surface principe. fois de plus, gagné. La surface unique, sans limites, de l'anneau de Mochius a de quoi affoler.

(1) Cl. René Lourau, Tzara-Lénine, autodissolution de l'avant-pardisme (litte provisoire),
à paraître aux éditions Saveini.
(2) Mühimann, Messianismes révolutionnaires du tiers monde, traduit de l'allemand,
Gallimand, Paris, 1983. J'ai donné une petite
illustration de l'effet Mühimann à propos de
l'institutionnalisation eu Mouvement des
forces armées (M.P.A.) au Portugal, le Monde,
20 mars 1975
(3) Cl. René Lourau, l'Etat inconscient, à
paraître aux Editions de Minuit.
(4) Henri Lefebrie, De l'Etat, quatre tomes,
U.G.E., collection « 10/18 », Paris, 1976-1973.

Dans ce numéro : .

Les contradictions de la révolution éthiopienne, par Rene Lefort. L'Afrique de l'espérance, par Jean Zieglez.

LE POIDS DES INVESTISSEMENTS AMERICAINS EN AFRIQUE DU SUD, par Tami Hultman et Roed

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique, vous propose des formations spécialement élaborées pour une ntilisation professionnelle (langue économique et commerciale, contemporaine...), et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Etrangères, de l'Université de Cambridge, aux B.T.S. Traducteur Commercial, et à toutes les épreuves de langues des examens et concours.

Quel que soit le rythme de vos activités ou votre lieu de résidence, vous pouvez suivre une de ces formations sans modifier vos occupations habituelles. Appoints décisifs dans tous les secteurs de la vie professionnelle, ces enseignements sont mis en œuvre grâce à des méthodes originales à distance avec supports audio-visuels (disques on cassettes) et, pour ceux qui le désirent, des sessions orales à Levallois (92).

Cours tous niveaux (même débutant). Service Orientation, Possibilité à prise en charge des droits éviscription par votre entreprise (ioi êu 16-7-71), inscriptions en toute période ce l'année. (Enseignement privé.)

Documentation gratuite (n° 1827) à Langues à Affaires,

Documentation gratuite (nº 1827) à LANGUES & AFFAIRES. 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois, Tél. : 270-81-88. PAGE 5:

Suite de l'article de Daniel Bonebill sur le Zeire. -Le cercle vicieux, par Christophe Batsch.

PAGE 6:

Le socialisme tanzanien dix ans après la déclaration d'Arusha, par Denis Martin.

PAGES 7 à 10 :

LE CHILI DES CONTRADICTIONS : L'assassinat d'Orlando Leteller à Washington compromet Pinochet, par John T. Alves. — Des déchirures profondes au sein de la junte, par Bodrigo Gonzalez Torres. — Les Mapuches, la terre volée et la persécution, par Jacques Chonchol.

PAGE 11:

Elections en chaîne en Amérique latine, par Jean-

PAGE 12:

Luttes paysannes en Equateur, par Blanca Escobar,

PAGE 13: Recherches universitaires : la vice-présidence des

Etats-Unis, par Charles Zorghibe. — Les paysans du tiers-monde victimes de la « préférence urbaine ». par Frédéric Langer.

PAGES 14 et 15:

LE MENDIANT AU TRANSISTOR, une nouvelle d'Hélène Parmelin.

Dans les revues

Suite de l'article de Ghassan El Aly et Lella Harb sur la résistance palestinienne.

PAGE 17:

L'accession des classes moyennes au pouvoir en Afghanistan, par Jean-Charles Blanc.

PAGE 18:

En Turquie : nouvelle chance pour le « réformisme démocratique », par Semih Vaner.

Les livres du mois. **PAGE 21:**

POLITIQUE ET LITTERATURE : Ces pays où l'on n'arrive jamais..., par Marie-Françoise Allain.

La lutte contre l'aéroport de Narita au Japon, par Philippe Pons.

PAGES 23 à 38:

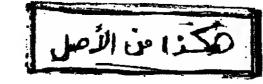
Supplément : l'Algérie face à son développement.

PAGES 39 à 43 :

L'activité des organisations internationales. Les négociations sur l'endettement du tiers-monde, par Marie-Claude Cèleste.

Le numéro du « Monde diplomatique » de mai 1978 e été tiré à 109 000 exemplaires. Depuis le 9 mars, les publications du « Monde », y compris « le Monde diplomatique », ne sont pas distribuées en Tunisie.

Juin 1978



: ---- 5-:

> --- -:--- **7**4-1. 200,000,00 ニナス といごのも inner son is de super treefe o e merth in a se - 🕶 :11:11 🖫 . in er einer in 🤔 🔾 eitzi-

76 1 111

mile-err .

arts — in the cold of the store per Lieutent den Gram in deat is many ිට කිර කිරීම කිරීම සිටිමෙන් Weren all the contract of figures of Verilla of the end of the last and the state of

True les tata treces

current and the second of the con-TAS TO SELECT OF THE PROPERTY THE ME Mark 1. :: _ : . Current to po Line, or store twists : u stra una put Ge comity in the community of the commun Communication of the power of panaga' - d. zarter i

les with the capital

And the month of t

Si data THE WINDSHAME Dans ce numéro :

(du capitalisme

Lenjeu of :::=:-

Les trois échecs de M. Begin